

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES
SUISSES

DIPLOMATISCHE DOKUMENTE
DER SCHWEIZ

DOCUMENTI DIPLOMATICI
SVIZZERI

16

9. V. 1945–31. V. 1947

COMMISSION NATIONALE
POUR LA PUBLICATION DE DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

NATIONALE KOMMISSION
FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER
SCHWEIZ

COMMISSIONE NAZIONALE
PER LA PUBBLICAZIONE DI DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES
SUISSES
DIPLOMATISCHE DOKUMENTE DER
SCHWEIZ
DOCUMENTI DIPLOMATICI
SVIZZERI

VOLUME – BAND 16

(9. V. 1945 - 31. V. 1947)

GRUPE DE RECHERCHE – FORSCHUNGSGRUPPE – GRUPPO DI RICERCA:

Directeur de la recherche – Forschungsleiter – Direttore della ricerca:

Antoine Fleury

Coordinateur de l'édition – Redaktionsleiter – Coordinatore dell'edizione:

Marc Perrenoud

Collaborateurs/Collaboratrices – Mitarbeiter/innen – Collaboratori/Collaboratrici:

Mauro Cerutti

Michele Coduri

Eric Flury-Dasen

Thomas Gürber

Sébastien Guex

Ariane Sabet-Sobhani

Therese Steffen Gerber

CHRONOS VERLAG, ZÜRICH
ARMANDO DADÒ, LOCARNO
ÉDITIONS ZOÉ, GENÈVE

Umschlagfoto: *Max Petitpierre et Winston Churchill* dans le parc du Château d'Allmendingen (17 septembre 1946).

Max Petitpierre und Winston Churchill im Park des Schlosses Allmendingen (17. September 1946).

Max Petitpierre e Winston Churchill nel parco del castello d'Allmendingen (17 settembre 1946).

Keystone / Photopress.

© 1997 Chronos Verlag, Zürich

ISBN 3-905312-22-0 (Chronos Verlag, Zürich)

ISBN 88-86315-73-2 (Armando Dadò Editore, Locarno)

ISBN 2-88182-279-5 (Éditions Zoé, Genève)

COMMISSION NATIONALE POUR LA PUBLICATION
DE DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

NATIONALE KOMMISSION FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG
DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER SCHWEIZ

COMMISSIONE NAZIONALE PER LA PUBBLICAZIONE
DI DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

Président	Jean-Claude Favez, Professeur à l'Université de Genève
Vice-Président	Christoph Graf, Direktor des Schweizerischen Bundesarchivs, Honorarprofessor an der Universität Bern
Secrétaire	Antoine Fleury, Professeur à l'Université de Genève
Membres	
Urs Altermatt	Professor an der Universität Freiburg
Werner Baumann	Stellvertretender Direktor der Direktion für Völkerrecht des Eidgenössischen Departements für auswärtige Angelegenheiten
Jean-François Bergier	Professeur à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich
Rudolf Bolzern	Sekretär des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung
Daniel Bourgeois	Adjoint scientifique aux Archives fédérales, Berne
Yves Collart	Professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève, Président de la Société générale suisse d'histoire
Bruno Fritzsche	Professor an der Universität Zürich
Hans Ulrich Jost	Professeur à l'Université de Lausanne
Georg Kreis	Professor an der Universität Basel
Philippe Marguerat	Professeur à l'Université de Neuchâtel
Beatrix Mesmer	Professeurin an der Universität Bern
Francis Python	Professeur à l'Université de Fribourg
Alois Riklin	Professor an der Universität St. Gallen

TABLE DES MATIÈRES / INHALTSÜBERSICHT

I.	Avant-propos	VII
	Vorwort	X
	Prefazione	XIII
II.	Introduction	XVI
	Einleitung	XVIII
	Introduzione	XXI
III.	Abréviations / Abkürzungen	XXIII
IV.	Table méthodique des documents	XXVIII
	Thematisches Verzeichnis der Dokumente	LI
V.	Documents / Dokumente	1
VI.	Annexes /Anhang	375
VI.1.	Organigramme de l'administration fédérale concernée par les relations internationales	376
VI.2.	Organigramm der für die internationalen Beziehungen zuständigen Stellen des Bundes	378
VI.3.	Les postes diplomatiques et consulaires de la Suisse à l'étranger / Die diplomatischen und konsularischen Vertretungen der Schweiz im Ausland	380
VI.4.	Les postes diplomatiques et consulaires étrangers en Suisse / Die diplomatischen und konsularischen Vertretungen des Auslandes in der Schweiz	392
VII.	Index / Register	401
VII.1	Index des noms de personnes / Personenregister	401
VII.2	Index des organisations / Organisationenregister	415
VII.3.	Index des noms géographiques / Register der geographischen Bezeichnungen	419
VIII.	Liste des fonds des Archives fédérales d'où proviennent les documents publiés / Verzeichnis der für die veröffentlichten Dokumente verwendeten Bestände des Bundesarchivs	425
IX.	Liste des paraphes des correspondants du Département politique / Paraphenliste der Korrespondenten des Politischen Departements	427

I. AVANT-PROPOS

L'objectif de la collection de «Documents diplomatiques suisses» est à la fois scientifique et pratique. Il s'agit, dans l'esprit de ceux qui en assument la responsabilité, de mettre à la disposition des chercheurs et des praticiens, les sources officielles utiles pour la reconstitution et pour la compréhension de l'histoire de la politique étrangère de la Suisse, d'un Etat neutre mais profondément impliqué dans le système politique international.

Placée sous le patronage de la Société Générale Suisse d'Histoire, l'entreprise a reçu l'appui du Département fédéral des Affaires étrangères et le soutien financier du Fonds national suisse de la recherche scientifique. Une Commission nationale pour la publication de documents diplomatiques suisses, comprenant des représentants des instituts d'histoire des Universités et Hautes Ecoles suisses, des Archives fédérales, du Département fédéral des Affaires étrangères et du Fonds national de la recherche scientifique, assume la responsabilité de la publication.

Une première série de 15 volumes, couvrant la période 1848-1945, a été publiée entre 1979 et 1997. Avant même que le dernier volume de cette série ne soit sorti de presse, la décision a été prise de poursuivre la recherche et la publication pour une nouvelle période 1945-1961, correspondant à «l'ère Petit-pierre», du nom du Conseiller fédéral en charge de la diplomatie suisse du 1er février 1945 au 30 juin 1961. Une équipe restreinte de chercheurs recrutés dans différentes Universités du pays travaille désormais à la sélection, à l'annotation et à l'édition des documents pertinents.

Confrontée aux problèmes communs à tous les éditeurs de «papiers d'Etat» pour sélectionner un nombre très limité de documents significatifs dans une masse sans cesse croissante des dossiers d'archives, la commission s'est proposée de recourir aux techniques de l'informatique pour mettre à la disposition des utilisateurs un nombre important de documents et de données thématiques, biographiques et géographiques. Un programme informatique a été conçu à la fois pour la publication des documents dans les six volumes prévus et pour stocker et rendre accessible une quantité plus importante de textes et d'informations diverses. A cet effet, une banque de données – DoDiS – a été mise au point en étroite collaboration avec les informaticiens de l'Office fédéral de l'informatique et ceux des Archives fédérales. Elle fournit de plus amples informations sur les personnes et les organisations (structures administratives, associations professionnelles, partis politiques, groupes d'intérêts et autres sociétés ou entreprises) qui apparaissent dans les documents publiés ou inédits.

Les documents sélectionnés proviennent des Archives fédérales où sont conservés les actes du Parlement, du Gouvernement et des départements fédéraux (ministères). La Suisse ayant un gouvernement collégial, toutes les déci-

sions de quelque portée relèvent du seul Conseil fédéral. De plus, les divers départements et offices sont concernés par l'un ou l'autre aspect de la politique étrangère de la Suisse. Il s'ensuit que les documents publiés ne reproduisent pas uniquement les actes du Département fédéral des Affaires étrangères; une part appréciable des textes provient des actes du gouvernement lui-même – ainsi les procès-verbaux des séances et des décisions du Conseil fédéral – de divers départements ou d'offices spécialisés, ou encore de délégations et de commissions spéciales qui ont transmis des rapports au gouvernement, sans oublier des lettres de personnalités officielles ou exerçant des fonctions semi-officielles, voire de représentants d'institutions privées.

La collection ne vise pas à documenter l'ensemble des événements extérieurs intéressant la Suisse ni à reconstituer toute l'évolution de la politique étrangère de la Confédération. Elle s'attache plutôt à illustrer les traits essentiels de la politique extérieure suisse dans ses diverses dimensions ainsi que les conceptions et les données fondamentales des relations internationales. Ont été retenus pour la publication d'abord des textes qui font saisir l'orientation générale de la politique extérieure suisse ou qui ont pu déterminer, à un moment donné, cette orientation; ensuite des textes qui montrent le rôle de la Suisse dans la politique internationale ou qui éclairent son attitude face à tel événement ou face à tel problème; des rapports, des analyses de situation qui contiennent des informations originales ou qui reflètent le point de vue du neutre sur des événements importants; enfin, des instructions, des avis, des notices et des correspondances qui sont indispensables à la compréhension de telle ou telle affaire.

Les documents sont présentés dans l'ordre chronologique. Afin d'en faciliter la consultation thématique, on a établi une table méthodique dont une version en français et une en allemand sont publiées. Elles sont divisées en chapitres thématiques (celui sur les relations bilatérales est organisé par ordre alphabétique) et comportent des résumés succincts. En outre, on trouve des index des noms de personnes, des organisations (hormis les structures administratives) et des noms géographiques.

Des organigrammes en fin de chaque volume fournissent des renseignements sur la structure administrative et sur la représentation diplomatique de la Suisse à l'étranger et des pays étrangers en Suisse.

En règle générale, les documents sont publiés intégralement et dans leur langue d'origine. Les passages supprimés sont indiqués par des points de suspension entre crochets; une note en donne parfois l'essentiel. Les formules de salutations ont été supprimées, sauf dans le cas où elles paraissent avoir une signification particulière.

La partie rédactionnelle est écrite dans la langue du document choisi, soit en français, en allemand et en italien. Elle se distingue du texte du document lui-même reproduit en caractère romain, par l'emploi de l'italique. Les passages soulignés ou en caractères espacés du document original sont également rendus par l'italique. Les interventions de la rédaction à l'intérieur du document figurent entre crochets. L'orthographe et la ponctuation ont été modifiées

sans autre dans les cas de fautes évidentes ou pour unifier l'écriture à l'intérieur du texte.

L'en-tête des documents comprend les éléments suivants: la cote d'archives, le numéro de référence de la banque de données DoDiS, le titre rédactionnel – pour les auteurs et les destinataires des documents, on indique soit les noms et les initiales des prénoms des personnes avec leur fonction, soit les administrations et les services concernés –, la qualification du texte (copie, minute) dans le cas où l'on n'a pas pu reproduire l'original, le genre du document, sa date et son lieu de rédaction. En outre, lorsque ces indications apparaissent sur l'original, l'en-tête peut comprendre encore: le degré de classification (confidentiel, secret) ou d'urgence du document, son numéro d'ordre, les initiales (ou le paraphe) du rédacteur et du secrétariat, l'objet du texte reproduit. Quand il est repris littéralement, le titre du document lui-même est rendu en PETITES CAPITALES DE CARACTÈRE ROMAIN.

L'appareil critique est délibérément limité. Les notes visent avant tout à corriger les inconvénients de l'indispensable sélection en fournissant notamment des références aux documents non publiés, aux documents enregistrés dans la banque de données et aux imprimés officiels que le lecteur voudrait pouvoir consulter. Dans la mesure du possible, il est fait renvoi aux documents mentionnés dans les textes publiés, sauf dans les cas où leur contenu ressort suffisamment du document. La formule «non reproduit», sans indication de provenance, signifie que les documents en question figurent dans les mêmes dossiers que le texte reproduit. Lorsqu'un document présumé important a fait l'objet d'une recherche approfondie qui aboutit à un résultat négatif, on l'indique par la formule «non retrouvé». Quant à l'indication DoDiS, suivie d'un numéro, elle renvoie soit à des documents reproduits dans la banque de données, soit à des références à des sources.

Par la publication de cette nouvelle série de volumes et l'établissement d'une banque de données sur les relations internationales de la Suisse, les historiens souhaitent, tout en contribuant à la connaissance des enjeux et des problèmes internationaux qui se sont posés au gouvernement et au peuple suisses depuis 1945, fournir des points de repère fondamentaux à tous ceux qui se préoccupent – citoyens, chercheurs, analystes, journalistes – ou qui sont en charge – magistrats, fonctionnaires, diplomates, parlementaires – de la formulation et de la conduite de la politique étrangère.

Genève, Berne, novembre 1996

Commission nationale
pour la publication de documents
diplomatiques suisses:
JEAN-CLAUDE FAVEZ, *Président*
CHRISTOPH GRAF, *Vice-Président*

I. VORWORT

Das Anliegen der Reihe «Diplomatische Dokumente der Schweiz» ist ein wissenschaftliches und praktisches zugleich. Den verantwortlichen Herausgeberinnen und Herausgebern geht es darum, der Forschung und Praxis die amtlichen Quellen zur Verfügung zu stellen, die nötig sind für die Rekonstruktion und das Verständnis der aussenpolitischen Geschichte der Schweiz, eines neutralen Staates, der jedoch zutiefst ins internationale System eingebunden ist.

Das Unternehmen steht unter dem Patronat der Allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz; es fand die Unterstützung des Eidgenössischen Departements für auswärtige Angelegenheiten und die finanzielle Hilfe des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung. Die Verantwortung für die Publikation trägt eine nationale Kommission für die Veröffentlichung diplomatischer Dokumente der Schweiz, in der die historischen Institute der Schweizer Universitäten und Hochschulen, das Bundesarchiv, das Eidgenössische Departement für Auswärtige Angelegenheiten und der Schweizerische Nationalfonds vertreten sind.

In den Jahren 1979 bis 1997 wurde eine die Zeitspanne zwischen 1848 und 1945 abdeckende erste Serie von 15 Bänden publiziert. Bereits vor Drucklegung des letzten Bandes der ersten Serie fiel der Entscheid zur Fortführung der Forschungsbemühungen und deren Publikation. Die neue Periode von 1945–1961 entspricht der «Ära Petitpierre». Sie trägt den Stempel des für die schweizerische Diplomatie zwischen dem 1. Februar 1945 und dem 30. Juni 1961 zuständigen Bundesrates Max Petitpierre. Eine aus verschiedenen Schweizer Universitäten gebildete Forschungsgruppe besorgt nunmehr die Selektion und die Edition der relevanten Dokumente sowie die Redaktion des wissenschaftlichen Apparates.

Wie alle Herausgeber von amtlichen Dokumenten sieht sich unsere Forschungsgruppe mit einem grundlegenden Problem konfrontiert: bei der stetig grösser werdenden Menge von aussenpolitisch relevanten Dossiers kann nur eine sehr beschränkte Anzahl von Schlüsseldokumenten veröffentlicht werden. Die Kommission hat aus diesem Grunde beschlossen, Informatikmittel einzusetzen, um den Benutzerinnen und Benutzer eine grössere Anzahl von zusätzlichen Dokumenten und thematischen, biographischen und geographischen Angaben zugänglich zu machen. Die Datenbank DoDiS wurde in enger Zusammenarbeit mit den Informatikern des Bundesamtes für Informatik und des Bundesarchivs entwickelt, um einerseits die Dokumente für die sechs vorgesehenen Bände zu publizieren und andererseits eine bedeutende Anzahl von Dokumenten und anderen Informationsbeständen zur Verfügung zu stellen. Sie liefert eine Fülle von Informationen zu Personen und Organisationen (Verwaltungsstrukturen, Berufsverbänden, politischen Parteien, Interessenverbänden und anderen Gesellschaften oder Firmen), die in den veröffentlichten oder unveröffentlichten Dokumenten erscheinen.

Die abgedruckten Dokumente stammen aus dem Schweizerischen Bundesarchiv, das die Akten von Parlament, Regierung und eidgenössischen Departementen (Ministerien) aufbewahrt. Die Schweiz hat eine Kollegialregierung, und alle Entscheide von irgendwelcher Tragweite fällt der Gesamtbundesrat. Darüber hinaus sind die einzelnen Departemente und Amtsstellen von verschiedenen Aspekten der schweizerischen Aussenpolitik betroffen. Demzufolge stammen die veröffentlichten Dokumente nicht allein aus den Beständen des Eidgenössischen Departements für Auswärtige Angelegenheiten; ein beachtlicher Teil der Texte sind Akten der Regierung selbst – so die Sitzungsprotokolle und Entscheide des Bundesrates –, der verschiedenen Departemente und besonderer Ämter oder gar von Delegationen und Spezialmissionen, die der Regierung Berichte zukommen liessen; selbst Briefe von Persönlichkeiten in amtlicher oder halbamtlicher Funktion oder gar von privaten Institutionen waren zu berücksichtigen.

Die Reihe strebt keine lückenlose Dokumentation aussenpolitischer Ereignisse aus schweizerischer Sicht an und kann auch nicht die ganze Entwicklung der eidgenössischen Aussenpolitik vollständig aufzeigen. Vielmehr versucht sie, die Grundzüge, die Leitlinien und fundamentalen Gegebenheiten der internationalen Beziehungen der Schweiz in den verschiedenen Sparten zu illustrieren.

Abgedruckt werden darum vornehmlich: Texte, die eine generelle Ausrichtung der schweizerischen Aussenpolitik erkennen lassen oder die zu einem gegebenen Zeitpunkt diese Orientierung nachhaltig beeinflussen konnten; Texte, welche die Rolle der Schweiz in der internationalen Politik zeigen oder Erklärungen bieten für die Haltung der Schweiz gegenüber wichtigen Geschehnissen oder Problemen; Berichte und Lageanalysen, die originale Informationen enthalten oder den neutralen Blickwinkel geben zu wichtigen Vorgängen; Instruktionen, Gutachten, Aufzeichnungen und Korrespondenzen, die unerlässlich sind für das Verständnis des jeweiligen Geschehens.

Die Dokumente werden in chronologischer Reihenfolge präsentiert. Zur Erleichterung der Benutzung ist jeder Band mit einem thematischen Verzeichnis der Dokumente versehen. Dieses ist in verschiedene thematische Kapitel unterteilt, wobei jenes über die bilateralen Beziehungen alphabetisch geordnet ist. Ausserdem enthält das Verzeichnis kurze Zusammenfassungen in deutsch und französisch sowie ein Register der erwähnten Personen, Organisationen (Amtsstellen ausgenommen) und geographischen Bezeichnungen. Die Organigramme am Ende jedes Bandes geben Aufschluss über die Struktur der Verwaltung und der diplomatischen Vertretung der Schweiz im Ausland und des Auslandes in der Schweiz.

Im allgemeinen sind die Dokumente vollständig und in ihrer Originalsprache abgedruckt. Weggelassene Abschnitte sind durch Auslassungszeichen in eckiger Klammer gekennzeichnet. Mitunter gibt eine Fussnote eine Zusammenfassung der Tilgung. Anrede- und Grussformeln wurden weggelassen, ausser in Fällen, wo sie eine besondere Bedeutung zu haben scheinen.

Der redaktionelle Teil ist in der Sprache des Dokumentes abgefasst, d. h. in französisch, deutsch oder italienisch. Er setzt sich deutlich (kursiv) vom Text des Dokumentes (aufrecht) ab. Kursivsatz innerhalb des Dokumentes

gibt originale Auszeichnungen an (Unterstreichungen, Sperrungen), Eingriffe der Redaktion in den Dokumenten sind kursiv in eckiger Klammer gesetzt. Orthographie und Interpunktion wurden nur bei offensichtlichen Fehlern bereinigt und die Schreibweise einzig innerhalb des Textes vereinheitlicht.

Der Kopf der Dokumente enthält folgende Elemente: Archivsignatur, Referenznummer der Datenbank DoDiS, redaktioneller Titel – für Absender und Empfänger werden entweder die Initialen des Vornamens, Name und Funktion angegeben oder die betreffenden Amtsstellen –, Kennzeichnung der Textvorlage (Kopie, Minute), falls nicht das Original abgedruckt werden konnte, Gattungsbestimmung des Dokumentes sowie Ort und Datum seiner Entstehung. Der Titel enthält ferner, wenn die Angaben auf der Vorlage stehen: Klassifikation (vertraulich, geheim) oder Dringlichkeitsvermerk des Dokumentes, seine Ordnungsnummer, Paraphen von Autor und Sekretariat und Inhaltsangabe des abgedruckten Textes (Randvermerk). Wörtlich wiedergegebene Titel sind in gewöhnlichen KAPITÄLCHEN wiedergegeben.

Der wissenschaftliche Apparat ist bewusst sparsam gehalten. Die Fussnoten sollen vor allem die Unzulänglichkeiten, die jede Auswahl mit sich bringt, beheben, indem sie die Fundstellen nicht veröffentlichter Dokumente angeben und auf amtliche Publikationen verweisen, welche die Leserinnen und Leser weiter führen können. Soweit möglich, wird auf Dokumente, die in den veröffentlichten Texten erwähnt sind, verwiesen, ausser wenn ihr Inhalt hinreichend aus dem Text hervorgeht. Die Formel «non reproduit / nicht abgedruckt» ohne Angabe der Herkunft heisst, dass sich die betreffenden Dokumente im selben Dossier befinden wie der veröffentlichte Text. Wo ein wichtig scheinendes Dokument trotz gründlicher Nachforschungen nicht ermittelt werden konnte, steht die Formel «non retrouvé / nicht ermittelt». Die Bezeichnung DoDiS, gefolgt von einer Nummer, verweist auf Dokumente und Angaben, die in der Datenbank zu finden sind.

Von der Publikation der neuen Serie von Quellenbänden und der Erstellung einer Datenbank zu den internationalen Beziehungen der Schweiz erhoffen sich die beteiligten Historikerinnen und Historikern zweierlei: Einerseits soll das Unternehmen dazu beitragen, ein besseres Verständnis für die internationalen Problemstellungen zu schaffen, mit denen sich die schweizerische Regierung und Bevölkerung nach 1945 konfrontiert sahen; andererseits soll es sowohl den interessierten Bürgerinnen und Bürgern, Journalistinnen und Journalisten, Forscherinnen und Forschern, Analytikerinnen und Analytikern als auch den amtierenden Magistratinnen und Magistraten, Beamtinnen und Beamten, Diplomatinen und Diplomaten, Parlamentarierinnen und Parlamentariern Orientierungshilfen zur Formulierung und Führung der schweizerischen Aussenpolitik liefern.

Genf, Bern, im November 1996

Nationale Kommission für
die Veröffentlichung diplomatischer
Dokumente der Schweiz:
JEAN-CLAUDE FAVEZ, *Präsident*
CHRISTOPH GRAF, *Vize-Präsident*

I. PREFERAZIONE

La collana dei «Documenti diplomatici svizzeri» ha uno scopo sia scientifico sia pratico: si tratta, per chi ne assume la responsabilità, di mettere a disposizione dei ricercatori e dei pratici le fonti ufficiali utili per ricostruire e capire la storia della politica estera della Svizzera, Stato neutrale ma con profonde connessioni nel sistema politico internazionale.

Patrocinata dalla Società generale svizzera di storia e appoggiata dal Dipartimento federale degli affari esteri, l'iniziativa ha il sostegno finanziario del Fondo nazionale svizzero della ricerca scientifica. Responsabile della pubblicazione è una Commissione nazionale per la pubblicazione di documenti diplomatici svizzeri, comprendente rappresentanti degli istituti di storia delle Università svizzere, dell'Archivio federale, del Dipartimento federale suddetto e del Fondo nazionale. Una prima serie di 15 volumi, relativa al periodo 1848-1945, è stata pubblicata fra il 1979 e il 1997. Già prima che uscisse l'ultimo volume è stato deciso di proseguire la ricerca e la pubblicazione per il periodo 1945-1961, detto anche «era Petitpierre» dal nome del consigliere federale che diresse la diplomazia svizzera dal 1° febbraio 1945 al 30 giugno 1961. Oggi un'équipe ristretta di ricercatori provenienti da varie università del paese lavora alla scelta, annotazione e pubblicazione dei documenti pertinenti.

Di fronte ai problemi – comuni a tutti coloro che pubblicano «carte di Stato» – posti dalla selezione di un numero ristrettissimo di documenti significativi in una massa sempre crescente di fascicoli d'archivio, la commissione si è proposta di ricorrere alle tecniche informatiche per mettere a disposizione degli utenti una mole cospicua di documenti e di dati tematici, biografici e geografici. È stato concepito un programma informatico per pubblicare i documenti nei sei volumi previsti, ma anche per registrare e rendere accessibile una quantità maggiore di vari testi e informazioni; a tale scopo, in stretta collaborazione con gli informatici dell'Archivio federale e dell'Ufficio informatico dell'amministrazione federale, è stata messa a punto una banca dati (DoDiS) con maggiori particolari sulle persone e organizzazioni (strutture amministrative, gruppi d'interesse e altre società o imprese) menzionate nei documenti (sia editi sia inediti).

I testi scelti provengono dall'Archivio federale, ove sono conservati gli atti del Parlamento, del governo e dei dipartimenti federali (ministeri). Poiché la Svizzera ha un governo collegiale, tutte le decisioni di una certa portata dipendono solo dal Consiglio federale; la politica estera svizzera, inoltre, concerne per un aspetto o per un altro i vari dipartimenti e uffici federali. I documenti pubblicati, perciò, non riproducono unicamente gli atti del Dipartimento federale degli affari esteri: una parte apprezzabile dei testi consiste in atti del Consiglio federale stesso (quali i processi verbali delle riunioni e decisioni governative), di vari dipartimenti e uffici specializzati, ma anche di delegazioni e commissioni speciali che hanno trasmesso rapporti al governo,

senza dimenticare le lettere scritte da personaggi ufficiali o che esercitavano funzioni semiufficiali (e perfino da esponenti d'istituzioni private).

La collezione non mira a documentare l'insieme degli eventi esteri concernenti la Svizzera né a ricostruire l'intera evoluzione della politica estera elvetica; suo obiettivo è piuttosto illustrare i tratti essenziali di tale politica nelle sue diverse dimensioni, come pure le concezioni e i dati fondamentali delle relazioni internazionali. Si è preferito pubblicare, nell'ordine, testi che consentano di cogliere l'orientamento generale della politica estera svizzera, o che in un momento preciso abbiano potuto decidere tale orientamento; testi che mostrino il ruolo della Svizzera nella politica internazionale o ne chiariscano l'atteggiamento di fronte a un evento o problema particolare; rapporti o analisi di situazione che contengano informazioni originali o riflettano l'ottica del paese neutrale su avvenimenti importanti; infine istruzioni, avvisi, appunti e corrispondenze che siano indispensabili alla comprensione di singole questioni.

I documenti sono presentati in ordine cronologico; per facilitarne la consultazione è stata allestita una tavola metodica con riassunti succinti in tedesco e in francese. Questa è suddivisa in capitoli tematici: quello dedicato alle relazioni bilaterali elenca gli Stati in ordine alfabetico. Ulteriori strumenti a disposizione del lettore sono gli indici dei nomi di persona, delle organizzazioni (tranne le strutture amministrative) e dei nomi geografici. Organigrammi alla fine di ogni volume danno informazioni sulla struttura amministrativa e sulle rappresentanze diplomatiche della Svizzera (all'estero) e degli altri paesi (in Svizzera). In linea di massima i documenti sono pubblicati integralmente e nella lingua originale; i passi soppressi sono indicati con puntini di sospensione fra parentesi quadre e talvolta riassunti in una nota. Le formule di saluto sono state soppresse, tranne quando parevano rivestire uno speciale significato. La parte redazionale, scritta nella lingua del documento specifico (francese, tedesco o italiano), si distingue dal testo del documento stesso (che è in carattere tondo) per l'uso del corsivo; sono resi col corsivo anche i passi del documento originale sottolineati o in caratteri distanziati. Gli interventi redazionali all'interno del documento figurano fra parentesi quadre; ortografia e punteggiatura sono state modificate senz'altro nei casi di errore evidente o per unificare la grafia del testo.

L'intestazione dei documenti comprende questi elementi: segnatura d'archivio, numero di riferimento della banca dati (DoDiS), titolo redazionale, indicazione degli autori e dei destinatari (cognomi, iniziali dei nomi e funzioni, amministrazione e servizi interessati), tipo di testo (copia, minuta) ove non si sia potuto riprodurre l'originale, genere del documento, data e luogo di redazione dello stesso. L'intestazione può comprendere inoltre, se tali indicazioni appaiono nell'originale: grado di classificazione (confidenziale, segreto) o di urgenza del documento, suo numero d'ordine, iniziali o sigla del redattore e della segreteria, oggetto del testo ripodotto. Il titolo del documento, quando viene ripreso alla lettera, è reso in MAIUSCOLETTO TONDO.

L'apparato critico è volutamente limitato. Le note mirano soprattutto a correggere gli inconvenienti dell'indispensabile selezione, in particolare fornendo i rinvii ai documenti non pubblicati, a quelli registrati nella banca dati

(DoDiS) e agli stampati ufficiali che il lettore volesse consultare. Per quanto possibile si rinvia ai documenti citati nei testi pubblicati, salvo ove tali testi ne chiariscano a sufficienza il contenuto. La formula «non riprodotto», senza indicazione di provenienza, significa che i documenti in questione figurano negli stessi fascicoli del testo riprodotto. Ove un documento che si suppone importante sia stato oggetto di ricerca approfondita ma con risultato negativo, lo si indica con la formula «non ritrovato».

Pubblicando questa nuova serie di volumi e allestendo una banca dati sulle relazioni internazionali della Svizzera, gli storici auspicano di poter contribuire alla conoscenza delle poste in gioco e dei problemi internazionali che governo e popolo svizzeri hanno dovuto affrontare dal 1945; auspicano di poter dare punti di riferimento fondamentali, però, anche a tutti coloro che si preoccupano di come viene formulata e condotta la politica estera (cittadini, ricercatori, analisti, giornalisti) o che ne sono responsabili (alte cariche federali, funzionari, diplomatici, parlamentari).

Ginevra, Berna, novembre 1996

Commissione nazionale per
la pubblicazione di documenti
diplomatici svizzeri:
JEAN-CLAUDE FAVEZ, *presidente*
CHRISTOPH GRAF, *vicepresidente*

II. INTRODUCTION

Ce volume 16 qui prolonge la série 1848-1945 couvre la période de mai 1945 à mai 1947; c'est dire l'effort de sélection qui a été entrepris pour rendre compte de la façon la plus équilibrée possible de cette période particulièrement cruciale de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'aux premières manifestations de la Guerre froide.

Seul Etat voisin de l'Allemagne et de l'Italie à avoir survécu à tous les bouleversements politiques, étatiques et des frontières en Europe, la Suisse ne se départit pas d'une politique de neutralité affirmée dès le début du conflit. Quand les hostilités cessent sur le continent en mai 1945, contrairement à d'autres Etats restés neutres pendant la guerre, elle ne se rallie pas à la coalition triomphante des Nations Unies.

Elle poursuit en revanche ses obligations d'Etat neutre en maintenant ses bons offices en Extrême-Orient dans la sauvegarde des intérêts, aussi bien humains que matériels, de la plupart des Etats en guerre avec le Japon. Son appareil diplomatique sert même de canal aux tractations qui aboutissent à la capitulation de l'Empire du Soleil Levant, en septembre 1945.

Le défi le plus important de la diplomatie suisse, qui est aussi le chapitre principal de ce volume, consiste à s'adapter aux nouvelles réalités; on ne se trouve pas encore dans une ère de paix, mais plutôt dans une phase de transition caractérisée par la préparation d'un nouvel ordre international et par la reconstruction européenne et mondiale. La reprise des relations avec les Etats reconstitués en Europe – dont plusieurs dépendent de l'influence soviétique – préoccupe fortement les responsables de la diplomatie suisse qui s'efforcent de renouer les relations diplomatiques avec le Kremlin dans des conditions pas trop humiliantes: opération délicate quand on connaît la rancune de Staline à l'égard de la Suisse à cause d'une politique franchement anti-soviétique menée par Berne dans l'entre-deux-guerres.

Le règlement du contentieux de caractère essentiellement économique avec les Puissances alliées, en particulier avec les Etats-Unis, tournant avant tout sur le sort des avoirs allemands en Suisse et suisses aux Etats-Unis, soupçonnés de servir de couverture à des ressources nazies, susceptibles de menacer la paix future, donne lieu à l'épreuve la plus difficile que la diplomatie suisse ait jamais eue à affronter.

Qu'il s'agisse de l'attitude à l'égard des Nations Unies – qui revêt une signification particulière, du fait de la dévolution du Palais des Nations à l'organisation des Nations Unies pour en devenir le siège européen ainsi que celui de nombreuses organisations spécialisées – de la reconstruction de l'Europe, de l'Allemagne, des Etats dominés par des régimes communistes, les documents retenus ici indiquent que les diplomates suisses sont très tôt sensibles à l'inéluctable division de l'Europe et du monde, à ce qui deviendra la Guerre froide. La saisie de ce phénomène, qu'un Churchill stigmatise certes très tôt, détermine les autorités suisses à maintenir, sous une forme légèrement

renouvelée grâce au triptyque prometteur: neutralité, solidarité, universalité, une politique de neutralité qui correspond d'ailleurs aux sentiments profonds du peuple suisse. Si, au début de cette période 1945-1947, des avis autorisés et à vrai dire pertinents prônent une adhésion aux Nations Unies, sans faire trop grand cas du maintien ou non de la neutralité, très rapidement la division du monde en deux blocs, idéologiquement et politiquement antagonistes, procure une légitimité nouvelle à une doctrine de neutralité qui avait été sérieusement malmenée par les Puissances victorieuses à l'issue du conflit mondial.

Certes, la rigueur de la sélection n'a pas permis d'illustrer toutes les facettes des activités diplomatiques de la Suisse; néanmoins de nombreux documents non publiés ici ainsi que de nombreuses informations thématiques et biographiques pourront être mises à disposition des personnes intéressées.

A cet effet, une banque de données – DoDiS – a été élaborée, en collaboration étroite avec des informaticiens des Archives fédérales – Jean-Marc Comment – et de l'Office fédéral de l'informatique – Manfred von Grünigen et Matthias Müller – que nous tenons à remercier vivement pour leurs contributions.

Doivent être aussi et surtout remerciés ici tous ceux qui ont participé à la recherche des documents – dont une partie avait été sélectionnés par Roland Blättler et Catherine Krüttli – et à la préparation de ce volume. Il convient de mentionner en premier lieu Marc Perrenoud, dont les connaissances sont très vastes, acquises par la préparation de précédents volumes, et qui a révélé une compétence tout-à-fait remarquable dans l'élaboration de la banque de données et de l'édition du présent volume. En association avec Mauro Cerutti dont l'expérience de chercheur et la qualité d'historien ne sont plus à prouver, il nous a efficacement assisté à initier tant sur le plan scientifique que technique les nouveaux collaborateurs engagés pour des durées plus ou moins longues: Eric Flury-Dasen, Sébastien Guex, Michele Coduri, Therese Steffen Gerber, Ariane Sabet-Sobhani, Thomas Gürber. Collaborateur scientifique aux Archives fédérales, Daniel Bourgeois a toujours été là pour conseiller; il a accepté de réviser la version finale du texte. Qu'ils trouvent tous ici l'expression de notre reconnaissance pour leur dévouement et leur contribution à l'esprit d'amitié et d'émulation scientifique qui anime l'équipe de recherche.

La transcription des documents a été confiée à Monika Roth: qu'elle en soit remerciée. Notre reconnaissance s'adresse aussi à toute l'équipe des collaborateurs des Archives fédérales et à leur directeur, Christoph Graf, pour leur disponibilité à nous procurer jour après jour les dossiers demandés.

Enfin que les membres de la Commission de publication, sous la présidence dynamique et toujours bienveillante de Jean-Claude Favez, le Fonds national de la recherche scientifique et le Département fédéral des Affaires étrangères trouvent ici notre marque de profonde gratitude pour la confiance qu'ils n'ont cessé de nous témoigner ainsi qu'à toute l'équipe; sans ce soutien constant, celle-ci n'existerait pas et ne pourrait poursuivre la préparation des prochains volumes.

II. EINLEITUNG

Der vorliegende Band 16 deckt die Zeitspanne zwischen Mai 1945 und Mai 1947 ab und führt damit die erste Serie der Diplomatischen Dokumente der Schweiz (1848–1945) fort. Mit den darin publizierten Dokumenten wurde versucht, die entscheidende Zeitspanne vom Ende des Zweiten Weltkrieges bis zu den ersten Anzeichen des Kalten Krieges möglichst ausgewogen zu veranschaulichen.

Als einziger Nachbarstaat Deutschlands und Italiens, der alle politischen und staatlichen Umstürze sowie Grenzverschiebungen in Europa unbeschadet überstanden hat, führt die Schweiz ihre seit Beginn des Weltkrieges verfolgte Neutralitätspolitik auch nach dem Ende der Kampfhandlungen im Mai 1945 weiter. Im Gegensatz zu anderen in der Kriegszeit neutral gebliebenen Staaten hält sie sich vom Siegerbündnis der Vereinten Nationen fern.

Demgegenüber kommt sie den Verpflichtungen eines neutralen Staates nach, indem sie mit ihren guten Diensten im Fernen Osten die humanitären und materiellen Interessen der Mehrzahl der mit Japan im Kriege stehenden Staaten vertritt. Ihr diplomatischer Dienst übernimmt gar die Vermittlerrolle bei denjenigen Verhandlungen, die im September 1945 zur Kapitulation Japans führen.

Wie die veröffentlichten Dokumente zeigen, besteht die grösste Herausforderung der schweizerischen Diplomatie in der unmittelbaren Nachkriegszeit darin, sich auf die neuen aussenpolitischen Gegebenheiten einzustellen. Die Welt befindet sich nicht auf dem Weg in eine Epoche des Friedens, sondern in einer Übergangsphase, die durch die Vorbereitung einer neuen internationalen Ordnung und den europäischen und globalen Wiederaufbau geprägt ist. Die Aufnahme der bilateralen Beziehungen mit den wiederhergestellten Staaten Europas – darunter einige im sowjetischem Machtbereich – beschäftigt die Entscheidungsträger der schweizerischen Diplomatie in besonderem Masse. Ohne grösseren Gesichtsverlust gelingt es, mit Moskau wieder diplomatische Beziehungen aufzunehmen: Eine heikle Aufgabe, wenn man die starke Abneigung bedenkt, die Stalin gegenüber der Schweiz seit ihrer offen antisowjetischen Politik der Zwischenkriegszeit hegt.

Mit den Alliierten – und besonders mit den USA – müssen hauptsächlich ökonomische Streitfragen geklärt werden. Dabei geht es vornehmlich um das Schicksal der deutschen Vermögenswerte in der Schweiz und der schweizerischen Guthaben in den USA. Die alliierten Verhandlungspartner befürchten, dass sich unter diesen Mitteln – versteckt – auch jene der Nazis befinden. Diese Mittel stellen aus alliierter Sicht eine Bedrohung des zukünftigen Friedens dar. Diese Auseinandersetzung stellt die schweizerische Diplomatie vor die grösste Belastungsprobe, der sie sich je zu stellen hatte.

Sowohl die ausgewählten Dokumente zur Frage der schweizerischen Haltung gegenüber den Vereinten Nationen – eine Frage, die aufgrund der Überführung des Völkerbundpalastes an die UNO und deren Wahl zum europäi-

schen Sitz von besonderem Interesse war – als auch die Dokumente zum Wiederaufbau Europas, Deutschlands oder der kommunistisch regierten Staaten, zeigen eines deutlich: Die Schweizer Diplomaten spüren schon sehr früh, wie sich der Kalte Krieg und damit die Teilung Europas und der ganzen Welt abzeichnen.

Dieses von Winston Churchill früh angeprangerte Phänomen veranlasst die schweizerischen Behörden, ihre Neutralitätspolitik anzupassen und auf die neu verkündete Triade Neutralität, Solidarität und Universalität abzustützen. Eine Neutralitätspolitik, die im übrigen der tiefen Überzeugung der schweizerischen Bevölkerung dieser Zeit entspricht. Während aber die schweizerische Neutralität nach Kriegsende bei den Alliierten in Misskredit steht und zu Beginn der Periode 1945–1947 massgebende Meinungsträger mit stichhaltigen Argumenten ohne Rücksichtnahme auf die Beibehaltung der Neutralität einen UNO-Beitritt befürworten, verleiht die Teilung der Welt in widerstreitende ideologische und politische Blöcke der Neutralitätsdoktrin eine neue Legitimation.

Gewiss konnten bei der strengen Auswahl nicht alle Facetten diplomatischer Bemühungen der Schweiz berücksichtigt werden; gleichwohl werden mit diesem Band zahlreiche noch nicht publizierte Dokumente wie auch eine Vielfalt von thematischen und biographischen Angaben interessierten Personen zur Verfügung gestellt. Zu diesem Zweck wurde in Zusammenarbeit mit Informatikern des Bundesarchivs (Jean-Marc Comment) und des Bundesamtes für Informatik (Manfred von Grünigen, Matthias Müller) die Datenbank DoDiS erstellt. Ihnen sei hier für ihre kontinuierlichen Hilfeleistungen gedankt.

Gedankt werden soll all denjenigen, die bei der Suche nach Schlüsseldokumenten – wobei ein Teil bereits durch Roland Blättler und Catherine Krüttli selektioniert worden war – und der Vorbereitung des Bandes mitgearbeitet haben. An erster Stelle muss hier Marc Perrenoud erwähnt werden. Seine ausserordentliche Kompetenz, die er durch die Mitarbeit an früheren Bänden erworben hat, bewies er sowohl bei der Redaktion des vorliegenden Bandes als auch bei der Erstellung der Datenbank. In Zusammenarbeit mit Mauro Cerutti, dessen Erfahrungen als Forscher und Qualitäten als Historiker unbestritten sind, hat uns Marc Perrenoud effizient geholfen, folgende, zu unterschiedlichen Zeitpunkten zur Forschungsgruppe gestossenen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter in die wissenschaftliche und technische Arbeit einzuführen: Eric Flury-Dasen, Sébastien Guex, Michele Coduri, Therese Steffen Gerber, Ariane Sabet-Sobhani, Thomas Gürber. Als wissenschaftlicher Mitarbeiter des Bundesarchivs stand uns Daniel Bourgeois mit Rat und Tat zur Seite; überdies hat er die Aufgabe übernommen, die definitive Version des Textes zu prüfen. Allen erwähnten Personen sei unsere Dankbarkeit für ihre Einsatzbereitschaft und ihr Engagement bei der wissenschaftlichen Arbeit sowie ihren Beitrag zur freundschaftlichen Atmosphäre ausgedrückt, die unsere Forschungsgruppe vorantreiben.

Für die Transkription der Dokumente zeichnet Monika Roth verantwortlich, wofür wir ihr hier danken. Unsere Verbundenheit gilt auch ganz besonders den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern des Bundesarchivs und seinem

Direktor Christoph Graf; sie haben uns Tag für Tag bereitwillig die gewünschten Dossiers zur Verfügung gestellt.

Schliesslich sprechen wir den Mitgliedern der Nationalen Kommission für die Veröffentlichung diplomatischer Dokumente der Schweiz – unter der dynamischen und immer wohlwollenden Leitung von Jean-Claude Favez –, dem Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung und dem Eidgenössischen Departement für auswärtige Angelegenheiten für das in uns und die ganze Forschungsgruppe gesetzte Vertrauen unseren Dank aus. Ohne diese fortlaufende Unterstützung würde sie nicht existieren und könnte sie die Vorbereitung der nächsten Bände nicht an die Hand nehmen.

Genf, im November 1996

ANTOINE FLEURY

II. INTRODUZIONE

Questo volume 16, che continua la serie 1848-1945, copre il periodo compreso tra la fine della seconda guerra mondiale e i primi segni della Guerra Fredda (maggio 1945-maggio 1947); rendere conto di un periodo così cruciale nel modo più equilibrato possibile ha richiesto un notevole sforzo selettivo.

Fra i paesi vicini alla Germania e all'Italia, la Svizzera è l'unico a uscire indenne da tutti gli sconvolgimenti politici, statali e territoriali dell'Europa. Quando cessano le ostilità sul continente (maggio 1945), essa resta fedele alla politica di neutralità seguita fin dall'inizio del conflitto e, contrariamente agli altri Stati rimasti neutrali durante la guerra, non aderisce alla coalizione trionfante delle Nazioni Unite.

Fedele però anche ai suoi doveri di Stato neutrale, Berna continua a interporre i suoi buoni uffici in Estremo Oriente, tutelando gli interessi (sia umani sia materiali) della maggior parte dei paesi in guerra col Giappone; il suo apparato diplomatico, anzi, funge da tramite per i negoziati che portano alla resa dell'Impero nipponico (settembre 1945).

Come mostra il capitolo principale del volume, la sfida più importante per la diplomazia svizzera consiste nell'adattamento alle nuove realtà: più che di un'epoca di pace, si tratta ancora di una fase transitoria contraddistinta dalla preparazione di un nuovo ordine internazionale e dalla ricostruzione europea e mondiale. La ripresa delle relazioni con gli Stati ricostituiti in Europa, di cui parecchi gravitano nell'orbita sovietica, preoccupa molto i responsabili della nostra diplomazia, che si sforzano di riallacciare i rapporti col Cremlino in condizioni non troppo umilianti: operazione delicata, però, ove si tenga presente il rancore di Stalin per un paese – la Svizzera appunto – che nel ventennio interbellico ha seguito una linea decisamente antisovietica.

La prova più difficile che la nostra diplomazia abbia mai dovuto affrontare è la sistemazione del contenzioso di natura essenzialmente economica con le potenze alleate, e in particolare con gli Stati Uniti, sulla sorte degli averi tedeschi in Svizzera e di quelli elvetici in territorio americano: averi sospettati di fungere da copertura a risorse naziste, che potrebbero minacciare la pace futura.

Si tratti dell'atteggiamento nei confronti delle Nazioni Unite (particolarmente significativo, se il Palazzo delle Nazioni viene devoluto all'ONU perché ne diventi la sede europea e ospiti molte organizzazioni specializzate), o si tratti della ricostruzione dell'Europa, della Germania, dei paesi dominati da regimi comunisti, i documenti qui riprodotti indicano che i nostri diplomatici colgono prestissimo l'inevitabile divisione del continente e del mondo, divisione che darà luogo poi alla Guerra Fredda. Consapevole del fenomeno, che anche un Churchill stigmatizza quasi subito, Berna decide di mantenere – in forma lievemente rinnovata, grazie alla triade promettente «neutralità, solidarietà, universalità» – una linea di neutralità che corrisponde, del resto, ai sentimenti profondi del popolo svizzero. All'inizio del periodo 1945-1947 opinioni auto-

revoli – e pertinenti, a dire il vero – raccomandano l'adesione alle Nazioni Unite, senza badare troppo al mantenimento eventuale della neutralità; in brevissimo tempo, però, la divisione del mondo in due blocchi, antagonisti sul piano ideologico e politico, conferisce legittimità nuova a una dottrina della neutralità che è stata seriamente contestata, a guerra appena finita, dalle potenze vincitrici.

Anche se la selezione rigorosa dei documenti non ha permesso d'illustrare tutti gli aspetti delle attività diplomatiche svizzere, molti testi qui non riprodotti potranno essere messi a disposizione degli interessati, con numerosi altri ragguagli tematici e biografici. A tale scopo è stata elaborata una banca dati (DoDiS) in stretta collaborazione con informatici dell'Archivio federale (Jean-Marc Comment) e dell'Ufficio federale dell'informatica (Manfred von Grüningen e Matthias Müller), cui esprimiamo il nostro grazie caloroso.

Ringraziamo anche e soprattutto tutti coloro che hanno partecipato alla ricerca dei documenti – parte dei quali è stata scelta da Roland Blättler e Catherine Krüttli – e alla preparazione di questo volume. Ricordiamo anzitutto Marc Perrenoud, che oltre a conoscenze molto vaste, acquisite nella preparazione di volumi precedenti, ha rivelato una competenza davvero notevole nell'elaborazione della banca dati e nell'edizione di questo volume; insieme a Mauro Cerutti, la cui esperienza di ricercatore e qualità di storico non è più da dimostrare, egli ci ha aiutato efficacemente a iniziare sul piano sia scientifico sia tecnico i nuovi collaboratori, impegnati per periodi più o meno lunghi (Eric Flury-Dasen, Sébastien Guex, Michele Coduri, Therese Steffen Gerber, Ariane Sabet-Sobhani, Thomas Gerber). Daniel Bourgeois, collaboratore scientifico presso l'Archivio federale, è sempre stato prodigo di consigli e ha accettato di rivedere la versione finale del testo. A tutti vada la nostra riconoscenza, per la loro dedizione e il loro contributo allo spirito d'amicizia e d'emulazione scientifica che anima il gruppo di ricerca.

Siamo grati anche a Monika Roth, incaricata di trascrivere i documenti, e a tutti i collaboratori dell'Archivio federale (col loro direttore, Christoph Graf), per la loro disponibilità a procurarci giorno per giorno i fascicoli richiesti.

La nostra profonda gratitudine per la fiducia sempre dimostrata a noi e all'intera équipe, infine, vada ai membri della commissione di pubblicazione (presieduta con dinamismo e costante benevolenza da Jean-Claude Favez), al Fondo nazionale della ricerca scientifica e al Dipartimento federale degli affari esteri: senza il loro sostegno costante, l'équipe non esisterebbe e non potrebbe continuare la preparazione dei prossimi volumi.

Ginevra, novembre 1996

ANTOINE FLEURY

III. ABRÉVIATIONS / ABKÜRZUNGEN

a. c.	anno currente
a. i.	ad interim
Abs.	Absatz
ACF	Arrêté du Conseil fédéral
AG	Aktiengesellschaft
AHQ	Armeehauptquartier
AKR	Alliiertes Kontrollrat in Berlin
Anm.	Anmerkung
Art.	Artikel
AS	Amtliche Sammlung
ASB	Association suisse des banquiers
At	Antrag
B	Bericht
BBl	Bundesblatt
Bd.	Band
Benelux	Belgique – Pays-Bas – Luxembourg (tarif douanier)
betr.	betreffend
bezw./bzw.	beziehungsweise
BIT	Bureau international du Travail
BIZ	Bank für Internationalen Zahlungsausgleich
Bl.	Blatt
BNS	Banque nationale suisse
BR	Bundesrat
BR-Prot.	Bundesratsprotokoll
BRB	Bundesratsbeschluss
BRI	Banque des Règlements Internationaux
brit.	britisch
ca.	circa
CDN	Commission de Défense Nationale
CE	Conseil des Etats
CF	Conseil fédéral
cf.	confer
CHADE	Compañía Hispano-Americana de Electricidad S. A.
CICR	Comité international de la Croix rouge
Circ.	Circulaire
CN	Conseil national
Co./Cie.	Company / Compagnie
Comm.	Commendatore
CR	Compte rendu
CRB	Central Reserve Bank (China Dollars)
d. h.	das heisst
d. i.	das ist

d. J.	d(ies)es Jahres
d. M.	d(ies)es Monats
DDS	Documents diplomatiques suisses
DFEP	Département fédéral de l'Economie publique
DFFD	Département fédéral des Finances et des Douanes
DFI	Département fédéral de l'Intérieur
DFJP	Département fédéral de Justice et Police
DFPCF	Département fédéral des postes et des chemins de fer
dipl.	diplomatisch
Dir.	Direktor
DMF	Département militaire fédéral
DoDiS	Datenbank der / Banque de données des Documents diplomatiques suisses
DPF	Département politique fédéral (aujourd'hui Département fédéral des Affaires étrangères)
Dr.	Doktor
ds.	dieses
e. a.	entre autre
ebd.	ebenda
ECO	European Coal Organisation
EFZD	Eidgenössisches Finanz- und Zolldepartement
eidg.	eidgenössisch
EJPD	Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement
EMD	Eidgenössisches Militärdepartement
EMGA	Etat-Major Général de l'Armée
EPD	Eidgenössisches Politisches Departement (heute Eidgenössisches Departement für Auswärtige Angelegenheiten)
etc.	et cetera
ev.	eventuell
EVD	Eidgenössisches Volkswirtschaftsdepartement
FAO	Food and Agriculture Organisation
FEA	Foreign Economic Administration
FF	Feuille fédérale
ff.	fortfolgende
Flab.	Fliegerabwehr
Fr.	Franken
G. m. b. H.	Gesellschaft mit beschränkter Haftung
GPU	Glavnoïe polititcheskoïe oupravlenie: Direction politique principale (services secrets de l'URSS)
GSS	Gesellschaft Schweiz-Sowjetunion
Gst	Generalstab
h. c.	honoris causa
Hptm.	Hauptmann
HQ	Hauptquartier
Hrn.	Herrn
ibid.	ibidem

IKRK	Internationales Komitee vom Roten Kreuz
ILO	International Labour Organisation
KTA	Kriegstechnische Abteilung
KZ	Konzentrationslager
L	lettre
Leg.rat/Leg.	Legationsrat
Lt.	Lieutenant / Leutnant
Lt. col.	Lieutenant colonel
ltd.	limited
LVK	Landesverteidigungskommission
M.	Monsieur
m. a. W.	mit andern Worten
Mgr	Monseigneur
Mio.	Million
mm	Millimeter
MM.	Messieurs
Mme	Madame
MSA	Militärsanitätsanstalt
MStGB	Militärstrafgesetzbuch
N°	numéro
NKWD	Narodnyï Kommissariat Vnoutrennykh Del: Commissariat du peuple aux affaires intérieures (services secrets de l'URSS)
No	Notiz / notice
Nr.	Nummer
NZZ	Neue Zürcher Zeitung
Oberstlt. i. Gst.	Oberstleutnant im Generalstab
Of.	Offizier
OFIAMT	Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail
OIR	Organisation internationale pour les réfugiés
OIT	Organisation internationale du travail
OMGUS	Office of Military Government for Germany, United States
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Office suisse de Compensation
OZNA	Services secrets de la Yougoslavie
P	Proposition
p.	page
p. m.	post meridiem
PB	Politischer Bericht
PdA	Partei der Arbeit
pp	pages suivantes
preuss.	preussisch
Prot.	Protokoll
prov.	provisorisch
PS	post scriptum
PV	Procès-verbal

PVCF	Procès-verbal du Conseil fédéral
QGA	Quartier général de l'Armée
R	rapport
resp.	respektive
RG	Rapport
RM	Reichsmark
RO	Recueil officiel
RP	Rapport politique
RS	Rundschreiben
S	Schreiben
S.	Seite
S. M.	Sa Majesté
SA	Société anonyme
San. Dienst	Sanitätsdienst
San. Trsp. Kol.	Sanitätstransportkolonne
San. Züge	Sanitätszüge
SBB	Schweizerische Bundesbahnen
SBS	Société de Banque suisse
SBV	Schweizerische Bankiervereinigung
schweiz.	schweizerisch
SCIPE	Section du Contentieux et des Intérêts privés à l'Etranger
SdN	Société des Nations
Secrusse	Schweizerische Hilfs- und Kreditorengenossenschaft für Russland; Association de secours mutuels et de protection des intérêts suisses en Russie
Sfr.	Schweizerfranken
SHAEF	Supreme Headquarters Allied Expeditionary Forces
SHIV	Schweizerischer Handels- und Industrieverein (Vorort)
SKA	Schweizerische Kreditanstalt
SKA	Schweizerische Studienkommission für Atomenergie
SNB	Schweizerische Nationalbank
sog.	sogenannt
SR	Service de Renseignement
Sten. Bull. NR	Stenografisches Bulletin der Bundesversammlung: Nationalrat
Sten. Bull. StR	Stenografisches Bulletin der Bundesversammlung: Ständerat
SVS	Schweizerische Verrechnungsstelle
T	Telegramm / télégramme
t	Tonne
Ter. Dienst	Territorialdienst
u. a.	und andere/unter anderem
u. a. m.	und anderem mehr
u. E.	unseres Erachtens
u. s.	ultimo scorso
u. W.	unseres Wissens
UdSSR	Union der sozialistischen Sowjetrepubliken

UEF	Union européenne des fédéralistes
UNCIO	United Nations Conference of International Organisation (Conférence de San Francisco)
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation
UNO	United Nations Organisation
UNRRA	United Nations Relief and Rehabilitation Administration
URSS	Union soviétique des Républiques socialistes
USA	United States of America
USCI	Union suisse du Commerce et de l'Industrie (Vorort)
usw.	und so weiter
v. J.	vorigen Jahres
vgl.	vergleiche
vol.	volume
z.	zur
z. Zt.	zur Zeit
z. B.	zum Beispiel

IV. TABLE MÉTHODIQUE DES DOCUMENTS

Plan de la table méthodique des documents

I. Politique générale et doctrine de neutralité	XXX
I.1. Doctrine officielle de la neutralité	XXX
I.2. La politique extérieure au sein des institutions fédérales	XXX
I.3. Protection des intérêts étrangers	XXX
I.4. La Suisse et la décolonisation	XXXI
II. Relations bilatérales	XXXI
II.1. Albanie	XXXI
II.2. Allemagne – Relations générales	XXXI
II.2.1. Allemagne – Zones d’occupation	XXXII
II.2.2. Allemagne – Zone américaine	XXXII
II.2.3. Allemagne – Zone anglaise	XXXII
II.2.4. Allemagne – Zone française	XXXIII
II.2.5. Allemagne – Zone soviétique	XXXIII
II.3. Argentine – Relations politiques	XXXIII
II.4. Asie	XXXIII
II.5.1. Autriche – Relations politiques	XXXIV
II.5.2. Autriche – Relations économiques	XXXIV
II.6. Canada – Relations économiques	XXXIV
II.7.1. Chine – Relations politiques	XXXIV
II.7.2. Chine – Relations économiques	XXXV
II.8.1. Espagne – Relations politiques	XXXV
II.8.2. Espagne – Relations économiques	XXXV
II.9.1. Etats-Unis d’Amérique – Relations politiques	XXXV
II.9.2. Etats-Unis d’Amérique – Relations économiques	XXXVI
II.10. Finlande	XXXVI
II.11.1. France – Relations politiques	XXXVI
II.11.2. France – Relations économiques	XXXVII
II.12.1. Grande-Bretagne – Relations politiques	XXXVII
II.12.2. Grande-Bretagne – Relations économiques	XXXVIII
II.13. Grèce	XXXVIII
II.14.1. Hongrie – Relations politiques	XXXVIII
II.14.2. Hongrie – Relations économiques	XXXVIII
II.15.1. Italie – Relations politiques	XXXIX
II.15.2. Italie – Relations économiques	XXXIX
II.16. Japon	XL
II.17.1. Pologne – Relations politiques	XLI
II.17.2. Pologne – Relations économiques	XLI
II.18. Roumanie – Relations économiques	XLI
II.19. Suède – Relations économiques	XLI
II.20.1. Tchécoslovaquie – Relations politiques	XLII
II.20.2. Tchécoslovaquie – Relations économiques	XLII

II.21. Turquie – Relations politiques	XLII
II.22.1. Union soviétique – Relations politiques	XLII
II.22.2. Union soviétique – Relations économiques	XLIII
II.22.3. Union soviétique – Relations culturelles	XLIII
II.23.1. Yougoslavie – Relations politiques	XLIII
II.23.2. Yougoslavie – Relations économiques	XLIV
III. Relations multilatérales	XLIV
III.1. La Suisse et les Alliés	XLIV
III.2. La Suisse et l'Europe	XLIV
III.3. La Suisse et l'ONU	XLIV
III.4. La Suisse et les organisations spécialisées des Nations Unies	XLV
III.5. La Suisse et les organisations internationales non gouvernementales	XLV
IV. Activités et politiques économiques	XLVI
IV.1. Relations commerciales générales	XLVI
IV.2. Relations financières générales	XLVI
IV.3. La place financière suisse	XLVII
IV.4. Exportations d'armes et de matériel de guerre	XLVII
V. Mouvements migratoires	XLVIII
V.1. Politique suisse face aux étrangers	XLVIII
V.2. Politique de l'asile en Suisse	XLVIII
VI. Activités humanitaires	XLVIII
VI.1. Documentation générale sur les activités humanitaires	XLVIII
VI.2. Relations avec le CICR	XLIX
VII. Politique de sécurité	XLIX
VII.1. Documentation générale sur la politique de sécurité	XLIX
VII.2. Les grandes lignes de la politique militaire suisse	XLIX
VII.3. La Suisse et les projets de sécurité collective	L
VIII. Questions culturelles	L

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

I. POLITIQUE GÉNÉRALE ET DOCTRINE DE NEUTRALITÉ

I.1. DOCTRINE OFFICIELLE DE LA NEUTRALITÉ

78	13. 6. 1946 L	DPF (Petitpierre) à DMF (Kobelt)	A propos de l'intervention du Lt-Colonel Waibel entre les autorités militaires allemandes et américaines en vue de hâter la fin des hostilités en Italie du Nord. Le dissuader de publier son livre.
96	9. 10. 1946 No	DPF (Petitpierre)	Entretien avec Spaak: Conférence de la Paix, Nations Unies, Commerce belgo-suisse, Allemagne, Situation économique en Belgique.
<i>Cf. aussi:</i> N ^{os} 3, 15, 46, 48, 49, 65, 83, 93, 97, 98, 99, 100, 114, 116.			

I.2. LA POLITIQUE EXTÉRIEURE AU SEIN DES INSTITUTIONS FÉDÉRALES

3	23. 5. 1945 Exposé	DPF (Petitpierre)	Situation générale. Nations Unies. Russie. Allemagne. Protection des intérêts étrangers.
111	19. 2. 1947 Exposé	DPF (Petitpierre)	Situation internationale: politique soviétique, ses objectifs et moyens, rôle de l'ONU, Suisse et ONU, neutralité.
<i>Cf. aussi:</i> N ^{os} 54, 110, 117.			

I.3. PROTECTION DES INTÉRÊTS ÉTRANGERS

1	14. 5. 1945 L	DPF (de Saussure)à Berlin (Gasser)	Conséquence de la non-reconnaissance du nouveau gouvernement allemand pour la protection des intérêts étrangers en Allemagne par la Suisse.
44	16. 11. 1945 No	DPF (de Pury) à Petitpierre	Liquidation de la Division des intérêts étrangers: question du personnel et du remboursement des frais par les États concernés.
56	22. 1. 1946 No	DPF (de Saussure)à DPF (Secrétan)	Appréciation de la sauvegarde des intérêts étrangers par la Suisse durant la Deuxième Guerre mondiale. Arguments en faveur du maintien de la neutralité.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
58	25. 1. 1946 L	DPF (de Pury) à DPF (Stucki)	A propos du financement des activités de protection d'intérêts étrangers en Extrême-Orient et de l'accord de clearing avec le Japon.
124	27. 5. 1947 No	DPF (Zehnder) à Petitpierre	Questions de la représentation des intérêts autrichiens en Yougoslavie. Répondre positivement à la demande de Vienne, sous réserve de l'agrément de Belgrade.
<i>Cf. aussi:</i> Nos 23, 25, 31, 33, 36.			

I.4. LA SUISSE ET LA DÉCOLONISATION

8	12. 6. 1945 RP	Alger (Arber) à DPF (Stucki)	Emeutes en Kabylie (Sétif) et répression par la France. Attitude des Américains et des Britanniques en Afrique du Nord.
<i>Cf. aussi:</i> Nos 17, 21, 111.			

II. RELATIONS BILATÉRALES

II.1. ALBANIE

71	7. 5. 1946 L	DPF (Zehnder) à Belgrade (Zellweger)	Reconnaissance de la République populaire d'Albanie: considérations au sujet de la situation interne et régionale.
----	-----------------	--	--

II.2. ALLEMAGNE – RELATIONS GÉNÉRALES

6	1. 6. 1945 Circ.	DFJP aux Cantons	Mesures de police à l'égard des ressortissants allemands, tchécoslovaques et italiens.
10	13. 6. 1945 No	DPF (Stucki) à Petitpierre	A propos de la prolongation du séjour de l'ancien Ministre d'Allemagne à Berne, Köcher; il demande un sauf-conduit pour son retour en Allemagne.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
90	18. 9. 1946 PV	DFFD	Utilisation par le CICR des fonds allemands et japonais bloqués. La Suisse peut-elle s'en servir pour couvrir les frais de représentation des intérêts allemands en Suisse?
<i>Cf. aussi:</i> N°s 1, 3, 9, 16, 19, 37, 56, 61, 65, 67, 72, 75, 78, 79, 86, 92, 111.			

II.2.1. ALLEMAGNE – ZONES D'OCCUPATION

59	1. 2. 1946 PVCF	Conseil fédéral	Situation des consulats suisses dans les trois zones occidentales de l'Allemagne occupée, en particulier dans la zone française.
94	27. 9. 1946 PVCF	Conseil fédéral	Modalités pour la reprise des relations économiques avec les zones d'occupation britannique et américaine en Allemagne. Négociations avec les deux autorités d'occupation.
<i>Cf. aussi:</i> N°s 39, 63.			

II.2.2. ALLEMAGNE – ZONE AMÉRICAINE

63	25. 2. 1946 L	Munich (Frei) à DPF (Stucki)	Opinion allemande et procès de Nuremberg. Dénazification. Situation économique. Colonie suisse.
<i>Cf. aussi:</i> N°s 39, 59, 70, 94.			

II.2.3. ALLEMAGNE – ZONE ANGLAISE

39	27. 10. 1945 RP	Cologne (Weiss) à DPF (Stucki)	Analyse de la politique des Alliés en Allemagne: les nouvelles entités étatiques dans les différentes zones d'occupation.
<i>Cf. aussi:</i> N°s 50, 59, 94.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

II.2.4. ALLEMAGNE – ZONE FRANÇAISE

70	3. 5. 1946 No	DPF	Concertation à propos de la saisie par la France de machines appartenant à l'«Aluminium S.A.» en Allemagne. Interventions à Paris et à Baden-Baden.
<i>Cf. aussi:</i> N°s 39, 59, 94.			

II.2.5. ALLEMAGNE – ZONE SOVIÉTIQUE

62	20. 2. 1946 L	Berlin (Diesbach) à DPF	Objectifs et activités de la Délégation suisse à Berlin: rapatriement et représentation auprès du Conseil de Contrôle interallié.
<i>Cf. aussi:</i> N°s 39, 59, 85, 94.			

II.3. ARGENTINE – RELATIONS POLITIQUES

69	9. 4. 1946 RP	Buenos Aires (Feer) à DPF (Petitpierre)	Victoire du parti de Perón aux élections. Conséquences internes, régionales et internationales.
77	12. 6. 1946 RP	Buenos Aires (Feer) à DPF (Petitpierre)	Décision de Perón d'établir des relations diplomatiques avec l'URSS: conséquences internationales. Impopularité des Etats-Unis.
<i>Sur les relations économiques avec l'Argentine, cf. aussi:</i> N°s 87, 108.			

II.4. ASIE

109	17. 1. 1947 P	DPF à Conseil fédéral	Levée du blocage des avoirs japonais dans les pays anciennement occupés par le Japon.
-----	------------------	--------------------------	---

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

II.5.1. AUTRICHE – RELATIONS POLITIQUES

40	2. 11. 1945 No	DPF	Relations avec l'Autriche. Reconnaissance du gouvernement provisoire. Intérêts suisses en Autriche.
<i>Cf. aussi:</i> Nos 19, 124.			

II.5.2. AUTRICHE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

86	26. 8. 1946 PVCF	Conseil fédéral	Règlement des relations économiques avec l'Autriche. Arrangement provisoire pour les avoirs autrichiens en Suisse.
121	9. 5. 1947 No	DPF	Demande de crédit autrichien. Conditions de la Suisse: départ des troupes d'occupation.
<i>Cf. aussi:</i> Nos 41, 110.			

II.6. CANADA – RELATIONS ÉCONOMIQUES

104	30. 11. 1946 L	DFEP (Laesser) à Ottawa (Nef)	Manque de céréales en Suisse. Urgent d'obtenir une livraison plus importante de blé canadien.
<i>Sur les relations politiques avec le Canada, cf. aussi:</i> N° 56.			

II.7.1. CHINE – RELATIONS POLITIQUES

68	12. 3. 1946 PVCF	Conseil fédéral	Sauvegarde de certains droits consulaires en Chine à la suite de la renonciation aux droits d'exterritorialité par la Suisse.
107	8. 1. 1947 L	Nankin (de Torrenté) à EMG (Frick)	Analyse de la situation en Chine: guerre civile; sa dimension interne et ses implications internationales. Vues russes et américaines.
<i>Cf. aussi:</i> N° 101.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

II.7.2. CHINE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

35	12. 10. 1945 No	DFEP (Troendle) à Stampfli	Mesures pour le développement des relations économiques avec la Chine: réorganisation de la représentation diplomatique et consulaire.
<i>Cf. aussi:</i> N° 109.			

II.8.1. ESPAGNE – RELATIONS POLITIQUES

106	9. 12. 1946 RP	Madrid (Broye) à DPF (Petitpierre)	Réaction espagnole à la proposition américaine d'exclure l'Espagne franquiste des conférences internationales et appelant à la formation d'un gouvernement provisoire démocratique.
<i>Cf. aussi:</i> N° 101.			

II.8.2. ESPAGNE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

108	10. 1. 1947 No	DPF	Informations au sujet des agissements du financier espagnol March. Importants intérêts suisses dans la CHADE.
-----	-------------------	-----	---

II.9.1. ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE – RELATIONS POLITIQUES

26	17. 8. 1945 No	DPF	Nécessité d'une politique d'information sur la Suisse auprès des Américains, en évitant de donner dans la «propagande».
49	27. 12. 1945 L	DPF Petitpierre à DMF (Kobelt)	Propositions américaines de règlement des dommages causés par des avions américains (bombardements, chutes), et relatives à d'autres réclamations suisses.
<i>Cf. aussi:</i> N°s 10, 23, 25, 31, 33, 39, 44, 56, 58, 92, 99, 107, 111.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

II.9.2. ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

103	27. 11. 1946 No	DPF	Conditions pour le déblocage des avoirs suisses aux USA. Problèmes des règlements en or et en dollars et du risque d'inflation.
118	28. 3. 1947 No	DPF	Avoirs suisses aux USA: la question de leur certification; le cas de Nestlé.
<i>Cf. aussi:</i> N ^{os} 9, 11, 13, 42, 45, 87.			

II.10. FINLANDE

102	26. 11. 1946 L	DFEP (Schaffner) à Helsinki (Hegg)	Commerce Suisse–Finlande. La Suisse préfère acheter les produits finlandais en quantité que de livrer contre devises les produits industriels suisses.
-----	-------------------	---------------------------------------	--

II.11.1. FRANCE – RELATIONS POLITIQUES

17	19. 7. 1945 L	Paris (Burckhardt) à DPF (Petitpierre)	Divers propos de De Gaulle lors d'un dîner: réflexions historiques et sur l'actualité: Allemagne, Hitler, Japon, Syrie. Portrait du Général par Burckhardt et Barbey.
21	8. 8. 1945 R	Paris (Burckhardt) à DPF (Petitpierre)	Analyse de la politique intérieure française: partis politiques, données économiques et financières; De Gaulle et la politique extérieure.
43	13. 11. 1945 L	Paris (Burckhardt) à DPF (Petitpierre)	Rencontre avec Churchill: ses propos sur la guerre, la Suisse, sur la position de Staline, sur le communisme, sur l'arme atomique.
54	15. 1. 1946 L	DPF (Petitpierre) à Paris (Burckhardt)	Remerciements pour mission en France. Bidault et Mauriac en Suisse. Relations avec URSS.
<i>Cf. aussi:</i> N ^{os} 8, 70, 81, 92, 110, 117.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

II.11.2. FRANCE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

110	13. 2. 1947 No	DPF	Avoirs français bloqués en Suisse. Paris exige leur recensement. Raisons avancées contre la levée immédiate de ce blocage.
117	26. 3. 1947 No	DPF	Avoirs français bloqués en Suisse. Ne pas oublier les aspects politiques étant donné les nombreux intérêts franco-suisse.
122	12. 5. 1947 No	DPF (Petitpierre)	Défense des intérêts suisses touchés par la nationalisation des entreprises d'électricité.
<i>Cf. aussi:</i> Nos 21, 72.			

II.12.1. GRANDE-BRETAGNE – RELATIONS POLITIQUES

76	6. 6. 1946 RP	Londres (Ruegger) à DPF (Petitpierre)	Préparatifs en vue du voyage de Churchill en Suisse. Derniers voyages à l'étranger de l'ancien Premier Ministre. Utilité d'un contact entre Churchill et les membres du Conseil fédéral.
81	27. 7. 1946 L	Paris (Burckhardt) à Petitpierre	Propos de Churchill. Préparatifs de la visite de Churchill en Suisse. Report du voyage de Petitpierre à Paris. Projet de Denis de Rougemont.
83	29. 7. 1946 RP	Londres (Ruegger) à DPF (Petitpierre)	Opinions de Churchill et de responsables du Foreign Office au sujet de la neutralité et de la défense de la Suisse.
92	22. 9. 1946 R	DPF (Cuttat) à Petitpierre	Compte rendu du séjour de Churchill en Suisse: entretiens, déplacements, réceptions.
<i>Cf. aussi:</i> Nos 14, 43, 44, 50, 56, 58, 91, 97, 101, 112.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

II.12.2. GRANDE-BRETAGNE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

50	27. 12. 1945 L	Londres (Ruegger) à Petitpierre	Négociations anglo-suisse en vue d'un accord de paiement et de commerce. Zone britannique en Allemagne. Contacts économiques avec les Dominions.
105	6. 12. 1946 L	DPF (Hohl) à Paris (Burckhardt)	Conditions et modalités de paiement en faveur des touristes anglais en Suisse. Réduire le trafic touristique anglo-suisse.

II.13. GRÈCE

114	11. 3. 1947 L	DFFD (Nobs) à DPF (Petitpierre)	En matière de crédit, la Grèce doit être traitée selon les mêmes directives appliquées aux autres pays balkaniques.
116	19. 3. 1947 T	DPF (Zehnder) à Athènes	Demande grecque de crédit. Le message de Truman complique l'octroi d'une aide suisse à la Grèce. Privilégier des actions humanitaires.
<i>Cf. aussi:</i> N ^{os} 41, 110.			

II.14.1. HONGRIE – RELATIONS POLITIQUES

52	10. 1. 1946 No	DPF	Reconnaissance du gouvernement hongrois par le Conseil fédéral. Les relations y compris dans le domaine économique entre Berne et Budapest dépendent des relations entre Berne et Moscou.
----	-------------------	-----	---

II.14.2. HONGRIE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

55	18. 1. 1946 No	DPF	Considérations à propos de l'arrivée d'une délégation économique hongroise. Perspectives plutôt limitées. Position réservée.
<i>Cf. aussi:</i> N ^{os} 38, 41, 110.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

II.15.1. ITALIE – RELATIONS POLITIQUES

18	24. 7. 1945 L	DPF (Petitpierre) à DFJP (Steiger)	Séjour de l'ancien Ministre et Ambassadeur Alfieri en Suisse. Préparer les conditions de son retour en Italie.
29	27. 9. 1945 L	DFJP (Steiger) à DPF (Petitpierre)	Hésitation du CF à refouler l'ancien diplomate italien Bastianini tant que la Yougoslavie le réclame. En discuter avec les Alliés.
73	18. 5. 1946 RP	Rome (Weck) à DPF (Petitpierre)	Opinion de de Gasperi sur le choix entre la Monarchie et la République. Sort de la famille royale. Abstention des puissances anglo-saxonnes.
123	14. 5. 1947 RP	Rome (Weck) à DPF (Petitpierre)	Crise politique en Italie. Fin du 3ème gouvernement de Gasperi; formation du 4ème, sans la participation des communistes; effet de la doctrine Truman.
<i>Cf. aussi:</i> N ^{os} 6, 44, 78, 92.			

II.15.2. ITALIE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

11	15. 6. 1945 PVCF	Conseil fédéral	Instructions relatives aux négociations économiques avec l'Italie: ports, échange de marchandises, dettes, conditions d'un nouveau crédit à l'Italie.
13	4. 7. 1945 L	Rome (Salis) à DFEP (Hotz)	Intérêts suisses dans l'industrie électrique italienne et projets américains de la contrôler à travers des sociétés présidées par Currie.
42	8. 11. 1945 L	Rome (Salis) à DFEP (Hotz)	A propos de l'application de l'accord économique italo-suisse; objections des Alliés, notamment des Américains concurrents sur le marché italien.
45	7. 12. 1945 L	Rome (Salis) à DFEP (Hotz)	Attitude des autorités alliées à l'égard de l'Italie et des accords économiques italo-suisse: veto américano-britannique.
120	3. 4. 1947 R	DFEP (Jobin)	Les entraves administratives au recrutement de 3500 travailleurs italiens pour l'agriculture suisse ont pu être surmontées.
<i>Cf. aussi:</i> N° 38.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

II.16. JAPON

22	13. 8. 1945 T	Tokyo (Gorgé) à DPF	Réaction du Japon après le bombardement atomique d'Hiroshima et de Nagasaki. Déclaration de guerre de l'URSS au Japon. Grande détresse matérielle et morale.
23	14. 8. 1945 T	DPF à Washington	Transmission de la réponse japonaise à la déclaration de la Conférence de Potsdam.
25	15. 8. 1945 No	DPF (Stucki) à Petitpierre	Résumé des interventions de la diplomatie suisse dans les négociations entre le Japon et les Alliés avant la capitulation.
31	5. 10. 1945 T	Tokyo (Gorgé) à DPF	Entretien avec le Général MacArthur. Propos sur la défaite japonaise, les dirigeants et l'avenir de ce pays vaincu.
32	5. 10. 1945 No	DPF	Blocage des avoirs japonais en Suisse et conditions de leur déblocage. Don japonais au CICR.
33	6. 10. 1945 T	Tokyo (Gorgé) à DPF	Remerciements de MacArthur pour la protection des intérêts américains au Japon par la diplomatie suisse. Bilan des interventions dans ce domaine.
36	15. 10. 1945 L	DPF (de Saussure) à Washington (Weingärtner)	Protection des intérêts japonais dans divers pays où les Alliés demandent à la Suisse de s'en dessaisir à leur profit.
53	11. 1. 1946 PVCF	Conseil fédéral	Bilan des avoirs de l'Etat japonais en Suisse; transfert aux Alliés. Question des réclamations suisses à l'égard du Japon.
<i>Cf. aussi: Nos 37, 44, 56, 58, 109.</i>			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

II.17.1. POLOGNE – RELATIONS POLITIQUES

20	6. 8. 1945 No	DPF	Représentations diplomatiques polonaise à Berne et suisse à Varsovie. Situation en Pologne.
<i>Cf. aussi:</i> N° 110.			

II.17.2. POLOGNE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

30	1. 10. 1945 No	DPF	Intérêts suisses en Pologne. Etapes et conditions d'une reprise des relations commerciales.
<i>Cf. aussi:</i> Nos 38, 41.			

II.18. ROUMANIE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

47	17. 12. 1945 No	DFEP	Négociations économiques avec la Roumanie: état de la question et perspectives de nouveaux échanges roumano-suisses.
<i>Cf. aussi:</i> N° 41.			

II.19. SUÈDE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

119	1. 4. 1947 L	Stockholm (Vallothon) à DPF (Petitpierre)	Décision unilatérale de la Suède d'interdire les importations. Intérêts suisses atteints.
<i>Cf. aussi:</i> Nos 47, 87. <i>Sur les relations politiques avec la Suède, cf. aussi:</i> N° 59.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

II.20.1. TCHÉCOSLOVAQUIE – RELATIONS POLITIQUES

80	21. 6. 1946 L	DPF à Prague	Activités du Don Suisse en Tchécoslovaquie. Difficultés de la colonie suisse dont certains membres sont traités comme des Allemands.
<i>Cf. aussi: N°s 6, 115.</i>			

II.20.2. TCHÉCOSLOVAQUIE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

89	17. 9. 1946 L	Prague (Girardet) à DPF	Etat des relations économiques avec la Tchécoslovaquie. Propriétaires suisses lésés. Démarches en vue du dédommagement.
<i>Cf. aussi: N°s 38, 47, 80, 110. Sur les relations culturelles avec la Tchécoslovaquie, cf. aussi: N° 115.</i>			

II.21. TURQUIE – RELATIONS POLITIQUES

57	24. 1. 1946 No	DFEP	Livraison de matériel de guerre à la Turquie. Prendre en considération les relations avec la Russie.
<i>Sur les relations économiques avec la Turquie, cf. aussi: N° 87.</i>			

II.22.1. UNION SOVIÉTIQUE – RELATIONS POLITIQUES

14	6. 7. 1945 L	Londres (Ruegger) à DPF (Stucki)	Sorte de médiation britannique entre Berne et Moscou; question d'une mission suisse auprès du Conseil de Contrôle interallié à Berlin: intérêts suisses en Allemagne.
51	4. 1. 1946 No	DPF	Entretien avec le négociateur soviétique, Vikharev: échange d'internés soviétiques contre des diplomates suisses. Acceptation des conditions soviétiques.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
64	25. 2. 1946 L	Londres (Ruegger) à Petitpierre	Point de vue britannique sur la reprise des relations entre la Suisse et l'URSS. Cadogan conseille de ne pas accepter l'exigence soviétique d'expression de regrets de la part de la Suisse pour sa politique anti-soviétique.
<i>Cf. aussi:</i> N°s 3, 12, 15, 28, 34, 40, 48, 54, 57, 81, 92, 101, 107, 111.			

II.22.2. UNION SOVIÉTIQUE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

34	9. 10. 1945 PVCF	Conseil fédéral	Décision de lever le blocage des avoirs de la Banque d'Etat soviétique et d'attendre pour les autres avoirs soviétiques dans les banques suisses.
<i>Cf. aussi:</i> N°s 38, 110.			

II.22.3. UNION SOVIÉTIQUE – RELATIONS CULTURELLES

113	8. 3. 1947 No	DPF	Proposition en vue de développer les relations culturelles avec l'URSS: publications, films, échanges d'intellectuels, artistes, etc.
-----	------------------	-----	---

II.23.1. YUGOSLAVIE – RELATIONS POLITIQUES

12	16. 6. 1945 L	Bâle (Kaestli) à DPF (Petitpierre)	Relations avec la nouvelle Yougoslavie. Position de Tito et du Kremlin.
98	24. 9. 1946 No	DPF (Zehnder) à Petitpierre	Point de vue de la Yougoslavie sur la Suisse, la neutralité et les Nations Unies.
<i>Cf. aussi:</i> N°s 18, 29, 71, 124.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

II.23.2. YOUGOSLAVIE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

27	17. 9. 1945 PV	DPF	Conférence des représentants de l'administration fédérale, de milieu du commerce et de l'industrie au sujet des mesures à prendre par rapport aux mesures de nationalisation en Yougoslavie.
<i>Cf. aussi:</i> N°s 38, 41, 110.			

III. RELATIONS MULTILATÉRALES

III.1. LA SUISSE ET LES ALLIÉS

85	31. 7. 1946 L	Berlin (Diesbach) à DPF	Représentation suisse auprès du Conseil de Contrôle interallié: la position de l'URSS est déterminante.
<i>Cf. aussi:</i> N°s 21, 10, 14, 23, 25, 32, 36, 40, 48, 50, 53, 61, 62, 65, 66, 67, 70, 72, 75, 78, 79, 81, 86, 94, 98, 99, 109, 121.			

III.2. LA SUISSE ET L'EUROPE

91	19. 9. 1946 T	DPF (Petitpierre) à Churchill	Félicitations pour le discours prononcé à Zurich.
<i>Cf. aussi:</i> N°s 72, 92, 96.			

III.3. LA SUISSE ET L'ONU

15	7. 7. 1945 No	Washington (Real à Bruggmann)	Conférence de San Francisco. Relations Suisse-Russie. Nations Unies. Siège à Genève. Neutralité.
28	21. 9. 1945 L	Genève (Rappard) à Noel-Baker	La Suisse, la neutralité, l'ONU et la question du siège à Genève. Hâte de Berne de renouer les relations avec l'URSS.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
48	21. 12. 1945 PVCF	Conseil fédéral	A la suite de l'entrée en vigueur de la Charte de l'ONU, attitude de la Suisse. Résumé des travaux des commissions consultative et d'experts.
82	27. 7. 1946 L	DPF (Secrétan) à Petitpierre	Préparation de la visite du Secrétaire général des Nations Unies à Genève et à Berne: question de l'utilisation inconditionnelle du Palais des Nations.
98	19. 10. 1946 L	DPF (Petitpierre) à Spaak	Exposé des raisons pour lesquelles la Suisse ne demande pas d'entrer à l'ONU. Position suisse à l'égard de l'ONU. Oui à l'adhésion avec le maintien de la neutralité.
99	29. 10. 1946 L	Washington (Bruggmann) à DPF (Petitpierre)	Les Américains conseillent d'attendre avant d'adhérer avec clause spéciale en faveur de la neutralité. Avis contraires.
100	30. 10. 1946 L	New York (Gygax) à DPF	Réaction de Spaak à la lettre de Petitpierre au sujet de la position suisse à l'égard de l'ONU. Avis de Spaak sur la neutralité: ne pas provoquer de discussion à ce sujet.
<i>Cf. aussi:</i> Nos 3, 46, 56, 83, 93, 95, 96, 101.			

III.4. LA SUISSE ET LES ORGANISATIONS SPÉCIALISÉES DES NATIONS UNIES

46	11. 12. 1945 T	Londres (Ruegger) à Petitpierre	Suisse-ONU: condition d'une participation, notamment aux organisations spécialisées.
95	28. 9. 1946 L	Montréal (Rap- pard) à DPF (Petitpierre)	A propos de l'installation du BIT à Genève et de l'attitude supposée du Secrétaire général des Nations Unies au sujet de l'accord OIT-Conseil
<i>Cf. aussi:</i> Nos 2, 5, 28, 48.			

III.5. LA SUISSE ET LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON
GOUVERNEMENTALES

97	10. 10. 1946 L	DPF (Zutter) à DFJP (Jezler)	A propos du Congrès sioniste à Bâle: enquête en Egypte et à Londres.
----	-------------------	---------------------------------	--

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

IV. ACTIVITÉS ET POLITIQUES ÉCONOMIQUES

IV.1. RELATIONS COMMERCIALES GÉNÉRALES

41	8. 11. 1945 PV	DPF	Conférence sur les relations économiques de la Suisse avec les pays balkaniques, y compris la Pologne.
<i>Cf. aussi:</i> N ^{os} 27, 87, 103, 116.			

IV.2. RELATIONS FINANCIÈRES GÉNÉRALES

38	18. 10. 1945 No	DPF	Considérations au sujet de l'octroi de crédits aux Etats balkaniques.
61	7. 2. 1946 No	DPF	Préparation de la négociation économique et financière avec les Alliés à Washington: avoirs allemands en Suisse; les solutions envisagées.
65	25. 2. 1946 No	Berne (Rappard)	Commentaires du professeur genevois au sujet de sa participation à la négociation avec les Alliés et des principaux aspects du dossier et du contexte. Les conditions de la négociation des points de vue suisse et allié.
66	1. 3. 1946 PV	DPF	Discussion entre l'ASB, la BNS et l'Administration fédérale des principales questions confiées à la délégation pour les négociations avec les Alliés.
67	8. 3. 1946 PVCF	Conseil fédéral	Avoirs allemands en Suisse et les problèmes qu'ils posent. Négociations avec les Alliés.
72	13. 5. 1946 L	Washington (Stucki) à DPF	Exposé des résultats provisoires des négociations entre la Suisse et les Alliés. Le compromis à propos de la restitution de l'or belge. La France renonce à de trop hautes exigences financières.
75	27. 5. 1946 L	Washington (Rappard) à DPF (Petitpierre)	Commentaire après la signature de l'accord entre la Suisse et les Alliés sur les avoirs allemands en Suisse. Capacités du chef de la délégation.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
79	19. 6. 1946 L	BNS (Rossy) à DFFD (Reinhardt)	Urgence de contraindre Hirs à la démission de la direction de la BNS à cause de ses activités de rachat d'or à l'Allemagne. Rossy menace de démissionner lui-même.
87	11. 9. 1946 PV	DPF	
<i>Cf. aussi:</i> N ^{os} 9, 27, 32, 34, 41, 53, 58, 70, 90, 103, 110, 114, 116, 117, 118.			

IV.3. LA PLACE FINANCIÈRE SUISSE

9	13. 6. 1945 No	DPF	Entretien entre Petitpierre et Nobs et des représentants de l'ASB: application des Accords Currie.
<i>Cf. aussi:</i> N ^{os} 61, 65, 66, 67, 72, 75, 79, 110, 117, 118.			

IV.4. EXPORTATIONS D'ARMES ET DE MATÉRIEL DE GUERRE

88	11. 9. 1946 R	DMF (Wattenwyl)	Importance de l'industrie d'armement pour la défense nationale suisse. Liste des autorisations des exportations pour la période de la guerre 1940-1944.
101	7. 11. 1946 L	DPF (Petitpierre) à DMF (Kobelt)	Justification de l'interdiction de livraisons d'armes à l'étranger, notamment à l'Espagne. Le développement de l'industrie d'armements n'est pas désirable.
<i>Cf. aussi:</i> N° 57.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

V. MOUVEMENTS MIGRATOIRES

V.1. POLITIQUE SUISSE FACE AUX ÉTRANGERS

74	23. 5. 1946 No	DFEP	Engagement de main-d'œuvre étrangère. Etant donné le refus de la France d'autoriser Allemands du Sud et Autrichiens à venir travailler en Suisse, l'Italie a été sollicitée.
<i>Cf. aussi:</i> N ^{os} 6, 10, 120.			

V.2. POLITIQUE DE L'ASILE EN SUISSE

5	28. 5. 1945 No	DFJP	Hospitalisation d'enfants provenant de camps de concentration allemands en Suisse. Prestations du Don Suisse.
<i>Cf. aussi:</i> N ^{os} 10, 18, 29, 51, 93.			

VI. ACTIVITÉS HUMANITAIRES

VI.1. DOCUMENTATION GÉNÉRALE SUR LES ACTIVITÉS HUMANITAIRES

2	22. 5. 1945 No	DPF (de Haller) à Petitpierre	Une collaboration avec l'UNRRA peut être entreprise officiellement après la fin de la guerre.
4	27. 5. 1945 No	DPF	Transit et hospitalisation en Suisse d'anciens prisonniers de guerre, déportés, ouvriers étrangers et détenus de camps de concentration d'Allemagne.
19	26. 7. 1945 No	DPF	Projets du Don Suisse en faveur de l'Allemagne et de l'Autriche. Pas d'urgence à assister la population allemande.
<i>Cf. aussi:</i> N ^{os} 5, 62, 80, 102, 116.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

VI.2. RELATIONS AVEC LE CICR

37	18. 10. 1945 L	DPF (de Haller) à DFFD (Nobs)	Besoins financiers du CICR. Versements du Japon et de l'Allemagne. Nécessité d'un nouvel apport de la part de la Confédération.
<i>Cf. aussi:</i> N°s 3, 5, 54, 90, 101.			

VII. POLITIQUE DE SÉCURITÉ

VII.1. DOCUMENTATION GÉNÉRALE SUR LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ

16	10. 7. 1945 R	Berne (Frölicher) à Petitpierre	Synthèse et appréciation des moments cruciaux des relations germano-suisse de 1940 à 1945 par l'ancien ministre de Suisse à Berlin.
112	20. 2. 1947 No	EMG (de Montmollin) à CDN	Entretien avec le Maréchal Montgomery: situation internationale, URSS, armée de métier, défense du Réduit, aviation, fortification et organisation des troupes.
<i>Cf. aussi:</i> N°s 9, 48, 78, 84, 88, 96, 101.			

VII.2. LES GRANDES LIGNES DE LA POLITIQUE MILITAIRE SUISSE

7	4. 6. 1945 L	Guisan à Borel	La fin du service actif ne doit pas supprimer la vigilance: être prêt à affronter toute éventualité.
24	15. 8. 1945 L	Quartier général (Frick) à DMF (Kobelt)	Considérations sur l'utilisation de l'arme atomique et de la nécessité d'en étudier les conséquences pour la défense de la Suisse.
60	5. 2. 1946 Directives	DMF (Kobelt)	Objectifs militaires de la commission suisse d'étude de l'énergie atomique.
<i>Cf. aussi:</i> N°s 16, 43, 88, 101.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

VII.3. LA SUISSE ET LES PROJETS DE SÉCURITÉ COLLECTIVE

84	31. 7. 1946 PV	CDN	Approbation d'un rapport sur la question de l'entrée de la Suisse à l'ONU.
<i>Cf. aussi:</i> N ^{os} 48, 98.			

VIII. QUESTIONS CULTURELLES

115	11. 3. 1947 L	Prague (Girardet) à DPF	Représentation d'une pièce de théâtre de Max Frisch: réactions de la presse tchécoslovaque. Accueil du public.
-----	------------------	----------------------------	--

IV. THEMATISCHES VERZEICHNIS DER DOKUMENTE

Übersicht über das thematische Verzeichnis der Dokumente

I. GRUNDLAGEN DER AUSSEN- UND NEUTRALITÄTSPOLITIK	LIII
I.1. Offizielle Neutralitätspolitik	LIII
I.2. Die schweizerische Aussenpolitik in den eidgenössischen Behörden	LIII
I.3. Die Vertretung fremder Interessen	LIII
I.4. Die Schweiz und die Entkolonisierung	LIV
II. BILATERALE BEZIEHUNGEN	LIV
II.1. Albanien	LIV
II.2. Argentinien – Politische Beziehungen	LIV
II.3. Asien	LV
II.4.1. China – Politische Beziehungen	LV
II.4.2. China – Wirtschaftsbeziehungen	LV
II.5. Deutschland – Allgemeine Beziehungen	LV
II.5.1. Deutschland – Besatzungszonen	LVI
II.5.2. Deutschland – Amerikanische Zone	LVI
II.5.3. Deutschland – Britische Zone	LVI
II.5.4. Deutschland – Französische Zone	LVII
II.5.5. Deutschland – Sowjetische Zone	LVII
II.6. Finnland	LVII
II.7.1. Frankreich – Politische Beziehungen	LVII
II.7.2. Frankreich – Wirtschaftsbeziehungen	LVIII
II.8. Griechenland	LVIII
II.9.1. Grossbritannien – Politische Beziehungen	LIX
II.9.2. Grossbritannien – Wirtschaftsbeziehungen	LIX
II.10.1. Italien – Politische Beziehungen	LIX
II.10.2. Italien – Wirtschaftsbeziehungen	LX
II.11. Japan	LXI
II.12.1. Jugoslawien – Politische Beziehungen	LXI
II.12.2. Jugoslawien – Wirtschaftsbeziehungen	LXII
II.13. Kanada – Wirtschaftsbeziehungen	LXII
II.14.1. Österreich – Politische Beziehungen	LXII
II.14.2. Österreich – Wirtschaftsbeziehungen	LXIII
II.15.1. Polen – Politische Beziehungen	LXIII
II.15.2. Polen – Wirtschaftsbeziehungen	LXIII
II.16. Rumänien – Wirtschaftsbeziehungen	LXIII
II.17. Schweden – Wirtschaftsbeziehungen	LXIV
II.18.1. Spanien – Politische Beziehungen	LXIV
II.18.2. Spanien – Wirtschaftsbeziehungen	LXIV
II.19.1. Tschechoslowakei – Politische Beziehungen	LXIV
II.19.2. Tschechoslowakei – Wirtschaftsbeziehungen	LXV
II.20. Türkei – Politische Beziehungen	LXV

II.21.1. UdSSR – Politische Beziehungen	LXV
II.21.2. UdSSR – Wirtschaftsbeziehungen	LXVI
II.21.3. UdSSR – Kulturelle Beziehungen	LXVI
II.22.1. Ungarn – Politische Beziehungen	LXVI
II.22.2. Ungarn – Wirtschaftsbeziehungen	LXVI
II.23.1. USA – Politische Beziehungen	LXVII
II.23.2. USA – Wirtschaftsbeziehungen	LXVII
III. MULTILATERALE BEZIEHUNGEN	LXVII
III.1. Die Schweiz und die Alliierten	LXVII
III.2. Die Schweiz und Europa	LXVIII
III.3. Die Schweiz und die UNO	LXVIII
III.4. Die Schweiz und die Spezialorganisationen der UNO	LXIX
III.5. Die Schweiz und die internationalen nichtgouvernementalen Organisationen	LXIX
IV. WIRTSCHAFTSPOLITIK, -AKTIVITÄTEN	LXIX
IV.1. Allgemeine Handelsbeziehungen	LXIX
IV.2. Allgemeine Finanzbeziehungen	LXIX
IV.3. Finanzplatz Schweiz	LXXI
IV.4. Waffen- und Kriegsgüterexport	LXXI
V. MIGRATIONSBEWEGUNGEN	LXXI
V.1. Schweizerische Ausländerpolitik	LXXI
V.2. Schweizerische Asylpolitik	LXXII
VI. HUMANITÄRE HILFE	LXXII
VI.1. Allgemeine Dokumentation zur Humanitären Hilfe	LXXII
VI.2. Beziehungen zum IKRK	LXXII
VII. SICHERHEITSPOLITIK	LXXIII
VII.1. Allgemeine Dokumentation zur Sicherheitspolitik	LXXIII
VII.2. Leitlinien der schweizerischen Militärpolitik	LXXIII
VII.3. Die Schweiz und die Pläne zu kollektiven Sicherheitsystemen	LXXIV
VIII. KULTURELLE FRAGEN	LXXIV

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

I. GRUNDLAGEN DER AUSSEN- UND NEUTRALITÄTSPOLITIK

I.1. OFFIZIELLE NEUTRALITÄTSPOLITIK

78	13. 6. 1946 S	EPD (Petitpierre) an EMD (Kobelt)	Oberstlt. Waibel als Vermittler zwischen der amerikanischen und deutschen Militärführung zur Beendigung des Krieges in Oberitalien. Gegen die Veröffentlichung seines Buches.
96	9. 10. 1946 No	EPD (Petitpierre)	Gespräch mit Spaak: Friedenskonferenz, UNO, belgisch-schweizerische Handelsbeziehungen, Deutschland, wirtschaftliche Lage Belgiens.

Siehe auch: Nr. 3, 15, 46, 48, 49, 65, 83, 93, 97, 98, 99, 100, 114, 116.

I.2. DIE SCHWEIZERISCHE AUSSENPOLITIK IN DEN EIDGENÖSSISCHEN BEHÖRDEN

3	23. 5. 1945 Vortrag	EPD (Petitpierre)	Weltpolitische Lage. Vereinte Nationen. Russland, Deutschland, Schutz der fremden Interessen.
111	19. 2. 1947 Vortrag	EPD (Petitpierre)	Internationale Lage: Ziele und Mittel der sowjetischen Politik, Rolle der UNO, Schweiz und UNO, schweizerische Neutralität.

Siehe auch: Nr. 54, 110, 117.

I.3. DIE VERTRETUNG FREMDER INTERESSEN

1	14. 5. 1945 S	EPD (de Saussure)an Berlin (Gasser)	Folgen der Nichtanerkennung der neuen deutschen Regierung für den Schutz der fremden Interessen in Deutschland durch die Schweiz.
44	16. 11. 1945 No	EPD (de Pury) an Petitpierre	Liquidierung der Abteilung für fremde Interessen: Fragen des Personals und der Rückerstattung der Kosten seitens der betroffenen Staaten.
56	22. 1. 1946 No	EPD (de Saussure)an EPD (Secrétan)	Einschätzung des schweizerischen Schutzes fremder Interessen während des Zweiten Weltkrieges. Argumente für die Fortführung der bisherigen Neutralitätspolitik.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
58	25. 1. 1946 S	EPD (de Pury) à EPD (Stucki)	Zur Finanzierung der Ausgaben zum Schutz fremder Interessen im Fernen Osten und zum Verrechnungsabkommen mit Japan.
124	27. 5. 1947 No	EPD (Zehnder) à Petitpierre	Frage der Vertretung der österreichischen Interessen in Jugoslawien. Das Gesuch Wiens positiv beantworten unter Vorbehalt der Einwilligung Belgrads.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 23, 25, 31, 33, 36.			

I.4. DIE SCHWEIZ UND DIE ENTKOLONIALISIERUNG

8	12. 6. 1945 PB	Algier (Arber) an EPD (Stucki)	Aufbruch in Kabylien (Setif) und die Repression durch Frankreich. Haltung der Amerikaner und der Briten in Nordafrika.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 17, 21, 111.			

II. BILATERALE BEZIEHUNGEN

II.1. ALBANIEN

71	7. 5. 1946 S	EPD (Zehnder) an Belgrad (Zellweger)	Anerkennung der Volksrepublik Albanien: Betrachtungen über die innenpolitische und regionale Lage.
----	-----------------	--	--

II.2. ARGENTINIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

69	9. 4. 1946 PB	Buenos Aires (Feer) an EPD (Petitpierre)	Wahlsieg der Partei Peróns. Innenpolitische, regionale und internationale Auswirkungen.
77	12. 6. 1946 PB	Buenos Aires (Feer) an EPD (Petitpierre)	Entschluss Peróns, diplomatische Beziehungen zur UdSSR aufzunehmen: ausserpolitische Folgen. Unpopularität der USA.
<i>Zu den Wirtschaftsbeziehungen mit Argentinien siehe auch:</i> Nr. 87, 108.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------	----------------------	--------

II.3. ASIEN

109	17. 1. 1947 At	EPD an Bundesrat	Aufhebung der Sperre japanischer Guthaben in den von Japan vormals besetzten Gebieten.
-----	-------------------	---------------------	--

II.4.1. CHINA – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

68	12. 3. 1946 BR-Prot.	Bundesrat	Beibehaltung bestimmter konsularischer Rechte in China nach dem Verzicht der Exterritorialitätsrechte durch die Schweiz.
107	8. 1. 1947 S	Nankin (de Torrenté) an GST (Frick)	Lageanalyse Chinas: Bürgerkrieg, innen- und ausenpolitische Konsequenzen. Russische und amerikanische Einschätzungen zur weiteren Entwicklung. Interessen der UdSSR und USA in China.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 101.			

II.4.2. CHINA – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

35	12. 10. 1945 No	EVD (Troendle) an Stampfli	Massnahmen zur Förderung der Wirtschaftsbeziehungen mit China: Neuorganisation der diplomatischen und konsularischen Vertretungen.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 109.			

II.5. DEUTSCHLAND – ALLGEMEINE BEZIEHUNGEN

6	1. 6. 1945 RS	EJPD an Kantone	Fremdenpolizeiliche Behandlung von deutschen, tschechoslowakischen und italienischen Staatsangehörigen.
10	13. 6. 1945 No	EPD (Stucki) an Petitpierre	Zur Frage der Verlängerung des Aufenthaltes des ehemaligen deutschen Gesandten Köcher in Bern; dessen Bitte um einen Geleitschein für seine Rückkehr nach Deutschland.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
90	18. 9. 1946 Prot.	EFZD	Verwendung blockierter deutscher und japanischer Gelder zugunsten des IKRK. Kann die Schweiz diese Mittel für die Deckung der Kosten der deutschen Interessenvertretungen in der Schweiz verwenden?
<i>Siehe auch:</i> Nr. 1, 3, 9, 16, 19, 37, 56, 61, 65, 67, 72, 75, 78, 79, 86, 92, 111.			

II.5.1. DEUTSCHLAND – BESATZUNGSZONEN

59	1. 2. 1946 BR-Prot.	Bundesrat	Lage der schweizerischen konsularischen Vertretungen in den drei westlichen Besatzungszonen Deutschlands, insbesondere in der französischen.
94	27. 9. 1946 BR-Prot.	Bundesrat	Modalitäten zur Aufnahme der Wirtschaftsbeziehungen mit den amerikanischen und englischen Besatzungszonen in Deutschland. Verhandlungen mit den Besatzungsbehörden.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 39, 63.			

II.5.2. DEUTSCHLAND – AMERIKANISCHE ZONE

63	25. 2. 1946 S	München (Frei) an EPD (Stucki)	Deutsche öffentliche Meinung und Nürnberger Prozess. Entnazifizierung. Wirtschaftliche Lage. Schweizerkolonien.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 39, 59, 70, 94.			

II.5.3. DEUTSCHLAND – BRITISCHE ZONE

39	27. 10. 1945 PB	Köln (Weiss) an EPD (Stucki)	Analyse der alliierten Politik in Deutschland: die neuen Staatengebilde in den Besatzungszonen.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 50, 59, 94.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

II.5.4. DEUTSCHLAND – FRANZÖSISCHE ZONE

70	3. 5. 1946 No	EPD	Wegen französischer Beschlagnahme von Maschinen der schweizerischen « Aluminium G. m. b. H. » in Deutschland Demarchen in Paris und Baden-Baden.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 39, 59, 94.			

II.5.5. DEUTSCHLAND – SOWJETISCHE ZONE

62	20. 2. 1946 S	Berlin (Diesbach) an EPD	Ziele und Tätigkeiten der schweizerischen Delegation in Berlin: Rapatriierung von Schweizern und Vertretung beim Alliierten Kontrollrat.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 39, 59, 85, 94.			

II.6. FINNLAND

102	26. 11. 1946 S	EVD (Schaffner) an Helsinki (Hegg)	Schweizerisch-finnischer Handelsverkehr. Die Schweiz zieht den Import grosser Mengen traditioneller finnischer Produkte dem Export schweizerischer Industrieprodukte gegen Devisen vor.
-----	-------------------	--	---

II.7.1. FRANKREICH – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

17	19. 7. 1945 S	Paris (Burckhardt) an EPD (Petitpierre)	Verschiedene Äusserungen von De Gaulle während eines Empfangs: Historische Betrachtungen und Überlegungen zu Gegenwartsproblemen, Deutschland, Hitler, Japan, Syrien. Porträtierung des Generals durch Burckhardt und Barbey.
21	8. 8. 1945 B	Paris (Burckhardt) an EPD (Petitpierre)	Zur innenpolitischen Lage Frankreichs: politische Parteien, wirtschaftliche und finanzielle Gegebenheiten; De Gaulle und die aussenpolitische Situation Frankreichs.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
43	13. 11. 1945 S	Paris (Burckhardt) an EPD (Petitpierre)	Treffen mit Churchill: seine Äusserungen über den Zweiten Weltkrieg, die Schweiz, Stalin, den Kommunismus, die Atombombe.
54	15. 1. 1946 S	EPD (Petitpierre) an Paris (Burckhardt)	Dank an Burckhardt für seine Verdienste. Aufenthalt von Bidault und Mauriac in der Schweiz. Beziehung zur UdSSR.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 8, 70, 84, 92, 110, 117.			

II.7.2. FRANKREICH – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

110	13. 2. 1947 No	EPD	Französische Guthaben in der Schweiz. Paris verlangt deren Erfassung. Gründe für die Verzögerung der Freigabe.
117	26. 3. 1947 No	EPD	Blockierte französische Guthaben in der Schweiz. Rücksichtnahme auf den politischen Aspekt der wichtigen schweizerisch-französischen Beziehungen.
122	12. 5. 1947 No	EPD (Petitpierre)	Verteidigung der schweizerischen Interessen im Rahmen der Verstaatlichung der elektrischen Industrie.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 21, 72.			

II.8. GRIECHENLAND

114	11. 3. 1947 S	EFZD (Nobs) an EPD (Petitpierre)	Die Kredithilfe an Griechenland muss sich an die gleichen Richtlinien halten wie die bereits angewandten bei den anderen Balkanstaaten.
116	19. 3. 1947 T	EPD (Zehnder) an Athen	Griechisches Kreditbegehren. Nach der Truman-Rede ist eine schweizerische Zusage problematisch. Humanitäre Aktionen sind vorzuziehen.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 41, 110.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

II.9.1. GROSSBRITANNIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

76	6. 6. 1946 PB	London (Ruegger) an EPD (Petitpierre)	Vorbereitungen hinsichtlich des Aufenthaltes von Churchill in der Schweiz. Letzte Auslandreisen des ehemaligen Ministerpräsidenten. Eine Begegnung zwischen Churchill und einzelnen Bundesräten ist zu begrüssen.
81	27. 7. 1946 S	Paris (Burckhardt) an Petitpierre	Äusserungen Churchills. Vorbereitungen zum Besuch Churchills in der Schweiz. Verschiebung der Reise Petitpierres nach Paris. Projekt von Denis de Rougemont.
83	29. 7. 1946 PB	London (Ruegger) an EPD (Petitpierre)	Äusserungen Churchills und namhaften Beamten des Foreign Office über die Neutralität und Verteidigung der Schweiz.
92	22. 9. 1946 B	EPD (Cuttat) an Petitpierre	Über den Aufenthalt Churchills in der Schweiz: Gespräche, Reisen, Empfänge.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 14, 43, 44, 50, 56, 58, 91, 97, 101, 112.			

II.9.2. GROSSBRITANNIEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

50	27. 12. 1945 S	London (Ruegger) an Petitpierre	Schweizerisch-britische Verhandlungen zu einem Zahlungs- und Handelsabkommen. Britische Besatzungszone Deutschlands. Wirtschaftliche Kontakte mit den Dominions.
105	6. 12. 1946 S	EPD (Hohl) an Paris (Burckhardt)	Voraussetzungen und Zahlungsmodalitäten zugunsten englischer Touristen in der Schweiz. Den Zustrom englischer Touristen einschränken.

II.10.1. ITALIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

18	24. 7. 1945 S	EPD (Petitpierre) an EJPD (Steiger)	Aufenthalt des ehemaligen faschistischen Ministers und Botschafters Alfieri in der Schweiz: Schaffung der Voraussetzungen seiner Rückkehr nach Italien.
----	------------------	-------------------------------------	---

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
29	27. 9. 1945 S	EJPD (Steiger) an EPD (Petitpierre)	Zurückhaltung des BR, den ehem. italienischen Diplomaten Bastianini aus der Schweiz auszuweisen, solange Jugoslawien die Auslieferung verlangt. Beschluss, den Fall mit den Alliierten zu diskutieren.
73	18. 5. 1946 PB	Rom (Weck) an EPD (Petitpierre)	Meinung von de Gasperi über die Wahl zwischen der Monarchie und der Republik. Schicksal der königlichen Familie. Zurückhaltung der angelsächsischen Mächte.
123	14. 5. 1947 PB	Rom (Weck) an EPD (Petitpierre)	Regierungskrise in Italien. Sturz der dritten Regierung unter de Gasperi; Bildung der vierten unter Ausschluss der Kommunisten; Folge der Truman-Doktrin?
<i>Siehe auch:</i> Nr. 6, 44, 78, 92.			

II.10.2. ITALIEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

11	15. 6. 1945 BR-Prot.	Bundesrat	Richtlinien für die Wirtschaftsverhandlungen mit Italien: Häfen, Warenverkehr, italienische Schulden und Voraussetzungen für einen neuen Kredit.
13	4. 7. 1945 S	Rom (Salis) an EVD (Hotz)	Schweizerische Interessen an der italienischen Elektrizitätsindustrie und das amerikanische Vorgehen, um sie durch die von Currie präsierten Gesellschaften zu kontrollieren.
42	8. 11. 1945 S	Rom (Salis) an EVD (Hotz)	Inkrafttreten des schweizerisch-italienischen Wirtschaftsabkommens; alliierte Einwände, insbesondere der Amerikaner, die als Konkurrenten auf dem italienischen Markt auftreten.
45	7. 12. 1945 S	Rom (Salis) an EVD (Hotz)	Politik der Alliierten gegenüber Italien und dem schweizerisch-italienischen Wirtschaftsabkommen: amerikanisch-britisches Veto.
120	3. 4. 1947 B	EVD (Jobin)	Die administrativen Hindernisse bei der Rekrutierung von 3500 italienischen Arbeitskräften für die schweizerische Landwirtschaft werden ausgeräumt.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 38.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

II.11. JAPAN

22	13. 8. 1945 T	Tokio (Gorgé) an EPD	Japanische Reaktion nach der Bombardierung Hiroshimas und Nagasakis und nach der Kriegserklärung der UdSSR. Grosse materielle und moralische Not.
23	14. 8. 1945 T	EPD an Washington	Übergabe der japanischen Antwort zur Potsdamer Deklaration.
25	15. 8. 1945 No	EPD (Stucki) an Petitpierre	Überblick über die schweizerischen Vermittlungsbemühungen in den Kapitulationsverhandlungen Japans mit den Alliierten.
31	5. 10. 1945 T	Tokio (Gorgé) an EPD	Gespräch mit General MacArthur über die japanische Niederlage, das Oberkommando und die Zukunft des besiegten Landes.
32	5. 10. 1945 No	EPD	Blockierung japanischer Guthaben in der Schweiz und Voraussetzungen ihrer Deblockierung. Japanische Spende an das IKRK.
33	6. 10. 1945 T	Tokio (Gorgé) an EPD	MacArthurs Dank für den Schutz amerikanischer Interessen in Japan durch die schweizerische Diplomatie. Aufzählung der unternommenen diplomatischen Vorstösse.
36	15. 10. 1945 S	EPD (de Saussure) an Washington (Weingärtner)	Die Alliierten verlangen, dass die Schweiz für sie den Schutz japanischer Interessen in verschiedenen Ländern übernimmt.
53	11. 1. 1946 BR-Prot.	Bundesrat	Bestand des japanischen Staatseigentums in der Schweiz. Übergabe an die Alliierten. Frage der schweizerischen Forderungen gegenüber Japan.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 37, 44, 56, 58, 109.			

II.12.1. JUGOSLAWIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

12	16. 6. 1945 S	Basel (Kaestli) an EPD (Petitpierre)	Beziehungen zum neuen Jugoslawien. Stellung Titos und des Kremls.
----	------------------	---	---

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
93	24. 9. 1946 No	EPD (Zehnder) an Petitpierre	Jugoslawische Einschätzung der Schweiz und ihrer Neutralität sowie der UNO.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 18, 29, 71, 124.			

II.12.2. JUGOSLAWIEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

27	17. 9. 1945 Prot.	EPD	Konferenz zwischen Vertretern der Bundesverwaltung und verschiedenen Handels- und Industriegesellschaften über die hinsichtlich der Verstaatlichungen in Jugoslawien zu ergreifenden Massnahmen.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 38, 41, 110.			

II.13. KANADA – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

104	30. 11. 1946 S	EVD (Laesser) an Ottawa (Nef)	Schwierige Brotgetreideversorgung der Schweiz. Bedarf nach sofortigen kanadischen Getreidelieferungen.
<i>Zu den politischen Beziehungen mit Kanada siehe auch:</i> Nr. 56.			

II.14.1. ÖSTERREICH – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

40	2. 11. 1945 No	EPD	Beziehungen zu Österreich. Anerkennung der provisorischen Regierung. Schweizerische Interessen in Österreich.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 19, 124.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

II.14.2. ÖSTERREICH – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

86	26. 8. 1946 BR-Prot.	Bundesrat	Regelung der wirtschaftlichen Beziehungen mit Österreich. Übergangslösung für die österreichischen Guthaben in der Schweiz.
121	9. 5. 1947 No	EPD	Kreditbegehren Österreichs. Voraussetzung ist der Abzug der Besatzungstruppen.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 41, 110.			

II.15.1. POLEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

20	6. 8. 1945 No	EPD	Diplomatische Vertretung Polens in Bern und der Schweiz in Warschau. Situation in Polen.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 110.			

II.15.2. POLEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

30	1. 10. 1945 No	EPD	Schweizerische Interessen in Polen. Etappen und Voraussetzungen einer Wiederaufnahme der Wirtschaftsbeziehungen.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 38, 41.			

II.16. RUMÄNIEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

47	17. 12. 1945 No	EVD	Wirtschaftsabkommen mit Rumänien: Ergebnis und Aussichten hinsichtlich des zu erwartenden schweizerisch-rumänischen Warenverkehrs.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 41.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

II.17. SCHWEDEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

119	1. 4. 1947 S	Stockholm (Vallotton) an EPD (Petitpierre)	Verbot des Warenimportes durch Schweden. Erörterung der betroffenen schweizerischen Interessen.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 47, 87. <i>Zu den politischen Beziehungen mit Schweden siehe auch:</i> Nr. 59.			

II.18.1. SPANIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

106	9. 12. 1946 PB	Madrid (Broye) an EPD (Petitpierre)	Spanische Reaktion auf den amerikanischen Vorschlag, Franco-Spanien von der Beteiligung an internationalen Konferenzen auszuschliessen und zur Bildung einer provisorischen demokratischen Regierung.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 101.			

II.18.2. SPANIEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

108	10. 1. 1947 No	EPD	Informationen über Machenschaften des spanischen Finanziers March. Bedeutende schweizerische Interessen in der CHADE.
-----	-------------------	-----	---

II.19.1. TSCHECHOSLOWAKEI – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

80	21. 6. 1946 S	EPD an Prag	Die Schweizer Spende in der Tschechoslowakei: Schwierigkeiten der Schweizer Kolonie, deren Mitglieder wie die Deutschen misshandelt werden.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 6, 115.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

II.19.2. TSCHECHOSLOWAKEI – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

89	17. 9. 1946 S	Prag (Girardet) an EPD	Überblick über die Lage der Wirtschaftsbeziehungen zur Tschechoslowakei: geschädigte schweizerische Grundbesitzer. Entschädigungsansprüche.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 38, 47, 80, 110. <i>Zu den kulturellen Beziehungen mit der Tschechoslowakei siehe auch:</i> Nr. 115.			

II.20. TÜRKEI – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

57	24. 1. 1946 No	EVD	Ausfuhr von Kriegsmaterial in die Türkei unter Einbezug des schweizerischen Verhältnisses zu Russland.
<i>Zu den Wirtschaftsbeziehungen mit der Türkei siehe auch:</i> Nr. 87.			

II.21.1. UDSSR – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

14	6. 7. 1945 S	London (Ruegger) an EPD (Stucki)	Eine «de facto» Vermittlung zwischen Bern und Moskau durch Grossbritannien; Frage einer schweizerischen Mission beim Alliierten Kontrollrat in Berlin. Schweizerische Interessen in Deutschland.
51	4. 1. 1946 No	EPD	Besprechung mit dem sowjetischen Unterhändler Wicharew: Austausch von russischen Internierten gegen schweizerische Diplomaten. Der BR nimmt den sowjetischen Gegenvorschlag an.
64	25. 2. 1946 S	London (Ruegger) an EPD (Petitpierre)	Britische Auffassung der Wiederaufnahme der Beziehungen zwischen der Schweiz und der UdSSR. Rat Cadogans, der sowjetischen Forderung des Ausdrucks eines Bedauerns schweizerischerseits keine Folge zu leisten.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 3, 12, 15, 28, 34, 40, 48, 54, 57, 81, 92, 101, 107, 111.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

II.21.2. UDSSR – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

34	9. 10. 1945 BR-Prot.	Bundesrat	Beschluss, die gesperrten Guthaben der sowjetischen Staatsbank frei zu geben und hinsichtlich der bei schweizerischen Banken deponierten anderen Guthaben noch zuzuwarten.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 38, 110.			

II.21.3. UDSSR – KULTURELLE BEZIEHUNGEN

113	8. 3. 1947 No	EPD	Vorschläge zur Verbesserung der kulturellen Beziehungen mit der UdSSR: Bücher, Filme, Austausch von Intellektuellen, Künstlern usw.
-----	------------------	-----	---

II.22.1. UNGARN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

52	10. 1. 1946 No	EPD	Anerkennung der ungarischen Regierung durch den Bundesrat. Die Beziehungen zwischen Bern und Budapest, insbesondere die wirtschaftlichen, hängen von den Beziehungen zwischen Bern und Moskau ab.
----	-------------------	-----	---

II.22.2. UNGARN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

55	18. 1. 1946 No	EPD	Erwägungen vor Ankunft einer ungarischen Wirtschaftsdelegation. Eher geringe Aussichten. Zurückhaltung angesagt.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 38, 41, 110.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

II.23.1. USA – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

26	17. 8. 1945 No	EPD	Erörterung einer notwendigen Information über die Schweiz in den Vereinigten Staaten, ohne «Propaganda» zu betreiben.
49	27. 12. 1945 S	EPD (Petitpierre) an EMD (Kobelt)	Amerikanische Vorschläge zur Erledigung der von amerikanischen Flugzeugen verursachten Schäden (Bombardierung, Flugzeugabstürze) und anderen schweizerischen Ansprüchen.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 10, 23, 25, 31, 33, 39, 44, 56, 58, 92, 99, 107, 111.			

II.23.2. USA – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

103	27. 11. 1946 No	EPD	Bedingungen der Deblockierung der schweizerischen Vermögenswerte in den USA. Zahlungsprobleme und Konjunktur.
118	28. 3. 1947 No	EPD	Schweizerische Guthaben in den USA. Frage ihrer Zertifizierung; der Fall Nestlé.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 9, 11, 13, 42, 45, 87.			

III. MULTILATERALE BEZIEHUNGEN

III.1. DIE SCHWEIZ UND DIE ALLIIERTEN

85	31. 7. 1946 S	Berlin (Diesbach) an EPD	Schweizerische Vertretung beim Alliierten Kontrollrat: die sowjetische Haltung ist entscheidend.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 1, 10, 14, 23, 25, 32, 36, 40, 48, 50, 53, 61, 62, 65, 66, 67, 70, 72, 75, 78, 79, 81, 86, 94, 98, 99, 109, 121.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

III.2. DIE SCHWEIZ UND EUROPA

91	19. 9. 1946 T	EPD (Petitpierre) an Churchill	Gratulation für die Rede in Zürich.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 72, 96.			

III.3. DIE SCHWEIZ UND DIE UNO

15	7. 7. 1945 No	Washington (Real an Bruggmann)	San Francisco-Konferenz. Beziehungen Schweiz– UdSSR. Vereinte Nationen: Genf als Sitz. Neutralität.
28	21. 9. 1945 S	Genf (Rappard) an Noel-Baker	Die Schweiz, die Neutralität, die UNO und die Fra- ge des Sitzes in Genf. Bern will rasche Wiederauf- nahme diplomatischer Beziehungen zur Sowjetunion.
48	21. 12. 1945 BR-Prot.	Bundesrat	Stellung der Schweiz zur in Kraft getretenen UNO- Charta, Übersicht der Arbeit der Experten- und der Konsultativkommission.
82	27. 7. 1946 S	EPD (Secrétan) an Petitpierre	Vorbereitung des Besuchs des Generalsekretärs der UNO in Genf und in Bern: Behandlung der Frage, unter welchen Bedingungen das Palais des Nations zur Verfügung gestellt werden soll.
98	19. 10. 1946 S	EPD (Petitpierre) an Spaak	Erklärung der Gründe, warum die Schweiz kein Beitrittsgesuch stellt. Schweizerische Stellung zur UNO. Ja zum Beitritt unter Aufrechterhaltung der Neutralität.
99	29. 10. 1946 S	Washington (Bruggmann) an EPD (Petitpierre)	Die Amerikaner raten der Schweiz, mit dem Bei- tritt noch zuzuwarten, bis eine Klausel zur Bei- behaltung der Neutralität geschaffen wird. Gegen- sätzliche Meinungsäusserungen.
100	30. 10. 1946 S	New York (Gygax) an EPD	Reaktion Spaaks auf das Schreiben von Petitpierre über die Stellung der Schweiz zur UNO. Meinung Spaaks zur Neutralität: Sie sollte momentan nicht debattiert werden.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 3, 46, 56, 83, 93, 95, 96, 101.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

III.4. DIE SCHWEIZ UND DIE SPEZIALORGANISATIONEN DER UNO

46	11. 12. 1945 T	London (Ruegger) an Petitpierre	Schweiz–UNO: Voraussetzungen für den Beitritt, insbesondere der Mitwirkung in den Spezialorganisationen.
96	28. 9. 1946 S	Montreal (Rappard) an EPD (Petitpierre)	Zur Rückkehr der ILO nach Genf und zur angeblichen Stellungnahme des UNO-Generalsekretärs zum Abkommen zwischen der ILO und dem Bundesrat.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 2, 5, 28, 48.			

III.5. DIE SCHWEIZ UND DIE INTERNATIONALEN
NICHTGOUVERNEMENTALEN ORGANISATIONEN

97	10. 10. 1946 S	EPD (Zutter) an EJPD (Jezler)	Zum Zionistenkongress in Basel: Berichte der schweizerischen Gesandtschaften in London und Kairo.
----	-------------------	----------------------------------	---

IV. WIRTSCHAFTSPOLITIK, -AKTIVITÄTEN
IV.1. ALLGEMEINE HANDELSBEZIEHUNGEN

41	8. 11. 1945 Prot.	EPD	Besprechung der schweizerischen Wirtschaftsbeziehungen zu den Balkanstaaten, einschliesslich Polens.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 27, 87, 103, 116.			

IV.2. ALLGEMEINE FINANZBEZIEHUNGEN

38	18. 10. 1945 No	EPD	Erwägungen in der Frage der Kreditgewährung an die Balkanstaaten.
----	--------------------	-----	---

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
61	7. 2. 1946 No	EPD	Vorbereitung der Wirtschafts- und Finanzverhandlungen mit den Alliierten in Washington. Deutsche Vermögenswerte in der Schweiz. Vorgehen und Lösungen.
65	25. 2. 1946 No	Bern (Rappard)	Der Genfer Professor über seine Beteiligung an den Verhandlungen mit den Alliierten und über die wichtigsten Aspekte der Dossiers und des Umfeldes. Die Verhandlungsgrundlagen aus der Sicht der Schweiz und der Alliierten.
66	1. 3. 1946 No	EPD	Sitzung mit Vertretern der SBV, der SNB und der Bundesverwaltung: Behandlung zentraler Fragen zur Vorbereitung der Verhandlungen mit den Alliierten.
67	8. 3. 1946 BR-Prot.	Bundesrat	Deutsche Vermögenswerte in der Schweiz und damit zusammenhängende Fragen. Verhandlungen mit den Alliierten.
72	13. 5. 1946 S	Washington (Stucki) an EPD (Petitpierre)	Bericht über die provisorischen Ergebnisse der Verhandlungen mit den Alliierten. Kompromiss zur Erledigung der belgischen Goldfrage. Frankreichs Verzicht auf überrissene Forderungen.
75	27. 5. 1946 S	Washington (Rappard) an EPD (Petitpierre)	Kommentare über das Abkommen zwischen der Schweiz und den Alliierten hinsichtlich der deutschen Guthaben in der Schweiz. Fähigkeiten des Delegationschefs.
79	19. 6. 1946 S	SNB (Rossy) an EFZD (Reinhardt)	Dringlichkeit der Entlassung von Hirs aus der Direktion der SNB aufgrund seines Engagements beim Kauf von Gold von Nazi-Deutschland. Rossys Drohung zurückzutreten.
87	11. 9. 1946 Prot.	EPD	Fragen des Zahlungsverkehrs mit Argentinien, der Türkei, Belgien, Schweden und den USA. Auswirkungen des Finanzabkommens von Washington.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 9, 27, 32, 34, 41, 53, 58, 70, 90, 103, 110, 114, 116, 117, 118.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

IV.3. FINANZPLATZ SCHWEIZ

9	13. 6. 1945 No	EPD	Besprechung zwischen Petitpierre, Nobs und den Vertretern der SBV: Inkraftsetzung des Currie-Abkommens.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 61, 65, 66, 67, 72, 75, 79, 110, 117, 118.			

IV.4. WAFFEN- UND KRIEGSGÜTEREXPORT

84	11. 9. 1946 B	EMD (Wattenwyl)	Bedeutung der Rüstungsindustrie für die schweizerische Landesverteidigung. Zusammenstellung der Ausfuhrbewilligungen für die Kriegszeit 1940/44.
101	7. 11. 1946 S	EPD (Petitpierre) an EMD (Kobelt)	Befürwortung des Verbotes der Waffenlieferung ins Ausland, speziell an Spanien. Die Ausdehnung der Rüstungsindustrie ist nicht erwünscht.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 57.			

V. MIGRATIONSBEWEGUNGEN

V.1. SCHWEIZERISCHE AUSLÄNDERPOLITIK

74	23. 5. 1946 No	EVD	Zuzug ausländischer Arbeitskräfte. Wegen der Absage Frankreichs, süddeutsche und österreichische Arbeitskräfte für die Arbeit in der Schweiz freizugeben, Fühlungnahme mit Italien.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 6, 10, 120.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

V.2. SCHWEIZERISCHE ASYLPOLITIK

5	28. 5. 1945 No	EJPD	Hospitalisierung von Kindern aus deutschen Konzentrationslagern in der Schweiz. Hilfeleistungen der Schweizer Spende.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 10, 18, 29, 51, 93.			

VI. HUMANITÄRE HILFE

VI.1. ALLGEMEINE DOKUMENTATION ZUR HUMANITÄREN HILFE

2	22. 5. 1945 No	EPD (de Haller) an Petitpierre	Die Zusammenarbeit mit der UNRRA kann nach Ende des Krieges offiziell werden.
4	27. 5. 1945 No	EPD	Hospitalisierung und Transit von ehemaligen Kriegsgefangenen, Deportierten, Fremdarbeitern und KZ-Insassen aus Deutschland in der bzw. durch die Schweiz.
19	26. 7. 1945 No	EPD	Projekte der Schweizer Spende zugunsten Deutschlands und Österreichs. Keine Dringlichkeit, der deutschen Bevölkerung zu helfen.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 5, 62, 80, 102, 116.			

VI.2. BEZIEHUNGEN ZUM IKRK

37	18. 10. 1945 S	EPD (de Haller) an EFZD (Nobs)	Finanzielle Bedürfnisse des IKRK. Japanische und deutsche Zuschüsse. Notwendigkeit neuer Einlagen des Bundes.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 3, 5, 54, 90, 101.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

VII. SICHERHEITSPOLITIK

VII.1. ALLGEMEINE DOKUMENTATION ZUR SICHERHEITSPOLITIK

16	10. 7. 1945 B	Bern (Frölicher) an Petitpierre	Überblick und Einschätzung des ehemaligen Schweizer Gesandten in Berlin über die Gefahrenmomente in den deutsch-schweizerischen Beziehungen zwischen 1940 und 1945.
112	20. 2. 1947 No	Gst (de Montmollin) an LVK	Gespräch mit Marshall Montgomery: Internationale Lage, UdSSR, Berufsarmee, Verteidigung des «Réduit», Luftwaffe, Befestigungsanlagen, Organisation der Truppen.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 9, 48, 78, 84, 88, 96, 101.			

VII.2. LEITLINIEN DER SCHWEIZERISCHEN MILITÄRPOLITIK

7	4. 6. 1945 S	Guisan an Borel	Das Ende des Aktivdienstes soll die Kampfbereitschaft nicht erlahmen lassen: jederzeit zur Verteidigung bereit sein.
24	15. 8. 1945 S	Hauptquartier (Frick) an EMD (Kobelt)	Erwägungen über die Atombombe als Kriegsmittel und ihre Folgen für die Verteidigung der Schweiz.
60	5. 2. 1946 Richtlinien	EMD (Kobelt)	Richtlinien für die Arbeiten der schweizerischen Studienkommission für Atomenergie auf militärischem Gebiet.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 16, 43, 88, 101.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

VII.3. DIE SCHWEIZ UND DIE PLÄNE ZU KOLLEKTIVEN
SICHERHEITSSYSTEMEN

84	31. 7. 1946 Prot.	LVK	Genehmigung eines Berichtes über die Frage des Beitritts der Schweiz zur UNO.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 48, 98.			

VIII. KULTURELLE FRAGEN

115	11. 3. 1947 S	Prag (Girardet) an EPD	Aufführung eines Theaterstücks von Max Frisch: Reaktionen der tschechoslowakischen Presse. Aufnahme durch das Publikum.
-----	------------------	---------------------------	---

V. DOKUMENTS / DOKUMENTE

1

E 2001 (D) 11/26
[DoDiS-195]

*Le Chef-Adjoint de la Division des Intérêts étrangers
du Département politique, J. de Saussure,
à l'Attaché à la Division spéciale¹
de la Légation de Suisse en Allemagne, H. Gasser*

Copie

L

Berne, 14 mai 1945

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 9 mai V 6.1-CO/vg² dont nous avons pris connaissance avec le plus vif intérêt. M. Gabriel Naville nous a d'ailleurs transmis personnellement les mêmes renseignements, ainsi que vous nous l'annoncez.

Nous pouvons dès maintenant vous faire savoir que le Conseil fédéral a décidé de ne plus reconnaître le Gouvernement allemand³. La Suisse ne peut donc plus sauvegarder officiellement d'intérêts étrangers auprès de ce Gouvernement. Cependant, le Gouvernement américain nous a fait savoir qu'il désirait que nous continuions à exercer certaines fonctions de protection des ressortissants américains en Allemagne, tandis que les Autorités britanniques semblent désirer une remise aussi prochaine que possible des intérêts anglais en Allemagne.

Vu le désir des Américains auquel nous avons accédé pour diverses raisons politiques, le transfert de la «Schutzmachtteilung» de Kisslegg dans une ville occupée par les forces américaines est devenu absolument nécessaire. Nous avons fait des démarches dans ce sens auprès de la Légation d'Amérique et un de nos collaborateurs⁴ va se rendre à Paris en compagnie d'un secrétaire de cette Légation et du Général Legge, Attaché militaire à Berne, pour régler ce qui concerne le transfert de votre Division spéciale. Sans que nous puissions vous dire encore dans quelle ville vous serez transféré, nous croyons qu'il y a des chances pour que ce soit à Weimar que vous exercerez votre future activité.

Nous avons donné à M. le Ministre Feldscher l'instruction de se rendre en Suisse dès qu'il pourra quitter Gastein pour nous faire un rapport sur son activité dans le réduit. Nous ne manquerons pas de lui demander de se rendre à Weimar aussitôt que possible et d'y diriger la remise des intérêts étrangers, à l'exception des intérêts américains dont vous devrez continuer partiellement

1. Une Division spéciale a été créée dans certaines Légations suisses pour s'occuper de la protection des intérêts étrangers assumée par la Suisse dans les pays belligérants. Sur les activités de cette Division, cf. N° 56, note 2.

2. Cf. E 2001 (D) 11/60.

3. Cf. DDS, vol. 15, No 441.

4. Il s'agit de E. Bisang. Sur les entretiens concernant la continuation de la représentation des intérêts américains, du 17 au 22 mai 1945, à Versailles, voir le rapport d'E. Bisang, du 25 mai 1945, non reproduit.

la gestion, en liaison avec les Consulats de Suisse dans la partie de l'Allemagne occupée par les Puissances occidentales. Les Américains nous ont promis de nous donner des facilités pour communiquer soit par courrier, soit par télégrammes, avec le nouveau siège de votre Division et de vous accorder également la possibilité de correspondre avec les Consulats de Suisse qui auront à s'occuper d'intérêts américains.

Quant à la question de la liquidation du personnel devenu superflu, nous donnerons des instructions⁵ pour cela à M. le Ministre Feldscher quand il vous rejoindra.

5. Lettre confidentielle de J. de Saussure à P. A. Feldscher du 23 mai, cf. E 2200 Berlin 3/4. Selon une lettre non reproduite de J. de Saussure à H. Gasser du 4 juin 1945, P. A. Feldscher devait quitter Berne après son court séjour en Suisse le 5 juin 1945.

2

E 2001 (E) 1/154
[DoDiS-1699]

*Le Délégué du Conseil fédéral aux Œuvres d'Entraide internationale,
E. de Haller, au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

RAPPORTS DE LA SUISSE AVEC L'UNRRA

No AO

Berne, 22 mai 1945

Lors de la création de l'UNRRA, la Suisse a dû constater l'impossibilité d'y adhérer durant la guerre, s'agissant d'une association de Gouvernements d'un des groupes de belligérants aux prises. Une reconnaissance formelle de même que l'échange de représentants officiels étaient également exclus¹.

En revanche, nous avons admis un contact de fait et prévu, le cas échéant, une participation suisse à des actions spécifiques d'assistance. Nous avons accueilli en Suisse un représentant officieux auquel nous avons accordé *de facto* la situation d'un chef de mission diplomatique²; parallèlement, nous nous sommes réservé d'en faire autant à Washington auprès de l'UNRRA.

Ainsi qu'il l'a relevé dans son message à l'Assemblée fédérale du 1er décembre dernier, le Conseil fédéral «n'a nullement exclu la possibilité, voire l'utilité, à un moment donné, de liens plus étroits avec l'UNRRA»³.

En pratique, l'UNRRA a rencontré de grandes difficultés qui ont retardé

1. Au sujet des relations entre la Suisse et l'UNRRA, cf. le rapport du 5 juillet 1944, non reproduit; voir aussi DDS, vol. 15, No 246 et 346.

2. Cf. le télégramme du DPF à la Légation de Suisse à Washington du 8 juin 1944, non reproduit.

3. Cf. FF, 1944, p. 1351.

sinon entravé la réalisation de son programme. Comme toujours, on a généralisé et la légende de la faillite de l'UNRRA s'est largement répandue. On aurait grand tort d'admettre que cette entreprise a irrémédiablement échoué car, jusqu'ici, elle n'a guère eu l'occasion de montrer ce dont elle était capable. On peut tout au plus constater que son démarrage a été laborieux. Elle s'y prépare dans les pays libérés et occupés par les nations occidentales où, à la différence des pays de la zone russe, ses agents pénètrent sans difficulté.

Dans ces conditions, bien que nous ayons maintenu un contact étroit avec l'UNRRA, l'occasion ne s'est pas présentée pour nous jusqu'ici de collaborer effectivement avec elle à des actions de secours, cela indépendamment de notre volonté.

La cessation des hostilités en Europe modifie les éléments du problème de nos rapports avec l'UNRRA. Celle-ci cesse virtuellement d'être une association de belligérants pour ne demeurer qu'une organisation internationale d'assistance aux victimes de la guerre. Il est vrai que, jusqu'à nouvel avis, elle s'abstient de secourir les populations des pays ex-ennemis.

Cette discrimination ne correspond pas à notre conception de la charité. Elle nous gênerait au cas où il s'agirait d'adhérer formellement à l'UNRRA. En revanche si, comme il paraît raisonnable, nous nous bornons à une collaboration active, celle-ci n'aura guère, en pratique, pour objet que des tâches exécutées dans des régions voisines de la Suisse. Or, dans ces pays, le rôle de l'UNRRA se borne à secourir et rapatrier les «displaced persons», problème qui en pratique n'offre pas de contrepartie.

Nous n'avons pas été sollicités d'adhérer à l'UNRRA et nous n'y serons vraisemblablement pas invités. Le seul avantage positif que nous en retirerions serait de pouvoir livrer des produits de notre industrie. Encore faudrait-il l'acheter chèrement, en versant une contribution de l'ordre de 80 à 100 millions de francs. Or les ressources que nous consacrons à l'œuvre de relèvement des victimes de la guerre sont plus rationnellement dépensées par nos propres institutions charitables⁴ que par le lourd mécanisme issu de la charte signée à Washington le 9 novembre 1943.

Pour nous dérober à l'adhésion nous devrions, semble-t-il, nous engager dans la voie d'une collaboration plus directe. Nous pourrions tout d'abord favoriser la participation de ressortissants suisses aux activités de l'UNRRA. De plus nous pourrions lui offrir de nous confier des enfants; selon certains indices récents, l'occasion s'en présentera sous peu car l'UNRRA manque de personnel pour son travail en faveur des «displaced persons» en Allemagne et ne sait où placer les enfants dont elle a la charge. Ces mesures pratiques ne nous dispensent pas d'un examen du fond de la question avec les organes dirigeants de l'UNRRA, examen pour lequel nous devrions nous assurer les avantages de l'initiative. Toutefois, avant d'aborder ces organes, il conviendrait sans doute de consulter nos Légations à Washington, Londres, Paris et Le Caire, afin de déterminer notamment les répercussions que notre démarche pourrait avoir sur nos rapports avec les grandes puissances.

4. Cf. N° 82, publié dans le présent volume, note 10.

Au cas où vous souscrieriez aux considérations qui précèdent, j'encouragerai le Don suisse à trouver des occasions de collaboration de fait avec l'UNRRA⁵.

A toutes fins utiles, je joins des projets de télégrammes à nos Légations à Washington, Londres et Le Caire⁶; pour Paris, il faudra remettre une notice à M. Burckhardt avant son départ⁷.

Présument que vous tiendrez à consulter le Chef de la Division des Affaires étrangères, je me permets de lui adresser directement une copie de la présente note.

5. *Au sujet de la collaboration entre le Don suisse et l'UNRRA, cf. E 2001 (E) 1/154.*

6. *Cf. les télégrammes, non reproduits, aux Légations de Suisse à Londres et à Washington: Cessation hostilités Europe nous permet comme prévu envisager collaboration plus étroite avec UNRRA et abandon réserve de forme observée dans nos rapports avec elle. Avons pas cessé entretenir relations suivies très cordiales et confiantes avec son représentant officieux Tyler que avons régulièrement renseigné sur toutes nos actions assistance. En raison circonstances et difficultés démarrage de UNRRA avons pas eu occasion lui apporter concours prévu pour accomplissement tâches humanitaires spécifiques. Entendons de toute façon favoriser contribution à solution problèmes displaced persons notamment en nous opposant pas à engagement par services UNRRA Paris de Suisses lui offrant leur concours titre personnel et en accueillant temporairement cas échéant orphelins étrangers et apatrides trouvés en Allemagne et dont UNRRA a la charge. Avant prendre détermination aborder formellement organes dirigeants UNRRA sollicitons câbliez votre avis sur opportunité proposer muer rapports officieux en rapports officiels notamment du point de vue des répercussions que telle initiative pourrait avoir sur nos relations avec puissances. Consultons simultanément Ruegger Bruggmann.*

Cf. aussi le télégramme, non reproduit, à la Légation de Suisse au Caire: En vue rapprochement éventuel avec UNRRA consécutivement cessation hostilités vous prions câbler succinctement vos impressions récentes notamment sur son efficacité crédit dont jouit localement ainsi que rapports avec représentants alliés dans Moyen Orient.

7. *Non reproduit. C. J. Burckhardt quitte la Suisse début juin 1945 pour rejoindre son poste de Ministre de Suisse à Paris.*

3

E 2800/1967/60/1

[DoDiS-320]

Exposé du Chef du Département politique, M. Petitpierre¹

Berne, 23 mai 1945

La joie provoquée par la cessation des hostilités en Europe a été tempérée par la découverte des souffrances infligées avec une cruauté systématique aux millions d'êtres humains déportés dans les camps de concentration de l'Allemagne hitlérienne. Cette joie était, d'autre part, lourde d'arrière-pen-

1. *M. Petitpierre prononce cet exposé le 23 mai 1945 à 10 h lors d'une réunion des*

sées. On éprouvait et on éprouve encore aujourd'hui le sentiment qu'entre la fin de la guerre et le retour à la paix s'écoulera une période peut-être assez longue, pendant laquelle de nouveaux conflits naîtront entre les Nations Unies, dont on ne peut dire s'ils se résoudront par des voies pacifiques ou au contraire provoqueront une nouvelle guerre. Il serait vain et présomptueux de faire aujourd'hui des pronostics. On ne peut que se borner à essayer de décrire la situation internationale telle qu'elle se présente au lendemain de la capitulation allemande.

L'Allemagne, comme entité politique, a cessé d'exister. Elle n'est plus qu'une expression géographique. Le Cabinet réduit constitué par l'Amiral Doenitz à la veille de la capitulation est dépourvu de toute légitimité. Son chef figure probablement sur les listes des criminels de guerre. Le statut international de l'Allemagne est celui d'un pays occupé militairement. Il n'y a pas même d'unité dans cette occupation, le régime appliqué étant très différent à l'est et à l'ouest. Il est impossible de dire aujourd'hui quelle sera l'influence de l'occupation et des autres mesures prises par les Alliés sur la mentalité du peuple allemand et, par conséquent, sur son avenir. On peut se demander – pour peu que cette occupation dure plusieurs années – s'il n'y aura pas deux Allemagnes: l'une façonnée par la Russie, l'autre par les démocraties occidentales. Il y a quelque chose de nouveau dans les intentions des Alliés: leur volonté de transformer la mentalité d'un peuple. Le conflit avec l'Allemagne étant terminé, l'Allemagne étant éliminée du jeu politique, les Nations Unies ont une double tâche:

a) régler la situation née de la fin de la guerre et de la défaite de l'Allemagne;

b) chercher à organiser le monde pour prévenir de nouvelles guerres.

La première de ces tâches est la plus difficile et la plus importante: le succès de la seconde en dépend. Je ne crois pas, en effet qu'un régime de droit durable – ce que devrait être normalement une nouvelle Société des Nations – puisse être fondé sur une situation de fait créée exclusivement par la force au mépris des aspirations légitimes et en sacrifiant la liberté de certains peuples, ou encore – ce qui revient au même – en leur imposant un régime dont ils ne veulent pas.

Une divergence fondamentale divise les Alliés:

Les buts de guerre des démocraties occidentales étaient et restent encore – dans les grandes lignes – de s'opposer aux tentatives d'hégémonie de l'Allemagne et du Japon, avec comme conséquence le rétablissement dans leur situation d'avant-guerre des pays envahis ou tombé sous la coupe de l'Allemagne.

Les buts de guerre de la Russie – lorsqu'elle a été attaquée puis, après les victoires allemandes, lorsqu'elle s'est trouvée en état de péril mortel – correspondaient à ceux de ses alliés. Les victoires ayant succédé aux défaites, ces buts de guerre paraissent s'être élargis. La Russie paraît aujourd'hui vouloir réaliser des ambitions qui depuis des siècles furent les siennes et sur la

légitimité desquelles je m'abstiens d'émettre un jugement. A vrai dire, ses intentions n'ont jamais été expressément formulées: sa politique est entourée de silence et de mystère. Elle n'est pas liée par les mêmes principes, fréquemment énoncés, que ses alliés anglo-américains. Bien plus, si elle a pris certains engagements au cours des conférences qui ont réuni les chefs des gouvernements des trois grands alliés ou lors d'armistices signés avec certains pays qu'elle a vaincus, elle paraît ne plus se considérer comme liée par ses engagements, lorsque les circonstances lui commandent de modifier son attitude ou d'en adopter une nouvelle qu'elle juge plus conforme à ses intérêts. On explique cette politique russe par un besoin de sécurité que les uns considèrent comme légitime, alors que les autres constatent qu'en fait, il ne peut être satisfait qu'au détriment d'autres pays. Ce besoin de sécurité serait, selon ces derniers, le pendant de l'espace vital, sur lequel l'Allemagne nationale-socialiste a fondé sa politique d'hégémonie. Il ne nous appartient pas de trancher la controverse. Mais, objectivement, on ne peut s'empêcher de constater une certaine analogie entre les méthodes appliquées en 1938, 1939 et 1940 par le Gouvernement allemand et celles auxquelles recourt aujourd'hui le Gouvernement des Soviets.

Cette politique russe, qui est une politique du fait accompli, se heurte sur deux points fondamentaux à la politique anglaise et américaine:

D'une part, elle est en contradiction avec les buts de guerre anglo-américains tels qu'ils ont été énoncés dans la Charte de l'Atlantique – notamment la restauration des pays envahis par l'Allemagne. Si l'on paraît avoir abandonné à leur destin les peuples baltes, les Anglo-Américains ont refusé de s'incliner devant la solution donnée unilatéralement par les Russes à la question polonaise. Ils n'ont pas davantage admis l'installation d'un Gouvernement autrichien à Vienne. Ils ne doivent que difficilement accepter la politique de force appliquée en Roumanie. Enfin, l'installation des Russes à Bornholm doit leur donner quelque souci.

D'autre part, la politique russe lèse les intérêts de la politique traditionnelle anglaise, en particulier en Méditerranée: conflit à propos de Trieste et de la Vénétie julienne, guerre civile en Grèce. Demain ce sera peut-être les prétentions russes sur les Dardanelles qui opposeront la Russie, qui depuis toujours cherche des accès à la Méditerranée, à l'Angleterre, qui s'attache à écarter toute menace de la route des Indes. Des intérêts contradictoires s'opposeront peut-être plus tard en Irak et en Iran.

On le voit, les causes de conflit sont multiples et graves. Il y en a d'autres, dont nous avons des indices dans notre pays: je pense en particulier au régime juridique des pays qui se trouvent dans la sphère d'influence russe.

Les Polonais sont divisés – et beaucoup des internés qui se trouvent en Suisse refusent de rentrer dans leur patrie tant qu'elle sera dirigée par un Gouvernement qu'ils ne considèrent pas comme national, mais comme l'émanation de l'étranger. Inversement, d'autres Polonais ne veulent pas courir le risque de tomber sous la sujétion du Gouvernement de Londres².

2. Cf. table méthodique du présent volume: Pologne.

De même les Yougoslaves ne reconnaissent pas tous l'autorité du Maréchal Tito. Selon certains renseignements, celui-ci serait aimé et accepté par tout le monde – on le considérerait comme le libérateur du pays. D'après d'autres sources, Tito n'aurait derrière lui ni les Serbes parce qu'il est Croate, ni les Croates, restés fidèles à Matchek, ni les Slovènes. Sa puissance serait le reflet du pouvoir de Moscou. Quoi qu'il en soit, les internés yougoslaves en Suisse sont divisés et certains d'entre eux refusent de rentrer dans leur pays³.

On constate ceci, c'est que dans plusieurs pays le sentiment national, bien que resté très vif, est dominé par l'idéologie politique. Si les peuples étaient réellement libres et avaient un régime démocratique, le problème se résoudrait de lui-même par le jeu normal des institutions.

Il y a un côté tragique dans la victoire des Alliés, qui a libéré le monde et l'Europe de la plus lourde menace qui ait jamais pesé sur eux, c'est que le conflit auquel elle a mis fin n'est probablement pas pour autant résolu définitivement – mais qu'il risque de subsister entre les pays qui ont gagné la guerre. C'est bien à cela que M. Churchill a fait allusion très nettement dans le discours qu'il a prononcé le dimanche qui a suivi la fin de la guerre⁴. On peut malheureusement affirmer aujourd'hui que, si le fascisme et le national-socialisme ont été écrasés, la démocratie n'a pas encore gagné la guerre. Un observateur impartial ne peut porter qu'un jugement pessimiste sur la situation internationale – ce qui ne signifie pas qu'il faille désespérer ni que les choses n'iront pas mieux qu'on ne peut le craindre aujourd'hui. On peut penser, au contraire, que les Alliés feront de grands efforts et chercheront par tous les moyens possibles à éviter une nouvelle guerre, dont la durée pourrait être assez longue, et qui serait le coup de grâce donné à l'Europe et à sa civilisation.

La seconde tâche qui incombe aux Nations Unies est de chercher à organiser le monde pour prévenir de nouvelles guerres. Elles se sont réunies dans ce but à San Francisco – pour y étudier et mettre au point le projet de Dumbarton Oaks. Il est encore prématuré de se prononcer sur la Conférence de San Francisco, qui n'est pas terminée. Je voudrais me borner à quelques observations sur la situation de la Suisse à l'égard de cette conférence.

Comme vous le savez, notre pays n'y a pas été invité. Aucun observateur officiel n'étant admis, le Conseil fédéral s'est demandé s'il convenait d'envoyer aux USA un observateur officieux qui, étant sur place, pourrait prendre certains contacts et éventuellement faire connaître le point de vue suisse sur les problèmes internationaux. Il a résolu la question négativement. Cet observateur, qui n'en aurait pas été un, se serait trouvé dans une situation équivoque et qui aurait pu devenir humiliante pour lui. Le prestige de la Suisse en aurait été atteint: on aurait pu lui reprocher d'avoir cherché à forcer une porte qu'on aurait refusé de lui ouvrir.

3. Cf. *table méthodique du présent volume*: Yougoslavie.

4. Cf. le rapport sur la situation générale en mai 1945, 69e et dernier mois de la guerre, daté du 30 mai 1945, signé par D. Secrétan et rédigé par le Service de l'Information politique du DPF. Le discours du 13 mai 1945 de W. Churchill est cité à la page 29, E 2801/1967/77/8.

En revanche, nous avons chargé notre Ministre à Washington de s'entendre avec notre Consul à San Francisco pour suivre de près les travaux de la Conférence et nous faire rapport⁵.

D'autre part, nous avons envoyé à tous nos Ministres et Chargés d'Affaires et à quelques-uns de nos Consuls, dans les pays où nous n'avons pas de Légation, un bref exposé sur le point de vue suisse à l'égard du projet d'organisation mondiale de Dumbarton Oaks et de la Conférence de San Francisco, en insistant en particulier sur les raisons pour lesquelles la Suisse est attachée à sa politique de neutralité⁶.

Certains de nos Ministres ont été invités à faire au Ministère des Affaires étrangères du pays où ils sont accrédités une démarche pour faire connaître expressément la doctrine suisse. D'autres auront pu se borner à l'exposer lorsqu'une occasion se sera présentée.

Voici en résumé notre doctrine:

Notre pays ne peut se désintéresser des décisions qui seront prises à San Francisco en vue d'établir une organisation internationale, basée sur le principe de l'égalité souveraine des Etats épris de paix pour le maintien de la paix et de la sécurité internationale.

Le peuple suisse, qui a adhéré au pacte de la Société des Nations, a donné, avant et pendant cette dernière guerre, des preuves de sa compréhension de la solidarité internationale.

La Suisse ignore quels seront les résultats de la Conférence de San Francisco et ne sait pas si et à quelles conditions les Etats restés neutres pendant la guerre seront accueillis dans la nouvelle organisation internationale. Il n'est donc pas possible d'arrêter encore une doctrine suisse ayant un caractère définitif.

Mais notre pays entend rappeler que la pierre d'angle de sa politique étrangère est la neutralité perpétuelle, qui résulte, non seulement de sa propre volonté d'Etat souverain, mais encore de la volonté unanime des Etats européens, qui l'ont considérée comme étant dans les vrais intérêts de l'Europe entière. Cette neutralité comporte des engagements que nous tenons pour sacrés et pour lesquels nous avons accepté de lourds sacrifices. La guerre qui vient de finir a donné la preuve de l'intérêt que présentait notre neutralité pour les pays belligérants. Il suffira de rappeler l'activité de la Croix-Rouge internationale, qui cesserait automatiquement au cas où la Suisse serait entraînée dans une guerre, et le rôle que notre pays a pu jouer comme puissance protectrice. Nous avons reçu constamment – et encore tout récemment – de nombreux témoignages de gratitude de la part des gouvernements alliés pour l'activité de notre Division des Intérêts étrangers en faveur des prisonniers de guerre. En raison de notre situation géographique, notre neutralité présente aussi un intérêt pour les nations alliées du point de vue militaire.

Nous avons formulé ainsi nos conclusions:

5. Cf. le rapport du 7 juillet 1945, E 2801/1967/77/4.

6. Cf. DDS, vol. 15, N° 424 et table méthodique: VI. L'après-guerre et les organisations internationales.

La Suisse désire ardemment voir s'établir dans le monde entier un régime de droit qui garantirait à toutes les nations pacifiques les biens de la paix et de la sécurité dont elle a le privilège de jouir elle-même depuis plus d'un siècle. Elle souhaite donc la réalisation des espoirs qu'a fait naître la Conférence de San Francisco.

Toutefois, si le projet de Dumbarton Oaks était adopté, la Suisse aurait probablement à choisir entre sa neutralité et son affiliation à la nouvelle organisation en voie de création. Il est vraisemblable qu'il lui serait plus difficile qu'au moment de la constitution de la Société des Nations de faire admettre pour elle un statut spécial qui la dispenserait de participer à des sanctions militaires. La Suisse ne peut aujourd'hui songer à des sanctions militaires. Elle entend donc se tenir sur la réserve à l'égard du plan de Dumbarton Oaks, sans préjuger cependant l'avenir.

En revanche, notre pays se déclare d'ores et déjà prêt à examiner avec la nouvelle organisation mondiale les conditions dans lesquelles il pourrait collaborer avec elle. En outre, il s'est toujours intéressé et continuera à s'intéresser aux organisations techniques qui existent déjà (BIT, Cour permanente de Justice internationale, institutions humanitaires, etc.). Au cas où il ne lui serait pas possible d'entrer dans l'organisation politique nouvelle, elle est prête, bien plus, elle a la volonté de collaborer aussi activement que possible avec les autres nations dans le cadre des organisations techniques existantes ou à créer. Elle a également le désir de conserver le siège des institutions internationales, y compris les Bureaux internationaux à Berne et à Genève, qui sont déjà établies sur son territoire. Elle serait heureuse d'accueillir d'autres institutions, qui pourraient être créées plus tard.

Nous savons aujourd'hui que le point de vue français, d'après lequel il y aurait incompatibilité entre la neutralité et la qualité de membre de la nouvelle organisation internationale, que ce point de vue sera vraisemblablement admis⁷. Ira-t-on aussi loin que d'interdire définitivement à la Suisse – comme on l'a lu dans la presse – l'accès à la nouvelle organisation? Cela me paraît peu probable. Une attitude aussi absolue ne pourrait s'expliquer que par l'inimitié de la Russie à notre égard. Elle jetterait un jour singulier sur les intentions réelles de certains des initiateurs de cette nouvelle organisation internationale.

En revanche, il est possible – sinon probable – qu'à un moment donné, la Suisse soit appelée à choisir entre son statut de neutralité perpétuelle et son entrée dans la nouvelle société internationale – et qu'un moyen terme, comme celui constitué par la Déclaration de Londres de 1920, qui a permis à la Suisse d'entrer dans la Société des Nations tout en sauvegardant sa neutralité⁸, ne soit pas accepté.

Il est possible qu'il y ait là le problème dominant de notre politique étrangère si les conflits qui divisent aujourd'hui les Alliés sont résolus pacifiquement – ce que nous souhaitons ardemment – et si la nouvelle

7. Cf. *les amendements proposés par la France*, E 2801/1967/77/4.

8. Cf. *DDS*, vol. 7-II, N° 247 et annexe, DoDiS-1721.

organisation internationale, qui s'élabore en paroles et sur le papier, devient une réalité – ce que nous devons aussi espérer sans arrière-pensée.

Quoi qu'il advienne, si la Suisse veut fortifier sa situation internationale et se préparer à des discussions qui seront très dures, elle ne doit rien négliger pour justifier sa politique de neutralité. A cet égard, je peux affirmer que le Département politique s'est efforcé, au cours de ces derniers mois, d'accord avec le Conseil fédéral et avec l'appui des autres Départements, d'intensifier encore son action en faveur des victimes de la guerre. Il l'a fait d'entente avec la Croix-Rouge internationale, et la mission remplie par M. le Ministre Burckhardt en Allemagne, d'accord avec les gouvernements français et anglais, a eu des résultats heureux⁹. Ils n'ont pas pu déployer tous leurs effets, à cause de la fin rapide de la guerre, mais ils ont certainement permis de sauver de nombreuses vies humaines.

Cette action doit être poursuivie, quels que soient les sacrifices qu'elle puisse nous imposer. Des mesures ont été prises pour que nous puissions recevoir en Suisse de nombreux grands blessés et malades. Nous ne savons pas encore dans quelle mesure on fera appel à nos services – mais nous devons être prêts à rendre des services, non pas pour en tirer gloire ou profit, mais par solidarité humaine et pour démontrer qu'en restant à l'écart de la guerre, un petit pays, aux moyens limités, peut être plus utile qu'en participant à des hostilités sur l'issue desquelles il ne peut prétendre exercer une influence décisive.

Je voudrais encore vous parler brièvement de deux questions qui intéressent notre politique étrangère et qui, avec d'autres, sont très actuelles.

La première concerne notre situation à l'égard de l'Allemagne. M. le Ministre Stucki, dans son exposé, vous indiquera les mesures que nous avons prises à l'égard de la Légation et des Consuls d'Allemagne¹⁰. Je me bornerai à vous exposer la situation créée par la capitulation sans condition de l'Allemagne du point de vue de la défense des intérêts qui nous ont été confiés soit par l'Allemagne dans les pays alliés, soit par les pays alliés en Allemagne. Nous nous trouvons ici en présence de problèmes nouveaux, dont certains ont dû être résolus très rapidement, en général sans que nos décisions aient pu être fondées sur des précédents ou sur des principes communément admis du droit des gens.

Et d'abord, quelle est aujourd'hui la situation juridique de l'Allemagne? J'y ai fait allusion au début de cet exposé, en relevant que, pour un temps indéterminé, l'Allemagne a cessé d'exister, politiquement. La souveraineté ou une autorité souveraine qui s'exerce sur un groupe d'hommes établi sur un territoire fixe, est un des éléments constitutifs de tout Etat. Or l'Allemagne n'a plus de gouvernement. Bien plus, elle a capitulé sans condition, c'est-à-dire qu'elle s'est mise à la merci de ses vainqueurs. Ceux-ci peuvent disposer d'elle, en substituant leur propre autorité à celle qu'elle leur a elle-même abandonnée. La situation se complique du fait que les Alliés n'ont pas soumis

9. Cf. notamment DDS, vol. 15, table méthodique: IV.4. Relations avec le CICR. Cf. aussi E 2001 (E) 1/136.

10. Cf. E 2801/1967/77/5. Cf. aussi DDS, vol. 15, Nos 439 et 441.

toute l'Allemagne à leur autorité commune, mais qu'ils l'ont divisée, la Russie en occupant la partie orientale, l'Angleterre, la France et les USA la partie occidentale. Nous avons tiré les conséquences de cette situation en constatant qu'il n'y avait plus de représentation diplomatique et consulaire en Suisse et que nous n'en avions plus en Allemagne [– sans pour autant admettre que, n'étant plus rattachés à un Etat digne de ce nom, il n'y avait plus d'Allemands en Suisse ni en Europe.]

Du point de vue de la protection des intérêts alliés en Allemagne, la situation est simple. Les Alliés s'occuperont de leurs propres intérêts dans les régions qu'ils occupent. Les USA ont cependant exprimé le désir que nous laissions provisoirement en Allemagne notre Division des Intérêts étrangers¹¹. La question n'est pas encore au point – mais nous verrions un grand avantage à avoir en Allemagne des agents diplomatiques ou consulaires, qui garderaient le contact avec les autorités militaires alliées et pourraient, nous l'espérons, assurer avec leur accord la protection des intérêts suisses en Allemagne.

La situation est plus délicate en ce qui concerne la protection des intérêts allemands dans les pays alliés¹². On nous a demandé ici de remettre les bâtiments des Légations dont nous avons la garde, les archives que nous détenions, là on nous a demandé simplement l'accès aux archives.

Nous nous sommes placés au point de vue suivant:

Comme puissance protectrice, nous avons reçu un mandat de la puissance dont nous représentons les intérêts, c'est-à-dire de l'Allemagne – ou du Gouvernement allemand¹³. Nous n'avions d'ailleurs pu accepter ce mandat qu'avec l'accord de l'Etat sur le territoire duquel il devait être exercé. Notre mandat a pris fin automatiquement au moment de la capitulation sans condition de l'Allemagne et de la disparition de son Gouvernement. Il aurait cessé également si l'accord de la tierce puissance intéressée avait été retiré. Tout cela est clair – mais à qui rendre des comptes, c'est-à-dire restituer les biens dont la garde nous a été confiée?

Une seule réponse est possible: à l'autorité qui a repris en quelque sorte la succession du Gouvernement allemand et qui est l'ensemble des Nations Unies, ou en tout cas les principales d'entre elles, censées agir pour l'ensemble: celles auxquelles a été remis l'acte de capitulation sans condition. Comme nous ne pouvions exiger dans chaque cas une décision préalable de toutes, nous avons admis qu'en reprenant les biens que nous avons reçus, la puissance sur le territoire de laquelle nous avons exercé notre mandat agissait comme fiduciaire pour le compte des autres en même temps que pour son propre compte. Ce point de vue paraît avoir été admis par certains Etats – mais non par d'autres.

En revanche, nous avons toujours considéré que les archives constituées pendant que nous exercions notre mandat de puissance protectrice étaient notre propriété et nous avons refusé de les donner.

11. Cf. N° 1, publié dans le présent volume.

12. Cf. notamment N° 56, publié dans le présent volume.

13. Sur la protection des intérêts étrangers par la Suisse, cf. les tables méthodiques des volumes 13 à 15 des DDS.

En somme, nous avons admis que les Etats où se trouvaient les Légations dont nous avions la garde pouvaient agir à peu près comme nous l'avions fait nous-mêmes à l'égard de la Légation et des Consulats d'Allemagne en Suisse¹⁴. Nous n'avions pas plus d'exigences à faire valoir que n'en auraient eues théoriquement le Gouvernement allemand ou ses représentants diplomatiques, s'ils avaient pu défendre eux-mêmes leurs intérêts.

La seconde question que je voudrais évoquer très rapidement est celle de nos relations avec l'URSS¹⁵. Il ne s'est rien produit de nouveau au cours de ces dernières semaines, si ce n'est que les attaques de la presse et de la radio russes contre la Suisse n'ont pas cessé. Dans l'état actuel des choses, les sympathies que nous avons en Angleterre et aux USA ne sont pas faites pour nous rapprocher de l'URSS. Il est possible que nous puissions, à un moment donné, agir par l'intermédiaire de Paris, ou de Prague, ou de Belgrade. La présence de nombreux internés russes en Suisse, les intérêts suisses en Allemagne pour la défense desquels nous aurons à discuter avec les autorités alliées, nous donneront peut-être l'occasion d'établir des premiers contacts. Quelles sont les arrière-pensées russes à notre égard? Nous l'ignorons. Quoi qu'il en soit, les relations ne reprendront qu'au moment que le Gouvernement de l'URSS jugera lui-même. Il ne faut pas se faire d'illusions. Ce qui ne signifie pas qu'il faille rester passif et attendre. Au contraire, nous ne laissons passer aucune occasion de nous renseigner, de faire faire une démarche. (C'est ainsi que le texte des accords avec les Alliés¹⁶ a été communiqué à l'URSS avec des commentaires favorables du Gouvernement anglais.) Mais nous devons à tout prix éviter un second échec¹⁷, qui risquerait de retarder encore la solution de ce difficile problème, solution qui dépend moins de notre habileté que de la volonté du Gouvernement de l'URSS.

14. *Sur la gestion à titre fiduciaire des intérêts allemands en Suisse – Légation, Consulats, Chemins de fer, titres et droits – par différents services du DPF et du Département fédéral des Postes et Chemins de fer, cf. note et aide-mémoire du DPF, à la Légation britannique du 30 juillet 1945, E 2001 (E) 11/1.*

15. *Cf. table méthodique du présent volume: Union soviétique.*

16. *Sur l'accord signé le 8 mars 1945, cf. DDS, vol. 15, table méthodique: III.2.3. Négociations économiques avec les Alliés à Berne en février et mars 1945.*

17. *Sur la réponse négative de Moscou à la proposition suisse du 13 octobre 1944, cf. DDS, vol. 15, table méthodique: II.24.2. Union soviétique. Reprise des relations diplomatiques.*

4

E 2801/1967/77/6

[DoDiS-1705]

Interne Notiz des Politischen Departements¹

TRANSIT UND HOSPITALISIERUNG VON ALLIIERTEN IN DER SCHWEIZ

ZP

Bern, 27. Mai 1945

I. Zurzeit sind folgende Aktionen im Gange:

A. Transit.

1. Auf Grund von Abmachungen² zwischen Herrn Philippe Koenig, dem Vertreter des Ministère français de Rapatriement in Genf, und der Eidg. Polizeiabteilung, zusammen mit den zuständigen Armeestellen (Ter.Dienst) werden transportfähige ehemalige Kriegsgefangene, Deportierte, Fremdarbeiter, Transformierte und KZ-Insassen, soweit Frankreich sie aufzunehmen bereit ist (Franzosen, Belgier, Holländer, Luxemburger), im *Transit* durch die Schweiz nach Frankreich befördert. Diese Personen werden aus der amerikanischen und französischen Besetzungszone in sogenannte Centres d'accueil am Bodensee (Konstanz und Bregenz) eingeliefert, wo sie identifiziert, desinfiziert, sortiert und hernach dem schweizerischen Grenz- und Territorialdienst übergeben werden, welcher letzterer sie in Auffanglagern aufnimmt und nach Massgabe der Transportmöglichkeiten möglichst rasch (nach 12–24 Stunden) per Bahn an die französische Grenze befördert (hauptsächlich Genf und Basel). Die Einreisen beziffern sich in St. Margrethen zurzeit auf 600–700 pro Tag und etwa 18'000 seit einem Monat. In Konstanz sei der Zustrom etwa 5 mal geringer. Ausführungsorgan ist in St. Margrethen hauptsächlich Hptm. Lüthi, dem ein französischer Verbindungsoffizier (Oberleutnant) beisteht.

2. Die Rotkreuzkolonnen, die Lebensmittel nach Deutschland bringen, nehmen auf der Heimreise hauptsächlich aus den Konzentrationslagern transportfähige Lagerinsassen, deren Aufnahme Frankreich zusichert, mit und übergeben sie im Einvernehmen mit den französischen Militärstellen an der Grenze unserem Territorialdienst zum Transit durch die Schweiz.

1. Verfasser dieser Notiz ist F. de Diesbach. Auf einer Kopie derselben befinden sich handschriftliche Bemerkungen, die vermutlich von E. de Haller stammen. Vgl. auch E 2001 (D) 3/469.

2. Bei diesen Abmachungen handelt es sich erstens um das *Mémoire de la Conférence tenue le 15. 5. 45 à Berne au Bureau des Œuvres d'entraide internationale*. An der entsprechenden Konferenz nahmen E. de Haller, P. Ryncki und Ph. Koenig teil, E 2001 (D) 1968/74/20; zweitens handelt es sich um ein *Mémoire de la Conférence tenue le 20. 5. 45 à St. Margrethen*, das von P. Ryncki verfasst wurde. An der hier zugrundeliegenden Konferenz nahmen Vertreter der Sanitätsdienste der Schweizer Armee und der 1. französischen Armee teil; nicht abgedruckt.

3. Gemäss einer Sonderabmachung zwischen der 1. französischen Armee und dem schweizerischen Armee-Sanitätsdienst (vgl. Beilage)³ wird ein Kontingent von zunächst 1500 westalliierten Deportierten (vornehmlich aus Dachau und Mauthausen), das die 1. französische Armee bereits betreut, in den nächsten Tagen zum Transit durch die Schweiz angeliefert werden.

B. Hospitalisierung

1. Sofern sich bei den Transitierenden ausnahmsweise Kranke befinden, die sich nach Übergabe an den schweizerischen Ter.Dienst als nicht mehr transportfähig erweisen, werden sie an Ort und Stelle in schweizerische Spitäler eingeliefert und verbleiben dort, bis sie transportfähig sind.

2. Auf Grund einer Zusicherung des Bundesrates von 3000 Betten⁴ wurde auf französisches Begehren hin zwischen der 1. französischen Armee und dem schweizerischen Armeesanitätsdienst vereinbart, dass westalliierte kranke Zivil- und Militärpersonen, die sich in französischen Militärspitälern hauptsächlich am Bodensee befinden oder dort noch eingeliefert werden (Mainau oder Reichenau), vom Armeesanitätsdienst aufgenommen und in die eigens dafür aufgebotene MSA 4 Herisau (550 Betten) verbracht werden. Diese Anlieferungen, die am 24. Januar⁵ mit einem Transport von 60 Kranken begonnen haben, sollen nach Bedarf täglich in Schüben von 100 – 150 Personen erfolgen. Sobald Herisau belegt sein wird, werden vorbereitete MSA in Adelboden, Grindelwald usw. eröffnet werden. Der Kdt MSA 4 (Oberst Kistler), der seinen Standort in St. Margrethen hat, steht dauernd in Verbindung mit dem Sanitätsdienst der 1. Armee. Am 26. Januar verhandelte⁶ er über die Anlieferung von 1000 Kranken.

II. Die Vertreter des Internationalen Roten Kreuzes (Zollinger, Bon und Oberstbrig. Schwarz) stellen nachdrücklich folgende Fragen zur Prüfung:

1. Die Transportmöglichkeiten des IKRK sind unzulänglich. Die Rotkreuzkolonnen, die sogenannte Transportfähige aus den Konzentrationslagern mitnehmen, müssen regelmässig einen Teil der Fahrgäste unterwegs ausladen, weil sie den Transport nicht ertragen (am 25. Mai bei einer Kolonne mit 250 Kranken ergaben sich unterwegs 70 Ausfälle). Könnte nicht die Schweiz Transportmittel zur Verfügung stellen: a. San.Züge, sobald der Bahnverkehr in den Grenzgebieten möglich sein wird; b. San.Trsp.Kol. der Armee; c. Rotkreuzkolonnen?

2. Die Grosszahl der Insassen der KZ ist überhaupt nicht transportfähig. Ihre Pflege und Betreuung an Ort und Stelle ist mehr als mangelhaft. Sie sterben zu Hunderten dahin. Es wäre dringendst notwendig, Ärzte, Krankenpersonal und Medikamente zu schicken. Könnten solche Ärztemissionen

3. Note concernant le rapatriement en transit par la Suisse, *nicht abgedruckt*.

4. Vgl. u. a. BR-Prot. Nr. 1151 vom 29. Mai 1945 über die Hospitalisation des prisonniers de guerre. Cf. E 1004.1 1/457.

5. Gemäss der in der Anm. 3 erwähnten Note haben die Transporte am 24. Mai und nicht am 24. Januar begonnen.

6. Es handelt sich höchstwahrscheinlich um den 26. Mai 1945.

nicht sofort zusammengestellt und abgesandt werden? Sie wären vorzusehen für KZ wie Mauthausen und Dachau und «Spitallager», wohin KZ-Insassen bereits evakuiert wurden, wie Reichenau und Mainau.

3. Die ärmsten in den besetzten Gebieten sind diejenigen Staatsangehörigen (Kriegsgefangene, Fremdarbeiter, Deportierte, Flüchtlinge, KZ-Insassen, usw.), deren sich überhaupt niemand annehmen kann und will: Balten, Ungarn, Italiener, Spanier, Polen. Das IKRK kann für sie nichts tun, da die Lebensmittelpakete, über die es verfügt, streng für die Angehörigen des Lieferstaates reserviert bleiben, und eine Rückschaffung in die Schweiz oder durch die Schweiz zurzeit schweizerischerseits nicht zugelassen wird. Das IKRK ersucht dringend um Prüfung der Frage, ob nicht, in Abweichung des Grundsatzes, wonach nur Westalliierte in der Schweiz zugelassen werden, solche Personen, wenigstens bis zu einer gewissen Höchstzahl, in der Schweiz vorübergehend aufgenommen werden könnten, auch wenn sie zunächst momentan in der Schweiz verbleiben müssten. Gleichzeitig wären Verhandlungen über ihre Weiterreise aufzunehmen. Sollte eine Aufnahme vor der Sicherstellung der Weiterreise unter keinen Umständen möglich sein, so wären wenigstens Verhandlungen über ihre Abschiebung einzuleiten und durch Entsendung von Sanitätspersonal, Arzneimitteln und Lebensmitteln dafür zu sorgen, dass solche Leute bis zur Ermöglichung ihres Abtransportes am Leben erhalten werden. Ihre Lage ist zurzeit derart, dass sie elendiglich zugrunde gehen müssen.

4. Das IKRK möchte wissen, ob es auch Leute (Westalliierte) zur vorübergehenden Hospitalisierung in die Schweiz mitnehmen kann, m. a. W. ob es sich an der zwischen dem San.Dienst der Armee und der 1. französischen Armee vereinbarten Aktion beteiligen kann. Ist die Zahl der Aufzunehmenden unverrückbar auf 3000 beschränkt? Wer übernimmt die Kosten dieser Erholungsaufenthalte?

5. Oberst Kistler stellt die Frage zur Prüfung, ob nicht auch in die Zivilspitäler im Vorarlberg, wo viel zu wenig Ärzte und Krankenschwestern sind, um die vielen einheimischen und ausländischen Kranken zu betreuen, eine zivile Sanitätshilfe (Entsendung von Ärzten und Pflegepersonal) durchgeführt werden könnte.

5

E 2001 (D) 3/484

[DoDiS-1714]

Interne Notiz des Justiz- und Polizeidepartements¹

AKTION 2000 KINDER

Kopie

Bern, 28. Mai 1945

Wie mir Herr de Haller, Delegierter des Bundesrates für internationale Hilfswerke, berichtet hat, hat Herr Bundesrat Petitpierre in der Bundsrats-sitzung vom letzten Donnerstag davon gesprochen, es werden eine Aktion zur Hospitalisierung von 1000 bis 2000 Kindern aus deutschen Konzen-trationslagern geplant². Die Diskussion im Bundesrat soll dann vertagt wor-den sein, weil der Zusammenhang mit der Aktion von Frau Sternbuch zuerst abzuklären sei³. Da ich annehme, der Bundesrat werde auf die Sache neuer-dings zu sprechen kommen und da ohnehin ein Entscheid des Bundesrates notwendig sein wird, gestatte ich mir, über die Sache folgendes darzulegen:

Die Schweizerspende hat (im Anschluss an Besprechungen des Herrn Olgiati mit dem SHAEF und der UNRRA in Paris) die Prüfung der Frage aufgenommen, ob 1000 bis 2000 Kinder einige Zeit in der Schweiz auf-genommen werden könnten. Die Besprechungen hatten folgendes Ergeb-nis: Das Schweizerische Rote Kreuz ist bereit, die Durchführung der Aktion zu übernehmen, d. h. für Unterbringung, Pflege und Betreuung in der Schweiz zu sorgen. Die Abteilung für Territorialdienst des Armeekommandos stellt dem Schweizerischen Roten Kreuz zu diesem Zweck die notwendigen Hotels zur Verfügung. Die Finanzierung wird von der Schweizerspende übernommen. Gedacht ist an einen Aufenthalt von etwa einem Jahr.

Nach dem beigehefteten Bericht des Bureaus der Schweizerspende⁴ handelt es sich «vorwiegend um Kinder polnischer und jugoslawischer Nationalität oder um Kinder, deren Nationalität unbekannt ist. Der Gesundheitszustand ist zwar nicht gut, aber doch nicht so schlecht, wie erwartet. Die meisten sind Waisen. Alter 3 bis 16, jedoch nur wenige unter 6. Ein Drittel sind geistig und moralisch schwer geschädigt und in einem Masse verwildert, dass sie sich wie Tiere benehmen. Mehrheitlich handelt es sich um Juden. Die Kinder sind bereits desinfiziert und haben eine Quarantäne hinter sich.»

1. Die Notiz ist unterzeichnet von R. Jezler und richtet sich an E. von Steiger. Eine Kopie geht an E. von Haller.

2. Es sind keine Aufzeichnungen über diese Diskussion im BR auffindbar.

3. Frau R. Sternbuch war Mitarbeiterin bei der Union of Orthodox Rabbis of the United States and Canada und als solche zuständig für den Verkehr mit dem Roten Kreuz und den Behörden. Vgl. dazu E 4800 (A) 1967/111/42.

4. Nicht abgedruckt.

Es wird somit eine ausgesprochen humanitäre Rettungsaktion an Kindern geplant. Eine solche Aktion muss grundsätzlich unsere Unterstützung finden. Und doch glaube ich, dass schweizerischerseits der Aktion nicht ohne gewisse Bedenken oder ev. Einschränkungen zugestimmt werden kann.

In erster Linie scheint mir das angegebene Alter der in Betracht kommenden Kinder zu Bedenken Anlass zu geben. Wenn die Kinder wenigstens ein Jahr oder noch mehr in der Schweiz bleiben müssten, werden aus den 15- und 16jährigen schon 16- und 17jährige Kinder geworden sein. Wenn der zitierte Bericht davon spricht, diese Kinder seien vollkommen verwildert und benähmen sich wie Tiere, müssen wir bei zunehmendem Alter mit ganz besonderen Schwierigkeiten rechnen. Dies wäre unter Umständen besonders schlimm, wenn nicht nur Knaben, sondern auch Mädchen in die Aktion einbezogen werden.

Ich frage mich deshalb, ob nicht allenfalls eine Beschränkung in dem Sinne verfügt werden sollte, dass wir bloss Kinder bis zum 12. Altersjahr im Rahmen der Aktion aufnehmen würden. So bedauerlich es wäre, dass wir einen Teil dieser Kinder auf diese Weise unsere Hilfe versagen würden, glaube ich doch darauf aufmerksam machen zu müssen, dass unserer schweizerischen Bevölkerung nicht besondere Unannehmlichkeiten verursacht werden sollten (Sexualaffären, Diebstähle, usw.).

Ein wesentlicher Punkt ist die Frage, ob und wohin die aufgenommenen Kinder nach Beendigung des Aufenthaltes in der Schweiz wieder werden gehen können. In den ersten Besprechungen haben wir darauf hingewiesen, es sollte wenn möglich vor Beginn der Aktion eine Übernahmezusicherung anderer Staaten beschafft werden, z. B. von Amerika oder von den Heimatstaaten. Es zeigt sich jedoch, dass die Verhandlungen zur Erlangung solcher Garantien sich so lange hinzögern würden, dass dadurch die ganze Aktion verunmöglicht würde. Dieses Hindernis errichtet zu haben, könnte ich nicht verantworten.

Herr Dr. Rothmund hat sich mit dem Intergouvernementalen Komitee in London in Verbindung gesetzt und uns in dessen Namen die Erklärung abgegeben, dass das Komitee bereit sei, Länder zur definitiven Ansiedlung für die Kinder, die keine Heimat haben, in die sie sich begeben könnten, ausfindig zu machen. Herr Dr. Rothmund gibt seiner Überzeugung Ausdruck, dass das Komitee seinerzeit alle nötigen Schritte unternehmen und in der Lage sein werde, für Abnahme der Kinder zu sorgen. Trotzdem haben wir hier natürlich nicht eine verbindliche Übernahmeerklärung, auf die wir uns in einem Jahr werden berufen können; wir haben lediglich die Zusicherung, dass uns das Komitee mit seinem ganzen Gewicht unterstützen werde⁵.

Herr de Haller und die Schweizerspende sehen noch eine andere Möglichkeit vor: Sie möchten danach trachten, dass in die Aktion vorwiegend Kinder mit einer bestimmten Staatsangehörigkeit (also nicht staatenlose) einbezogen werden, so dass man damit rechnen könnte, diese Kinder könnten nach Beendigung des Aufenthalts in der Schweiz dann in ihre Heimatstaaten

5. Vgl. das Schreiben von H. Rothmund an E. de Haller vom 25. Mai 1945; nicht abgedruckt.

zurückkehren⁶. Ob der Vertreter der Schweizerische Spende mit dieser Forderung durchdringen kann, ohne die ganze Aktion zum Scheitern zu bringen, kann ich nicht beurteilen.

Der Vertreter der Schweizerische Spende, Herr Kesselring, sollte am Mittwoch, 30. 5. 45, zur Fortführung der Besprechungen nach Paris verreisen. Es wäre deshalb dringend wünschenswert, dass der Bundesrat wenn möglich in seiner morgigen Sitzung zur Angelegenheit Stellung nehmen könnte, damit Herr Kesselring die erforderlichen Instruktionen mitnehmen kann⁷.

Vollständigkeitshalber möchte ich noch folgendes beifügen: Die erste Aktion, die von Herrn Saly Braunschweig eingeleitet worden ist und darauf gerichtet war, 400 Kinder aus dem Lager Buchenwald nach der Schweiz zu bringen, ist, wenn ich richtig orientiert worden bin, «im Sande verlaufen», d. h. in der neuen Aktion für 1000 bis 2000 Kinder aufgegangen. Wenn auch die neue Aktion durch das Schweizerische Rote Kreuz übernommen wird, wird dieses die jüdischen Organisationen in einem gewissen Umfange zur Mitwirkung heranziehen. Anscheinend ist ja nur ein kleiner Teil der Kinder jüdischer Konfession. Die meisten Kinder eignen sich wegen ihrer derzeitigen Verwahrlosung nicht zur Unterbringung in einer Familie. Soweit aber Familienunterbringung für jüdische Kinder in Frage kommt, wird das Schweizerische Rote Kreuz die Organisation des Herrn Saly Braunschweig zur Mitwirkung heranziehen.

Die Aktion von Frau Sternbuch ist von der neu geplanten Aktion unabhängig. Frau Sternbuch beabsichtigt, eine jüdische orthodoxe Schule für polnische Flüchtlingskinder zu errichten, für die neben neu in die Schweiz kommenden Kindern hauptsächlich die bereits anwesenden Flüchtlingskinder in Frage kämen. Der Plan der Frau Sternbuch berührt somit die hier geschilderte Hilfsaktion nicht. [...] ⁸

6. Vgl. die nicht abgedruckte Notiz von E. de Haller an M. Petitpierre vom 28. Mai 1945, DoDiS-13. In dieser Notiz wendet sich E. de Haller an M. Petitpierre, um die Bedenken von H. Rothmund aufzugreifen. Für letzteren scheinen die Wiederausreise der Buchenwald-Kinder und deren endgültige Repatriierung die entscheidenden Fragen dieses Unternehmens gewesen zu sein. De Haller schreibt in diesem Zusammenhang: Il ne faut pas perdre de vue l'intérêt moral que nous avons à recevoir ces enfants, même au risque d'éprouver d'ici six mois ou un an quelques difficultés à nous débarrasser de certains d'entre eux. Diese Fragen bleiben bis zur Ankunft der ersten 350 Buchenwald-Kinder brisant; vgl. das Schreiben von E. de Haller an R. Tyler vom 20. Juni 1945, DoDiS-2182.

7. Zur Stellungnahme von M. Petitpierre und zu dessen Instruktionen für A. B. Kesselring-Loo vgl. das Schreiben von E. de Haller an den Departementssekretär des EJPD, F. Stierlin, vom 30. Mai 1945, DoDiS-2183.

8. Es folgt eine summarische Wiederholung der im Text angesprochenen Punkte, denen sich der Bundesrat in seiner Sitzung vom 29. Mai 1945 nach R. Jezlers Ansicht zuwenden sollte.

6

E 4300 (B) 1969/786

[DoDiS-1993]

*Kreisschreiben des Vorstehers des Justiz- und Polizeidepartements,
Ed. von Steiger, an die Polizeidirektionen der Kantone*

FREMDENPOLIZEILICHE BEHANDLUNG VON DEUTSCHEN, TSCHECHOSLOWAKISCHEN
UND ITALIENISCHEN STAATSANGEHÖRIGEN

Kopie

Bern, 1. Juni 1945

1. Am 8. Mai 1945¹ hat der Bundesrat beschlossen, dass er keine offizielle deutsche Reichsregierung mehr anerkenne. Er hat gleichzeitig die Schliessung der deutschen diplomatischen und konsularischen Vertretungen in der Schweiz angeordnet². In den nächsten Tagen werden an verschiedenen Orten der Schweiz Bureaux eröffnet werden, die unter der Leitung schweizerischer Beamter und der Verantwortung des Eidg. Politischen Departementes die Interessenvertretung der deutschen Staatsangehörigen in der Schweiz übernehmen werden. Die deutschen Interessenvertretungen³ werden die notwendigen konsularischen Geschäfte erledigen namentlich Ausweispapiere ausstellen und verlängern und Unterstützungen ausrichten.

Bei dieser Sachlage können bis auf weiteres keine *deutschen Ausweispapiere* mehr als gültige Ausweispapiere im Sinne des Bundesgesetzes über Niederlassung und Aufenthalt der Ausländer und der dazugehörigen Vollziehungsverordnung (Art. 5, Abs. 1)⁴ anerkannt werden, auch dann nicht, wenn sie von den deutschen Interessenvertretungen ausgestellt werden. Demzufolge müssten heute sämtliche Niederlassungs- und Aufenthaltsbewilligungen von deutschen Staatsangehörigen als erloschen erklärt werden.

In Anbetracht der grossen Zahl der in der Schweiz ansässigen deutschen Staatsangehörigen⁵, die Niederlassungs- oder Aufenthaltsbewilligung besitzen, wäre eine solche Lösung praktisch sozusagen nicht durchführbar. Um sich davon zu überzeugen braucht man nur zu überlegen, welche Arbeit die Abänderung von Tausenden von Bewilligungen verursachen und welche Schwierigkeiten die Frage der Kautions bieten würde. Wir müssen übrigens auch nicht vergessen, dass wir uns in einer ausserordentlichen Lage befinden,

1. Siehe DDS, Bd. 15, Nr. 441.

2. Zu den Ausweisungen von deutschem Gesandtschafts- und Konsulatspersonal siehe das Pressecommuniqué vom 24. Mai 1945 in der Beilage des BR-Prot. Nr. 1115 vom 24. Mai 1945, E 1004.1 1/457.

3. Vgl. Nr. 3 in diesem Band sowie das Aide-Mémoire vom 30. Juli 1945, DoDiS-2082.

4. Zum Bundesgesetz und zur Vollziehungsverordnung vom 26. März 1931 bzw. 5. Mai 1933 siehe AS, 1933, Bd. 49, S. 279–288, 289–304.

5. Die deutsche Kolonie in der Schweiz umfasste knapp 24'000 Personen. Vgl. BBl, 1946, I, S. 48–49.

die von der Fremdenpolizeigesetzgebung nicht vorausgesehen werden konnte und wahrscheinlich nur vorübergehend ist. Welches das künftige Regime in Deutschland auch sein mag, ist damit zu rechnen, dass die Frage der Ausweispapiere der deutschen Staatsangehörigen in nicht allzu ferner Zeit auf die eine oder andere Weise geregelt wird. Wir bitten Sie deshalb bis auf weiteres wie folgt vorzugehen.

Die deutschen Staatsangehörigen, die bisher Niederlassungsbewilligung besessen haben, werden in derselben fremdenpolizeilichen Stellung belassen. Bereits bestehende Aufenthaltsbewilligungen werden aufrecht erhalten; Verlängerungen derselben sind auch als Aufenthaltsbewilligungen zu erteilen. Neu Eingereisten werden auf Grund der verfügbaren deutschen Ausweispapiere ebenfalls Aufenthaltsbewilligungen verabfolgt.

Wenn auch die Mehrzahl der in der Schweiz ansässigen deutschen Staatsangehörigen sich immer anständig benommen haben, so gibt es darunter doch solche, deren Verhalten zu Klagen Anlass gab oder welche durch eine unzulässige politische Tätigkeit oder Haltung aufgefallen sind und deshalb von unserem Land entfernt werden müssen⁶. In solchen Fällen und wenn eine Ausweisung gemäss Art. 70 der Bundesverfassung oder Art. 10 des Bundesgesetzes vom 26. März 1931 nicht unbegründet ist, kann die Niederlassungs- bzw. Aufenthaltsbewilligung dieser unerwünschten Elemente in Anwendung des Art. 9 des erwähnten Gesetzes in Verbindung mit Art. 5, Abs. 1 VVO als erloschen erklärt werden. Die kantonale Behörde wird dann eine Wegweisung aus dem Kanton verfügen und der Eidg. Fremdenpolizei Antrag auf Ausdehnung auf das ganze Gebiet der Schweiz stellen.

Wir bitten aber die Kantone, dieses Verfahren nur dann anzuwenden, wenn es sich um deutsche Staatsangehörige handelt, die aus ernsthaften und bestimmten Gründen als wirklich unerwünscht befunden werden. Die Anträge auf Ausdehnung einer Wegweisung sollen immer eingehende Angaben über die Gründe enthalten, die den Kanton veranlasst haben, den betreffenden Entscheid zu treffen.

2. *Tschechoslowakische Pässe*, die von der tschechoslowakischen Gesandtschaft in der Schweiz ausgestellt, verlängert oder visiert werden, werden als gültige Ausweispapiere im Sinne der fremdenpolizeilichen Vorschriften anerkannt. Dagegen können *deutsche Pässe für Angehörige des Protektorates Böhmen und Mähren*, sowie *slowakische Pässe* nicht mehr anerkannt werden; den Inhabern von solchen Pässen ist deshalb zu empfehlen, sich um ordentliche tschechoslowakische Pässe zu bewerben. Wer sich keinen solchen Pass beschaffen will oder kann, darf nur noch Toleranzbewilligung erhalten.

6. Zu den antidemokratischen Tätigkeiten von Deutschen in der Schweiz vgl. Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung über die antidemokratische Tätigkeit von Schweizern und Ausländern im Zusammenhang mit dem Kriegsgeschehen von 1939–1945 (Motion Boerlin), Erster Teil, vom 28. Dezember 1945, *BBl*, 1946, I, S. 1–123. Zur Ausweisung von Nationalsozialisten vgl. Ergänzungen zum Berichte des Bundesrates an die Bundesversammlung vom 28. Dezember 1945 und 17. Mai 1946, I. und II. Teil vom 25. Juli 1946, *BBl*, 1946, II, S. 1085–1187 und E 4260 (C) 1974/34/72.

3. Mit Kreischreiben vom 27. März 1945⁷ teilten wir Ihnen mit, dass aus bestimmten Zweckmässigkeitsgründen bis auf weiteres die *von der neofaschistischen Handelsdelegation in Zürich ausgestellten und verlängerten Pässe* als gültige Ausweisschriften anerkannt würden. Die tatsächlichen Voraussetzungen, die Anlass zu dieser Regelung gaben, sind inzwischen weggefallen. Somit können heute die von der neofaschistischen Handelsdelegation ausgestellten oder verlängerten Ausweispapiere nicht mehr als gültig anerkannt werden. Den Inhabern dieser Papiere ist deshalb zu empfehlen, sich bei den ordentlichen italienischen Vertretungen in der Schweiz um *italienische Pässe* zu bewerben. Diejenigen, die das ablehnen oder deren Bemühungen erfolglos sind, dürfen nur noch Toleranzbewilligung erhalten, gegebenenfalls unter Ansetzung einer Ausreisefrist.

Wir wären Ihnen dankbar, wenn Sie die Fremdpolizeibehörde Ihres Kantons anweisen wollten, bei der Behandlung von Fällen von deutschen, tschechoslowakischen und italienischen Staatsangehörigen im Sinne der Ausführungen dieses Kreisschreibens zu verfahren.

7. Siehe DDS, Bd. 15, Nr. 401 und E 4300 (B) 2/7.

7

E 5795/90
[DoDiS-318]

*Le Commandant en Chef de l'Armée, H. Guisan,
au Chef du 1^{er} Corps d'Armée, J. Borel*

SERVICE ACTIF ET VIGILANCE

Copie
L Secret

QGA, 4 juin 1945

1. Votre lettre No. I/19768-BO/ro. du 1. 6. 45¹ a retenu toute mon attention. Je vous remercie de m'avoir fait part de vos préoccupations qui sont en grande partie les miennes.

Avec vous, je crains en effet que, si les Russes ont sur l'Europe les visées que vous tenez pour vraisemblables et s'ils mettent en œuvre les moyens énormes que nous supposons, la Suisse, cette fois-ci, ne puisse éviter d'être entraînée dans le conflit. Je crains aussi avec vous, que ce conflit ne s'ouvre, du côté russe, avec une supériorité de préparation redoutable.

Cette perspective me préoccupait déjà bien avant l'armistice. C'est pourquoi j'ai examiné avec le Chef EMGA, le moyen de parer à la menace et

1. Cf. DoDiS-319 et E 5795/380.

lui ai prescrit, dès le début de cette année, d'entreprendre l'étude d'un plan de concentration qu'il m'a présenté avant l'exercice de St. Gall sur la base d'une hypothèse plus générale que celle du thème de cet exercice – plan dont j'ai approuvé le principe. D'autres études seront faites, bien entendu, autant qu'il paraît nécessaire.

2. La campagne de presse et le mouvement d'opinion qui se dessinent, chez nous, en faveur d'une démobilisation au sens le plus large et à un rythme accéléré, m'inquiètent autant que vous, C'est pourquoi je viens de confirmer au Conseil fédéral ma volonté de ne pas assigner un terme trop rapproché au service actif, mais de le fixer, sauf circonstances imprévues, à la date du 20 août². Et, par «circonstances imprévues», j'entends celles qui pourraient nous amener, éventuellement, à prolonger l'état de service actif au delà de cette date.

Mais il ne faut pas se faire d'illusions: ce n'est pas quelques dizaines de milliers d'hommes de plus ou de moins qui modifieront, maintenant et dans les semaines à venir, le degré de notre préparation à toute éventualité. J'estime au contraire que, sur ce point, une large détente est permise et nécessaire en ce moment. C'est celle que nous avons réalisée en grande partie.

3. En revanche, ce qui compte, à mon avis, c'est:

1) de conserver intactes les installations principales qui doivent nous permettre à tout instant de mobiliser vite et dans les meilleures conditions, avec la souplesse nécessaire pour réaliser des concentrations diverses.

2) d'avoir un SR vigilant, dont les méthodes s'adaptent à la situation politique nouvelle, et qui travaille en liaison plus étroite avec les autorités civiles;

3) de lutter, par une campagne de presse et par tous les moyens dont nous disposons pour influencer l'opinion, contre l'affaiblissement de la volonté de défense et toute tentative de démoralisation de l'Armée;

4) d'assurer, dans la mesure où cela dépendra du Commandement actuel de l'Armée, – si les circonstances nous permettent de le faire autour du 20 août – un passage sans solution de continuité du régime actuel à celui qui sera institué en vertu de la loi de juin 1939 et d'entreprendre aussitôt que possible la modernisation progressive de l'Armée.

C'est ainsi que, partageant votre avis, je ne considère pas ma tâche comme terminée – au contraire: ma circulaire du 4 juin³ vous le montrera – jusqu'au moment où j'aurai pu remettre le commandement en chef à ceux qui seront chargés de l'assumer après moi.

Je vous serais reconnaissant de préciser, le cas échéant, l'objet de vos préoccupations, et de me présenter les suggestions pratiques que vous jugeriez bon pour parer au danger, interne ou externe, tel qu'il vous apparaîtrait au cours des semaines à venir.

2. Cf. la lettre du 4 juin 1945 du Général H. Guisan au Président de la Confédération, cf. E 5795/380. Le service actif prit fin le 20 août 1945.

3. Cf. E 27/14192/10.

8

E 2300 Alger/2
[DoDiS-1720]

*Le Consul de Suisse à Alger, J. Arber, au Chef de la Division
des Affaires étrangères du Département politique, W. Stucki¹*

EMEUTES INDIGÈNES EN KABYLIE ALGÉRIENNE

RP

Alger, 12 juin 1945

[...]²

Ces articles établissent, et il est désormais de notoriété publique, que le mouvement sanglant dont il s'agit avait un caractère nettement politique tendant à l'indépendance complète de l'Algérie et au refoulement des Français au-delà de la Méditerranée. Deux importants groupements, entre autres, aspiraient à ce but: les «Amis du Manifeste» conduits par Ferhat Abbas, Délégué financier et Conseiller Général de Sétif (qui, dit-on, fréquenta naguère M. Murphy) et le Parti populaire algérien, créé par Messali, interné depuis plusieurs années et transféré récemment en A. E. F.

Quelles furent les causes de ce soulèvement raté? Il faut les attribuer tout d'abord aux conditions de vie pitoyables des masses indigènes, puis à l'insuffisance de développement éducatif et social de ces populations, à leur ravitaillement par trop mal organisé et par trop précaire, comme aussi, – il faut le souligner – à la paresse et à l'indolence traditionnelles de la majorité des autochtones, qui ne font rien pour contribuer à l'amélioration de leur sort et qui ne sont nullement murs, ni capables d'assurer la vie et l'indépendance de leur pays; enfin, le panarabisme du Caire et la politique anti-française des dirigeants musulmans de Syrie et du Liban ne les laissent pas insensibles, au contraire.

Influencés par toutes ces raisons, les meneurs crurent pouvoir profiter de la première journée des réjouissances populaires, qui ont suivi partout l'annonce de la fin de la guerre, pour déclencher leur coup de force en Kabylie des Babors, dans le Département de Constantine. Il fut horriblement sanglant, les émeutiers tuèrent et saccagèrent d'atroce façon, mais la répression fut à la fois rapide, violente et très étendue. Le communiqué officiel indique que, du côté franco-européen, 67 morts et 45 blessés constituèrent le bilan de cette tragique journée; il tait volontairement les graves résultats de la répression policière et militaire. La rumeur publique affirme avec persistance que les chiffres officiels sont sensiblement inférieurs à ceux de la réalité, et

1. W. Stucki lit ce rapport le 2 juillet et le transmet le jour même à C. Stucki et à J. F. Wagnière.
2. A la suite de son rapport du 15 mai, non reproduit, J. Arber adresse à Berne des coupures de presse sur les événements qui ont éclaté dans la région de Sétif dès le 8 mai 1945. Cf. aussi E 2200 Alger 2/2.

prétend aussi avec non moins de persistance que les interventions de la police, de l'armée, de l'aviation et même de la marine de guerre massacrèrent des milliers d'indigènes et rasèrent plus ou moins complètement plusieurs agglomérations kabyles.

Les émeutes, on le sait, furent rapidement étouffées. Depuis lors, les mesures puissantes de sécurité militaire se sont multipliées. Le calme règne à nouveau. Mais, parmi les Européens, l'inquiétude persiste et réduit considérablement les déplacements à l'intérieur; le tourisme et les villégiatures en montagne sont, pour l'été prochain, sérieusement compromis.

L'extrême sévérité de la répression permet d'envisager que de nouveaux troubles de même nature ne sont pas imminents. Mais il n'en est pas moins vrai que le soulèvement des indigènes et la lutte pour l'indépendance de l'Algérie restent à l'état latent. Un nouveau fossé sépare désormais Arabo-Kabyles et Français...

Depuis la Conférence de presse du Général de Gaulle, accusant nettement la Grande-Bretagne d'avoir contrecarré les plans français en Syrie et au Liban et d'avoir même fomenté là-bas l'action anti-française de ces derniers temps, les Français d'ici – et surtout ceux, qui, nombreux encore, sont restés secrètement fidèles à Pétain et qui, depuis la défaite de 1940, ne portent pas le Britannique dans leur cœur – ne cachent pas leurs ressentiments envers la «perfidie Albion».

Au moment du débarquement du 8 novembre 1942, les Anglais furent accueillis en Algérie avec beaucoup de réserve, pour ne pas dire plus, tandis que les Américains gagnèrent assez rapidement le cœur des masses. Puis, l'inconduite de trop nombreux Yankees leur a valu une progressive indifférence qui frise l'antipathie – accentuée d'ailleurs par les succès bien orchestrés des troupes françaises sur les théâtres d'opérations. Pendant ce temps, les froids, flegmatiques et suffisants Britanniques, mais combien plus gentlemen et consciencieux que leurs cousins d'Amérique, surent supplanter ces derniers et provoquer à leur profit les sympathies des populations tant françaises qu'arabes de l'Afrique du Nord.

Aujourd'hui, ces sympathies s'effritent à leur tour, sans retourner aux Américains. Mais, il est aussi juste de relever que les Anglais restés ici accentuent désormais leur réserve et même, parfois, leur mépris à l'égard de leurs alliés français. Ça se sent et ça s'entend trop souvent ...

La guerre est terminée en Europe. Les appétits de certains vainqueurs se multiplient. L'entente interalliée est soumise à de rudes épreuves. Les peuples «protégés» veulent ou voudront aussi la libération. Et la paix reste à faire, partout. Que nous réserve cette œuvre de titans!

La colonie suisse (plus de 2000 membres) n'a, en général, pas eu à souffrir des émeutes kabyles. Mais, les familles isolées dans l'intérieur, et notamment plusieurs dizaines de colons helvètes, ont vécu, à ce moment-là, dans l'inquiétude, voire même dans l'angoisse. Les importantes mesures de sécurité appliquées depuis lors sont de nature à leur redonner quelque peu confiance, mais, comme les colons français, ils ont toutes les raisons de se plaindre de la tenace et violente excitation dûment tolérée de la presse communiste contre eux.

A titre documentaire, je reproduis ci-après quelques passages d'une lettre que j'ai reçue récemment de M. Gustave de Pourtalès, sous-directeur de la Compagnie Genevoise des colonies suisses de Sétif, stationné au village d'El-Ouricia, près de cette dernière ville:

«Si je suis encore de ce monde, je puis vous dire que c'est par une véritable protection divine qui a retenu tous les fusils qui ont été braqués sur moi.

Nous nous sommes vus, ma femme, ma fille et moi, dans la situation où seule une grâce divine peut nous sauver et où l'on ne peut plus rien attendre ni de soi-même ni d'un calcul humain.

Le village a été cerné, envahi, nous avons été tenus en joue pendant près de deux heures, sans savoir pourquoi l'ordre de faire feu n'a pas été donné.

L'Abbé Navarro, aumônier de la garnison de Sétif, blessé par coup de feu, achevé à coups de sabre et de bâtons, a été tué à peu de distance de nous, et nous avons bien cru que le coup de feu qui l'a blessé était le signal de massacre général. Il s'est produit au contraire un repli momentané, mais de courte durée. Les indigènes reprirent leurs positions d'attaque, jusqu'au moment où, avertis de l'approche d'automitrailleuses, ils s'enfuirent dans les montagnes.

Depuis lors, nous sommes encore sur un volcan mal éteint, et ce n'est que depuis deux ou trois jours que les travaux de campagne ont pu être repris. Mais la résistance persiste encore dans certains secteurs montagneux.

Ces événements ont complètement désorganisé notre vie et j'ai dans mon bureau le poste de commandement de la garnison locale, nous logeons les chefs, et je suis appelé à tout bout de champ à donner des renseignements, faire le secrétaire, etc. etc.»

Vous apprécieriez s'il y a lieu de donner connaissance confidentiellement et verbalement à M. Francis Audéoud, Président de la Compagnie susvisée, à Genève, 5 rue Petitot (T.4.72.66), de ce qui précède³.

L'acheminement direct de la correspondance postale sur Paris n'étant pas assuré de toute indiscretion, je m'abstiens d'envoyer une copie de la présente à la Légation de Suisse en France, vous laissant le soin de le faire si ces informations sont de nature à retenir votre intérêt⁴ et celui de notre représentation diplomatique.

Il va sans dire que chaque fois que nous en serons sollicités, nous interviendrons le plus utilement possible pour assurer la protection vitale de compatriotes se disant menacés; dans certains cas, nous intercéderons de nous-mêmes – nous l'avons déjà fait au profit de deux femmes missionnaires perdues dans le bled – si les circonstances nous y incitent.

3. Sur cette société, cf. E 2200 Algier 4/4 et E 2200 Algier 5/6.

4. Dans la marge, C. Stucki souligne ce paragraphe et écrit: oui !

E 2001 (E) 2/557

[DoDiS-38]

Notice du Département politique¹

AUDIENCE ACCORDÉE PAR LE CONSEIL FÉDÉRAL AUX REPRÉSENTANTS DE
L'ASSOCIATION SUISSE DES BANQUIERS LE MERCREDI 13 JUIN 1945

[...]²

M. Petitpierre, après avoir salué les assistants, entre d'emblée dans le vif du sujet, à savoir la discussion de l'aide-mémoire adressé au Conseil fédéral par l'ASB³. Il constate que le problème présente trois éléments, à savoir:

A. L'attitude de l'ASB qui consiste à vouloir sauvegarder le secret bancaire⁴.

B. La volonté du Conseil fédéral qui entend appliquer strictement les engagements pris le 8 mars 1945⁵.

C. Le désir des autorités fiscales de dépister les biens imposables qui auraient été soustraits au fisc.

Il s'agit de chercher à concilier les points de vue. A cet effet, il convient de donner tout d'abord la parole à M. Nobs pour qu'il résume les impressions que lui a fait le rapport⁶ que M. Pfenninger lui a présenté à son retour des États-Unis.

M. Nobs résume comme suit les dires de M. Pfenninger:

1. Cette notice, non datée, est rédigée et signée par E. Junod. Une copie se trouve dans E 2001 (E) 2/642. Lors de cette audience, le Conseiller fédéral Petitpierre a pris des notes manuscrites qui se trouvent dans E 2800/1967/61/88. Une notice a également été rédigée par E. Reinhardt, cf. E 6100 (A) 33/2764.

2. Les personnalités présentes à cette séance sont les Conseillers fédéraux M. Petitpierre et E. Nobs, les représentants de l'ASB: A. Pictet, E. Barbey, A. Schaefer, M. Golay, P. Vieli et A. Caflisch; le Directeur de l'Administration des Finances du DFD: E. Reinhardt; et trois représentants du DPF: R. Kohli, W. Reichenau et E. Junod.

3. Il s'agit de l'aide-mémoire du 30 mai 1945, E 2001 (E) 2/557. Lors de la séance du Conseil fédéral du 29 mai 1945, le Chef du Département politique communique que l'Association suisse des Banquiers demande à être reçue en audience par une Délégation du Conseil fédéral aux fins de discuter de l'interprétation à donner aux clauses financières des accords conclus avec les Alliés. Il est décidé de donner suite à cette requête et de désigner comme délégués les Chefs du Département politique et du Département des Finances et des Douanes, cf. PVCF N° 1150 du 29 mai 1945, E 1004.1 1/457. Cf. aussi la lettre de M. Petitpierre à W. Stampfli du 11 juin 1945, DoDiS-172 et E 7001 (B) 1/346.

4. Le secret bancaire est garanti par la loi fédérale sur les Banques et les Caisses d'Epargne (du 8 novembre 1934), en particulier par l'article 47, cf. RO, 1935, vol. 51, pp. 121-172, DoDiS-2095. Sur les débats autour du secret bancaire en 1945 et 1946, cf. notamment E 2001 (E) 2/563 et E 6100 (A) 24/2180-2181.

5. Cf. DDS, vol. 15, No 391 et la table méthodique: II.2.3. Négociations économiques avec les Alliés à Berne en février et mars 1945.

6. Cf. la notice du 13 juin 1945, E 2001 (E) 2 /577 et E 2801/1967/77/2.

a) Les rapports avec les Etats-Unis ne sont pas meilleurs. M. Schmidt⁷ rentrant de Berne, a été violemment critiqué pour n'avoir pas réussi à imposer le point de vue américain aux autorités suisses.

b) La certification des avoirs suisses doit être opérée dans le plus bref délai de peur que, si l'on attend davantage, l'on ne crée l'impression outre-Atlantique que la Suisse veut gagner du temps et repousser la solution du problème à un moment où les esprits se seront calmés du fait de la cessation des hostilités.

c) Les Américains ne se contenteront pas d'une certification de l'OSC fondée sur des affidavits anonymes. Il convient en effet de mettre la certification en rapport avec la politique américaine à l'égard de la looted property⁸, politique qui pousse les Etats-Unis à établir avec exactitude quels sont les propriétaires d'avoirs déposés chez eux. A ce propos, M. Pfenninger annonce l'arrivée en Europe de 1500 fonctionnaires américains qui se proposent de dépister les biens spoliés par les Allemands.

d) Les avoirs de la Confédération et de la Banque nationale suisse aux Etats-Unis ne semblent pas être en danger. Tout au plus peut-on s'attendre que le Gouvernement américain fasse certaines objections à quelques achats d'or allemand faits par la Banque nationale⁹. M. Nobs conclut qu'il ne faut pas perdre de vue que le déblocage de nos avoirs aux Etats-Unis¹⁰ dépend de la façon dont sera faite la certification. Il fait allusion au désir de l'OSC de connaître les noms des propriétaires d'avoirs suisses et insiste sur le sérieux du problème, de la solution duquel dépend le sort du gage que constituent nos avoirs dans les mains des Américains.

M. Pictet est d'avis qu'avant d'entrer en matière, il convient de déterminer exactement les engagements pris par la Suisse en date du 8 mars 1945. Après s'être élevé contre l'imprécision des termes utilisés dans l'accord avec les Alliés, M. Pictet constate qu'un seul point est clair, à savoir l'engagement du Conseil fédéral de prévenir le recel en Suisse de biens spoliés. Il faut prendre bien garde dans ce domaine de ne pas aller plus loin qu'il n'est nécessaire. En effet, les Américains cherchent à tirer profit de la situation créée par l'existence probable en Suisse de biens spoliés pour intensifier leur espionnage économique en Suisse. Nous avons à faire à des concurrents d'importance

7. Il s'agit d' O. A. Schmidt. Cf. DDS, vol. 15, p. 1181.

8. A ce sujet, cf. le rapport du 14 février 1945 de la SCIFE du DPF sur la politique alliée à l'égard des biens réputés pillés (looted property). Ce rapport rappelle les différentes mesures à ce sujet prises en Suisse par les associations professionnelles (en particulier les conventions-affidavits de l'ASB) et par les autorités fédérales et arrive à la conclusion que [...] si bon nombre de mesures utiles ont déjà été prises pour empêcher que la Suisse devienne le refuge des richesses que l'Axe aurait amassées dans ses années de gloire, tout ce qui serait humainement possible d'entreprendre pour l'éviter n'a pas été fait et ne peut être fait aussi longtemps au moins que la Suisse reste fidèle aux principes du libéralisme économique et financier. Jusqu'ici c'est le souci de sauvegarder les intérêts suisses en jeu qui a guidé les auteurs des mesures que l'on sait; il ne peut en être autrement de la part d'un pays neutre. Cf. E 7800/1/66, cf. aussi E 2001 (E) 1967/113/437-439 et 444.

9. Cf. DDS, vol. 15, table méthodique: III.1.2. Relations financières avec l'Allemagne.

10. Sur le blocage des avoirs suisses aux Etats-Unis depuis juin 1941, cf. DDS, vol. 14 et 15.

qui cherchent à s'approprier le marché financier suisse pour leur profit. La question qui s'impose aujourd'hui est celle de savoir si le Conseil fédéral est prêt à protéger les banques contre les menées anglo-saxonnes ou s'il entend céder à ces menées. En ce qui concerne l'engagement du Conseil fédéral de se concerter avec les Gouvernements alliés, M. Pictet relève qu'il faut là également que notre Gouvernement sache jusqu'où il veut aller. L'alternative est claire: ou bien se défendre sur le plan économique et aider aux [*sic*] banques en les soutenant, ou bien renoncer à ce que la Suisse continue d'être un marché financier, ce qui aura des répercussions inévitables sur le financement des dépenses de la Confédération¹¹.

M. Petitpierre répondant au réquisitoire de M. Pictet, constate que le Conseil fédéral n'a pas encore arrêté son attitude à l'égard des demandes présentées par l'ASB. La conférence de ce jour a précisément pour but de permettre un échange de vues sur l'issue duquel M. Nobs et lui-même feront rapport au Conseil fédéral.

Il est faux de vouloir opposer le Conseil fédéral aux banques en ce qui concerne l'application de l'accord du 8 mars. Le Département politique, pour sa part, a toujours soutenu les intérêts des banques suisses et n'entend pas modifier sa ligne de conduite à cet égard. Il faut néanmoins garder à présent à l'esprit le fait que la défense des intérêts des banques s'intègre dans le problème d'ensemble de la défense des intérêts suisses. Aujourd'hui, les intérêts des banques sont menacés. Il convient dès lors d'examiner comment les défendre dans le cadre de la défense des intérêts généraux du pays. Les accords du 8 mars, s'ils ne sont pas parfaits, constituent néanmoins le maximum de ce qu'il était possible d'obtenir à l'époque. Ces accords existent et il n'est plus question de les discuter. Qu'ils soient imprécis ne fait pas de doute; mais exiger plus de précision, c'était se voir imposer la Résolution VI de Bretton Woods¹². Passant en revue les clauses de ces accords, M. Petitpierre constate que tout le monde est d'accord pour s'opposer au recel de biens pillés en Suisse. En ce qui concerne l'enquête, l'ACF du 29 mai¹³ a tranché la question pour les biens

11. Cf. *le Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant une nouvelle prorogation du programme financier 1939-1941 (du 7 septembre 1945) et le Message du 12 septembre 1945 sur l'émission d'emprunts pour l'administration fédérale*, FF, 1945, vol. 97, II, pp. 23-42. *Les dépenses provoquées par la guerre ayant été largement financées par des emprunts, la dette consolidée de la Confédération est passée de 2173,5 millions au 31 juillet 1939 à 7061,7 millions au 31 juillet 1945*. En outre, la Confédération avait contracté au 31 juillet 1945 des dettes contre rescriptions auprès de banques pour un montant de 964 millions de francs environ, alors qu'il n'existait aucun engagement de cette nature au 31 juillet 1939, *ibid.* p. 38.

12. *Sur les réactions des autorités suisses aux décisions de la conférence monétaire de Bretton Woods*, cf. DDS, vol. 15, N° 144, en particulier l'annexe III.

13. *Selon les accords (dits «accords Currie») conclus le 8 mars 1945 par le Conseil fédéral, celui-ci s'engage à faire faire une enquête recensant l'ensemble des avoirs allemands situés en Suisse ou gérés par l'intermédiaire de la Suisse. Cet engagement est concrétisé par la promulgation le 29 mai 1945 de l'Arrêté du Conseil fédéral instituant l'obligation de déclarer les avoirs allemands en Suisse*, cf. RO, 1945, vol. 61, p. 325-328. *Sur la préparation de cette décision*, cf. E 2001 (E) 2/565. *Sur les résultats de l'enquête, effectuée par l'OSC*, cf. E 2801/1967/77/9.

allemands. Bien que l'accord du 8 mars prévoit que l'enquête est faite pour nos propres besoins, cela n'exclut pas, toutefois, que les Alliés ne fassent valoir des prétentions à l'égard des biens qu'elle permettra d'individualiser. Nous avons encore de difficiles problèmes à résoudre tel, notamment, celui de la propriété légitime et illégitime des biens recensés, etc.

M. Caflisch ne met pas en doute la nécessité de s'en tenir au principe *pacta sunt servanda*; désireux toutefois de bien circonscrire le problème, il se propose de passer rapidement en revue l'aide-mémoire de l'ASB pour préciser telle ou telle question qui mériterait de l'être.

a) Recel et disposition de biens pillés.

Sur ce point, il est indispensable d'établir une doctrine. Les banques sont prêtes à collaborer à la recherche des biens spoliés. Elles estiment toutefois qu'elles n'ont pas à le faire de leur propre chef, mais que c'est aux Alliés qu'il incombe de nous signaler les biens spoliés se trouvant en Suisse. Sur la base de leurs informations, des recherches pourront être entreprises. Il faut toutefois avoir présent à l'esprit le fait que cette recherche soulèvera des questions de droit qu'il faut d'ores et déjà étudier. Il convient en effet d'assurer la défense des possesseurs de bonne foi.

b) Enquêtes sur les avoirs bloqués.

Sur ce point, le fait d'admettre des banques des annonces globales a réglé la question. L'essentiel dans ces enquêtes est de ne pas inquiéter la clientèle étrangère de peur qu'elle ne retire les capitaux qu'elle a placés en Suisse.

c) Blocage des avoirs allemands.

L'ASB désierait obtenir du Conseil fédéral l'assurance que les avoirs allemands seront utilisés avant tout à la sauvegarde des intérêts suisses en Allemagne. Il convient en outre d'établir une doctrine en matière de looted property, doctrine qui règle l'éventuelle restitution des biens pillés à leur légitime propriétaire tout en protégeant les particuliers de bonne foi.

d) Certification des avoirs suisses aux Etats-Unis¹⁴.

M. Caflisch constate que le problème est mal posé en général. Il relève en effet que c'est une erreur de croire que l'affidavit des banques ne donne pas les mêmes garanties que l'annonce individuelle des propriétaires suisses de l'OSC. Celui-ci, en effet, en saura toujours moins sur les individus qui s'adressent à lui que les banques elles-mêmes qui connaissent leurs clients de longue date. Le système des affidavits donne au Conseil fédéral les mêmes garanties qu'un contrôle de l'OSC. Il convient en effet de garder présent à l'esprit le fait que le nouveau système des affidavits n'est pas comparable à l'ancien¹⁵.

Enfin, la question de la certification telle qu'elle est posée aujourd'hui soulève une question de principe: si la Confédération ne reconnaît pas les affidavits bancaires, il y a tout lieu de penser que les Etats étrangers n'en

14. Cf. DDS, vol. 15, N° 371.

15. *Négociée dès 1942 avec la Grande-Bretagne, la Convention-affidavits GB de l'ASB est entrée en vigueur le 21 juin 1943, cf. E 2001 (D) 2/253 et 255; E 2001 (E) 2/258, 560-562, 628; E 2001 (E) 1968/113/453 et 459; aussi DDS, vol. 14, Table méthodique: 2.10.1. Négociations économiques et financières à Londres.*

voudront pas davantage, ce qui reviendrait à détruire complètement l'édifice des conventions-affidavit et compromettre du même coup la défense des propriétaires suisses de titres bénéficiant des affidavits introduits par l'ASB.

e) Question fiscale.

Le fait de demander un certificat d'imposition préalablement à la certification n'intéresse pas directement les banques. Néanmoins, cette exigence soulève des problèmes d'ordre général sur lesquels l'ASB a tenu à attirer l'attention du Conseil fédéral (assistance fiscale internationale; obstacle à la certification de certaines catégories d'avoirs, etc.).

M. Schaefer insiste sur un seul point: celui du secret bancaire. Le fait de donner les noms de la clientèle à l'OSC équivaut à abandonner la discrétion dont les banques suisses ont vécu jusqu'à ce jour. Sacrifier le secret bancaire à l'inquisition anglo-américaine, c'est de l'avis de M. Schaefer, mettre en question l'existence même des banques. Il convient donc que les autorités suisses se persuadent de la chose avant d'arrêter leur politique à l'égard des Puissances alliées.

M. Golay appuie ce point de vue et relève que dans le domaine de la looted property les banques sont prêtes à collaborer de toutes leurs forces. Pour pouvoir subsister, les banques suisses doivent garder la confiance de leur clientèle, confiance qui ne leur est faite que dans la mesure où elles respectent la discrétion qui a fait leur force.

M. Vieli s'étonne d'apprendre que les Américains n'acceptent pas une certification anonyme. Il croyait savoir en effet que le Treasury américain se contentait d'une garantie de la Confédération sans s'inquiéter des bases sur lesquelles elle reposait. S'il est vrai que la situation a changé au point où le dit M. Pfenninger, le problème se présente sous un tout autre jour et nécessite un nouvel examen.

M. Barbey intervient à son tour et résume à grands traits le résultat de son voyage aux Etats-Unis en automne dernier¹⁶. Il insiste sur le fait que le Treasury Departement a été impressionné par le système des affidavits appliqués en Suisse, notamment par le fait que ce système a été reconnu par le Gouvernement britannique. Tout ce que le Treasury demande, c'est une garantie de la Confédération, rien de plus. Peu lui chaut les documents sur lesquels repose cette garantie. D'ailleurs, en exigeant les noms, le Gouvernement suisse se discrédite lui-même.

En effet si, après avoir donné sa garantie, la Suisse accepte par la suite – sous l'effet d'une pression point du tout exclue à laquelle il lui sera difficile de se soustraire – de transmettre les noms des clients suisses aux autorités américaines, à quoi sert d'avoir donné une garantie? En outre, le refus par la Suisse de reconnaître le système affidavit équivaut à saper tout respect que les gouvernements étrangers pourraient avoir à l'égard de ce système. Enfin, il ne faut pas oublier que le temps presse et que les Américains désirent que la ségrégation des avoirs suisses soit faite le plus rapidement possible. Le geste fait par le Conseil fédéral en acceptant de donner sa garantie est compromis

16. Cf. *DDS*, vol. 15, N° 313.

par le retard apporté à la certification proprement dite. Seul le système des affidavits permet une mise en train rapide, raison pour laquelle M. Barbey conclut dans le sens des propositions de l'ASB.

M. Kohli revient sur les critiques faites par M. Pictet au sujet de l'accord du 8 mars. Il rappelle la pression à laquelle la Délégation a été soumise et constate que les exigences alliées étaient infiniment plus fortes que ne le laisse paraître le texte de l'accord. Enfin il ne faut pas oublier que les banques suisses ont été représentées durant toutes les négociations par M. Nussbaumer, qui a pu faire valoir leur point de vue. M. Kohli cite l'exemple de la Suède qui, elle, a été beaucoup plus loin dans ses concessions que notre pays. En effet, elle a déclaré souscrire à la Résolution VI de Bretton Woods et vient de soumettre deux lois au Parlement suédois qui vont extrêmement loin dans la recherche des biens spoliés. En outre, le Gouvernement suédois est prêt à communiquer aux Alliés le résultat de l'enquête qu'il entreprendra sur les avoirs allemands.

A entendre les banques, on pourrait croire qu'elles se trouvent devant un fait accompli. En réalité, ce n'est nullement le cas. Nous avons en effet eu de nombreuses discussions avec les cercles bancaires avant d'en arriver au point où sont les choses actuellement. Une chose est claire: c'est que par les accords du 8 mars nous avons pris certains engagements qu'il faut à tout prix respecter. S'il y a des divergences d'interprétation quant à la portée de ces engagements, notre devoir consiste à prendre les mesures propres à sauvegarder les intérêts suisses en jeu. D'ailleurs, pendant que se discutaient les problèmes relatifs à la certification, les autorités fédérales ne sont pas restées inactives. Le renforcement du blocage allemand a été introduit le 27 avril¹⁷ et l'enquête sur les avoirs allemands a été décidée par arrêté du 29 mai. En ce qui concerne la recherche de la looted property, il faut évidemment faire quelque chose, car c'est là une question de caractère politique avant tout. Nous sommes en train de mettre au point un arrêté du Conseil fédéral sur certaines questions de procédure et préparons également une enquête sur les œuvres d'art entrées en Suisse depuis le 1er septembre 1939¹⁸. Dans le domaine des enquêtes, un premier pas a été fait, mais il convient de poursuivre nos efforts auxquels les Alliés attachent un grand prix. M. Kohli cite à ce propos le télégramme reçu de Washington qui fait dépendre dans une certaine mesure l'octroi du contingent d'importation de l'organisation des enquêtes promises dans les accords du 8 mars).

Quant à la certification des avoirs suisses aux Etats-Unis, M. Kohli relève qu'il n'en est pas question dans les accords du 8 mars. C'est néanmoins une affaire très importante aux yeux des Américains et il convient dès lors d'y prêter toute notre attention. Après avoir rappelé qu'au début les Américains ont demandé à connaître les noms des clients suisses, M. Kohli conclut en insistant sur la nécessité qu'il y a à agir rapidement pour exploiter la bonne

17. *Il s'agit de l'Arrêté du Conseil fédéral modifiant et complétant l'arrêté du Conseil fédéral [du 16 février 1945] instituant des mesures provisoires pour le règlement des paiements entre la Suisse et l'Allemagne, RO, 1945, pp. 261-265.*

18. Cf. E 2001 (E) 1967/113/437-438.

impression faite par la décision du Conseil fédéral d'accorder sa garantie. Si l'ASB ne veut pas collaborer à la certification comme elle l'a laissé entendre, ce sera là une cause de retard considérable, l'OSC n'ayant pas l'organisation voulue pour le moment pour recevoir les annonces individuelles des capitalistes suisses. Il faut dès lors être réaliste et aller au plus pressé. Dans ces conditions, M. Kohli propose que la certification soit opérée sur la base du système affidavit en ce qui concerne les clients individuels des banques. On pourrait peut-être fixer que pour tous les avoirs supérieurs à 100'000 francs, par exemple, les banques devraient donner les noms. Les sociétés, en revanche, devraient être contrôlées par l'OSC lui-même. De cette façon-là, il est possible de se mettre tout de suite à la tâche. Nous pourrions, à l'égard des Américains, déclarer que c'est là un début et prévoir que ceux-ci auront toujours la possibilité de demander les noms quand ils l'estiment nécessaire. En ce qui regarde le certificat d'imposition fiscale, M. Kohli est d'avis qu'il faut en maintenir l'exigence, chaque client de banque étant tenu de le fournir comme pièce justificative à l'appui de l'affidavit.

M. Reinhardt constate que les intérêts généraux de l'Etat et ceux des banques vont en général de pair. C'est le cas encore aujourd'hui. Les accords de Berne en sont un vivant exemple. S'ils entraînent en effet certaines charges pour les banques, ils ont en revanche éclairci l'atmosphère du côté allié, ce qui est également dans l'intérêt de celles-ci. M. Reinhardt est d'avis que la Suisse doit faire tout ce qu'elle peut pour maintenir dans le monde sa bonne renommée. Pour ce faire, il est indispensable qu'elle adopte une attitude sans équivoque à l'égard de la looted property. Sur ce point, d'ailleurs, les banques sont pleinement d'accord et il n'est pas question d'y revenir. En ce qui concerne la certification, M. Reinhardt relève que le système adopté importe en somme assez peu à l'Administration des Finances comme telle. Toutefois, pour être efficace, cette certification doit remplir deux conditions:

a) Il convient que les prétentions fiscales de l'Etat soient sauvegardées. Dès lors, les Finances n'entendent nullement empêcher les gens de certifier leurs avoirs, bien au contraire; mais il conviendrait que ceux qui veulent certifier paient leur tribut à l'Etat comme il se doit. C'est d'ailleurs une question qui revêt également un aspect politique, l'Administration des Finances ne pouvant assumer à l'égard de l'opinion publique la responsabilité de faciliter la certification des fraudeurs.

b) Il faut que les organes qui doivent certifier la propriété suisse pour le compte de la Confédération puissent le faire en sachant absolument ce qu'ils doivent certifier. La garantie de l'OSC n'est pas un simple timbre à poser sur un affidavit, c'est plus que cela. Dès lors, il faut que cet office ait des possibilités de contrôle efficaces sur les personnes dont il certifie les avoirs. C'est pourquoi l'Administration des Finances est d'avis qu'il serait utile que l'OSC connût les noms des clients suisses. Pour M. Reinhardt, c'est plus une question de technique que de principe. Toutefois, la situation actuelle rend nécessaire une décision rapide. C'est pourquoi M. Reinhardt estime pouvoir se rallier aux propositions de M. Kohli qui permettent d'agir vite tout en laissant ouverte la faculté pour l'OSC de contrôler les cas particuliers où il aura des doutes.

Sur ce point, les banquiers présents ayant été interrogés par M. Petitpierre, sont absolument d'accord de donner tous les renseignements voulus à l'OSC sur simple réquisition de sa part. Pour les banques tout le problème se résume dans la question de savoir si l'OSC voudra bien leur accorder sa confiance.

M. Nobs reprend la parole pour préciser que sa première intervention avait pour unique objet de résumer les opinions de M. Pfenninger qui ne sont pas celles du Chef du Département des Finances. Il rappelle qu'à plusieurs reprises déjà, il n'a pas manqué de rendre attentif le Conseil fédéral au fait que les Américains ne cherchent pas seulement à retrouver la looted property, mais que toute leur politique dans ce domaine est fortement inspirée par Wall-Street, c'est-à-dire par des motifs de concurrence que la Suisse ne doit pas ignorer. Le Conseil fédéral connaît le danger et c'est son devoir de ne pas abandonner les banques, mais au contraire de les soutenir.

En ce qui concerne la certification, M. Nobs est d'avis que la condition sine qua non est que le système joue parfaitement. Il ne faut pas oublier que les Américains, maintenant qu'ils sont en Allemagne, peuvent retracer quantité d'opérations faites durant la guerre et auront des possibilités de contrôle beaucoup plus grandes qu'auparavant. Dès lors il faut que la certification ne profite qu'aux intérêts exclusivement suisses. C'est uniquement par souci d'arriver au système le plus précis possible que l'Administration des Finances a soutenu l'idée qu'il faudrait donner les noms à l'OSC. Ce n'est pas à dire que ces noms doivent être donnés à l'étranger, bien au contraire. Sur ce point il faut être extrêmement prudent et éviter à tout prix de dévoiler plus qu'il n'est nécessaire aux Alliés. M. Nobs, parlant de la proposition de M. Kohli, l'estime très raisonnable et tout à fait dans la ligne du Conseil fédéral qui cherche à réduire les dépenses. Cela étant, il serait pour le moins fâcheux que la certification entraînant une forte augmentation du nombre d'employés de l'OSC. Après ces remarques, M. Nobs lit aux assistants la lettre que M. Schwab a adressée le 28 avril au Département politique¹⁹, lettre dans laquelle il décline toute responsabilité quant à la certification s'il n'a pas satisfaction sur la question des noms. M. Nobs estime les arguments de M. Schwab extrêmement pertinents et se demande si l'on ne pourrait pas trouver une solution en organisant l'OSC de façon que seuls 1 ou 2 directeurs soient à même de connaître les noms des clients suisses voulant bénéficier de la certification.

M. Nobs conclut en traçant un tableau de la situation de la Suisse, dont l'intérêt consiste à s'appuyer sur les grandes démocraties britannique et américaine, intérêt qui l'oblige dès lors à entretenir avec celles-ci les meilleures relations.

M. Pictet intervient avec une certaine véhémence dans le débat et reproche à M. Nobs de rester dans la théorie. A son avis, si l'on suit la tactique préconisée par l'OSC, on ne fera qu'indisposer les banques qui se cantonneront alors dans le mutisme le plus absolu. On en arrivera alors à la situation qui prévaut actuellement en France, où 30% seulement des capitalistes ont déclaré leurs avoirs étrangers. 70% sont restés muets et la conséquence en sera que la France perdra 70% de ses avoirs aux Etats-Unis qui, faute d'être identifiés, seront

19. E 2001 (E) 2/564.

probablement saisis par les autorités américaines. Veut-on en arriver là en Suisse? En outre, M. Pictet s'élève contre l'idée de donner les noms des gros clients qui sont par définition les meilleurs. C'est à ceux-là que les banques tiennent. M. Pictet relève que l'OSC a tout ce qu'il désire, puisque les banques ne se sont jamais refusées à donner tous les renseignements qui leur sont demandés.

M. Golay relève que tout le good will des banques est en jeu. A son avis, il y a un monde entre le principe qui consiste à ne pas donner les noms et la possibilité donnée à l'OSC de s'assurer de l'exactitude des renseignements qui sont fournis par les banques. Rien n'empêche d'ailleurs l'OSC de se fixer une ligne de conduite d'après laquelle il interviendrait d'office pour demander des renseignements à l'égard des gros postes (que l'on pourrait fixer à 100'000 dollars) et ferait des sondages dans les autres cas.

M. Caflisch conclut la séance en remerciant le Conseil fédéral d'avoir bien voulu recevoir les délégués de l'ASB. Il termine en insistant encore sur la nécessité qu'il y a à ce que l'OSC veuille bien faire confiance aux banques dont l'esprit de collaboration ne saurait être mis en doute²⁰.

20. *Sur les suites de cette question, cf. E 2001 (E) 1967/113/437.*

10

E 2801/1967/77/5
[DoDiS-21]

*Der Chef der Abteilung für Auswärtiges, W. Stucki,
an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre*

Kopie
No

Bern, 13. Juni 1945

Auf meinen Wunsch besucht mich Herr Dr. Otto Köcher, früherer deutscher Gesandter in der Schweiz. Er ist ausserordentlich bedrückt und auch entrüstet über die Angriffe, denen er in einem grossen Teil der schweizerischen Presse ausgesetzt ist. Mit Bitterkeit äussert er sich darüber, dass seine immer freundschaftliche Einstellung zu unserm Lande und die nicht unwesentlichen Dienste, die er ihm in schwierigsten Verhältnissen geleistet hat, nun derart belohnt werden. Er ist auch enttäuscht darüber, dass der Bundesrat, der ihm ohne Frist Asyl zugesichert hat¹, nun offenbar unter dem Druck der Presse seine Haltung ändern wolle².

1. *Gemäss einer fremdenpolizeilichen Weisung aus der zweiten Hälfte des Monats Mai wurde O. Köcher und jene ehemaligen Mitgliedern der deutschen Gesandtschaft, welche nicht bereits aufgrund von Art. 70 BV aus der Schweiz ausgewiesen worden waren, eine*

Herr Köcher hält sich gegenwärtig mit seiner Frau im Hotel Schweizerhof in Luzern auf. Polizeilich ist er dort nicht angemeldet, da er bei seiner Ankunft noch im Besitz der diplomatischen Privilegien war. Diese bestehen seit dem 8. Juni nicht mehr³. Er hatte die Absicht, in Vitznau ein kleines Häuschen zu mieten. Durch seinen Anwalt hatte er beim luzernischen Polizeidirektor⁴ sondieren lassen, ob ihm der Kanton Luzern den Aufenthalt gestatten würde. Die Antwort lautete, wenn der Bundesrat dem Regierungsrat des Kantons Luzern eine Empfehlung im Sinne der Äusserungen, die der Herr Bundespräsident der Presse gegenüber gemacht hatte⁵, zukommen liesse, so würde der Entscheid voraussichtlich positiv lauten. Unterdessen habe nun aber heute die Luzerner Regierung öffentlich erklärt, sie verweigere ihm den Aufenthalt⁶. Damit sei für ihn das Projekt Vitznau natürlich erledigt. Er möchte wissen, wie er nun seine polizeiliche Situation zu regeln habe.

Ich habe zunächst versucht, Herrn Köcher die Haltung der öffentlichen Meinung zu erklären. Man müsse sie betrachten als eine explosionsartige Reaktion und Auslösung von Gefühlen, die eben jahrelang vorhanden waren und sich nicht äussern durften. Dazu komme die Erregung über die Greuelthaten in den deutschen Konzentrationslagern und die Erwägung, es sei ungerecht, zahlreiche untergeordnete Beamte auszuweisen, während er als verantwortlicher Chef hier bleiben könne. Was seine polizeiliche Situation anbelange, könne ich mich dazu nicht äussern, er möchte sie zunächst mit dem Chef der Eidgenössischen Fremdenpolizei besprechen⁷.

Was nun die Haltung des Bundesrates anbelangt, führte ich weiter aus, stehe er heute noch auf dem Standpunkt, dass ihm, Köcher, eine Aufenthaltsbewilligung für 2–3 Monate gewährt werden könne, und dass diese eventuell auf Gesuch hin zu verlängern wäre. Mit dieser Haltung stehe der Bundesrat zweifellos in schroffem Widerspruch mit weiten Kreisen der öffentlichen Meinung, und es sei nicht anzunehmen, dass diese Bewegung abflauen werde. Dazu komme, dass der Bundesrat keine Kantonsregierung zwingen könne, ihm den Aufenthalt zu bewilligen und dass das Beispiel von Luzern Schule machen könnte. Die ganze, äusserst peinliche Angelegenheit

Ausreisefrist von zwei bis drei Monaten zugestanden und zudem die Möglichkeit eingeräumt, diese Frist gegebenenfalls zu verlängern. Siehe die Notiz von P. Baechtold vom 23. Juni 1945, E 4001 (C) 1/39.

2. Laut dem BR-Prot. Nr. 1189 vom 1. Juni 1945 betrachtete der Bundesrat die Pressekampagne gegen O. Köcher als nicht gerechtfertigt, E 1004.1 1/458.

3. Entgegen dem Bundesratsbeschluss vom 8. Mai 1945, wonach die diplomatischen Vorrechte nach drei Tagen dahinfallen sollten, wurde auf Drängen des EPD bei O. Köcher eine Ausnahme gemacht. Vgl. DDS, Bd. 15, Nr. 441.

4. Regierungsrat H. Felber.

5. E. von Steiger gelangte am 1. Juni 1945 mit einer Erklärung an die Bundeshausjournalisten.

6. Siehe hierzu den Brief des Militär- und Polizeidepartements des Kantons Luzern an die schweizerische Bundesanwaltschaft vom 4. Juni 1945, E 2801/1967/775.

7. In einem Gespräch vom 21. Juni 1945 informierte P. Baechtold O. Köcher, dass die Ausreisefrist auf den 31. Juli festgelegt worden sei. Siehe Schreiben des EJPD an M. Petitpierre vom 11. Juli 1945, E 2001 (E) 1967/113/185 oder DoDiS-2349.

würde für den Bundesrat erleichtert, wenn Köcher sich bereit erklären würde, innert einer bestimmten, relativ kurzen Frist nach Bayern auszureisen.

Köcher antwortet hierauf, dass er gewiss dem Bundesrat seine sehr schwierige Stellung nicht unnötig erschweren möchte. Es sei aber sicher, dass er bei Überschreitung der Grenze sofort verhaftet würde und dann mindestens monatelang im Gefängnis sitzen müsste. Er glaube Anspruch darauf zu haben, dass ihn der Bundesrat vor einem solchen Schicksal bewahre. Dies könnte vielleicht dadurch geschehen, dass man bei den Alliierten, insbesondere bei den Amerikanern, für ihn die Zusicherung freien Geleites bis zu seinem Hofe in Ober-Wössen, Bezirk Braunstein, in Ober-Bayern, sowie das Versprechen, ihn dort unbehelligt zu lassen, verlange und erwirke. Unter dieser Bedingung sei er bereit, die Schweiz dann sofort zu verlassen⁸. Ohne eine solche Sicherung könne er eine solche Erklärung nicht abgeben und müsste sich eben schlimmstenfalls durch Gewalt an die Grenze stellen lassen. Er nehme an, fügte er noch bei, dass in jedem Falle seine Frau unbehelligt in der Schweiz bleiben dürfe.

Ich antwortete, dass wir die Frage des sichern Geleites sofort prüfen würden, dass aber jedenfalls eine verbindliche Erklärung, ihn in Ober-Bayern unbehelligt zu lassen, kaum erreichbar sein dürfte⁹.

Schliesslich macht Köcher noch darauf aufmerksam, dass auch die übrigen deutschen Diplomaten, die nicht als besonders belastet ausgewiesen worden sind, doch unmöglich nach Ablauf der Aufenthaltsdauer in der Schweiz einfach an die Grenze gestellt werden könnten, wo sie ja sofort verhaftet würden¹⁰. Man sollte auch für sie eine Art Visum oder Geleitschein zu erwirken versuchen.

Ich sichere auch die Prüfung dieser Frage zu.

8. *Petitpierre hat die Frage des freien Geleites mit dem französischen und dem amerikanischen Gesandten in Bern besprochen. Siehe den Brief von M. Petitpierre an E. von Steiger vom 12. Juli 1945, E 4001 (C) 1/39.*

9. *Im September 1945 hat das EPD vom amerikanischen Gesandten in Bern L. Harrison nur ungenaue Angaben über den Aufenthaltsort und die Art der Anklage in Erfahrung bringen können. Siehe Schreiben von M. Petitpierre an E. von Steiger vom 20. September 1945, Gemäss einer Aktennotiz von W. Balsiger an E. von Steiger vom 9. Januar 1946 hat O. Köcher Ende 1945 in einem amerikanischen Kriegsgefangenenlager Selbstmord begangen, ebd.*

10. *In der Bundesratssitzung vom 8. Mai 1945 wurde beschlossen, 25 besonders belastete deutsche diplomatische und konsularische Vertreter auszuweisen. Diese Ausweisungen wurden noch im Mai durchgeführt; vgl. das BR-Prot. Nr. 1023 vom 8. Mai 1945, E 1004.1 1/457. Der Bundesrat hat schliesslich im Hinblick auf die Washingtoner Verhandlungen beschlossen, 280 Beamten der ehemaligen deutschen Vertretungen – Familienangehörige eingeschlossen – zurückzuschaffen. Vgl. das BR-Prot. Nr. 742 vom 18. März 1946, vgl. auch E 1004.1 1/467. Ausser O. Köcher war bis dahin kein Beamter innerhalb der Ende Mai beschlossenen zwei- bis dreimonatigen Frist ausgereist. Im Mai 1946 wurde mit der Ausschaffung begonnen. Vgl. die Listen der Ausgereisten, E 4001 (C) 1/38.*

11

E 1004.1 1/458
[DoDiS-306]

BUNDESRAT
Protokoll der Sitzung vom 15. Juni 1945

1306. WIRTSCHAFTSVERHANDLUNGEN MIT ITALIEN

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 14. Juni 1945

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet was folgt:

«Schon vor der Befreiung Oberitaliens bekundete die italienische Regierung den Wunsch, eine Delegation für Wirtschaftsverhandlungen mit der Schweiz nach Bern zu entsenden¹. Sofort nach dem Eintritt der Waffenruhe in jenem Gebiete antworteten wir, dass wir uns freuen würden, wenn jene Delegation anfangs Juni hierher kommen könnte. Sie soll nun nächste Woche hier eintreffen.

Durch den Besuch des Schweizer-Amerikaners Oberst Jenny, Chef der Unterkommission für öffentliche Werke und Arbeiten der alliierten Kommission in Italien, vom vergangenen Monat April² erhielten wir bereits gewisse Einblicke in die voraussichtlichen Bedürfnisse und Liefermöglichkeiten Italiens. Oberst Jenny gab uns auch von dem Wunsche der italienischen Regierung Kenntnis, der Schweiz so rasch als möglich Erleichterungen hinsichtlich des Transits und insbesondere für die Benutzung des Hafens von Genua zu gewähren. Er erklärte zudem des Bestimmtesten, dass wir Abmachungen über den schweizerisch-italienischen Warenaustausch nicht mit den Alliierten, sondern mit Italien zu treffen hätten. Immerhin ging aus seinen Ausführungen ebenso klar hervor, dass die italienische Regierung hinsichtlich der Ausfuhr nicht frei sei, sondern der Zustimmung der Alliierten bedürfe, und dass diese viele, auch für uns wichtige Waren mehr oder weniger für sich reservierten.

Die Berichte, die wir von unserer Gesandtschaft in Rom in den letzten Monaten bekommen haben³, bestätigen die Richtigkeit der Mitteilungen von Oberst Jenny. Es geht daraus vor allem auch hervor, dass die massgebenden italienischen Behörden den eifrigsten Wunsch haben, die Wirtschaftsbeziehungen mit der Schweiz möglichst rasch wieder aufzunehmen. Darüber, wie diese Wiederaufnahme des Warenaustausches vor sich gehen sollte, würden nach jenen Berichten die Meinungen innerhalb der zuständigen italienischen Ministerien noch auseinander gehen. Offenbar rechnet aber die italienische

1. Vgl. den Brief der schweizerischen Gesandtschaft in Rom an die Handelsabteilung des EVD vom 2. Februar 1945, E 7110/1967/32/821. Italien/9.

2. Vgl. die Notiz von J. Vollenweider an J. Hotz vom 4. April 1945, E 7110/1967/32/821. Italien/8.

3. Ebd.

Regierung mit einem schweizerischen Kredit zur Überbrückung der Übergangszeit, in der Italien sicherlich noch nicht in der Lage sein wird, die Ausfuhr nach der Schweiz in einem normalen Umfange wieder aufzunehmen.

Wir gewärtigen nun, mit was für Vorschlägen die italienische Verhandlungsdelegation an uns herantreten wird. Von schweizerischer Seite gesehen, stellen sich bei den Verhandlungen vor allem die folgenden Hauptprobleme:

1. Benützung italienischer Häfen.

Am dringlichsten ist für uns, so rasch als irgendwie möglich, die italienischen Häfen, insbesondere diejenigen von Genua (für Waren im allgemeinen) und Savona (für Kohlen und Pyrit), wieder benutzen zu können. Ein Entscheid in dieser Frage wird in erster Linie von den alliierten Behörden abhängen. Wir müssen aber erwarten, dass sich die italienische Regierung ihrerseits nach Kräften bemüht, die Erlangung eines positiven Entscheids durch eigene Schritte zu beschleunigen zu suchen.

2. Italienische Warenlieferungen.

Es gibt eine Reihe von für unsere Industrie wichtigen Rohstoffen und Halbfabrikaten, für deren Bezug wir einstweilen, auch aus Transportgründen, vorwiegend auf Italien angewiesen sein werden. Wir nennen vor allem Pyrit, Schwefel, Tonerde, Rohseide, Borax und Borsäure, Hanf und Hanfgarne. Ausserdem ist die Wiederaufnahme der traditionellen italienischen Lieferungen auf dem Gebiete der landwirtschaftlichen Erzeugnisse (Reis, Frühgemüse und Früchte, Heu, Wein, Orangen und Zitronen usw.) insofern ausserordentlich wichtig, als ohne sie eine kräftige Speisung des Clearings gar nicht denkbar ist.

3. Schweizerische Lieferungen.

Italien war als Nachbarland stets ein sehr bedeutender Abnehmer schweizerischer Waren. Wir dürfen diesen Markt heute, wo uns grosse frühere Absatzgebiete verschlossen sind, weniger als je vernachlässigen, zumal wir mit dem Wettbewerb der durch die Besetzung begünstigten angelsächsischen Staaten zu rechnen haben.

4. Abtragung der italienischen Clearingschulden.

Wie Sie aus der Ihnen in der Sitzung vom 1. dies⁴ vorgelegten Antwort auf eine Anfrage der Finanzdelegation der eidgenössischen Räte ersehen konnten, widmen wir auch der Frage der Abtragung der italienischen Clearingschulden unsere volle Aufmerksamkeit. Es handelt sich insgesamt um rund 320 Millionen Franken, zu denen hinzu noch ungefähr 60 Millionen Franken als Saldo eines seinerzeit durch die schweizerischen Banken dem italienischen Clearinginstitut gewährten Kredits kommen, wofür der Bund gegenüber der Nationalbank die Haftung übernommen hat. Wie wir in jener Antwort ausführten, ist an eine baldige Abtragung jener Schulden durch Italien kaum zu denken. Wir werden aber verlangen, dass in ein Wirtschaftsabkommen auch Vereinbarungen über sofort einsetzende Schuldentilgungen aufgenommen werden, die zum mindesten die wichtige symbolische Bedeutung einer Bestätigung des Willens zur Abtragung jener Schulden haben werden.

4. Vgl. DoDiS-1228.

5. Neuer Kredit.

Wie wir ebenfalls schon in der erwähnten Antwort auf die Anfrage der Finanzdelegation der eidgenössischen Räte bemerkten, konnte unsere ständige Verhandlungsdelegation anlässlich der Besprechungen mit Oberst Jenny nicht umhin, in Aussicht zu stellen, dass allenfalls eine schweizerische Vorausleistung in der Höhe von 50–60 Millionen Franken in Erwägung gezogen werden könnte. Um einen solchen Kredit werden wir kaum herkommen, da, wie alle andern Länder, die durch den Krieg heimgesucht wurden, auch Italien bis auf weiteres kaum in der Lage sein wird, seine Einfuhr voll durch die Ausfuhr zu finanzieren. Es ist dies im Verkehr mit der Schweiz umsoweniger zu erwarten, als von jeher die Frühgemüse und frühen Früchte einen Hauptbetrag zur Speisung des Clearings leisteten, und nun die Saison für solche Lieferungen für dieses Jahr bereits vorbei ist.

Unumgängliche und erste Voraussetzungen für eine schweizerische finanzielle Vorausleistung wird jedoch sein, dass wir die italienischen Häfen Genua und Savona raschestens in einem für unsere Landesversorgung ausschlaggebenden Ausmass wieder benützen können, zumal dieser Transitverkehr auch weitgehend zur Speisung des Clearings beitragen soll.

Es wäre verfrüht, sich schon jetzt über die Modalitäten einer solchen schweizerischen finanziellen Vorausleistung näher auszusprechen. Immerhin lässt es sich sehr wohl denken, intern-schweizerisch die Finanzierung des Kredits in ähnlicher Weise durch einen Bankenkredit vorzunehmen, wie sie gemäss unserm Bericht vom 8. dies über die Wirtschaftsverhandlungen mit Belgien für einen Vorschuss an dieses Land in Erwägung gezogen wird⁵.»

Antragsgemäss wird
beschlossen:

Das Volkswirtschaftsdepartement wird ermächtigt auf der skizzierten Grundlage mit Italien zu verhandeln.

5. Vgl. DDS, Bd. 15, Nr. 334 und 335.

12

E 2001 (D) 3/66
[DoDiS-316]

*Der schweizerische Generalkonsul in Zagreb, F. Kaestli¹,
an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre*

S

Basel, 16. Juni 1945

In der vielleicht anmassenden Voraussetzung, dass meine Ansichten über die so wichtige Frage, wie sich die schweizerischen Beziehungen zum neuen

1. F. Kaestli war Generalkonsul in Zagreb vom 5. März 1943 bis 7. März 1945. Den

Jugoslawien gestalten könnten, Ihr Interesse verdienen, erlaube ich mir, meinen vorgestrigen politischen Bericht² mit folgenden Gedankengängen zu ergänzen und abzuschliessen.

Bei meinem Besuch überraschten Sie mich mit dem Hinweis, dass Tito bei der Herstellung diplomatischer Beziehungen³ den ersten Schritt getan habe. Diese Tatsache zeigt das Interesse des Marschalls an der Schweiz. Ich glaube indessen nicht, dass Moskau dabei die Hand aktiv im Spiele hat. Vielmehr bin ich der Ansicht, dass der Kreml lediglich seine Zustimmung gegeben hat, weil Tito erstens die schweizerische Anerkennung als Prestigegewinn und zweitens das arg ausgeschöpft und verwüstete Jugoslawien sofortige Hilfe zum Wiederaufbau braucht. Dazu mag kommen, dass Tito meines Wissens persönlich der Schweiz gegenüber nie feindselig gesinnt war und es auch heute, trotz seinem Treueverhältnis zu Moskau, nicht ist. Er leidet nicht, wie beispielsweise Pawelitsch und sein Aussenminister Lorkowitsch⁴, die von uns seinerzeit als lästige Ausländer weggewiesen worden sind, an einem Komplex. Er steht der Schweiz gesinnungsmässig unvoreingenommen gegenüber, und sein aufrichtiges Interesse an einer praktischen Zusammenarbeit mit der Schweiz darf wohl vorausgesetzt werden. Von der politisch ungefährlichen Schweiz erwartet er Facharbeiter, Medikamente, Nahrungsmittel, Gewebe, Maschinen und Werkzeuge aller Art sowie insbesondere Kredite. Diese Hoffnungen würden gewiss eine willkommene Gelegenheit zu einer Zusammenarbeit mit Jugoslawien bieten. Aber auch bei der dringendsten Notwendigkeit den Export von Arbeitskräften und Wirtschaftsgütern zu forcieren, kommt keine Regierung darum herum, vorher das politische Klima des Absatzlandes genau unter die Lupe zu nehmen. Denn bei der Ordnung zwischenstaatlicher Beziehungen kommt bekanntlich zuerst die Politik und dann die Wirtschaft.

In Anwendung dieser Erkenntnis auf das schweizerisch-jugoslawische Verhältnis kann beim besten Willen nicht übersehen werden, dass das politische Klima im Jugoslawien Titos unmöglich als ein gesundes bezeichnet werden kann. Die Völker sind nicht befreit worden. Sie haben nur die Herrschaft gewechselt. Und die neue Herrschaft ist in den Völkern ebenso wenig verwurzelt wie die vorausgegangene. Das neue Jugoslawien ist ebenso eine Fehlkonstruktion wie das Jugoslawien von 1919. Eine Möglichkeit zur Stabilisierung, zum Schutz vor einem zweiten Auseinanderbrechen beim ersten Schwächeanfall, bietet einzig die mächtige Hand Russlands. Ohne politische

abgedruckten Brief schrieb er in dieser Stellung, obwohl er seit Juni 1945 für die Deutsche Interessenvertretung in der Schweiz (DIV) arbeitete.

2. Vgl. den politischen Bericht F. Kaestlis vom 14. Juni 1945, E 2300 Zagreb 8.

3. Die Schweiz hatte während des Krieges die Beziehungen zur jugoslawischen Exilregierung in London und ihrem Vertreter in Bern beibehalten, ohne jedoch einen diplomatischen Vertreter bei ihr zu akkreditieren. Formell waren also die Beziehungen zwischen der Schweiz und Jugoslawien nie unterbrochen. Die schweizerische Gesandtschaft wurde am 3. Mai 1941 in eine Konsularkanzlei umgewandelt. Zur Ernennung des schweizerischen Gesandten in Belgrad, E. Zellweger vgl. DDS, Bd. 15, Nr. 408.

4. Betreffend die Angelegenheit «Lorković», siehe E 2001 (D) 3/67, hier im besonderen den Brief von F. Kaestli an M. Pilet-Golaz vom 15. Januar 1943. Zur Angelegenheit «Pavelić» siehe E 2001 (D) 3/268. Siehe auch DDS, Bd. 14, Nr. 61, 339, 360.

Rückendeckung durch Moskau wäre der schweizerische Export von Arbeitskräften, Waren und Geld ein nicht zu verantwortendes Wagnis. Bevor diese Rückendeckung da ist und angenommen werden darf, dass sie gut spielt, sollte kein Schweizer und keine schweizerische Firma zu einem aktiven Interesse am jugoslawischen Markt ermutigt werden. Auch aus Ungeduld der jugoslawischen Regierung und der jugoslawischen Importkreise sollte von diesem Standpunkt nicht abgewichen werden.

[...] ⁵

Gegen diesen wenig ermutigenden Ausblick gibt es nur zwei Abwehrmittel. Erstens vorsichtige Zurückhaltung. Und zweitens ständiges Wachen und Kämpfen unseres offiziellen Vertreters in Jugoslawien. Diesem aber wird diese wenig beneidenswerte Aufgabe nur gelingen können, wenn er in einer Politik Rückhalt findet, die das schweizerische Verhältnis zu Russland auf lange Dauer im Geiste gegenseitigen Vertrauens ordnet. Wie weit dies möglich ist, entzieht sich meinem Urteil.

5. In den nicht abgedruckten Passagen äussert sich F. Kaestli ziemlich tendentiös über die Mentalität der Osteuropäer. So schreibt er beispielsweise, [d]er mangelnde Ausgleich von Intellekt, Charakter und Temperament lässt die jedes östliche Bauernvolk auszeichnenden Urinstinkte allzu leicht obenauf schwingen. [...] Diese psychologische Verfassung bleibt dem Bauernsohn des Ostens eigen, auch wenn er in die Regierung kommt. Er überträgt sie bewusst oder unbewusst auf die Politik. Anschliessend führt Kaestli aus, wie sich die von ihm beobachtete Mentalität, insbesondere der Jugoslawen, auf die künftigen schweizerisch-jugoslawischen Wirtschaftsbeziehungen auswirken könnte.

13

E 7110/1967/32/821/I

[DoDiS-307]

Der schweizerische Geschäftsträger a. i. in Rom, P. A. von Salis, an den Direktor der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements, J. Hotz

S

Rom, 4. Juli 1945

Ich lasse Ihnen in der Beilage in dreifacher Ausfertigung Kopie eines Schreibens, das Herr Oberst Jenny an meinen Mitarbeiter, Herrn Dr. Robert Sulzer gerichtet hat, und das in erster Linie die Interessen der schweizerischen Elektrizitätsindustrien berührt, zugehen; ferner drei Kopien eines Artikels, welcher am 20. Juni im New York Times über die Bildung der neuen italienischen Regierung erschienen ist, und der ebenfalls ein gutes Licht auf die momentane Situation in Italien wirft¹.

Herr Oberst Jenny verweist vor allem auf die grosse Gefahr, dass die italienischen Industrien, insbesondere die Elektrizitätsindustrie, vom italie-

1. Nicht abgedruckt.

nischen Staat oder eventuell von amerikanischen Interessengruppen übernommen und in Zukunft kontrolliert werden könnten. Er betont immer wieder, dass die interessierten schweizerischen Finanzgruppen, so schnell wie möglich in Aktion treten sollten, um dies zu verhindern.

Wie nun Herr Oberst Jenny, auf Grund von Nachrichten, die er aus Amerika erhalten hat, meinem Mitarbeiter vor zwei Tagen mitteilte, wäre Herr Lauchlin CURRIE, der bereits schon an der Spitze der FEA. (Foreign Economic Administration) steht, nun auch am 1. Juli Präsident der «International Industrial Development Corporation» geworden. Gleichzeitig würde er auch noch die Präsidentschaft über die «International Commercial Trading Company» übernehmen, welche von der erstern Gesellschaft kontrolliert sei. Herr Currie habe, als er seine Europareise unternahm², bereits schon von dieser bevorstehenden Entwicklung Kenntnis gehabt und habe sich wahrscheinlich mehr mit den Problemen der beiden letztgenannten Korporationen beschäftigt, als mit denjenigen der FEA.

Die beiden Gesellschaften hätten einen ausserordentlich starken finanziellen Hintergrund und beabsichtigten nicht nur die Industrien in den vom Kriege betroffenen Ländern Europas zu finanzieren und wieder aufzubauen, sondern dieselben gänzlich unter ihre Kontrolle zu bringen, da sie überall bestrebt seien, die Aktienmajorität zu erwerben. Entsprechend den genannten Nachrichten aus Amerika, wäre es die Absicht dieser beiden Gruppen, europäische Industrien wieder aufzubauen, zu modernisieren und an vielen Orten neue Industrien zu errichten, und durch die Zusammenarbeit der beiden Gesellschaften würden sie nicht nur die Kontrolle über diese Unternehmen ausüben, sondern auch im internationalen Handel eine starke Aktivität entwickeln und natürlich versuchen, nach Möglichkeit ihre eigenen Unternehmungen zu begünstigen.

Die italienische Kommission, die vor ein paar Wochen nach Amerika gesandt worden ist, habe offiziell mit Herrn Currie wegen Kreditangelegenheiten der FEA. verhandeln müssen. Unzweifelhaft habe Herr Currie aber in erster Linie an die Interessen der beiden neugegründeten Gesellschaften gedacht und habe den Mitgliedern der italienischen Kommission die Situation so dargestellt, dass für das Funktionieren der beiden genannten grossen amerikanischen Gesellschaften nun in Italien amerikanischerseits schon gute Vorarbeit geleistet worden sei.

Nur rasche und energische Reaktion privaterseits könne den sehr ausgedehnten Kontrollgelüsten dieser beiden Gesellschaften, sowie auch noch andern, die wahrscheinlich noch entstehen würden, einen Riegel schieben.

Die italienische Regierung sei zu schwach um Widerstand zu leisten, und darum müssten die schweizerischen Privatinteressierten sich vereinigen und gemeinsam Schritte gegen diese bevorstehende Gefahr machen.

Herr Oberst Jenny wird in den nächsten Tagen wieder nach Amerika und dort ins Zivilleben zurückkehren. Er wäre, falls dies schweizerischerseits gewünscht werden sollte, bereit, dann wieder nach Europa zu kommen und

2. Vgl. DDS, Bd. 15, Thematisches Verzeichnis: III.2.3. Négociations économiques avec les Alliés à Berne en février et mars 1945.

sich den schweizerischen Elektrizitätsgesellschaften als «Zivil Consulting Engineer» zur Verfechtung ihrer Privatinteressen zur Verfügung zu stellen³.

Wie Sie ja auch aus seinen Ausführungen in der Schweiz entnehmen konnten, hat er hier in Italien immer die Ansicht vertreten, dass die bestehenden Privatinteressen unterstützt werden sollten und hat sich dadurch natürlich zu denjenigen Gruppen, die alles von Amerika aus kontrollieren möchten, in Opposition gesetzt. Schliesslich ist es seinen Gegnern dann gelungen, ihn aus seiner Stellung als Direktor der «Subcommission for Reconstruction of Public Works» zu verdrängen. Man hat ihm dann einen gewissen Antolini vor die Nase gesetzt, der jetzt aber schon nach Amerika zurückgekehrt ist, um in die beiden neugegründeten, durch Herrn Currie kontrollierten Gesellschaften einzutreten.

Herr Oberst Jenny meint, dass man schweizerischerseits wohl am besten versuchen sollte, Schritt für Schritt vorzugehen, und, dass z. B. die «Meridionale»⁴ einmal damit anfangen müsste, die Pescaragruppe wieder aufzubauen. Es seien dort Installationen, die nicht in Amerika gebaut werden könnten und für diese müsste die Bewilligung für den Bezug der nötigen Maschinerie aus der Schweiz erwirkt werden. Wenn dann einmal auf diese Weise der Beweis geleistet worden sei, dass auf Grund von privater Initiative wieder etwas aufgebaut werden könne, dann sei das natürlich auch für die übrigen Unternehmungen in Italien ein Ansporn und verstärke ganz automatisch den Widerstand gegen amerikanische Kontroll- oder italienische Verstaatlichungstendenzen.

Ich überlasse es Ihrem Gutdünken, die schweizerischen Elektrizitäts-Holding-Gesellschaften, in der Ihnen geeignet erscheinenden Weise, von den Ausführungen des Herr Oberst Jenny in Kenntnis zu setzen⁵.

3. J. Hotz hat diesen Abschnitt markiert und am Rand ein Fragezeichen angebracht.

4. Zur Frage der schweizerischen Interessen in dieser Gesellschaft vgl. DDS, Bd. 14, Anhang zu Nr. 295.

5. J. Hotz hat diesen Abschnitt markiert und am Rand ein Fragezeichen angebracht.

14

E 2001 (D) 9/3

[DoDiS-1914]

Der schweizerische Gesandte in London, P. Ruegger, an den Chef der Abteilung für Auswärtiges des Politischen Departements, W. Stucki

S Vertraulich

London, 6. Juli 1945

Empfangen Sie meinen besten Dank für Ihr Schreiben vom 19. Juni¹ betreffend unser Verhältnis zu Soviet-Russland und die Erlebnisse der

1. Vgl. E 2200 London 44/14.

Schweizer Diplomaten unter russischer Herrschaft. Ihre Mitteilungen haben mich ganz besonders interessiert.

Was den ersten Punkt anbetrifft, so habe ich, wie Sie aus meinem Telegramm² ersehen haben, allen Grund zur Annahme, dass vor oder anlässlich der bevorstehenden Dreier-Konferenz von englischer Seite ein Vorstoss unternommen werden wird, um in geeigneter Form das Problem unseres Verhältnisses zu Soviet-Russland zur Sprache zu bringen³. Ohne dass wir irgendwie die «Mediation» Englands nachsuchten, besteht offenbar ein britisches Interesse daran, unsere Beziehungen zu der URSS einigermaßen erträglicher zu gestalten. De facto übt bereits, wenn wir die zahlreichen Interventionsgesuche summieren, das Foreign Office via die Britische Botschaft in Moskau die Funktion einer Schutzmacht für unsere Interessen im russisch besetzten Gebiete aus. England selbst muss es daran liegen, im ersten geeigneten Zeitpunkt die Wahrung dieser Interessen uns selbst zu überlassen, bzw. einen Kanal des regulären Verkehrs, wenigstens de facto, zwischen uns und den sovietrussischen Behörden zu eröffnen. Die Andeutung, die mir der Ständige Unterstaats-Sekretär, Botschafter Cadogan, nach dieser Richtung hin in mehreren unserer letzten Gespräche machte, sind präzise. Freilich fragt es sich, ob und in welchem Masse sich die Gelegenheit ergibt, mit einem gewissen *Nachdruck* anlässlich der bevorstehenden Konferenz in Potsdam auf die Wünschbarkeit einer Art Regelung der Beziehungen von Moskau zu uns zu drängen. Der erste Schritt wird sein, zu eruieren, was die Russen eigentlich wollen. («to see where we stand»).

So wie die Dinge heute liegen, glaube ich, dass die Anbahnung der Errichtung einer Mission beim alliierten Kontrollrat für Deutschland⁴ auch unter der Perspektive unserer künftigen Beziehungen zu der URSS sehr wichtig ist. Auch darum habe ich es so sehr begrüsst, vom Departement ausdrücklich ermächtigt zu werden, den Wunsch auf eine reguläre Vertretung (sobald die kleineren Alliierten ihre Missionen bestellt haben werden) zu stellen. Auf weitere Sicht ist zu hoffen, dass unsere Mission sich in Berlin etablieren kann, nachdem unsere Gesandtschaftsgebäude sich offenbar in der englisch kontrollierten Zone Berlins befinden. Hieraus könnten sich – auch wenn eine de jure Regelung des Verhältnisses der Schweiz zu Soviet-Russland auf sich warten liesse – de facto Beziehungen mit den russischen Behörden ergeben, die noch bedeutend wichtiger sein werden als diejenigen in Prag, Bukarest, Sofia und Helsinki (und wohl einmal auch in Polen). Überhaupt dürfte die Mission beim Kontrollrat in Deutschland – wenn es gelingt, sie zu

2. Vgl. das Telegramm P. Rueggers an das EPD vom 26. Juni 1945, ebd.

3. Zur Vorgeschichte der Wiederaufnahme der diplomatischen Beziehungen zwischen der Schweiz und der UdSSR siehe E 2001 (E) 3/1, E 2001 (D) 9/1–4, Nr. 64 in diesem Band sowie Thematisches Verzeichnis in diesem Band: UdSSR – Politische Beziehungen. Siehe auch DDS, Bd. 15, Thematisches Verzeichnis: II.24.2. Union soviétique – Reprise des relations diplomatiques.

4. Zur Frage einer schweizerischen Mission beim AKR in Berlin siehe Nr. 85 in diesem Band; zur selben Problematik vgl. die Notiz von R. Bindschedler an A. Huber vom 8. November 1946, DoDiS-1741, sowie die Notiz von F. de Diesbach an das EPD vom 8. Februar 1946, DoDiS-1742. Vgl. auch E 2001 (E) 1/261.

errichten – eine der wichtigsten sein. Von Seiten des Foreign Office besteht alles Verständnis für die Wichtigkeit der von uns in Deutschland zu wahrenen Interessen; auf wirtschaftlichem Gebiete redet schon für sich allein die dreiseitige Liste schweizerischer Zweigniederlassungen in Deutschland, die wir dem Foreign Office übermittelten, eine deutliche Sprache.

Streng vertraulich möchte ich Ihnen bei dieser Gelegenheit mitteilen, dass gewisse Anzeichen die Möglichkeit nicht als ausgeschlossen erachten lassen, dass sich in Soviet-Russland plötzlich ein revirement im Sinne der Bereitwilligkeit zur offiziellen Anknüpfung der Beziehungen mit uns vollziehen kann. Gerade heute habe ich aus der Umgebung der obersten Leitung des Foreign Office vernommen, dass möglicherweise unser Verhältnis zu der URSS sich rasch klären könne. (Dies wurde im Zusammenhang mit der Frage des Sitzes der künftigen Sicherheitsorganisationen gesagt, für dessen Wahl Wien nunmehr ausgeschlossen scheint, während Genf, wenigstens für technische Institutionen, noch einige Befürworter besitzt).

Sodann – und ohne dieser letzten Äusserung zuviel Bedeutung beizumessen – möchte ich eine Besprechung erwähnen, die anscheinend einer der Botschaftsräte der Soviet-Botschaft hier in London mit Herrn Kullmann, vom Völkerbundskommissariat für Flüchtlingsfragen, hatte und über die der Letztere einem meiner Mitarbeiter berichtete. Darnach soll der betreffende Botschaftsrat ebenfalls eine Andeutung bezüglich der Möglichkeit eines plötzlichen revirements gemacht haben, unter Beifügung, dass diesfalls von der Schweiz Kredite für die URSS verfügbar wären. Natürlich kann es sich hierbei um eine rein persönliche Boutade handeln. Da ich auf Herrn Kullmann zu sprechen komme, möchte ich auf die Teilnahme zurückkommen, die dieser an der Vorbereitung gewisser der Besprechungen hatte, welche im Frühjahr letzten Jahres von Herrn Legationsrat Rezzonico im Auftrag des Departements in London durchgeführt wurden⁵ und deren sich Herr Rezzonico, wie ich erneut feststellen möchte, im Rahmen der ihm erteilten Instruktionen und des damals Möglichen trefflich entledigt hat. Für diese offiziösen Vorbesprechungen war, wie Sie sich erinnern, mit Hülfe des Herrn Dejean der Weg über den Soviet-Vertreter bei den Exilregierungen, Herrn Lebedew, gewählt worden⁶. Nach Äusserungen, die Herr Kullmann anscheinend hier und offenbar auch anderswo gemacht hat, ist dieser Völkerbundsbeamte der Ansicht, dass auch im Herbst des letzten Jahres⁷ auf dem gleichen Wege hätte weitergefahren werden sollen. Es ist Ihnen bekannt – doch ist es vielleicht nicht unnütz, dies Ihnen in Erinnerung zu rufen – dass einem solchen Vorgehen nicht nur der Wortlaut der mir im Juni 1944 übergebenen Instruktionen⁸ widersprach, die eine Fühlungnahme mit «dem offiziellen Vertreter der URSS in London» vorschrieb, namentlich aber, und dies ist es verfrüht, Herrn Kullmann

5. Siehe E 2001 (D) 9/2. Vgl. auch DDS, Bd. 15 Nr. 98, 110 et 113.

6. Vgl. das Telegramm der schweizerischen Gesandtschaft in London an das EPD vom 30. März 1944, ebd.

7. Vgl. DDS, Bd. 15, Nr. 277.

8. Vgl. Instructions à M. le Ministre Ruegger pour ses contacts officieux avec les représentants des Soviets en Angleterre vom 5. Juli 1944, E 2200 London 63/1.

zu explizieren, dass die höchsten Exponenten des Foreign Office, mit denen ich ebenfalls auftragsgemäss, in konstanter Fühlungnahme blieb, ausdrücklich davor abrieten, irgendeinen andern Weg einzuschlagen als über den des offiziellen Vertreters Soviet-Russlands, d. h. des Botschafters bei der britischen Regierung. Nicht nur war der Unterstaatssekretär im Foreign Office dieser bestimmten Ansicht, sondern namentlich auch der beste Experte des Foreign Office für russische Angelegenheiten, Botschafter William Strang, der erklärte «that is the only proper thing to do».

Ich möchte diese Reminiszenz festgehalten wissen für den Moment in dem, hoffentlich nach einer günstigen Lösung der Russland-Angelegenheit⁹, möglicherweise auf früheres zurückgegriffen werden kann.

Ich wäre Ihnen dankbar, vom Inhalt dieses Schreibens auch dem Herrn Departementschef Kenntnis geben zu wollen.

9. Zur Wiederaufnahme der diplomatischen Beziehungen zwischen der Schweiz und der UdSSR siehe E 2001 (E) 3/1, E 2001 (E) 1979/28/1 sowie Thematisches Verzeichnis in diesem Band: UdSSR – Politische Beziehungen. Siehe auch Nr. 64 in diesem Band.

15

E 2801/1967/77/4

[DoDiS-132]

Interne Notiz der schweizerischen Gesandtschaft in Washington¹

MEMORANDUM FÜR HERRN MINISTER BRUGGMANN

Kopie

Vertraulich

Washington, 7. Juli 1945

Ich benützte meinen Aufenthalt in *San Francisco* vom 26. Mai bis 3. Juni, mit möglichst vielen meiner Freunde an der *Sicherheitskonferenz der Vereinigten Nationen* Fühlung zu nehmen, um deren Auffassung über den Gang der Konferenz kennen zu lernen. Von den Leuten aus dem Staatsdepartement sah ich unter anderen Mr. Hickerson, Mr. Achilles, Mr. H. Cumming, Mr. Thompson, Mr. Wallner, Mr. Kotschnig, Mr. Morin, Professor Quincy-Wright. Mr. Sandifer und Mr. Gerig erreichte ich nur über das Telephon. Meine Freunde baten mich auch, an einem Cocktail der amerikanischen Delegation teilzunehmen, wo ich natürlich noch viele andere Bekannte traf.

Bei den Franzosen sah ich besonders meinen alten Freund Guérin de Beaumont, französischer Generalkonsul in New York.

Im Verlaufe verschiedener Gespräche, die ich speziell mit Llewellyn E. Thompson und Mr. Wallner hatte, wurden auch Fragen schweizerischen

1. Verfasser dieser Notiz ist F. Real.

Belanges berührt. Ich halte die Meinungsäußerungen meiner Vertrauensleute von genügendem Interesse, um sie hier schriftlich niederzulegen.

Schweizerisch – russische Beziehungen.

Llewellyn Thompson, der die Schweiz gut kennt (er war während mehreren Jahren auf dem amerikanischen Konsulat in Genf) und der erst vor einigen Monaten nach 4-jährigem Aufenthalt in Moskau ins Staatsdepartement zurückkehrte, gab mir offen zu verstehen, dass nach seiner Auffassung – und ich bin überzeugt, dass er die Auffassung anderer Experten über Russland im Staatsdepartement wiedergibt – schweizerischerseits bei der Anbahnung der Wiederaufnahme der diplomatischen Beziehungen mit Russland Fehler gemacht worden seien². Ohne mir Namen zu nennen, erklärte Thompson, dass zweifellos die vom Bundesrat beauftragten schweizerischen Persönlichkeiten³, die letztes Jahr in London die Aufnahme der Beziehungen mit Russland hätten in die Wege leiten sollen, den Russen nicht genehm gewesen seien. So wie er die russischen Verhältnisse kenne, würden die Russen negativ reagieren, sobald sie von den schweizerischen Unterhändlern den Eindruck der Russenfeindlichkeit gewonnen hätten. Der russische Informationsdienst sei ein ausgezeichneter. Es genüge, dass die schweizerischen Vertrauensleute früher oder in London sich unvorsichtigerweise abschätzig oder feindlich gegen-über Sowjetrußland geäußert hätten, oder dass sie in notorisch russen-feindlichen Kreisen verkehrten, um sie in den Augen der Russen zu «erledigen».

Für die negative Einstellung der Russen mögen, nach Auffassung Thompsons, abgesehen von einem Ressentiment wegen der Haltung, die die schweizerische Delegation seinerzeit in Genf bei der Aufnahme Russlands in den Völkerbund eingenommen habe⁴, noch andere Elemente mitspielen. Thompson erwähnte z. B. die angeblich schlechte Behandlung von russischen Internierten⁵.

Er fragte mich, ob es stimme, dass der Sohn Stalins in der Schweiz interniert sei, wie die Presse gemeldet habe? Es sei möglich, dass gewisse Informationen über seine Behandlung oder Nichtfreilassung etc. Stalin verärgert haben.

Sodann soll angeblich (die Genauigkeit dieses Berichtes konnte Thompson jedoch nicht überprüfen) ein aide-de-camp von Stalin am Anfang des deutsch-russischen Krieges von den Deutschen gefangen genommen worden sein und sich nachher in die Schweiz geflüchtet haben. Dort sei er wegen seiner Tätigkeit zugunsten Russlands von der schweizerischen Polizei verhaftet und nicht gut behandelt worden sein. Mit Hilfe der Untergrundbewegung sei dieser Russe später durch ein Nachbarland aus der Schweiz nach Russland entkommen. Es sei möglich, dass ein derartiger Vorfall bei Entscheiden Stalins

2. Zum misslungenen Versuch, die diplomatischen Beziehungen mit der Sowjetunion aufzunehmen vgl. DDS, Bd. 15, Thematisches Verzeichnis: II.24.2 Union Soviétique – Reprise des relations diplomatiques.

3. Es handelt sich um C. Rezzonico und P. Ruegger.

4. Zur Stellung der Schweiz zur Aufnahme der Sowjetunion im Völkerbund vgl. DDS, Bd. 11, Thematisches Verzeichnis: I.2. La Suisse et l'admission de l'Union soviétique à la SdN.

5. Vgl. Nr. 51 in diesem Band und DDS, Bd. 15, Thematisches Verzeichnis: II.24.3. Union soviétique – Internés soviétiques. Siehe zudem E 2001 (E) 1/101.

eine Rolle spiele. Thompson fragte mich, ob ich diesen Fall kenne, was ich verneinte.

Mr. Wallner erwähnte in verschiedenen Gesprächen ebenfalls die Behandlung der Russen in der Schweiz. Das Staatsdepartement scheint durch die Gesandtschaft in Bern über bestehende Schwierigkeiten und die russischen Vorwürfe gegen die Schweizerische Regierung auf dem Laufenden gehalten zu werden. Er glaubt, dass die Berichte, welche Moskau über die Behandlung ihrer Staatsangehörigen zugehen, die Russen verbittert haben. *Mr. Wallner* möchte wissen, wie weit die Anschuldigungen stimmen. Ich verneinte kategorisch, dass den Russen eine schlechtere Behandlung zuteil werde, als den Internierten anderer Nationen. Es handle sich wahrscheinlich um disziplinarische Fälle, wenn Russen konsigniert oder bestraft worden seien. Übrigens seien ja auch bei den amerikanischen Internierten hin und wieder Klagen laut geworden, die jedoch unbegründet waren⁶.

Bei späterer Gelegenheit bestätigte mir jedoch *Herr Imhoof*, Korrespondent der NZZ, dass bei der Behandlung der Russen in der Schweiz nicht alles klappe, und dass grobe Fehler gemacht worden seien. Die Russen sollen tatsächlich schlechter behandelt werden, als Angehörige anderer Nationen. Anfänglich habe man die Russen an der deutsch-schweizerischen Grenze überhaupt zurückgewiesen, oder den Deutschen wieder ausgeliefert, bis schliesslich Stadtpräsident Bringolf von Schaffhausen interveniert sei. Man hätte die Russen dann in die Schweiz hereingelassen, aber sie anfänglich wie Gefangene oder Häftlinge behandelt. Die Unterkunft der Russen sei schlechter gewesen, als die anderer Internierter. Die Überwachung sei oft von ganz unzuverlässigen Elementen besorgt worden, die kein Verständnis für die Flüchtlinge aufgebracht hätten. Der jetzige Minister, Dr. Zellweger, hätte unzählige administrative Beschwerden gegen die Bewachungsorgane zugunsten der Russen führen müssen, bis die Zustände einigermassen besser geworden seien.

Was die *Beziehungen Russlands zu den Westmächten* anbetrifft, berichten Wallner und Thompson, dass tatsächlich zwischen den USA und der Sowjetunion gewisse Meinungsverschiedenheiten beständen. Die Russen seien von einer grossen Furcht besessen, von den Westmächten isoliert zu werden. Umgekehrt seien die Amerikaner über die Methoden der Russen, gewisse Konzessionen zu erhalten, ziemlich aufgebracht. In vielen Fällen wären die Amerikaner durchaus bereit, den Russen weitgehend in ihren Forderungen entgegenzukommen, wenn sie nur gewillt wären, die Probleme am Verhandlungstisch zu besprechen. Das eigenmächtige Vorgehen und die Methoden der «faits accomplis» dagegen beunruhigen das Staatsdepartement in hohem Grade.

Die Einstellung Russlands zu der neuen Weltorganisation sei jedoch eine positive, d. h. Russland habe an der Konferenz immer Zeugnis vom Willen zur Mitarbeit und der Mitverantwortung abgelegt. Die russische Delegation hätte sich allerdings nach Weisung Moskaus in den meisten Fragen unnachgiebig gezeigt, wo die Konferenz von den Dumbarton Oaks Vorschlä-

6. Zur Behandlung amerikanischer Internierten siehe E 2001 (D) 3/315.

gen und den Yalta-Beschlüssen abweichen wollte. Moskau habe aber schliesslich im Interesse des Erfolges der Konferenz und dem Zustandekommen einer Sicherheitsorganisation immer wieder nachgegeben. Thompson glaubt, dass Russland unter allen Umständen eine neue Isolierung vermeiden möchte und lieber in einer, vielleicht die russischen Absichten nicht ganz befriedigenden Organisation, bleiben will, als sich ausserhalb der Sicherheitsorganisation zu stellen.

Diskussion um Genf als Sitz der neuen Sicherheitsorganisation.

Verschiedene meiner Freunde im Staatsdepartement ersuchten mich um Aufklärung darüber, ob es stimme, dass sich die Schweizerische Regierung beim Sekretariat der UNCIO⁷ dafür bemühe, den Sitz der neuen Organisation nach Genf zu bekommen. Ich erklärte, dass ich nichts von einer derartigen Demarche wisse und dass, wenn eine solche gemacht worden sei, die Gesandtschaft damit nichts zu tun hätte.

Mr. Wallner und andere erklären, dass der Präsident des Genfer Staatesrates, M. Perréard, dem Präsidenten des Internationalen Gerichtshofes Guerrero, zuhanden des Generalsekretariates der Konferenz einen Brief⁸ mitgegeben habe, worin dieser die Vorteile Genfs als Sitz der neuen Organisation niederlegte. Der Brief, der angeblich offiziellen Charakter hätte, sei von Guerrero einem Mitglied der amerikanischen Delegation (entweder Herrn Sandifer oder Herrn Gerig) übergeben worden. Sie hätten ihn dann einfach an das Sekretariat weitergeleitet.

Der Vorschlag der Neutralisierung der Völkerbundesgebäude in Genf und eines Teils des Pays de Gex scheint, soviel ich feststellen konnte, in San Francisco nicht grosse Begeisterung hervorgerufen zu haben. Die Franzosen stehen dem Plane eher kalt und gleichgültig gegenüber.

Nach Erklärung Thompsons komme Genf als Sitz der neuen Organisation *nicht* in Frage, da die Russen glattweg ablehnen, nach Genf zurückzukehren. Über den Sitz des zukünftigen Sekretariats sei nichts beschlossen worden. Der Rat der neuen Organisation werde zunächst einmal für einige Jahre seine Sitzungen an verschiedenen Orten abhalten, bis man sich schliesslich auf einen permanenten Sitz einigen könne. Thompson meint, dass die Schweiz sich nicht allzu sehr um den politischen Sitz der neuen Organisation streiten sollte, da die nächsten Jahre für die Organisation ziemlich schwierige sein werden.

Die *Erklärungen Guérin de Beaumont, Mitglied der französischen Delegation, über die Diskussionen im Komitee «Charter and Principals» über den französischen Antrag der Unvereinbar[keits]erklärung der Neutralität mit der neuen Organisation* sind in meinem Schreiben aus San Francisco vom 9. Juni 1945 niedergelegt. Ich schrieb damals folgendes:

«Ich machte de Beaumont auf die Reaktion aufmerksam, die dieser französische Antrag in der Presse in der Schweiz auslöste, und zeigte ihm die mir

7. Die United Nations Conference on International Organisation (UNCIO) fand in San Francisco vom 25. April bis zum 26. Juni 1945 statt.

8. Dem Brief von F. Perréard an J. G. Guerrero war eine Note sur la possibilité d'exterritorialiser les propriétés sur lesquelles se trouvent la SdN et le BIT beigelegt. Vgl. E 2001 (D) 8/7.

am 25. Mai durch Herrn Nordmann zugestellte Meldung des «Intelligence Broadcast»⁹, der sich speziell auf die «Tribune de Genève» bezog. Darnach soll, wie Sie wissen, dieser Antrag in schweizerischen offiziellen Kreisen nicht überrascht, jedoch einen peinlichen Eindruck gemacht haben, weil er von unserem Nachbarland Frankreich an der Konferenz vorgebracht worden sei. Die «Tribune de Genève» berichtete irrtümlich von dem *Ausschluss der Schweiz* von der neuen Organisation. Der Zufall wollte es, dass Guérin de Beaumont selbst der Referent des französischen Antrages in seinem Komitee war und mir deshalb authentisch mitteilen konnte, was dort vor sich ging. Er versicherte mir, dass der Antrag in keiner Weise gegen die Schweiz gerichtet gewesen sei. Wohl sei die Schweiz, als das einzige traditionell neutrale Land, in den Beratungen des Komitees erwähnt worden, er habe bei der Vorbringung des französischen Antrages aber ausdrücklich betont, dass es sich hier um eine prinzipielle Frage handle und er die Schweiz in keiner Weise im Auge habe. Im Gegenteil habe er sich in sehr anerkennender Weise über unser Land geäußert. Nachdem der französische Zusatzantrag von ihm begründet worden sei, habe er in Übereinstimmung mit der französischen Delegation dem Komitee empfohlen, davon Kenntnis zu nehmen, den Antrag über die Ausschliessung der Neutralen jedoch *nicht* zur Abstimmung zu bringen. Der französischen Delegation sei es lediglich darum zu tun gewesen, dass ihr «amendment» im Protokoll der Konferenz erwähnt werde. Das Komitee habe dann einstimmig beschlossen, von einer Abstimmung über den Antrag abzusehen. Laut Guérin de Beaumont wäre der Antrag sehr wahrscheinlich, wenn Frankreich darauf bestanden hätte, von der Mehrheit des Komitees angenommen und die Unvereinbarkeit der Neutralität mit der neuen Organisation im Charter erwähnt worden. Streng vertraulich teilte er mir mit, dass verschiedene südamerikanische Staaten, die sich heute sehr international gebärden wollen, sowie Belgien und sehr wahrscheinlich Holland und einige andere dem Antrag zugestimmt hätten. Dagegen sei es absolut unrichtig, dass – wie gewisse Zeitungen (New York Herald Tribune) berichtet haben – Frankreich auf Antrieb der Russen gehandelt hätte. Im Gegenteil hätte Russland dem französischen Antrag *nicht* zugestimmt. Der russische Vertreter hätte sogar besonderes Vergnügen gezeigt, als der französische Delegierte den Antrag nicht zur Abstimmung vorbringen wollte. Damit wollte Russland allerdings nicht etwa der Schweiz gegenüber Wohlwollen zeigen, sondern die russische Ablehnung sei dadurch zu erklären, dass die Russen zu nichts zuzustimmen berechtigt seien, was nicht bereits in den «Dumbarton Oaks»-Vorschlägen niedergelegt ist. Der russische Vertreter hätte zunächst wieder Moskau um Stellungnahme ersuchen müssen.

Der in gewissen Kreisen entstandene Eindruck, dass Frankreich den Antrag gegen die Schweiz gerichtet hätte, war de Beaumont höchstpeinlich. Er war sofort bereit, mit Mr. J. Paul-Boncour zu besprechen, wie dieses Missverständnis wieder gutgemacht werden könnte. Ich schlug ihm vor, dass Paul-Boncour unsere Schweizerjournalisten empfangen sollte, um ihnen gegenüber eine beruhigende Erklärung abzugeben. Dies geschah dann auch sofort. Herr

9. Nicht ermittelt.

Bosshard und Herr Imhoof kabelten entsprechend an ihre Zeitung. Am folgenden Tage traf ich dann auch den französischen Finanz- und Volkswirtschaftsminister René Plevin, der sich mir gegenüber gewissermassen entschuldigte, dass ein derartiges Missverständnis in der Presse aufkam. Er erklärte mir, dass Frankreich gegenüber unserem Lande, dem es besonders während des Krieges sehr viel zu verdanken gehabt habe, die herzlichsten Gefühle hege.»

16

E 5795/202

[DoDiS-167]

*Der ehemalige schweizerische Minister in Berlin, H. Frölicher,
an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre*

DIE GEFAHRENMOMENTE IN DEN DEUTSCH-SCHWEIZERISCHEN BEZIEHUNGEN¹

Kopie

B Vertraulich

Bern, 10. Juli 1945

1.

Am Auffahrtstage 1940 (2. Mai)² wurde ich «sofort» zum Aussenminister zitiert. Nach kurzer Begrüssung sagte Ribbentrop, dass es eine «sehr ernste Angelegenheit» sei, weshalb er mich zu sich berufen habe. Er spreche im Auftrage Hitlers. Der Bundesrat habe einen neuen polnischen Gesandten akkreditiert, die Reichsregierung könne dies nicht hinnehmen, nachdem Polen nicht mehr existiere. Ferner erhob der Aussenminister wegen der Schreibweise der schweizerischen Presse schärfste Vorwürfe; der Führer sei deshalb gestern ganz besonders aufgebracht gewesen.

Ich suchte zu beruhigen. Der Bundesrat, der offenbar noch keinen definitiven Beschluss über die Ernennung eines neuen polnischen Gesandten gefasst hatte, beschränkte sich auf die Zulassung eines Geschäftsträgers. Wegen der Presse fuhr ich, wie ich dem Aussenminister in Aussicht gestellt hatte, nach Bern, wo ich eintraf als der Feldzug gegen Frankreich begonnen hatte.

1. *Handschriftliche Bemerkungen von H. Guisan* A comparer avec rapport Daniel sur même sujet! und Pris 2 copies de ce rapport qui me fut confié par Daniel. Vgl. die nicht abgedruckte Kopie des Berichtes von Major C. Daniel Notes sommaires sur les dangers militaires (1939-1945). Zu den Gefahrenmomenten während des Zweiten Weltkriegs siehe auch den Bericht von alt Bundesrat M. Pilet-Golaz vom September 1945 Aperçu destiné à Monsieur le Conseiller fédéral Max Petitpierre, Chef du Département politique, sur les dangers auxquels la Suisse fut exposée au cours de la guerre mondiale 1939-1945, siehe E 2809/1/4.

2. Zu diesem Gespräch mit J. von Ribbentrop vgl. DDS, Bd. 13, Nr. 271 mit Annex. Was die Rolle der damaligen Presse anbelangt, vgl. DDS, Bd. 13, Thematisches Verzeichnis: VI. Affaires de presse, censure, propagande et opinion publique.

Ich hatte den Eindruck, dass vor dem französischen Feldzug die Neutralität der Schweiz an massgebender Stelle diskutiert worden war, dass man sich aber darauf beschränkte, uns vorderhand in Ruhe zu lassen und uns nur eine Warnung und eine Missbilligung auszusprechen.

Die Tatsache, dass ich bei meiner Fahrt in die Schweiz und zurück über Ulm-Lindau keine Truppenbewegungen mit Richtung Schweiz feststellte, bestärkte mich in der Annahme, dass beschlossen worden war, während des Feldzuges gegen Frankreich kein Unternehmen Schweiz zu starten. Schon einige Monate früher hatte mir ein mir befreundeter, an wichtiger Stelle arbeitender General versichert, dass die Neutralität der Schweiz respektiert werde. Aber er fügte bei «Die weltgeschichtlichen Entscheidungen sind immer in Flandern gefallen.»

2.

Die oft vertretene Auffassung, dass die Schweiz angegriffen worden wäre, wenn der Durchbruch durch die verlängerte Maginot-Linie bei Sedan nicht gelungen wäre, halte ich nicht für zutreffend. Das erste strategische Ziel der deutschen Heeresleitung war die Kanalküste. Ein Versuch, durch die Schweiz und über den Jura zu marschieren, um in Frankreich einzufallen, hätte den vorläufigen Verzicht auf die Erreichung der Kanalküste bedeutet. Ferner aber ist nicht einzusehen, wieso die Umfassung durch das Defilee der schweizerischen Hochebene und über die Jurabarriere Aussicht auf Erfolg hätte haben können, wenn es schon nicht gelang, im offenen Belgien und Frankreich durchzubrechen. Schliesslich hätte voraussichtlich auch Italien³, das erst beim unerwarteten, raschen Zusammenbruch Frankreichs sich zum Kriegseintritt entschloss, einer Verletzung der schweizerischen Neutralität Schwierigkeiten gemacht.

Eine gewisse Gefahr war jedoch meines Erachtens vorhanden, als die erste Phase des französischen Feldzugs mit der Besetzung von Holland und Belgien und der Kanalküste bis Abbeville abgeschlossen war und Hitler anfangs Juni 1940 die Eliminierung der französischen Wehrmacht in Aussicht nahm, statt den Sprung über den Kanal zu wagen.

Auch auf meiner Gesandtschaft war man damals beunruhigt wegen der deutschen Heeresgruppe in Südbaden und atmete erst auf, als sie am 14. Juni bei Freiburg i. Br. den Rhein überschritt. Aber auch in dieser Phase war der Operationsraum zwischen Kanal und Lothringen gross genug, um auf eine Umfassung durch die Schweiz verzichten zu können. Die Heeresgruppe in Südbaden war offenbar nicht für einen Durchbruch durch die Schweiz zusammengestellt worden, auch wenn sie bei ihrer Aufstellung den Nebenzweck erfüllen konnte, durch Beunruhigung der Schweiz die französische Heeresleitung zu veranlassen, ihre rechte Flanke nicht vollständig zu entblößen.

Kritischer war es meines Erachtens jedoch dann, als schon nach wenigen Tagen dieser zweiten Phase des französischen Feldzuges die französische Ab-

3. Zur Einschätzung des politischen Handlungsspielraums, den Italien im Juni 1940 besass, und zur Frage nach den Folgen, die sich nach dieser Einschätzung für die Schweiz ergeben könnten, vgl. DDS, Bd. 13, Nr. 297.

wehrfront überall zusammenbrach und mit einer raschen Beendigung des Feldzuges in Frankreich gerechnet werden musste. Dazu kam, dass Mussolini sich zum Kriegseintritt entschloss, um beim Verteilen der Beute ja nicht zu spät zu kommen. Die Schweiz mit ihrem wesentlichen Verteidigungsdispositiv an der Nordgrenze, war isoliert, das Réduit war weder bezogen, noch vorbereitet, und bei der Mentalität der beiden Diktatoren, von Gelegenheiten zu profitieren, war mit Überraschungen zu rechnen.

Diese militärische und politische Gesamtlage muss man im Auge behalten bei der Beurteilung der Zwischenfälle, die sich wegen der Überfliegung unseres Luftraumes durch deutsche Flugzeuge ereigneten und die wohl zur gefährlichsten Spannung während des Krieges führten.

Am 1., 2. und 4. Juni hatte die schweizerische Luftwaffe deutsche Bomber und deutsche Jagdflugzeuge abgeschossen, die an unserer Westgrenze zwischen Basel und Genf unsere Lufthoheit nicht beobachtet hatten. Durch einen Legationsrat⁴ in der politischen Abteilung des Auswärtigen Amtes, der antinationalsozialistisch war und später von der Gestapo beseitigt wurde, wussten wir und konnten das auch nach Bern berichten, dass eine «äusserst scharfe» Note in Vorbereitung war. Kaum hatte die Gesandtschaft am 3. Juni⁵ Bern von Vorstehendem verständigt, als schon wieder am folgenden Tage weitere deutsche Flugzeuge unter ähnlichen Umständen abgeschossen wurden. In ihrer Note vom 5. Juni⁶ behauptete die Reichsregierung, dass Abschüsse über französischem Gebiet erfolgt seien – zwei deutsche abgeschossene Flugzeuge wurden auf französischem Gebiet aufgefunden – und verlangte Entschuldigung, Bestrafung der Schuldigen und Ersatz des Schadens. – Am 8. Juni wurde die schweizerische Antwortnote⁷, die den deutscherseits behaupteten Tatbestand bestritt und die Bereitschaft erklärt, den Fall gemäss dem deutschschweizerischen Schieds- und Vergleichsvertrag zum Austrag zu bringen, der Deutschen Gesandtschaft in Bern übergeben. Am gleichen Tage fanden wieder Luftkämpfe statt, die zu Verlusten auf beiden Seiten führten. Am 7. Juni hatte auch die zweite Phase des Feldzuges gegen Frankreich begonnen. Mit einer gewissen Erleichterung konnte ich am 12. Juni⁸ auf Grund einer Information meines Gewährsmannes im Auswärtigen Amt nach Bern telegraphieren, dass zwar eine weitere scharfe Note in Vorbereitung sei, dass aber eine wesentliche Gefahr nicht mehr bestehe. Am 19. Juni⁹ wurde in Bern diese zweite deutsche Note, die sich auch auf die Vorfälle vom 8. Juni bezog, Herrn Bundesrat Pilet übergeben. Die Reichsregierung hielt an ihrer Sachdarstellung fest, lehnte

4. Es handelt sich vermutlich um Legationsrat Th. Auer, Leiter der Abteilung Westeuropa im deutschen Auswärtigen Amt.

5. Telegramm, vgl. E 2001 (E) 1967/113/90.

6. Vgl. E 2001 (E) 1967/113/83.

7. Vgl. DDS, Bd. 13, Nr. 300 Annex.

8. Im erwähnten Telegramm schrieb Frölicher, Weizsäcker sagte mir, dass bezüglich Replik Flieger-Zwischenfälle noch nichts entschieden, weil Aussenminister noch nicht Zeit hatte, mit Frage zu befassen. [...] Habe Eindruck, dass keine Weiterungen zu befürchten sind, sofern neue Zwischenfälle vermieden werden. Vgl. E 2001 (E) 1967/113/90.

9. Für den genauen Wortlaut dieser Note, die der deutschen Gesandtschaft in Bern aus Berlin telephonisch diktiert wurde, vgl. E 2001 (E) 1967/113/83.

jede weitere Diskussion über den Tatbestand ab, wiederholte ihre früheren Petita und drohte mit «ändern Mitteln.»

Unterdessen war der französische Feldzug zu Ende gegangen. Die deutschen Truppen blieben an der französisch-schweizerischen Grenze stehen. Um die Erledigung der Zwischenfälle zu erleichtern, liess man die wenigen internierten deutschen Militärpersonen nach Deutschland zurückkehren¹⁰. Nach dem 8. Juni erging auch auf Veranlassung des Bundesrates die Weisung an die schweizerische Luftwaffe¹¹, in der Grenzzone weitere Luftkämpfe zu vermeiden. Am 1. Juli wurde die schweizerische Antwortnote¹² der deutschen Gesandtschaft in Bern übergeben, wobei die Möglichkeit von einzelnen ungewollten Überfliegungen der Grenze eingeräumt und die Bereitwilligkeit ausgesprochen wurde, für solche Fälle, sofern sie sich als richtig ergeben sollten, eine Entschuldigung auszusprechen und sogar gegebenenfalls Schadenersatz zu leisten. Mit dieser Note war der Zwischenfall erledigt und am 16. Juli¹³ teilte mir Staatssekretär von Weizsäcker mit, dass der Streit beigelegt sei.

Wie das Wetterleuchten eines abziehenden Gewitters wirkte die Kenntnissnahme der Tatsache, dass deutscherseits eine grössere Anzahl von Saboteuren¹⁴ in die Schweiz geschickt wurde, die den Befehl hatten, am 16. Juni an schweizerischen Flugplätzen Sabotageakte zu begehen. Dank der Wachsamkeit unserer Polizei und der Armee wurden alle diese Missetäter geschnappt, und die Reichsregierung hatte immerhin nicht die Schamlosigkeit, sich offiziell für diese Leute einzusetzen, die auch heute noch im Gefängnis sitzen.

Einen wesentlichen Beitrag zur Entspannung der beidseitigen Beziehungen bildete die Wirtschaftsvereinbarung vom August 1940¹⁵. Die schon damals auch aus politischen Gründen zur Verfügung gestellten Kredite haben sicherlich viel dazu beigetragen, dass unser Land damals nicht überfallen und unter Zwang in die deutsche Kriegsmaschine eingespannt wurde. Auch wenn diese Clearingkredite schon wegen der wirtschaftlichen Zwangslage (Eisen und Kohle) zur Verfügung gestellt werden mussten, so haben sie sich für die Sicherheit unseres Landes wohl entscheidend ausgewirkt.

Nach dem Abschluss des französischen Feldzuges war der frühere Reichsbankpräsident Schacht bei mir und bemerkte: «Nicht wahr, ich habe Ihnen immer gesagt, dass die Neutralität der Schweiz respektiert werde.» Als ich dies bestätigte, aber bemerkte, dass wir leider noch nicht am Ende des Krieges seien und die Frage zur Erörterung stellte, ob auch bei einem Endsieg unser Land heil bleiben werde, antwortete er: «Ja, wenn es dazu kommen sollte, so sind wir alle verloren.»

10. Vgl. *DDS, Bd. 13, Nr. 320*.

11. Vgl. *DDS, Bd. 13, Nr. 300, Anm. 2*. Siehe auch E 27/14192/3 und E 2001 (E) 1967/113/83.

12. Vgl. *DDS, Bd. 13, Nr. 325, Annex*.

13. Vgl. dazu den politischen Bericht vom 17. Juli 1940, *DDS, Bd. 13, Nr. 344*.

14. Zu den erwähnten deutschen Sabotageabsichten vgl. *DDS, Bd. 13, Nr. 398* und E 2001 (E) 1967/113/90.

15. Zu den Ergebnissen dieser Verhandlungen vgl. *DDS, Bd. 13, Nr. 363*. Für eine vollständige Fassung der Vereinbarung vgl. K I/940.

3.

Auch in der Zeit vom August 1940 bis gegen Ende des Jahres war noch nicht jede Gefahr eines deutschen Überfalles gebannt. Offenbar beabsichtigte Hitler, nach der Niederwerfung Frankreichs die Landung in England vorzubereiten. Im August begannen die Luftangriffe, die bis in den Oktober hinein fortgesetzt wurden, ohne aber ein wesentliches Resultat zu erzielen. Die englische Luftwaffe konnte nicht mehr ausgeschaltet werden.

Wenn auch Hitler wohl schon damals entschlossen war, Russland anzugreifen – ich hatte eine erste Information diesbezüglich schon im August 1940 erhalten –, so stand ihm beinahe während eines Jahres eine beliebige Zahl von Divisionen zur Verfügung, um gewisse «Bereinigungen» vorzunehmen. Es war nicht ausgeschlossen, dass er versuchen könnte, die Festung Europa durch die Besetzung der schweizerischen Alpenpässe und der Alpenverbindungen zu verstärken. Auch war es offenkundig, dass vielen Nationalsozialisten die demokratische Insel im Zentrum Europas einen Anstoss bedeutete.

Im Oktober 1940 erhielt ich denn auch von vielen Seiten höchst beunruhigende Informationen¹⁶. Dazu kam, dass unser Land in der deutschen Presse fast täglich kritisiert und angegriffen wurde. Es war auch die Zeit, wo sich die Schweizer Nazis in der Schweiz und in Deutschland besonders bemerkbar machten, wo Bundesrat Pilet einige Frontisten empfing¹⁷, die sich dann nachher höchst zweideutig benahmen, und wo später einer der Besucher, in den Schweizerkolonien Deutschlands grosse Massenkundgebungen veranstalten wollte, die aber dank der heimattreuen Haltung der Kolonien nicht zustande kamen. Es war die Zeit, wo wohlmeinende Leute einen Besuch von alt Bundesrat Schulthess¹⁸ bei Hitler in Vorschlag brachten, der dann glücklicherweise unterblieb, weil der Bundesrat dagegen war, eine Auffassung, die übrigens auch von Staatssekretär von Weizsäcker geteilt wurde, der mich im Vertrauen vor gefährlichen Initiativen warnte. Dazu kam, dass Deutschland weitere namhafte Kredite verlangte, deren Einräumung schweizerischerseits begreiflicherweise Bedenken machen musste. In dieser Zeit platzte dann auch das Parteienverbot¹⁹, das von unsern übelwollenden Gegnern sofort als gegen Deutschland gerichtet hingestellt wurde, und die früher erwähnten Saboteure wurden zu langen Zuchthausstrafen verurteilt. Es war – und dies zeigte sich im Parlament bei Behandlung des Frontistenbesuches – als ob man mit Rücksicht auf das schweizerische Unabhängigkeits- und Gerechtigkeitsgefühl bis zum äussersten Prozent des Spannungskoeffizienten gehen wollte, ohne Rücksicht darauf, dass Hitler für unser Land in dieser Zeit eine grosse Gefahr bedeutete und diese Gefahr mehr wog als die Unannehmlichkeiten, die mit einer Aussenpolitik der «Vorsicht» verbunden waren.

16. *Siehe u. a.* E 2300 Berlin 41.

17. *Vgl. DDS, Bd. 13, Nr. 381.*

18. *Zur nicht stattgefundenen Mission von alt Bundesrat E. Schulthess vgl. DDS, Bd. 13, Nr. 406 mit Annex und Nr. 410.*

19. *Vgl. DDS, Bd. 13, Nr. 415.*

Trotz dieser Sachlage hatten unsere Massnahmen keine ernste Folge. Bei einer Besprechung im Spätherbst 1940 mit dem Chef des Ministeramtes im Luftfahrtministerium General Bodenschatz, [der] zugleich Verbindungsmann von Goering zu Hitler war, einer Besprechung, bei der auch Generalkonsul Huber aus Prag anwesend war, wurden die deutsch-schweizerischen Beziehungen eingehend erörtert. Bodenschatz sagte, dass man in den massgebenden Kreisen nicht verstehe, wieso ein demokratischer Staat eine Partei verbieten könne, die mit legalen Mitteln eine Verfassungsänderung anstrebe. Ich antwortete, dass auch die kommunistische Partei verboten worden sei, und dass man in Kriegszeiten Gescheiteres zu tun habe als über das Grundsätzliche der Verfassung zu streiten; in normalen Zeiten könne man diesbezüglich wieder larger sein. General Bodenschatz zeigte hiefür Verständnis und fügte bei, und dies ist in diesem Zusammenhang wichtig, alles dies habe heute keine sehr grosse Bedeutung. Es sei jetzt etwas anderes in Vorbereitung. Das könne er hier jedoch nicht sagen. Nach einer Weile, die Unterredung fand im bekannten Restaurant Horcher statt, bat er Generalkonsul Huber in den Gang hinaus und Huber konnte mir nachher melden: «Russland».

Die Schweiz war also nicht mehr wichtig. Die extremen deutschen Nazis trösteten sich damit, dass die Schweiz «nach dem Endsieg dran komme», was der Gauleiter von Sachsen, Mutschmann, zu dessen Rechten ich an einem Essen an der Leipziger Messe sass, mir auch unverhüllt in Aussicht stellte. Kleinere Grössen nannten die Schweiz den Wartegau und andere trösteten sich damit, dass die Schweiz sechs Tage für Deutschland arbeite, auch wenn sie am Sonntag für den Sieg der Alliierten bete.

Vom Dezember 1940 an hatte ich den Eindruck, dass eine akute Gefahr für die Schweiz nicht mehr bestand. Anfangs 1941 kam auch Schaffner zu mir und fragte mich, ob ich mich nicht für eine Aktion zur Verbesserung der deutsch-schweizerischen Beziehungen zur Verfügung stelle. Als ich das unter dem Hinweis verneinte, dass wir uns in Kriegszeiten mit korrekten Beziehungen begnügen müssten, antwortete er mir fast etwas drohend, meine Antwort verwundere ihn nicht, aber auch er werde sich in Zukunft nicht mehr mit Politik befassen, ein Versprechen, das er allerdings nur teilweise befolgte. Eine Reise schweizerischer Journalisten nach Deutschland im Frühjahr 1941, kurz vor dem Feldzug nach Jugoslawien, trug zur Entspannung bei trotz einer etwas drohenden Ansprache Goebbels, der verhüllt die Kollaboration von ganz Europa forderte für einen gewissen Fall, womit er offensichtlich den Krieg gegen Russland meinte.

4.

Eine Gefahr für unser Land hätte jedoch entstehen müssen, wenn der Feldzug gegen Russland zu einem raschen Erfolg geführt hätte. Wir haben es sicherlich dem erfolgreichen russischen Winterfeldzug 1941/42 zu verdanken und dem Widerstand der russischen Armee im Sommer 1942, dass die Frage Schweiz nicht schon vor dem Endsieg akut wurde. Wäre Russland schon im Jahre 1941 zusammengebrochen oder in den Ural zurückgeworfen worden, so wäre zwar auch der Endsieg doch nicht wahrscheinlich gewesen, aber Hitler hätte wohl in die Festung Europa keine demokratischen Neutralen

mehr zugelassen. Diese Tatsache wird man, wenn eine Normalisierung der schweizerisch-russischen Beziehungen im Bereiche der Möglichkeit liegt, im Auge behalten müssen und ihr im richtigen Zeitpunkte auch Ausdruck geben dürfen. Die Entsendung von vier Ärztemissionen nach Russland²⁰, die von mir angeregt wurde, wirkte den Bestrebungen übelwollender Kreise entgegen, die es auch jetzt noch gerne gesehen hätten, wenn die Schweiz überfallen worden wäre.

Mit der misslungenen Sommeroffensive 1942, die mit dem englischen Sieg in El Alamein zusammenfiel, war der Krieg entschieden und damit die wesentlichen Gefahrenmomente für unser Land beseitigt. Es war im Oktober, wo ich mich entschliessen konnte, über meine Erlebnisse und Eindrücke ein Tagebuch zu beginnen.

Im Frühjahr 1943, als Wirtschaftsverhandlungen²¹ liefen und wir dem deutschen Begehren nach weitem Krediten Widerstand entgegensetzten, erhielt auch ich eine Information, derzufolge deutscherseits das Thema Schweiz wieder in Erwägung sei. Damals hatten die Angloamerikaner Afrika gesäubert und waren im Begriff, nach Sizilien überzusetzen. Herr Bundesrat Pilet, der mich auf diese Gerüchte hinwies, teilte meine Meinung, dass es sich hier wohl mehr um ein handelspolitisches Bangemachen handle als eine ernstliche Gefahr. General Schellenberg, mit dem auch ich in den Monaten Februar und März dieses Jahres einen engeren politischen Kontakt hatte²², berief sich auch mir gegenüber darauf, dass er damals sich ein Verdienst um die Schweiz erworben hätte. Als er von den Absichten gehört habe, die Schweiz anzugreifen, sei er in die Schweiz gereist und die Erklärungen des Generals, der ihn empfangen habe²³ und der ihm versicherte, dass die schweizerische Armee auch gegenüber den Angloamerikanern die Neutralität verteidigen werde, habe ihm gestattet, diesen Plänen mit Erfolg entgegenzutreten. Ich hatte aber bei diesen Äusserungen Schellenbergs den Eindruck, dass auch er nicht mit einer ernstlichen Gefahr rechnete und dass es den Herren vom deutschen Sicherheitsdienst mehr darum ging, sich in der Schweiz für alle Fälle eine gute Note zu machen. Unsere Alpenstellung konnte damals nicht mehr überumpelt werden, und die deutschen Divisionen waren überall voll beschäftigt und die englisch-amerikanische Luftwaffe wäre in der Lage gewesen, ein entscheidendes Wort beim Kampf um die Alpenpässe mitzusprechen.

20. Vgl. *DDS, Bd. 14, Thematisches Verzeichnis*: 9. Missions médicales sur le front de l'Est.

21. Vgl. *DDS, Bd. 14, Thematisches Verzeichnis*: 2.1.1. Relations économiques avec l'Allemagne.

22. Vgl. *DDS, Bd. 14, Nr. 260, 318, 334, 382 und 392*.

23. Vgl. *DDS, Bd. 14, Nr. 334*.

17

E 2800/1990/106/16

[DoDiS-1706]

*Le Ministre de Suisse à Paris, C. J. Burckhardt,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre¹*

RP PERSONNEL / Strictement confidentiel

Paris, 19 juillet 1945

Le Général de Gaulle a eu la courtoisie de nous inviter, le 17 juillet, à dîner dans l'intimité de sa jolie résidence du Bois de Boulogne. Son accueil fut très cordial. Le Ministre Frenay et le Président de la Croix-Rouge Française² assistaient à la soirée.

J'ai trouvé le Général plus «détendu», plus naturel que lors de notre entrevue de Londres. La lumière calme d'une belle soirée d'été entrainait par les portes vitrées largement ouvertes, du salon et de la salle à manger.

Au moment de notre arrivée, le Chef du Gouvernement tint à nous montrer le cadeau que venait de lui faire le Bey de Tunis: une corbeille en filigrane de très larges dimensions, couvrant une table entière et abritant à l'intérieur une carpe gigantesque, dont le corps, également en filigrane, était orné de deux faux rubis en guise d'yeux. Un mécanisme, que déclencha le Général, permit à cette carpe précieuse d'ouvrir la bouche toute grande et de chanter l'hymne national tunisien...

Cette entrée en matière ajouta à l'ambiance créée par la lumière un élément de bonhomie, tempérée, toutefois, par une dignité vigilante.

A table, le Général mentionna la destruction de l'Autriche-Hongrie – «ce grand catalyseur» – comme une faute très grave. Je citai le mot de Metternich, établissant que la confédération Austro-Hongroise s'était formée en vertu d'une opposition séculaire contre la Turquie d'Europe et prévoyant que la disparition de cette Turquie, son remplacement par les turbulentes nations balkaniques, précéderait la dissolution fatale de la double monarchie. Le Général, avec une pointe d'ironie, demanda: «La Confédération helvétique, en vertu de quelle opposition se forma-t-elle et put-elle subsister?» Je répondis qu'elle se forma au Moyen-Age contre l'Empire des Habsbourg de Vienne et que cette origine, toujours, la rapprocha de la France. Comme le Général, insistant, s'enquérissait: «Et maintenant?» – «Peut-être», dis-je, «contre les forces de destruction qui tendent à faire disparaître l'Europe, contre les dissensions» – «Et aussi», enchaîna Charles de Gaulle, «pour un principe de charité!»

Puis il passa à une courte énumération des services rendus par notre pays aux prisonniers et aux internés civils: «C'est une contribution remarquable» dit-il, «on ne l'oubliera pas!» Il réfléchit, puis ajouta: «Oui, vous avez, en Suisse, de la charité et une certaine pondération du jugement; c'est précieux!»

1. *Petitpierre a lu ce rapport le 23 juillet.*

2. *Il s'agit du Professeur J. Besançon, cf. sa lettre du 8 juin 1945 à C. J. Burckhardt et la réponse de celui-ci du 12 juin, E 2200 Paris/34/5.*

Il faut ouvrir ici une brève parenthèse. Le 16 juillet, j'ai déjeuné avec le Général Juin. Il me parla, lui aussi, de notre pays qu'il connaît et qu'il aime; il cita entre autres les anecdotes du Brigadier d'Erlach à la cour de Louis XIV. Puis il me dit: «Vous avez de très grands principes à défendre. On exerce sur vous une forte pression, je le sais. Résistez: Un principe, une fois entamé, ne se régénère pas. Un des plus nobles principes est votre droit d'asile... Pas d'accommodations... Ce principe fait partie de votre dignité nationale!»

Le Général de Gaulle n'alla pas aussi loin dans ses appréciations; mais sa pensée sembla prendre un même cours que celle du Chef d'Etat-Major de la Défense Nationale.

Après dîner, nous nous rendîmes au jardin pour y prendre le café. Le Général, qui s'était installé à côté de moi, me parla de la campagne de Russie en 1941-42. «Malgré l'hiver précoce et les pertes terribles qu'elle subit en hommes et en matériel, l'armée allemande sut reprendre l'offensive au printemps et elle s'enfonça jusqu'au Caucase; cela restera un fait d'armes unique. Les Allemands sont un grand peuple. L'homme qui se trouva à la tête de ce peuple ne manqua pas de grandeur lui-même. Je ne crois pas en sa cruauté foncière. Il était plutôt inhumain; il avait une étrange puissance de mépris. Tout entier à ses visions, à ses manies, il suivait de grands desseins. Mais il a sacrifié la Luftwaffe aux armes nouvelles, et le temps lui a manqué. L'avenir se nourrira encore de ses idées.

«Je donne encore deux à trois ans à la propagande que l'on tire aujourd'hui des sévices de la Gestapo, des camps de concentration, etc. Mais tout cela sera oublié, parce que largement dépassé par des faits analogues, plus terribles encore. Les camps d'Allemagne ne sont qu'un commencement... Ensuite, cette figure, ces idées reviendront, s'imposeront à nouveau; le snobisme, la mode s'en mêleront, vous verrez!» Et, à ma question: «Le monde à venir laissera-t-il une place aux snobs?», le Général répondit: «Et comment! Ils sont immortels, sous tous les régimes!»

Puis, changeant de sujet, il dit: «La crise belge qui vient de s'ouvrir est grave, parce qu'à présent une force mondiale, dirigée, amplifiée et envenime les difficultés». Puis il ajouta: «Mais là aussi, il y aura des limites données par les faits. La faiblesse de l'extrême gauche réside dans son outrecuidance en même temps que dans sa monotonie et surtout dans son origine étrangère, les liens qui l'attachent à un impérialisme. Déjà la réaction se dessine. Etonnant, la manière ouverte dont la presse américaine parle de la prochaine guerre, la guerre contre la Russie. C'est l'affaire japonaise, cependant, qui, pour le moment, commande les décisions de l'Amérique. Erreur redoutable que de vouloir détruire le Japon, comme on a détruit, ou essayé de détruire, l'Allemagne, – je dis: essayé, car l'Allemagne n'est pas morte, puisqu'elle s'est remise au travail avec un élan dont nous devrions nous inspirer. Mais l'anéantissement du Japon me paraît déplorable encore pour des raisons humaines: derrière la façade, cette adaptation aux techniques modernes, aux méthodes européennes et américaines, il y a, chez les Japonais, une culture véritable, ancienne, solide et une valeur, entr'autres, que je place au-dessus de toutes les autres: le sentiment de l'honneur sans compromis!

«Ce n'est pas non plus», poursuit le Général «dans l'intérêt des Russes de voir sombrer le Japon. La Russie hésite actuellement; elle cherche des points d'appui; vous verrez, vos affaires, elles aussi, vont s'arranger. «Ils se félicitent de tous les contacts officieux qu'ils ont eus avec des Suisses au cours de ces derniers temps; et ces contacts, ils les recherchent maintenant.

«L'Europe peut réagir, mais la bourgeoisie, hélas, est trop bête pour se laisser sauver; elle essaie de mordre la main secourable qu'on lui tend; elle se complaît en ses vieilles habitudes, elle exige des dirigeants une identification à l'image qu'elle se fait d'elle-même. Et c'est ainsi, justement, que, dans d'autres pays, elle est allée à sa perte.»

Le Général s'étant approché du groupe des dames, je m'entretins avec M. Palewski, qui, sans y être invité, se lança dans le sujet de la Pologne en m'assurant que cette tragédie lui fendait le cœur, qu'il était obligé de se taire pour des raisons d'Etat, mais que de toutes les injustices, cet abandon forcé de la vraie Pologne était la plus douloureuse.

Au cours de cette conversation, je saisis l'occasion d'interroger le Directeur du Cabinet du Général sur la Syrie et la reconnaissance de cet Etat par la Confédération³. Palewski eut la réaction à laquelle l'on pouvait s'attendre: il dit que le moment serait mal choisi, qu'il fallait que les choses se tassent, que l'on devait gagner du temps. Engagé sur ce terrain délicat, il eut un propos d'une vivacité surprenante à l'égard de M. Churchill qu'il définit: «un passionné de la manœuvre sournoise».

En fin de soirée, M. de Gaulle, rentré au salon avec moi, reprit le thème «Europe». «La Royauté française», dit-il, «ne pouvait faire l'Europe; la Royauté était limitée dans son horizon, concentrée sur une tâche prudente, patiente, défensive, éminemment française; pour faire l'Europe, il faut des empereurs comme Charlemagne et Napoléon. «L'Allemagne du sud», dit-il, «le Vorarlberg, le Tyrol, nous ont bien accueillis. Tout ce qui se trouve en deçà du Limes nous est accessible. Nous avons le lien chrétien, celui de la latinité. Il y a aussi de vieilles traditions d'alliance. Seulement, voilà, il y a la jeunesse, ceux qui avaient dix ans en 33, ceux qui avaient 5 ans ... Et là, les traditions, les souvenirs, tout lien organique avec le passé sont coupés. Il existe de la haine chez les jeunes. Ils sont préparés à bien autre chose qu'à une Europe périmée... Voilà le problème de l'avenir! Il y a eu une césure, une solution de continuité».

Chez cet homme, le monologue, comme chez d'autres chefs que j'ai vus, ailleurs, paraît correspondre à un tempérament toujours aux aguets, ombrageux. Le dialogue, la conversation, en effet, l'irrite facilement. Il néglige avec une sorte de dédain, tout ce qui paraît brillant. Palewski, qui est un grand

3. A ce sujet, cf. les notices de W. Stucki des 7 et 15 août 1945, E 2801/1967/77/3-4. Des entretiens ont eu lieu dès mai 1945 à Londres, Paris et Berne. Sur proposition du DPF, le Conseil fédéral décide le 10 septembre 1945 de poursuivre des pourparlers en vue de la reconnaissance de l'Etat de Syrie et de la République du Liban, cf. PVCF N° 2224, DoDiS-1290 et E 1004.1 1/461. Par un échange de lettres à Paris le 3 décembre 1945, la Suisse a reconnu les deux Etats, cf. E 2001 (D) 3/67 et E 2200 Paris 37/B/2. Sur le statut de la représentation diplomatique suisse au Liban, en Syrie et en Irak, cf. le PVCF N° 2102 du 18 août 1946, E 1004.1 1/472 et E 2200 Paris 36/B/1.

causeur, n'ouvre pas la bouche en présence de son chef: et, s'il est obligé de parler, il émet des jugements précis, établit des faits.

L'ambiance du Général semble faite d'un concours d'éléments divers: une certaine gaucherie, de l'impatience, un sens critique fort agile, un sens critique pour ainsi dire préventif. Le Général perce à jour tout ce qui ressemble de loin à une «captatio», les compliments les mieux camouflés. Une méfiance aiguë commande toutes ses réactions. Il attend son interlocuteur au tournant, attaque par surprise. Une oreille très fine se tend, sans cesse, pour recueillir la trahison imperceptible qui rôde autour des propos des hommes. Le Général demande des précisions, il démasque l'imprécis, l'à peu près, la fausse citation, la date inexacte, la contradiction dans la suite des sentiments exprimés, la manœuvre qui tendrait à deviner ou à prévenir les propres sentiments du Général et à s'y associer. Il y a, dans sa manière d'être, quelque chose de nécessité qui est une marque de caractère, de la méthode réfléchie. Cela, joint à un certain inconfort de l'accueil et de la réaction qui le sert en un sens; un refus de laisser aller, de l'imprévisible dans les gestes, dans les conclusions. Il exerce une sorte de censure délicate, mais ferme: un convive, entraîné par sa propre parole, vient-il à interrompre un autre, que le Général rendra la parole au premier. Personne, en le quittant, qui pourrait dire: je l'ai eu, nous nous sommes entendus. Chacun, au contraire, «ruminera» les épisodes d'une heure passée en sa présence. Une crainte légère ne quittera pas ses familiers, qui de jour en jour rechercheront l'occasion de rentrer en grâce lorsqu'ils se sentiront jugés. Cette crainte se lit sur les visages de ceux qui l'entourent; les membres de sa famille, notamment, paraissent angoissés, attentifs à chaque geste, pris de panique en face de la désinvolture d'un nouveau venu.

L'étude du commandement, constamment reprise, et la méditation pèsent comme une hypothèque sur l'esprit de cet homme. Il ne paraît libre qu'aux instants où il ressent une tristesse subite, un étonnement à l'égard de sa propre solitude, de ce qu'il considère comme sa vocation intime, avec tout ce que cela comporte de tragique, tout ce cortège d'analogies historiques, cette étrange communion des êtres auxquels, secrètement, il s'associe et qui, dans les cas les plus frappants, sont ses adversaires mêmes. Famille étrange, échelonnée à travers l'histoire, postée aux points les plus exposés, mêlée aux actes désespérés; mais touchés, les uns et les autres, par cet élément que, farouchement, il revendique comme son bien: la grandeur.

Tel est ce géant svelte, aux yeux trop rapprochés, scrutateurs, tournés vers des visions intérieures, toujours en éveil, privés de regard véritable, de lumière, de bonheur; ces yeux tapis à l'ombre d'un grand nez busqué, comme par une expérience éminemment française, nez racé, important, fier et méprisant sous ce front bas, étroit, obstiné et ridé. La bouche inachevée, au-dessus d'un menton défaillant, à laquelle fut refusée l'expression de la plénitude et de la joie, bouche amère, qui, parcimonieusement, laisse tomber des paroles contrôlées et nettes, ou bien profère des mots cinglants et rageurs, lorsqu'agit incorruptiblement la mémoire, mémoire terrible qui retient tout, qui s'échafaude sur des abîmes d'humiliation, au moyen de triomphes sans fin et parfois de vengeances.

Les limites de cet être ardent et honnête: l'honneur, toujours et partout, – le sien et celui de cette chose à laquelle il s'identifie et qu'il appelle: la France. Sa devise: «Oser sans espérer». Catholique du nord, formé par les Jésuites, exalté par la sobre emphase de Bossuet, séparé de sa propre humanité, de sa propre charité, – car il est capable du respect humain – par un élément stoïcien de désespoir et un courage que ne nourrissent point les forces du cœur.

A ce premier portrait que j'ai brossé d'après une impression directe, il peut être intéressant d'ajouter quelques touches dont la fidélité semble garantie par la valeur d'un témoignage très proche, aux yeux de M. Barbey qui me remet les lignes suivantes:

«Pour le Général, le souci de travailler, et de travailler seul, tient, dans l'emploi de son temps, une place toujours plus obsédante.

«Qu'entend-il par travailler? D'abord, lire; connaître les hommes et les choses d'aujourd'hui, comme celles d'hier, par le livre ou les textes.

«Ensuite, écrire, de sa main, tout ce qu'il considère comme essentiel, tout ce qui doit porter le signe de sa personne et de son action, tout ce qui est, en fait, la part essentielle de son action.

«Il s'enferme et consacre de longues heures à écrire ses discours. Il cherche la forme idéale; et la pensée, si elle ne naît pas de cette seule recherche de forme, s'en trouve au moins sollicitée, entraînée d'une manière souvent magnifique. L'écriture penchée, très fine, très impressionnable, porte la marque de cette recherche fiévreuse, de ces «affres du style». Une ponctuation serrée, rigoureuse, impose sa discipline à la première ébauche des phrases et leur donne un air achevé qui anticipe sur le choix des mots, peut-être sur la précision de la pensée.

«Lire, écrire, voilà ce qui est, pour le Général, le nerf du travail et sa noblesse; voilà l'héritage imprévu de cette vie militaire où le temps de l'étude, presque toujours, l'emporta sur le temps de l'action. Lire, écrire: voilà le plaisir sévère et la consigne qui lui permettent d'échapper aux êtres, au monde; de se retrouver soi-même et de se défendre.

«Un problème à résoudre ne se présente à lui sous son aspect véritable, n'existe réellement à ses yeux que s'il a pu, quelques jours durant, le posséder, l'attaquer dans le mouvement de son travail solitaire. Le rapport d'un collaborateur, si complet, si exact fut-il, lui inspire confiance quelque fois, mais ne lui donne pas ce sentiment de dominer le sujet qu'il doit à ses études patientes et solitaires. Le problème du ravitaillement est aigu: Depuis trois semaines, il l'a, dit-il, «pris en mains». M. Pineau est à l'œuvre, consulte, voyage ou négocie. Bon gré mal gré, le Général ne lui accorde qu'une confiance provisoire et limitée jusqu'à ce qu'il ait mené à bien sa propre étude, et conclu.

«Il faut, je crois, pour s'expliquer les actes du Général dans ce qu'ils ont pu, dans ce qu'ils pourront avoir encore de ferme ou de flottant, de concret ou, plus souvent, d'abstrait, il faut remonter sans cesse à la nature de ce travail solitaire et le considérer, tout ensemble, comme une source et comme un refuge. Il faut enfin mesurer à son importance le rôle de ceux qui l'entourent, non pas dans le mode usuel où un homme d'action, un homme d'état cause avec ses collaborateurs et se laisse influencer par eux, mais dans la mesure où ceux-ci,

gardiens jaloux – c'est le Général qui le veut ainsi – de la solitude du maître, le laissent seul en face des écrits, livres ou journaux, qu'ils ont choisis pour lui, qu'ils ont glissés sur sa table; dans la mesure où ils en écartent d'autres écrits.

«A neuf heures, la journée s'achève, et le Chef du Gouvernement provisoire regagne son foyer, dont le climat demeure assez mystérieux à ses plus proches collaborateurs et dont on suppose qu'il est avant tout un autre temple du travail et de la méditation.

«Le moment viendra de juger si les travaux actuels du Général de Gaulle sont bien la projection, sur ce qu'il croit être le plan de l'action contemporaine, d'une longue méditation studieuse – coupée sans doute de quelques moments dramatiques comme ceux de la libération de Paris – ou si ces travaux ne font que prolonger cette méditation, par une frange, immense, de rêve.»

18

E 4001 (C) 1/282
[DoDiS-304]

*Le Chef du Département politique, M. Petitpierre,
au Chef du Département de Justice et Police, Ed. von Steiger*

CAS ALFIERI¹

L

Berne, 24 juillet 1945

J'ai bien reçu votre lettre du 21 juillet². Il me paraît exclu que nous ordonnions une enquête sur le passé politique de M. Alfieri. D'après les renseignements que m'a donnés hier à ce sujet M. Ruegger, notre Ministre à Londres, M. Alfieri a eu naguère une attitude nettement hostile à la Suisse. Il a tenu sur elle des propos inadmissibles. Nous n'avons, par conséquent, pas à lui accorder le droit d'asile. En revanche, il ne me paraît pas possible de l'expulser aussi longtemps qu'il courait un danger en rentrant chez lui, soit à cause de son état de santé, soit en raison des mesures qui seraient prises contre lui par les autorités italiennes³.

1. *D. Alfieri, ancien Ministre fasciste et Ambassadeur d'Italie à Berlin, réfugié en Suisse en octobre 1943. Cf. DDS, vol. 15, No 41.*

2. *Non reproduit.*

3. *Le 11 janvier 1946, le Conseil fédéral prend la décision suivante:* 1. Das von Herrn Dr. Ed. Sillig, Advokat in Vevey, am 22. August 1945 eingereichte Wiedererwägungsgesuch auf Gewährung des Asyls an Alfieri wird abgewiesen. 2. Die Verhandlungen zwecks Übernahme Alfieris durch die italienischen Behörden oder durch die Organe der Besetzungsmächte unter Zusicherung einer seinem Gesundheitszustande angemessenen Behandlung sind ohne Aufschub fortzusetzen. 3. Von den italienischen Behörden ist jedoch die Zusicherung zu verlangen, das Alfieri, falls er gerichtlich verfolgt werden sollte, in einem ordentlichen Verfahren abgeurteilt wird. 4. Unterdessen werden Alfieri und seine Familienangehörigen weiterhin in der Schweiz geduldet. *Cf. PVCF N° 111 du 11 janvier 1946, DoDiS-1345.*

19

E 2001 (E) 1/149

[DoDiS-1711]

Notice interne du Département politique¹

PROJETS DU DON SUISSE EN FAVEUR DE L'ALLEMAGNE ET DE L'AUTRICHE

AO

Berne, 26 juillet 1945

Pour des raisons évidentes, le Don suisse² s'est jusqu'ici abstenu d'élaborer des projets d'assistance à la population allemande. Prévoyant que le problème surgirait d'un jour à l'autre j'ai, à la fin du mois dernier³, consulté le Chef de la Division des Affaires étrangères sur son aspect politique.

Le Chef de la Division des Affaires étrangères a alors émis l'avis qu'avant d'entreprendre quelque chose en faveur de l'Allemagne nous devrions attendre qu'on nous accorde la possibilité d'être représentés auprès des Puissances occupantes⁴ et de veiller aux intérêts de nos ressortissants.

Au cours de sa séance d'hier, le Comité exécutif du Don suisse a été saisi de deux projets d'aide à la population allemande. Il s'agit d'une part d'un appel de la colonie suisse de Francfort sur le Main en faveur des enfants de cette ville âgés de moins de trois ans et d'autre part de la distribution de médicaments et de vivres pour les enfants jusqu'à douze ans et les vieillards jusqu'à concurrence de 100'000 Fr., que l'association «Caritas» voudrait effectuer à Fribourg en Brisgau.

Par ailleurs, le Don suisse a été sollicité d'entreprendre une action d'assistance en Haute-Autriche, où se trouve repliée une partie de la population de la ville de Vienne et de consacrer à cet effet un crédit de 600'000 Fr.

Jusqu'ici le Don suisse n'a consenti à financer en territoire allemand que de petites actions de secours de caractère frontalier. De divers côtés, on le presse de commencer à agir en faveur de nos voisins du nord, ce qui pourrait bien être jugé prématuré par une forte majorité de notre opinion publique. On se rend en outre compte, au sein du Comité exécutif du Don suisse, qu'en nous engageant dans cette voie, nous pourrions compromettre nos relations avec les Puissances alliées qui occupent l'Allemagne et imposent délibérément à sa population un ravitaillement mesuré.

Sans exclure l'étude de projets d'une assistance qui pourrait, le moment venu, être accordée à la population allemande, le Don suisse a donc ajourné

1. Cette notice à M. Petitpierre est signée par E. de Haller.

2. Pour les informations plus détaillées sur le Don suisse, cf. les archives de cette institution, J II. 142.

3. Non retrouvé. Au sujet de l'aide à l'Allemagne, cf. aussi E 2801/1967/77/4, E 2803/1969/302/1, E 2001 (D) 3/484 et E 2001 (D) 1968/74/12, 15, 16, 18.

4. Au sujet d'une représentation suisse auprès du Conseil de contrôle interallié à Berlin, cf. N° 62 et 85, publiés dans le présent volume et table méthodique du présent volume: La Suisse et les Alliés.

toute décision sur les projets dont il était saisi concernant Francfort et Fribourg. Son Président, M. Wetter, m'a demandé de consulter le Département politique.

En ce qui concerne la Haute-Autriche, le Don suisse considère qu'il n'y a pas lieu d'observer les mêmes précautions que vis-à-vis de l'Allemagne. En effet, les sentiments de notre population et l'attitude des Puissances alliées à l'égard des Autrichiens est totalement différente⁵.

5. *Jointe au document on trouve la réponse suivante de M. Petitpierre du 28 juillet 1945:*
A Monsieur de Haller. Le Conseil fédéral a examiné la question dans sa séance d'hier. Il estime que, pour le moment, il ne serait pas opportun de donner une aide à l'Allemagne, et cela d'autant moins qu'il y a encore des réserves dans ce pays. La question pourrait être reprise plus tard, au moment où une aide apparaîtrait indispensable en raison de l'aggravation de la situation.

20

E 2801/1967/77/3

[DoDiS-73]

Interne Notiz des Politischen Departements¹

DX

Vertraulich

Bern, 6. August 1945

Herr Przeswansky hat heute früh telephonisch gebeten, mich sobald als möglich zu sprechen, und ich habe ihn um 10.15 empfangen. Herr Przeswansky ist am 31. Juli über Paris nach Warschau abgereist, da er immer noch keine Weisungen über sein Verhalten gegenüber der frühern polnischen Gesandtschaft erhalten hatte², und gestern auf dem gleichen Wege zurückgekommen. Er teilt mir folgendes mit:

1. Die provisorische polnische Regierung habe ihn zum Geschäftsträger in Bern ernannt; das an Bundesrat Petitpierre gerichtete Ernennungsschreiben, das allerdings einen Formfehler aufweise, sei ihm mitgegeben worden³.

Ich habe ihm geantwortet, dass ich von dieser Mitteilung, die zur Klärung der Lage wesentlich beitragen werde, mit grosser Befriedigung Kenntnis nehme. Um der Form zu genügen, sei es allerdings nötig, dass die polnische Regierung zuvor um ein Agrément für ihn nachsuche; das Begehren werde am besten über die französische Regierung geleitet, da diese mit der vorläufigen Wahrnehmung der schweizerischen Interessen in Polen beauftragt sei⁴. Unsererseits würden wir uns bemühen, die Angelegenheit so rasch als möglich zur Erledigung zu bringen.

1. *Diese Notiz wurde erstellt und unterzeichnet von C. Stucki.*

2. *Anerkennung der provisorischen polnischen Regierung durch den BR am 6. Juli 1945, wodurch die Anerkennung der polnischen Exilregierung in London ein Ende fand. Vgl. BR-Prot. Nr. 1448 vom 3. Juli 1945, E 1004.1 1/459.*

3. *Siehe hierzu E 2001 (E) 1/41.*

4. *Weil die Schweiz bis zum Oktober 1945 keinen eigenen Gesandten in Polen unterhielt,*

2. Die polnische Regierung sehe mit grossem Interesse der Ernennung eines schweizerischen Vertreters (Gesandten) in Warschau entgegen. Er selbst habe seiner Regierung bereits einige Auskünfte über die Persönlichkeiten gegeben, die nach seinen Informationen in Frage kommen könnten, insbesondere über Herrn Nationalrat Giovanoli, der doch wohl Kandidat sei. Herr Prz. wünscht zu wissen, ob ich ihm über die im Vordergrund stehenden Anwärter Genaueres sagen könne.

Ich erwidere, das sei mir leider nicht möglich, solange der Bundesrat keinen Beschluss gefasst habe.

Herr Prz. fügt bei, seine Regierung möchte keinerlei Wünsche mit Bezug auf die Auswahl des schweizerischen Vertreters äussern, sondern dem Bundesrat völlig freie Hand lassen. Es sei nicht davon die Rede, dass etwa nur ein Politiker, unter Ausschluss jedes Berufsdiplomaten, in Frage kommen könnte. Dagegen wäre es den Interessen beider Länder förderlich, wenn die Wahl auf eine Persönlichkeit fiele, die für die heute in Polen bestehende besondere Lage Verständnis und offenen Sinn hätte, etwa so wie die Franzosen dies durch die Wahl eines Botschafters getan haben, der jahrelang in Moskau tätig gewesen ist⁵.

3. Herr Prz. hat bereits gestern mit Herrn Ladoš erneut Fühlung genommen; er ist mit ihm übereingekommen, dass ihm die Gesandtschaft in den nächsten Tagen Stück um Stück übergeben werde. Herr Prz. wünscht zu wissen, wie wir uns dazu stellen und welche Auswirkungen dies für ihn habe.

Ich antworte ihm, wir möchten uns nicht in die Dinge einmischen, die zwischen ihm und Herrn Ladoš direkt vereinbart werden. Nach *aussen* könnte er aber solange nicht als amtlicher polnischer Vertreter in Erscheinung treten, als er nicht offiziell vom Bundesrat zur Übergabe seines Beglaubigungsschreibens in Audienz empfangen worden sei⁶. Herr Prz. hat gegen diesen Standpunkt nichts einzuwenden.

4. Herr Prz. führt aus, dass in Polen fieberhaft gearbeitet werde. Warschau sei übrigens nicht gänzlich zerstört; er habe beispielsweise im Hotel Polonia ganz leidliche Unterkunft gefunden. Die Lebensmittelversorgung sei durchaus befriedigend, vielleicht besser als in der Schweiz, aber die Preise fast unerschwinglich hoch. Er sei übrigens zu kurze Zeit in Warschau gewesen, um beurteilen zu können, wie sich die Lebensbedingungen der arbeitenden Bevölkerung gestalten.

Sehr ungünstig beeindruckt war er von der Unordnung, dem Mangel an Organisation und der Apathie von Paris und bei den französischen Bahnen.

wurden die schweizerischen Interessen vom Juli 1945 bis zum Oktober 1945 durch die französische Gesandtschaft in Warschau wahrgenommen. Siehe E 2001 (D) 3/66, E 2001 (D) 3/402 sowie E 2200 Paris 34/4.

5. Zur Nominierung von R. A. Ganz als schweizerischer Gesandter in Polen vgl. BR-Prot. Nr. 2843 vom 10. November 1945, E 1004.1 1/463.

6. Zur Anerkennung von R. Przeswansky als Geschäftsträger a. i. durch den BR vgl. BR-Prot. Nr. 2465 vom 1. Oktober 1945, E 1004.1 1/462. Zu dessen Beglaubigungsschreiben vgl. BR-Prot. Nr. 2720 vom 29. Oktober 1945, ebd.

21

E 2800/1990/106/16

[DoDiS-1707]

*Le Ministre de Suisse à Paris, C. J. Burckhardt,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre¹*

R

Personnel et confidentiel

Paris, 8 août 1945

J'ai pu, dans ma lettre² du 2 juillet 1945 vous donner mes premières impressions générales, recueillies au hasard des rencontres et des conversations. Aujourd'hui, je voudrais tenter, après deux mois d'expérience, de faire un exposé plus systématique.

Introduction:

On ne peut dire vers quel avenir se dirige la France, car ce pays n'a actuellement aucune politique définie, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Rien de vraiment constructif n'a encore été fait en France. Aucune décision engageant l'avenir du pays n'a encore été prise. Le désordre des esprits y est toujours très grand. Ce qui est pire, le désordre moral, aggravé pendant l'occupation, s'accroît. Tout contribue à l'entretenir: hausse croissante du prix de la vie, marché noir, manque de confiance dans le Gouvernement, incertitude de l'avenir et absence de volonté à travailler. La France continue de descendre la pente: elle s'affaiblit petit à petit et ni la libération il y a un an, ni la fin de la guerre il y a deux mois ne lui ont permis de rejeter sa fatigue, de retrouver une foi, de sortir du processus de lente désagrégation qui l'avait gravement minée pendant les années qui ont précédé la guerre déjà.

Les divisions entre Français, si profondes il y a un an, ne se sont pas apaisées, tout au contraire. Les délations et les vengeances sont monnaie courante.

I. Politique intérieure

Le Général de Gaulle a lui-même qualifié son Gouvernement de «provisoire». C'est un provisoire vieux de près d'un an et il dure depuis trop longtemps. C'est parce qu'elle est provisoire que personne n'attache d'importance à l'Assemblée consultative. C'est parce que son Gouvernement est provisoire que «le Général» n'en a pas modifié la composition. Or, le provisoire tue. L'autorité des ministres est presque inexistante. Très au-dessus d'eux, il reste un vivant: «le Général». Mais pour lui également, le temps a commencé son lent travail d'injure. De Gaulle est encore assez solide pour tenir sa place et pour continuer à paralyser dans le pays toute activité politique ouvertement contraire à la ligne de conduite qu'il a adoptée. Mais d'ores et déjà, Charles

1. *Petitpierre a lu le 16 août ce rapport dactylographié qui comporte plusieurs annotations et corrections manuscrites de C. J. Burckhardt.*

2. *Non reproduite.*

de Gaulle est devenu un symbole et presque un poids mort. Aujourd'hui, il appartient déjà plus au passé qu'à l'avenir. «Il va quitter la scène, même s'il s'y cramponnait» a dit de lui Monsieur Bogomolov.

Incapable de résoudre l'immense problème de la paix qui demande des connaissances, de l'abnégation, de la liberté intérieure, de l'imagination et un sens de l'humain qu'il n'a pas, incapable de faire maintenant ce qui aurait été si facile au moment de la libération: l'union de tous les Français de bonne volonté, le Chef provisoire d'aujourd'hui ne pourra pas être demain la clef de voûte de la nation relevée et sauvée. Une des raisons sourdes du malaise français qui s'accroît de semaine en semaine, c'est la crainte que l'obstination du Général ne le pousse à s'efforcer de se maintenir coûte que coûte au poste suprême du Gouvernement, la force aussi de ses ressentiments et la rigidité de ses vues.

Aucune des libertés démocratiques n'a encore été rendue aux Français. Les prisons sont pleines d'opposants au régime que l'on n'interroge pas, mais que l'on ne relâche pas non plus. La censure a été soi-disant supprimée, mais la presse et la radio sont tout entières propriété de «la résistance». Le Français moyen n'a aucune possibilité d'exprimer son opinion. On ne fournit de papier que pour les publications qui ne heurtent pas les thèses du Gouvernement. Un des curieux paradoxes de la politique française, c'est de la voir, au nom de la démocratie, attaquer le régime de Franco. En vérité, ces deux régimes se ressemblent étrangement.

Partis politiques

Sorti tout armé de la clandestinité, le jour de la libération, le *parti communiste* était adulte, alors que les autres partis politiques commençaient à peine à renaître. Il a gardé son avance; il est le seul parti dynamique et puissamment organisé. Fidèle aux consignes de l'Est, qui lui ordonnent de ne pas trop affaiblir le Gouvernement et de ne pas forcer trop rapidement une conquête brutale du pouvoir, il en poursuit avec obstination la conquête légale, en essayant d'attirer à lui le plus grand nombre possible de voix ouvrières et en calmant la bourgeoisie craintive par ses appels à l'union et au patriotisme. Les injures dont les communistes entourent le procès Pétain montrent à quel point ils entendent développer l'épuration pour écarter les bourgeois des postes de commande qu'ils ont pu encore conserver. L'épuration est une excellente méthode pour détruire les adversaires du communisme. Les perturbations qu'elle provoque dans la vie économique de la France entrent dans le plan de conquête des communistes qui ne cachent même pas que leur jeu est de laisser les choses se désorganiser jusqu'au moment où, dans le désordre de tout et de tous, leur ordre apparaîtra comme la seule force active. Ceci dit, il ne semble pas que ce parti gagne en ce moment beaucoup de nouveaux adeptes. Mais il se fortifie dans ses positions. Il travaille en profondeur. Il s'organise dans les postes que ses succès aux élections municipales d'il y a deux mois lui ont permis de conquérir.

Le *parti socialiste*, avec toute sa grande tradition occidentale, est sur la défensive. Il essaie de conserver ses troupes travaillées par la propagande communiste en faveur de l'unité ouvrière. Ses chefs sont encore hostiles à

cette union, car union voudrait dire absorption par les communistes. La totalité de la classe ouvrière serait alors dans l'obédience de Moscou. Il est d'une importance capitale pour la France et pour les nations d'occident que le parti socialiste ait la force de maintenir son indépendance. L'on dit le chef du parti, Léon Blum, rentré de captivité, mûri, libéré de sa tendance à l'hédonisme, beaucoup plus grave. Il a parlé avec les communistes, il leur a posé la question: «en cas de fusion, leur a-t-il dit, où serait notre liberté en matière de politique extérieure?» Blum essaie par tous les moyens de s'associer les éléments de maîtrise dans la nation, professeurs, spécialistes de toute sorte, intellectuels exerçant des fonctions sociales. D'ailleurs, depuis quelques semaines, le ton de l'organe communiste, «L'Humanité», n'est plus un ton de parti gouvernemental. Quelques-uns sont d'avis que les excès mêmes de la presse d'extrême gauche rendraient les communistes moins influents. Seulement, en dehors de Blum, très âgé, les socialistes manquent de chefs, il n'y a pas d'hommes, les hauts fonctionnaires que le parti a mis à disposition du régime en vigueur ont déçu, ont été médiocres.

Sévèrement battu aux élections municipales, le vieux *parti radical* fait un sérieux effort pour garder une place importante dans la vie politique française. Sa renaissance est possible, mais elle ne pourra être – semble-t-il – que partielle. Ce qui, en dehors d'un certain tempérament politique naturel aux Français, favorise cette renaissance, c'est que ce parti a un chef, le Président Herriot, qui est peut-être le seul parlementaire de l'ancien régime qui soit resté vraiment populaire en France. Il est en effet plus populaire que Blum, mais il semblerait avoir moins d'autorité. Le fait que sa candidature est celle de l'Angleterre, du temps, où le parti conservateur était au pouvoir, a été considéré comme un désavantage vers le plan intérieur en France. Maintenant, au contraire, cela pourrait redevenir un atout. Il semble qu'une partie des campagnes votera pour les radicaux-socialistes qui sont à présent le parti de droite. Longtemps, aucun parti nouveau n'est sorti des mouvements de résistance. Deux groupes, l'un majoritaire, l'autre minoritaire, s'affrontaient. Les majoritaires voulaient éviter la fusion avec les communistes, les minoritaires, au contraire, la recherchent. Un homme qui est représentatif pour le groupe majoritaire est, par exemple, le Ministre Frenay, tandis que, pour le groupe minoritaire, l'on pourrait indiquer Astier de la Vigerie, avec son caractère nettement aventurier, ne craignant et n'évitant pas le crime politique. Ces derniers jours, enfin un parti est né de ce groupe dit de la résistance, le parti (Union démocratique et socialiste de la résistance, UDSR), formé de:

- MLN (Mouvement de Libération Nationale)
- OCM (Organisation Civile et Militaire)
- Libération-Nord
- Combat-Empire.

Ce nouveau parti reçoit l'appui des Socialistes pour l'action politique.

A noter que le mouvement de résistance «Libération-Nord» comprenait de nombreux syndicalistes et des membres de la Confédération Générale du Travail qui, de ce fait, adhèrent indirectement au socialisme, et s'écartent, par là-même, du communisme.

D'ici octobre, c'est-à-dire avant les élections, beaucoup de difficultés graves pourront se produire, soit dans le domaine économique et financier, soit dans celui de la politique extérieure.

II. Données économiques et financières

Pour juger de la situation économique actuelle, il est inévitable de remonter le cours des années et alors on constatera que s'il y a eu en 1918 une paix politique, il n'y a jamais eu véritablement ni paix sociale, ni paix économique.

Dès après 1918, la France s'est laissée aller sous la promesse de M. Klotz: «L'Allemagne paiera». Les conséquences ont été les premières dévaluations qui nous ont amenés, en 1926, au franc Poincaré. Pendant 10 ans, le franc est resté stable et a pu être considéré pendant quelques années comme la première monnaie d'Europe. La crise américaine de 1929 a eu sa répercussion en France en 1930-1931 seulement. Le 6 février 1934 a provoqué des remous sociaux profonds et 1936 a marqué l'avènement du Front Populaire. Les nouvelles dévaluations qui se sont succédées jusqu'en 1939 nous laissent aujourd'hui un franc réduit à environ 7% de sa valeur de 1914 et qui sera probablement ramené à 3 ou 2% de cette même valeur prochainement, tandis que la livre sterling est aujourd'hui à 43% de sa valeur de 1914. Ces dévaluations consécutives ont eu comme conséquence l'appauvrissement de tous les efforts épargnants: rentiers, obligataires, propriétaires d'immeubles, et une prolétarianisation s'en est suivie. Les augmentations de salaires ont toujours été inférieures aux dévaluations; le bien-être de la grande masse a donc diminué au lieu d'augmenter comme dans les autres pays. Naturellement, le budget familial s'est trouvé profondément transformé; le loyer, qui était considéré comme une dépense importante, montant jusqu'à 15% du budget, fut réduit à environ 6% et les dépenses pour la nourriture, etc. ont dû être augmentées. Mais, si dans beaucoup de pays, le standard de vie s'est exprimé par la création de salles de bain, chauffage central, frigidaires, la France n'a pas pu suivre cette tendance. Le domaine immobilier, une des plus grandes richesses de la France avant 1914, s'est sérieusement déprécié, ne pouvant pas être entretenu, et les constructions nouvelles ont été faites uniquement pour les bâtiments officiels.

L'on peut donc constater que, contrairement à ce qui s'est passé dans les autres pays, les guerres, en France, ont été payées par la grande masse. C'est peut-être une des raisons du ressentiment contre la classe possédante et dirigeante d'hier, qui n'a pas voulu jouer le rôle social qui lui était assigné. En effet, d'après les dernières investigations de la Production Industrielle, nous voyons aujourd'hui que l'outillage français est vieux de 25 ans, que les industriels se sont contentés de la dévaluation de leur passif et qu'ils ont négligé de rééquiper leurs usines. N'oublions pas non plus que les cinq dernières années ont amené la production américaine du simple au double, malgré la mobilisation d'une énorme armée. Nous trouvons donc la France d'aujourd'hui industriellement dépassée, avec un standard de vie plus bas qu'ailleurs.

L'agriculture, qui occupe 45% de la population française, a fait admirablement son devoir pendant la guerre. On lui a dit de faire du marché noir pour ne pas livrer aux Allemands. Elle a suivi ces directives. La France s'est à peu

près nourrie, malgré les prélèvements des Allemands, mais maintenant, les résultats d'une exploitation sans engrais, sans tracteurs, presque sans chevaux se font sentir. La Belgique a fait son recensement des billets de banque très rapidement; en France, on a hésité à cause des cultivateurs, mais la nécessité de faire le cadastre des fortunes l'a emporté en fin de compte et aujourd'hui, on harcèle les paysans en leur disant: «Produisez, travaillez!», mais par contre, on leur prend leurs billets, leurs produits et on ne peut leur donner ni engrais, ni machines agricoles, ni cheptel, ni habillement, d'où actuellement un très vif mécontentement dans cette classe.

Par suite du déplacement des fortunes, conséquences des dévaluations, M. Pleven a été dans l'obligation de procéder au recensement des fortunes car une grande partie des Français échappait à l'impôt direct. Naturellement, la classe possédante et les industriels sont mécontents; ils constatent la carence dans la mise en train de l'industrie; ils voient monter les salaires; ils voient les machines s'arrêter faute de matières premières, de charbon et de coordination dans les différents services; ils voient le nombre des fonctionnaires augmenter, des gens compétents quitter leur emploi sous l'inculpation de collaboration, un grand désordre dans l'administration et peu de volonté de mettre fin à tout ce chaos dans la direction générale. Le Gouvernement Provisoire a été choisi parmi les excités, des révolutionnaires qui avaient une idée assez juste des désordres du passé et de leurs revendications, mais qui, n'ayant aucune expérience administrative, sont dans l'impossibilité de faire un travail constructif.

Avant 1938, la France importait 50 millions de tonnes de marchandises, vivres, etc., importations tombées aujourd'hui à 20% de ce que l'Amérique avait promis dès les premiers jours de la libération et à 60% des importations d'avant-guerre. Elle sera obligée de vivre en économie fermée jusqu'au moment où, son outillage refait, ses villes reconstruites, elle pourra de nouveau affronter la concurrence sur le marché mondial. Mais pour cela, elle a besoin d'un Gouvernement stable et ferme. La France est encore un pays riche en devises-or, et peu endetté à l'étranger. Elle peut donc acheter son équipement et ce qui lui manque, sans craindre l'aliénation de son indépendance et l'Amérique et l'Angleterre – pour qui la crainte du chômage est une menace – seront contentes d'avoir la France comme cliente une fois la guerre du Pacifique terminée. Il ne faut pas oublier que la France a toujours été un débiteur scrupuleux et honnête; son crédit est donc intact. Tout l'art du Gouvernement est de gagner du temps et d'éviter les difficultés à l'intérieur.

La France n'est plus un pays riche en réserves; elles ont été dépensées pendant ces dernières guerres. Si elle veut vivre, elle doit choisir entre une organisation rationnelle ou la faillite; elle doit de nouveau créer des richesses et on ne crée des richesses qu'en exportant. Elle doit donc, le plus rapidement possible, refaire son outillage, organiser son administration, ce que M. Pleven semble vouloir faire.

Dans l'idée de la majorité des Français, le désordre qui les a conduits à la débâcle est la conséquence des régimes d'avant-guerre et ils pensent qu'il est nécessaire de rompre avec le passé. La confiance dans le Maréchal en 1940 et

l'enthousiasme avec lequel on a accueilli le Général de Gaulle en 1944 n'ont pas d'autre origine. Mais vers qui se tourner: les vedettes politiques d'avant-guerre ont fait faillite, le patronat a prouvé qu'il n'était pas à la hauteur de sa tâche et les militaires les plus éminents sont au banc des accusés. Le procès en cours contre le Maréchal Pétain, ce tribunal révolutionnaire, n'est qu'une occasion de déballer devant l'étranger toutes les faiblesses françaises³. Les hommes nouveaux s'usent vite dans les pays qui, manifestement, manquent de tout et ne sont pas maintenus dans la discipline par une certaine crainte. Il est difficile pour la France déchristianisée depuis deux générations, de trouver une mystique ralliant la masse. L'incompréhension de la mentalité latine dont témoignent les Anglo-Saxons ne date pas d'aujourd'hui; toute la politique pro-allemande d'avant-guerre ne peut s'expliquer autrement. Seule une certaine élite anglaise est sensible au génie français. La France doit rester pour le monde le trait d'union entre l'Est et l'Ouest. Sa mentalité est, en pratique, aussi hostile à la discipline bolchevique qu'au national-socialisme. Les Alliés devraient se rendre compte qu'une France bolchevisée leur enlèverait toute influence en Europe et menacerait tout le bassin de la Méditerranée et les pays limitrophes de la France. Ils devraient aider la France à sortir du marasme, même si la guerre du Pacifique devait durer quinze jours de plus.

Ce qui est vrai pour les Alliés l'est encore plus pour la Suisse. Le sort de la Suisse est lié à celui de la France, politiquement, socialement et économiquement. Actuellement, notre pays est entouré par l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie en faillite; nos créances sur l'Allemagne doivent être amorties; nous pourrions faire du troc avec ces pays, mais notre commerce extérieur baissera très sérieusement. Pour maintenir notre standard de vie, nous devons exporter 3 milliards de francs suisses de marchandises; or, pendant la durée de la guerre du Pacifique et pendant assez longtemps encore après la fin de cette guerre, l'accès du marché extérieur nous restera relativement facile. Tout cela changera le jour où les Anglo-Saxons donneront à leur industrie la liberté du commerce avec l'étranger. D'après des conversations que j'ai eues avec des personnes bien informées, leurs prix de revient seront de 20 à 40% meilleur marché que les nôtres. Sans doute, notre industrie est à la hauteur de sa tâche; nos bureaux de recherches, nos bureaux techniques sont de premier ordre.

La Suisse, malgré les entorses qui ont été faites par certains fonctionnaires et certains membres de la colonie à sa réputation traditionnelle d'honnêteté (marché noir des devises etc.⁴), jouit encore d'une excellente renommée et a su se créer des amitiés pendant ces deux guerres. La reconnaissance pour son effort humanitaire est infiniment plus grande que la presse ne l'exprime, mais il ne faut pas oublier que chaque pays aime à exporter son chômage chez le voisin; les Etats-Unis nous ont donné, avant-guerre, une idée de ce qu'ils sont

3. *Sur ce procès et l'éventuel témoignage de W. Stucki, cf. la notice de J. de Saussure, E 2001 (D) 11/45 et les lettres de W. Stucki des 9 et 10 août 1945, E 2200 Paris/34/1.*

4. *Sur les cas de Suisses impliqués dans les procédures d'épuration, cf. E 2001 (D) 3/158-159 et E 2001 (E) 1/59.*

capables de faire dans cet ordre de choses. Il nous faudrait de nombreuses années pour trouver à notre industrie de nouveaux marchés qui pourraient remplacer les défaillants et pendant ce temps, nos budgets ne s'équilibreront plus et notre standard de vie baissera. Nous savons que les conjonctures déclinantes sont propices aux troubles sociaux et même si notre revenu national a quadruplé depuis 1913 et que nous nous trouvions encore dans une situation exceptionnelle en Europe, l'issue de certaines élections de ces derniers temps montre déjà que les mécontents trouvent des partisans.

Comme je l'ai dit plus haut, la France est la seule de nos voisins qui puisse nous fournir des matières premières, nous acheter nos marchandises, c'est-à-dire maintenir un commerce d'envergure, basé sur des besoins réciproques. Dès que l'agriculture aura de nouveau reçu des engrais et des machines, nous pourrons tirer de la France et de ses colonies tout ce que nous achetions avant la guerre. La France, de son côté, pourra acheter nos produits industriels⁵. De plus, la France est créditrice chez nous de tous les avoirs français passés en fraude⁶.

Il n'y a pas de doute que la France ne peut tolérer à sa porte un pays qui permet à ses ressortissants de se dérober à leur devoir fiscal. En ce moment, tous les pays doivent penser à payer les dettes de guerre; les impôts sont montés partout à la limite du possible. Chaque contribuable a donc intérêt à se refuser à faire son devoir et trouve naturellement des excuses très plausibles. En économie libérale, le contrôle est très difficile à établir, mais, en économie fermée, il est plus facile de suivre les capitaux. La Suisse a déjà été obligée de donner satisfaction aux Alliés pour les avoir allemands; dès lors, il serait peut-être de bonne politique de ne pas être trop intransigeant sur ce point et de chercher plutôt à ce que ces capitaux soient utilisés par la France pour des commandes en Suisse en garantie des emprunts consentis avant la guerre. Les capitaux français ont rendu de grands services à la Suisse au moment de l'électrification de notre pays, mais aujourd'hui, en face des grands problèmes qui nous agitent, ils sont de mineure importance. Nous ne devons pas oublier que nous avons rompu le contrat qui nous liait à nos clients français le 6 juin 1940 en bloquant tous les avoirs⁷; il semble que, maintenant, il serait de notre intérêt de nous laisser forcer la main pour rendre ces capitaux utiles pour les deux pays.

5. *Des négociations commerciales franco-suissees vont aboutir le 11 novembre 1945 à la conclusion d'un accord*, DoDiS-1778. A ce sujet, cf. les PVCF N° 2598 du 17 octobre 1945 et N° 2978 du 23 novembre 1945, DoDiS-1312, 1327 et E 2001 (E) 1/331, E 2001 (E) 2/601, 607-611, E 7110/1973/135/12,14.

6. *C. J. Burckhardt a raturé la phrase suivante: ces capitaux sont investis pour une partie en Suisse, pour deux parties à l'étranger. Sur les avoirs français en Suisse, cf. la lettre du 7 août 1945 de la BNS au DPF*, E 2001 (E) 2/569. *Lors d'une séance réunissant le 8 octobre 1945 des responsables suisses pour préparer les négociations financières avec la France, H. de Torrenté déclare notamment: D'après certaines indications que nous possédons, les avoirs français se trouvant en Suisse s'élèveraient à environ 6 milliards. Toujours d'après certaines informations, le 1/4 seulement de ces avoirs aurait été déclaré, soit 1 milliard 500 millions. Cf. aussi la notice du 10 octobre 1945*, E 2001 (E) 2/569 et 611.

7. *Le document de Burckhardt comporte une erreur. Il s'agit de l'ACF du 6 juillet 1940, cf. DoDiS-2094 et DDS, vol. 13, N° 336, Annexe II.*

Il ne faut pas oublier non plus que l'Angleterre a déjà, en 1939 et 1940, mobilisé tous les avoirs de ses ressortissants à l'étranger et qu'elle a payé avec ces ressources la première partie, probablement décisive, de la guerre.

Le budget français de 1945 dépassera 250 milliards de francs. C'est beaucoup pour un pays qui ne travaille pas. Le problème financier n'a pas sensiblement changé par l'opération d'échange des billets. Il faudrait couper dans les dépenses, réduire les besoins dévorants de l'armée et surtout arrêter la marée montante du fonctionnarisme. La France plie sous le poids de quatre fois plus de fonctionnaires qu'en 1939 (plus de 60'000 personnes émargent au budget du seul Ministère des Prisonniers). Comment un pays à l'économie paralysée pourrait-il continuer longtemps un pareil gaspillage? Des accidents monétaires paraissent certains. Le problème n'est d'ailleurs pas financier. Ce ne sont pas les impôts qui pourront le résoudre, car il est politique et économique.

III. Politique extérieure

Dans ce domaine, le Gouvernement ne compte pas. Seul le Général de Gaulle décide et il n'a jamais caché au pays que le relèvement du prestige de la France était le premier but de sa politique. C'est là son idée fixe. Le grand traumatisme de sa nature fière et monomane proviendrait, nous dit-on, du fumeux discours de Smuts par lequel il annonça l'abdication des puissances européennes continentales. Mais dans l'exécution de son ambitieux programme, le Général a été desservi par ses ressentiments personnels à l'encontre des deux pays anglo-saxons⁸ qui, dans l'hiver 42-43, retardèrent sa venue à Alger. En revanche, il reste fidèle au souvenir que, dès son arrivée à Alger, les Russes lui apportèrent leur appui et il est reconnaissant aux communistes d'avoir soutenu le Comité de Libération. Il n'oublie rien.

Le voyage à Moscou, l'alliance avec l'URSS furent donc les premiers actes de sa politique extérieure. Il aurait été logique – le pays l'attendait et le souhaitait – que l'Alliance avec l'Angleterre suivît. Elle n'a pas encore suivi. D'où la déception d'une grande partie de l'opinion publique. Pas que les sympathies personnelles du Général aillent vers le Kremlin, mais des personnes bien informées disent que sa fidélité à l'URSS irait très loin si des difficultés sérieuses surgissaient entre Londres et Moscou. Il est prisonnier d'un passé.

Les événements de Syrie éclatèrent soudain. Trop brutalement, car le Gouvernement britannique commit une erreur psychologique vis-à-vis des Français en donnant un aussi fort coup de poing sur la table, erreur dont le Général, tout compte fait, tira profit. Les mêmes Français qui reprochaient au Général de n'avoir pas noué une solide alliance avec l'Angleterre, l'excusèrent parfois d'avoir répondu en termes vifs à l'ultimatum britannique. L'intérêt des deux pays commande que les oppositions de vues, même si elles sont très marquées, revêtent des formes moins susceptibles de donner des arguments à ceux qui sont hostiles à l'alliance anglaise.

8. *Annotation manuscrite de Burckhardt en bas de la page*: L'on espère un changement à la suite de son voyage aux Etats-Unis que l'on dit prochain, mais dont la date n'est pas fixée, et le principe même incertain. Il y a en effet de l'opposition.

Cette question capitale de l'alliance franco-anglaise est plus que jamais à l'ordre du jour. Elle est un grand reproche à la politique du Général de Gaulle car un nombre croissant de Français s'inquiètent de l'isolement de leur pays, de ses besoins dans le domaine économique, et de la progression si profonde de la Russie vers l'Ouest de l'Europe.

Ceci s'applique bien entendu également au resserrement de l'amitié entre la France et les Etats-Unis. La politique extérieure de la France est pour le moment déséquilibrée par l'alliance unilatérale avec la Russie qu'accentue la présence du parti communiste dans le Gouvernement français. Or, seule une entente avec les puissances anglo-saxonnes pourrait créer la base à une politique étrangère constructive; cette entente serait d'un intérêt vital pour les petits pays restant encore sur le continent en dehors du système soviétique. Seule cette entente pourrait permettre à la France de ranimer son économie, de la moderniser, d'améliorer le ravitaillement et aussi de participer activement aux accords par lesquels les nations de l'Europe occidentale devront tôt ou tard constater et renforcer leurs intérêts communs.

L'opinion s'inquiète de la politique négative du Général, opposant tenace à l'alliance anglaise et ceci en désaccord avec son Ministre des Affaires étrangères. Il y a cependant des observateurs qui admettent que l'attitude changera peut-être à la suite du changement d'équipe au Gouvernement du Royaume-Uni.

La menace qui pèse sur l'Afrique du Nord est particulièrement grave. Le Gouvernement a suivi sa politique habituelle qui est de ne pas dire l'entière vérité au pays⁹. Dès lors, l'on se demande si depuis 1943, l'on n'a pas accumulé les erreurs, et l'on craint que l'on n'en commette de nouvelles. Les observateurs attentifs craignent également que ces fautes soient l'occasion de graves difficultés internationales et qu'une entente avec l'Angleterre et les Etats-Unis permettrait d'éviter.

D'une façon générale, l'on se trouve devant un fait nouveau qui change toutes les lois qui régissaient pendant des siècles le jeu de la politique européenne. L'on se trouve devant un absolu, devant une pseudo religion qui dispose de toutes les forces temporelles, psychologiques et matérielles d'une église au faîte de son pouvoir. Il ne faut pas se le dissimuler par des faux-fuyants d'espérance, une force de désunion et de haine qui s'affirme hautement nationaliste et dont les directives et les ressources viennent d'une grande puissance, pourra affaiblir mortellement ce qui est le plus précieux dans un pays: ses traditions spirituelles, son sens de la liberté, sa cohésion et le sens des devoirs et de la vérité. La France, déjà si atone, pourra-t-elle réagir contre cette attaque?

[...] ¹⁰

9. *Annotation manuscrite de Burckhardt en bas de la page*: La presse oriente le public de façon presque aussi unilatérale que la presse Goebbels orientait jadis le public allemand. Dans certains journaux, l'on pouvait lire entre les lignes (Gazette de Francfort), c'est la même chose ici.

10. *Burckhardt analyse longuement les différentes composantes de la vie politique française.*

Ce rapport essaie de montrer le problème français actuel avant tout sous l'angle de la position du parti communiste et de son action. Cela confère à ces renseignements un aspect unilatéral. Il y aura beaucoup d'autres aspects, d'autres possibilités à indiquer par la suite. Pour aujourd'hui, je voudrais, pour conclure, laisser parler les faits sans esquisser cette fois des commentaires.

Les communistes étaient impopulaires. Ils avaient trahi en 1940 et tout le monde le savait. Mais, en se fondant dans la Résistance, en liant surtout les deux termes, Résistance et Révolution, ils sont devenus extrêmement puissants jusqu'à entraver l'action gouvernementale. Ils auront beau jeu, dans les mois à venir, de faire appel au patriotisme des Français pour s'opposer aux garanties que les puissances anglo-saxonnes pourraient un jour être amenées à prendre contre l'impérialisme russe. En Pologne, en Finlande, en Roumanie, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, et en Yougoslavie, comme en Grèce, les communistes se targuent de défendre les intérêts nationaux. En France, ils en useront de même.

22

E 2300 Tokio/12

[DoDiS-35]

Le Ministre de Suisse à Tokyo, C. Gorgé, au Département politique

Copie de réception

T

Tokio, 13 août 1945, 15 h. 15

(Reçu: 22 août, 11 h. 30)

Numéro 479 – Depuis refus indigné Japon accepter ultimatum Potsdam, événements se sont précipités. Gouvernement parle à mots couverts de nouveaux engins destruction, mais malgré réticences journaux, tragique vérité sur bombe atomique se répandrait rapidement dans public après catastrophe Hiroshima et Nagasaki. Dernières illusions sur possibilités résistance prolongée disparurent après déclaration guerre Soviétiques qui provoqua véritable panique gouvernementale, mais que presse ne commente pas. Ministre Togo qui se trompa lourdement sur attitude soviétique rentra précipitamment Karuizawa¹ littéralement effondré. Flegme ne remplace pas intelligence. Dimanche, public japonais ignorait encore offre reddition inconditionnelle. Soldats creusant au bout mon jardin vaste refuge pour famille impériale, continuent travailler comme si ne se passait rien. Ne pus rien tirer positif de hauts fonctionnaires Gaimusho² muets comme carpe sur événements dont poids les écrasent. On escompte généralement fin hostilités, mais personne ne saurait dire comment, public et armée se comporteront quand connaîtront désastreuse vérité, surtout que propagande leur martela chaque jour assurance

1. Localité japonaise où certains services du gouvernement japonais ainsi que la Légation de Suisse s'étaient repliés pour échapper aux bombardements alliés sur Tokyo.

2. Ministère des Affaires étrangères.

que victoire était absolument infaillible. Peuple pourrait assez facilement se résigner, car sa détresse matérielle avivée par détresse morale résultant de revers continuels et ruines quotidiennes est devenue insupportable, mais réaction peut être différente chez militaires imbus malgré tout de dogme invincibilité armée impériale. Actes désespoir sont à craindre.

23

E 2801/1967/77/3

[DoDiS-34]

Das Politische Departement an die schweizerische Gesandtschaft in Washington¹

Versandkopie

T

Bern, 14. August 1945, 21. 05

Nummer 769. Um 20 Uhr 10 Schweizer Zeit hat japanischer Gesandter² zuhanden der vier Alliierten folgende Erklärung schriftlich übergeben: «Communication of the Japanese Government of August 14th 1945 addressed to the Governments of the United States, Great Britain, the Soviet Union and China.

With reference to the Japanese Government's Note of August 10th³ regarding their acceptance of the provisions of the Potsdam Declaration and the reply of the Governments of the United States, Great Britain, the Soviet Union and China sent by American Secretary of State Byrnes under the date of August 11th⁴, the Japanese Government have the honor to communicate to the Governments of the four Powers as follows:

1. His Majesty the Emperor has issued an Imperial Rescript regarding Japan's acceptance of the provisions of the Potsdam Declaration.

2. His Majesty the Emperor is prepared to authorize and ensure the signature by His Government and the Imperial General Headquarters of the

1. *Dieses Telegramm zuhanden der Regierungen der Alliierten übergab M. Grässli dem amerikanischen Staatssekretär J. Byrnes. Zur Rolle der Schweiz bei der japanischen Kapitulation vgl. Nr. 25 in diesem Band. Für den weiteren Verlauf der einschlägigen Verhandlungen in Washington und die diesbezüglichen Massnahmen der Schweiz siehe den Brief M. Grässlis vom 24. August 1945 und den diesem beigelegten, nicht abgedruckten Bericht über die Vermittlungstätigkeit der schweiz. Gesandtschaft in Washington, D. C., im Zusammenhang mit der Kapitulation Japans vom 20. August 1945.*

2. *Minister S. Kase.*

3. *In der erwähnten, nicht abgedruckten Note betont die japanische Regierung, sie sei zur Unterzeichnung der Kapitulation nur bereit, wenn dadurch die souveräne Stellung des Kaisers nicht beeinträchtigt werde: The Japanese Government are ready to accept the terms enumerated in the Joint Declaration which was issued at Potsdam [...] with the understanding that the said Declaration does not comprise any demand which prejudices the prerogatives of His Majesty as a sovereign ruler.*

4. *Nicht abgedruckt.*

necessary terms for carrying out the provisions of the Potsdam Declaration. His Majesty is also prepared to issue his commands to all the military, naval and air authorities of Japan and all the forces under their control wherever located to cease active operations, to surrender arms, and to issue such other orders as may be required by the Supreme Commander of the Allied forces for the execution of the above-mentioned terms.»

24

E 27/19038/1

[DoDiS-334]

*Der Ausbildungschef der Armee, H. Frick,
an den Vorsteher des Militärdepartements, K. Kobelt¹*

BETR. ATOMZERTRÜMMERUNG

S Persönlich

HQ, 15. August 1945

Die erfolgreichen Bemühungen der Alliierten, die dazu geführt haben, eine auf dem Prinzip der Atomzertrümmerung beruhende, höchst wirksame Bombe zu konstruieren, werden zweifellos in ihrer weiteren Entwicklung einen weitgehenden Umbruch auf dem Gebiete der allgemeinen Technik, besonders aber der Kriegstechnik zur Folge haben. Schon heute werden Stimmen laut, die gestützt auf diese Erfindung die Nutzlosigkeit unserer Landesverteidigung behaupten, während andererseits von wissenschaftlicher Seite sicher mit Recht darauf hingewiesen wird, dass auch gegen dieses neueste Kriegsmittel wiederum Gegenmittel gefunden werden.

Auf alle Fälle ist es von grösster Wichtigkeit, dass wir auch von Seiten unserer Armee uns unverzüglich mit diesen Problemen befassen. Für den Augenblick scheinen sich mir folgende Fragen aufzudrängen:

1. Wird die schweizerische Wissenschaft und Technik in der Lage sein, das Problem der praktischen Verwendung der Atomzertrümmerung zu Kriegszwecken in absehbarer Zeit zu lösen?

2. Ist vorauszusehen, dass die Vorbereitung für derartige Zwecke mit fortschreitender Entwicklung in einem Rahmen gehalten werden können, der unseren personellen, materiellen und finanziellen Mitteln entspricht?

3. Inwiefern wird die Wirkung von Atombomben durch unsere Geländegestaltung voraussichtlich beeinflusst? (Wirkung von Atombomben, die in Täler abgeworfen werden, in den beiden Talrichtungen und gegen die auf Hängen, Terrassen und Gipfeln der solche Täler begrenzenden Höhen aufgestellten Objekte und Truppen?)

1. *Handschriftliche stenographische Anmerkungen von K. Kobelt:* Herrn Bracher: 1. Kopie dieses Schreibens an KTA zur Stellungnahme und vorläufigen Orientierung über Beurteilung durch die Atombombe geschaffene Lage. 2. Mitteilung an Ausbildungschef, dass ich bereit bin die Angelegenheit an LVK vorzulegen. 21. 8. 1945 K.

4. Welche Mittel können entwickelt werden, um dem Angriff mit Atombomben begegnen zu können? (Flab. Artillerie mit Geschossen, die selbst auf dem Prinzip der Atomzertrümmerung aufgebaut sind und die gegnerischen Bomber zerstören, auch wenn die Geschosse nicht in deren unmittelbaren Nähe platzen, oder Zerstörung der Atombomben und ihrer Trägerflugzeuge durch elektrische Strahlen, also eine sogenannte Elektrosperre?)

Ich beehre mich daher, Ihnen zuhanden der Landesverteidigungskommission zu beantragen, es möchte unverzüglich eine Studienkommission gebildet werden², die aus dem Generalstabschef, dem Chef der Kriegstechnischen Abteilung und einigen prominenten Vertretern der Atomphysik zu bestehen hätte. Diese Kommission hätte zunächst die grundlegenden Fragen, insbesondere aber das weitere Vorgehen abzuklären und ein Programm dafür aufzustellen. Je nach Umständen wäre dann die weitere Arbeit einer rein wissenschaftlichen Kommission oder allenfalls einem einzelnen prominenten Wissenschaftler zu übertragen, der zunächst zuhanden der Landesverteidigungskommission einen grundlegenden Bericht abzufassen hätte. Je nach der Entwicklung der Angelegenheit, die sich heute noch nicht voraussehen lässt, wären dann die weiteren Beschlüsse zu fassen. Die notwendigen Kredite müssten frühzeitig angefordert werden; da es sich ja zunächst nur um eine vorbereitende, rein theoretische Arbeit handeln kann, dürften sie vorläufig nicht allzu gross werden.

2. Die erste Sitzung dieser von H. Frick vorgeschlagenen Kommission fand am 5. November 1945 statt. Die offizielle Ernennung durch den Bundesrat fand am 8. Juni 1946 statt, vgl. BR-Prot. Nr. 1513, E 1004.1 1/470. Zur Tätigkeit dieser Kommission vgl. Nr. 60 in diesem Band und E 27/19039.

25

E 2800/1967/59/93

[DoDiS-36]

*Der Chef der Abteilung für Auswärtiges des Politischen Departements,
W. Stucki, an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre¹*

KAPITULATIONSVERHANDLUNGEN JAPAN

No

Bern, 15. August 1945

Da sich der Eingang der japanischen Antwort auf die Erklärung der 4 alliierten Grossmächte vom 11. August² stark verzögerte, telegraphierte ich am 14. früh nach Washington, ob die dortige Regierung damit einverstanden sei, dass die Antwort, um Zeit zu ersparen, unchiffriert von Bern nach

1. Diese Notiz wurde auch an Ph. Etter geschickt, vermutlich weil dieser als Stellvertreter des Vorstehers des EPD amtierte.

2. Für dieses und die weiteren in dieser Notiz erwähnten Dokumente vgl. E 2801/1967/77/3.

Washington übermittelt werde. Um 11 Uhr traf eine bejahende Antwort ein. Um 16 Uhr wurde diese Antwort durch ein neues Telegramm dahin modifiziert, dass eine unchiffrierte Übermittlung nur erfolgen solle, wenn die japanische Antwort eine bedingungslose Annahme enthalte. Minister Harrison erhielt eine gleiche Instruktion und gab mir davon unverzüglich Kenntnis.

Ich hatte Radio Suisse angewiesen, mir den Eingang von Telegrammen aus Tokio an die japanische Gesandtschaft in Bern jeweils sofort zu melden. Um 11.05 erhielt ich von Radio Suisse die Mitteilung, es laufe ein langes chiffriertes Telegramm aus Tokio für die japanische Gesandtschaft in Bern soeben ein. Aller Wahrscheinlichkeit nach handelte es sich um die sehnlich erwartete Antwort. Da ich aus den eingegangenen Telegrammen wusste, mit welcher ungeheuren Ungeduld und Aufregung man diese Antwort in Amerika erwartete, telephonierte ich um 11. 50 dem schweizerischen Geschäftsträger in Washington³, es laufe soeben ein chiffriertes Telegramm ein, wahrscheinlich handle es sich um die erwartete Antwort, mit Sicherheit könne ich dies natürlich nicht behaupten. Die gleiche Mitteilung machte ich Minister Harrison. Als bis 14.30 von der japanischen Gesandtschaft keine Mitteilung einging, liess ich dort anfragen, ob die Antwort nicht eingetroffen sei. Man erwiderte, es seien wohl Telegramme eingelangt, aber die erwartete Antwort befinde sich nicht darunter. Ich telegraphierte dies sofort nach Washington. Unterdessen hatte bereits das Weisse Haus eine Mitteilung ausgegeben, wonach die Antwort um 12 Uhr mittags in Bern eingelangt sei. Legationsrat Grässli, der meine Mitteilung richtig, das heisst mit allem Vorbehalt, weitergeleitet hatte, berichtigte unverzüglich mündlich und schriftlich die unrichtige Meldung, was er mir um 18.30 telephonisch mitteilte.

Im Verlaufe des Nachmittags sind noch verschiedene Telegramme von Tokio an die japanische Gesandtschaft in Bern eingelangt, keines enthielt aber die erwartete Antwort. Angesichts der grossen Aufregung in Journalistenkreisen und der zahllosen sich widersprechenden Meldungen liess ich durch die Depeschenagentur bekanntmachen, dass bis um 17.15 bei uns die Antwort nicht eingegangen sei.

Erst um 18.50 telephonierte der japanische Gesandte⁴, die Antwort sei nun eingelangt und müsse dechiffriert werden. Er hoffe, sie in einer Stunde überreichen zu können. Um 20.00 besucht mich Herr Minister Kase und übergibt mir die Antwort (Beilage 1). Minister Harrison, den ich ins Vorzimmer bestellt hatte, erhielt sofort davon Kenntnis, und wir prüften zusammen eingehend den Text, um zu entscheiden, ob die Antwort offen oder chiffriert weitergeleitet werden könne. Mit Rücksicht auf verschiedene Unklarheiten und Unvollständigkeiten kamen wir zum Schluss, es müsse chiffriert werden. Um 21.05 ging das chiffrierte Telegramm⁵ an unsere Gesandtschaft in Washington hier ab und bereits um 21.22 bestätigte New York den Empfang.

Als sich Minister Harrison noch in meinem Bureau befand, erhielt er einen Telefonaufruf des amerikanischen Staatssekretärs für Auswärtiges, Byrnes,

3. M. Grässli.

4. S. Kase.

5. Vgl. Nr. 23 in diesem Band.

der sich nach der Situation erkundigte. Auf sein ausdrückliches Verlangen las ihm Harrison den Text der japanischen Antwort am Telephon vor und erhielt den Befehl, seinerseits den Text offen nach Washington zu kabeln. Wie sich unterdessen herausgestellt hat, ist trotzdem, gestützt auf unser Chiffretelegramm, der Text durch unsern Geschäftsträger in Washington überreicht worden, bevor das Telegramm Harrisons dort einlief.

Am 15. August 02.25 traf ein offenes Telegramm unserer Gesandtschaft in Washington ein. Ich wurde vom Pickettdienst unverzüglich alarmiert und begab mich ins Bureau, nachdem ich den japanischen Gesandten auf 03.30 zu mir gebeten hatte. Ich überreichte ihm offiziell den direkt für Japan bestimmten Text der Botschaft (auf Beilage 2 blau unterstrichen). Offiziös gab ich ihm aber auch von der sehr wichtigen Einleitung Kenntnis (auf Beilage 2 rot unterstrichen). Ich hielt es für erforderlich, dass Tokio darüber informiert werde, dass die amerikanische Regierung die japanische Antwort als Annahme nicht nur der Beschlüsse von Potsdam sondern auch des Memorandums der Alliierten vom 11. August auffasse.

Der Depeschenagentur sind am 14. August 21 Uhr und am 15. August 03.45 von uns entsprechende Meldungen zugestellt worden, die unterdessen publiziert worden sind.

Um 07.30 am 15. August telephonierte Direktor Rothen von Radio Suisse, dass zwischen 05.00 Uhr und 07.30 mit drei Sendern in voller Stärke versucht wurde, das um 05.00 aufgegebene Telegramm des japanischen Gesandten nach Tokio zu übertragen, dass aber die atmosphärischen Störungen zunächst unüberwindlich waren. Erst um 07.40 bestätigte die japanische Station den Empfang.

26

E 2801/1967/77/4
[DoDiS-1763]

Politisches Departement

PROTOKOLL DER KONFERENZ VOM 14. AUGUST 1945 ZUR BESPRECHUNG DER FRAGEN BETREFFEND DIE KULTURELLE ANNÄHERUNG DER SCHWEIZ ZU DEN VEREINIGTEN STAATEN

Bern, 17. August 1945

[...]¹

Herr Minister Stucki eröffnet die Sitzung um 15.30 Uhr. Er hebt hervor, dass verschiedene Kritiken von kompetenten und auch weniger kompetenten

1. Die im Titel erwähnte Konferenz stand unter der Leitung von W. Stucki. Es nahmen folgende Personen teil: K. Bruggmann, H. de Torrenté, C. Rezzonico, A. Keller, E. Brunner, Ed. Fueter, W. Bosshard, R. von Reding, H. R. Stirling, Dr. Koch, F. von Schulthess, W. Schiess, W. Keller, A. Rohn, P. Thorin, H. Sulzer, R. Jaeger (Protokoll).

Persönlichkeiten betreffend die schweizerische Propaganda in den Vereinigten Staaten an das Politische Departement gelangt sind². Herr Minister Stucki erörtert das Problem und betont, dass auf diesem Gebiete die Improvisation weder zulässig noch möglich ist. Dies sei der Grund dafür, dass er es als angebracht erachtet habe, die anwesenden Persönlichkeiten, die alle über die Situation im Bilde sind, die amerikanische Mentalität kennen und Beziehungen zu den Vereinigten Staaten haben, zusammenzuberufen. Er lädt jeden der Herren ein, seiner Meinung Ausdruck zu geben und Vorschläge zu unterbreiten. Herr Minister Stucki erteilt hierauf das Wort *Herrn Minister Bruggmann*. Unser Gesandter in Washington legt folgendes dar:

Das Problem, das Gegenstand der gegenwärtigen Besprechung bildet, habe ihn zu jeder Zeit beschäftigt. Die Amerikaner seien schlecht orientiert über das, was die Schweiz betrifft. Er habe auf diesem Gebiete mit einer ganzen Reihe von wichtigen Persönlichkeiten in den Vereinigten Staaten, Politiker, Journalisten etc., Kontakt genommen. Das Resultat dieser Unterredungen sei nicht ermunternd. Eine «schweizerische Propaganda» in den Vereinigten Staaten werde nicht zu einer gerechten Beurteilung unserer Lage führen. Zu diesem Zwecke müsste man die Amerikaner von Grund auf neu erziehen. Der Amerikaner ist vor allem utilitaristisch eingestellt, zumal in Kriegszeiten. Zwar ist der Krieg beendet, doch würde eine Propaganda, die über den Rahmen dessen hinausginge, was den Amerikaner interessiert, vielmehr Resultate zeitigen, die gerade nicht erwünscht sind. Die amerikanische Presse ist auf die Mentalität des Amerikaners zugeschnitten, und es ist eben diese selbe Presse, die den Amerikaner «erzieht». Sie legt keinen besondern Wert auf hundertprozentige Wahrheit; es genügt, dass die Nachrichten, die sie verbreitet, einen wahren Kern haben. Alles übrige kann «sensationell» sein. In Kriegszeiten zieht jeder den kürzeren, der nicht wie die Amerikaner denkt und handelt; ein neutrales Land wird als willkommener Sündenbock betrachtet. Das Schlechte, das sich sagen lässt, interessiert mehr als das Gute. Der Leser will das Schlechte lesen, und Berichtigungen sind somit gänzlich unnötig. Folglich war während des Krieges für uns der einzig einzuschlagende Weg angesichts der gegen die Schweiz gerichteten Angriffe derjenige, sich still zu halten und lediglich die krassen Falschmeldungen zu dementieren. Es handelte sich andererseits darum, die Veröffentlichung von falschen Nachrichten über unser Land von vorneherein zu verunmöglichen³. Der Gesandtschaft ist dies in einigen Fällen, wo sie mit den in Frage stehenden Reaktionen oder den interessierten Persönlichkeiten Fühlung genommen hatte, gelungen. Herr Minister Bruggmann hebt die Tatsache hervor, dass gewisse Behörden sich der Presse bedienten, um jeweils dann auf die neutralen Länder einen Druck auszuüben, wenn diese zögerten, den Vereinigten Staaten gewisse Konzessionen, die diese verlangten, einzuräumen. Der Schluss sei der, dass eine Propaganda-Aktion solange nichts nütze, als ein Krieg im Gang sei. Ein anderes Charakteristikum Amerikas bestehe im Umstande, dass der amerikanische Zeitungsleser oft Konfusionen mache

2. Nicht abgedruckt.

3. Vgl. DDS, Bd. 15, Thematisches Verzeichnis: II.9.1. Etats-Unis – Relations politiques.

und das Negative, das er über einen fremden Staat gelesen habe, einem andern ausländischen Staate zuschreibe.

Man könne die amerikanische Presse orientieren, informieren, doch müsse man sich hüten, dieser Tätigkeit den Charakter der «Propaganda» zu geben. Es ist dies ein Vorgehen auf lange Sicht. Sogar die Engländer hätten es, trotz ihres beträchtlichen Propagandaapparates und der namhaften zu ihrer Verfügung stehenden Mittel nicht vermocht, in den Fällen, wo zwischen beiden Ländern Differenzen auftauchten, gewisse unangenehme Artikel für Grossbritannien zu verhindern. Solange gewisse von unseren Handlungen oder unsere Haltung Anlass zu Ausfällen gegen unser Land geben können, ist es in unserem Interesse, auf jede Propaganda zu verzichten, die diese Polemik nur speisen könnte. Schweden, das in den Vereinigten Staaten eine beträchtliche Propaganda entfaltet hat, musste auf eigene Kosten diese Erfahrung machen.

Herr Minister Bruggmann schlägt für die Zukunft die Errichtung des Postens eines Presseagenten in New York oder eines Presseattachés an unserer Gesandtschaft in Washington vor. Das in Frage stehende Büro würde damit betraut werden, die Schweiz über gewisse Ereignisse in Amerika zu unterrichten und die amerikanische Presse über die Schweiz zu informieren. Das Problem, das sich hier stellt, ist dasjenige der Kosten. Herr Minister Bruggmann habe sich mit Herrn Currie unterhalten. Dieser letztere war der Ansicht, dass die Schweiz hier etwas unternehmen sollte. Er nannte unserm Gesandten den Fall eines amerikanischen Journalisten, dem es gelungen war, einen Filmstar populär zu machen, der es bis dahin nicht war. Diese Kampagne zugunsten der Diva habe denjenigen, der sie geführt hatte, die hübsche Summe von 100'000 Dollars im Jahr gekostet.

Jetzt, wo der Krieg beendet ist, würde eine schweizerische Propaganda in den Vereinigten Staaten auf bedeutend geringere Hindernisse stossen. Sie müsste sich jedoch im Rahmen derjenigen Fragen halten, die die Amerikaner besonders interessieren. Sogar dann schliesst eine solche Propaganda Polemiken gegen die Schweiz, etwa von Seiten industrieller Gruppierungen oder Ausfuhrfirmen, nicht gänzlich aus. Diesen Angriffen gegen die Schweiz komme jedoch nicht diejenige Bedeutung zu, die ihr manche Leute jenseits des Atlantiks beizumessen scheinen.

Im gleichen Zusammenhange empfiehlt Herr Minister Bruggmann eine bessere Anwendung der Studentenaustausche, die Förderung persönlicher Beziehungen, die Veranstaltung von Konferenzen, von Zusammenkünften für Besprechungen, usw.⁴ Von grosser Wichtigkeit sei schliesslich die Tätigkeit der Korrespondenten ausländischer Zeitungen in der Schweiz. Ein besseres Verständnis für unsere Lage könne vorwiegend durch die Vermittlung dieser Berichterstatter in den Vereinigten Staaten geweckt werden.

Herr Professor Keller leitet aus dem Exposé von Herrn Minister Bruggmann ab, es handle sich hier im Grunde genommen um eine psychologische Frage; er selbst sei auch dieser Meinung. Seiner Ansicht nach sollten wir uns nicht der «Propaganda» hingeben. Unser Ausgangspunkt müsse Verbreitung,

4. Zum Studentenaustausch vgl. E 2001 (E) 1968/78/176, 177.

Vertiefung und Belebung des Verkehrs, des gegenseitigen Verständnisses sein. Er erinnert bei dieser Gelegenheit an zwei Memoranda, die er im Jahre 1939 und 1942 diesbezüglich dem Politischen Departement unterbreitet hatte⁵. Auf diesem Gebiete habe man schon etwas getan; in der Schweiz seien schon gewisse Institutionen gegründet worden, und man ist daran, auch in den Vereinigten Staaten welche zu gründen. Wir sollten das Problem nicht lediglich von seinem politischen, ökonomischen und touristischen Aspekte aus betrachten; es liege tiefer begründet. Es handle sich im wesentlichen um die Förderung der persönlichen Beziehungen auf allen Gebieten im geistigen Bereich.

Herr Minister Sulzer hebt hervor, dass die Kenntnis der Schweiz in den kultivierten Schichten der Vereinigten Staaten besser sei als bei der Masse. Die Beziehungen zwischen gewissen amerikanischen und den entsprechenden Kreisen in der Schweiz weisen bereits eine erfreuliche Entfaltung auf. Sie sollen weiter gefördert werden und Früchte tragen. In Amerika findet man viel Verständnis für die Schweiz, und zwar vorwiegend in den gebildeten Schichten. Herr Minister Sulzer setzt uns von gewissen Erfahrungen in Kenntnis und lenkt die Aufmerksamkeit auf die Gründung, in Amerika, einer Gesellschaft der «American Friends of Switzerland Incorporated». Herr Dr. Thorin sei in der Lage, uns über diese Organisation näheres mitzuteilen.

Es besteht eine weitgehende Freundschaft zwischen den Vereinigten Staaten und der Schweiz; sie ist vorwiegend historisch und idealistisch begründet. Das ganze Problem der Annäherung zwischen den beiden Ländern geht über Pressefragen hinaus. Eine besondere Rolle kommt in den USA der öffentlichen Meinung zu. Was die Bildung dieser Meinung durch die Presse anbelangt, sei auf die Eigenart hingewiesen, dass eine gewisse Anzahl Artikel gefordert werde. Stehe das nötige Material nicht zur Verfügung, so werde eben erfunden. Man dürfe dann diese Presseprodukte nicht allzu ernst nehmen. Die Aufklärung der öffentlichen Meinung drüben solle durch eine fortlaufende, regelmässige Unterrichtung und Orientierung, nicht aber durch Propaganda erfolgen. Einerseits müsse die Presse in den Vereinigten Staaten auf dem laufenden gehalten, andererseits aber die in unserm Lande anwesenden amerikanischen Pressevertreter mit Material versehen werden. Der Information der Berichterstatter in unserem Lande könne dadurch besondere Aufmerksamkeit geschenkt werden, dass diese ständig durch eine eventuell auf privater Grundlage zu errichtende Instanz orientiert werden. Im Zusammenhang mit der Förderung einer Annäherung zu den Vereinigten Staaten komme, so führt Herr Minister Sulzer weiter aus, der «American Friends of Switzerland Incorporated» eine besondere Bedeutung zu. Der Initiant dieser Gründung sei bekannt: Rechtsanwalt Edward Goodwin in New York. Herr Goodwin ist Rechtskonsulent von verschiedenen Schweizerfirmen und eine in jeder Beziehung vertrauenswürdige Persönlichkeit, die sich stets für unser Land eingesetzt hat. Zum Präsidenten der Organisation habe Mr. Goodwin den Präsidenten der J. G. White Engineering Corporation in New York,

5. Nicht ermittelt.

Mr. Gano Dunn, in Aussicht genommen. Mr. Dunn ist ein seit Jahrzehnten in Regierungskreisen und in Kreisen der technischen Wissenschaften hochangesehener Mann. Herr Minister Sulzer ist der Ansicht, dass den «American Friends ...» alles Vertrauen geschenkt werden darf. Er ist überzeugt, dass die Gesellschaft unserem Lande ausserordentlich nützliche Dienste leisten wird, und empfiehlt, ihr alles Interesse entgegenzubringen.

Herr Walter Bosshard beleuchtet die Fragen vom beruflichen Standpunkt aus. Er nennt zunächst zwei Fälle, welche die offenbar ungenügende Zusammenarbeit mit den Vertretern der Auslandpresse illustrieren sollen. Anlässlich der Ankunft in der Schweiz der ersten amerikanischen Urlauber sei kein einziger ausländischer Korrespondent im Bilde und somit auch nicht in der Lage gewesen, die Leute an der Grenze zu begrüßen. Als es sich darum handelte, die Presse über die im Gang befindlichen Verhandlungen mit der russischen Delegation⁶ zu orientieren, seien die Auslandskorrespondenten erst zwei Tage nach den Schweizer Journalisten informiert worden. Es erscheine dringend notwendig, in Bern eine Institution zu errichten, die als Zentralstelle für den Auslandspressediens zu funktionieren hätte. Es würde ihr obliegen, einerseits Material für unsere Konsulate und Gesandtschaften zu sammeln, andererseits die ausländischen Journalisten in unserem Lande regelmässig und weitgehend unterrichtet zu halten. Herr Bosshard empfiehlt weiterhin die Durchführung von Informationsreisen, denen aber kein touristischer Charakter zukommen soll. Er erwähnt in diesem Zusammenhange das eigenartige Verhalten der Zentrale für Verkehrsförderung, die kürzlich, als eine solche Reise für englische Berichterstatter hätte durchgeführt werden sollen, für deren Zustandekommen zur Bedingung stellte, dass die Herren darauf hinzuweisen hätten, die Sache sei von ihr finanziert worden. Ferner ist dem Journalistenaustausch besondere Bedeutung zuzumessen. Es erscheint jedoch erforderlich, dass die ausgetauschten Berichterstatter letzten Endes wieder in ihr Land zurückkehren. Bei Studentenaustauschen hätte man oft die Erfahrung gemacht, dass die Leute ihrem Lande endgültig den Rücken gekehrt hätten. Auch Austausch von bedeutenden Persönlichkeiten beider Länder sollten in Frage gezogen werden. Eine weitere Notwendigkeit sei die Zusammenarbeit mit dem Landessender Beromünster. Was den 16 mm Film anbelange, so müsse getrachtet werden, einen eigenen Stil zu bringen. Bis jetzt seien die Streifen zu langweilig gewesen. Herr Bosshard glaubt der Heranbildung von Presseattachés besondere Bedeutung beimessen zu müssen. Er persönlich sei der Ansicht, dass jede Zweideutigkeit in bezug auf die «Stellung nach aussen» einer schweizerischen Pressestelle in Washington oder New York vermieden werden müsse. Als günstigen Anknüpfungspunkt für eine Annäherung zu Amerika bezeichnet der Referent die Anwesenheit in der Schweiz der amerikanischen Urlauber.

6. Die sowjetische Militärdelegation zur Lösung der Frage der sowjetischen Internierten befand sich im Sommer 1945 in der Schweiz. Vgl. E 2001 (E) 1/103. Vgl. auch *Thematisches Verzeichnis in diesem Band: Schweizerische Asylpolitik und UdSSR – Politische Beziehungen.*

Herr Minister Stucki stellt die Frage, ob unser Landessender in den Vereinigten Staaten entsprechend abgehört werde und insbesondere, ob dies auch nach der Hochkonjunktur der Fall sein würde, was Herr Bosshard bejahend beantwortet. Herr Minister Stucki weist darauf hin, dass an der gegenwärtigen Konferenz kein Vertreter der schweizerischen Verkehrsinteressen anwesend sei: Dies sei kein Zufall, denn er habe bewusst jeden Einfluss der Touristik ablehnen wollen.

Herr Thorin weist darauf hin, dass man jenseits des Atlantik nicht wisse, dass Beromünster eine verstärkte Emission für die Vereinigten Staaten vorbereite. Er macht sodann einige Angaben über die «American Friends of Switzerland», die sich an das Memorandum von Herrn Goodwin halten.

Herr von Reding spricht sich über die Fragen der Radiosendungen nach Amerika aus. Er stellt fest, dass bis anhin die Kurzwellen, die Nachrichten und Grüsse an die Soldaten vermittelten, viel gehört wurden. Die wichtigsten Sendungen erfolgen über das USA-Sendernetz; wir seien in der Tat nicht in der Lage, solche Emissionen, für die pro halbe Stunde etwa 20'000 Dollars bezahlt werden, zu finanzieren. Etwas Phantasie und «Sensation» sei bei uns notwendig, um die Sendungen anregender zu gestalten. Herr von Reding ist der Ansicht, dass auch der Austausch von Künstlern und musikalischen Werken sowie Einladungen von amerikanischen Reportern notwendig seien. Die Frage der finanziellen Unterstützung sei akut. Die Verkehrszentrale beispielsweise zahle nichts, wenn «ihr Aushängeschild» nicht zugelassen werde.

Herr Minister Stucki fragt Herrn von Reding, warum er bei seinen Bemühungen nicht im Politischen Departement einen Bundesgenossen gesucht habe.

Herr Stierlin betont die «curiosity» der Amerikaner. Wir sollen ihnen unsere Werte zeigen. Amerika sei schwer von hier aus zu beurteilen, und ein Kontakt mit der Kultur dieses Landes müsse durch Besuche desselben hergestellt werden. Es wäre zu empfehlen, dass Persönlichkeiten aus allen Kreisen, wie etwa Wissenschaftler, Mediziner und Künstler, Amerika besuchen.

Prof. Rohn betont, dass es besonders begrüssenswert wäre, wenn alle Bestrebungen betreffend die Annäherung an die Vereinigten Staaten in einer Hand zusammengefasst würden und sich womöglich für einen einheitlichen Zweck einsetzten. Zersplitterung müsse vermieden und Koordination angestrebt werden. Wichtig ist der Studentenaustausch. Er sei gerne bereit, diesem Problem unter einem weiteren Gesichtswinkel seine besondere Aufmerksamkeit zu schenken: Nicht nur Studenten, sondern auch Wissenschaftler und Künstler sollen in diese Bestrebungen einbezogen werden. Bisher seien jährlich etwa 15 Schweizer Studenten nach Amerika gelangt. Die Zahl der in die Schweiz geschickten amerikanischen Studenten sei hauptsächlich aus dem Grunde geringer gewesen, weil es an Stipendien, und zwar im wesentlichen an Verpflegungsstipendien, mangelte. Der Redner beabsichtigt, demnächst eine Konferenz der schweizerischen Hochschulrektoren einzuberufen; diesen Fragen werde besondere Aufmerksamkeit geschenkt werden.

Dr. Fueter gibt einen kurzen Überblick über die Probleme des Instituts für Auslandsforschung, dessen «Amerika-Europa-Sektion» in Entstehung be-

griffen sei. Was den Studentenaustausch anbelange, so planen die Vereinigten Staaten einmal einen kurzfristigen Aufenthalt in der Schweiz von Militärpersonen aus deutschbesetzten Gebieten und andererseits einen längeren Studienaufenthalt entlassener amerikanischer Wehrmänner für «post-graduate studies» bei uns⁷. Auch der Dozentenaustausch dürfe nicht vergessen werden. Vom Politischen Departement möchte er eine möglichst weitgehende Vermittlung von Dokumentation wünschen. Er weist in diesem Zusammenhang auf die Bedeutung der in unserm Land zu gründenden «Zentralstelle» hin. Was die politischen Fragen anbelange, wundern sich, so führt Herr Dr. Fueter weiter aus, die Vereinigten Staaten darüber, dass die Schweiz so wenig am Wiederaufbau teilnehme. Unserem Lande sollte der gebührende Platz in der Völkergemeinschaft gesichert werden. Eine Beteiligung in irgendeiner Form an der Zusammenarbeit aller Länder sei notwendig; dazu könnte die Unterstützung des Politischen Departements von besonderem Wert sein.

Herr Minister Stucki stellt fest, dass die Frage der Stellung der Schweiz zur internationalen Organisation von allergrösster Bedeutung sei⁸. Sobald der Standpunkt unseres Landes festgelegt sein wird, soll er dem Auslande bekanntgegeben werden; vorher sei eine Stellungnahme nicht möglich. Das Parlament und der Bundesrat müssen zunächst die wesentlichen Linien unserer Politik festlegen; viele Fragen bedürfen noch der Abklärung.

Herr Prof. Brunner führt aus, er stehe noch unter dem Eindruck des pessimistischen Votums von Herrn Minister Bruggmann, dessen etwas düsteres Bild im wesentlichen jedoch eher vom politischen Standpunkt aus entworfen worden sei. Er möchte im übrigen die Anregung machen, dass wir uns im Verlaufe der Bemühungen, mit den Vereinigten Staaten Kontakt zu schaffen, etwas weniger Reserve auferlegten. Insbesondere die Fühlungnahme mit den ausländischen Journalisten sollte entschieden gefördert werden. Auch Herr Prof. Brunner legt weitgehendste Koordination aller Bestrebungen zur Förderung der gegenseitigen Beziehungen nahe. Die «Swiss American Society for Cultural Relations»⁹ und die «Association of Swiss Friends of the United States», beide in Zürich, sollten mit einheitlichen Zielen nach aussen hin geschlossen auftreten können.

Herr Minister Bruggmann erklärt, es sei «sub specie aeternitatis» gegen die Bestrebungen verschiedenster Art zur Förderung unserer Beziehungen mit den Vereinigten Staaten nichts einzuwenden; grundsätzlich müsse aber der Satz gelten «e pluribus unum».

Herr Minister Sulzer weist darauf hin, dass Herr Goodwin im Rahmen der «American Friends of Switzerland» einen «Advisory Council» aus Schweizerbürgern vorgesehen habe. Er empfiehlt, den Initianten zur Besprechung der diesbezüglichen Fragen einzuladen.

Herr Minister Stucki stellt zusammenfassend folgendes fest: Die Grün-

7. Vgl. BR-Prot. Nr. 2148 vom 31. August 1945, DoDis-1285, sowie E 2001 (D) 3/308.

8. Vgl. hierzu das Thematische Verzeichnis in diesem Band: Die Schweiz und die UNO.

9. Vgl. E 2001 (D) 3/257. Über die Gründung dieser Gesellschaft im März 1940, vgl. E 2200 New York 7/91.

derung der «American Friends of Switzerland» ist sehr zu begrüßen. Wichtig erscheint der Umstand, dass diese Gesellschaft ihre Tätigkeit ganz unabhängig von Einflüssen des Staates oder halbamtlicher Instanzen wird entfalten können. Das Politische Departement ist jederzeit zur Unterstützung ihrer Bestrebungen bereit. Grundsätzlich können von Seiten des Departements nur jene Sachbereiche herausgegriffen werden, die des Staates sind. Auf den übrigen Sachgebieten dürfen wir uns lediglich als wohlwollende und fördernde Zuschauer verhalten.

Die Anregungen von Herrn Bosshard sind wertvoll. Eine gewisse Kritik an der bisherigen Gestaltung des Presseinformationswesens ist berechtigt, doch können mildernde Umstände geltend gemacht werden. Die Zentralstelle für den Auslandspressedienst ist unerlässlich, und sie wird heute unter normalen Verhältnissen an keinen Paralyse leiden. Wir sind auf falschem Wege mit Bezug auf die Anwendung von finanziellen Mitteln für die Propaganda. Die Kredite, die für die Werbung für das Ansehen unseres Landes bestimmt sind, müssen nicht allein Handel und Tourismus zufließen: es gilt, unsere Kultur zu propagieren.

Was die Behandlung der ausländischen Journalisten in der Schweiz anbelangt, ist unser guter Wille oft schlecht gelohnt worden; ich habe diesbezüglich in der letzten Zeit persönliche Erfahrungen gemacht. Wir werden uns weiterhin nach Möglichkeit bemühen, jedoch ist «good will» auf beiden Seiten nötig. Für die Propaganda in den Vereinigten Staaten können wir keine amerikanischen Methoden anwenden. Von grosser Bedeutung ist die Bestellung eines Presseattachés¹⁰. Hier darf nicht camoufliert, sondern es muss offene Arbeit geleistet werden. Die Schwierigkeit liegt in der Wahl des geeigneten Mannes. Ich bitte die Herren, die dazu in der Lage sind, mir schriftlich diesbezügliche vertrauliche Vorschläge zu unterbreiten.

10. Gemäss BR-Prot. Nr. 400 vom 8. Februar 1946, E 1004.1 1/466, wurde E. Kessler zum Schweizer Presseattaché in Washington ernannt.

27

E 2801/1967/77/3

[DoDiS-317]

Protokoll des Politischen Departements

KONFERENZ VOM 17. SEPTEMBER 1945 UM 15.00 UHR IM GEBÄUDE DER EIDG.
DARLEHENSKASSE, BUBENBERGPLATZ 8, BETREFFEND VERSTAATLICHUNGEN,
ENTEIGNUNGEN UND KOLLABORATION IN JUGOSLAWIEN¹

Kopie

GS

Vertraulich

Bern, 17. September 1945

[...]²

Herr Legationsrat Zehnder begrüsst die anwesenden Vertreter. Zweck der Konferenz ist eine Orientierung über die rechtliche Grundlage der Verstaatlichungsmassnahmen Jugoslawiens. Der Sprechende dankt den Anwesenden für ihr Erscheinen und insbesondere Herrn Minister Dr. Zellweger für seine Bereitwilligkeit, den interessierten Firmen Auskunft über die herrschenden Verhältnisse in der Sache zu erteilen.

Herr Minister Dr. Zellweger weist zu Beginn seiner Ausführungen auf die politischen Verhältnisse in Jugoslawien hin. Bei der Betrachtung der von der derzeitigen Regierung unternommenen Schritte auf dem Gebiete der Nationalisierung ist auszugehen von der Tatsache, dass in Jugoslawien die kommunistische Partei die Vorherrschaft inne hat, die sich eine weitgehende Verstaatlichung der Wirtschaft zum Ziele setzt. Der Referent macht in diesem Zusammenhang auf das Budget Jugoslawiens für das zweite Halbjahr 1945 aufmerksam, das von insgesamt 9,8 Milliarden Dinar Einnahmen u. a. 3,2 Milliarden aus staatlichen Monopolen, 3,5 Milliarden aus den verstaatlichten Betrieben und nur 1,4 Milliarden aus Steuern vorsieht. Die heutige Regierung gibt sich sogar der Hoffnung hin, später auf die Eintreibung von Steuern gänzlich verzichten zu können.

1. Zu den Nationalisierungen in Jugoslawien siehe auch E 2001 (D) 3/370, E 9500.2/1970/229/1 und E 2200 Belgrad 1969/55/6.

2. An dieser Konferenz sind vertreten: E. Zellweger, Minister in Belgrad; A. Zehnder, EPD; W. Hofer, Jurist EPD; P. Dumont, Vertreter der Firma Zementia Holding AG in Zürich; A. v. Egry, Vertreter der Croatia Zementfabrik; J. P. Perry, Vertreter der Beacinska Zementfabrik in Zagreb; H. Blass, Direktor SKA; P. Lachenal, Vertreter der Nasic in Genf; A. Roesle, Vertreter der Glaro AG; C. H. Gossweiler, Direktor Wander AG; E. Bachmann, Vertreter Seidenweberei Novi-Vrbas; C. Montandon, W. Krasting und J. A. Meyer, Vertreter der Elektrizitäts- und Verkehrsgesellschaft in Basel; P. Perrochet, Vertreter der Kraft und Licht AG in Basel; E. Brenni, Vertreter der Tannini Ticinesi in Maroggia; P. Rey, Vertreter der Jugotanin in Zagreb; P. Bally, Vertreter der Inga in Schaffhausen; F. W. Kronauer und F. Hodel, Vertreter der Osijeker Seidenweberei; F. Kind, Vertreter der Etexco AG in Zürich; Herr Léchaire, Vertreter der Nestlé; R. Hardmeyer, Vertreter der Aluminium-Industrie AG in Lausanne, S. Baumgartner, Vertreter der Mundus AG in Zug; M. Pfyffer, Direktor Eidg. Darlehenskasse; F. Bauer und A. Ammann, Handelsabteilung EVD; M. Corti, EPD (Protokoll). Zu den erwähnten Firmen siehe auch E 2200 Zagreb 2/1,2

Bei seinen Verstaatlichungsmassnahmen geht Jugoslawien auf verschiedene Weise vor:

1. Durch Einziehung des gesamten Feindsvermögens, also des deutschen und italienischen Eigentums.

2. Durch Einziehung des Vermögens solcher Personen, die in einem Kollaborationistenprozess der nationalen Ehre als verlustig erklärt werden. In Serbien sind die meisten derartigen Prozesse bereits durchgeführt worden und haben zur Verstaatlichung von 90% der Industrie geführt. Der Referent weist darauf hin, dass diese Prozesse in erster Linie einem politischen Bedürfnis, demjenigen der Säuberung gedient haben. Bemerkenswert ist, dass die Hauptstrafe der Entzug der nationalen Ehre ist, währenddem Zwangsarbeit bis zu 10 Jahren und die Entziehung des Vermögens als Nebenstrafen ausgesprochen werden. Als Verbrechen gegen die nationale Ehre gilt nicht bloss die Kollaboration auf politischem Gebiete, sondern jede politische, kulturelle, propagandistische, künstlerische, juristische, administrative oder sonstige Zusammenarbeit mit der Besetzungsmacht oder den Verrätern des Landes, ebenso freundschaftliche und anhaltende Beziehungen mit Angehörigen der Besetzungsarmee oder der Besetzungsbehörden. Wirtschaftliche Zusammenarbeit mit dem Okkupator liegt schon vor, wenn Lieferungen an ihn gemacht worden sind. Dabei wird der Begriff der Zusammenarbeit unter Umständen sehr weit gefasst. Als solche wurde z. B. die Abgabe eines Motorfahrzeuges an die Okkupationsbehörden betrachtet, wobei diese der in Frage stehenden Firma ein Pferdefuhrwerk überliessen. Die Tatsache, dass den Behörden auf diese Weise ein rascher funktionierendes Verkehrsmittel zur Verfügung gestellt worden sei, habe genügt, die Firma als Kollaborationist zu verdächtigen. Herr Minister Zellweger führt speziell auch die Verhältnisse in Kroatien an, wo der kommunistische Innenminister eine Verfügung erlassen habe, wonach die Kollaboration gewissermassen als praesumptio iuris vorausgesetzt werde und der Beschuldigte einen Entlastungsbeweis zu erbringen habe³. Der Gesetzgeber habe zwar seine Kompetenzen überschritten, was aber nicht hindere, dass dieses Gesetz für Kroatien angewendet werde. Allerdings habe ihm der Regierungspräsident von Kroatien erklärt, für Verstaatlichungen ausländischer Unternehmen sei nur die Zentralregierung in Belgrad zuständig. Herr Minister Zellweger macht darauf aufmerksam, dass die Schweizer mit bemerkenswertem Instinkt nicht kollaborationiert hätten. Sie hätten es vielmehr auf Requisitionen ankommen lassen.

3. Jugoslawien will sodann die Verstaatlichung gewisser Industrien, z. B. der Bergwerke, auf dem Wege der ordentlichen Gesetzgebung herbeiführen. Ein entsprechender Gesetzesentwurf wurde indessen dem AVNOJ (antifaschistische Versammlung der nationalen Befreiung Serbiens) nicht mehr vorgelegt, vermutlich wegen Vorstellung seitens der englischen Botschaft. Der Referent zweifelt indessen nicht daran, dass ein solcher Entwurf nach seiner Vorlage angenommen werde.

3. Nicht ermittelt. Betreffend die Gesetzessammlungen zur Nationalisierung in Jugoslawien siehe E 9500.2/1970/229/2.

4. Eine weitere Möglichkeit zur Verstaatlichung hat sich der jugoslawische Staat durch ein Gesetz über die Verwaltung der Güter landesabwesender Personen verschafft⁴. Der berechtigte Eigentümer hat, um die Wiedererlangung seines Besitzes zu erreichen, einen Prozess vor einem Volksgericht durchzuführen. Dabei steht es aber dem Staate frei, sich von solchen Gütern einen Teil anzueignen, indem die Gerichte, die über die Rückerstattung zu entscheiden haben, sich von Billigkeitserwägungen gegenüber dem Berechtigten und den Interessen der Volkswirtschaft leiten lassen sollen.

Der Referent streift noch kurz die Lohn- und Preisverhältnisse in Jugoslawien. Löhne und Preise sind offiziell stabilisiert, stehen aber in keinem Verhältnis zu den Tatsachen. Als Beispiel erwähnt Herr Minister Zellweger, dass die Direktoren der verstaatlichten Betriebe ein Höchstsalär von 6000.– Dinar pro Monat erhalten, während es die Gesandtschaft nicht verantworten konnte, ihrer serbischen Dactylo weniger als 7000.– Dinar und dem Chauffeur der Gesandtschaft weniger als 6000.– Dinar Gehalt zu entrichten. Die Auswirkungen der Lohn- und Preispolitik in Jugoslawien für die schweizerischen Unternehmen hält der Referent trotzdem nicht für sehr wesentlich. Gefährlich wirkt sich dagegen der Umstand aus, dass den Privatbetrieben, soweit sie noch bestehen, keine Rohmaterialien zugeteilt werden, was sie gegenüber den verstaatlichten Werken in Nachteil bringt.

Die Schweizerische Gesandtschaft wird nunmehr beim jugoslawischen Ausenministerium eine allgemeine Demarche unternehmen. Sie wird die Einstellung der Kollaborationistenprozesse gegen Schweizer⁵ und die Rück-erstattung der Güter abwesender Schweizer auf administrativem Wege statt auf gerichtlichem unter Nachweis des schweizerischen Eigentums bezwecken.

Anschliessend regt Herr Minister Zellweger an, die schweizerischen Firmen mit Interessen in Jugoslawien möchten prüfen, ob sie Rohmaterial und maschinelle Einrichtungen, an denen dort starker Mangel herrsche, liefern könnten. Derartige Offerten wären geeignet, den massgebenden Stellen unsere Bereitwilligkeit, mit Jugoslawien in einen regeren Handelsverkehr zu treten, zu dokumentieren.

In der anschliessenden Diskussion ergreifen die Herren Brenni, Dr. Meier, Dr. Krasting, Bachmann, Dr. Gossweiler, Lachenal und Kronauer das Wort. Herr Minister Zellweger und Herr Bauer, soweit die Handelsabteilung hiefür zuständig ist, erteilen die gewünschten Auskünfte.

Zur Frage der Einreise schweizerischer Persönlichkeiten nach Jugoslawien bemerkt Herr Minister Zellweger, dass es schwierig sei, von den Behörden die entsprechenden Bewilligungen zu erhalten. Die interessierten Firmen sollen aber Visumsgesuche stellen. Die Schweizerische Gesandtschaft werde sie in Belgrad unterstützen.

Was die Nachrichtenübermittlung anbelangt, so kommt aus praktischen Gründen vorläufig nur die diplomatische Vermittlung in Frage. Hinsichtlich

4. Vgl. den Brief E. Zellwegers an das EPD vom 12. Juli 1945, E 2001 (E) 1967/113/465.

5. Zur Kollaboration von Schweizern in Jugoslawien vgl. das Gutachten von Prof. G. Scelle, E 9500.2/1970/229/3. Für das Studium von Einzelfällen siehe E 2001 (E) 1/16 sowie E 2200 Belgrad 1969/55/2, 6.

des Postverkehrs beabsichtigen Jugoslawien und die Schweiz, bei den Besetzungsmächten Österreich, Frankreich, England und USA vorstellig zu werden, um einen Transit durch die fraglichen Gebiete zu erreichen.

Bezüglich der Währungsfrage bemerkt Herr Minister Zellweger, dass der Kurs von 12 Dinar = 1 Schweizerfranken den tatsächlichen Verhältnissen in keiner Weise entspreche. Ein Kurs von 30–40 Dinar pro Franken in Noten und ein solcher von 70 Dinar pro Goldfranken wäre angezeigt.

Zur Frage, ob Warenlieferungen in der chemisch-pharmazeutischen Branche möglich seien, da der Staat die Waren ein- und verkaufe, antwortet Herr Minister Zellweger, dass nach den gesetzlichen Vorschriften wohl nur der Staat bzw. die von ihm geschaffenen Einkauf- und Verteilungsstellen sich mit dem Einkauf befassen. Der Warenmangel sei derart gross, dass mit einer Lockerung der starren Regelung zu rechnen sei.

Bezüglich Lieferungen von Ersatzteilen schweizerischer Herkunft für Maschinen in jugoslawischen Filialen empfiehlt der Referent wegen der Preis- und Währungsfrage Zurückhaltung.

Auf eine weitere Frage, ob ein schweizerisches Unternehmen in Jugoslawien, an dem französische Firmen beteiligt sind, auf die Unterstützung Frankreichs rechnen könne, wird die Auskunft erteilt, es sei anzunehmen, dass dieser Staat die Schritte der Schweizerischen Gesandtschaft wohl unterstütze.

Herr Bauer, Handelsabteilung, bemerkt, dass mit der in der Schweiz befindlichen jugoslawischen Delegation die Verstaatlichungsfrage nicht behandelt werden könne. Es handle sich um eine bloss e Einkaufsdelegation, die nicht bevollmächtigt sei, auf diese Frage überhaupt einzutreten. Es sei aber nicht ausgeschlossen, dass in absehbarer Zeit Verhandlungen⁶ zwischen bevollmächtigten Delegationen der Schweiz und Jugoslawiens über einen Handelsvertrag stattfinden⁷. Bei dieser Gelegenheit liessen sich wohl auch verschiedene Einzelfälle diskutieren.

Nach Abschluss der allgemeinen Diskussion empfängt Herr Minister Zellweger die Vertreter der einzelnen Firmen zu persönlichen Besprechungen.

6. Zu den Verhandlungen der gemischten jugoslawisch-schweizerischen Kommission siehe E 9500.2/1970/229/3, BR-Prot. Nr. 922 vom 5. April 1946, E 1004.1 1/468, sowie E 2200 Belgrad 1969/55/7.

7. Ein Abkommen über den Waren- und Zahlungsverkehr zwischen der Schweiz und Jugoslawien wurde am 21. September 1946 abgeschlossen; vgl. DoDiS-1815, E 2001 (E) 1/372 und E 7110/1967/32/821 Jugoslawien.

Der Handelsvertrag vom 27. September 1948 ersetzte denjenigen vom 28. Februar 1907. Siehe auch BR-Prot. Nr. 2521 vom 7. Oktober 1946, E 1004.1 1/474.

28

E 2800/1990/106/17

[DoDiS-45]

*Le Professeur W. Rappard
au Ministre sans Portefeuille de Grande-Bretagne, Ph. Noel-Baker*

*Copie**L Personal and confidential**Genève, September 21st, 1945*

My dear Noel-Baker,

Your interesting letter marked «strictly personal and confidential», dated September 13th, 1945¹, was handed to me this afternoon at Valavran at 1.50 P. M.

As you will readily recognise, it was impossible to construe your recommendation very narrowly and at the same time send you a reply that would be in any way helpful. It is therefore with the authorisation of those whose opinion counts for far more than mine² that I asked your excellent Minister in Berne to be good enough to send you the following wire:

«Letter September 13 received only September 21 afternoon cordial thanks. Enclave suggestion has been submitted to thorough legal study by our Foreign Office. Tentative conclusions expert show grave constitutional and great practical difficulties. In order to make positive proposals Government would have to submit question to Parliament and probably to popular referendum after ascertaining views France. In view certain delay and uncertain result would seem unwise base policy on doubtful acceptance suggestion. Federal Government of course happy if Geneva seat and very anxious restore relations with Moscow. Am writing».

As I do not wish to bother you with an interminable letter, I shall add but a very brief comment.

We are all fully aware over here of the difficulties arising out of the present position, which in fact is strangely similar to that with which we were faced twenty-six years ago. Then also, Switzerland's entrance into the League of

1. *Non reproduite. Dans cette lettre, Ph. Noel-Baker écrit e. a.:* But I think there is no chance of persuading the Russians to come to Geneva unless an international enclave is set up. I am told by some people that the authorities in Geneva and also the Swiss Government are ready to make proposals on this matter, and indeed that they have already drawn them up in detail. If this is true, I should be most grateful if you could let me have the proposals at the earliest possible moment by our Legation bag, and if you could write me fully and confidentially what is the present situation. If there is to be an enclave, it is of course desirable that it should include all the existing League and ILO buildings, the aerodrome, and a hotel, e. g. the Carlton, and there should, if it is at all possible, be access to a railway without passing through Swiss custom houses. Cf. DoDiS-43.

2. *W. Rappard avait obtenu l'approbation de M. Petitpierre quant au contenu de cette lettre.*

Nations was uncertain at the time the seat of the League was fixed at Geneva. Let us try to look upon that precedent as encouraging!

When the idea of the enclave³ was first brought to our attention some months ago, the people at Berne were inclined to look upon it as too adventurous to be taken seriously. After my recent visit to London, however, they went into it very thoroughly and asked a member of our Federal Tribunal⁴ to examine the problem it raises in its legal and constitutional aspects. There is no doubt that the cession, were it only on a long lease, of national territory, is a matter of the highest importance, as everything that deals with the political independence and territorial integrity of any state. The smallness of Switzerland and of the Canton of Geneva and the fact that an enclave going from the Lake to the French frontier would separate the city of Geneva from Switzerland, still further enhances the delicacy of the problem. As it is one which cannot be solved by the Federal Government alone and still less, of course, by the Conseil d'Etat of the Canton of Geneva, it is impossible to base any policy on the assumption that the Federal Parliament and the people at the polls would be prepared to make the necessary concessions.

What remains certain, on the other hand, is that the Federal Government and the large majority of the Swiss people would be very happy to see the new organisation take the place of the old in Geneva if that could be done under conditions satisfactory both to the United Nations and to Switzerland. As this would depend on the still uncertain relations which it would be found possible to establish between that mighty organisation and this tiny state, it is obvious to me that nothing final can be arranged at this juncture.

What is certain also is the unanimous desire of the Swiss Government to hasten the re-establishment of normal diplomatic relations with Moscow. I mention this circumstance here and in my wire in connection with the first sentence of the second paragraph of your letter.

I fully realise how unsatisfactory my reply to your letter may strike you, but I am sure that on reflection you will recognise as I do that it could hardly be otherwise and I am not without hope for future developments.

3. *Sur la création d'une enclave de l'ONU à Genève*, cf. E 2001 (D) 8/6-7.

4. *Avis de droit du Juge fédéral H. Huber*, cf. E 2001 (D) 8/7.

29

E 4001 (C) 1/282

[DoDiS-305]

*Der Vorsteher des Justiz- und Polizeidepartements, Ed. von Steiger,
an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre*

S

Bastianini¹ /

Ihr Schreiben vom 25. September 1945

Bern, 27. September 1945

Ich darf Ihnen vielleicht in Erinnerung rufen, dass wir am 28. Juni 1945 einen entsprechenden Antrag² beim Bundesrat eingereicht haben, der lautete:

«Der Bundesrat wolle beschliessen: Der gewesene Botschafter Giuseppe Bastianini ist an die Grenze zu stellen und den amerikanischen Militärbehörden unter Kenntnissgabe des Sachverhaltes zu übergeben. Jugoslavien ist hievon zu unterrichten. In Bezug auf den Sohn Lucio Bastianini wird ein besonderer Antrag gestellt werden»

Sie haben hiezu in der Sitzung des Bundesrates vom 29. Juni³ folgendes ausgeführt:

«Le refoulement de B. serait un affront à la Yougoslavie, une fin de non-recevoir qui ne lui donnerait pas satisfaction. Le Ministre de Yougoslavie dit que cette mesure serait critiquée dans son pays. Nous avons reçu une demande d'extradition et demandé des informations complémentaires. Nous sommes ainsi liés. Nous devons pour le moins attendre la réponse yougoslave. Donc, pas de refoulement possible pour le moment. Il ne faut pas traiter l'affaire comme une demande d'extradition. C'est une demande de livraison. Nous devons déterminer notre attitude à l'égard de cette demande: remise pure et simple ou remise après examen? En cas de refus, gros ennui. Il faut adopter une attitude et savoir faire front contre l'étranger et l'opinion publique suisse. Que dira-t-on de notre attitude dans trois ou cinq ans? Pour aujourd'hui, il convient de ne pas décider le renvoi de B. Attendons en tout cas la documentation demandée. A ce moment-là, il y aura lieu de se décider sur le fond ou décider le refoulement».

Gestützt darauf wurde die weitere Behandlung der Angelegenheit vertagt. Ein endgültiger Beschluss ist noch nicht gefasst worden, nachdem auch die andern Mitglieder des Bundesrates, wie jedenfalls Herr Bundesrat Stampfli, mit einer Verschiebung einverstanden waren.

1. G. Bastianini war seit 1941 Gouverneur in Dalmatien, danach Unter-Staatssekretär für Auswärtige Angelegenheiten. Als Mitglied des Grossen Faschistischen Rats war er am Sturz Mussolinis im Juli 1943 beteiligt und wurde im Januar 1944 durch das Veroneser Gericht zum Tode verurteilt. Am 12. April 1944 floh er in die Schweiz.

2. Nicht abgedruckt.

3. Das BR-Prot. dieser Sitzung befindet sich nicht in E 1004 1.1/458. Vgl. E 4001 (C) 1/282, wo sich eine Kopie befindet.

Wenn ich Ihren Brief vom 25. September⁴ richtig verstehe, wären Sie nun heute aber doch geneigt, unserm damaligen Vorschlag wieder näher zu treten; denn Sie führen in Absatz 2 folgendes aus:

«En revanche, on pourrait, me semble-t-il, envisager de procéder à l'égard de M. Bastianini comme nous l'avons fait pour Mme Ciano. M. Balsiger, Chef de la Police fédérale, pourrait examiner avec le fonctionnaire compétent de la Légation des Etats-Unis si les Américains seraient disposés à prendre M. Bastianini et à s'occuper de lui comme ils l'ont fait pour Mme Ciano⁵.»

Das ist gerade das, was wir mit unserm Antrag vom 28. Juni 1945 vorgeschlagen hatten. Selbstverständlich waren auch wir der Auffassung, dass man vorher in aller Offenheit die jugoslawische Regierung hätte unterrichten sollen.

Darf ich Sie bitten, nun noch einmal zu unserem Antrag vom 28. Juni 1945, wovon ich ein Doppel beilege, Stellung zu nehmen und mir mitzuteilen, ob ich das Geschäft wieder auf die Traktandenliste für eine der nächsten Sitzungen des Bundesrates setzen kann⁶?

4. Vgl. DoDiS-2192.

5. Zur Angelegenheit E. Ciano, Flüchtling in der Schweiz seit dem 9. Januar 1944, vgl. DDS, Bd. 15, Anhang II zu Nr. 41. Als Folge eines Abkommens zwischen dem Bundesrat und den Alliierten wurde E. Ciano in der Nacht vom 29. auf den 30. August 1945 an die alliierte Besatzungsmacht in Italien ausgeliefert.

6. G. Bastianini verliess die Schweiz heimlich im Juli 1946. Zum Fall Bastianini vgl. auch die Notice concernant le cas Bastianini des EPD vom 18. Januar 1947, DoDiS-1760.

30

E 2001 (E) 2/633

[DoDiS-75]

Interne Notiz des Politischen Departements¹

WIRTSCHAFTSVERHANDLUNGEN MIT POLEN

HZ

Bern, 1. Oktober 1945

An der Sitzung vom 28. September² in der Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartementes wurde festgestellt, dass Wirtschaftsverhandlungen mit Polen wünschbar sind und zwar aus folgenden Gründen:

1. Auf Grund privater Informationen scheinen Liefermöglichkeiten für Kohle aus dem polnischen und ehemals schlesischen Kohlenbezirk in die Schweiz zu bestehen.

1. Diese Notiz an W. Stucki wurde erstellt und unterzeichnet von A. Zehnder.

2. Vgl. die nicht abgedruckte Notiz zur Conférence présidée par M. Troendle au sujet de la reprise des échanges avec la Pologne vom 28. September 1945.

2. Die schweizerischen finanziellen Interessen sowohl in Alt-Polen wie in den neu zu Polen gekommenen Gebieten sind bedeutend. Sie betragen für Anleihen, Kredite und Beteiligungen rund 134 Millionen Franken; der Saldo aus dem früheren Kompensationsverkehr mit Polen ist unbedeutend. Dagegen scheinen die Einzelforderungen aus schweizerischem Besitz in Polen von früher in Alt-Polen, im Wartegau und in Schlesien domizilierten Landsleuten einen namhaften Betrag zu erreichen. Genaue Zahlenangaben liegen noch nicht vor³.

Für die Wiederaufnahme der Wirtschaftsbeziehungen mit Polen sind zwei Etappen vorgesehen worden:

a) Erste Etappe: Die Schweiz wäre bereit, Investitionsgüter nach Polen zu liefern und an Zahlungsstatt Kohle und allfällige andere Bodenschätze und landwirtschaftliche Produkte zu beziehen. Sie ist auch geneigt, solche Transaktionen zu finanzieren, damit der Wirtschaftsverkehr anläuft unter der Bedingung, dass Polen die schweizerischen Forderungen gegenüber Alt-Polen und die schweizerischen Forderungen aus dem Besitz in Alt- und Neu-Polen restlos anerkennt.

b) Zweite Etappe: Sobald der Warenverkehr aus Polen in die Schweiz eingesetzt hat, soll eine Quote im Rahmen des Warenverkehrs zur Abtragung der sub a) erwähnten Forderungen vorgesehen werden. Inzwischen soll seitens der Schweizerischen Bankiervereinigung und dem Eidg. Politischen Departement die Enquête für die zahlenmässige Erfassung der erwähnten Forderungen durchgeführt werden⁴.

Die Handelsabteilung ist bereit, mit einer polnischen Handelsdelegation in Besprechungen zu treten und allenfalls nach Warschau zu reisen, sobald von der polnischen Regierung eine offizielle Einladung⁵ zu solchen Verhandlungen bei der Handelsabteilung eingegangen ist⁶.

3. Zu Fragen der Nationalisierungsentschädigungen in Polen siehe E 9500.2/1976 /18.

4. Zur Frage einer Enquête über schweizerische Forderungen in Polen siehe E 2001 (E) 1/368 sowie E 9500.2 1976/18/17.

5. Randnotiz auf dem vorliegenden Dokument, von W. Stucki am 3. Oktober 1945 angebracht. Die Einladung kann als offiziell erfolgt betrachtet werden. Ich habe heute dem prov. poln. Geschäftsträger erklärt, eine schweiz. Delegation werde sich so bald als möglich nach Warschau begeben. Erbitte Bericht, wann reisen. Die polnische Einladung erfolgte am 4. Oktober 1945; siehe hierzu E 2001 (E) 2 /633.

6. Zu den Wirtschaftsverhandlungen zwischen der Schweiz und Polen siehe E 7110/1967/32/821 Polen sowie E 7110/1973/119/36. Ein Waren- und Zahlungsabkommen wurde am 4. März 1946 abgeschlossen, vgl. DoDiS-1785.

31

E 2001 (D) 11/24

[DoDiS-24]

Le Ministre de Suisse à Tokyo, C. Gorgé, au Département politique.

Copie

Tokio, 5 octobre 1945, 10 h. 30

T

(Reçu: 7 octobre, 15 h. 10)

Numéro 611¹ Mon 596². Eus mardi longue entrevue avec Général MacArthur à son Quartier général. Accueil fut extrêmement chaleureux surtout affectueux. Général était bien informé de conditions difficiles dans lesquelles eus à défendre intérêts américains³ et c'est d'une voix vibrante qu'il me remercia en son nom comme au nom de son pays en termes que n'aurais guère attendus d'un militaire devant lequel Empereur Japon se présentait semaine dernière humble et soumis. Après m'avoir longuement écouté avec vif intérêt sur nombre questions que avais eu à traiter pendant guerre, MacArthur m'entretint de sa campagne, de sa stratégie de victoire finale et ensuite m'exposa longuement politique qu'il allait suivre pour transformer radicalement Japon. Souligna beaucoup atrocités commises par Japonais aux Philippines, notamment sur personnes de ses soldats américains et Philippins capturés par Japonais lors évacuation Philippines par forces américaines et m'exposa toutes mesures qu'il avait prises et prendrait encore pour châtier coupables comme ils le méritent. S'exprima avec sévérité mêlée de mépris envers Haut Commandement japonais dont incapacité sautait aux yeux. Me répéta beaucoup de choses que je connaissais d'après ses déclarations à presse mais en les étayant de commentaires extrêmement intéressants. Insista longtemps sur étendue immense de défaite japonaise et sur situation presque misérable que ce pays occuperait désormais sur plan international. Je vous assure, me déclare enfin MacArthur, que Japon ne comptera plus militairement.

Numéro 612. (Suite à mon No. 611). Mais, ajouta-t-il, il reste un danger, celui que le Japon s'empare des marchés asiatiques en inondant l'Asie de sa camelote vendue à vil prix grâce à des salaires de famine. Ce serait une nouvelle agression, dans l'ordre économique cette fois, dont il nous faut protéger les pays asiatiques. Ce danger, je l'écarterai en libérant les ouvriers japonais de leur esclavage par la création de Labour Unions qui relèveront les salaires et

1. Obligé à se servir du télégramme comme moyen de communication avec Berne, C. Gorgé coupait souvent un document en plusieurs, qui pouvaient ne pas parvenir à Berne le même jour. Dans ce cas le télégramme 612, expédié en même temps que le 611, n'arriva à Berne que le 8 octobre, 17 h. 00.

2. C. Gorgé signale l'établissement des premières relations officielles entre la Légation de Suisse et les autorités américaines d'occupation, cf. E 2300 Tokio 12.

3. Sur la protection des intérêts américains au Japon par la Légation de Suisse, cf. N° 33, publié dans le présent volume, et E 2001 (D) 14/41-49.

le standard de vie, de manière que les produits japonais ne pourront pas concurrencer facilement les autres. L'entretien se prolongea ainsi plus d'une heure, après quoi MacArthur me conduisit de son salon dans son cabinet de travail où, devant moi, il me dédicça sa photographie. En me quittant, il me déclara qu'il ferait n'importe quoi pour m'être agréable et me demanda par exemple quand je désirais un bateau pour rentrer par l'Amérique. Avant entrevue, MacArthur avait tenu que je fusse accueilli par le Général L. Loughby, chef des services politiques et diplomatiques du Quartier Général, qui fut pour moi d'une exquise amabilité et se mit à ma disposition pour mon ravitaillement et mes préparatifs de départ. Je fus reconduit après l'entretien par un autre Général, adjudant personnel de MacArthur, qui ne me cacha pas que la situation de l'Empereur était encore indécise. Je garderai longtemps le souvenir de cette visite au Quartier Général où le représentant de la Confédération fut littéralement choyé.

Pour autres détails sur visite, voir mes télégrammes 1232 et 1233 à Politique Intérêts⁴.

4. Cf. N° 33, publié dans le présent volume.

32

E 2001 (E) 2/636
[DoDiS-30]

Notice interne du Département politique¹

NOTICE POUR M. KAPPELER, CONSEILLER DE LÉGATION, CONCERNANT NOS
RELATIONS FINANCIÈRES AVEC LE JAPON DEPUIS LA DATE DU BLOCAGE DES AVOIRS
JAPONAIS EN SUISSE.

Copie
ZE

Berne, 5 octobre 1945

I. Blocage des avoirs japonais:

Le 13 août² dernier, le Conseil fédéral, sur proposition du Département Politique, a décidé de bloquer les avoirs japonais en Suisse. Cette décision était basée sur l'engagement pris par la délégation suisse, en vertu de l'accord du 8 mars dernier³, d'étendre immédiatement aux avoirs japonais les mesures

1. Rédigé par J.-F. Chaponnière.

2. Selon les PVCF, le Conseil fédéral décida le blocage des avoirs japonais le 14 août 1945 sur la base d'une proposition du DPF du 13 août 1945, cf. PVCF N° 1942, DoDiS-1273 et E 1004.1 1/460. L'arrêté du Conseil fédéral du 14 août 1945 est publié in RO 1945, vol. 61, pp. 605-610. Sur son application, cf. E 2001 (E) 1/323.

3. «Accord Currie», cf. DDS, vol. 15, N° 391 et N° 391, note 3.

de blocage prises à l'égard d'autres pays «au moment opportun». Vu la capitulation du Japon⁴, le Conseil fédéral a estimé que, compte tenu des intérêts suisses, le moment était venu de procéder à cette mesure. L'arrêté y relatif est entré en vigueur le 14 août; il est établi sur le même modèle que les arrêtés décrétant le blocage des avoirs allemands et polonais.

A la date du blocage, les avoirs dont disposaient les Japonais sur les comptes I et II de la Specie Bank⁵ auprès de la Banque nationale s'élevaient à 60 millions de francs environ.

II. *Réaction des autorités japonaises et répercussions du blocage sur notre accord de compensation avec le Japon.*

Nous avons aussitôt avisé Tokio⁶ en soulignant que les mesures prises ne devaient pas être interprétées, par les Japonais comme un geste inamicale à leur égard mais qu'elles revêtaient un caractère uniquement conservatoire. La Légation nous a répondu que les autorités japonaises n'avaient pas laissé d'être surprises par la rapidité de notre action. La réaction du Ministère des Affaires étrangères avait été tout d'abord de bloquer les avoirs suisses au Japon. Le Ministère des Finances au contraire, loin de parler de contre-mesures, promettait de faciliter dans de plus larges proportions le rapatriement des fonds suisses au Japon si le blocage des avoirs japonais était rapporté ou du moins atténué, les mesures prises paraissant causer de sérieux inconvénients aux Japonais.

Nous avons bien entendu tout avantage à maintenir, pour autant que cela serait possible, notre trafic de compensation avec le Japon puisque le compte spécial II accusait encore un solde en francs suisses fortement créditeur. Nous avons donc câblé à Tokio que l'Office suisse de compensation était prêt à autoriser le paiement de tous les ordres qui lui parviendraient de la Specie Bank. Quelques ordres nous ont encore été effectivement transmis depuis la date du blocage, parmi lesquels la fameuse créance de Sulzer & Cie sur les Thai State Railways. La Légation nous a toutefois avisés que les Japonais n'autoriseraient plus désormais d'autres transferts, à moins que des contre-prestations ne soient fournies par la Suisse. Elle suggérait donc que, si les Japonais demandaient l'autorisation d'effectuer certains paiements sur leurs comptes bloqués, nous en profitions pour demander en contre-partie le transfert de créances suisses au Japon. Nous avons alors prié la Légation de faire valoir auprès des autorités japonaises les exceptions que nous consentions en faveur de la Légation du Japon à Berne. Le Ministère des Finances a jugé toutefois qu'il n'y avait là aucune atténuation au blocage puisqu'il avait été prévu dès le début que les sommes nécessaires à la bonne marche de la Légation du Japon seraient mises à disposition.

Aux dernières nouvelles, la Légation nous avise qu'elle est entrée en rapport avec le Gaimusho⁷ pour savoir s'il autoriserait le transfert par clearing d'avoirs de compatriotes en voie de rapatriement. Le Ministère des Finances

4. Cf. N° 23, publié dans le présent volume.

5. *Yokohama Specie Bank.*

6. *Sur la correspondance ci-après résumée, cf. E 2001 (E) 2/570 et E 2001 (E) 2/635.*

7. *Ministère des Affaires étrangères du Japon.*

s'est déclaré d'accord de consentir des transferts par clearing de 10'000 yen au maximum par famille, plus le montant nécessaire aux frais de voyage, pour autant que le Gouvernement suisse soit disposé à accorder la réciprocité aux Japonais quittant la Suisse, soit à leur consentir un déblocage de Fr. 10'000.– plus leurs frais de voyage.

En résumé, les dispositions relativement bonnes que semblent manifester les Japonais pourraient rendre un arrangement facile si nous n'étions pas obligés à la plus grande prudence en matière de déblocage à la suite des prétentions émises par les Alliés sur les avoirs japonais. Nous devons donc manœuvrer avec la plus grande circonspection en ce qui concerne la libération de ces avoirs de peur d'être accusés par les Alliés d'avoir décrété des mesures illusoire et sans portée véritable. Dans ces conditions, il y a malheureusement peu d'espoir de pouvoir maintenir notre trafic de compensation avec le Japon.

III. *Revendication alliée*

En date du 15 août, l'Ambassade de France et les Légations britannique et des Etats-Unis⁸ nous ont adressé une note similaire nous priant d'obtenir du Conseil fédéral que toutes les mesures soient prises aux fins de bloquer les avoirs japonais en Suisse et qu'une enquête viendrait en son temps dans le cadre des mesures que le Conseil fédéral entendait prendre en conformité de l'accord du 8 mars dernier avec les Gouvernements américain, britannique et français.

IV. *Relations avec les membres de la Légation du Japon à Berne*

Le 11 août, MM. Shimamoto et Nagata ont été reçus par M. Kohli qui leur a exposé⁹, dans leurs grandes lignes, les mesures qui allaient être prises par le Conseil fédéral. M. Kohli a particulièrement insisté sur le fait que ces mesures avaient un caractère uniquement conservatoire et qu'il ne s'agissait aucunement d'un geste inamical à l'égard du Japon. Il a en outre fait savoir à ses interlocuteurs qu'ils pourraient disposer des sommes suffisantes pour que la bonne marche de la Légation ne soit pas entravée.

V. *Don du Japon à la Croix-Rouge internationale*¹⁰

Peu après la capitulation, le Gouvernement japonais a manifesté le désir de faire en faveur du Comité International de la Croix-Rouge un don de 10 millions de francs suisses en hommage à l'œuvre accomplie par la Croix-Rouge au Japon et pour saluer l'arrivée au Japon de son délégué, le Dr. Junod. Vu l'importance de cette somme, nous avons estimé qu'il n'était pas possible de procéder sans autres à la libération, mais qu'il était indispensable d'obtenir auparavant l'assentiment des Alliés. Nous avons donc soumis l'affaire à nos Légations de Londres et Washington en les priant d'approcher les Gouvernements intéressés. Aucune réponse ne nous est parvenue de Londres, d'où

8. Sur cette affaire et sur l'échange de notes mentionné, cf. N° 109, publié dans le présent volume, en particulier note 4.

9. Une notice sur cet entretien n'a pas été retrouvée. Pour la notice sur l'entretien de R. Kohli avec P. Rossy de la BNS du 11 août 1945 arrêtant les détails de la position suisse en vue de l'entretien de R. Kohli avec T. Shimamoto et D. Nagata, cf. E 2001 (E) 2/570.

10. Sur cette donation, cf. E 2001 (E) 1/137 et E 2001 (E) 1967/113/761.

nous avons conclu que les Britanniques étaient d'accord avec l'opération envisagée. En revanche, la réaction du Gouvernement américain a été entièrement défavorable. Déclarant ne voir là qu'un geste de propagande, d'autant plus déplacé selon eux que les autorités nipponnes n'auraient pas respecté les conventions de la Croix-Rouge, le Département d'Etat et celui du Trésor ont fait les réserves les plus expresses sur l'exécution éventuelle du paiement en question. Dans ces conditions, nous avons malheureusement dû renoncer à intervenir auprès de l'Office suisse de compensation pour qu'il libère la somme en question.

VI. *Sommes débloquées jusqu'à maintenant sur les comptes I et II de la Specie Bank auprès de la Banque Nationale*¹¹.

J'ai fait à ce sujet auprès de l'Office suisse de compensation une rapide enquête¹² dont les résultats ont été les suivants:

Sur le compte spécial II, il a été débloqué environ 1 million provenant d'ordres de paiement parvenus après la date du blocage.

Sur le compte spécial I, les sommes libérées ont été minimes. L'Office suisse de compensation n'a mentionné qu'une somme de Fr. 36'585.– représentant les salaires du personnel de la Légation pour le mois d'août et une somme de Fr. 1200.– représentant la vente d'une automobile appartenant à un diplomate de la Légation.

VII. *Demandes de déblocage actuellement en suspens.*

L'Office suisse de compensation nous a soumis dernièrement une requête selon laquelle la Société de Banque Suisse à Bâle demandait l'autorisation de mettre en paiement les coupons relatifs aux emprunts

4% Japon 1910 et

5% Ville de Tokio 1912.

La somme nécessaire au paiement desdits coupons a été remise à la Société de Banque Suisse juste avant la date du blocage en sorte qu'il n'a pas été possible à la banque d'effectuer le paiement des coupons en temps utile.

D'autre part, l'Office suisse de compensation nous a transmis également une liste¹³ des engagements contractés par la Légation du Japon à l'égard de créanciers suisses, nous informant que ladite Légation tenait absolument à pouvoir tenir ses engagements. La somme qui devrait être débloquée en vertu desdits engagements se monte à plus de 17 millions.

Nous avons encore réservé notre réponse sur ces deux questions.

11. *Sur ces comptes, voir aussi N° 53, publié dans le présent volume. Sur le versement des fonds de l'Etat japonais aux Alliés, cf. aussi le PVCF N° 2767 du 5 décembre 1947, DoDiS-26.*

12. *Non retrouvé.*

13. *Non retrouvé.*

33

E 2001 (D) 11/24

[DoDiS-25]

*Le Ministre de Suisse à Tokyo, C. Gorgé,
à la Division des Intérêts étrangers du Département politique*

Copie
T chiffré

Tokyo, 6 octobre 1945, 7 h. 00
(Reçu: 8 octobre, 8 h. 30)

1232 – Sur ma visite à Général MacArthur voir mes 611/12¹ à Politique. Répète que remerciements qu’il m’adressa pour la protection intérêts américains dépassèrent en éloges et en propos affectueux tout ce que pouvais imaginer. Ne manquai pas de relever que si j’avais quand même obtenu certains résultats tangibles dans Japon abominable, que informations sur les atrocités mettent de plus en plus en lumière, je le devais aussi pour beaucoup à mon Gouvernement et notamment à vous mêmes² qui m’avez soutenu pendant toute la guerre avec une sollicitude que je n’oublierai jamais. MacArthur fut énormément intéressé par quelques chiffres que lui citai sur notre activité. Lui donnai sur mes seules interventions de principe écrites en faveur de prisonniers de guerre soit sans compter mes innombrables démarches personnelles pour appuyer mes demandes une brève statistique qu’il est bon que vous connaissiez. Voici liste suivie du nombre de démarches écrites³:

- 1) Pour déplacer camps de zones dangereuses 21
- 2) Pour obtenir communication noms des prisonniers 58
- 3) Pour obtenir permission visiter camps 113
- 4) Pour faire venir vivres du dehors 19
- 5) Pour importation médicaments via Sibérie 8
- 6) Pour faire venir vivres via Sibérie 27
- 7) Protestations concernant mauvais traitements 75
- 8) Pour obtenir facilités pour correspondance prisonniers 81

Total 402 démarches de principe. Réponses du Gaimusho⁴ 124.

Interventions pour internés civils s’élevèrent à plus de 400 mais ce chiffre comprend certaines démarches pour cas individuels. Si l’on tient compte mes interventions personnelles pendant 45 mois, mes démarches dépassèrent largement 1000 mais sans compter démarches multiples concernant échanges civils, questions propriétés ennemies et foule cas individuels. Sur les résultats obtenus concernant prisonniers de guerre situation se présente ainsi en gros:

1. Cf. N° 31, publié dans le présent volume.

2. A. de Pury et J. de Saussure.

3. Sur la protection des intérêts américains au Japon, cf. E 2001 (D) 14/41-49. Sur les intérêts britanniques, cf. E 2001 (D) 15. Au moment de la capitulation japonaise la Suisse représentait 21 Etats au Japon.

4. Ministère des Affaires étrangères du Japon.

a) Nombre noms prisonniers de guerre et internés civils transmis aux gouvernements intéressés 134'000 comprenant nombreuses répétitions suite de transferts etc. Nombre de décès notifiés 24'000. Sur nombre total 68'000 noms furent doubles.

1233⁵. b) Nombre prisonniers visités par délégués suisses 11'200 c) nombre total prisonniers révélé après reddition environ 30'000 Américains et Britanniques d) nombre camps de prisonniers guerre visités 36 e) nombre camps révélé seulement après reddition 102 (ainsi malgré mes continuelles démarches environ 2/3 prisonniers guerre dans 66 camps ne furent jamais visités) f) nombre camps d'internés civils visités 11 g) nombre internés civils 550 h) nombre visites aux internés civils américains et britanniques 200. Tous ces chiffres qui révèlent énorme résistance japonaise à nos efforts firent impression sur Général MacArthur qui me dit à plusieurs reprises que Japon payera chèrement fait de n'avoir pas répondu à mes appels. Ces chiffres n'ont d'ailleurs rien confidentiel et peuvent être assez aisément reconstitués par communications que vous fîtes à Légation USA et Grande-Bretagne Berne sur base mes dépêches. Comme MacArthur me laissa entendre Gaimusho aura sans doute à répondre sinon de sa complicité du moins de passivité dans obstruction manifeste des militaires. Général MacArthur ne me cacha pas non plus qu'il ne se laisserait pas influencer par déclarations mielleuses des Japonais. Comme sur question posée par lui lui dis que Ministre Shigemitsu m'avait déclaré à plusieurs reprises qu'il avait fait tout ce qu'il pouvait pour m'aider, MacArthur me répliqua avec sourire incrédule «did you believe him?» et je répondis comme toujours à questions souvent posées par militaires que ne pouvais exactement savoir ce que Gaimusho avait effectivement tenté auprès Ministre guerre. Pour résumer puis vous assurer que notre action en faveur des intérêts USA est appréciée dans mesure que n'attendais nullement. Accueil que reçus de Général MacArthur dans ruhe bourdonnante de son immense Quartier Général restera pour moi souvenir inoubliable.

5. Cf. N° 31, publié dans le présent volume, note 1. Le télégramme 1233, expédié en même temps que le 1232, n'arriva à Berne que le 15 octobre.

34

E 1004.1 1/462

[DoDiS-57]

BUNDESRAT
Protokoll der Sitzung vom 9. Oktober 1945

2529. SPERRE DER SOWJETISCHEN GUTHABEN IN DER SCHWEIZ

Vertraulich

Politisches Departement. Antrag vom 5. Oktober 1945
Volkswirtschaftsdepartement. Mitbericht vom 5. Oktober 1945

Das Politische Departement berichtet folgendes:

«Am 21. September abhin¹ befreite der Bundesrat das Guthaben der Staatsbank der UdSSR bei der Schweizerischen Nationalbank von der Sperre gemäss Bundesratsbeschluss vom 25. Juni 1941². Sobald die sowjetische Staatsbank von dieser Freigabe Kenntnis erhielt, telegraphierte sie an diejenigen Privatbanken in der Schweiz, bei welchen sie ebenfalls Guthaben besitzt, und zwar an den Schweizerischen Bankverein, die Schweizerische Bankgesellschaft und die Schweizerische Kreditanstalt, und ersuchte um Angabe des heutigen Standes ihres Kontos sowie um Mitteilung, ob über den Saldo frei verfügt werden könne. Da die erwähnten Banken im Hinblick auf allfällige künftige Beziehungen mit der sowjetischen Staatsbank den grössten Wert auf sofortige Beantwortung legten, wurden sie von der Schweizerischen Verrechnungsstelle ermächtigt, unter Angabe der genauen Zahlen nach Moskau zu antworten, dass der angegebene Saldo gemäss Bundesratsbeschluss vom 25. Juni 1941 gesperrt sei; sie hätten aber die Anfrage der Russischen Staatsbank den schweizerischen Behörden zur Stellungnahme unterbreitet. Aus diesem Sachverhalt ergibt sich für die Bundesbehörden die an sich nicht unerwünschte Notwendigkeit, sich mit der Frage der eventuellen Aufhebung der am 25. Juni 1941 verfügten Sperre der sowjetischen Guthaben in der Schweiz zu befassen.

Obgleich Guthaben einer ausländischen Notenbank bei Privatbanken nicht ohne weiteres jenen assimilierbar sind, die eine ausländische Notenbank bei der schweizerischen Notenbank unterhält, gelten doch auch für den ersten Fall mehr oder weniger die bereits anlässlich der Freigabe der zweiten gemachten Überlegungen. Das Problem der allfälligen Aufhebung des Bundesratsbeschlusses vom 25. Juni 1941 hat ein doppeltes Gesicht: ein wirtschaftliches und ein politisches, wobei im Hinblick auf die Wünschbarkeit der Normalisierung der Beziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion das Schwergewicht der Entscheidungen bei den politischen Überlegungen liegt.

In tatsächlicher Hinsicht ist festzustellen:

1. Siehe E 2001 (E) 2/57.

2. Vgl. DDS, Bd. 14, Nr. 65.

Die Schweiz hat gegenüber der Sowjetunion Forderungen, die vom Schuldner bisher nicht beglichen worden sind. Es sind dies in chronologischer Reihenfolge:

Pro memoria Bestehende Forderungen der Eidgenossenschaft und Privater gegenüber dem früheren zaristischen Russland, die nach der russischen Revolution von 1917 durch das neue Regime weder anerkannt noch je gezahlt worden sind³;

9,6 Mio. Franken Forderungen gegenüber Schuldnern in Gebieten, die der Sowjetunion im Herbst 1940 einverleibt worden sind (baltische Staaten, Bessarabien, Ostpolen) gemäss Enquête per 31. Dezember 1940⁴;

6,1 Mio. Franken Forderungen schweizerischer Maschinenfabriken resultierend aus Verträgen gemäss der wirtschaftlichen Vereinbarungen mit der UdSSR vom 24. Februar 1941⁵ laut neuester Schätzung vom August 1944, Nettoszahlen nach erfolgter interner Verrechnung⁶;

7,25 Mio. Franken Forderungen schweizerischer Importeure aus Verträgen gemäss der vorerwähnten Vereinbarung resultierend aus in Moskau eröffneten und bisher nicht stornierten Akkreditiven⁷;

8,0 Mio. Franken Forderungen Internierungs- und Repatriierungskosten russischer Militärpersonen etc. per 31. August 1945⁸;

Pro memoria Forderungen der Eidgenossenschaft aus der Plünderung der schweizerischen Gesandtschaften und Konsulate und Privater aus Übergriffen der Roten Armee gegen das Eigentum von Schweizern in heute russisch besetzten Gebieten⁹.

Die in der Schweiz liegenden, am heutigen Tage noch gesperrten russischen Kontokorrentguthaben bei den drei eingangs erwähnten schweizerischen Privatbanken belaufen sich auf:

8,2 Mio. Franken	beim Schweizerischen Bankverein
2,8 Mio. Franken	bei der Schweizerischen Bankgesellschaft
2,3 Mio. Franken	bei der Schweizerischen Kreditanstalt
13,3 Mio. Franken	total

Andere gesperrte sowjetische Guthaben in der Schweiz gibt es keine mehr. Zu erwähnen ist dabei, dass die Kontokorrentguthaben bei den hier genannten Banken Beträge enthalten, die aus Deckungen schweizerischer Importeure für Akkreditive in Moskau stammen und den teilweisen Gegenwert der in der Aufstellung erwähnten 7,25 Mio. Franken nicht gelöschter Akkreditive darstellen. Die Akkreditivgläubiger beanspruchen zum Teil Vorschüsse

3. Zu den schweizerischen Forderungen und Ersatzansprüchen gegenüber der Sowjetunion siehe E 2001 (E) 1969/121/122–124. Vgl. auch den Brief von A. Huber an M. Troendle vom 5. August 1947, DoDiS-51.

4. Siehe ebd. sowie E 7110/1976/16/53.

5. Siehe ebd. sowie DDS, Bd. 14, Nr. 21.

6. Siehe ebd., E 2001 (E) 1/393 sowie E 2001 (E) 2/657.

7. Siehe ebd.

8. Siehe E 2001 (E) 1/104.

9. Siehe E 7110/1976/16/54. Hier befindet sich eine Zusammenstellung aller schweizerischen Forderungen und Ersatzansprüche gegenüber der Sowjetunion vom 29. Januar 1951.

der Darlehenskasse der Schweizerischen Eidgenossenschaft, die sich schätzungsweise auf 1 Million Franken belaufen und mit Bundesgarantie versehen sind.

Die wirtschaftlichen Überlegungen für oder gegen die Aufhebung des Bundesratsbeschlusses vom 25. Juni 1941 beziehen sich einerseits auf den Schutz vorhandener schweizerischer materieller Interessen und andererseits auf die grosse Linie der schweizerischen Handelspolitik. Man gibt normalerweise kein Pfand aus der Hand, solange unbeglichene Forderungen bestehen, selbst wenn das Pfand, wie im vorliegenden Falle, offensichtlich nicht ausreicht, um die Ansprüche zu befriedigen. Es ergibt sich daraus, dass zum Schutze der schweizerischen materiellen Interessen nicht nur die grundsätzliche Sperre aufrechterhalten bleiben, sondern auch die Freigabe der Guthaben der sowjetischen Staatsbank in der Schweiz nicht gestattet werden sollte, es sei denn, dass die Begleichung der schweizerischen Forderungen im voraus gesichert ist.

Da aber

1. die bedingungslose Aufhebung der Sperre dem Aussenhandelskommissariat in Moskau bereits in einem Telegramm vom 19. August 1944 in Aussicht gestellt worden ist, und

2. es wünschenswert erscheint, den schweizerischen Warenaustausch mit dem Auslande vor der ihm drohenden einseitigen Orientierung nach dem Westen loszulösen und auf eine breitere Basis zu stellen, um nicht in wirtschaftliche Abhängigkeit gegenüber den westlichen Mächten zu gelangen,

kommt das Volkswirtschaftsdepartement aus handelspolitischen Erwägungen zum Schlusse, dass trotz bestehender schweizerischer Forderungen insbesondere jener der Akkreditivgläubiger, die wiederholt verlangt haben, dass keine Freigabe erfolge, solange die Rückgabe nicht gesichert ist, die Aufhebung der Sperre bedingungs- und vorbehaltlos eintreten sollte in einem Zeitpunkt, in welchem politische Erwägungen diese Massnahme als angezeigt erscheinen lassen. In diesem Falle müsste allenfalls die Eidgenossenschaft für den Entzug des Pfandes, welches 13,3 Mio. Franken gemäss der Aufstellung auf Seite 2 plus die bereits befreiten 6,6 Mio. Franken bei der Schweizerischen Nationalbank, also total rund 20 Mio. Franken, beträgt, den schweizerischen Gläubigern gegenüber einstehen.

Ist nun politisch gesehen der Augenblick gekommen, in welchem das der Sowjetunion längst gegebene Versprechen eingelöst werden sollte?

Die nach einem längeren Unterbruch zunächst auf dem Gebiete der Internierung und Repatriierung in Fluss gekommenen Gespräche zwischen der Schweiz und der UdSSR sind am 10. September abgeschlossen worden¹⁰. Die russische Delegation weilt aber immer noch in Bern und hat bereits einige neue Begehren unterbreitet, die nicht gerade geeignet sind, die Atmosphäre zu entspannen. Um den Faden der Gespräche nicht abreißen zu lassen, erscheint es ratsam, das Schwergewicht der Verhandlungen nunmehr auf ein anderes technisches Gebiet zu verlegen, nämlich auf jenes der gegenseitigen

10. Vgl. das *Schlussprotokoll der Repatriierungskommission vom 10. September 1945*, DoDiS-1772.

wirtschaftlichen Beziehungen, wo zweifellos bei einer gründlichen Flurbereinigung die Aussicht auf Klärung der gegenseitigen Beziehungen in noch stärkerem Masse besteht als auf dem militärischen. Bis zum 30. September hatte die Schweiz vorgeleistet, indem sie die russischen Internierten ohne Gegenleistung repatriierte. Moskau hat jetzt, am 1. Oktober, die Gegenleistung vollzogen durch die Erklärung der Regierung der UdSSR, dass Weisungen an die Rote Armee und die Militärverwaltung in den russisch besetzten Gebieten erteilt worden sind, damit die Schweizer unbehelligt repatriiert werden. Wie diese Repatriierung in Wirklichkeit aussehen wird, entzieht sich allerdings unserer Kenntnis. Seit diesem 1. Oktober muss aber trotzdem die erwartete Gegenleistung als von der Sowjetunion übernommene Verpflichtung betrachtet werden.

Immer den Blick auf die Wünschbarkeit der Normalisierung der gegenseitigen Beziehungen gerichtet, erscheint der Zeitpunkt gekommen zu sein, neu vorzuleisten in der Erwartung, dass auch diese zweite Vorleistung wie die erste von der Sowjetunion honoriert wird. Wenn die Zukunft die Erwartung enttäuscht, so wird es sich auf dem wirtschaftlichen Gebiete nicht um Zehntausende von Menschenleben handeln, sondern um ein finanzielles Opfer von rund 20 Mio. Franken schlimmstenfalls.

Die Aufhebung des Bundesratsbeschlusses vom 25. Juni 1941 als grosszügige Geste ohne vorherige Regelung der schwebenden wirtschaftlichen Fragen zwischen der Schweiz und der UdSSR würde aber in einer anderen Hinsicht Anlass zu Bedenken geben. Es werden gegenwärtig in der Tat mit einigen anderen Ländern Verhandlungen über die Aufhebung der Sperre von Guthaben geführt zwecks Erlangung handelspolitischer Konzessionen von ihnen. Die bedingungslose Aufhebung der Sperre gegen die UdSSR würde ein Präjudiz schaffen und sofort analoge Begehren der übrigen Länder nach sich ziehen, denen aber nicht entsprochen werden kann. Es ist also schlechthin inopportun, im heutigen Zeitpunkt den Bundesratsbeschluss vom 25. Juni 1941 formell aufzuheben.»

Gestützt auf die vorstehenden Erwägungen und im Einvernehmen mit dem Volkswirtschaftsdepartement und dem Finanzdepartement beantragt das Politische Departement und der Rat

beschliesst:

1. Die Guthaben der Staatsbank der UdSSR bei den schweizerischen Privatbanken sind ohne Vorbehalt und Bedingungen freizugeben.

2. Der Bundesratsbeschluss vom 25. Juni 1941 bleibt solange in Kraft, bis der Ausgang der Verhandlungen mit andern Ländern, insbesondere Frankreich, dessen Aufhebung erlaubt¹¹.

11. *Aufhebung der Sperre der sowjetischen Guthaben in der Schweiz durch den BRB Nr. 1809 vom 12. Juli 1946, DoDiS-1422.*

35

E 2001 (E) 2/624
[DoDiS-165]

*Der Delegierte des Bundesrates für Handelsverträge, M. Troendle,
an den Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, W. Stampfli*

NOTIZ FÜR DEN HERRN DEPARTEMENTSCHIEF BETR.
DIE SCHWEIZERISCHEN HANDELSINTERESSEN IN CHINA¹

Kopie

Bern, 12. Oktober 1945

Im Zusammenhang mit dem Vorschlag Ammann² betr. Errichtung einer Verkaufsorganisation wurde auftragsgemäss die Frage der Förderung unserer Wirtschaftsbeziehungen mit China mit den interessierten Stellen und Organisationen, unter Beziehung von Herrn Dr. Schindler³, der soeben aus China zurückgekehrt ist, konferenziell abgeklärt.

Von den Ausführungen Herrn Dr. Schindlers ist festzuhalten, dass die wirtschaftliche Erholung von den Folgen der 8 Kriegsjahre nur langsame Fortschritte macht. Eine nennenswerte Besserung kann erwartet werden, wenn die massgebenden wirtschaftlichen und politischen Organe ihre Tätigkeit von Tschungking nach den weiter im Osten des Landes gelegenen Zentren Nanking und Shanghai verlegt haben, was kaum vor dem nächsten Frühling oder Sommer der Fall sein dürfte.

Bei den heute noch ganz unstabilen Verhältnissen ergeben sich daher vorläufig für die Schweiz noch keine grösseren Exportmöglichkeiten. Eine wichtige Voraussetzung ist zudem die Aufrechterhaltung des politischen Friedens im Innern des Landes. In dieser Beziehung ist die Lage noch keineswegs abgeklärt. Grösste Bedeutung kommt sodann der Ordnung der Währungsverhältnisse zu. Solange die heutigen Schwierigkeiten in bezug auf die Überweisung von Zahlungen nicht behoben werden können, sind schon aus diesem Grunde grössere Geschäftstransaktionen kaum möglich. Es kommen höchstens kleinere Geschäfte in Betracht. Auf alle Fälle stehen Staatsaufträge noch in ziemlich weiter Ferne.

Trotz oder vielleicht gerade wegen diesen vorerst noch wenig günstigen Aussichten für unsern Handelsverkehr mit China ist es auch nach der Meinung des Herrn Dr. Schindler unbedingt nötig, die Vertretungen der Schweiz in diesem Lande gut auszubauen.

1. Kopien dieser Notiz gingen an J. Hotz, F. Bauer, W. Stampfli, R. Hohl, A. Zehnder und P. J. Pointet.

2. Es handelt sich um einen Brief B. Ammanns an die Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements vom 5. September 1945; nicht ermittelt. Über die Bemühungen der schweizerischen Industrie, die Wirtschaftsbeziehungen mit China zu vertiefen, vgl. DDS Bd. 15, Nr. 324.

3. H. Schindler, Direktor der «Maschinenfabrik Oerlikon».

Die erwähnte Aussprache zeitigte diesbezüglich folgendes Resultat:

1. Der neue schweizerische Gesandte in China sollte nach Möglichkeit in wirtschaftlichen Dingen versiert sein, damit er selbst die handelspolitischen Belange bei der chinesischen Regierung vertreten kann. Die Zuteilung eines besonderen Handelsattachés kann zwar in Aussicht genommen werden, voraussichtlich würde es aber zweckmässiger sein, ihn der konsularischen Vertretung in Shanghai, dem unbestrittenen Wirtschaftszentrum, zuzuteilen.

2. Mit Wegfall der Kapitulationen wird das Konsulat in Shanghai das Schwergewicht seiner Tätigkeit ins Wirtschaftsgebiet zu verlegen haben. Ob neben den Konsulaten in Shanghai und Canton und der Konsularagentur in Tiensin weitere Konsularposten zu errichten sind, wird erst die Erfahrung lehren.

3. Die im Jahre 1937 in Shanghai errichtete Agentur der Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung ist beizubehalten und auszubauen. Ob die bisherige Angliederung an das Generalkonsulat (Vizekonsul Dr. Schilling amtiert zugleich als Agenturleiter) beizubehalten ist, bedarf der Abklärung auf Grund der künftigen Erfahrungen⁴. Wünschbar erscheint, einen in Tschungking lebenden Landsmann namens Senn als Mitarbeiter der Agentur heranzuziehen.

4. Nach Durchführung der erwähnten Massnahmen werden die schweizerischen Vertretungen in der Lage sein, den an sie gestellten Anforderungen in vollem Umfange gerecht zu werden, so dass die durch Herrn Bernhard Ammann vorgeschlagene Organisation keine Existenzberechtigung hätte.

4. *Zur Geschäftstätigkeit des schweizerischen Generalkonsulats in Shanghai während der Zeit nach 1937 vgl. u. a. E 2200 Shanghai (A) 1 und E 2400 Shanghai 2-3.*

36

E 2001 (D) 13/1

[DoDiS-23]

Le Chef-Adjoint de la Division des Intérêts étrangers du Département politique, J. de Saussure, au Chef de la Division spéciale de la Légation de Suisse à Washington, W. Weingärtner

Copie

L

Berne, 15 octobre 1945

Nous avons eu l'honneur de recevoir la lettre du 28 septembre dernier² par laquelle vous avez bien voulu nous faire tenir un article intitulé «State Dept. Can't Decide What to Do With Jap Embassy» publié le 25 septembre dans le «Times Herald» de Washington.

1. *Cette Division regroupe les diplomates chargés de la protection des intérêts étrangers assumée par la Suisse dans les pays belligérants.*

2. *Cf. E 2001 (D) 13/11.*

C'est avec un très vif intérêt que nous avons appris que le fonctionnaire du Département d'Etat que vous avez interrogé dans cette affaire vous a déclaré que les Autorités américaines n'ont jamais eu l'intention de réclamer l'immeuble de l'Ambassade du Japon, car cette déclaration contredit les instructions qui semblent avoir été envoyées par le Gouvernement américain à quelques-uns de ses représentants diplomatiques.

En effet, notre Légation à Caracas nous a fait savoir le 17 août³ que l'Ambassade des Etats-Unis, d'ordre de son Gouvernement, avait demandé que les archives et fonds japonais confiés à la Suisse en tant que Puissance protectrice des intérêts nippons lui fussent remis. Estimant que nous ne sommes responsables des archives et biens japonais qu'envers le Gouvernement japonais que la Suisse reconnaît et que nous ne pourrions nous en dessaisir qu'à la requête dudit Gouvernement, nous avons donné à notre Légation à Caracas pour instructions⁴ de refuser de livrer les archives et biens nippons. Toutefois, nous avons signalé cette demande à la Légation du Japon à Berne qui nous a priés⁵ de ne pas y donner suite car «elle ne correspond à aucune disposition de la déclaration de Potsdam acceptée par le Gouvernement du Japon».

Plus tard, notre Légation en Egypte nous a télégraphié⁶ que le Ministre des Etats-Unis au Caire lui avait présenté la même demande que son collègue à Caracas.

Puis le 31 août, notre Légation à Bogota nous câbla⁷ que les Ambassades des Etats-Unis et de Grande-Bretagne avaient également demandé que les archives et le mobilier de l'ancienne Légation du Japon à Bogota leur fussent remis.

De son côté, le Chargé d'Affaires des Etats-Unis à Canberra a adressé le 2 septembre une lettre⁸ au Consul Général de Suisse pour l'avertir que par ordre de son Gouvernement il avait demandé au «Department of External of Affairs» de prendre possession et de lui remettre les archives et biens japonais «to be held in my custody on behalf of the Governments of Great Britain, the Soviet Union, China and the United States of America». Quelques jours plus tard, le Secrétaire du «Department of External of Affairs» à Canberra écrivit en effet que

«it is the view of the Australian Government that the custody of the archives and property should now be assumed by the Australian Government pending arrangement of their final disposition under the treaty of peace or otherwise and that the American, Soviet and Chinese representatives have been so informed»⁹.

Enfin, vous connaissez par le texte de la protestation japonaise qui a fait

3. *Télégramme*, cf. E 2001 (D) 13/11.

4. *Télégramme du 21 août 1945*, cf. E 2001 (D) 13/11.

5. *Note de la Légation du Japon du 27 août 1945*, cf. E 2001 (D) 13/11.

6. *Télégramme du 28 août 1945*, cf. E 2001 (D) 13/2.

7. *Télégramme*, cf. E 2001 (D) 13/2.

8. Cf. E 2001 (D) 13/3.

9. *Lettre non retrouvée, citée dans un télégramme de la Division spéciale de la Légation de Suisse à Londres du 9 octobre 1945*, cf. E 2001 (D) 13/1 et 3.

l'objet de notre télégramme no. 245 du 11 septembre¹⁰, les mesures qui ont été prises en Afghanistan par les représentants des Etats-Unis d'Amérique, de Grande-Bretagne, de l'URSS, de la Chine et de la France.

Comme ce fut le cas lors de la demande présentée à notre Légation à Caracas, nous avons donné à nos représentants les instructions de ne pas se dessaisir des archives et biens japonais sans autorisation de notre part.

Nous avons tenu à vous communiquer ce qui précède non pas pour que vous fassiez une démarche auprès des Autorités américaines, mais uniquement à titre d'information, afin que vous connaissiez notre attitude au cas où le Gouvernement américain vous adresserait par la suite une demande tendant à la remise des archives et biens japonais.

10. *Non reproduit.*

37

E 6100 (A) 24/2173

[DoDiS-1713]

*Le Délégué du Conseil fédéral aux Œuvres d'Entr'aide internationale,
E. de Haller, au Chef du Département des Finances et des Douanes,
E. Nobs¹*

L AO

Berne, 18 octobre 1945

Le Chef du Département politique m'a chargé de vous soumettre en son nom le problème suivant:

La situation financière du Comité international de la Croix Rouge est critique. Ses ressources diminuent sans réduction correspondante de ses activités. Le nombre de prisonniers de guerre est encore aujourd'hui d'environ dix millions². En particulier, le Comité vient d'être prié par le Général Eisenhower de se charger des secours aux prisonniers de guerre allemands en France et en Allemagne; cette mesure, qui a été réclamée d'urgence par le Haut-Commandement interallié, se traduit par l'engagement de 25 nouveaux délégués.

Le Comité dispose actuellement d'environ deux millions de francs. Ses dépenses s'élèvent à un million par mois. Normalement, le Comité devrait verser à ses employés à Genève, encore avant la fin d'octobre, les allocations de vie chère, comme les autorités fédérales, cantonales et municipales l'ont fait pour leurs agents. Son problème de trésorerie est donc urgent.

1. *Annotation manuscrite de Nobs:* Hrn. Dir. Reinhardt z. Abklärung mit Hrn. de Haller. Ich finde dazu keine Zeit. 20. Okt. 45.

2. *Cette phrase a été rajoutée par l'auteur dans une note au bas de la dernière page du document.*

Comme vous le savez sans doute, le Gouvernement du Reich et le Gouvernement japonais ont fait, le premier le 6 mai, le second en août dernier, des dons de deux et dix millions respectivement, sommes qui ont été bloquées par les autorités suisses³. La décision du Gouvernement japonais a été communiquée par son Ministre des Affaires étrangères au Dr. Junod, délégué du CICR à Tokio, par lettre du 7 août. Ensuite d'un retard de transmission télégraphique, les instructions du Gaimusho⁴ à la Légation du Japon à Berne atteignirent celle-ci postérieurement au blocage des fonds dont elle disposait à cet effet auprès de la Banque Nationale Suisse⁵.

Depuis le début de la guerre, la Confédération a directement contribué au budget du Comité international de la Croix Rouge par deux versements successifs, le premier le 5 septembre 1939 de 200'000 frs.⁶, le deuxième de trois millions de francs par arrêté du 19 mai 1942⁷.

Au cours des années qui suivirent, le CICR obtint des sociétés de Croix Rouges et de certains Gouvernements belligérants le versement de contributions qui lui permirent d'équilibrer momentanément son budget. Néanmoins, en juillet 1944, le Conseil fédéral fut amené à examiner la situation qui pourrait découler pour le Comité d'une réduction de ressources sans allègement de ses charges financières. Par lettre du 26 juillet⁸, le Chef du Département politique fit savoir à M. Max Huber que, d'accord avec le Conseil fédéral, il était en mesure de lui confirmer qu'au cas où, malgré une gestion économe et prudente, le Comité international devait avoir à faire face à des difficultés de trésorerie, la Confédération n'hésiterait pas à lui venir en aide, soit en lui accordant une nouvelle dotation à fonds perdus, soit en lui ouvrant un crédit. M. Pilet-Golaz ajoutait que dans l'un comme dans l'autre cas, le montant serait fixé selon les circonstances au moment même de la décision concrète.

M. le Conseiller fédéral Petitpierre avait l'intention de soumettre ce problème au Conseil fédéral à sa séance d'hier. Considérant que l'on pouvait difficilement libérer sans autre les contributions bloquées, notamment celle du Japon, puisque l'on avait consulté Londres et Washington et que les autorités américaines avaient répondu négativement, M. Petitpierre comptait proposer que le Conseil fédéral fasse tenir au Comité international un montant de l'ordre de cinq millions de francs à valoir sur les dits fonds bloqués⁹.

3. *Au sujet des versements allemands et japonais, cf. PVCF N° 2302 du 14 septembre 1945, DoDiS-1295.*

4. *Ministère des Affaires étrangères du Japon.*

5. *Cette phrase a été rajoutée par l'auteur dans une note au bas de la dernière page du document.*

6. *Cf. PVCF N° 1689 du 5 septembre 1939, E 1004.1 1/389.*

7. *Cf. PVCF N° 832 du 19 mai 1942, E 1004.1 1/421.*

8. *Cf. la lettre de M. Pilet-Golaz à M. Huber du 26 juillet 1944, E 2001 (E) 1/137.*

9. *Sur la remise au CICR des fonds allemands et japonais bloqués en mai 1945, cf. le projet de proposition au Conseil fédéral, discuté le 11 juillet 1946, mais non soumis à délibération, E 2001 (E) 7/12; cf. aussi Konferenz betr. Verwendung blockierter deutscher und japanischer Fonds für das Internationale Komitee vom Roten Kreuz du 14 septembre 1946, N° 90, publié dans le présent volume.*

L'abondance des autres matières traitées à la séance du Conseil ne lui a pas permis de mettre son projet à exécution. D'autre part, la réunion à St-Gall de la Commission des Affaires étrangères l'a contraint de s'éloigner de Berne pour 48 heures. Vu l'urgence du cas, il m'a donc chargé de vous l'exposer brièvement et de vous prier de l'excuser de n'être pas parvenu à le faire lui-même.

C'est à dessein que je me suis abstenu d'entrer, par la présente lettre, dans les détails, et il va sans dire que je serai heureux, si vous le désirez, de vous fournir, soit verbalement, soit par écrit, toutes les précisions dont vous pourriez vouloir disposer¹⁰.

10. Dans la séance du Conseil fédéral du 19 octobre 1945 il fut décidé d'approuver le principe d'une aide financière au CICR. Cf. PVCF N° 2616 du 19 octobre 1945, E 1004.1 1/462. Cf. le message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'octroi d'une avance de la Confédération au CICR, du 20 novembre 1945, cf. DoDiS-2043. Cf. aussi FF, 1945, II, pp. 376 ss.

38

E 2001 (E) 1/321
[DoDiS-315]

Politisches Departement

AUSSPRACHE ÜBER DIE FRAGE DER KREDITGEWÄHRUNG AN DIE BALKANSTAATEN VOM 17. OKTOBER 1945, 08.00 UHR, IM BUREAU VON HERRN DIREKTOR HOTZ

Kopie
AR

Bern, 18. Oktober 1945

[...]¹

Leg.rat Troendle referiert über die gegenwärtige Lage. Allen Balkanstaaten ist gemeinsam, dass sie sich in einer ungefreuten politischen Lage befinden und dass die schweizerischen Investitionen gefährdet sind². Er ist der Meinung, dass wir aber nicht abwarten können, mit der Aufnahme der Handelsbeziehungen bis sich die politische Lage geklärt hat. Der Balkan ist für uns zu bedeutend, vor allem jetzt, wo uns der deutsche Markt fehlt. Wir, wie auch die Balkanstaaten müssen einen Ersatz für Deutschland suchen, was nicht

1. An der Sitzung sind anwesend: M. Troendle, Delegierter des BR für Handelsverträge; J. Hotz und F. Bauer, Handelsabteilung EVD; H. Homberger, Vorort; R. Hohl, A. Zehnder und H. Hess (Protokoll), EPD; E. Reinhardt und L. Jacot, EFZD.

2. Zu den schweizerischen Investitionen und den Nationalisierungen in den Balkanstaaten siehe E 9500.2/1970/228, 229, 230. Vgl. auch die Notiz über die durch Verstaatlichungsmassnahmen betroffenen bzw. bedrohten schweizerischen Interessen in den Balkanstaaten des EPD vom 16. April 1947, DoDiS-1756.

ungünstig für die zukünftigen gegenseitigen Handelsbeziehungen sein dürfte. Im Durchschnitt der 10 Vorkriegsjahre haben die Balkanstaaten jährlich für 200 Mio. Fr. Waren in die Schweiz geliefert, also ungefähr soviel wie Frankreich allein. (Tschechoslowakei 56 Mio., Rumänien 30 Mio., Frankreich³ 38 Mio.). Gegenwärtig stehen verschiedene Hindernisse der Aufnahme der Beziehungen entgegen:

1. *Die ungeklärte Lage zu Russland.* Immerhin haben wir die Erfahrung gemacht, dass Russland in Bezug auf unsere Handelsbeziehungen zu den Balkanstaaten kein Veto einlegt. (Ein Lastwagen, der Schweizerwaren nach Budapest brachte, konnte auf der Rückfahrt ungarische Waren mitnehmen, ohne dass die Russen es verhindert hätten).

2. *Auf grösseren Widerstand* stossen wir bei den *Angelsachsen*. Ihre Haltung ist unverständlich. Österreich, Rumänien und Bulgarien werden noch als feindliche Länder betrachtet. Sie wollen uns am Handel mit dem Balkan hindern, um selbst zu liefern. Keine Schwierigkeiten werden sie dagegen bei Polen und Jugoslawien machen, da diese Länder ebenfalls Alliierte sind.

3. *Verwüstungen, Transportschwierigkeiten, vor allem Fehlen von Rollmaterial.* Alle Balkanstaaten wünschen eine Vorleistung der Schweiz. Sie wollen sofort Produktivgüter für den Wiederaufbau, um uns später Konsumgüter liefern zu können. Konkrete Begehren liegen erst von Jugoslawien und Polen vor. Später werden sicherlich Österreich und Ungarn dazukommen.

Leg. Troendle referiert über die bisherigen Verhandlungen mit *Jugoslawien*⁴. Die Jugoslawen verlangen einen Kredit von 30 bis 50 Mio. Fr. Wir erklärten, nur mit einer Regierungsdelegation zu verhandeln, die kompetent ist, jugoslawische Gegenleistungen zuzusichern. Eventuell könnte der Kredit durch jugoslawisches Gold in New-York gesichert werden.

*Polen*⁵. Wir erhielten eine Einladung zu Verhandlungen nach Warschau. Dieser Tage konnte aber vereinbart werden, dass eine polnische Delegation in die Schweiz kommt. Bei Polen ist die Frage der Deckung für einen Kredit schwieriger. Dagegen kann uns Polen Kohlen liefern. Ausserdem ist Polen nach der Tschechoslowakei⁶ das interessanteste Land für uns, da es uns vor dem Kriege wichtige Waren lieferte.

Dir. Hotz: Wenn wir einem Staat einen Kredit einräumen, müssen wir verlangen, dass er die alten Schulden anerkennt, uns Garantien für die Rückzahlung geben kann und Gegenleistungen möglich sind. Im allgemeinen müssen wir ausserordentlich Mass halten. Polen gegenüber kann ein Kredit vor dem Volk eher vertreten werden, wenn er in Verbindung gesetzt wird mit Kohlenlieferungen.

3. *Es handelt sich hier sehr wahrscheinlich um Jugoslawien.*

4. *Zu den Wirtschaftsverhandlungen der Schweiz mit Jugoslawien siehe E 2001 (E) 2/633 sowie E 7110/1967/32/821 Jugoslawien.*

5. *Zu den Wirtschaftsverhandlungen der Schweiz mit Polen siehe E 2001 (E) 2/633 sowie E 7110/1973/119/36 und E 7110/1967/32/821 Polen. Vgl. auch Thematisches Verzeichnis in diesem Band: Polen – Wirtschaftsbeziehungen.*

6. *Zu den Wirtschaftsverhandlungen der Schweiz mit der Tschechoslowakei siehe E 2001 (E) 2/634 sowie E 7110/1967/32/821 Tschechoslowakei. Vgl. auch Thematisches Verzeichnis in diesem Band: Tschechoslowakei – Wirtschaftsbeziehungen.*

Dir. Reinhardt wirft einige bisher nicht berührte Punkte auf: Wir sollten eigentlich nur Kredite gewähren, wenn die Währung und die Rechtsordnung des Schuldnerstaates einigermassen geordnet sind. Es fragt sich, wie der Kredit gestaltet werden soll, ob der Staat oder die Banken im Vordergrund stehen. *Troendle* antwortet *Dir. Reinhardt*, dass nach seiner Erfahrung es unmöglich sei, mit den Balkanstaaten über den Kurs zu reden. Ein Warenaustausch ist nur möglich bei einer Fakturierung in Schweizerfranken. Ferner wird der Zahlungsverkehr sich im Rahmen eines Clearingabkommens abwickeln müssen. Was die Art des Kredites anbetrifft, scheint ihm nur ein reiner Warenkredit in Frage zu kommen, der in Form von Wartefristen, Exportrisikogarantie etc. gegeben werden kann. Es soll sich nicht um einen Finanzkredit handeln.

Was die alten Schulden anbetrifft, so sind im allgemeinen die Clearingrückstände der Balkanstaaten nicht bedeutend (Ungarn⁷ hat sogar einen Aktivsaldo von 20 Mio. Fr.). Dagegen sind die Finanzrückstände beträchtlich. Über die letzteren Forderungen soll natürlich ebenfalls verhandelt werden.

Dir. Homberger: Eine schweizerische Vorleistung ist notwendig. Sie ist von wirtschaftlicher und politischer Bedeutung. Die Kredite müssen aber wirtschaftlich fundiert sein. Sie müssen in Beziehung zur Warenkapazität der betreffenden Länder gestellt werden. Sie sollen das Mass geben, wobei individuell die Qualität der Warenangebote und die Raschheit der Liefermöglichkeiten berücksichtigt werden kann.

Mit Bezug auf die *Form* des Kredites erklärt er, dass er verstehe, wenn der Bund nicht den Kassier der ganzen Welt spielen wolle, sondern lieber die Wirtschaft im Vordergrund sähe. Es ist aber zu berücksichtigen, dass zum Beispiel durch die *Exportrisikogarantie* die Organisation viel komplizierter wird. Unsere Lieferungen würden deshalb nur langsam in Gang kommen. Wenn aber z. B. Polen rasch liefern soll, müssen auch wir rasch liefern. Das System der *Wartefristen* für die Auszahlung kommt nur in Frage, wenn die Zahlung vom Staate garantiert wird. Wir haben uns aber bereits anlässlich der Verhandlungen mit Italien⁸ entschlossen, diese Form nicht mehr anzuwenden. Sie ist für normale Verhältnisse bedenklich, da eigentlich kein Schuldner da ist. Wir haben nur Anspruch auf den Gegenwert in fremder Währung, resp. Warenlieferungen und haben nicht die Möglichkeit, eine andere Art der Tilgung zu verlangen. Sympathischer wäre eine bankenmässige Kreditgewährung mit Staatsgarantie. Ob aber die Banken gegenüber Polen und Jugoslawien das Risiko tragen wollen, wie bei Holland⁹, ist fraglich. Andererseits ist fraglich, ob diese Länder die hohen Zinsen zahlen wollen.

7. Zu den *Wirtschaftsverhandlungen der Schweiz mit Ungarn* siehe E 2001 (E) 2/616 sowie E 7110/1973/119/41 und E 7110/1976/16/61. Vgl. auch *Thematisches Verzeichnis in diesem Band*: Ungarn – Wirtschaftsbeziehungen.

8. Zu den *Wirtschaftsverhandlungen der Schweiz mit Italien* siehe E 2001 (E) 2/631 sowie E 7110/1967/32/821 Italien. Vgl. auch *Thematisches Verzeichnis in diesem Band*: Italien – Wirtschaftsbeziehungen.

9. Zur *Frage der schweizerischen Kreditgewährung an die Niederlande* vgl. das *BR-Prot. Nr. 219 vom 30. Januar 1945*, E 1004.1 1/453 und E 2001 (E) 2/630. Vgl. auch *DDS, Bd. 15, Thematisches Verzeichnis*: II.19. Niederlande

Zahlungsabkommen mit diesen Ländern kommen nicht in Frage. Die Währungsverhältnisse sind zu ungeordnet. Man sollte den Clearingvertrag, den wir mit Italien abgeschlossen haben, zum Vorbild nehmen.

Bei *Polen* ist die Frage der *Kriegsschäden* wichtig. Die Enquête sollte endlich durchgeführt werden¹⁰.

Dir. Hotz: Den Vertretern des Politischen Departementes gegenüber drückt er den Wunsch aus, dass in Zukunft die Bestimmung von Ort und Zeit für Wirtschaftsverhandlungen der Handelsabteilung überlassen werden sollte. Ferner ersucht er das Politische Departement in der Frage von Krediten nichts zu präjudizieren. Wir müssen grösste Zurückhaltung üben, da die schweizerische Wirtschaft Hochkonjunktur hat. Die Kredithöhe muss auf den Warenverkehr basieren; maximal sollte sie einen Jahresimport betragen.

Leg. Zehnder: Es liegt dem Politischen Departement fern, einen Druck wegen der Frage der Kreditgewährung auszuüben. Es legt nur Gewicht darauf, dass auf möglichstes Gleichgewicht zwischen Ost und West gesehen wird. Ferner würde es das EPD begrüßen, wenn möglichst intensiv abgeklärt werden könnte, wieweit die Balkanstaaten selbständig sind. Dies geschieht natürlich am besten an Ort und Stelle, deshalb hätte das EPD es gerne gesehen, wenn die schweizerische Delegation nach Warschau gereist wäre. Ferner interessiert uns, ob die von der Schweiz gelieferten Produktionsgüter nach Russland weitergesandt werden.

Im übrigen anerkennt das EPD das Primat der wirtschaftlichen Überlegungen. Es hat an den Balkanstaaten eigentlich nur ein vorübergehendes Interesse, solange die Beziehungen mit Russland noch nicht aufgenommen sind¹¹.

Schliesslich weist er darauf hin, dass man bei der Kreditgewährung verlangen sollte, dass der Schweizerbesitz garantiert wird. Später kann dann allenfalls die Entschädigungsfrage aufgeworfen werden.

Leg. Troendle verspricht allgemein, und speziell bei den Verhandlungen mit Polen, mit Bezug auf die Verstaatlichung für schweizerische Interessen die Meistbegünstigung und angemessene Entschädigung zu verlangen.

10. Zur Frage der Kriegsschäden und einer Enquête über schweizerische Interessen in Polen siehe E 2001 (E) 2/633.

11. Zur Frage der Wiederaufnahme der diplomatischen Beziehungen zwischen der Schweiz und der UdSSR vgl. Nr. 14, 15 und 64 in diesem Band und Thematisches Verzeichnis in diesem Band: UdSSR – Politische Beziehungen.

39

E 2300 Köln/9

[DoDiS-1992]

*Der schweizerische Generalkonsul in Köln, F. R. von Weiss,
an den Chef der Abteilung für Auswärtiges, W. Stucki*

Kopie

PB

Bad-Godesberg, 27. Oktober 1945

Inmitten der sich täglich mehr auftürmenden Schwierigkeiten gelangte Ihr Schreiben vom 5. d. M.¹ in meinen Besitz. Ich bedauere es ausserordentlich, mir ihr Missfallen in einem solchen Ausmass zugezogen zu haben. Ich bitte mir zu meiner Rechtfertigung die nachstehenden Äusserungen und Ergänzungen zu gestatten.

Die Schweiz hat zur Zeit in Deutschland keinen diplomatischen Vertreter, der in der Lage wäre, Sie über die politische Entwicklung in Deutschland auf dem Laufenden zu halten. Die Entwicklung, namentlich diejenige in Westdeutschland ist aber für ganz Westeuropa, und damit auch für die Schweiz von grösster Bedeutung. Um diese Bedeutung zu illustrieren, gebe ich in folgendem ein Bild der augenblicklichen Situation. Ich betone dabei der «augenblicklichen», weil die Lage sich ständig ändert.

Russland hat seine die Hälfte des früheren Deutschlands umfassende Zone wirtschaftlich und politisch entgegen den Potsdamer Beschlüssen völlig von dem übrigen Deutschland isoliert. Es hat eine Zentralregierung für seine gesamte Zone eingerichtet, enthaltend eine Reihe von Zentralinstanzen unter russischer Führung. Nach dem Kölner Kurier vom 23. 10. d. J. hat es neuerdings ein «Staatssekretariat für Aussenhandel» geschaffen. Seine Tätigkeit soll darin bestehen, den Warenverkehr zwischen den einzelnen Besatzungszonen Deutschlands einzuleiten und auszubauen. In der russischen Zone ist weiter, wie bekannt sein dürfte, das gesamte Kreditwesen verstaatlicht, der Grossgrundbesitz enteignet ohne Entschädigung. Als Kuriosum sei verzeichnet, dass die Bekanntmachungen der Stadt Dresden mit der Unterschrift «der Sowjet der Stadt Dresden» erscheinen.

Die Amerikaner haben in ihrer Zone drei Staaten geschaffen, Bayern, Baden-Württemberg, Grosshessen. Diese drei Staaten haben nach der offiziellen Erklärung der amerikanischen Militärregierung «eigenes Recht und eigene Gesetzgebung».

Die Engländer sollen gutem Vernehmen nach drei Staaten in ihrer Zone schaffen wollen. Ein Staat Niedersachsen, bestehend aus Hannover und Braunschweig, sei bereits fertig, die beiden anderen würden sein Nord-Rheinprovinz und Westfalen, Hamburg mit Schleswig-Holstein.

In der französischen Zone sind die Verhältnisse wieder anders. So sind z. B. die beiden Regierungsbezirke Koblenz und Trier Gebilde, die unabhän-

1. Nicht abgedruckt, siehe DoDiS-2112.

gig von einander die Funktionen der früheren Reichsministerien und preuss. Staatsministerien für ihren Bezirk übernehmen mussten. Welche Pläne Frankreich überhaupt in Westdeutschland hat, lässt sich noch nicht erkennen. De Gaulle hat am 10. 9. 1945 dem Berichterstatter der Times in Paris das bekannte Interview gewährt, in dem er sagte, das Rheinland müsse ein für allemal vom deutschen Staat abgetrennt werden. Andererseits hat nach den Aachener Nachrichten vom 19. 10. 1945 der amerikanische Aussenminister in einer Pressekonferenz erklärt, die Regierung der USA behalte sich die Stellungnahme zu dem französischen Vorschlage einer «internationalen Kontrolle der Ruhr und des Rheinlandes» vor, der Aussenministerrat in London habe beschlossen, diese Frage den stellvertretenden Aussenministern zur Beratung vorzulegen. Er habe den Unterstaatssekretär im amerikanischen Aussenministerium, James Dunn, beauftragt, den Stellvertreter des französischen Aussenministers bei seiner Reise durch die Ruhr und das Rheinland zu begleiten und Bericht zu erstatten.

Aus dem Vorstehenden darf ich Sie bitten, zu ersehen, dass man zur Zeit von einer Balkanisierung Deutschlands sprechen kann, die sich auf wirtschaftlichem und innenpolitischem Gebiet schon in unheilvoller Weise geltend macht, dass weiter Entscheidungen von grösster Tragweite ev. noch zu erwarten sind.

Da die Lage und ihre Entwicklung auch für die Schweiz von grösster Bedeutung ist, glaubte ich, es verantworten zu können, in meiner Tätigkeit über den üblichen konsularischen Rahmen hinausgehen zu müssen. Wenn das aus grundsätzlichen Erwägungen nicht erwünscht sein sollte, so werde ich selbstverständlich die mir gezogenen Grenzen auf Peinlichste innehalten. Wenn ich aufgrund meines Berichtes vom 8. 9. 1945² eine dahingehende Anweisung erhalten hätte, würde es selbstverständlich zu den weiteren Vorgängen nicht gekommen sein.

Ich bitte mir zu gestatten, mit allem Nachdruck gegen die mir in dem dortigen Schreiben vom 5. 10. 1945 gemachten Vorwürfe, ich verfolge die Errichtung eines von Deutschland unabhängigen rheinischen Pufferstaates, ich hätte mich aktiv zu Gunsten separatistischer Tendenzen eingesetzt, Verwahrung einzulegen und um Zurücknahme dieser Vorwürfe, die ich nicht auf mir sitzen lassen kann, zu bitten.

Eine nochmalige Durchsicht meines Berichtes vom 8. 9. 45 wird Ihnen zeigen, dass nur von wirtschaftlichen Zusammengehen die Rede war, eine Annäherung in kultureller und politischer Beziehung sollte der Zukunft überlassen werden. Ich habe in diesem meinem Bericht, Bl. 2,3, die frühere Initiative des Oberbürgermeisters Dr. Adenauer³ auf diesem Gebiete ausführlich geschildert um darzutun, dass es sich um nichts anderes bei den Unterredungen handele als um eine Fortsetzung dieser früheren Politik, die ja doch niemals auf Schaffung eines Pufferstaates ging. Ich füge noch hinzu,

2. Nicht abgedruckt.

3. K. Adenauer fühlte sich der Schweiz gegenüber freundschaftlich verbunden. Siehe Schreiben von F. von Weiss an das EPD vom 11. Juli 1945, E 2001 (D) 3/253 oder DoDiS-2352.

dass Dr. Adenauer bei den von mir geschilderten Unterredungen mit den französischen Offizieren separatistische Bestrebungen ausdrücklich und scharf verwarf und ablehnt. Er sagte unter Zustimmung der französischen Offiziere, dass Separatismus das allerungeeignetste Mittel sei, um eine dauernde Befriedigung Westeuropas herbeizuführen. Ich verweise auch auf Bl. 7–8 des Berichts.

In meinem Bericht vom 22. 9. 45⁴ ist zum ersten Mal von politischen Fragen die Rede. Ich stelle fest, dass ich auf Bl. 3 dieses Berichtes ausdrücklich sage, dass die drei Staaten, die aus dem nicht russisch besetzten Teil Deutschlands zu bilden seien, ein «loses dem Commonwealth entsprechendes völkerrechtliches Gebilde werden müssten». Von einem Pufferstaat ist also mit keiner Silbe die Rede, ich halte im Gegenteil einen staatsrechtlichen Zusammengang zwischen diesen drei Staaten für notwendig. Ich habe absichtlich den Ausdruck «Commonwealth» gewählt, weil dieser Ausdruck verschiedene Nuancen des staatsrechtlichen Zusammenhangs in sich schliesst, und es selbstverständlich mir nicht in den Sinn kommen konnte, über allgemeine Anregungen hinauszugehen.

Auch aus meiner Anregung, diesen Staaten das Recht eigener Auslandsvertretungen zu geben, kann der gegen mich erhobene Vorwurf nicht hergeleitet werden. Der etwaige Rhein-Ruhrstaat würde einer besonderen wirtschaftlichen Regelung sicher unterworfen werden. Daraus folgt für ihn die Notwendigkeit eigener Auslandsvertretung, den beiden anderen Staaten könnte sie aber dann nicht vorenthalten werden. Ich weise übrigens darauf hin, dass auch verschiedene Staaten der Sowjetunion, sowie die Mitglieder des brit. Empire das Recht eigener Auslandsvertretungen haben. Aus meinem inzwischen dort eingetroffenen Bericht vom 26. 9. 1945⁵ ergibt sich weiter die Unhaltbarkeit der gegen mich erhobenen Vorwürfe.

Ich stelle aus diesem Bericht Bl. 15 ff fest:

1. Ich lehne ab die Zusammenfassung des Rheinlandes mit Elsass-Lothringen zu einem Pufferstaat,
2. Ich lehne ab eine Aufteilung zwischen Frankreich und Deutschland.
3. Ich lehne ab den Plan eines englischen Dominions.
4. Ich lehne ab die Eingliederung in Frankreich.
5. Ich lehne ab völlige staatsrechtliche Lostrennung von den übrigen Teilen Deutschlands.
6. Ich befürworte den Rheinstaat in gelockertem staatsrechtlichem Verbands mit den übrigen Teilen Deutschlands zu lassen.

Wenn ich dort sage, in «gelockertem staatsrechtlichen Verbands» so meine ich gelockert gegenüber dem bis zum Zusammenbruch bestehenden straff zentralisierten Einheitsstaat. Dass dieser nicht bestehen bleiben bzw. wieder hergestellt wird, denn er besteht ja nicht mehr, ist wohl absolut sicher.

Der Satz «wenn die wirtschaftliche Annäherung des Rheinstaates fortschreitet, wird die Gesetzgebung des Rheinstaates allmählich ganz von selbst

4. Nicht abgedruckt.

5. Nicht abgedruckt, siehe DoDiS-2113.

sich von der in den anderen Staaten geltenden Gesetzgebung entfernen», kann ebenfalls nicht im Sinne separatistischer Anschauungen gedeutet werden. Denn er lässt klar erkennen, dass es sich dabei um Gesetzgebung auf wirtschaftlichem Gebiete handelt. Die Wirtschaft dieses Rheinstaates wird aber, wie mir jetzt schon festzustehen scheint, von den Alliierten eine besondere Regelung erfahren, gleichgültig wie die politische Gestaltung ausfällt.

Ich betone ausdrücklich, dass ich gar keinen Zweifel darüber gelassen habe, dass ich von meiner vorgesetzten Behörde in dieser Angelegenheit Weisungen irgend welcher Art nicht gehabt habe. Ich habe immer ausdrücklich hervorgehoben, dass ich in diesem Gebiete seit mehr denn 25 Jahren ansässig sei, dass ich seine Lage und seine Bewohner kannte, mit ihnen gute und böse Jahre durchlebt habe, dass ihr Geschick mir daher am Herzen liege.

Ich weiss nicht welche Konsequenzen sich, abgesehen von dem Urteil meiner vorgesetzten Behörde, aus meinem Tun ergeben könnten. Mein Tun und Reden in dieser Angelegenheit war getragen von der Überzeugung, dass, wie die Verhältnisse sich entwickelt haben, für Westeuropa und damit auch für die Schweiz, ebenso wie für England und Frankreich eine wirtschaftliche Zusammenarbeit und damit auch eine innere Befriedigung aller Teile notwendig sei. Ich würde in gleichem Sinne sehr gerne mit englischen Offizieren gesprochen haben. Dass das nicht geschehen ist, lag nur daran, dass die englischen Offiziere offenbar geringeres politisches Interesse haben als die französischen.

Zum Schluss darf ich um Weisung bitten, ob ich in Zukunft keine politischen Berichte sowie Berichte über die politische Entwicklung mehr zu geben brauche⁶.

6. Siehe das Schreiben von W. Stucki an F. von Weiss vom 12. November 1945, DoDiS-2111 und E 2500/1968/87/50.

40

E 2001 (D) 3/64
[DoDiS-20]

Interne Notiz des Politischen Departements¹

CO

Bern, 2. November 1945

Am 2. ds. hatte ich den Besuch von Herrn *Molden*, der sich durch einen von der Österreichischen Staatskanzlei in Wien ausgestellten Pass auswies. Der Genannte ist persönlicher Sekretär von Herrn Dr. Karl *Gruber*, Unterstaatssekretär für auswärtige Angelegenheiten in Wien. Herr *Molden* gab folgendes bekannt:

1. Die Notiz wurde von A. *Ochsenbein* verfasst und richtete sich an W. *Stucki*.

1) Er verdankte im Auftrage von Herrn Unterstaatssekretär Gruber die liebenswürdige Bereitschaft, für den Genannten ein Einreise-Visum zu erteilen. Herr Gruber müsse die in Aussicht genommene Reise um einige Wochen verschieben und er werde zu gegebener Zeit auf die Sache zurückkommen.

2) Herr Molden teilte mit, dass die Österreichische Regierung volles Vertrauen in Herrn Rechtsanwalt Dr. *Grimm*, Zürich, Utoquai 47, habe. Der Genannte ist Vizepräsident der Österreichischen Demokratischen Bewegung in der Schweiz und verfügt über gute Verbindungen mit Wien. Sollten schweizerischerseits besondere Wünsche bestehen, so könne man sich jederzeit an Herrn Dr. Grimm wenden.

3) Herr Molden wies darauf hin, dass die Lage der Österreichischen Regierung sich zu stabilisieren beginne und dass in Wien der russische Einfluss durch die Engländer und Amerikaner etwas herabgemindert werde.

Da in Wien und Österreich sehr erhebliche schweizerische Interessen wahrzunehmen sind, dürfte schweizerischerseits wohl an einer baldigen Wiedereröffnung unseres Generalkonsulates in Wien ein grosses Interesse bestehen². Herr Molden glaubt zu wissen, dass russischerseits dagegen keine Bedenken mehr bestehen dürften. Das Unterstaatssekretariat erhalte täglich sehr viele Anfragen von Schweizerbürgern wegen der Wahrnehmung ihrer Interessen. Es tue gerne, was in seinen Kräften liege, doch sei es natürlich dazu nicht in erster Stelle berufen. Es ist anzunehmen, dass in nächster Zeit verschiedentlich Herren vom Auswärtigen Amt in Wien nach der Schweiz reisen werden, um österreichische Interessen in der Schweiz wahrzunehmen, doch sei dieser Zustand selbstverständlich unbefriedigend und man wäre österreichischerseits froh, wenn in absehbarer Zeit auch in der Schweiz ein Österreichisches Konsulat wieder eröffnet werden könnte. Dies bedingte natürlich nicht eine formelle Anerkennung der Regierung Renner³.

4) Allfällige Sichtvermerks-Gesuche werden der Abteilung für Auswärtiges durch Vermittlung des Schweizerischen Delegierten in Salzburg⁴ unterbreitet werden, da dies zurzeit die rascheste Erledigung gewährleistet.

2. Zu den grossen finanziellen Interessen der Schweiz in Österreich vgl. die Notiz von R. Hohl an M. Petüppierre vom 20. März 1947 betr. die Guthaben des Bundes, E 2001 (E) 1/294 sowie die Liste der schweizerischen Finanzguthaben in der Beilage des Briefes der Schweizerischen Bankiervereinigung an das EPD vom 19. Juni 1948, E 2001 (E) 1/348.

3. Die Anerkennung der provisorischen Regierung Renner durch den Bundesrat erfolgte am gleichen Tag; vgl. das BR-Prot. Nr. 2769 vom 2. November 1945, E 1004.1 1/463.

4. Ab dem 17. Juni 1945 weilte ein schweizerischer Delegierter in Salzburg – als Ersatz für das zuvor von der russischen Besatzungsmacht geschlossene schweizerische Generalkonsulat in Wien.

41

E 2001 (E) 2/602

[DoDiS-1962]

*Sitzungsprotokoll des Politischen Departements¹*BESPRECHUNG ÜBER DIE SCHWEIZERISCHEN WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN
ZU DEN BALKANSTAATEN

AR

Bern, 8. November 1945

Troendle: Zweck dieser Besprechung ist eine Übersicht über die gegenwärtigen Beziehungen zu den Balkanstaaten zu erhalten, damit wir nicht Verhandlungen durch präzedenzielle Erledigung von provisorischen Geschäften erschweren².

Leg. Zehnder gibt zuerst einen politischen Überblick. Wir liegen am Rande des Trennungsstriches zwischen Ost und West wie vor dem Kriege Ungarn und geraten deshalb in die Kontroverse zwischen England und Russland, das Opposition macht gegen eine Befriedung im Westen. Bei unseren Gesprächen mit den Oststaaten stossen wir immer auf Russland. Andererseits begrüssen die Oststaaten jede Hilfe, die aus dem Westen kommt, um so ein gewisses Gegengewicht gegen die russische Vormachtstellung zu erhalten. Gegenwärtig ist die Schweiz der einzige Staat im Westen, der ihnen eine solche Hilfe gewähren kann. In unserem Interesse liegt es, den Oststaaten im Rahmen des Möglichen diese gewünschte Hilfe zu gewähren. Das Politische Departement begrüsst jede Verbindung, welche die Handelsabteilung mit dem Osten anknüpfen kann. Jedenfalls ist darauf zu achten, dass wir die Oststaaten nicht vor den Kopf stossen, solange sie nicht schweizerisches Eigentum angreifen.

Troendle gibt eine Übersicht betreffend die Beziehungen zu den *einzelnen* Staaten:

Polen: Konkrete Geschäfte haben wir bisher nicht behandelt. Wir erwarten dagegen eine Delegation. Im Verlaufe der Verhandlungen wird es sich zeigen, wieweit schweizerisches Eigentum respektiert wird³.

Österreich: Eine provisorische Lösung konnte für die französische Zone gefunden werden; gegenwärtig finden Besprechung in Bezug auf die amerikanische Zone statt⁴.

Jugoslawien: Die Handelsabteilung hat Gespräche mit jugoslawischen Delegierten aufgenommen; die Reaktion der Regierung auf diese erste

1. *An der Sitzung sind anwesend:* A. Zehnder und H. Hess (Protokoll), alle EPD; M. Troendle, T. Frey, H. V. Otz, A. Ammann, H. Schneebeli und F. Bauer, alle EVD; P. Aebi, Vorort; E. Mürner, SVS.

2. *Zur Frage der Kreditgewährung an die Balkanstaaten vgl. auch Nr. 38 in diesem Band.*

3. *Vgl. Thematisches Verzeichnis in diesem Band:* Polen – Wirtschaftsbeziehungen.

4. *Vgl. Thematisches Verzeichnis in diesem Band:* Österreich – Wirtschaftsbeziehungen.

Fühlungnahme ist noch nicht bekannt. Vor allem mit Bezug auf den Schutz von schweizerischem Eigentum scheint Minister Zellweger den richtigen Ton gefunden zu haben⁵.

Ungarn: Es wurden bereits verschiedene Abgeordnete empfangen und zahlreiche Vorschläge geprüft, aber irgend eine provisorische Lösung konnte nicht gefunden werden⁶.

Rumänien: Ein geschäftlicher Verkehr zwischen der Schweiz und Rumänien findet gegenwärtig nicht statt. Zurzeit befindet sich ein rumänischer Delegierter in der Schweiz, der gewisse Einzelfragen abzuklären sucht. Die Aussicht, in absehbarer Zeit den Verkehr intensiver zu gestalten, ist sehr gering⁷.

Bulgarien: hat offenbar den regen Wunsch, mit uns Geschäfte abzuschliessen; sie scheiterten aber bisher an den Transportschwierigkeiten und dem Veto der Alliierten, die Bulgarien noch als feindlichen Staat betrachten⁸.

Griechenland: Es wurden verschiedene Geschäfte geprüft. Die Griechen wünschten jedoch Bezahlung in freien Schweizerfranken, was bisher nicht gestattet wurde⁹.

Allgemein hat die Handelsabteilung folgende Grundsätze aufgestellt:

1. Bei der Prüfung der vorgeschlagenen Geschäfte müssen wir uns an den Grundsatz halten *do ut des*. Vorausleistungen auf kommerzieller Basis kommen vorläufig ohne eine grundsätzliche Regelung nicht in Frage. Beim Zusammenstellen von Kompensationen zeigt es sich, dass die schweizerischen Artikel sofort in Arbeit genommen werden, die Kompensationswaren dagegen noch nicht lieferbar sind. Es stellt sich deswegen die Frage einer Zwischenfinanzierung. Für Ungarn wurde folgender Versuch gemacht. Die ungarische Nationalbank besitzt Guthaben in der Schweiz, die eingesetzt werden können, bis die ungarischen Lieferungen eintreffen. Das Risiko ist nicht so gross, weil wir immer noch die Möglichkeit haben, die schweizerische Leistung zurückzuhalten, sofern die ungarische Lieferung nicht eintrifft. Diese Möglichkeit der Finanzierung besteht aber nur bei Vorhandensein von Disponibilitäten. Ausser Ungarn kommen höchstens noch Jugoslawien und Rumänien in Frage.

2. Vielfach wird gewünscht, dass wir Balkanwaren nicht gegen Schweizerwaren, sondern gegen freie Schweizerfranken beziehen. Wir können das aber nur in Betracht ziehen, wenn es sich um besonders wichtige Waren handelt, da wir uns auf diese Weise gefährliche Präzedenzfälle schaffen. Grundsätzlich müssen wir jetzt schon sämtliche Balkanwaren in den Dienst des schweizerischen Exportes stellen. Deshalb ist es angezeigt, bei der Gewährung von Devisenzahlungen grösste Vorsicht walten zu lassen. Unter freier Devisenzahlung verstehen wir die Freigabe des Gegenwertes von Waren zur freien Zahlung im Ausland. Man wird versuchen müssen, den Gegenwert möglichst in der Schweiz zu binden, für den Ankauf von Schweizerwaren.

5. Vgl. *Thematisches Verzeichnis in diesem Band:* Jugoslawien – Wirtschaftsbeziehungen.

6. Vgl. *Thematisches Verzeichnis in diesem Band:* Ungarn – Wirtschaftsbeziehungen.

7. Vgl. *Thematisches Verzeichnis in diesem Band:* Rumänien – Wirtschaftsbeziehungen.

8. Vgl. *Thematisches Verzeichnis in diesem Band:* Bulgarien – Wirtschaftsbeziehungen.

9. Vgl. *Thematisches Verzeichnis in diesem Band:* Griechenland.

3. Eine gewisse Vorsicht ist am Platze bei der Lieferung von Waren in den Balkan, da uns die Bezugsstaaten später eventuell den Vorwurf machen können, dass die Waren nach Russland gegangen seien und dass wir somit ihre Kaufkraft an Russland verschleudert hätten.

Die Sachbearbeiter der Handelsabteilung kommen auf Einzelheiten, die ihre Länder betreffen zurück: *Bauer: Jugoslawien*: Vorläufig ist nur die Rede von Kompensationen. Die Verhandlungen sind aber äusserst mühsam und die angebotenen Artikel nicht sehr interessant. *Rumänien*: Der Clearingsaldo gehört der rumänischen Nationalbank; um damit schweizerische Exporte zu finanzieren, müssen wir deshalb ihre Zustimmung haben. Der in der Schweiz befindliche Abgeordnete soll die Aufgabe haben, bereits bezahlte schweizerische Waren auf den Weg zu bringen. Allgemein bemerkt Herr Bauer, dass wir mit Devisenzahlungen auch deshalb vorsichtig umgehen müssen, da wir sonst später Schwierigkeiten haben, diese Waren ins Clearing einzubeziehen und ihm deshalb die nötigen Mittel entziehen. *Schneebeli*: Mit Bezug auf *Ungarn* hat Dr. Troendle das Wesentlichste bereits erwähnt. Feststeht, dass auf den bisherigen Vertrag nicht mehr basiert werden kann. Der freie Kurs des Pengö soll bereits 1.– Fr. gleich 1000 Pengö betragen. *Griechenland*: Das Clearing besteht, über das aber keine Geschäfte mehr abgewickelt werden können. Bis heute sind keine der verschiedenen Kompensationsvorschläge zur Ausführung gelangt. Was die Bezahlung anbetrifft, ist Zahlung in freien Schweizerfranken oder in Dollar vorgeschlagen worden. Wir haben aber Zahlung auf ein besonderes Konto verlangt, das für den Einkauf schweizerischer Waren verwendet werden kann. *Otz: Bulgarien*: Das wichtigste Problem, das sich uns stellt, ist die Abtragung des Clearingsaldos. Die Alliierten sind aber gegen Einzahlungen ins Clearing. Wir haben bereits in mehreren Fällen Befreiung von der Clearinginzahlungspflicht gestattet. *Dr. Troendle* ist ebenfalls der Auffassung, dass wir die Liquidierung des Clearingsaldos auf später verschieben und allgemeinen Verhandlungen vorbehalten.

Dr. Ammann fügt bei, dass ein Abgesandter der albanischen Nationalbank sich in der Schweiz befindet; er halte es für möglich, mit ihm gewisse kleinere Geschäfte abzuschliessen.

Dr. Zehnder bemerkt, dass er sich über diesen Abgesandten erkundigt und von der Bundesanwaltschaft erfahren habe, dass er wegen Hochstapelei gesucht sei.

Dr. Aebi wünscht, dass bei der Prüfung von Kompensationsvorschlägen nicht allzu sehr auf das Bedürfnis an der ausländischen Lieferung abgestellt wird. Die Hauptsache soll sein, dass die ausländische Ware in der Schweiz abgesetzt werden kann (z. B. Sliwowitz). Die Hauptsache ist, dass wir für unseren Export Kaufkraft schaffen.

Troendle ist ebenfalls der Auffassung, dass eine spezielle Gleichwertigkeit der Kompensationen nicht nötig sei. Wir müssen alle Waren beziehen, die irgendwie in der Schweiz abgesetzt werden können. Nur so können wir die für unseren Export nötige Kaufkraft im Balkan schaffen. Als weiteres Prinzip möchte er festhalten, dass wir mit keinem Balkanstaat einen Vertrag abschliessen werden, ohne die Regelung der alten Schulden. In den meisten Fällen wird es aber noch einige Zeit gehen, bis offizielle Verhandlungen

stattfinden können. In der Zwischenzeit werden wir provisorische Lösungen suchen müssen. Bei diesen Einzelgeschäften werden wir nicht stark auf die alten Schulden abstellen. Wir müssen in erster Linie dafür sorgen, dass der Export nach dem Balkan wieder auflebt. Dabei vergessen wir das Alte ja nicht. Wenn wir nicht jetzt Geschäfte unabhängig von der alten Regelung abschliessen, werden sie überhaupt nicht durchzuführen sein.

42

E 7110/1967/32/821.Italien/9
[DoDiS-309]

Der schweizerische Geschäftsträger a. i. in Rom, P. A. von Salis, an den Direktor der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements, J. Hotz

S Vertraulich

Rom, 8. November 1945

Ich beehre mich, den Empfang Ihrer dringenden Mitteilung Nr. 345 vom 5. November sowie meine diesbezügliche Antwort Nr. 384 heutigen Datums¹ zu bestätigen und Ihnen zur Kenntnis zu bringen, dass sich mein Mitarbeiter, Herr Dr. Rossetti, auf Grund Ihrer Mitteilung unverzüglich mit Comm. Venturini, Sektionschef der Generaldirektion für wirtschaftliche Angelegenheiten des Aussenministeriums in Verbindung gesetzt hat, um sich über die gegenwärtige Lage der italienisch-alliierten Verhandlungen betreffend Inkrafttreten des schweizerisch-italienischen Abkommens² zu erkundigen. Bei dieser Gelegenheit teilte Comm. Venturini mit, dass sich, obwohl noch kein definitiver Entscheid getroffen worden sei, die Lage insofern gebessert habe als die italienische Regierung aus London die Nachricht erhalten habe, die englischen Behörden seien bereit, das Abkommen in seiner ursprünglichen Form in Kraft treten zu lassen; wobei man allerdings englischerseits an der erhobenen Kritik festhält und der italienischen Regierung den Vorwurf macht, durch die im Abkommen vorgesehene Schuldenregelung die prinzipielle Frage der Regelung der Kriegsschulden präjudiziert zu haben. Es scheint sogar, dass die englischen Behörden bereit sind, in Washington dahin zu wirken, dass auch amerikanischerseits das Inkrafttreten des Abkommens bewilligt werde, ohne dass dabei die amerikanischen Behörden von ihrem prinzipiellen Standpunkt abweichen, dass die italienische Regierung kein Recht habe, Schuldentilgungsabkommen mit andern Ländern abzuschliessen, besonders für Kriegsschulden (was sich auf das Spezialkonto bezieht), bevor nicht die italienischen Schulden gegenüber Amerika geregelt seien.

Obwohl Comm. Venturini ausdrücklich betonte, er sage dies alles im Konditional, so gab er doch einer gewissen Hoffnung der italienischen Regierung Ausdruck, dass es trotz allen Schwierigkeiten gelingen werde, die amerika-

1. Nicht abgedruckt.

2. Abkommen vom 10. August 1945, vgl. DoDiS-1769.

nischen Behörden umzustimmen und von ihnen die Einwilligung zum Inkrafttreten des schweizerisch-italienischen Wirtschaftsabkommens zu erwirken. Eine völlig negative Einstellung dagegen soll die Alliierte Kommission in Rom noch einnehmen, doch würde sich bei einem günstigen Entscheid in London und Washington die alliierte Kommission wohl fügen müssen und ihre Einwilligung erteilen. Denn formell ist es die Alliierte Kommission in Rom, welche das Inkrafttreten des Abkommens genehmigen muss.

Unter diesen Umständen hat es die Gesandtschaft vermieden, eine offizielle Mitteilung des Aussenministeriums betreffend die alliierten Schwierigkeiten zu provozieren. Dies auch nicht zuletzt darum, weil Di Nola eine solche Mitteilung vermeiden möchte, da diese eine offizielle Stellungnahme der schweizerischen Behörden nach sich ziehen müsste. Ein solcher schweizerischer Entscheid würde unter den gegebenen Umständen notgedrungen zum völligen Scheitern des abgeschlossenen Abkommens führen und es würde sich nur noch die Frage erheben, ob auf vollkommen veränderter Grundlage neue Verhandlungen begonnen werden sollen. Dies möchte die italienische Regierung wenn irgendwie möglich vermeiden in der Hoffnung, dass es in absehbarer Zeit doch noch gelingen werde, die alliierten Behörden von der Notwendigkeit der Wiederaufnahme der schweizerisch-italienischen Wirtschaftsbeziehungen zu überzeugen.

Was nun die negative Einstellung der Alliierten Kommission in Rom betrifft, so sei hierzu noch bemerkt, dass die Gesandtschaft von verschiedenen Quellen erfahren konnte, dass diese Einstellung nicht zuletzt auf Einflüsterungen italienischer Industriekreise zurückzuführen ist, eine Tatsache, die auch von Comm. Venturini bestätigt wurde. So erfuhr die Gesandtschaft von zuverlässiger Seite, Vertreter dieser Kreise hätten damit geprahlt, dass sie es gewesen seien, welche die Einwendungen der amerikanischen Behörden provoziert hätten, um dadurch die nationalen Interessen der italienischen Industrie zu schützen. Es handelt sich hier um Vertreter der Maschinen- und Elektroindustrie, deren Betriebe mehr oder weniger intakt sind und welche mit ihrer frühern Mentalität der Autarchie und des Schutzes der nationalen Industrie die italienischen Behörden zwingen wollen, die Einfuhr aus dem Auslande zu verhindern, mit der Argumentation, sie müssten ihre Belegschaften entlassen, wenn sie nicht für den Wiederaufbau Italiens arbeiten können. Die Wiederaufnahme der Arbeit ist aber nur möglich, wenn sie aus dem Auslande und vor allem aus der Schweiz kleinere Maschinenbestandteile zur völligen Inbetriebsetzung ihrer Fabriken einführen können, wofür sie von der italienischen Regierung vollkommene Freiheit fordern. Diese Mentalität geht also darauf hinaus, die schweizerische Industrie nur soweit zu berücksichtigen, als es für die Reparaturen ihrer technischen Anlagen notwendig ist, und sie nachher mit allen ihnen zur Verfügung stehenden Mitteln vom italienischen Markt auszuschalten. Diese Einstellung wird nun weder von den italienischen Behörden noch vom Grossteil der italienischen Industrien geteilt, welche sich für einen freien internationalen Handel einsetzen. Dagegen scheinen diese Leute bei der Alliierten Kommission Gehör gefunden zu haben und dies verständlicherweise, da amerikanischerseits, wenn auch nicht offen, so doch mit allen Mitteln versucht wird, die Konkurrenz der

schweizerischen Industrie im italienischen Markt auf ein Minimum zu reduzieren.

Obwohl diesen negativen Tendenzen gegenüber dem schweizerisch-italienischen Wirtschaftsverkehr in Anbetracht der Einstellung der Regierung und des grossen Teils der Industrie keine allzu grosse Bedeutung beigemessen werden muss, so ist es dennoch nicht ausgeschlossen, dass auch inskünftig durch ähnliche Machenschaften der Wirtschaftsverkehr zwischen der Schweiz und Italien erschwert wird.

43

E 2800/1990/106/16

[DoDiS-1708]

*Le Ministre de Suisse à Paris, C. J. Burckhardt,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

R

Personnel et confidentiel

Paris, 13 novembre 1945

M. Winston Churchill étant arrivé pour trois jours à Paris, il a bien voulu se rappeler une conversation que nous eûmes en 1937 à Londres et il a demandé à me voir. Nous avons donc dîné ensemble hier, chez M. Duff Cooper, en très petit comité, avec M. Paul Reynaud.

Churchill n'a pas beaucoup changé au cours des années qui viennent de s'écouler. Il avait l'air de se porter à merveille. Très silencieux à table, regardant de temps en temps un des convives comme pour prendre sa mesure, il mangea abondamment, se fit remplir ses verres et les vida, l'un après l'autre, et, lorsqu'il fut arrivé au terme du repas, refusa avec mépris le cigare qu'on lui offrit et en sortit deux exemplaires considérables de sa poche, mordit le bout de l'un et l'alluma aussitôt. C'est à ce moment-là seulement qu'il se mit à parler et nous raconta ce qu'il appelle la «bataille d'Angleterre» ou «la Marne anglaise», la victoire sur la flotte aérienne allemande. Puis, fermant ses lourdes paupières, renversant le torse, comme s'il se parlait à lui-même, il s'écria: «Ah, it was very exciting!». Brillant récit, dramatique, dans le style du meilleur Kipling, avec quelque chose de personnel, d'inimitable, fait de force, d'une espèce de joie ramassée, vigoureuse, que je n'ai jamais vu poindre de cette façon-là sur aucun visage, joie que lui inspire le combat sous toutes ses formes, au passé, au présent et à l'avenir. L'on avait un très curieux sentiment, à cette table. Surtout pendant les silences de l'ancien Premier Ministre. Une sensation comme si ce petit cercle de convives allait perdre l'équilibre et être projeté en l'air par le poids que représentait l'hôte principal. Ces quelques femmes du monde, cet Ambassadeur et ce politicien français apparaissaient réellement comme des figurants. Dès que Churchill disait quelque chose, tout le monde se taisait pour l'écouter. La déférence frétilante de M. Paul Reynaud ne connut pas de limite; il essaya d'atteindre Churchill en lui racontant l'histoire

de sa captivité, abusant du vocabulaire usé au cours de ces derniers mois et se servant d'une infinité de qualificatifs comme «meurtri», «douloureux», «héroïque», «écorché». Mais l'Anglais l'interrompit avec impatience en disant: «Enfin, vous avez été prisonnier et pas trop mal traité, à en juger par votre état actuel». Puis, tout à coup, il se tourna vers moi et, à brûle-pourpoint me dit¹: «J'aime beaucoup votre pays. C'est le meilleur sur le continent². Vous avez fait votre «affaire»³ aussi bien que si vous aviez été des Anglais. «L'affaire» de votre réduit, c'était une des choses vraiment bien de ces dernières années. Ça m'a plu. Evidemment, si moi je vous aime, par contre, mon ami Staline vous déteste et il faudrait maintenant que vous restiez calmes aussi en face de lui». Tout cela à table, devant tout le monde, et personne n'en perdait une syllabe. Avant que les dames ne quittent la salle à manger, Churchill me dit: «Je vais vous dire quelque chose tout à l'heure». Puis il se retira dans un coin, avec M. Reynaud, et le cribla de questions précises, auxquelles son interlocuteur répondit avec agilité. Mais, après une demi-heure, Churchill revint de mon côté et me dit: «J'ai abattu le nazisme», avec l'expression d'un homme de chez nous qui dirait, le soir, à l'auberge: «J'ai abattu le grand sapin qui menaçait le toit». Puis il ajouta: «Mais il ne faut pas oublier que j'ai, toute ma vie, été un ennemi irréductible du communisme et, jusqu'à la fin de mes jours, je le combattrai. Le combat a commencé. Il faut maintenant sortir des accommodements. Le totalitarisme communiste est actuellement l'ennemi No 1. Si nous voulons sauver la civilisation, il faut nous défendre. Pendant la guerre contre les Allemands, nous avons eu besoin des Russes, mais les Russes, c'est autre chose que le communisme. Nous avons eu besoin d'eux, maintenant, la situation a changé. Il faut marquer nettement et définitivement qu'on ne pactise pas avec des méthodes de mensonge, de calomnie et de cruauté. Les choses sont toujours beaucoup plus simples qu'elles n'en ont l'air. Il n'y a qu'un oui et qu'un non. C'est par les éternelles tentatives de transition et par trop de nuances compliquées que l'on se perd». Il avait mordu son deuxième cigare et, de sa bouche butée et méprisante, en avait craché le bout. Tout ce qu'il m'avait dit, d'ailleurs, j'aurais pu l'entendre raconter par un vieux «Zunftmeister» solidement campé dans sa tradition bourgeoise, dans ma ville natale⁴. Mais il y avait là cette chose indéfinissable, la personnalité tout court et la personnalité historique qui donnait du relief à toutes ces simplifications. Et Churchill continua. Le programme qu'il développa pour nous, tout en restant très simple, ne paraissait réserver aucune récompense pour les qualités qu'il avait bien voulu nous reconnaître, car il dit: «Vous avez beaucoup d'argent (a lot of money) et avec cet argent, vous devez renforcer, renforcer, renforcer votre armée, parce que vous aurez peut-être l'occasion de vous battre cette

1. *Annotation manuscrite de C. J. Burckhardt en bas de page*: Il s'exprimait en français, tandis que le récit fut fait en anglais.

2. *Annotation manuscrite de Burckhardt sur le texte dactylographié*: (sic).

3. *Annotation manuscrite de Burckhardt dans la marge*: en disant «affaire», il entendait politique!

4. *Les maîtres de corporations jouissent d'une grande autorité à Bâle où ces associations traditionnelles jouent un rôle considérable dans la vie sociale.*

fois, en première ligne». Cette constatation fut suivie encore de quelques éloges pour le travail que nous avons fait pour les prisonniers, puis l'ancien Premier Ministre ajouta: «Votre neutralité, je n'en connais pas l'historique, mais elle nous a rudement servi au point de vue stratégique. Elle est une nécessité, ou plutôt elle a été une nécessité, car la prochaine fois, si nous ne réussissons pas à l'éviter, plus rien ne tiendra, aucune loi internationale. Ce ne sera qu'alors que nous connaîtrons la guerre totale. Il ne faut d'ailleurs pas trop se laisser frapper par la fameuse bombe atomique (son expression devint pétillante lorsqu'il parla de cet engin); tout le monde l'aura; tout le monde l'emploiera et c'est le plus intelligent qui frappera le mieux et le plus vite». Puis, après ces prophéties, légèrement atteintes par le troisième brandy et le deuxième whisky, subitement, il se reprit et, avec vivacité, se tournant de mon côté, demanda: «Vous avez des ennuis avec les Russes ici?». Je répondis: «Ici en France, non. Je sais seulement qu'ils ont demandé au Ministère de l'Information de ne plus citer la presse suisse». Churchill alors se tapa le genou et, bien inutilement, appela M. Paul Reynaud: «Reynaud, vous avez entendu cela? C'est énorme! Ils vous demandent de ne pas citer la presse suisse, la seule qui est bien renseignée sur le continent. Ah, vraiment, ils s'installent comme chez eux, ils ne se gênent pas!»

J'ai eu l'impression qu'il ne servait pas à grand chose de continuer la conversation sur le thème russe, que je n'obtiendrais ni conseils utiles, ni appréciations, mais que, d'une façon générale, j'avais à côté de moi une force, un accumulateur d'énergie aux décharges violentes, subites, un lutteur perdant pied dès qu'il se trouvait sans adversaire sur qui s'appuyer, un entraîneur d'hommes, un merveilleux conteur, un esprit nourri, dru, fécond en trouvailles, en improvisations, en ripostes cinglantes, mais non pas que ce grand Anglais, à mes côtés, appartenait à la classe des véritables hommes d'Etat, qui prévoient, avec un sens réel des responsabilités, qui connaissent l'interdépendance des événements que l'on suscite. Ce «it was very exciting», prononcé avec une sorte de sensualité profondément satisfaite, me restera avec tout ce que cela comportait d'accent triomphant⁵.

5. *Burckhardt a ajouté un post-scriptum manuscrit*: Je ne voudrais point donner à ces boutades d'un homme d'Etat en congé trop d'importance. Cependant, deux choses me frappèrent, une fois le fait que sa sympathie pour la Suisse semble réelle, puis d'autre part la légèreté avec laquelle il improvisa l'évocation d'un cas qui nous forcerait à jouer le rôle de la Pologne. Il me fit une allusion encore que je ne voudrais pas divulguer: il parla du «travail intérieur» que l'Angleterre actuellement tentait de faire en Russie pour créer aux Soviétiques.

J'ajoute à ce mot que le profond pessimisme qui régna ici au cours de la semaine prochaine [*sic*] s'est un peu dissipé. L'élection du Général lui permettra maintenant de poser ses conditions, les cérémonies de dimanche lui ont valu de grandes ovations populaires. A ce propos, je voudrais indiquer qu'à la tribune, dimanche, M. Bogomolov très spontanément est venu me saluer et me serrer la main.

44

E 2001 (D) 11/2

[DoDiS-194]

*Le Chef de la Division des Intérêts étrangers
du Département politique, A. de Pury*

NOTICE À MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL PETITPIERRE,
CHEF DU DÉPARTEMENT POLITIQUE FÉDÉRAL, SUR LES MESURES À PRENDRE
EN VUE DE LA LIQUIDATION DE LA DIVISION DES INTÉRÊTS ÉTRANGERS¹

Berne, 16 novembre 1945

Les affaires traitées par cette Division ont atteint leur point culminant durant les années 1943 et 1944. A partir de fin 1944, elles ont suivi une courbe descendante, qui s'est fortement accentuée, dès la cessation des hostilités, soit en mai 1945 pour l'Europe et en août pour l'Extrême-Orient².

Nous avons adapté notre organisation au fur et à mesure des événements et des remises d'intérêts aux Puissances – remises qui n'ont pas eu le rythme accéléré que nous aurions désiré leur voir prendre –, et nous avons procédé, tant à Berne qu'à l'étranger, à des licenciements importants de notre personnel. Les chiffres suivants illustrent les efforts que nous n'avons cessé de faire dans cette direction:

- | | |
|----------------------------------|--|
| a) effectif maximum en 1943-1944 | |
| Berne | 153 |
| à l'étranger | 1155 |
| b) effectif au 15 novembre 1945 | |
| Berne | 70 |
| à l'étranger | 700 environ (dans ce chiffre sont contenues environ 150 personnes faisant partie de nos services à Tokyo et à Shanghai et qui ont été licenciées pour le 31 décembre a. c.). |

Bien que nous ayons tenu compte, pour le licenciement de nos agents et employés, des possibilités du marché du travail (le plus grand nombre de ceux qui ont été congédiés a pu retrouver une situation en nous quittant), ce n'est pas ce facteur qui nous a influencés; nous n'avons été guidés que par les besoins de notre service.

Il convient ici de relever que diverses contingences ont retardé la cadence que nous avons l'intention d'imprimer à la compression des frais de notre Division.

1. M. Petitpierre a lu ce document le 17 novembre 1945.

2. Pour un rapport exhaustif, voir Rechenschaftsbericht der Abteilung für Fremde Interessen des Eidgenössischen Politischen Departements für die Zeit von September 1939 bis Anfang 1946 rédigé par A. Janner et classifié *vertraulich*. Cf. E 2001 (D) 11/1 et E 2800/1967/61/93.

Ce sont:

1. Les grandes Puissances prétendent ne pas disposer du personnel diplomatique ou consulaire suffisant pour nous relever de notre tâche; ce n'est que peu à peu et sur nos instances réitérées qu'elles arrivent à le faire. Ainsi nous représentons encore les intérêts américains dans quelques villes de l'Italie du Nord³ et ce n'est qu'en date du 15 novembre que les protocoles de remise des intérêts américains ont pu être signés en Allemagne⁴; les protocoles relatifs à la remise des intérêts anglais dans l'ancien Reich ne le seront probablement qu'à la fin de ce mois⁵.

2. Dans plusieurs postes, nous avons dû maintenir un certain personnel pour pourvoir aux intérêts japonais aux Etats-Unis, au Canada et dans d'autres Etats américains dont nous dûmes assumer la sauvegarde en dernière heure. Aujourd'hui encore leur suppression totale n'est pas encore décidée⁶.

3. Loin de diminuer, les intérêts italiens n'ont fait qu'augmenter. Depuis quelques jours, nous avons dû les prendre en charge – tâche nouvelle – aux Indes⁷ et il est possible que nous devions le faire en Palestine⁸.

4. Certains pays de l'Amérique centrale et du Sud et des Etats européens et asiatiques, dont la liste figure en annexe⁹ à la présente notice, ne semblent éprouver aucune hâte à envoyer sur place des représentations diplomatiques et consulaires pour nous relever de notre mission. Ils paraissent au contraire apprécier le fait qu'ils réalisent des économies considérables en ayant recours aux services suisses à l'étranger. Cet état de chose donne prétexte à ces derniers pour retarder la liquidation finale de leur activité. Ceci constitue un des obstacles principaux auxquels se heurtent nos efforts.

La liquidation totale de notre Division sera difficile, même impossible, tant que la Suisse continuera à accepter de nouvelles représentations d'intérêts étrangers.

Afin d'accélérer la compression de notre Division, nous avons prévu de liquider dès maintenant tous les services qui ne s'occupent pas de la gestion des intérêts italiens¹⁰, japonais¹¹, et de ceux des petites Puissances¹².

Nous pourrions ainsi licencier d'ici au 31 janvier:

à Berne:	20 employés environ
à l'étranger:	400 employés environ

3. Il s'agit de Milan, Turin, Venise et Trieste, cf. les listes annexées au présent document, non reproduites.

4. Un protocole-cadre fixant les modalités de la remise fut signé le 2 novembre 1945, cf. E 2001 (D) 14/3.

5. Sur la remise des intérêts britanniques en Allemagne, cf. 2001 (D) 15/3.

6. Cf. table méthodique du présent volume: Japon.

7. Sur la reprise des intérêts italiens en Inde, cf. E 2001 (D) 12/40.

8. Sur la reprise des intérêts italiens en Palestine, cf. E 2001 (D) 12/52.

9. Non reproduite.

10. Pour les intérêts italiens, cf. E 2001 (D) 12/1-52.

11. Pour les actes de la section japonaise, cf. E 2001 (D) 13.

12. Pour les actes de la section petites Puissances, cf. E 2001 (D) 18. Toutefois les intérêts de certaines petites Puissances étaient traités par d'autres sections.

portant ainsi l'effectif de la Division à environ

50 employés à Berne
300 employés à l'étranger

A l'échéance du 31 mars, il nous sera possible de réduire les services actuels de la Division

à Berne, à l'effectif d'une trentaine d'employés,
à l'étranger, il n'y aura plus que le personnel strictement nécessaire pour assurer les besoins des services d'intérêts incombant encore à la Suisse et, là où cela sera utile, des « piquets réduits de liquidation » de deux à trois personnes au maximum.

La réduction de nos services pourrait être beaucoup plus radicale si la Confédération parvenait, dans un proche avenir, à se libérer des divers mandats de Puissance protectrice dont elle est encore investie. Il ne nous appartient pas d'examiner ici la valeur politique que peut attacher notre pays à continuer à sauvegarder certains intérêts étrangers, spécialement les intérêts italiens.

Nous nous bornerons donc à exposer les raisons administratives qui militent en faveur de la cessation prompte et complète de l'activité de cette Division.

Les frais administratifs de cette Division ont été financés jusqu'à concurrence de 90% par les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne et le Reich. Ces sources doivent être considérées comme taries ou comme très près de l'être. Même si l'on augmentait de façon considérable la contribution des petites Puissances à ces frais, nous ne pourrions faire face aux charges incombant à nos services pour maintenir un personnel même très réduit; d'ailleurs, la plupart des Etats dont il s'agit font preuve de beaucoup de lenteur pour régler les montants qui nous sont dus. L'un d'entre eux n'a même jusqu'à présent jamais donné suite à nos demandes de fonds¹³. Quant à l'Italie, elle n'a plus opéré de remise depuis le mois de juillet 1943 (les avances faites par la Confédération pour la défense des intérêts italiens se montaient au 30 septembre à Fr. 2'360'000.– environ).

Le maintien de nos services, même sous une forme réduite, exigera donc de nouvelles avances de la part de la Confédération et nous ne pouvons savoir aujourd'hui jusqu'à quel point les Puissances intéressées seront en mesure de les rembourser dans la suite. Nous serons obligés, à l'expiration du crédit de Fr. 10'000'000.– qui nous a été accordé pour l'exercice 1945 (sur lequel Fr. 3'000'000.– à la date du 30 septembre n'avaient pas été remboursés par les Etats débiteurs) de solliciter, en prévision des dépenses futures, un nouveau crédit de Fr. 5'000'000.–¹⁴.

Dans ces conditions, nous nous demandons s'il ne serait pas opportun de faire savoir aux Etats encore représentés qu'à partir du 1^{er} mars 1946 la Suisse ne pourra plus, par suite de la dissolution de cette Division et des services en dépendant à l'étranger, continuer d'assumer la sauvegarde de leurs intérêts.

13. *Il s'agit probablement de Cuba ou du Costa Rica.*

14. *Sur les demandes de crédits, cf. E 2001 (D) 11/14.*

Le cas de l'Italie, peut-être même du Japon, sera probablement l'objet de considérations spéciales¹⁵.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous faire connaître votre avis sur cette importante question.

Comme après la précédente guerre, un service administratif de comptabilité et de classement final des archives, composé d'environ une quinzaine d'employés, devra continuer son activité pour une période indéterminée.

15. M. Petitpierre a écrit dans la marge de ce paragraphe d'accord et la date 29. 11. 45.

45

E 7110/1967/32/821.Italien/9

[DoDiS-310]

Le Chargé d'Affaires a. i. de Suisse à Rome, P. A. de Salis, au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz

L

Rome, 7 décembre 1945

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre du 28 novembre dernier¹ concernant l'attitude des autorités compétentes alliées à l'égard de l'Italie et des accords économiques italo-suisse en particulier.

Le Ministère royal des Affaires étrangères vient de faire parvenir à la Légation une note verbale datée du 5 crt.², ci-jointe en copie, par laquelle il confirme les informations déjà données verbalement par M. Di Nola à M. de Weck.

1. *Non reproduite.*

2. *Voici le contenu de cette note:* Il Regio Governo ha l'onore di comunicare alla Legazione di Svizzera quanto segue: Com'è noto, i Governi di Gran Bretagna e degli Stati Uniti d'America hanno sollevato alcune obiezioni in merito agli Accordi economico-finanziari, conclusi tra la Svizzera e l'Italia e firmati a Berna il 10 agosto u. s., specie per quanto concerne la sistemazione dei vecchi debiti. Tali obiezioni furono comunicate al Regio Governo con la Nota Verbale del Governo Americano del 17 settembre u. s. Si acclude copia di detta Nota.

Il Regio Governo desideroso di rimuovere le difficoltà che si opponevano all'entrata in vigore degli Accordi, rispose alle argomentazioni americane fin dal 25 settembre u. s. con una molto elaborata nota, in cui veniva messa in evidenza l'equità dei patti raggiunti e la moderazione mostrata dalla Svizzera nella tutela dei suoi legittimi interessi.

E'ora pervenuta, con Nota in data 28 novembre, la risposta tanto del Governo inglese quanto di quello americano, che il Regio Governo si affretta a trasmettere in copia al Governo svizzero non solo perchè ne abbia esatta notizia, ma anche per aderire ad esplicita richiesta di quei Governi.

Come il Governo svizzero rileverà, i Governi inglese ed americano dichiarano di non poter approvare il riconoscimento e la sistemazione dei debiti incorsi dall'Italia verso la Svizzera durante il periodo in cui l'Italia fu in guerra con le Nazioni Unite, e cioè dal 10 giugno 1940 all'8 settembre 1943; soltanto i debiti precedenti al 10 giugno 1940 potrebbero essere oggetto di riconoscimento e di sistemazione.

Vous voudrez bien constater qu'il s'agit en l'occurrence de la première notification officielle italienne du veto allié concernant la mise en vigueur des accords conclus à Berne le 10 août 1945³. Cette notification nous est faite à la requête expresse des Gouvernements de Londres et de Washington.

Le Gouvernement italien ayant exprimé le désir de connaître la manière de voir du Gouvernement suisse au sujet des possibilités de trouver une solution permettant une reprise des échanges commerciaux entre la Suisse et l'Italie, je vous saurais gré de bien vouloir me donner des instructions à ce sujet.

En ce qui concerne les nouvelles négociations que le Gouvernement royal se déclare disposé à entamer à bref délai je pense pouvoir admettre que vous attendrez la venue de M. Di Nola à Berne avant de vous prononcer définitivement sur cette offre.

Senonchè, com'è noto al Governo svizzero, il saldo debitorio, che a quella data esisteva a carico dell'Italia nel clearing italo-svizzero, è stato interamente compensato già fin dal novembre 1942. Pertanto la dichiarazione inglese-americana pone un ostacolo alla sistemazione dei debiti attualmente esistenti, che sono tutti debiti creati tra il 10 giugno 1940 e l'8 settembre 1943.

Nel comunicare quanto precede, e nel dichiarare a codesto Governo, giusta l'invito contenuto nelle Note inglese ed americana, che il Regio Governo non si trova in condizione di mettere in vigore quella parte degli Accordi, che si riferisce al regolamento dei vecchi debiti, il Regio Governo esprime il desiderio di conoscere il pensiero del Governo svizzero sulla situazione così creatasi, e sulle modificazioni, che converrebbe arrecare agli Accordi conclusi nel mese di agosto, allo scopo di rendere possibile la regolare ripresa dei traffici tra l'Italia e la Svizzera, che è così vivamente attesa dai circoli interessati e così necessaria per il benessere dei due Paesi. Il Regio Governo per quanto lo concerne si dichiara disposto ad entrare, appena possibile, in nuovi negoziati col Governo svizzero allo scopo di modificare gli Accordi in questione nella maniera, che risulterà più opportuna nell'interesse dei due Paesi, tenuto conto delle obiezioni sollevate dai Governi inglese ed americano.

3. Cf. DoDiS-1769.

46

E 2001 (E) 5/15
[DoDiS-122]

*Le Ministre de Suisse à Londres, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

Copie
T

Londres, 11 décembre 1945, 15 h 35
(Reçu: 12 décembre 1945, 10 h 00)

Numéro 1860. *Pour M. le Conseiller fédéral Petitpierre.*

Au cours d'un très long entretien, l'Ambassadeur de Grèce Aghnidès, ancien Sous-Secrétaire général de la SdN et ami éprouvé de notre pays, me fit part hier de ses impressions concernant la possibilité pour notre pays de régler ses rapports avec les Nations Unies. Il confirma tout d'abord l'impression communiquée par Gladwyn Jebb que l'atmosphère constatée

jusqu'ici à San Francisco et à la commission préparatoire est peu favorable à formule conciliant notre neutralité perpétuelle avec appartenance aux Nations Unies. Il redoute aussi que des démarches entreprises trop tôt dans le sens de sauvegarde neutralité se heurteraient à échec, même refus regrettable compliquant les issues ultérieurement possibles. Partage opinion dont vous avez aussi recueilli écho dans la commission consultative suisse¹, que vote populaire probablement négatif dans ces conditions au sujet accession de la Suisse à Nations Unies créerait ensuite situation plus difficile pour nous tout en affaiblissant l'idée de coopération internationale par plébiscite éventuel négatif dans seule démocratie directe. Arrive donc à conclusion que apport plus utile de la Suisse durant les prochains temps, même années, serait coopération intense suisse dans domaines techniques BIT, UNESCO et Cour Internationale de Justice selon modalités étudiées par vous². Action humanitaire basée sur neutralité³ pouvant encore s'exercer durant les prochaines années pourrait faire ensuite réviser opinion encore courante sur maintien neutralité unique et perpétuelle.

1. *Sur les conclusions de la Commission consultative pour l'examen de la charte des Nations Unies, cf. N° 48, publié dans le présent volume.*

2. *Sur la coopération suisse avec ces trois institutions, voir aussi, pour le BIT E 2001 (E) 1/181 et 182, pour l'UNESCO E 2001 (E) 1/194 et pour la Cour Internationale de Justice E 2001 (E) 1/204 et 206.*

3. *Sur l'action humanitaire et ses rapports avec la neutralité, voir table méthodique du présent volume: Documentation générale sur les activités humanitaires et Relations avec le CICR.*

47

E 2001 (E) 2/617

[DoDiS-1717]

Interne Notiz des Volkswirtschaftsdepartements¹

WIRTSCHAFTSVERHANDLUNGEN MIT RUMÄNIEN

Kopie

Bern, 17. Dezember 1945

Unter Bezugnahme auf den kürzlich Ihnen durch den Chef der gegenwärtig in der Schweiz weilenden rumänischen Kommission, M. Cristureanu, in Begleitung von Herrn Minister Franasovici abgestatteten Besuch gestatte ich mir, Ihnen folgendes zur Kenntnis zu bringen:

Die Schweiz. Gesandtschaft in Bukarest liess uns *streng vertraulich* mitteilen², dass die in der Schweiz eingetroffene rumänische Kommission mit

1. *Diese Notiz an W. Stampfli wurde von M. Troendle erstellt und unterschrieben.*

2. *Vgl. die Briefe B. von Fischers an das Politische Departement vom 7. und 30. November*

Vorsicht zu geniessen sei. Gegen aussen trete Herr Cristureanu als Präsident der Kommission auf. In Wirklichkeit dürfte aber M. Georgescu, Directeur de la Section économique à la présidence du Conseil des Ministres, die Hauptperson der Kommission sein und es dürfte ihm als Kommunist die Aufgabe obliegen, seine Kollegen zu überwachen. Die Gesandtschaft empfahl, der Kommission gegenüber zwar guten Willen zu bezeugen, indessen wenn immer möglich den Abschluss irgendwelcher Vereinbarungen hinauszuschieben. Die Gesandtschaft glaubt, dass die Kommission neben der Aufgabe, in der Schweiz Zahlungsmittel für die Vergebung neuer Bestellungen für die Versorgung und den Wiederaufbau Rumäniens durch Annullation bestehender Verträge freizumachen, damit beauftragt ist, die von der Regierung Antonescu in die Schweiz verbrachten ca. 20 Millionen Schweizerfranken – diese sollen für Rechnung des früheren rumänischen Ministers in Ankara M. Cretziano angeblich bei der Schweiz. Bankgesellschaft liegen – nach Rumänien zu schaffen. M. Cretziano soll sich bereit erklärt haben, den ihm anvertrauten Betrag dem ersten vom König anerkannten Aussenminister zu übergeben. In dieser Angelegenheit empfahl die Gesandtschaft, ebenfalls eine Entscheidung wenn immer möglich aus formellen Gründen hinauszuschieben, bis die Krise um das Regime Groza in Rumänien gelöst ist, da durch einen voreiligen Entscheid Gefahr gelaufen würde, dass uns die eine oder andere Partei für später entfremdet wird. (Solange die rumänischen Guthaben in der Schweiz nicht gesperrt sind, können die schweizerischen Behörden auf dieses Depot jedoch keinen Einfluss ausüben.) Es wird in diesem Zusammenhang darauf hingewiesen, dass die Regierung Groza seit der am 23. August 1945 durch König Michael erfolgten Intervention von der Krone als illegal betrachtet wird.

Mit der rumänischen Kommission wurde für den 13. Dezember a. c. eine Sitzung anberaumt³, an der von rumänischer Seite nur M. Cristureanu teilnahm. M. Cristureanu führte einleitend aus, dass seine Mission in der Schweiz von Bukarest aus neuerdings bestätigt wurde und die Vergebung von neuen rumänischen Bestellungen als dringend bezeichnet worden sei. Er lege Wert darauf, möglichst rasch über die schweizerischen Liefermöglichkeiten für Werkzeugmaschinen, Eisenbahnmaterial, Erzeugnisse und Einrichtungen für die Elektrizitätswirtschaft, Lastwagen, Autobusse, landwirtschaftliche Traktoren, Medikamente, Anilinfarben und künstliche Gerbstoffe unterrichtet zu werden. Schweizerischerseits wurde der Wille bekundet, diejenigen Angaben, die noch nicht vorliegen, der Kommission möglichst bald zur Verfügung zu stellen.

In der Folge kam M. Cristureanu auch auf die Zahlungsfrage zu sprechen und erklärte, dass die in der Schweiz liegenden und allenfalls noch freizumachenden Zahlungsmittel kaum genügen dürften, um die in Aussicht genom-

1945; nicht abgedruckt. Gemäss B. von Fischer war das Ziel der rumänischen Kommission in der Schweiz, a) de liquider toutes les affaires relatives à des commandes officielles faites en Suisse pendant la guerre et restées en suspens depuis; b) d'acheter des médicaments et c) de procéder à une enquête provisoire sur les possibilités d'échanges commerciaux entre la Suisse et la Roumanie. Vgl. den Brief vom 7. November 1945; nicht abgedruckt.
3. Nicht ermittelt.

menen neuen Bestellungen zu vergeben. Mit einer Bezahlung durch rumänische Warenlieferungen könne auch nicht sofort gerechnet werden, da Rumänien in erster Linie seine Verpflichtungen gemäss den Bedingungen des Waffenstillstandsvertrages zu erfüllen habe. Trotz dieser Verpflichtungen könnten aber gewisse Warenpartien zur Ausfuhr nach der Schweiz freigegeben werden. Eine Partie Ölkuchen soll bereits zur Ausfuhr nach der Schweiz disponibel sein. Unter Hinweis auf ein mit der Tschechoslowakei abgeschlossenes Abkommen, in dessen Rahmen rumänischerseits die Lieferung von Petroleum in einem späteren Zeitpunkt zugesagt wurde, führte der rumänische Delegierte aus, dass allenfalls eine ähnliche Regelung mit der Schweiz zu prüfen wäre⁴. Ferner könnte die Gewährung eines Kredites gegen die Leistung einer Garantie des rumänischen Staates geprüft werden⁵. Der rumänische Delegierte wies in diesem Zusammenhang darauf hin, dass Schweden für Rumänien einen Kredit von 20 Millionen Schwedenkronen reserviert haben soll.

Zum Schluss bat der rumänische Delegierte, es möchte von den schweizerischen Behörden bei der Liquidation der pendenten Bestellungen, an deren Ausführung der rumänische Staat nicht mehr interessiert sei – Kriegsmaterialaufträge bei Bührle, Oerlikon, Zellweger, Uster, u. a.⁶ – mitgewirkt werden. Diese Aufträge sollen annulliert werden, da es dem rumänischen Volke gegenüber, das Not leide, nicht verantwortet werden könne, Kriegsmaterial statt der dringend notwendigen Medikamente zu kaufen. Darauf hinweisend, dass die freiwerdenden Beträge der ganzen schweizerischen Volkswirtschaft zukommen würden, gab er der Meinung Ausdruck, dass sich eine Unterstützung von Seiten der schweizerischen Behörden absolut rechtfertigen liesse. Er würde sich auch dafür einsetzen, dass die durch die Annullierung der alten Aufträge betroffenen Firmen bei der Vergebung neuer Bestellungen in erster Linie Berücksichtigung finden. (Nach den uns zugekommenen vertraulichen Informationen würde jedoch die Vermutung bestehen, dass ein Teil der freigegebenen Mittel der rumänischen kommunistischen Partei zu propagandistischen Zwecken zur Verfügung gestellt werden soll.) Ich erwiderte, dass die in Frage kommenden Firmen vom Wunsche der rumänischen Kommission verständigt würden und ihnen empfohlen werden könne, zu einer gütlichen Erledigung Hand zu bieten. Dagegen könne aber von behördlicher Seite auf die betreffenden Firmen irgendetwelcher Druck nicht ausgeübt werden, nachdem es sich im vorliegenden Fall um privatrechtliche Auseinandersetzungen handle.

Interessant ist noch die vom rumänischen Delegierten abgegebene Erklärung, dass ausser der Kommission keiner der sich in der Schweiz aufhaltenden rumänischen Staatsangehörigen mit einer amtlichen Mission betraut sei⁷.

4. Ein Waren- und Zahlungsabkommen mit Rumänien wurde am 29. Juni 1946 abgeschlossen, vgl. DoDiS-1803. Siehe auch E 7110/1973/119/821 Rumänien.

5. Zu den Kreditverhandlungen zwischen der Schweiz und Rumänien siehe E 2001 (E) 1/337 sowie E 7110/1967/32/900 Rumänien.

6. Siehe E 2001 (E) 1/132.

7. *Postscriptum*: Vertraulich geht uns die nachstehende Meldung zu: The Rumanian Com-

mission to Switzerland is to be headed by Cristureanu, former Commercial Attaché, Moscow, and is composed of Vasile Georgescu, a political director in the Foreign Office and Gupiu Tabrea, Counsellor of the Court of Appeals. The announced purpose of this Commission is to investigate matters involving orders given by Marshal Antonescu. The Mission, it is reported, will also attempt to enter France from Switzerland where its members will engage in activities more directly concerned with the advancement of Communist Party interests. Georgescu and Tabrea receive their orders from Bodnarak, present Secretary General of the Presidency of the Council of Ministers and a leading figure in the Communist Party.

48

E 1004.1 1/464

[DoDiS-54]

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 21 décembre 1945

3264. CHARTE DES NATIONS UNIES. RAPPORT PRÉSENTÉ PAR
LE DÉPARTEMENT POLITIQUE AU CONSEIL FÉDÉRAL SUR LES TRAVAUX DE LA
COMMISSION CONSULTATIVE POUR L'EXAMEN DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES

Confidentiel

Département politique. Proposition du 4 décembre 1945

[...]¹

La charte des Nations Unies est entrée en vigueur le 24 octobre 1945, le nombre de ratifications nécessaires ayant été obtenu et les cinq grandes puissances rentrant dans ce nombre.

Les résultats obtenus par la conférence de San Francisco et le fait que la charte des Nations Unies est aujourd'hui en vigueur placent la Suisse et le Conseil fédéral devant des problèmes importants.

La charte de San Francisco est le troisième essai d'organisation pacifique des relations internationales. La première tentative a été la Sainte Alliance. Le 27 janvier 1817, la Diète fédérale y a adhéré. La seconde a été la Société des Nations. Le 16 mai 1920, le peuple et les cantons suisses ont voté l'accession de notre pays.

Qu'en sera-t-il de notre attitude à l'égard des Nations Unies?

Le Conseil fédéral, singulièrement son Département politique, devait examiner la question.

Le 13 juillet, le Département politique a soumis un certain nombre de propositions au Conseil fédéral, celle, notamment, de constituer deux commissions, l'une dite d'experts, l'autre dite consultative pour procéder à l'étude de la charte.

1. Un passage sur l'origine des Nations Unies et la Conférence de San Francisco a été supprimé.

Le Conseil fédéral a donné son approbation, le 17 juillet, à la composition du comité d'experts, et celui-ci s'est réuni à Berne, sous la présidence du Chef du Département politique, le 3 septembre².

Quant à la commission consultative, le Département politique en a soumis la composition, le 26 septembre, à l'appréciation du Conseil fédéral, qui a donné son assentiment, le 1er octobre.

C'est dans ces circonstances que la commission consultative a été convoquée à Berne, au palais du parlement, pour les 14 et 15 de ce mois³.

A sa première réunion, la commission a tenu quatre séances, qui, toutes, ont été présidées par le Chef du Département politique.

L'ordre du jour se divisait en deux parties. La première prévoyait la présentation de six rapports, chacun rédigé par un des membres du comité d'experts et destiné à éclairer un des aspects essentiels du problème.

C'est ainsi que M. le professeur William Rappard a donné dans un exposé introductif les caractéristiques générales de la charte, ainsi que ses différences essentielles d'avec le pacte de la SdN. M. le professeur Dietrich Schindler (Zurich) a examiné celles des dispositions de la charte qui sont en contradiction avec le principe de la neutralité suisse. M. Plinio Bolla, président du Tribunal fédéral, a décrit la situation qui est faite par la charte aux Etats qui n'adhèrent pas aux Nations Unies. M. le Colonel divisionnaire S. Gonard a traité l'organisation militaire des Nations Unies et les conséquences de cette organisation au point de vue de notre défense nationale⁴. Enfin M. le juge fédéral Hans Huber a bien voulu se charger de rapporter sur les questions concernant le siège des Nations Unies dans leurs rapports avec le canton de Genève en particulier et la Suisse en général⁵.

La discussion générale s'est ensuite engagée sur les trois problèmes ci-après:

1. La Suisse doit-elle adresser une demande d'adhésion inconditionnelle à l'organisation des Nations Unies?
2. La Suisse, au contraire, doit-elle s'abstenir de toute démarche?
3. La Suisse doit-elle chercher à négocier, en faisant savoir aux Nations Unies qu'elle est disposée à adhérer à la charte, mais à la condition qu'elle puisse conserver sa neutralité intégrale ou sa neutralité militaire?

Dans cette éventualité, ne convient-il pas d'attendre, pour engager des négociations que la situation internationale se soit éclaircie et que les relations diplomatiques aient pu être rétablies avec l'URSS⁶?

La presque totalité des débats a été consacrée à ces trois questions principales. Hommes politiques, magistrats, officiers supérieurs, professeurs, repré-

2. Sur les travaux de ce comité d'experts en général, cf. E 2001 (E) 5/6-8. Sur la séance du 3 septembre 1945, cf. E 2001 (E) 5/7. Pour une liste des membres du comité d'experts et de la Commission consultative, cf. E 2001 (E) 5/7.

3. Sur les travaux de cette Commission consultative, cf. E 2001 (D) 8/5 et E 2001 (E) 5/8.

4. Sur les implications militaires, cf. aussi les conclusions de la Commission de Défense Nationale, N° 84, publié dans le présent volume.

5. Sur la présence des Nations Unies à Genève, cf. aussi N° 15 et 28, publiés dans le présent volume.

6. Sur les relations avec l'URSS, voir table méthodique du présent volume: Union Soviétique.

sentants des grandes organisations, tous se sont exprimés librement et complètement. Aucune contrainte n'a été exercée sur les débats; aucune influence n'a cherché à prévaloir, aucune directive préétablie n'a tenté d'orienter la discussion dans un sens plutôt que dans un autre.

Le débat général a fait ressortir avec netteté l'extrême gravité des décisions à prendre. En effet, les Nations Unies se présentent aujourd'hui à nous comme tendant à instaurer une manière de dictature mondiale au profit des grandes puissances; comme un essai d'hégémonie; comme une tentative de mainmise sur le monde; comme une organisation d'Etats vainqueurs; comme une société hiérarchisée, commandée, disciplinée, évoluant dans le sens d'un gouvernement international, mais d'un gouvernement qui serait paralysé par le droit de veto. Les qualificatifs de réaliste et d'autoritaire ont été également employés pour décrire la nouvelle société des nations.

Par ailleurs, la situation politique du moment, c'est-à-dire les divergences de vue et d'intérêts qui divisent le directoire mondial; le fait que les cinq grandes puissances n'arrivent pas à conclure la paix; leurs rivalités dans le domaine de la bombe atomique, tout cela crée une atmosphère qui justifie la prudence.

Cette prudence se transforme en vigilance si l'on envisage, comme cela a été fait à la commission, les possibilités de conflit entre les Américains et les Anglais, d'une part, et les Russes, d'autre part, l'utilisation dans une guerre future des territoires allemand, français et italien et la proximité de nos frontières de la ligne de démarcation entre la zone soumise à l'influence soviétique et la zone ouverte à l'accès des démocraties de l'ouest.

En outre, aucun membre de la commission ne s'est fait des illusions sur les difficultés d'une négociation entre la Suisse et les Nations Unies au cas où le Conseil fédéral, se ralliant à l'avis unanime de la commission, se prononcerait à son tour en faveur de sondages préalables et d'une première prise de contact.

Enfin, personne n'a nourri l'espoir trompeur que la charte des Nations Unies serait capable d'éliminer à l'avenir tout risque de conflit. A cet égard, les perspectives ne sont pas meilleures qu'au lendemain de la Sainte Alliance et plutôt moins favorables qu'après l'avènement de la SdN. Il faut tenir également compte, dans ce domaine, des mesures de guerre qui peuvent être prises, conformément aux dispositions de la charte, c'est-à-dire contre un Etat ex-ennemi, ou contre une puissance qui fait l'objet de sanctions militaires. Il y a, en outre, le cas le plus grave, qui est celui où le conflit éclate au sein même du directoire des grandes puissances, où l'une d'entre elles fait usage de son droit de veto et où, par conséquent, la charte cesse de produire ses effets et où chacun des Etats membres reprend sa liberté d'action.

C'est donc avec raison que divers orateurs ont parlé de brèches dans le système de sécurité collective institué par la charte.

Les conséquences d'ordre politique, juridique et militaire d'une accession éventuelle de la Suisse ont surtout été examinées.

On ne saurait en dire autant des aspects d'ordre économique⁷, bien que la

7. Sur les aspects économiques, voir table méthodique du présent volume: Relations commerciales générales.

discussion les ait également abordés. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point dans nos conclusions.

Au point de vue politique, la commission a été unanime à constater que les Nations Unies cherchent à rétablir la paix, que la Suisse a un intérêt majeur à la paix et que, par conséquent, elle ne saurait demeurer à l'écart d'une entreprise collective dont le but est la paix.

A cette considération générale, s'ajoute l'argument que le statut traditionnel de la Confédération a été reconnu par les traités qui ont mis fin à la première guerre mondiale comme un engagement dans l'intérêt de la paix. On a donc souligné, à diverses reprises, l'identité des buts entre celui que les Nations Unies ou nations éprises de paix se sont proposé en élaborant la charte et celui que la Suisse a en vue en demeurant neutre.

D'autres arguments d'ordre politique ont également été invoqués: le fait que la Suisse, confédération d'Etats, est une manière de prototype d'une organisation internationale fédérative; le fait que les expériences que nous avons acquises au cours de l'histoire peuvent être mises à la disposition de la communauté internationale.

La Suisse, a-t-on dit, ne saurait non plus courir le risque de l'isolement. La vie même de notre pays, au point de vue politique, économique, culturel, suppose une vie internationale. L'absence de rapports internationaux ou notre abstention à l'égard de relations, qui se noueraient en dehors de nous et sans nous, nous condamnerait, tôt ou tard, à la paralysie, à l'asphyxie, à la mort, surtout lorsque les organismes déjà créés ou en voie de création touchent, comme ceux des Nations Unies, les domaines les plus divers de la vie des peuples.

Au point de vue politique, le principal obstacle réside dans la difficulté de concilier l'indépendance et la souveraineté avec une affiliation à la charte, encore que la situation faite aux Etats secondaires ne soit pas beaucoup meilleure s'ils restent en dehors du système, car, dans ce cas, leurs droits se trouvent sensiblement diminués tandis que leurs devoirs restent à peu près pareils.

Toujours au point de vue politique, une difficulté résulte du fait que la charte connaît des Etats ennemis, que deux de ces Etats sont nos voisins, l'Allemagne et l'Italie, alors que notre neutralité nous fait une obligation d'entretenir des rapports égaux avec tous les membres de la communauté internationale.

Au point de vue juridique, il y a incompatibilité entre la constitution fédérale et la charte. Alors que la constitution fait de l'indépendance le but même du lien fédéral et de la neutralité le moyen le plus adéquat pour préserver ce lien, la charte impose aux Etats membres des charges qu'il serait vain de chercher à concilier avec notre statut historique.

Il faut donc, ou que la Suisse renonce à sa neutralité, ou qu'elle ne cherche même pas à adhérer, ou encore que des concessions soient faites de part et d'autre et que, d'une façon ou d'une autre, une situation spéciale nous soit accordée.

A cet égard, de nombreux arguments ont été mis en avant au cours de la discussion, arguments qui pourront être extrêmement utiles au moment où le Conseil fédéral décidera de prendre contact avec les Nations Unies, que la

Suisse rédige un mémorandum exposant son point de vue ou que les négociateurs aient besoin de motifs pour appuyer une candidature conditionnelle.

C'est ainsi que les uns ont fait mention de la possibilité de procéder à une révision de la convention de La Haye de 1907⁸ sur les droits et les devoirs des puissances neutres en cas de guerre sur terre; que d'autres ont souligné l'intérêt qu'il y aurait pour la Suisse à prendre l'engagement envers les Nations Unies de s'abstenir, en cas de nouveau conflit, de toute exportation de matériel de guerre; que d'autres encore se sont demandé si la Suisse ne pourrait pas s'obliger à rendre aux belligérants les services qu'elle leur a rendus jusqu'ici librement en cas de conflit armé; certains orateurs, enfin, ont évoqué la possibilité pour la Suisse de mettre ses services de santé, ses hôpitaux, tout son appareil médical à la disposition des Etats en guerre, à titre de contribution.

Au cas où des négociations viendraient à s'engager avec les Nations Unies sur les conditions à faire à la Suisse, diverses solutions ont été envisagées. Pour les uns, la neutralité doit être inconditionnelle ou intégrale; pour d'autres, la neutralité économique pourrait être sacrifiée; certains orateurs sont même allés jusqu'à entamer la neutralité militaire en parlant d'un droit de passage au moins aérien, attendu que, d'une part, le principe de la souveraineté absolue dans les airs est contesté et que, d'autre part, la défense de l'espace aérien est pour nous une impossibilité.

Aux difficultés d'ordre politique, aux obstacles d'ordre juridique, viennent s'ajouter des considérations d'ordre militaire extrêmement sérieuses. Elles ont été développées devant la commission avec autorité. Elles feront d'ailleurs l'objet d'un rapport de la commission de défense nationale, ce qui nous dispense de les développer ici à fond. Elles se résument de la façon suivante: 1. malgré la guerre aérienne, la motorisation des armes et la bombe atomique, la situation de notre pays au centre du massif alpin reste une position stratégique importante, que l'on envisage une guerre se faisant d'est en ouest ou d'ouest en est ou encore du nord au sud ou du sud au nord; 2. de toute façon, notre apport offensif à une guerre, surtout aérienne et motorisée, représente peu de chose en regard de la contribution des grands Etats; 3. toute notre organisation militaire est basée depuis des siècles sur l'idée de défense, ce qui fait que la transformation de ce système de façon à lui permettre de participer à une action collective hors de nos frontières impliquerait un bouleversement complet de nos institutions militaires; 4. il est difficile de concevoir l'octroi d'un droit de passage qui n'aboutirait pas à une occupation plus ou moins étendue du territoire.

Résumant le débat sur les trois premiers points de l'ordre du jour, le Chef du Département politique s'est exprimé en ces termes:

«Je vais essayer de dégager brièvement ce qui me semble être l'opinion commune résultant des débats d'hier et d'aujourd'hui.

En premier lieu, aucun orateur ne s'est prononcé en faveur d'une adhésion immédiate et inconditionnelle aux Nations Unies.

En second lieu, personne ne s'est déclaré partisan d'une abstention complète de la Suisse à l'égard de la Charte. En revanche, une certaine unanimité

8. *RO, 1910, vol. 26, pp. 376ss.*

s'est manifestée au sein de la commission, dont tous les membres, qui ont pris la parole, se sont déclarés d'accord avec des sondages à opérer ou des négociations à engager en vue de notre adhésion aux Nations Unies, sous réserve que le statut de neutralité perpétuelle de la Suisse soit sauvegardé. Si la commission est unanime sur ce point, ses membres paraissent partagés sur le concept même de neutralité.

Je ne chercherai pas ici à faire une distinction entre les différents qualificatifs: intégrale, différentielle, économique, militaire, dont on pare le mot neutralité. Peut-être n'est-on pas très au clair sur le sens et la portée à donner à ces diverses notions. On peut se demander s'il ne faudrait pas renoncer à ces qualificatifs pour en revenir à une notion plus simple de la neutralité.

D'autres divergences se sont manifestées au sein de la commission. Certains membres ont fait porter l'accent sur notre adhésion aux Nations Unies, d'autres, au contraire, l'ont mis sur le maintien de notre neutralité.

Aujourd'hui, ces divergences n'ont aucune importance, parce que l'opinion unanime de la commission est que nous devons chercher à adhérer aux Nations Unies. Cependant, si les négociations que nous pourrions engager aboutissaient à un échec, nous serions mis en demeure de choisir et ces divergences prendraient un aspect concret.

On a fait allusion au cours des débats, et ceci a surtout été le fait des représentants de l'armée, au sens des réalités. Il existe des réalités militaires. Mais il ne faut pas oublier qu'il peut y avoir également d'autres réalités; je pense par exemple aux conséquences économiques qui peut-être résulteraient pour la Suisse de son refus d'adhérer à la charte des Nations Unies.»

Rentre également dans le cadre de la discussion générale la question de savoir si la demande d'adhésion de la Suisse doit être proche ou lointaine, ainsi que celle de savoir si elle devrait précéder ou suivre le rétablissement de relations normales avec l'URSS.

Sur ces deux points, les divergences d'opinions ont été plus profondes que sur les questions de principe.

En ce qui concerne le moment où la Suisse pourrait ou devrait faire acte de candidature, quelques orateurs, notamment M. le Conseiller national Oeri et M. le Colonel commandant de corps de Montmollin, se sont prononcés, le premier pour des motifs d'ordre politique, le second pour des raisons d'ordre militaire, en faveur d'une demande d'adhésion aussi rapprochée que possible.

D'autres, M. le Professeur Rappard notamment, ont émis l'avis que le temps travaille plutôt en faveur de la Suisse et que, ce qui peut paraître irréalisable en 1945, peut être obtenu avec moins de difficulté en 1946 ou en 1947.

A propos de l'URSS, trois opinions notamment se sont fait jour: 1. qu'il fallait à tout prix normaliser d'abord nos rapports avec les Soviets; 2. que les deux négociations pouvaient être conduites parallèlement; 3. que, si un échec nous était réservé du côté de Moscou, cet insuccès ne devrait cependant pas avoir pour conséquence de nous empêcher d'adhérer à la charte de San Francisco.

D'une façon générale, les orateurs ont été d'accord pour estimer qu'il convenait de confier au Conseil fédéral le soin de choisir le moment et d'apprécier les moyens.

Résumant la discussion sur ce point, le Chef du Département politique a déclaré:

«Sur le moment auquel nous devrions agir pour chercher à collaborer aux efforts des Nations Unies, deux opinions se sont exprimées.

Selon certains, nous aurions tout intérêt à agir très rapidement, sans tenir compte de contingences, comme la situation politique actuelle, ou l'absence de relations diplomatiques entre l'URSS et nous. Les autres – c'est la majorité – ont émis l'idée qu'il ne fallait pas que nous nous hâtions car le temps travaille plutôt pour nous.

Je crois pouvoir inférer de la discussion qu'il ne faut pas à tout pris attendre la reprise de nos relations diplomatiques avec l'URSS avant d'entreprendre des sondages en vue de chercher à aboutir à la solution intermédiaire, à laquelle la commission s'est ralliée.»

La commission avait encore deux problèmes à son ordre du jour.

Le premier avait la teneur suivante:

La Suisse, indépendamment de son adhésion aux Nations Unies, peut-elle mettre à la disposition de ces dernières les immeubles appartenant actuellement à la Société des Nations, ou y a-t-il une objection, si la question se pose, à ce que Genève devienne un des centres administratifs de la nouvelle organisation mondiale?

A ce propos, le Chef du Département politique put constater à l'issue du débat:

«Sur la question de Genève, la commission unanime est d'accord que cette ville accueille les nouvelles institutions techniques ou administratives que pourraient créer les Nations Unies en Europe.»

Quant au second (cinquième et dernière question à l'ordre du jour), il était formulé en ces termes:

La Suisse doit-elle adhérer au statut de la Cour internationale de justice ou chercher à adhérer à ce statut dès qu'elle le pourra et indépendamment de son accession éventuelle aux Nations Unies⁹?

Et voici, présentée par le Chef du Département politique, la conclusion de l'échange de vue qui s'est institué:

«Sur la dernière question, celle de notre adhésion au statut de la Cour internationale de justice, l'unanimité s'est également manifestée au sein de la commission. Aucune réserve n'a été faite sur le principe même de notre adhésion. Quelques hésitations se sont manifestées relativement aux conditions dans lesquelles cette adhésion pourrait avoir lieu.»

La commission n'avait pas à prendre de décision, elle était appelée à émettre un avis. Toutefois, étant donné l'unanimité qui s'est manifestée, il nous semble que le Conseil fédéral devrait pouvoir se rallier aux conclusions suivantes:

1. Le Conseil fédéral prend acte des réponses que la commission consultative pour l'examen de la charte des Nations Unies a données aux cinq questions qui lui ont été posées. Il constate avec satisfaction que ces réponses sont, à quelques divergences secondaires près, unanimes.

9. Sur l'adhésion à la Cour internationale de Justice, cf. E 2001 (E) 1/204 et 206.

2. Avant d'arrêter son attitude définitive à l'égard des négociations à entamer avec les Nations Unies au sujet de l'adhésion éventuelle de la Suisse à la charte de San Francisco, le Conseil fédéral décide d'attendre, dans la mesure où les circonstances le lui permettront, de connaître les conclusions auxquelles aboutira la commission de défense nationale.

3. Il décide également de demander au Département fédéral de l'Economie publique s'il est en mesure de donner son avis sur les aspects économiques du problème d'une adhésion ou, au contraire, d'une abstention, en tenant compte du projet formé par les Nations Unies de réunir en 1946 une conférence économique mondiale¹⁰.

4. Dans la mesure du possible, le Conseil fédéral ne prendra de décision définitive que lorsque l'avis de la commission de défense nationale et la réponse du Département fédéral de l'Economie publique lui auront été soumis.

5. Dans la question des immeubles appartenant à la SdN, le Conseil fédéral fait siennes les conclusions de la commission consultative et il autorise le Département politique à entrer en rapports à ce sujet avec la SdN, d'une part, ou avec la commission préparatoire des Nations Unies, d'autre part, ou avec tel sous-comité que les Nations Unies auraient mandaté à cet effet.

6. Le Conseil fédéral adopte également les conclusions de la commission consultative à l'égard de la Cour internationale de justice. Il estime toutefois qu'il serait prudent de connaître la composition de la nouvelle Cour avant de présenter à l'organe qualifié des Nations Unies, commission préparatoire, assemblée générale ou conseil de sécurité, la candidature de la Suisse. Il est indispensable également d'être renseigné au préalable sur les modalités d'accession réservées aux Etats non membres des Nations Unies.»

Il en est ainsi décidé.

10. *Sur la Conférence de La Havane, cf. DoDiS-1964 et 1965.*

49

E 27/14354/6
[DoDiS-1797]

*Le Chef du Département politique, M. Petitpierre,
au Chef du Département militaire, K. Kobelt*

Urgent
L

Berne, 27 décembre 1945

Nous référant à votre lettre du 12 décembre¹, nous avons l'honneur de vous faire connaître que la question de l'envoi annoncé par la Légation de Suisse à Washington² d'une commission militaire américaine chargée du

1. *Non reproduite.*

2. *Cf. la lettre de K. Bruggmann à W. Stucki du 26 octobre 1945, non reproduite.*

règlement de nos réclamations relatives à des dommages causés par des violations aériennes a pris une tournure quelque peu nouvelle.

La Légation des Etats-Unis nous a demandé de recevoir le Capitaine George Murphy, qui se trouve chargé à Berne du «Claims Office of the United States Claims Service, U. S. Army»³. Le Capitaine Murphy nous a exposé que son office était chargé par le commandement américain d'examiner et de régler également d'autres réclamations que celles ayant trait aux voyages des permissionnaires, pour lesquelles il avait été créé. Il s'agirait en premier lieu de liquider les réclamations encore pendantes consécutives à l'internement des aviateurs américains, y compris les dommages causés par leur atterrissage, de même, éventuellement, que celles ayant trait aux affaires encore pendantes de bombardement aériens.

Le Capitaine Murphy a précisé qu'il avait reçu pour instructions de régler tout d'abord les 41 cas de dommages causés par des chutes d'appareils ou des atterrissages et qui avaient fait l'objet d'une démarche de notre part à Washington⁴ et au sujet desquels nous n'avons jamais reçu de réponse de principe.

Le Capitaine Murphy désirerait désigner deux officiers américains qui seraient stationnés à Zurich et qui se rendraient, le cas échéant, sur place pour faire les constatations voulues pour déterminer les circonstances du dommage. Il ne s'agirait nullement, d'après le Capitaine Murphy, de se substituer aux autorités suisses pour l'estimation du dommage, mais de fournir aux instances militaires américaines les indications voulues pour procéder sans retard au règlement des indemnités.

Le Capitaine Murphy pense qu'il est de l'intérêt de tous de laisser à cette catégorie de dommages, c'est-à-dire de ceux causés par des chutes d'appareils ou des atterrissages leur caractère purement militaire et qu'ils puissent être liquidés directement par les instances militaires.

Il en est autrement, à son avis, des dommages causés par des violations caractérisées de notre neutralité, c'est-à-dire par des bombardements. Dans ces cas, c'est au Département d'Etat américain à se prononcer sur l'existence de violations de neutralité en confrontant nos réclamations avec les rapports de l'armée américaine. Le «Claims Office of the United Claims Service» sera toutefois appelé à donner son avis et il pourra prendre contact à ce sujet avec le Commissaire fédéral une fois que celui-ci aura terminé l'évaluation des dommages causés en vue de renseigner l'armée américaine sur les méthodes appliquées et la couvrir éventuellement contre des critiques du parlement américain. Cette question pourra être abordée ultérieurement.

Pour le moment, il s'agirait de faire savoir à la Légation des Etats-Unis si nous sommes d'accord d'autoriser deux officiers américains à s'installer à Zurich afin d'examiner sur place les 41 cas de dommages causés par des chutes ou des atterrissages d'appareils américains⁵.

3. Cf. la note de la Légation des Etats-Unis à Berne à la Division des Affaires étrangères du DPF du 20 décembre 1945, E 2001 (E) 1967/113/257.

4. Cf. la note du DPF à la Légation des Etats-Unis à Berne du 7 août 1945, *ibid.*

5. Pour les diverses opinions sur cette question, cf. E 2001 (E) 1967/113/257. Pour la

Il s'agit d'une procédure évidemment bien nouvelle et qui eût été inadmissible dans d'autres circonstances et surtout tant que durait la guerre; mais nous pensons qu'il serait préférable de nous rallier à ces propositions tout en soulignant qu'il s'agit d'une mesure très exceptionnelle. Nous avons en effet tout intérêt à faciliter dans la mesure du possible un règlement aussi prompt que possible de ces affaires, ce qui semble être réellement l'intention des autorités américaines.

Du point de vue pratique, la question est de savoir avec qui ces officiers devraient être mis en contact pour visiter sur place les lieux des dommages. Le mieux serait à notre avis de désigner un officier qui devrait prendre connaissance au préalable des dossiers relatifs aux dommages et, après une prise de contact avec M. le Professeur Bohren, conduire sur place les officiers américains⁶. Comme la plupart de ces affaires sont d'importance minime, elles devraient pouvoir être réglées séance tenante sur la base des premières estimations. Dans les quelques cas graves et notamment dans celui du château de Wyden de M. le Professeur Max Huber⁷, il sera probablement nécessaire d'organiser une prise de contact entre les officiers américains et M. le Professeur Bohren, à moins que celui-ci ne s'en remette à l'instance cantonale qui avait établi l'estimation pour fournir les informations voulues. Quoiqu'il en soit, nous adressons une copie de la présente lettre à M. le Professeur Bohren en lui demandant de nous faire part de ses idées⁸.

Il nous serait précieux de savoir le plus rapidement possible si vous pouvez vous rallier à notre proposition.

réponse du DPF à la Légation des Etats-Unis à Berne, cf. les notes du 9 et 15 janvier 1946, non reproduites.

6 Cf. la note du DMF au DPF du 9 janvier 1946: Die beiden amerikanischen Offiziere, die sich in Zürich einzurichten gedenken, sind von einem Beauftragten des Ter.Dienstes über die durch Flugzeugabsturz und Notlandungen erfolgten Landschäden zu orientieren resp. an die Stelle zu führen, wo dieser Landschaden verursacht wurde. In den wenigen Fällen, wo Landschaden auf Flugplätzen verursacht wurde, kann sich dieser Of. des Ter.Dienstes direkt mit der Direktion der Militärflugplätze zwecks Besichtigung in Verbindung setzen. (E 27/14354/6).

7. Cf. la notice interne du DPF du 7 janvier 1946, ibid.

8. Non reproduite.

50

E 2001 (E) 1/354

[DoDiS-1657]

*Der schweizerische Gesandte in London, P. Ruegger,
an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre*

S

London, 27. Dezember 1945

Ich beehre mich, auf das Schreiben zurückzukommen, das Sie am 30. November über die Frage der Verhandlungen mit Grossbritannien im Hin-

blick auf den Abschluss eines Zahlungs- und Handelsabkommens zu richten die Güte hatten¹.

Seither hat Herr Professor Paul Keller mit den Herren Dr. Frey und Dr. Bühler in neuen eingehenden Besprechungen mit den zuständigen Ministerien erneut abzuklären gesucht, was in Bezug auf die Wareneinfuhr und -ausfuhr durch Abkommen zu erfassen wäre². Herr Professor Keller hat hierüber zweifellos bereits zuhanden des Bundesrates Bericht erstattet³. Die Delegation blieb in engstem und vertrauensvollstem Kontakt mit unserer Gesandtschaft, und mein Mitarbeiter, Herr Legationssekretär Aubaret, der die Besprechungen nach Möglichkeit vorbereitet und vermittelt hat, nahm an sämtlichen Unterredungen teil. Ich benütze die Gelegenheit gerne, um Ihnen zu sagen, wie sehr Herr Professor Keller die treffliche Mitarbeit Herrn Aubarets geschätzt hat.

Die Aufgabe, der unsere Delegation gegenüberstand, war keine leichte⁴. Es ist aber unsere volle Überzeugung, dass Herr Professor Keller und seine Kollegen wie gewohnt alles Erdenkliche getan haben, um eine Basis für ein Handelsabkommen, das gleichzeitig mit dem vorgesehenen Zahlungsabkommen abzuschliessen wäre, zu finden.

Die erste Schwierigkeit zur Erfüllung der diesmaligen spezifischen Aufgabe unserer Delegation lag darin, dass es den englischen Behörden naturgemäss nicht unbekannt sein konnte, dass die Bereitschaft des Bundesrates, nunmehr in Verhandlungen über den Abschluss eines Zahlungsabkommens einzutreten, auch auf politische Erwägungen zurückging – die richtige Erwägung namentlich, dass es für die Besprechungen mit den Alliierten über die deutschen Guthaben wesentlich war⁵, sich des Verständnisses der Britischen Regierung zu versichern. Damit war es aber natürlich auch gegeben, dass der Abschluss des Zahlungsabkommens nicht unbedingt von englischen Konzessionen auf der Seite des Warenwechsels abhängig gemacht werden konnte, was die Verhandlungsbasis schmälerte.

Die von Herrn Professor Keller geführte Delegation hat alles versucht, unseren Verhandlungsgewohnheiten gemäss die Fixierung bestimmter Quoten namentlich für die Ausfuhr nach England zu erreichen. Hier fand sie einen festen, nicht nur auf den gegenwärtigen unsicheren Verhältnissen gegründeten, sondern auch in den englischen Gepflogenheiten verwurzelten Widerstand. England hat sich in den letzten Verhandlungen mit keinem Staat auf Quoten festgelegt und will dies auch uns gegenüber nicht tun⁶. Praktisch besteht aber mehr als ein Eindruck, eine gewisse Zusicherung, dass sich die Tore für unseren Export doch etwas öffnen werden. Wieweit, wird von der Entwicklung – die

1. Nicht ermittelt.

2. Die erwähnte Wirtschaftsdelegation unter der Leitung von P. V. Keller weilte vom 10. bis 21. Dezember 1945 in London.

3. Für den Zwischenbericht von P. V. Keller an W. Stucki vom 26. Dezember 1945 vgl. DoDiS-2279.

4. Für die Instruktionen der Delegation vom 7. Dezember 1945 vgl. ebd.

5. Vgl. Thematisches Verzeichnis dieses Bandes: Relations financières générales.

6. Zu den Zahlungs- und Handelsabkommen Grossbritanniens mit Drittstaaten vgl. E 2001 (E) 1968/78/428.

nicht als zu schwarz angesehen werden sollte – abhängen, aber auch von weiteren Schritten, die in nächster Zukunft, parallel mit der Entwicklung, zu tun sein werden. Den psychologischen Faktor des Willens der Engländer, uns entgegenzukommen, dürfen wir nicht unterschätzen; dies kann wichtiger sein als vertragliche genaue Fixierungen, wie wir sie gegenüber anderen Staaten erreichen, ohne die Sicherheit der Einhaltung zu besitzen.

Herr Professor Keller hat auch sein besonderes Augenmerk auf den künftigen Wirtschaftsverkehr mit der britischen Okkupationszone Deutschlands gerichtet, die für uns sehr wichtig ist⁷.

Endlich möchte ich bemerken, dass es sich erneut gezeigt hat, dass wirtschaftliche Besprechungen mit den Dominion-Vertretungen in London sehr wünschbar sein können. Peripher wird sich, auch bei der Errichtung neuer Gesandtschaften⁸, nicht alles ausschliesslich regeln lassen. Auch auf diesem Gebiet zählen wir auf das weitere Erscheinen in London unserer bewährten Unterhändler-Equipe.

7. Vgl. Nr. 94 in diesem Band.

8. Zur Frage der Errichtung neuer schweizerischer Gesandtschaften im Ausland vgl. die Botschaft des Bundesrats vom 7. September 1945 in BBl, 1945, II, S. 1–21 (Britische Dominions: S. 13–17).

51

E 2801/1967/77/9

[DoDiS-53]

Interne Notiz des Politischen Departements¹

NOTIZ ÜBER DIE LETZTE BESPRECHUNG MIT GENERALMAJOR WICHAREW VOR
SEINER ABREISE NACH MOSKAU, VOM 28. 12. 1945, 15.15 UHR

YG

Bern, 4. Januar 1946

Kurz vor 15 Uhr ruft Wicharew mich an mit der Bitte, ihn so schnell wie möglich aufzusuchen. Die Besprechung beginnt um 15.15 Uhr. Anwesend sind Oberstdivisionär Flückiger und Hptm. Schaerer.

Der General ist in ausgezeichnete Stimmung, sieht aber aus, als hätte er die Nacht vorher schwer gezecht. Er eröffnet die Sitzung mit einigen scherzhaften Bemerkungen: die schweizerische Regierung wolle nicht mehr, dass er bleibt, also müsse er vor Jahresende abreisen; ich hätte ihn in den letzten vier Wochen nicht mehr sehen wollen, also habe er die Initiative zu einer Besprechung ergreifen müssen usw.! Endlich habe er jetzt das langersehnte Telegramm aus Moskau erhalten, das Stellung nimmt zu unserem abschliessenden Schreiben vom 6. Dezember² und insbesondere zu dem darin enthal-

1. Diese Notiz wurde von A. Zehnder erstellt und unterschrieben.

2. Vgl. das Schreiben des Politischen Departements an A. I. Wicharew vom 6. Dezember 1945, E 2001 (E) 1/100.

tenen Austauschvorschlag. Die Antwort Moskaus übertreffe alle Erwartungen des Generals, sie stelle in der Tat die vorbehaltlose Annahme der schweizerischen Vorschläge dar. Der General habe nie die Hoffnung gehegt, dass Moskau so weit entgegenkommen werde. Am besten sei es wohl, wenn er den Wortlaut des Moskauer Telegramms vorlese.

Einleitend möchte er bemerken, dass die Verzögerung der telegraphischen Antwort durch die Konferenz der Aussenminister in Moskau bedingt war. Es gehe aus dem Telegramm einwandfrei hervor, dass Molotow persönlich sich mit der schweizerischen Frage befasst habe. Das Telegramm ist von Molotow visitiert («einverstanden Molotow») und von seinem ersten Mitarbeiter Herrn Dekanosow unterschrieben. Es handelt sich also um das Wort der Sowjetregierung. Das Telegramm lautet:

«Die Sowjetregierung ist einverstanden, unverzüglich die schweizerischen diplomatischen und konsularischen Beamten, nämlich: die Herren Feller und Meier der ehemaligen Schweizerischen Gesandtschaft in Budapest³ und den Konsularagenten Boris Bryner aus Kharbin⁴ der Schweiz zurückzugeben sowie das Personal des ehemaligen Schweizerischen Konsulats in Elbing⁵, für welches bereits der Repatriierungsbefehl erteilt worden ist, heimzuschaffen, wenn die Schweiz die in ihrem Vorschlag namentlich erwähnten sechs russischen Internierten, welche für gemeine Verbrechen Freiheitsstrafen in der Schweiz absitzen⁶, heim schafft sowie Nowikoff und Kotschetoff⁷ unverzüglich Generalmajor Wicharew ausliefert.»

Ich bestätige die schweizerische Bereitschaft, die sechs erwähnten Internierten und Kotschetoff gegen die ebenfalls erwähnten schweizerischen Beamten auszutauschen, erkläre aber, dass die Auslieferung Nowikoffs aus den von uns wiederholt dargelegten Gründen nicht möglich erscheint. Die Antwort Moskaus sei nach meinem Dafürhalten keineswegs eine Annahme der schweizerischen Vorschläge, sondern stelle einen Versuch dar, gestützt auf den schweizerischen Vorschlag, den Fall Nowikoff so geregelt zu sehen, wie es Moskau stets wollte. Nachdem der Bundesrat den Fall Nowikoff schon vor zwei Monaten behandelt und beschlossen hatte, ihn nicht ausliefern zu können, so bedarf es für einen neuen Entscheid einer nochmaligen Behandlung durch den Bundesrat. Wann wolle denn der General die Antwort haben?

Der General antwortet, er verreise am 29. Dezember ab Dübendorf um 11 Uhr und werde heute noch um 17 Uhr durch Herrn Bundesrat Petitpierre empfangen werden. Damit Nowikoff und Kotschetoff mit ihm fliegen können, sollte er die Antwort anlässlich der Audienz bei Herrn Bundesrat Petitpierre bekommen können.

Abgesehen vom grundsätzlichen Bedenken, antworte ich, glaube ich nicht, dass die Sache zeitlich durchzuführen sein wird. Die nächste Bundesratssitzung

3. Zum Fall H. Feller und M. Meier in Budapest siehe E 2001 (D) 7/16, E 2001 (E) 1/103, 104 sowie E 2801/1967/77/3.

4. Zum Fall B. Bryner in Kharbin siehe ebd. sowie E 2200 Peking 1/14.

5. Zum Fall Ch. Brandenburg und H. Felber in Elbing siehe E 2001 (D) 7/20.

6. Siehe E 2001 (E) 1/102.

7. Zum Fall W. Nowikow und G. Kočetow siehe E 2001 (E) 1/103 sowie E 2801/1967/77/3.

finde erst nach Neujahr statt, und nur der Gesamtbundesrat könne hier eine Entscheidung treffen.

Der General insistiert. Er macht darauf aufmerksam, dass er für seinen persönlichen Gebrauch noch ein anderes Telegramm aus Moskau erhalten habe, in welchem es heisst, wenn die schweizerische Regierung im Falle Nowikoff ihre grundsätzlichen Bedenken aufrechterhalten sollte, Feller und Meier nicht heimgeschafft werden würden. Ich protestierte energisch.

Inzwischen hat Oberstdivisionär Flückiger das Zimmer verlassen mit der Bemerkung, er müsse sich noch umziehen für die Audienz bei Herrn Bundesrat Petitpierre. Herr Schaerer greift hier in die Diskussion ein und erklärt, ihn gehe die Sache weiter nichts an, er glaube aber, dass die schweizerische Regierung vor einen schweren Entscheid gestellt werde, denn welchen Entschluss sie auch fassen werde, ist eine heftige Reaktion der öffentlichen Meinung unvermeidlich. Jedermann würde es verstehen, dass die schweizerische Regierung zur Rettung des Lebens ihrer eigenen Beamten im Auslande in einem an sich schlechten Falle einen asylsuchenden Russen preisgeben würde, kein Mensch würde es aber verstehen, wenn man aus grundsätzlichen Erwägungen das Leben von Schweizern aufs Spiel setzt. Der General bestätigt mit lebhaftem Kopfnicken die Bemerkung Schaerers.

Ich mache den General darauf aufmerksam, dass es nicht gerade sehr elegant sei, Nowikoff von uns zu erpressen, indem uns das Schicksal, das Feller und Meier erwartet, in düsteren Farben vorgemalt wird. Ich sei nicht in der Lage, ihm eine Antwort zu geben, es sei denn eine negative; jedenfalls müsse ich aber die Angelegenheit meinen Vorgesetzten unterbreiten. Wann könne denn, im Falle der Annahme des Vorschlages, mit der Rückkehr unserer Beamten gerechnet werden?

General Wicharew meint, dass er am frühen Morgen des 30. Dezember in Moskau sein werde; er werde vermutlich zum Bericht zu Molotow zitiert werden. Er werde persönlich dafür besorgt sein, dass die schweizerischen Beamten, es bleiben ja eigentlich nur Feller, Meier und Bryner, sofort mit dem Flugzeug repatriiert werden. Brandenburg und Felber seien ja bereits auf dem Heimwege in die Schweiz⁸.

Ich nehme Abschied und begeben mich sofort zu Herrn Minister Stucki. Herr Minister Stucki ist der Auffassung, dass der Vorschlag der Russen «gemein» sei und abgelehnt werden sollte. In seinem Auftrage solle ich mich sofort ins Wattenwyl-Haus begeben, wo die Herren Bundesräte wahrscheinlich noch versammelt seien, und Herrn Bundesrat Petitpierre die Angelegenheit unterbreiten.

Ich treffe im Wattenwyl-Haus um 16.30 Uhr ein und berichte Herrn Bundesrat Petitpierre auftragsgemäss über die Besprechung mit dem General und die Bedenken von Herrn Minister Stucki. Ich versuche insbesondere so objektiv wie möglich die drei Seiten des Problems zu beleuchten (die rechtliche – die Auslieferung Nowikoffs ist nicht angängig, weil er ein militärpolitisches Delikt begangen hat; die menschliche – unsere Pflicht, nichts zu unterlassen, um das Leben von Schweizern, welches offenbar bedroht ist, zu retten; und

8. Siehe Anm. 4

die politische – die Verwerfung des russischen Vorschlages könnte allenfalls die Bereitschaft der Sowjetunion, die diplomatischen Beziehungen mit der Schweiz aufzunehmen⁹, im ungünstigen Sinne beeinflussen).

Es wird eine Sitzung des Bundesrates abgehalten¹⁰ und um 16.50 Uhr der Entscheid bekanntgegeben: einstimmig beschlossen, den russischen Gegenvorschlag anzunehmen.

Daraufhin empfängt Herr Bundesrat Petitpierre Generalmajor Wicharew zur Abschiedsaudienz um 17 Uhr¹¹.

9. Zur Wiederaufnahme der Beziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion am 18. März 1946 siehe E 2001 (E) 3/1, Nr. 64 und 14 in diesem Band sowie Thematisches Verzeichnis in diesem Band: UdSSR – Politische Beziehungen.

10. Siehe BR-Prot. Nr. 3326 vom 28. Dezember 1945, E 1004.1 1/464.

11. Siehe E 2801/1967/77/3.

52

E 2001 (D) 3/65

[DoDiS-14]

Interne Notiz des Politischen Departements¹

WX

Vertraulich

Bern, 10. Januar 1946

Ich habe heute den Herren v. Bothmer und Dr. Kádár unsere Note betreffend Anerkennung der ungarischen Regierung durch den Bundesrat übergeben². Dr. Kádár bemerkt, wir möchten im voraus entschuldigen, falls eine Antwort aus Budapest vielleicht längere Zeit auf sich warten lassen sollte, und dafür nicht schlechten Willen in Rechnung stellen. Abgesehen von den materiellen Schwierigkeiten, eine Antwort nach Bern gelangen zu lassen, könnten auch andere Hemmungen bestehen.

In diesem Zusammenhang verweist er auf das beiliegende Interview³, das der ungarische Aussenminister Gyöngyösi einem Mitarbeiter der «Nation» (veröffentlicht am 9. ds.) gewährt hat. Darnach hat sich Herr Gyöngyösi dahin geäußert, eine ungarische Souveränität gebe es nur in dem vom Waffenstillstandsvertrag festgesetzten Rahmen ... Von einer aktiven Aussenpolitik, die Initiativen ergreifen könnte, könne nicht die Rede sein ... Dies gelte insbesondere vom Kapitel der Beziehungen zwischen der Schweiz und Ungarn ... Es sei dies nicht ein Problem von Bern und Budapest, sondern von *Bern und*

1. Die Notiz wurde verfasst und unterzeichnet von C. Stucki.

2. Zur Frage der Anerkennung der ungarischen Regierung durch den BR vgl. BR-Prot. Nr. 3265 vom 21. Dezember 1945, E 1004.1 1/464. Vgl. auch den Antrag des EPD zu diesem BR-Prot. vom 20. Dezember 1945, DoDiS-4.

3. Nicht abgedruckt.

*Moskau*⁴. Persönlich sei er ein Verehrer der Schweizer Demokratie. – Herr von Bothmer sieht in diesen Äusserungen eine Bestätigung seiner Annahme, Budapest sei einfach nicht in der Lage, ihm und seinen Mitarbeitern Weisungen für ihr weiteres Verhalten zukommen zu lassen. – Zu den bevorstehenden schweizerisch-ungarischen Wirtschaftsverhandlungen⁵ meint Dr. Kádár, es sei doch sehr fraglich, ob der Industrieminister Ban oder der Handelsminister Gerö, diese beiden – Ungarn von Moskau bescherten – Minister, wie er sagt, persönlich daran teilnehmen werden. Wäre dies der Fall, so wäre es, wie er streng vertraulich beifügt, ratsam, auf Zeitgewinn zu verhandeln und mit keinem von diesen beiden Herren abzuschliessen, vielmehr den Abschluss soweit hinauszuzögern, bis ein Friedensvertrag zwischen Ungarn und seinen früheren Feinden zustande gekommen sei. Man hoffe doch ernsthaft, Ungarn werde dannzumal etwas grössere Bewegungsfreiheit haben. Seiner Meinung nach dürfte die Delegation unter der Leitung von Herrn Gevay-Wolff stehen; ausserdem werde ihr vermutlich als Vertreter des Aussenministeriums Graf Moritz Zichy-Czikány angehören.

Im übrigen kann er nur bestätigen, dass die Lage in Ungarn in jeder Hinsicht, vorab in wirtschaftlicher und finanzieller Beziehung ganz trostlos sei. Die Inflation hat katastrophale Folgen angenommen, und an eine Sanierung ist nicht zu denken, solange der gegenwärtige Druck der russischen Besetzung (eine Million Mann) anhalte. Die letzte Quartalsrechnung über die Besetzungskosten erreiche ein Total, das ungefähr dem Dreifachen des gesamten ungarischen Notenumlaufs gleichkommen! Gewalttaten jeder Art, Mord, Raub, Vergewaltigungen, seien immer noch an der Tagesordnung. Die Wohnungsnot in Budapest habe unvorstellbare Formen angenommen. (So müsse er selbst, trotz besonderen Empfehlungen des Ministeriums, das ihm die Möglichkeit verschaffen wollte, auch zu Hause amtliche Arbeiten verrichten, mit drei weiteren Personen seiner Familie in einem einzigen Zimmer hausen.) – Man schätze, dass 60% der ungarischen Frauen geschlechtskrank seien.

4. *Zur Frage der Beziehungen zwischen der Schweiz und der UdSSR siehe E 2001 (E) 3/1, E 2001 (E) 1979/28/1, Nr. 64, 14 sowie Thematisches Verzeichnis in diesem Band: UdSSR – Politische Beziehungen.*

5. *Die Wirtschaftsverhandlungen zwischen der Schweiz und Ungarn fanden im April 1946 in Bern statt und endeten mit dem Abkommen über den Waren- und Zahlungsverkehr vom 27. April 1946, DoDiS-1793. Siehe auch E 7110/1976/16/61 sowie E 2001 (E) 1/335.*

53

E 1004.1 1/465

[DoDiS-22]

BUNDESRAT
Protokoll der Sitzung vom 11. Januar 1946

107. JAPANISCHES STAATSEIGENTUM IN DER SCHWEIZ

Politisches Departement. Antrag vom 10. Januar 1947

Das Politische Departement berichtet folgendes:

I. «Durch fünf Noten datiert vom 1. November 1945¹ und durch einen Brief vom 1. Dezember 1945² hatte die Japanische Gesandtschaft dem Politischen Departement mitgeteilt, dass auf Grund von Befehlen der alliierten Mächte die japanische Regierung wünsche, das Eigentum und die Archive sowohl der Gesandtschaft in Bern als auch der Generalkonsulate in Zürich und Genf ohne Aufschub und im gegenwärtigen Zustand den Alliierten zu übergeben und dass sie unter diesen Umständen auf Weisung ihrer Regierung das Politische Departement ersuche, das japanische Staatseigentum in der Schweiz zu übernehmen und dasselbe an die oder den Vertreter der Alliierten weiterzugeben.

II. Das Politische Departement hat daraufhin am 18. Dezember 1945 mit Hilfe der kantonalen Regierungen von Zürich und Genf das japanische Staatseigentum in der Schweiz übernommen³.

Auf Grund der Übernahmeprotokolle ergibt sich kurz gefasst das Folgende über den Bestand dieses Vermögens:

a) *Bern*:

Geldmittel: Fr. 14'148'041.45

\$ 20'692,16

Fr. 500'000.– Sonderfonds für die Heimreise der Beamten.

Bei den Fr. 14'148'041.45 sind mitgezählt:

Fr. 6'974'870.– der Yokohama Specie Bank, die in bar auf der Gesandtschaft vorgefunden wurden, ferner

Fr. 1'998'574.35 der Yokohama Specie Bank auf einem Konto der Nationalbank. Beide Beträge, zusammen

Fr. 8'973'444.35, gehören nach der im Protokoll aufgenommenen Erklärung der Japanischen Gesandtschaft der Yokohama Specie Bank und sind nicht Eigentum der japanischen Regierung. Infolge dieser Erklärung müssen von den oben angeführten Fr. 14'148'041.4 nur Fr. 5'174'597.10 als einwandfreies Staatseigentum betrachtet werden.

1. Vgl. E 2001 (D) 3/72 und E 2001 (E) 1/394.

2. Vgl. E 2001 (E) 1/394.

3. Vgl. E 2001 (E) 1/394.

Liegenschaften

Kanzleigebäude Daxelhoferstrasse 20, erworben am 27. Dezember 1944 zu einem Kaufpreis von Fr. 600'000.– (Grundsteuerschätzung Fr. 426'200.–).

Mobilien

Archive und Büroeinrichtung im Haus Daxelhoferstr. 20, Mobiliar in dem vom Gesandten gemieteten Haus Kirchenfeldstrasse 56, 8 Automobile, usw.

b) *Zürich:*

Geldmittel: Fr. 26'619.65

Mobilien: Archive und Büroeinrichtung im gemieteten Haus Tödistr. 9, eine vom Generalkonsul benutzte Wohnungseinrichtung, 1 Automobil

c) *Genf:*

Geldmittel: Fr. 10'501.67

Mobilien: Archive und Büroeinrichtung im gemieteten Haus Avenue de Champel 11, 1 vom Generalkonsul benutzte Wohnungseinrichtung

III. Einerseits sind die interessierten alliierten Mächte (China, Grossbritannien, Vereinigte Staaten von Amerika und USSR), wie aus inoffiziellen Anfragen und Besuchen von Vertretern der in Bern anwesenden Missionen hervorging, über die Angelegenheit genau informiert, erklären sich zur Übernahme bereit und erwarten, dass von schweizerischer Seite keine Schwierigkeiten gemacht werden.

IV. Andererseits wurden vom Politischen Departement Überlegungen angestellt, ob das sich in seinen Händen befindliche japanische Staatseigentum als Pfand für schweizerische Forderungen gegenüber dem japanischen Staat, unter Umständen sogar für schweizerische Privatforderungen, für eine spätere Verrechnung vorläufig zurückbehalten werden könne und solle.

1) Retentionsrecht für schweizerische Forderungen gegenüber der japanischen Regierung geltend zu machen, scheint aber bei der vorliegenden Situation juristisch nicht unbedenklich und vor allem politisch gefährlich zu sein.

Da eine japanische Regierung noch existiert, wäre es zweifellos der normale Rechtsweg, solche Forderungen separat der japanischen Regierung zu präsentieren.

Nachdem der erste Teil des angenommenen Mandates, die Übernahme, durchgeführt worden ist ohne Reserven anzubringen, könnte ein Retentionsversuch rechtlich beanstandet werden.

Vor allem aber würde ein solcher Versuch die Alliierten, insbesondere die Amerikaner, in politischer Hinsicht äusserst verstimmen, während umgekehrt die rasche anstandslose Herausgabe die offenbar fehlende Einsicht bei ihnen, dass die schweizerischen Behörden korrekt und vertrauenswürdig sind, herbeiführen könnte.

Es wurde auch erwogen, ob die Herausgabe nicht einen Präzedenzfall hinsichtlich des Eigentums des Deutschen Reiches liefern würde. Die Rechtslage ist aber insofern gänzlich verschieden, indem die Eidgenossenschaft das Reichseigentum von sich aus, ohne Fühlungnahme mit der deutschen Regierung und den alliierten Regierungen, in ihre treuhänderische Verwaltung

übernommen hat, während im vorliegenden Fall ein ausdrücklicher Auftrag der japanischen Regierung auf Grund von präzisen Befehlen der Alliierten vorhanden ist.

Schliesslich muss in Betracht gezogen werden, dass die schweizerischen Forderungen an den japanischen Staat (Kriegsschäden usw.) in ihrem Umfange noch gar nicht bekannt sind und ihre Zusammenstellung noch eine recht lange Zeit beanspruchen wird, sodass an eine Verrechnung noch gar nicht herangetreten werden könnte.

2) Die schweizerischen Privatforderungen (Kapitalanlagen, Forderungen aus dem Waren-, Dienstleistungs- und Versicherungsverkehr) lassen sich überhaupt kaum in einen rechtlichen Zusammenhang mit dem japanischen Staatseigentum bringen. Immerhin wurde versucht, in diesem Zusammenhang auch hierüber eine Übersicht zu gewinnen.

Nach Berichten der Verrechnungsstelle⁴ ergab eine im letzten Jahr durchgeführte provisorische Enquête die folgenden Forderungen gegenüber Japan (Mutterland einschliesslich Formosa, Korea und Südsachalin):

Waren und Nebenkostenforderungen	Fr. 8'603'000.–
Einzelforderungen (Konto-Korrent-Forderungen, Darlehen, Beteiligungen) und Grundbesitz	Fr. 2'390'000.–
Wertpapierforderungen	Fr. 10'867'000.–
Ansprüche der Versicherungsgesellschaften	Fr. 289'000.–
total:	Fr. 22'149'000.–

Diesen Forderungen standen ebenfalls im letzten Jahr die Guthaben der Yokohama Specie Bank bei der Schweizerischen Nationalbank in Zürich gegenüber:

Account I in der Höhe von ca.	Fr. 39'000'000.–
" II "	Fr. 25'000'000.–

Nachdem ein besonderer Zahlungsverkehr zwischen der Schweiz und Japan durch den zwischen dem Schweizerischen Gesandten in Tokio und der japanischen Regierung am 17. August 1944 erfolgten Briefwechsel⁵ vereinbart worden war. Wie bereits erwähnt, werden die Gelder der Yokohama Specie Bank von der Japanischen Gesandtschaft nicht als Staatsmittel betrachtet.

Zur Abgeltung der schweizerischen Privatforderungen stand auf Grund des Abkommens ein Betrag von Fr. 25'666'912.02 auf dem Konto «Special Account II» zur Verrechnung reserviert. Seither wurden aus diesem Konto Fr. 41'686'313.– an schweizerische Gläubiger ausbezahlt, während weitere Fr. 3'980'220.– von der Verrechnungsstelle genehmigt wurden, aber mangels Zahlungsaufträge aus Tokio nicht ausbezahlt wurden. Bereits erledigt oder genehmigt ist daher ein Gesamtbetrag von Fr. 8'666'533.–.

Zieht man einerseits diesen Betrag von den Fr. 22'149'000.– angemeldeten Gesamtforderungen ab, verbleiben noch nicht erledigte und nicht genehmigte

4. Vgl. den Bericht Enquête über die schweizerischen Forderungen im Fernen Osten vom 5. Juli 1944, E 2001 (D) 11/15.

5. Vgl. E 2001 (E) 2/635.

Forderungen in der Höhe von Fr. 13'482'467.–. Zieht man andererseits denselben Betrag von den Fr. 25'666'912.– des Account II ab, verbleiben noch Fr. 17'000'379.– verwendbar. Dieser letztere Betrag reicht nicht nur aus, um die nicht erledigten und nicht genehmigten Forderungen in der Höhe von Fr. 13'482'467.– zu decken, sondern es ergibt sich noch ein Überschuss von ca. Fr. 3'500'000.–.

Dem Account I mit seinem Bestand von ca. 39 Millionen Franken stehen Zahlungsaufträge im Gesamtbetrag von ca. 17 Millionen Franken gegenüber, die die Japanische Gesandtschaft zu Gunsten schweizerischer Gläubiger zu Lasten dieses Kontos honorieren wollte. Die zuständige Rechtssektion des Departementes hat aber ihre Zustimmung zur Belastung des in Frage stehenden Kontos nicht erteilen können. Ebenso lehnte die Sektion die Ausführung eines Zahlungsauftrages zu Lasten dieses Kontos in der Höhe von 10 Millionen Franken zu Gunsten des Internationalen Komitees des Roten Kreuzes ab⁶. Aber selbst wenn die Privatforderungen im Betrage von 17 Millionen Franken befriedigt würden, verbliebe auf dem Konto immer noch ein Überschuss von ca. 22 Millionen Franken.

Auf Grund dieser Zahlen, die allerdings nicht endgültig sind, da die offizielle Enquête der Verrechnungsstelle noch aussteht, ergibt sich die summarische Übersicht, dass über die Deckung der bis jetzt bekannten Privatforderungen hinaus im Account II ca. 3 1/2 Millionen und im Account I ca. 22 Millionen Franken zu Gunsten der Yokohama Specie Bank verbleiben. Rechnet man dazu noch den eingangs erwähnten Betrag von Fr. 8'973'444.35, der von der Gesandtschaft übernommen wurde, aber ebenfalls der Yokohama Specie Bank gehört und deshalb den Alliierten nicht übergeben zu werden braucht, würden nach der Übergabe des einwandfreien japanischen Staatseigentums an die Alliierten über die Deckung der bis jetzt bekannten Privatforderungen hinaus noch ein Gesamtüberschuss von ca. 34 1/2 Millionen Franken vorhanden sein, die – wie alle japanischen Guthaben in der Schweiz – unter der am 14. August 1945 erlassenen Sperre⁷ verbleiben.

Allerdings ist dabei nicht zu übersehen, dass die Alliierten sehr wahrscheinlich selber auf Grund der Regelung des Zahlungsverkehrs Ansprüche auf die Gelder der Yokohama Specie Bank erheben werden, indem die Abteilung für fremde Interessen die von den Alliierten eingezahlten Beiträge für Kriegsgefangene, Zivilinternierte usw. auf deren Konten in Zürich überwies. Es wird Sache künftiger Verhandlungen zwischen der Schweiz und den Alliierten sein, das äusserst verwickelte Problem der Gelder der Yokohama Specie Bank separat entwirren.»

V. Angesichts dieser Sachlage beantragt das Politische Departement, der Bundesrat möchte im Hinblick auf die rechtlichen und politischen Aspekte in der Angelegenheit des japanischen Staatseigentums in der Schweiz folgendes beschliessen:

6. Zur japanischen Spende an das IKRK vgl. Nr. 90 in diesem Band, Extrait d'une Notice concernant les fonds japonais et allemands bloqués sur lesquelles le CICR émet une prétention vom 6. Dezember 1946, DoDiS-2010 und E 2001 (E) 1/137.

7. Bundesbeschluss über die vorläufige Regelung des Zahlungsverkehrs zwischen der Schweiz und Japan, AS 61, S. 611–616.

1. Das Politische Departement wird ermächtigt, das von ihm am 18. Dezember 1945 übernommene, in Ziffer II hievor erwähnte einwandfreie japanische Staatseigentum gemäss dem Auftrag der Japanischen Gesandtschaft den in Bern anwesenden alliierten Vertretungen von China, Grossbritannien und den Vereinigten Staaten von Amerika zu übergeben.

2. Die Frage der schweizerischen Forderungen an den japanischen Staat und diejenige der schweizerischen Privatforderungen bleiben späteren Verhandlungen vorbehalten⁸.

8. Vgl. das BR-Prot. Nr. 2767 vom 5. Dezember 1947, E 1004. 1 1/488, DoDiS-26.

54

E 2800/1990/106/16

[DoDiS-1709]

*Le Chef du Département politique, M. Petitpierre,
au Ministre de Suisse à Paris, C. J. Burckhardt*

Copie

Berne, 15 janvier 1946

La lettre¹ que vous m'avez écrite le 1er janvier m'a touché et j'ai été très sensible aux sentiments que vous exprimez à mon égard.

Cette année passée au Conseil fédéral à la tête du Département aujourd'hui sans doute le plus difficile, est la plus dure que j'ai vécue. J'ai sans doute pris des habitudes, mais chaque jour qui commence est pour moi une épreuve nouvelle. On a ou on n'a pas le goût du pouvoir – mais je ne pense pas qu'on

1. *Le 30 décembre, M. Petitpierre avait adressé, par un télégramme non reproduit, ces vœux pour la nouvelle année à C. J. Burckhardt en le remerciant pour sa collaboration intelligente et dévouée à la Suisse qui a encore des temps difficiles à traverser. Dans sa réponse manuscrite du 1er janvier, Burckhardt écrit notamment: Nous avons derrière nous une de ces années décisives, non seulement pour l'avenir du monde, mais aussi pour nos petits destins particuliers. Votre tâche qui est de l'ordre historique, lourde de responsabilités, riche en grandes possibilités, pourrait devenir écrasante, si cette aide mystérieuse qui accompagna notre pays jusqu'à ces jours, ne nous était acquise, comme je le souhaite pour vous de tout mon coeur. L'on commencera déjà en 46 à récolter les premiers fruits, de ce qui fut semé en 1945 avec tant de haine. Nous avons été, plus qu'est bon, obligés à hurler avec les loups réunis pour la curée du loup mort. L'avenir nous montrera les forces que certains souvenirs de nos voisins du sud et du nord-est pourront libérer contre nous. [...] Burckhardt évoque ensuite la crise aiguë du CICR. Je suis persuadé que cette institution quelle que soit la forme que l'on lui donnera est pour la Suisse d'une importance primordiale, et que c'est par elle que réellement notre petit pays à certains moments exerce une fonction de grande puissance. Le CICR se trouve actuellement devant un problème plus difficile à résoudre que ceux du temps de guerre; en effet il est obligé d'étendre son action de neutralité active aux vaincus, et cela à un moment auquel la neutralité heurte les sentiments aveugles qui partout entraînent pas seulement les masses, mais aussi les quelques esprits relativement pondérés et clairvoyants. [...]*

l'acquiert. Et pourtant, pendant cette année j'aurai eu le privilège d'entrer en contact avec quelques personnalités dont le concours désintéressé et le dévouement ont été pour moi le plus grand réconfort. Je pense à vous, Monsieur le Ministre, je pense aussi à M. Ruegger. Les heures que j'ai passées avec vous à discuter objectivement des questions qui nous préoccupent m'ont fait oublier l'incroyable médiocrité et la constante mesquinerie du personnel politique, qui prétend diriger les affaires du pays. Il y a, je le sais, d'honorables exceptions parmi les parlementaires avec lesquels je suis obligé de me débattre. Mais la plupart d'entre eux songent rarement à résoudre un problème pour lui-même. Leurs jugements sont déformés par de petits sentiments, de petites haines, de petites ambitions. Ils ne recherchent pas la vérité – souvent ils la craignent – ils sont dépourvus de noblesse. Je comprends que Renan quand il oppose les philosophes aux politiciens ait été dur et cruel pour ces derniers.

Le but de ma lettre n'est d'ailleurs pas de vous parler de politique, mais de vous exprimer ma reconnaissance pour le sacrifice que vous aurez fait en acceptant de représenter la Suisse à Paris². Vous pouvez aujourd'hui mesurer l'importance du service que vous avez rendu non seulement au Conseil fédéral mais à tout le pays. Rarement un Ministre de Suisse aura joué un rôle que depuis quelques mois vous jouez à Paris. Et je regrette – en le comprenant – que vous avez toujours une arrière-pensée en songeant au Comité International de la Croix-Rouge qui aurait besoin de vous, mais pour le moment je ne vois pas la solution qui permettrait de vous libérer. Nous pourrions reprendre le sujet quand vous viendrez en février.

J'ai regretté de ne pas voir Monsieur Bidault pendant son séjour en Suisse³. J'avais prié l'Ambassadeur de France de lui dire que je le rejoindrais dans le train, s'il le désirait. La réponse de M. Hoppenot a été plutôt négative et je n'ai pas voulu insister.

La semaine prochaine, j'organiserai le petit dîner prévu en l'honneur de Mauriac⁴.

J'attends avec impatience vos nouvelles sur l'entretien que vous devez avoir cette semaine avec M. Bogomolov⁵. Si je pouvais régler cette question de l'URSS ce serait un poids de moins. D'après des renseignements de Bel-

2. Sur la nomination (décidée le 22 février 1945 par le Conseil fédéral) de C. Burckhardt comme Ministre de Suisse à Paris, cf. DDS, vol. 15, notamment Nos 385 et 398. Occupé par ses activités en tant que Président du CICR, Burckhardt rejoint son poste à Paris le 4 juin 1945, cf. E 2200 Paris 34/5.

3. Cf. PVCF No 3188 du 14 décembre 1945, E 1004.1 1/464 et le dossier de correspondance, E 2200 Paris 36/B/1.

4. Dans une lettre, non reproduite, du 27 novembre 1945, Burckhardt avait proposé à Petitpierre de saisir l'occasion de la présence en Suisse de Bidault et Mauriac pour améliorer les relations avec la France, DoDiS-2174. Cf. aussi le télégramme, non reproduit, du 8 décembre 1945, DoDiS-2175. Sur les relations culturelles franco-suisse, cf. E 2200 Paris 34/5 et cf. E 2200 Paris 36/A/3.

5. Par une lettre, non reproduite, du 11 janvier, Burckhardt informe Petitpierre de la volonté exprimée par l'Ambassadeur de l'URSS à Paris de le rencontrer. Une première discussion eut lieu quelques jours plus tard. Cf. la lettre, non reproduite, de Burckhardt, du 25 janvier. Cf. aussi E 2200 Paris 37/B/2.

grade⁶ et de Londres⁷, nous pourrions reprendre des relations très rapidement, à condition d'exprimer des regrets pour notre politique antisoviétique. Il ne peut pas en être question⁸.

Je me réjouis de vous revoir. Veuillez présenter mes hommages respectueux à Madame Burckhardt et croire vous-même, Monsieur le Ministre, à toute ma reconnaissance et à mes meilleurs sentiments.

6. Cf. la notice de Petitpierre sur son entretien du 21 septembre 1945 avec E. Zellweger, E 2800/1990/106/13.

7. Cf. le rapport de P. Ruegger du 24 décembre 1945, E 2800/1990/106/13.

8. Sur les négociations en vue de nouer des relations diplomatiques avec l'URSS, cf. les lettres que Petitpierre envoie à Zellweger le 23 janvier et celle qu'il adresse aux autres membres du Conseil fédéral le 6 février 1946, E 2800/1990/106/13. Les relations seront établies en mars 1946, cf. table méthodique du présent volume: Union soviétique – Relations politiques.

55

E 2001 (E) 1/335

[DoDiS-16]

Interne Notiz der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements¹

WIRTSCHAFTSVERHANDLUNGEN MIT UNGARN

Kopie

Bern, 18. Januar 1946

Nachdem seit dem vergangenen August mehrere private und offiziöse Abordnungen aus Ungarn nach der Schweiz gekommen waren, wurde uns bekanntlich am 26. November 1945 (vide meine Notiz gleichen Datums)² erstmals durch Herrn von Cziegler von einer offiziellen Delegation unter Führung des ungarischen Industrieministers Antal Ban gesprochen. Wir erhielten auch diesbezüglich via London eine offizielle Anfrage vom ungarischen Aussenminister Janos Gyöngyösi, welche die Abteilung für Auswärtiges mit unserer Zustimmung am 29. November³ bejahend beantwortete. Hierauf wurde wiederum telegraphisch via London am 14. ds. Mts.⁴ die Ankunft einer 20 köpfigen Delegation (zuzüglich drei Damen) angemeldet, die dieser Tage an der Grenze eintreffen dürfte.

Die über den Zweck dieser Mission und über die einzelnen Delegationsmitglieder von verschiedener Seite erhaltenen Informationen lassen sich wie folgt zusammenfassen:

Von früheren ungarischen diplomatischen Vertretern, die sich noch in der Schweiz befinden, wird uns nahe gelegt, mit Industrieminister Ban keine defi-

1. Die Notiz an J. Hotz wurde von M. Troendle erstellt und unterzeichnet.

2. Vgl. die Notiz M. Troendles an J. Hotz vom 26. November 1945, E 2001 (E) 2/616.

3. Vgl. den Brief von F. Bauer an W. Stucki vom 29. November 1945, ebd.

4. Vgl. den Brief A. Zehnders an M. Troendle vom 14. Januar 1946; nicht abgedruckt.

nitiven Vereinbarungen zu treffen, sondern auf Zeitgewinn zu arbeiten, denn er soll der derzeitigen ungarischen Regierung von Moskau aufgezwungen worden sein und als Sendling Moskaus gelten. Andere Informationen und insbesondere die Aussage eines in Budapest domizilierten Schweizerbürgers lauten hingegen dahin, dass Antal Ban nicht Kommunist, sondern Generalsekretär der ungarischen sozialdemokratischen Partei ist und als absolut integre Persönlichkeit angesehen werden dürfte. Fraglich sei nur, ob es ihm gegebenenfalls gelingt, die mit der Schweiz getroffenen Vereinbarungen zu Hause durchzusetzen, weil in wirtschaftlichen Dingen der oberste ungarische Wirtschaftsrat beinahe mehr Einfluss habe als die Regierung, und in diesem obersten Wirtschaftsrat habe in der Tat Russland durch Vermittlung des Pester Bürgermeister Vas entscheidenden Einfluss.

Bei den zahlreichen Mitgliedern der Delegation befinden sich einige Fachleute, was darauf schliessen lässt, dass es sich vom ungarischen Standpunkt aus um einen offiziellen und durchaus ernstgemeinten Versuch handelt, mit der Schweiz eine Vereinbarung zu treffen.

Vom ungarischen Aussenministerium ist der derzeitige Leiter der Wirtschaftsabteilung (Nachfolger Nickl's) Graf Moric Czikan-Zichy [*Zichy-Czikány*] vertreten. Ministerialrat Janos Marton, ebenfalls ein Sozialdemokrat, gehört zum Industrieministerium. Artur Karasz, zeitweiliger Präsident der Ungarischen Nationalbank und heute wiederum Leiter der Aussenhandelsabteilung dieses Institutes, dürfte eine wichtige Rolle spielen. Dieselbe Bemerkung trifft zu für Gustav Fabri, Vertreter der IKART (Industrie-Einkaufskontrolle AG). Diese IKART ist kompetent für alle Einfuhrfragen im Zusammenhang mit der Erfüllung der Russland gegenüber eingegangenen Reparaturverpflichtungen. Ein weiterer Vertreter der IKART, Tibor Remenyik, soll sich bereits in der Schweiz befinden. Schliesslich sei noch Istvan Vasarhelyi vom Finanzministerium erwähnt, der schon bei früheren Verhandlungen als kompetenter Referent für den Zinsendienst der ungarischen Auslandsschulden mitgewirkt hat. Über die übrigen Mitglieder der Delegation liegen keine näheren Angaben vor. Es dürfte sich zum Teil um private Unternehmer oder Bankleute handeln, die sich der Delegation angeschlossen haben, um mit der Schweiz Geschäftsbeziehungen anzuknüpfen. Drei besondere Wirtschaftsberater des Industrieministers Ban sollen bereits unabhängig von der Delegation in der Schweiz eingetroffen sein, nämlich Prof. Szentgyörgy (Nobelpreisträger und Dr. h. c. der Universität Lausanne), Dr. Kath der Servita AG und Generaldirektor Deutsch der Hungaria AG.

Industrieminister Ban habe ursprünglich beabsichtigt, mit einer Delegation von über hundert Personen nach der Schweiz zu kommen! Ein schweizerischer Geschäftsmann in Budapest legte ihm indessen nahe, nur etwa fünf bis sechs Delegierte mitzunehmen.

Nach einer in Budapest veröffentlichten Pressemitteilung⁵ zu schliessen, scheint die ungarische Delegation der Auffassung zu sein, sie sei von der schweizerischen Regierung offiziell nach der Schweiz eingeladen worden.

5. Vgl. den Pressebericht vom 7. Dezember 1945; nicht abgedruckt.

Sollte dem so sein, so muss es sich um ein Missverständnis ungarischerseits handeln, denn die über London gegebene telegraphische Antwort enthielt lediglich die Zusage der Aufnahme wirtschaftlicher Besprechungen.

Den Ungarn soll ein provisorisches Warenverkehrsabkommen mit der Schweiz vorschweben⁶, wobei sie auf eine schweizerische Vorleistung hoffen. Hinsichtlich der ungarischen Lieferbereitschaft sei festzuhalten, dass alle Ausfuhren der Zustimmung der alliierten Kommission (praktisch der Russen) bedürfen, wobei die Erfahrung lehre, dass die Russen vielfach für die Ausfuhr bereitgestellte Warenpartien kurzerhand wegnehmen. Man würde uns auch von Öl- und sogar von Kohlenlieferungen sprechen. Die tatsächlichen Ausichten seien aber sehr schlecht. Andererseits sei Ungarn in der Lage, uns sofort mit Saatgut zu bedienen.

Wie bereits in meiner Notiz vom 26. November⁷ dargelegt, betrachte ich es als verfrüht, dem Bundesrat die Bestellung einer besonderen schweizerischen Verhandlungsdelegation mit entsprechenden Instruktionen zu beantragen. Es wird sich vielmehr zunächst einmal darum handeln müssen zu ermitteln, was die Ungarn wollen und welche Vollmachten sie mitbringen. Schweizerischerseits wird eine gewisse Zurückhaltung gegenüber dieser Abordnung am Platze sein, wobei aber andererseits der Tatsache Rechnung getragen werden muss, dass sie durch ein Mitglied der unsererseits bereits offiziell anerkannten ungarischen Regierung⁸ geführt wird.

Bekanntlich ist die Abteilung für Auswärtiges bestrebt, möglichst bald einen Vertreter nach Ungarn zu entsenden. Ihre diesbezüglichen Bemühungen vom vergangenen November⁹ führten dazu, dass schliesslich von der Möglichkeit des Austausches von Handelsvertretern gesprochen wurde, wobei damals die russische Zustimmung als möglich erschien. Es bleibt abzuwarten, ob mit Industrieminister Ban diesbezüglich eine Vereinbarung getroffen werden kann. Besprechungen in dieser Hinsicht werde ich im engsten Einvernehmen mit der Abteilung für Auswärtiges (Legationsrat Dr. Zehnder) führen.

6. Vgl. Anm. 2

7. Ebd.

8. Zur Frage der Anerkennung der ungarischen Regierung durch den BR vgl. das BR-Prot. Nr. 3265 vom 21. Dezember 1945, E 1004.1 1/464, den Antrag des EPD zu diesem BR-Prot. vom 20. Dezember 1945, DoDiS-4 sowie Nr. 52 in diesem Band.

9. Vgl. Anm. 2 sowie den Brief A. Zehnders an den ungarischen Ministerialrat A. Uljvary vom 22. November 1945; nicht abgedruckt.

56

E 2001 (D) 11/1

[DoDiS-196]

Le Chef-Adjoint de la Division des Intérêts étrangers du Département politique, J. de Saussure, au Chef de la Section des Unions internationales du Département politique, D. Secrétan¹

Copie

No

Berne, 22 janvier 1946

Il est une vérité malheureusement méconnue du grand public à l'étranger et dont seuls quelques cercles gouvernementaux très bien informés se rendent compte, à savoir que la Suisse a rendu aux Alliés un bien plus grand service en restant neutre que si elle avait participé à la guerre à leurs côtés. On peut trouver des preuves très diverses de ce que nous avançons, mais ce n'est pas là notre propos. Nous voudrions seulement, dans les lignes qui vont suivre, attirer l'attention sur le fait que si, dans le domaine des intérêts étrangers, la Suisse a pu être utile aux belligérants durant le conflit qui vient de se terminer dans une mesure plus grande qu'aucun autre pays neutre, c'est uniquement parce que sa neutralité était pour ainsi dire d'une «qualité spéciale»². En effet, la neutralité suisse n'est pas occasionnelle et dictée par des considérations d'opportunité politique, mais perpétuelle et reconnue par toutes les Puissances depuis plus d'un siècle comme étant «dans les vrais intérêts de l'Europe» et comme un axiome du droit international.

A un moment donné, la Suisse a représenté 35 Etats dans un nombre correspondant de pays et parmi ces nombreux Etats se trouvaient toutes les grandes Puissances, à l'exception de l'URSS qui n'avait pas avec la Suisse de relations diplomatiques. Croit-on que toutes ces Puissances aient choisi notre pays pour lui confier leurs intérêts parce qu'il aurait eu un service diplomatique et consulaire particulièrement bien préparé pour cette tâche et très supérieur à celui d'autres pays neutres? Nullement, car la formation professionnelle des diplomates suisses n'est pas plus complète que celle de leurs collègues suédois par exemple. De plus, le corps consulaire et diplomatique suisse n'est pas nombreux et il est bien des pays où notre représentation est moins bien organisée et moins complète que celle d'autres Etats restés hors du conflit. Si

1. *Dans la lettre d'accompagnement, J. de Saussure écrit:* Ci-joint, je vous envoie les quelques considérations que vous m'avez demandées concernant les raisons que l'on peut tirer de la sauvegarde des intérêts étrangers par la Suisse pour plaider la cause du maintien de notre neutralité perpétuelle au sein d'une organisation internationale. Ce travail est forcément un peu «bâclé», vu le peu de temps dont je disposais. Suivant vos indications, je l'ai fait très court. J'espère qu'il pourra néanmoins être utile à M. le Conseiller fédéral Petitpierre.

2. *Pour un rapport exhaustif, cf. Rechenschaftsbericht der Abteilung für Fremde Interessen des Eidgenössischen Politischen Departements für die Zeit von September 1939 bis Anfang 1946 rédigé par A. Janner et classifié* *vertraulich*. E 2001 (D) 11/1 et E 2800/1967/61/93.

néanmoins, nous avons été choisis de préférence à d'autres neutres, c'est sans doute parce que notre neutralité étant perpétuelle et non occasionnelle, nous offrions des garanties d'objectivité qu'on ne pouvait trouver ailleurs et aussi peut-être parce qu'on se disait que nous risquions moins que d'autres pays non belligérants d'être entraînés dans le conflit, notre neutralité étant garantie par des engagements particulièrement sacrés et anciens qui en avaient fait une des institutions les plus vénérables du droit international. On peut remarquer aussi que dans un grand nombre de cas, la Suisse défendait à la fois les intérêts des deux camps, ainsi les intérêts britanniques en Allemagne³ et allemands dans l'Empire britannique⁴, ou encore les intérêts allemands aux Etats-Unis d'Amérique⁵ et les intérêts américains en Allemagne⁶. Cette situation n'existait sauf erreur pour aucun autre neutre et n'était possible que grâce à ce que nous avons appelé la «qualité spéciale» et même «unique» de la neutralité suisse. Elle était extrêmement avantageuse, car elle permettait de comparer par exemple le traitement accordé par des nations ennemies aux prisonniers de guerre ou aux internés civils qui se trouvaient en leur pouvoir et d'obtenir ainsi des améliorations de leur situation quand il était possible de prouver que les sujets d'un Etat recevaient chez l'ennemi un traitement plus favorable que celui que cet Etat accordait aux personnes qu'il détenait.

Les services rendus par la Suisse, grâce à sa neutralité perpétuelle, sont trop connus pour qu'il soit nécessaire de s'étendre longuement sur ce sujet.

Il suffira de rappeler les innombrables échanges de diplomates et de consuls qui furent négociés par l'entremise de la Division des Intérêts étrangers et dont les plus connus sont:

1) celui qui eut lieu à Lisbonne au printemps 1942 et qui portait sur 1800 personnes⁷. Il comprenait d'une part les représentants de l'Allemagne et de ses satellites aux Etats-Unis d'Amérique et dans certains pays américains et d'autre part des représentants des trois Amériques se trouvant en Europe;

2) les deux échanges de Lourenço-Marques en été 1942⁸ qui s'effectuèrent l'un entre l'Amérique et le Japon, l'autre entre l'Egypte et l'Empire britannique d'une part, le Japon d'autre part. Ces échanges portaient en tout sur 6600 personnes;

3) l'échange des diplomates de l'hémisphère occidental accrédités à Vichy contre le personnel consulaire allemand capturé à Alger qui eut lieu en mars 1944⁹;

3. *La Suisse assume la protection en Allemagne des intérêts britanniques. Sur ceux de l'Afrique du Sud, cf. E 2001 (D) 15/76; sur ceux de l'Australie, cf. E 2001 (D) 15/77; sur ceux du Canada, cf. E 2001 (D) 15/79; sur ceux de la Grande-Bretagne, cf. E 2001 (D) 15/3-37; sur ceux de la Nouvelle Zélande, cf. E 2001 (D) 15/81.*

4. *Cf. E 2001 (D) 17/1-39 et 50-65.*

5. *Cf. E 2001 (D) 17/74-95.*

6. *Cf. E 2001 (D) 14/3-18.*

7. *Cf. e. a. E 2001 (D) 14/4.*

8. *Cf. e. a. E 2001 (D) 14/42.*

9. *Cf. e. a. E 2001 (D) 17/75.*

4) l'échange de diplomates germano-argentin de l'été 1944¹⁰ qui ne fut complété qu'au printemps 1945 au moment de l'échange de personnel diplomatique et consulaire germano-turc¹¹.

Il faut citer aussi les échanges de civils n'ayant pas de prérogatives diplomatiques, dont les plus importants furent celui qui eut lieu en 1942 à Lisbonne entre l'Allemagne et ses alliés d'une part et les Etats de l'hémisphère occidental d'autre part¹². Il fut opéré par le moyen du vapeur suédois «Drottningholm» et porta sur 2000 personnes. En 1945, un second échange de civils d'une certaine importance fut organisé, entre les mêmes Puissances, mais cette fois sur territoire suisse¹³. 850 personnes en bénéficièrent, parmi lesquelles les Juifs libérés de camps de concentration tels que celui de Bergen-Belsen.

Rappelons enfin l'activité considérable déployée par nos inspecteurs de camps de prisonniers de guerre et d'internés civils dans presque tous les pays signataires de la Convention de Genève du 27 juillet 1929¹⁴ sur le traitement des prisonniers de guerre qu'ils se sont efforcés de faire respecter. Il convient de mentionner à propos de prisonniers de guerre les rapatriements massifs de prisonniers opérés à la suite de négociations conduites par la Division des Intérêts étrangers. Le premier fut mené à bien simultanément à Göteborg, à Barcelone et à Oran en octobre 1943¹⁵. 11'000 blessés et membres des troupes de santé en bénéficièrent. Dès ce moment, de nouveaux échanges de prisonniers de guerre eurent lieu, certains d'entre eux en liaison avec l'échange de diplomates et de civils, à savoir en mars, mai et septembre 1944 à Lisbonne, Barcelone et Göteborg¹⁶. Enfin, à la fin de janvier 1945, un grand échange de blessés et malades comportant 7000 prisonniers et environ 1000 membres des troupes sanitaires eut lieu sur territoire suisse¹⁷. Mentionnons aussi les rapatriements de prisonniers de guerre entre la Grande-Bretagne et l'Italie qui furent menés à chef en 1942 et en 1943 à Smyrne¹⁸.

Enfin, n'oublions pas parmi les services rendus par la Suisse aux belligérants, qu'il est impossible de mentionner tous, la distribution de secours à nos protégés civils internés ou non internés. Elle fut considérable surtout en ce qui concerne les Anglo-Saxons en Extrême-Orient¹⁹. Au total, nos représentants à l'étranger ont délivré des secours pour une somme d'environ 245'000'000 de francs suisses.

Ces quelques faits glanés presque au hasard parmi tous ceux qui se rapportent à l'activité de la Suisse dans le domaine de la défense des intérêts

10. Cf. e. a. E 2001 (D) 17/46.

11. Cf. e. a. DDS, vol. 15, N° 256 et E 2001 (D) 12/59-60.

12. Cf. e. a. E 2001 (D) 14/6 et 17/76.

13. Cf. e. a. DDS, vol. 15, N° 333 et E 2800/1967/61/93.

14. Cf. RO, 1931, vol. 47, pp. 31-60.

15. Cf. e. a. E 2001 (D) 11/63.

16. Cf. e. a. E 2001 (D) 11/64-65.

17. Cf. e. a. E 2001 (D) 11/65.

18. Cf. e. a. E 2001 (D) 12/34.

19. Cf. E 2001 (D) 14 et E 2001 (D) 15; pour ce qui concerne les intérêts au Japon, cf. N° 33, publié dans le présent volume.

étrangers démontrent bien quels grands services notre pays a pu, grâce à sa neutralité perpétuelle, rendre non seulement à la cause de l'humanité, mais aussi aux Puissances qu'il représentait. C'est ce statut également qui lui permet d'abriter le Comité International de la Croix-Rouge. Le fait que cette institution dont les tâches sont souvent parallèles à celles de la Puissance protectrice se trouve sur notre sol est une raison de plus de confier à la Suisse la sauvegarde d'intérêts étrangers. En effet, la collaboration du Comité International et du Gouvernement suisse s'est révélée très heureuse dans certains domaines, tels que celui par exemple de l'envoi à l'étranger des Commissions Médicales Mixtes²⁰ prévues par l'article 69 du Code des Prisonniers de Guerre pour désigner les prisonniers blessés et malades à rapatrier.

Les expériences faites pendant cette guerre démontrent que le rôle de la Suisse a été non seulement utile, mais indispensable. Il semble donc évident que la neutralité perpétuelle de notre pays, qui fut reconnue il y a plus d'un siècle comme étant «dans les vrais intérêts de l'Europe», est maintenant dans les vrais intérêts du monde entier.

Dans toute organisation internationale qui veut être mondiale, il faudrait qu'il y eût un pays au moins dont on soit certain qu'il ne rompra pas les relations diplomatiques avec l'Etat agresseur et qu'il pourra par conséquent avoir accès dans le territoire de cet Etat et y protéger les intérêts des autres Puissances ou tout au moins s'occuper de leurs prisonniers. La Suisse est plus qu'aucun autre pays désignée par sa tradition et par son rôle dans le dernier conflit pour remplir cette mission.

20. Sur les Commissions médicales mixtes, cf. DDS, vol. 14, N° 329, Annexe et N° 381; E 2001 (D) 11/6-62 et E 27/12706.

57

E 2001 (E) 1970/217/225
[DoDiS-1678]

Interne Notiz des Volkswirtschaftsdepartements¹

AUSFUHR VON KRIEGSMATERIAL NACH DER TÜRKEI

Kopie

Bern, 24. Januar 1946

Als Vertreter der *nationalrätlichen Vollmachtenkommission* erschienen heute die Herren Nationalräte Condrau und Oprecht zur Besprechung des Abschnittes Handelsabteilung im bundesrätlichen Bericht vom 10. Dezember 1945 über die auf Grund der ausserordentlichen Vollmachten gefassten Beschlüsse und Massnahmen².

1. Die Notiz stammt von E. Werthmüller und ist an J. Hotz adressiert.

2. BBl, 1945, II, S. 559–706 (Handelsabteilung: S. 639–643). Für die Aufzeichnungen der *nationalrätlichen Vollmachtenkommission* vgl. E 1050.1 1/6, 9.

Unter Bezugnahme auf die im Bericht erwähnte Aufhebung des *Bundesratsbeschlusses* vom 29. September 1944³/11. Mai 1945⁴ über das Verbot der *Ausfuhr von Kriegsmaterial* (die Ausfuhr wird nun wieder nach der ordentlichen Gesetzgebung, speziell der Verordnung des Bundesrates vom 8. Juli 1938⁵, durch das Militärdepartement (KTA) gehandhabt), bemerkte Herr Nat.Rat *Oprecht*: seines Wissens sei die Rede davon, dass von der Schweiz aus der *Türkei* Kriegsmaterial (Bührle?) geliefert werden soll im Rahmen eines Kompensationsgeschäftes. Er gab zur Erwägung, ob dies angesichts des gespannten politischen Verhältnisses zwischen der Türkei und Russland *politisch* klug wäre⁶, und namentlich da man ja mit Russland ins Gespräch zu kommen trachte⁷.

3. AS, 1944, Bd. 60, S. 600–601. Vgl. auch DDS, Bd. 15, *Thematisches Verzeichnis*: III.3. *Trafic des Armes et du Matériel du Guerre*.

4. AS, 1945, Bd. 61, S. 309.

5. AS, 1938, Bd. 54, S. 318–326. Vgl. auch DDS, Bd. 12, Nr. 426.

6. *Zu den damaligen Beziehungen zwischen der Türkei und der Sowjetunion* siehe E 2300 Ankara/5.

7. *Zur Stellungnahme gegenüber Russland* vgl. das nicht abgedruckte Schreiben von W. Stucki an J. Hotz vom 30. Januar 1946, DoDiS-1679. *Zur Intensivierung der schweizerisch-sowjetischen Beziehungen* vgl. *Thematisches Verzeichnis dieses Bandes*: UdSSR – Politische Beziehungen.

58

E 2001 (D) 11/15

[DoDiS-211]

*Der Chef der Abteilung für fremde Interessen
des Politischen Departements, A. de Pury, an den Chef der Abteilung für
Auswärtiges des Politischen Departements, W. Stucki¹*

Kopie

S Vertraulich

Bern, 25. Januar 1946

Wir beehren uns, den Empfang Ihres Schreibens vom 17. Januar 1946² zu bestätigen, worin Sie uns unter Bezugnahme auf die Unterredung von Herrn Legationsrat Zurlinden mit Herrn Beutler ersuchen, unseren Standpunkt über das seinerzeit zwischen der Schweiz und Japan vereinbarte Verrechnungsabkommen³ und dessen Rückwirkungen auf unsere Tätigkeit als Schutzmacht der alliierten Staaten im Fernen Osten bekannt zu geben.

Wir möchten vorausschicken, dass sich unsere Abteilung in Anbetracht der humanitären Mission, die sie zu erfüllen hatte, immer auf den Standpunkt

1. *Kopie an F. Kappeler*.

2. *Nicht abgedruckt*.

3. *Briefwechsel zwischen der japanischen Regierung und der schweizerischen Gesandtschaft in Tokio vom 17. August 1944; nicht abgedruckt. Siehe auch E 2001 (E) 2/635*.

stellte, sich in ihrer Tätigkeit nicht von finanziellen Vorteilen für die Schweiz leiten zu lassen. Verschiedene Vorkommnisse haben uns aber veranlasst, seinerzeit eine prinzipielle Abklärung dieser Frage in einer Notiz⁴ dem Departementschef zu unterbreiten. Dieser hat sich in unserem Sinne entschieden.

Trotzdem hat unsere Finanzsektion nicht verfehlt, sich jedesmal mit der Sektion für Rechtswesen ins Benehmen zu setzen, sofern eine Möglichkeit bestand, unsere Auslandszahlungen für die schweizerischen Interessen nutzbar zu machen, vorausgesetzt, dass dabei die materiellen Interessen unserer Schutzbefohlenen nicht tangiert wurden.

Was nun speziell die Finanzierung der Ausgaben unserer Abteilung im Fernen Osten anbetrifft, so können wir Ihnen mitteilen, dass zu Beginn die dazu benötigten Mittel in Japan teilweise mit schweizerischen Forderungen kompensiert werden konnten, und dies mit der ausdrücklichen Genehmigung der japanischen Behörden. In Nanking China und Thailand konnten die ganzen Betriebsmittel am Platze selbst und zum grössten Teil bei schweizerischen Firmen beschafft werden, während Indochina anfänglich über Vichy (britisch-französisches Abkommen, sog. Arrangement Peissel) und später ebenfalls über Tokio finanziert wurde.

Diese Lage änderte sich aber Ende 1943, als die japanischen Behörden dazu übergingen, den ganzen Finanzverkehr unserer Abteilung und des Roten Kreuzes im Fernen Osten unter Kontrolle zu stellen. Dies bedingte die Zentralisierung aller unserer Zahlungen bei der Yokohama Speziebank in Tokio, sowie deren Filialen in Shanghai, Bangkok und Saigon. Die zur Finanzierung unserer Auslandsvertretungen benötigten Yenbeträge sollten von der Speziebank in Tokio gegen unsere Anschaffung des Gegenwertes in Schweizerfranken zum fixen Kurs von Yen 98,05 = SFr. 100.– der Schweizerischen Gesandtschaft in Tokio gutgeschrieben werden. Überweisungen nach Shanghai, Bangkok und Saigon durften nur zu Lasten dieses Yenkontos ausgeführt werden und zwar vorgängig jeweiliger Genehmigung seitens der japanischen Behörden, und zu den von diesen festgesetzten Zwangskursen. Der für Nanking China vorgesehene Kurs betrug Yen 18 für 100 CRB Dollars (Central Reserve Bank Nanking), oder SFr. 18.36 anstatt Fr. 2.50 für 100 Chinadollars auf dem freien Markt in Shanghai Ende 1943.

Da inzwischen konkrete japanische Vorschläge für ein Verrechnungsabkommen Japan-Schweiz von der Schweizerischen Gesandtschaft in Tokio der Abteilung für Rechtswesen eingereicht worden waren, haben wir versucht, unsere für China bestimmten Zahlungen nicht in dieses Abkommen einzuschliessen, und dies in Anbetracht des für den Chinadollar vorgesehenen Zwangskurses. Unser Begehren wurde aber japanischerseits abgelehnt. Hierauf baten wir die Abteilung für Rechtswesen, die Verhandlungen hinauszuziehen, um dem Schweizerischen Generalkonsulat in Shanghai zu ermöglichen, auf alle Fälle die nötigen Reserven zur Bestreitung der Auslagen für ca. sechs Monate anzulegen. (Diese Reserven wurden aber später von den japanischen Behörden in China teilweise blockiert, dann aber auf unsere Intervention

4. *Nicht abgedruckte* Notiz betreffend die grundsätzliche Frage der finanziellen Nutzbarmachung der Vertretung fremder Interessen vom 29. Dezember 1941.

hin wieder freigegeben, unter der Bedingung, dass diese Gelder nur zur Deckung administrativer Auslagen verwendet werden dürften).

Mittlerweile gaben die japanischen Behörden ihren Vertretungen in Shanghai, Bangkok und Saigon Weisungen, die Auszahlung von Unterstützungen durch unsere Auslandsmissionen zu verbieten, insofern nicht der Nachweis erbracht würde, dass die dazu benötigten Mittel via Schweiz über die Yokohama Speziebank in Tokio überwiesen worden seien.

Wir setzten uns erneut mit der Sektion für Rechtswesen in Verbindung, um nunmehr die Verhandlungen mit Tokio aufzunehmen und zu versuchen, einen besseren Kurs für die in Tokio zu beschaffenden Chinadollars zu erlangen. Nach langwierigen Verhandlungen über diese Frage hat sich endlich die japanische Regierung bereiterklärt⁵, nach Abschluss des Abkommens einen Bonus von 100 CRB zu vergüten für je 100 chinesische Dollars, die wir zum offiziellen Kurs von 18 Yen übernehmen würden, sodass uns die 100 Chinadollars schlussendlich auf 9 Yen oder Fr. 9.18 zu stehen kamen. Die Regierungen der Vereinigten Staaten von Amerika, Grossbritannien und Holland sind über die von den japanischen Behörden verlangte Kontrolle unseres Zahlungsverkehrs im Fernen Osten fortlaufend informiert worden, ebenso über unsere Verhandlungen zwecks Anpassung des Zwangskurses an die von Monat zu Monat schwindende Kaufkraft des Chinadollars, nicht aber über das in Aussicht genommene Verrechnungsabkommen Schweiz-Japan. Vorgenannte Staaten hatten wiederholt gegen die Anwendung des von den japanischen Behörden festgesetzten Zwangskurses für China protestiert, umso mehr als die japanische Regierung für die Zivilinternierten aufzukommen verpflichtet gewesen wäre.

Da sich die Clearingverhandlungen in die Länge zogen, die Lage in China sich aber von Monat zu Monat verschärfte und das Schweizerische Generalkonsulat keine Unterstützungen mehr an amerikanische, britische und holländische Staatsangehörige zahlen durfte, haben uns die USA und die britischen Behörden in Anbetracht der prekären Lage der Zivilinternierten ausdrücklich ersucht, die in China für das erste Quartal 1944 benötigten Mittel unverzüglich zu dem von Japan aufgezwungenen Kurs von Yen 18.– für 100 CRB nach Shanghai zu überweisen. So wurde am 14. April 1944 ein Betrag von SFr. 7'150'000.– von unserer Abteilung über die Speziebank Tokio an deren Niederlassung in Shanghai überwiesen, deren Gegenwert zum Kurse von 18 Yen pro 100 CRB, oder Frs. 18.37, unserem Generalkonsulat gutgeschrieben wurde. Die japanischen Behörden weigerten sich nachträglich, für diesen Transfer den versprochenen Bonus zu vergüten, mit der Begründung, dass die Überweisung ohne ihr Wissen und vor Abschluss des Verrechnungsabkommens stattgefunden hätte.

Zur Zeit des Abschlusses des Abkommens (am 17. August 1944) notierte der Schweizerfranken auf dem freien Markt in Shanghai bereits 200 Chinadollars, gegen 10.90 CRB für 1 SFr. wie von den japanischen Behörden vorgesehen.

Von diesem Zeitpunkt an hat unsere Abteilung alle für den Fernen Osten

5. Vgl. das Telegramm aus Tokio vom 21. April 1944, E 2001 (E) 2/635.

bestimmten Unterstützungsbeträge an die Schweizerische Nationalbank Zürich, auf das Konto der Yokohama Speziebank, Tokio, einbezahlt. Von dieser wurde jeweils der volle Gegenwert zu dem von der japanischen Behörde festgesetzten Zwangskurse unseren Auslandsvertretungen in Tokio, Shanghai, Bangkok, oder Saigon zur Verfügung gestellt.

Während im Laufe des Jahres 1944 und anfangs 1945 die Kaufkraft der lokalen Währungen in Japan, Thailand und Indochina von den japanischen Zwangskursen nicht sehr divergierte, verschlechterte sich die Lage in China derartig, dass sich die Geldanforderungen des Schweizerischen Generalkonsulates von Monat zu Monat verdoppelten und ins Unermessliche zu steigen begannen. Wir nahmen deshalb mit der Sektion für Rechtswesen Fühlung, um sie auf die unhaltbare Situation aufmerksam zu machen und unterhandelten andererseits mit den japanischen Behörden, um eine den Verhältnissen angemessene Kursregulierung Yen/CRB zu erwirken. Da sich indes diese Verhandlungen in die Länge zogen, die Geldanforderungen aus Shanghai aber immer dringender und grösser wurden, kamen wir mit Herrn Legationsrat Kohli überein, Herrn Geschäftsträger Fontanel zu ermächtigen, sich wenn möglich die nötigen Mittel wieder am Platze auf dem freien Markt zu beschaffen, auch wenn dadurch das Verrechnungsabkommen mit Japan in die Brüche gehen sollte. So konnte ein Transfer von Fr. 43 Millionen, die vom Schweizerischen Generalkonsulat für die Unterstützungszahlungen im zweiten Quartal 1945 benötigt wurden, sistiert werden, da es infolge der Ereignisse und der dadurch bedingten Nachlassung der japanischen Kontrolle in China möglich war, die erforderlichen Mittel auf dem freien Markt zu beschaffen. Infolge der inzwischen eingetretenen katastrophalen Entwertung des chinesischen Dollars beliefen sich die für das zweite Quartal erforderlichen Aufwendungen in Schweizerfranken, statt der zum offiziellen Kurs vorgesehenen 43 Millionen, auf bloss Fr. 415'000.–.

Wir müssen noch bemerken, dass für Unterstützungszahlungen an USA und britische Staatsangehörige seitens dieser Regierung ein monatlicher Maximalbetrag in USA Dollars, bezw. englischen Pfunden festgesetzt wurde. Die Unterstützungsempfänger mussten sich dagegen verpflichten, die erhaltenen Beträge später in USA Dollars, bzw. Pfunden ihren Regierungen zurückzuzahlen und – wenn immer möglich – für diese Rückzahlungen im Heimatland Garantien leisten. Solange sich das Schweizerische Generalkonsulat auf dem freien Markt in Shanghai einzudecken vermochte, war es möglich, die Unterstützungsbeträge von Monat zu Monat dem Währungszersfall anzupassen, und so den effektiven Gegenwert der vorgesehenen Unterstützungen auszuführen. Infolge des von Japan festgesetzten Zwangskurses gerieten unsere Schutzbefohlenen in eine verzweifelte Lage, sodass schlussendlich die Unterstützungszahlungen in chinesischen Dollars festgesetzt und monatlich der Teuerung angepasst werden mussten. Zum Zwangskurs umgerechnet wurde dadurch die Belastung der einzelnen Unterstützungsempfänger untragbar. Auf unsere Rückfrage beim Foreign Office über die Rückzahlungsbedingungen, hat dieses wie folgt geantwortet⁶: «His Majesty's Government

6. Vgl. die Note der britischen Gesandtschaft in Bern vom 26. März 1945, E 2001 (D) 15/40.

are anxious to reassure recipients of relief that conditions of repayment will be equitably calculated.» Amerikanischerseits ist diese Frage nie abgeklärt worden.

Nachstehend geben wir wunschgemäss eine Übersicht über die von unserer Abteilung auf das Verrechnungskonto der Yokohama Speziebank bei der Schweizerischen Nationalbank in Zürich einbezahlten Beträge (von August 1944 bis Juli 1945):

	Japan	China	Thailand	Saigon	Manila
1944	180'000.–	42'689'713.20	1'243'635.90	55'000.–	1'021'364.10
1945	1'150'000.–	49'503'000.–	1'500'000.–	105'000.–	1'065'000.–
	1'330'000.–	92'192'713.20	2'743'635.90	160'000.–	2'086'364.10

Gesamt-Total 98'512'713.20

Diese Beträge verteilen sich wie folgt auf die verschiedenen Mandanten:

	Japan	China	Thailand	Saigon	Manila
USA	1'130'000.–	25'731'000.–	20'218.75	15'000.–	1'076'364.10
Gross- britannien	200'000.–	63'383'000.–	2'722'187.65	55'000.–	1'010'000.–
Holland	–.–	2'568'000.–	–.–	–.–	–.–
Übrige Staaten	–.–	510'713.20	1'229.50	90'000.–	–.–
	1'330'000.–	92'192'713.20	2'743'635.90	160'000.–	2'086'364.10

Schlussfolgerungen:

In Anbetracht dessen, dass die heute noch auf den Konten der Yokohama Speziebank⁷ bei der Schweizerischen Nationalbank in Zürich liegenden Fonds ausschliesslich aus Zahlungen unserer Abteilung, sowie des Internationalen Roten Kreuzes herrühren, deren Gegenwert für Unterstützungszwecke an alliierte Zivilinternierte und Kriegsgefangene bestimmt, die Höhe der Aufwendungen der Alliierten indes durch die fiktiven Zwangskurse der japanischen Behörden bedingt war, sind wir der Auffassung, dass einem alliierten Begehren auf Aushändigung obiger Fonds nicht Ansprüche schweizerischerseits auf dieses Guthaben, auf Grund des schweizerisch-japanischen Kompensationsabkommens, entgegengehalten werden sollten. Aus den angeführten Gründen sind wir der Meinung, dass es nicht zweckmässig ist, mit den Alliierten – die sich infolge der japanischen Massnahmen in einer Zwangslage befanden – in Verhandlungen über diesen Punkt einzutreten, nachdem die Schweiz bereits gewisse Vorteile aus diesem Verrechnungsabkommen gezogen hat, umso mehr als es sich bei diesen Fonds ausschliesslich um alliierte Gelder handelt. [...]⁸

7. Siehe auch Nr. 53 in diesem Band. Vgl. auch das BR-Prot. Nr. 2767 vom 5. Dezember 1947, E 1004.1 1/488, DoDiS-26.

8. Es folgt eine Tabelle Etats de nos transferts en Extrême-Orient par l'intermédiaire de la Banque Nationale Suisse à Zurich dès le 17 août 1944; nicht abgedruckt.

59

E 1004.1 1/466

[DoDiS-1988]

BUNDESRAT
Protokoll der Sitzung vom 1. Februar 1946

343. SCHWEIZERISCHE KONSULARISCHE VERTRETUNGEN IN DEN DREI WESTLICHEN
BESETZUNGSZONEN DEUTSCHLANDS, INSBESONDERE IN DER FRANZÖSISCHEN

Politisches Departement. Antrag vom 28. Januar 1946

Seit dem Zusammenbruch Deutschlands werden unsere konsularischen Vertretungen in der englischen, amerikanischen und französischen, nicht aber in der russischen Besetzungszone weiterhin geduldet¹. Sie können ihre Tätigkeit im vollen Umfange weiter ausüben und geniessen weitgehendes Entgegenkommen der zuständigen Besetzungsbehörden, wenn auch verschiedene Schwierigkeiten, insbesondere für die Neubesetzung von Posten und die Zuteilung von zusätzlichen Personal, auftraten.

Erschwert wird die Aufgabe einzelner Konsulate dadurch, dass ihr Konsularkreis verschiedenen Besetzungszonen angehört. Eine de facto-Anpassung der Konsularbezirke an die Besetzungszonen wurde deshalb schon vor einiger Zeit ins Auge gefasst, bis jetzt aber nicht durchgeführt, da noch kürzlich Nachrichten eintrafen, dass eine Neueinteilung der westlichen Besetzungszonen in Aussicht genommen werde und die Frage weniger dringlich ist, seitdem die Verkehrs- und Verbindungsmöglichkeiten zwischen den Zonen wesentlich gelockert wurden.

Herr Legationssekretär König, schweizerischer Konsul in Baden-Baden, teilt nun mit², dass er von den obersten französischen Besetzungsbehörden zu einer Besprechung vorgeladen worden ist. Es wurde ihm Kenntnis gegeben, dass entsprechend den Weisungen des interalliierten Kontrollrates auf deutschem Gebiet keine ausländischen Konsulate, wohl aber noch offizielle Vertretungen zur Wahrung der Interessen ihrer Landsleute zugelassen seien, und deshalb die Stellung der schweizerischen Vertretungen in der französischen Zone geregelt werden müsse. Zur Beibehaltung einer Vertretung in der französischen Zone seien bei der französischen Regierung die erforderlichen diplomatischen Schritte zu unternehmen, wie dies die schwedischen und holländischen Regierungen, denen bereits die Bewilligung erteilt worden sein soll, getan hätten. Da die Vertretung in Baden-Baden ermächtigt sein werde, in andern Städten der französischen Zone Agenturen zu unterhalten, wären diese im Ansuchen bei der französischen Regierung mit einzubeziehen. Die Änderung der äussern Form, insbesondere der Bezeichnung der offiziellen Vertretung in Baden-Baden, würde keinen Wechsel des Postenchefs oder des Personals nach sich ziehen.

1. Vgl. E 2001 (E) 1967/113/526.

2. Brief von M. König an W. Stucki vom 19. Januar 1946, ebd.

Dementsprechend sieht das Politische Departement vor, unverzüglich bei der französischen Regierung um Zulassung einer offiziellen Vertretung in Baden-Baden und Agenturen in Freiburg i. Br. (bisher Konsularagentur unter Leitung eines Berufsbeamten), in Konstanz (bisher Konsularstelle) und Tettang (bisher Hauptsitz des Konsulates Stuttgart) und allenfalls auch in der Rheinpfalz nachzusuchen³.

Da der Kreis des Konsulates Baden-Baden einerseits nur einen Teil der französischen Zone, andererseits auch Gebiete, die von den Amerikanern besetzt sind, umfasst, ist in diesem Zusammenhang beabsichtigt, wie bereits vorgesehen, den Konsularkreis de facto der Besetzungszone anzupassen. Der Vertretung in Baden-Baden soll deshalb die ganze französische Zone zugeteilt und das amerikanisch besetzte Gebiet dem Konsularkreis Stuttgart angegliedert werden. Damit würde den Schwierigkeiten vorgebeugt, die sich daraus ergeben könnten, dass neben der offiziellen Vertretung in Baden-Baden, solche, die in einer andern Zone gelegen sind, ihre Tätigkeit in Teilen der französischen Zone ausüben.

Entsprechend wäre zu verfahren, wenn die Engländer und Amerikaner für ihre Zonen mit einem gleichlautenden Ansuchen an uns gelangen sollten.

Für die Zulassung semidiplomatischer Vertretungen beim interalliierten Kontrollrat in Berlin oder den obersten Behörden der drei westlichen Besetzungszonen haben die Gesandtschaften in London, Washington und Paris bereits Schritte unternommen, die indessen noch zu keinem positiven Ergebnis geführt haben⁴.

Vom dem vorstehenden Bericht wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen.

3. Noch am gleichen Tag wurde C. J. Burckhardt mittels eines Schreibens mit dieser durch den Bundesrat beschlossenen Aufgabe betraut, siehe ebd. Ende März unterrichtete Burckhardt die Abteilung für Politische Angelegenheiten, dass die Westalliierten übereinstimmend «office» bzw. «Amt» als offizielle Bezeichnung für alle ausländischen Vertretungen bestimmt hätten. Im August 1946 konnte sich das «Amt für schweizerische Interesse» wieder Konsulat nennen.

4. Vgl. E 2001 (E) 1/261.

60

E 27/19039

[DoDiS-335]

Der Vorsteher des Militärdepartements, K. Kobelt

RICHTLINIEN FÜR DIE ARBEITEN DER SKA¹ AUF MILITÄRISCHEM GEBIET

Kopie

Geheim

Bern, 5. Februar 1946

1. Die SKA soll durch ihre Arbeit in die Lage kommen, die militärischen Behörden so genau als möglich über den *Stand der Entwicklung der*

1. Die Schweizerische Studienkommission für Atomenergie wurde am 5. November 1945

Atomenergie-Verwendung für militärische Zwecke im Ausland zu orientieren.

Insbesondere sollen festgestellt werden:

- a. Lage und Ausmass der Uran-Vorkommen in der Welt sowie derjenigen andern Elemente, die für die Ausnützung der Atomenergie in Frage kommen.
- b. Grösse und Art des Einsatzes der Uran-Bomben sowie aller andern auf der Ausnützung der Atomenergie beruhenden Kriegsmittel.
- c. Lage und Produktionskapazität der ausländischen industriellen Anlagen für militärische Ausnützung der Atomenergie.
- d. Im Ausland angewendete Abwehrmittel gegen Uran-Bomben und ähnliche Kriegsmittel.

2. Die SKA soll die *Mittel studieren, die uns ermöglichen, uns gegen Uran-Bomben und ähnliche Kriegsmittel möglichst wirksam zu schützen.*

Insbesondere sollen geprüft werden:

- a. Die Wirkung der festgestellten Uran-Bomben *gegen unterirdische Anlagen* und Befestigungswerke
Welche Überdeckung ist notwendig?
Wie sollen die Zugänge ausgebildet werden?
Welche Wirkung ist gegen leichte Feldbefestigungen bisheriger Bauart (z. B. leichte Bunker) zu erwarten?
- b. Die Wirkung der festgestellten Uran-Bomben *gegen oberirdische Anlagen*, insbesondere Ortschaften.
Wie gross ist der Todesradius?
Wie gross ist der Zerstörungsradius für Gebäude?
Bilden leichte Luftschutzanlagen bisheriger Bauart einen Schutz gegen Uranbomben?
Welche Gefahr der Nachwirkung durch radioaktive Elemente besteht?
- c. Die möglichen *aktiven* Abwehrmittel, insbesondere die Geräte für die Feststellung von im Lande bei Agenten vorhandenen Uranbomben und die Mittel zur vorzeitigen Auslösung von Uranbomben, die auf dem Luftwege transportiert werden.

3. Die SKA soll überdies die Verwendung der Atomenergie für den Einsatz von Kriegsmitteln (z. B. als Antriebsmittel von Raketen) studieren und prüfen. Es ist zu versuchen, einheimische Rohstoffe für die Gewinnung von Atomenergie nutzbar zu machen.

4. Das eidg. Militärdepartement erwartet von den Mitgliedern der SKA, dass sie die Arbeiten auf militärischem Gebiet mit der grösstmöglichen Energie fördern und nichts unterlassen, um so rasch als möglich zu konkreten Resultaten zu kommen.

Im Bewusstsein, dass das Schicksal des Landes von diesen Arbeiten abhängen kann, sichert das Departement der Kommission die weitgehendste Unterstützung zu.

konstituiert. Die offizielle Ernennung der Mitgliedern durch den Bundesrat erfolgte am 8. Juni 1946, vgl. BR-Prot. 1513, E 1004/1/470. Zur Tätigkeit dieser Kommission siehe E 27/19039, 2 und 5.

61

E 2801/1968/84/29

[DoDiS-65]

Interne Notiz des Politischen Departements

SG

[Bern, 7. Februar 1946]

KONFERENZ DER FINANZ- UND WIRTSCHAFTSDELEGATION DES BUNDESRATES
VOM 7. FEBRUAR 1946, 14 UHR 30

[...]¹*Traktandum:*

Deutsche Vermögenswerte in der Schweiz;
Vorbereitung der Verhandlungen in Washington.

Vorsitzender eröffnet die Sitzung und erteilt Herrn Bundesrat Petitpierre das Wort.

Bundesrat Petitpierre: Il est à peine besoin de souligner l'importance qu'auront pour notre pays les futures négociations qui vont s'ouvrir à Washington. Il propose de procéder comme il suit: M. le Ministre Stucki fera un exposé sur l'ensemble de la question des avoirs allemands en Suisse, puis la discussion sera ouverte dont il s'agira de tirer quelques conclusions préliminaires. Il ne sera pas possible d'arrêter dès aujourd'hui un projet d'instructions pour la délégation.

Minister Stucki: Ich werde meinem Exposé folgenden Plan zugrunde legen:

- A) Zunächst sollen die wichtigsten historischen Daten in Erinnerung gerufen werden;
- B) dann sind einige tatbeständliche Feststellungen zu treffen;
- C) ferner wird die Einstellung der übrigen neutralen Staaten zu dem uns hier beschäftigenden Problem zu würdigen sein;
- D) endlich wird auf diejenigen Punkte hingewiesen werden müssen, zu welchen einer zu bestellenden Delegation durch den Bundesrat Instruktionen erteilt werden sollten.

A. Es sind folgende *Entwicklungsstufen* des Problems der deutschen Vermögenswerte in der Schweiz und der auf ihre Erfassung gerichteten alliierten Tendenzen zu konstatieren:

1. Schon an den *Verhandlungen mit der Delegation Currie*² im Frühjahr 1945 ist im Gespräch von alliierter Seite mehrfach die Bemerkung gefallen,

1. Die Sitzung wurde präsiert durch BR W. Stampfli. Anwesend waren die BR M. Petitpierre und E. Nobs, Vertreter des EPD: W. Stucki, A. Daeniker, R. Hohl, H. Lacher, G. de Rham; des EVD: J. Hotz; des EFZD: E. Reinhardt; der SVS: M. Schwab; der SNB: E. Weber, P. Rossy, A. Hirs; des Vororts: H. Homberger.

2. Zu diesen Verhandlungen vgl. DDS, Bd. 15, Thematisches Verzeichnis: III.2.3. Négociations économiques avec les Alliés à Berne en février et mars 1945.

die Alliierten hätten Anspruch auf die deutschen Guthaben in der Schweiz. Gegen diese Konzeption hat man auf schweizerischer Seite stets Stellung genommen. Man konnte schliesslich erwirken, dass im Abkommen vom 8. März 1945³ diese Tendenz der Alliierten nicht zum Ausdruck gelangte.

2. *Die Potsdamer Erklärung* der Alliierten vom 2. August 1945⁴. Hier ist bemerkenswert, dass die Russen sich damals ausdrücklich an der Frage der Erfassung deutscher Werte in neutralen Staaten desinteressierten.

3. *Mit Noten der drei Hauptalliierten vom 3. August 1945*⁵ wurde erklärt, die Alliierten machten ein Eigentums- und Kontrollrecht an den deutschen Guthaben geltend.

4. *Die Antwort des Bundesrates* auf diese Noten erging am 25. September 1945⁶. Darin wurde u. a. die Frage nach der Rechtsgrundlage der Potsdamer Erklärung gestellt und konstatiert, dass die Verfügungsgewalt der Alliierten nicht über die Grenze des von ihnen besetzten Gebietes hinausreichen könne.

5. Auf ein *Aide-Mémoire der Alliierten vom 14. Oktober 1945*⁷ mit weitreichenden Forderungen hinsichtlich der Kontrolle der deutschen Guthaben gab der Bundesrat am 1. November ablehnende Antwort⁸, in welcher u. a. ausgeführt wurde, dass keine Forderungen der Alliierten anerkannt würden, die von einer früheren deutschen Regierung nie gestellt worden sind und, wenn sie gestellt worden wären, von uns nicht hätten akzeptiert werden können.

6. Am 30. Oktober 1945 erging das sogenannte *Kontrollratsgesetz Nr. 5*⁹ betreffend die Übernahme und Erfassung des deutschen Vermögens im Auslande.

7. Im November 1945 war eine gewisse *Versteifung der amerikanischen Haltung* gegenüber der Schweiz auf den Gebieten der schwarzen Listen, der Kohlen- und sogar der Getreideversorgung zu bemerken.

8. Am 23. November 1945 erging, nachdem grundsätzlich vorher die Verhandlungsbereitschaft erklärt worden war, ein *Beschluss des Bundesrates über die Entsendung einer kleinen Delegation* nach Washington¹⁰. Dieser Beschluss wurde in der Folge nicht ausgeführt, weil nach Berichten unserer Gesandtschaft in Washington¹¹ die dortige Atmosphäre damals nicht günstig war und

3. Vgl. DDS, Bd. 15, Nr. 391.

4. Nicht abgedruckt.

5. Nicht abgedruckt. Vgl. auch E 2001 (E) 2/568.

6. Nicht abgedruckt. Vgl. auch ebd.

7. Nicht abgedruckt. Vgl. auch ebd.

8. Nicht abgedruckt. Vgl. das BR-Prot. Nr. 2741 vom 30. Oktober 1945, E 1004.1 1/462.

9. Nicht abgedruckt. Das erwähnte Gesetz Nr. 5 wird am 30. Oktober 1945 durch den Kontrollrat, die höchste Behörde der Besatzungsmächte in Deutschland, verabschiedet. Es sieht vor, dass all jene Vermögenswerte (Mobilien und Immobilien, Patente) gegen Entschädigung einer Kommission übereignet werden, welche sich in Staaten befinden, die während des Krieges neutral geblieben waren und die im Besitz von juristischen oder natürlichen deutschen Personen sind. Die erwähnte Kommission setzt die sich aus Vertretern Grossbritanniens, der USA und der UdSSR zusammen. Vgl. auch E 2801/1968/84/30 und E 6100 (A) 21/1779.

10. Vgl. das BR-Prot. Nr. 2961 vom 23. November 1945, E 1004.1 1/463.

11. Vgl. das Telegramm 1187 von K. Bruggmann vom 26. November 1945, E 2001 (E) 2/642.

ausserdem, weil von amerikanischer Seite zu verstehen gegeben worden war, dass es sich um eine Frage handle, die nicht nur die USA, sondern auch die andern alliierten Staaten interessiere.

9. Am 21. Dezember 1945 ging die *Pariser Reparationskonferenz* zu Ende¹². Von den dort gefassten Beschlüssen sind in bezug auf das uns heute beschäftigende Problem von Bedeutung derjenige über die deutschen Guthaben in neutralen Staaten und der Beschluss betreffend das von Deutschland nach neutralen Staaten transferierte Gold (zit. die betreffenden Stellen).

10. Im Frühjahr 1945 wurde eine Forderung der Alliierten auf Übergabe des *deutschen Reichsvermögens* in der Schweiz von uns abgewiesen, wobei wir uns auf verschiedene Rechtsgutachten stützen konnten. Auf alliierter Seite kam man in der Folge nicht mehr auf diese Angelegenheit zurück. Wir haben im Gegenteil konstatiert, dass die Alliierten unsere Treuhänderschaft über diese Reichsmittel sogar begrüßen. Immerhin gehen die Ansichten über die Grundlagen dieser Treuhänderschaft auseinander. Nach unserer Konzeption verwalten wir die Werte als Treuhänder für eine künftige Reichsregierung. Nach Auffassung der Alliierten üben wir die Treuhänderschaft für sie aus.

11. Unsere bisherige Stellung auf dem Gebiet der deutschen Vermögenswerte gegenüber den Alliierten war dadurch gekennzeichnet, dass wir zwar grundsätzlich bereit waren, im einzelnen mit ihnen zusammenzuarbeiten, dass wir es aber andererseits ablehnten, ihnen direkten Einfluss auf unsere Entscheidungen zuzubilligen.

12. Die *letzte Phase* der historischen Entwicklung dieser Angelegenheit ist damit charakterisiert, dass die Alliierten sich grundsätzlich bereit erklärt haben, in Washington mit uns Verhandlungen aufzunehmen. Wir haben die Meinung vertreten, dass die mehr technischen Verhandlungen in der Schweiz stattfinden müssten, wo uns das nötige Material zur Verfügung steht.

13. Die *allerletzte Entwicklung* kommt in einer im «Daily Worker» erschienenen Notiz zum Ausdruck¹³, wonach die britische Regierung kürzlich einen amerikanischen Vorschlag auf Anwendung stärkster Druckmittel gegen die Schweiz schroff abgelehnt habe. Nach einer soeben bei uns eingetroffenen Information zu dieser Notiz handelt es sich dabei lediglich um einen Versuchsballon¹⁴. Es scheint, dass die britische Regierung sich ihren Standpunkt für die Zeit nach Eintreffen einer schweizerischen Delegation in Washington vorbehält.

B. Nun möchte ich zu *einigen tatbeständlichen Feststellungen* übergehen:

1. Bis zur Stunde haben die Alliierten von der Schweiz die Auslieferung der deutschen Guthaben offiziell *nicht* verlangt. Sie haben lediglich *ein Eigentums- oder Kontrollrecht* an diesen Werten angemeldet. Allerdings war zu bemerken, dass die Alliierten, vorab die amerikanische Presse, mit ihren Forderungen erheblich weitergingen.

12. Vgl. E 2001 (E) 1/166; vgl. auch E 2801/1968/84/35.

13. Nicht ermittelt.

14. Vgl. E 2801/1967/77/9.

2. Unsere mehrfachen Aufforderungen, man müsse uns sagen, auf welche *Rechtsgrundlage* sich das alliierte Begehren stütze, sind bis zur Stunde *nicht* beantwortet worden.

3. Die von uns eingeholten Gutachten der Professoren Schindler, Sausser-Hall, von Waldkirch¹⁵ kommen einhellig zum Schluss, dass alliierte Forderungen *in keiner Weise* rechtlich begründet werden könnten.

Kürzlich ist zudem eine in diesem Zusammenhang sehr interessante Broschüre eines Luzerner Rechtsanwalts¹⁶ erschienen, die wir den Teilnehmern an dieser Konferenz zustellen werden und die zu entsprechenden Schlüssen gelangt.

4. Das *Kontrollratsgesetz Nr. 5* ist bisher uns offiziell nicht zur Kenntnis gebracht worden. Es wird übrigens auch von Juristen aus dem alliierten Lager als rechtlich unhaltbar betrachtet.

5. Es scheint, dass die Alliierten ihre Forderungen letzten Endes mit *wirtschaftlichen Druckmitteln* durchzusetzen gedenken.

6. Die Schweiz hat nicht nur grosse Forderungen an Deutschland zu stellen, sondern besitzt auch umfangreiche *Vermögenswerte in Deutschland*. Eine Auslieferung der deutschen Werte in der Schweiz käme auf jeden Fall nur unter vorheriger Rückgabe der schweizerischen Vermögenswerte in Deutschland in Betracht.

7. Aus den bisherigen Verlautbarungen auf alliierter Seite ergibt sich, dass die alliierten Tendenzen die folgende doppelte Zielsetzung aufweisen:

a) Es muss verhindert werden, dass die deutschen Guthaben in neutralen Staaten für die Finanzierung eines künftigen Krieges verwendet werden können,

b) mit der Auslieferung der deutschen Werte hätten die Neutralen ihren Beitrag zu leisten an die gewaltigen Kosten der alliierten Kriegsführung, deren Erfolg ihnen ebenfalls zugute gekommen sei.

Diese beiden Ziele schliessen sich, genauer betrachtet, gegenseitig aus.

8. Die alliierten Forderungen stehen im Gegensatz zu ganz wesentlichen Erklärungen, die ihre verantwortlichen Staatsmänner mehrfach über die *Kriegsziele der Alliierten* abgegeben haben. Wir haben hierüber eine Zusammenstellung angefertigt. Es handelt sich dabei vorwiegend um die Atlantik-Charta, ferner um eine vom 24. Dezember 1943 datierte Erklärung Roosevelts (zit.)¹⁷.

15. Vgl. E 2801/1968/84/35; vgl. auch E 2801/1967/77/9.

16. *Es handelt sich um die Broschüre des Luzerner Advokaten F. X. Peter, Auslieferung deutschen Privateigentums?, Zürich, Verlag AG. Gebr. Leemann & Co, 1946; vgl. E 2801/1967/77/9. In einem Schreiben an M. Petitpierre vom 5. März 1946 empfiehlt der Luzerner Nationalrat L.-F. Meyer, diese Broschüre auf englisch zu übersetzen und zu verbreiten; vgl. E 2801/1968/84/30.*

17. *In seiner Rede vom 24. Dezember 1943 erklärt F. Roosevelt im besonderen, dass die Rechte jeder Nation respektiert und beibehalten werden müssen – unabhängig davon, ob diese Nation gross oder klein sei. W. Stucki schliesst seine Ansprache zur Eröffnung der Washingtoner Verhandlungen am 18. März 1946 mit diesem Zitat; vgl. E 2801/1968/84/31.*

C. Werfen wir nun einen Blick auf *die Stellungnahme der übrigen Neutralen* in dieser Frage.

1. *Schweden*: Dieses hat die deutschen Guthaben im Juni 1945, also wesentlich später als wir, blockiert. Eine Bestandesaufnahme ergab die Gesamtsumme von 350 Millionen Kronen an deutschem Besitz. In der Frage des Raubgutes nimmt Schweden eine ähnliche Stellung ein wie wir. Die durchführenden Organe haben gegen die gleichen Verdächtigungen der Alliierten aufzutreten wie unsere Verrechnungsstelle.

Am 3. August 1945 haben die Alliierten auch in Schweden einen Anspruch auf Eigentum und Kontrollrecht an deutschen Werten angemeldet. Schweden antwortete ähnlich wie wir und hat bis zur Stunde auf die Frage nach der Rechtslage der alliierten Erklärung ebenfalls keine Antwort erhalten.

2. *Spanien* hat die deutschen Guthaben gesperrt und eine Bestandesaufnahme durchgeführt. Bemerkenswert ist, dass Spanien alles deutsche Staatseigentum an die Alliierten ausgeliefert hat. Dagegen scheint keine Forderung der Alliierten betreffend die deutschen Privatguthaben geltend gemacht worden zu sein. Es dürfte in Spanien die Absicht bestehen, gegenüber einem solchen Begehren den Verrechnungsanspruch mit eigenen Forderungen geltend zu machen.

3. *Portugal* hat ebenfalls die deutschen Guthaben blockiert und eine Bestandesaufnahme veranlasst. Es hat im übrigen seine Zustimmung zu den Grundsätzen der Resolution Nr. VI von Bretton Woods¹⁸ und der Erklärung der Vereinigten Nationen betreffend das Gold vom 22. Februar 1944¹⁹ erklärt.

4. Über die Verhältnisse in *Irland* besitzen wir keine Nachrichten. Es scheint, dass die Alliierten sich diesem Lande gegenüber in dieser Beziehung desinteressiert zeigen.

D. Ich gelange zu folgenden *Konklusionen*, die als Grundlage für eine Diskussion der Weisungen an die Verhandlungsdelegation dienen können:

Man wird zunächst einmal verlangen müssen, dass die Alliierten uns genau sagen, *was sie von uns wollen*. Möglicherweise werden uns die offiziellen alliierten Forderungen noch vor der Abreise der schweizerischen Delegation überreicht werden.

Die Diskussion in Washington wird *in doppelter Beziehung zu limitieren* sein:

Einmal werden über die Frage des *Raubgutes* keine Verhandlungen mehr geführt werden müssen, da auf diesem Gebiet keine wesentlichen Meinungsverschiedenheiten bestehen. Gleich wie das Raubgut werden von schweizerischer Seite die Guthaben von eigentlichen Kriegsverbrechern behandelt werden müssen, soweit es sich dabei nicht um legal oder gutgläubig erworbenen Besitz handelt.

Andererseits wird auch keine Diskussion über die Aushändigung der Vermögenswerte derjenigen Deutschen erfolgen können, *die seit 1939 in der Schweiz wohnen*. Es liegen Informationen vor, wonach die Amerikaner keine Ansprüche in dieser Richtung geltend zu machen gedenken.

18. Nicht abgedruckt. Vgl. auch E 2801/1968/84/35.

19. Vgl. DDS, Bd. 15, Nr. 402.

Mit Ausscheidung dieser beiden Randgebiete konzentriert sich die Verhandlungsdiskussion auf jene Guthaben, die weder Raubgut sind noch Deutschen in der Schweiz gehören. Für diese verbleibenden Werte ist eine Ablehnung des alliierten Begehrens durch die Schweiz *zunächst mit rechtlichen Argumenten* zu begründen. Die rechtliche Überlegung lautet vollständig zugunsten der schweizerischen Haltung. Um allfälligen Drohungen mit wirtschaftlichen Massnahmen entgegenzutreten, werden die oben erwähnten grundsätzlichen Erklärungen alliierter Staatsmänner reproduziert werden müssen.

Eine schwierige Frage stellt sich in folgender Beziehung: Die Anlehnung des alliierten Begehrens vom rechtlichen Standpunkt aus wird sich auf zwei Argumente stützen, nämlich darauf, dass die Alliierten keine Vollmacht besitzen, und ferner auf die interne schweizerische Gesetzgebung mit ihrem Eigentumsschutz auch Ausländern gegenüber. Dieser letztere Grund ist jedoch dann nicht brauchbar, wenn die Schweiz selbst beabsichtigen sollte, die deutschen Werte zu ihren Gunsten zu übernehmen.

In der ersten Etappe der Verhandlungen wird die schweizerische Delegation die alliierten Forderungen mit Einsatz des rechtlichen und moralischen Rüstzeugs als unbegründet ablehnen. An diese Gesichtspunkte anschliessend wird eine dritte strategische Argumentation zu verfolgen sein, die sich aus einer Äusserung des führenden amerikanischen Völkerrechtlers *Borchard* ergibt und worin festgestellt wird, dass sich die alliierten Forderungen zur Zerstümmerung der westlichen Rechtsgrundsätze und ganz allgemein der westlichen Kultur eigneten (zit. *Borchard* aus dem Vorwort der oben erwähnten Luzerner Broschüre)²⁰. In diesem Zusammenhang wird von der schweizerischen Delegation die Frage aufzuwerfen sein, *ob es sich einiger Millionen Schweizerfranken wegen lohne*, einen derartigen Eingriff in die internationale Rechtstradition vorzunehmen.

Wenn diese völlig negative Stellungnahme nicht zum Ziele führen sollte, wird *das weitere Vorgehen* der Schweiz auf der Grundlage der oben dargelegten *doppelten Zielsetzung* der Alliierten aufbauen müssen. Unsere Delegation wird ihre Bemühungen dann auf das an *erster* Stelle genannte Ziel der Alliierten konzentrieren, wonach verhindert werden sollte, dass deutsche Guthaben in neutralen Staaten für die Vorbereitung eines neuen Krieges verwendet werden. Hier ist dann der Hinweis am Platze, dass Beträge bis zu 500 Millionen Franken für eine derartige Finanzierung *ohne jede Bedeutung* sind.

Wenn trotzdem die Diskussion weitergehen sollte, muss auf die *Ausscheidung weiterer Wertkategorien* tendiert werden, und zwar auf Grund des Ursprunges der Guthaben. Bestimmt wurde ein grosser Teil dieser Werte nicht zugunsten von Nazi-Deutschland nach der Schweiz geschafft, sondern stammt von Gegnern jenes Regimes. Guthaben der Emigranten, Juden und politischen Gegner sind keinesfalls von Bedeutung für die Finanzierung eines künftigen Krieges. Es wäre allenfalls gemeinsam zu untersuchen, welche von den noch zur Diskussion stehenden Guthaben Fluchtgelder von Nazi-Gegnern sind und damit ausgeschlossen werden können.

20. Vgl. E 2801/1967/77/9; vgl. auch E 2801/1968/84/35.

Durch diese weitere Ausscheidung wird die Gesamtsumme wieder reduziert. Der Streit wird sich dann auf eine Grössenordnung von 200 bis 300 Millionen Franken beschränken. Auch auf dieser Verhandlungsstufe wird von der schweizerischen Delegation wieder die Frage zu stellen sein: Lohnt es sich wirklich, einer derartigen Summe wegen eine Aktion von so weittragender Bedeutung durchzuführen?

Wenn das Diskussionsobjekt dann derart reduziert ist, könnte die schweizerische Delegation etwa erklären: Die Schweiz hat für ca. 4 Milliarden Franken Forderungen gegenüber Deutschland und Vermögenswerte in Deutschland. Wir werden die verbliebenen 300 Millionen dazu benützen, um den schweizerischen Deutschland-Gläubigern eine Konkursdividende zu verschaffen, und zwar auf dem Wege der *Verrechnung*. Damit wird das Ziel der Alliierten, die Ausschaltung der deutschen Gelder zur Finanzierung künftiger Kriege auf einwandfreie Weise erreicht.

Das besondere Problem *der deutschen Beteiligungen an schweizerischen Firmen und Gesellschaften* wird dadurch zu lösen sein, dass der deutsche Einfluss durch schweizerischen ersetzt und der Gegenwert für die Verrechnung mit schweizerischen Forderungen verwendet wird.

Wenn nun die Alliierten es ablehnen sollten, von ihren beiden Verhandlungszielen nur das eine zur Diskussion anzunehmen, dann wird sich die Frage stellen, ob man nicht unter Umständen, statt sich an langwierigen Verhandlungen weiter herumzustreiten, einen «freiwilligen Beitrag» der Schweiz an die Reparationskosten von 200 bis 300 Millionen Franken ohne Anerkennung einer Rechtspflicht aber «unter Druck» vorschlagen sollte. Ein derartiger Beitrag könnte gegebenenfalls aus den blockierten schweizerischen Guthaben in USA geleistet werden²¹. Denkbar wäre auch die Beteiligung schweizerischer Privater, die gesperrte Werte in USA besitzen.

Auf jeden Fall wird die schweizerische Delegation eine allfällige Forderung auf *Entsendung alliierter Kontrolleure nach der Schweiz* ablehnen müssen. Auf dem Gebiete der schweizerischen Souveränität werden wir in keiner Weise mit uns handeln lassen. Andererseits ist es aber nach wie vor erwünscht, von den Alliierten Informationen zur Durchführung der Untersuchungen der Verrechnungsstelle zu erhalten.

Ein besonderes Problem bildet das *Gold*, das die Nationalbank während des Krieges von Deutschland übernommen hat. Bis jetzt stützten wir uns hier auf den bekannten Passus im Currie-Abkommen über die Verwendung des Gegenwertes des übernommenen Goldes²². In den letzten Tagen soll nun die Nationalbank Mitteilungen erhalten haben, wonach sich in dieser Frage neue Gesichtspunkte ergeben.

Präsident Weber möchte sich gleich zu der von Herrn Minister Stucki angeschnittenen Frage äussern. Die Nationalbank hat am 1. Februar den Besuch

21. Seit 1941 waren die schweizerischen Guthaben in den USA durch die amerikanische Regierung blockiert, vgl. DDS, Bd. 15, Thematisches Verzeichnis: III.2. Négociations économiques et financières avec les Alliés. Vgl. auch DDS, Bd. 14, Thematisches Verzeichnis: 2.7. Etats-Unis d'Amérique.

22. Vgl. DDS, Bd. 15, Nr. 391.

des Gouverneurs der Belgischen Nationalbank erhalten. Dieser hat uns eine Liste der Goldsendungen an die Reichsbank nach der Schweiz unterbreitet und bei dieser Gelegenheit auf die seinerzeit mit belgischem Gold durchgeführten Transaktionen (Sicherheitstransport nach Paris, Weiterführung nach Dakar, Rückführung nach Frankreich und Auslieferung an die Deutschen) hingewiesen. Das Gold wurde in Berlin, wie nun festgestellt werden konnte, in Barren umgeschmolzen, die mit Daten aus der Vorkriegszeit versehen wurden. Ein Grossteil dieses Bestandes, nämlich 109 Tonnen, sei von der Reichsbank nach der Schweiz gesandt worden. Wir sind nun daran, Erhebungen über die hier liegenden 6000 Barren anhand der uns überreichten Listen durchzuführen. Wir werden feststellen, wieviel von uns selbst übernommen worden ist. Ich rechne, es wird sich etwa um Gold für 300 Millionen handeln. Es sei festgestellt, dass die Aktion des Gouverneurs der Belgischen Nationalbank vorläufig lediglich informatorischen Charakter trug. Ein Anspruch auf Auslieferung ist bisher nicht gestellt worden.

Unser Standpunkt in dieser Frage ist der, dass wir das Gold im ordentlichen Verkehr von der Reichsbank erhalten haben, wobei uns Reichsbankvizepräsident Puhl stets bestätigt hat, es handle sich um Vorkriegsgold. Was das belgische Gold anbetreffe, so sei dieses nach Puhls Zusicherungen intakt geblieben. Im übrigen haben wir seinerzeit auch die Herren des Bundesrates über unsere Goldpolitik orientiert.

Vorsitzender fasst die Diskussion wie folgt zusammen:

Können überhaupt *Guthaben von Deutschen in der Schweiz* ausgeliefert werden? Hier kann kein Zweifel bestehen, dass dies nicht der Fall ist.

Wie sind nun aber *Guthaben von Deutschen zu behandeln*, die nicht in der Schweiz wohnen? Auch diese Werte geniessen nach der schweizerischen Rechtsprechung den gleichen Schutz wie Guthaben von Leuten, die in der Schweiz wohnen. Hier erhebt sich nun die Frage, ob nicht anstelle der deutschen Staatsgewalt die *Verfügungsgewalt der Alliierten* getreten ist.

Was das *deutsche Staatseigentum* betrifft, ist auf die Haltung Spaniens zu verweisen. Wir werden möglicherweise schon den Unterschied zwischen Reichs- und Privatvermögen machen müssen.

Direktor Reinhardt: Was Guthaben des Reichs und der Deutschen in Deutschland anbetrifft, werden die Alliierten etwa in einem Friedensvertrag die Rechtslage wohl ohne weiteres bereinigen können. Natürlich werden wir allfälligen, auf derartigen Abmachungen beruhenden Zessionen gegenüber den Einwand des *ordre public* erheben müssen. Gehen aber nicht die Kapitulationsbedingungen im Weltkriege dem schweizerischen *ordre public* vor? Auf jeden Fall müssten die Alliierten uns nachweisen, dass sie die Rechtsnachfolger der früher Berechtigten sind.

Präsident Schwab weist auf historische Vorläufer unserer ablehnenden Haltung in dieser Frage hin. Dabei handelt es sich vor allem um Vorgänge nach Beendigung des ersten Weltkrieges, ferner um solche nach der Annexion Österreichs. Die Technik der Übernahme fremder Werte durch eine neue Staatsgewalt wies stets verschiedene Varianten auf. Es zeigte sich vor allem das Bild der unter Zwang zustande gekommenen Vollmacht oder der Zwangsverwaltung. Es geschah nicht zuletzt deshalb, weil wir aus diesen Erfahrun-

gen gelernt haben, wenn wir im zweiten Weltkrieg die bekannten Sperrebeschlüsse erlassen haben. Wenn wir hier den Alliierten entgegenkommen, würden wir ihnen etwas gewähren, was wir den früheren Begehren stets verweigert haben.

Die von Herrn Minister Stucki genannte Zahl der Guthaben von Deutschen in Deutschland von 500 Millionen Franken stimmt mit unsern Feststellungen per Ende 1945 überein. Es sind davon indessen noch die clearingpflichtigen Beträge in Abzug zu bringen.

Bundesrat Petitpierre: Il faut distinguer entre la propriété publique et la propriété privée. Les biens en Suisse de l'Etat allemand pourraient à la rigueur être revendiqués par les Alliés. Pour les avoirs privés appartenant à des personnes physiques ou morales résidant en Allemagne, il n'y a pas que l'ordre public suisse qui s'oppose à ce qu'ils soient livrés mais aussi les règles du droit international privé. Ces biens obéissent à la «lex rei sitae». On peut évidemment envisager l'éventualité selon laquelle les Alliés obtiendraient des personnes résidant en Allemagne l'autorisation de disposer des avoirs de ces personnes en Suisse. Toutefois sur la question de principe il n'y a pas de doute possible. La propriété des Allemands résidant en Allemagne doit être respectée comme celle des Allemands résidant en Suisse.

Vorsitzender: Könnte die Schweiz Widerstand leisten, wenn die Alliierten im Friedensvertrag eine Bestimmung aufnehmen würden, wonach alle Vermögenswerte von Deutschen in Deutschland durch die Siegermächte mit Beschlag zu belegen seien?

Minister Stucki: Das deutsche Staatseigentum in der Schweiz wird heute restlos von uns treuhänderisch verwaltet. Es ist übrigens verhältnismässig gering, während die Ausgaben der Interessenvertretung für die in der Schweiz lebenden 70 bis 80'000 Deutschen verhältnismässig ansehnlich sind. Die Alliierten haben sich für das Reichsvermögen deshalb nicht interessiert, weil es in kurzer Zeit aufgebraucht sein wird. Anders steht es natürlich mit festen Anlagen, wie etwa dem Badischen Bahnhof in Basel. Ob die Bemühungen der Franzosen, diesen zu erwerben, zum Ziele führen werden, ist mir nicht bekannt.

Im übrigen betrachten wir die Alliierten auf Grund der von uns eingeholten Gutachten nicht als Rechtsnachfolger der letzten oder als Rechtsvorgänger der künftigen deutschen Regierung. Alle Gutachten kommen damit zum Schluss, es bestehe heute keine Rechtsgrundlage für eine Ablieferung. Sollte später eine neue diskutabile Rechtsgrundlage geschaffen werden, dann wird sich wiederum die Frage der Kompensation mit unsern eigenen Ansprüchen stellen.

[...] ²³

Legationsrat Hohl äussert sich zur Frage einer allfälligen, in einem künftigen Friedensvertrag aufgenommenen Klausel betreffend den Übergang privater deutscher Guthaben und schliesst an die Ausführungen von Direktor Homberger betreffend Frankreich an. Es wird noch zu prüfen sein, ob wir

23. Es folgt eine nicht abgedruckte Wortmeldung von H. Homberger, in der sich dieser zu den Clearingausständen von ca. 70 Millionen Franken äussert. Zur Handhabung dieser Ausstände sei ein Bundesbeschluss in Arbeit.

Deutschland gegenüber so weit gehen können, wie dies gegenüber Frankreich geschehen ist.

Was die Deutschen in der Schweiz betrifft, ist auf Art. 3 des Kontrollratsgesetzes Nr. 5 zu verweisen (zit). Die Ausscheidung dieser Werte von der Diskussion in Washington könnte sich also schon auf diese Bestimmung eines alliierten Erlasses berufen.

Vorsitzender stellt fest, dass von der Rechtslage aus gesehen sowohl die Guthaben der Deutschen in der Schweiz als auch diejenigen der Deutschen in Deutschland den alliierten Zugriffen entzogen werden sollten.

Minister Stucki: Dies entspricht der von mir dargelegten Konzeption. Es handelt sich um den Rechtsstandpunkt, der in der ersten Verhandlungsetappe durchzuhalten sein wird.

Bundesrat Petitpierre: Par note du 25 septembre 1945, nous nous sommes engagés à examiner toute démarche concernant les avoirs de personnes considérées comme «criminels de guerre». Nous avons cependant expressément réservé notre décision dans chaque cas.

Vorsitzender: Mit dem Rechtsstandpunkt starten wir. Ob wir ihn behalten bis zum Schlusse, ist eine andere Frage.

Nun möchte ich das taktische Vorgehen zur Diskussion stellen, insbesondere den Vorschlag auf Ausschluss des einen der beiden Ziele der Alliierten aus der Diskussion. Da die beiden Ziele sich gegenseitig logisch ausschliessen, werden die Alliierten wohl nicht zu gleicher Zeit ihrem Vorgehen beide Thesen zugrunde legen.

Das Problem der Mitwirkung von Privaten an einem allfälligen «Reparationsbeitrag» wird noch verschiedene Fragen zu lösen geben.

Bundesrat Petitpierre: pense que les Alliés invoqueront sans faute la Résolution VI de Bretton Woods qui prévoit le versement des avoirs allemands hors d'Allemagne au fonds de réparation.

Direktor Homberger: Mit dem schweizerischen Anspruch auf Verrechnung wird beiden Argumenten der Alliierten begegnet. Ist es nötig, das Argument zu verwenden, wonach die den Gegnern des Regimes gehörenden Werte zunächst ausgeschaltet werden sollen? Das Misstrauen der Alliierten ist sehr tief. Es richtet sich gegen die Deutschen schlechthin und damit auch gegen solche Elemente, deren Guthaben man aus der Diskussion herausnehmen möchte.

Direktor Reinhardt: Es ist wichtig, dass wir der Meinung der alliierten Verhandlungspartner entgegentreten, wonach die Schweiz im Kriege reich geworden sei.

Vorsitzender unterstützt diesen Antrag mit allgemeinen Hinweisen auf die Mobilisationslasten und auf die Vorteile, die die Alliierten aus unserer Neutralität und Unversehrtheit gezogen haben.

Präsident Weber glaubt nicht, dass schweizerische Private mit Werten in USA sich zugunsten der Deutschen in der Schweiz an einer Reparationsgabe beteiligen werden.

Generaldirektor Rossy se demande ce que nous allons offrir aux Américains. Notre Délégation n'aura qu'un point de vue purement négatif. Notre position juridique est parfaitement claire et si nous devons nous en départir,

nous ferons état de la compensation. C'est notablement la seule solution tout à fait propre mais elle nous mènera à une impasse. M. Stucki a très habilement mis les Alliés en contradiction avec eux-mêmes, mais ce qu'ils veulent c'est encaisser de l'argent et [ils] prétextent qu'ils le font pour éviter une troisième guerre. Une contribution volontaire au fonds de réparation est-elle compatible avec notre neutralité? Il trouve cette solution sympathique car elle sauvegarde notre souveraineté. A longue échéance elle serait aussi probablement la plus profitable.

Generaldirektor Hirs ist der Meinung seines Vorgängers und fragt sich auch, ob es nicht doch Positives gebe, das die Delegation nach den Vereinigten Staaten mitbringen könnte. Er spricht einem freiwilligen Beitrag an die Reparationskosten das Wort, ist aber andererseits gegen eine Verrechnung mit schweizerischen Forderungen, da damit ein Verstoß gegen unsere Rechts-tradition gegeben wäre.

Bundesrat Nobs: Wir können auf keinen Fall darauf verzichten, den Rechtsstandpunkt geltend zu machen. Ein besonderes Hindernis, dem die Delegation in USA begegnen wird, bildet die phantastische Vorstellung darüber, wieviel deutsches Geld nach der Schweiz geflüchtet sein soll. Es handelt sich dabei zwar um Überlegungen des primitiven Amerikaners, doch sind sie bis ziemlich weit hinauf zu erkennen. Ein wichtiges Argument gegen diese Vorwürfe wird der Hinweis auf die Strenge der deutschen Devisengesetzgebung sein.

Präsident Schwab: Es wird schwierig sein, die Amerikaner von der Wahrheit zu überzeugen. Die Erfahrungen, die wir anlässlich des Besuches der alliierten Vertreter auf der Verrechnungsstelle und im Anschluss daran gemacht haben, beweisen dies.

Bei meiner frühern Tätigkeit auf der Nationalbank konnte ich selbst beobachten, dass die Tendenz gerade umgekehrt verlief als sie die Amerikaner heute wahrhaben möchten. Deutschland suchte während des ganzen Krieges möglichst viele Devisen aus der Schweiz herauszuziehen.

Es sind im übrigen nur drei «bekannte» Namen bei der Enquête zum Vorschein gekommen, nämlich diejenigen Schachts, Ribbentrops und von Papens²⁴. Ich bin überzeugt, dass unsere Erhebungen im grossen ganzen das Richtige getroffen haben, wobei ich allerdings noch das Ergebnis der Öffnung der Schrankfächer vorbehalten muss.

Präsident Weber: bestätigt die Ausführungen seines Vorredners über die deutsche Devisenpolitik während des Krieges. Auch haben wir stets bemerken können, wie immer sofort alles konzentriert und nach Deutschland abgezogen wurde. Der Gegenwert der Goldüberweisungen hat meist zur Bezahlung von Warenbezügen Deutschlands in Portugal und Spanien gedient. Die Reichsbank war stets sehr knapp an Devisen.

24. Gemäss einer Untersuchung der SVS besass H. Schacht in der Schweiz Guthaben in der Höhe von rund Sfr. 50'000.– und F. von Papen solche von rund Sfr. 500'000.–; vgl. E 2801/1967/77/9. In einer Note vom 16. Februar 1946, die an W. Stucki adressiert ist, wird der Name des Luzerner Nationalrats L.-F. Meyer (vgl. Anm. 15 oben) im Zusammenhang mit dem Schweizer Guthabendeport H. Schachts und F. von Papens erwähnt; vgl. E 2801/1968/84/30.

Legationsrat Daeniker: bemerkt zum alliierten Argument, wonach mit deutschen Werten in der Schweiz möglicherweise ein späterer Krieg finanziert werden könne, dass die Alliierten vor allem auch den deutschen Einfluss in der schweizerischen Wirtschaft im Auge hätten. Eine wichtige Rolle spielen dabei die deutschen Patent- und Markenrechte, die in der Schweiz ausgebeutet werden. Es sei das Bestreben der Amerikaner, dass der deutsche Einfluss aus der schweizerischen Wirtschaft eliminiert werde.

Schweden hat sich in dieser Frage bereits etwas vorbereitet, nämlich durch Unterstellung schwedischer ursprünglich deutsch beherrschter Firmen unter besondere Kommissariate. Ferner soll in Schweden eine besondere Nationalisierungsgesetzgebung in Kraft getreten sein.

Das Thema hat vor allem auch Bedeutung auf dem Gebiet der schwarzen Liste, auf welchem wir in letzter Zeit stets auf die bevorstehende Gesamtbereinigung verwiesen wurden.

Generaldirektor Hirs bemerkt zur Frage der deutschen Devisenpolitik, dass die Nationalbank Fälle konstatiert habe, in welchen deutsche Firmen in der Schweiz sich flüssig machen mussten, um dem Reich einen Devisenanfall zu verschaffen. Die in der Schweiz wirkenden Einkäufer für die Wehrmacht haben sich einige Mittel auf die Seite legen können.

[...] ²⁵

Direktor Homberger wendet sich gegen die Auffassung Rossy und Hirs, wonach ein Lösegeld den gesuchten positiven Beitrag darstelle. Er sieht eine grosse Gefahr auf dem Goldgebiet herannahen.

Ich bin nicht der Ansicht, dass wir mit der Verwirklichung des Verrechnungsanspruches unsern Rechtsstandpunkt aufgeben würden. Wir werden eben auch hier eine Lösung auf dem Verhandlungswege suchen müssen.

Minister Stucki: Wenn man sich auf den Verrechnungsstandpunkt stellt, wobei selbstverständlich der Begriff der Verrechnung nicht im primitiven Sinne des Herrn Duttweiler²⁶ verstanden sein soll, sondern etwa als Transferverrechnung, dann ist die Unterscheidung zwischen den Nazi- und den Antinazi-Fluchtgeldern vorzunehmen. Taktisch ist aber sehr wichtig, dass die Guthaben der Deutschen in der Schweiz gar nicht in Diskussion kommen, womit wir das Verrechnungsobjekt bereits auf 500 Millionen beschränkt haben. Die weitere Tendenz wird auf Absenkung der Summe auf 2 bis 300 Millionen gehen müssen. Die Ergebnisse der Enquête werden als richtig nachgewiesen werden müssen.

In einer weiteren Phase wird zu verhandeln sein über die Ausschaltung des deutschen Einflusses in der schweizerischen Wirtschaft auf dem Wege einer Nationalisierung oder «Alliisierung».

25. A. Hirs weist in diesem nicht abgedruckten Abschnitt auf von den Alliierten in Deutschland durchgeführte Untersuchungen hin.

26. Zur Interpellation G. Duttweilers vom 23. März 1945 vgl. E 2001 (E) 2/567 und die Übersicht der Verhandlungen der Bundesversammlung, I/1945, S. 26.

Die Frage des «Lösegeldes» wird sich erst ganz am Schlusse stellen, wenn unsere rechtlichen Argumente nicht zum Ziele führen sollten.

[...] ²⁷

Vorsitzender schliesst die Aussprache²⁸.

27. Es folgt eine nicht abgedruckte Äusserung H. Hombergers zur Kontrolle der deutschen Beteiligungen in der Schweiz und ein Verweis auf sein Exposé zur Frage der Erfassung von Produktionserweiterungen gesperrter Unternehmen.

28. Als Folge dieser Konferenz, die um 17 Uhr beendet wurde, fand eine zweite Diskussion am 14. Februar 1946 mit den gleichen Teilnehmern statt. Für das Protokoll zu dieser Folgesitzung vgl. E 2801/1968/84/29.

62

E 2001 (D) 3/395

[DoDiS-1697]

*Der schweizerische Delegierte für die Rückführung von Schweizerbürgern,
F. de Diesbach, an die Abteilung für Auswärtiges des Politischen Departements*

S Vertraulich

Berlin, 20. Februar 1946

Als ich am 11. Dezember v. J. von Hof kommend in Berlin eintraf¹, habe ich mich u.a. bei der Dienststelle von Sir William Strang gemeldet und eine Visitenkarte für ihn hinterlassen. Letzten Samstag, den 9. Februar, erhielt ich nun von seinem Sekretariat die telefonische Mitteilung, Sir William Strang würde mich am Mittwoch, den 20. d. M. um 10 Uhr empfangen.

Soeben komme ich von dieser Audienz zurück. – Sie hat eine Viertelstunde gedauert.

Ich habe dem Botschafter den Grund meines Hierseins mitgeteilt und unsere Tätigkeit geschildert. Ich sagte, wir hätten seit September 1945 über 4000 Schweizer aus Berlin und der Sowjetzone in die Heimat zurückgebracht² und schafften gegenwärtig noch monatlich rund 200 Landsleute heim. Möglicherweise werde die Rückwanderung im kommenden Frühjahr und Sommer wieder zunehmen, wenn die Reiseverhältnisse wieder günstiger seien und sich z. Zt. noch Unentschlossene über die weitere Existenzmöglichkeit an ihrem jetzigen Wohnsitz im klaren sein werden. Im übrigen versorgten wir die Zurückgebliebenen mit Lebensmitteln und behandelten Bürgerrechts-, Pass- und Zivilstandsangelegenheiten.

Sir William Strang zeigte für meine Ausführungen Interesse und stellte Fragen über die Einzelheiten unserer Aufgabe. Er sagte, er sei dankbar, dass ich ihm ein Bild über unsere Aktion, von der er im wesentlichen bereits unterrichtet zu sein schien, vermittelt habe, und erklärte, in Beantwortung meiner Frage, ob Einwendungen gegen die Tätigkeit unserer Delegation bestünden, er sehe seinerseits keine. Auch personellen Veränderungen innerhalb der De-

1. Zur Mission F. de Diesbachs in Berlin siehe E 2001 (D) 3/394.

2. Zur Lage der Schweizer in Berlin siehe ebd., E 2001 (E) 1/111 sowie die Notiz F. Schnyders zur Lage der Schweizer in Berlin vom 9. August 1945, DoDiS-1746.

legation – ich deutete an, dass es sich nunmehr werde als notwendig erweisen, einen Personalwechsel vorzunehmen und Beamte aus der Schweiz kommen zu lassen, die entsprechend der Natur unserer Arbeit mit konsularischen Geschäften vertraut seien – stünde wohl nichts im Wege. Die Frage der Zusammensetzung der Delegation könne als eine technische Angelegenheit betrachtet werden. Im übrigen wollte Sir William Strang wissen, in welchem Verhältnis ich zu den Russen stünde. Ich erklärte, meine Delegation sei im letzten Herbst von der Sowjetregierung nach Hof-Plauen angefordert worden³, und nach meiner Dislokation nach Berlin hätte ich mich hier bei Generalleutnant Smirnow, dem russischen Stadtkommandanten, vorgestellt und stünde vor allem mit dem Repatriierungskommissariat (Generalmajor Werschinin und Filatow in Potsdam) in Verbindung. Damit, meinte Sir William, sei unsere hiesige Tätigkeit vom britischen Standpunkt aus betrachtet, auch in dieser Richtung in Ordnung, selbst wenn ich, wie Ihnen bekannt ist und ich ihm mitteilte, keine schriftliche sowjetrussische Bewilligung zur Durchführung meiner Aufgabe besitze. – Die Russen seien bekanntlich Gegner von generellen und grundsätzlichen Lösungen, fänden sich aber mit Tatsachen leicht ab, wenn und solange ihnen eine praktische Notwendigkeit zu Grunde liegt.

Diese Bemerkung führte mich zur Frage der Vertretung der Schweiz beim Kontrollrat⁴. Der Botschafter antwortete, die Russen hätten ihre Zustimmung hierzu immer noch mit aller Entschiedenheit verweigert. Sie vertreten den Standpunkt, die Neutralen könnten erst dann berücksichtigt werden, nachdem alle Vereinten Nationen in Berlin zugelassen seien. Der ihnen entgegengehaltene Einwand, die Schweiz und Schweden seien an einer Vertretung beim Kontrollrat stärker als gewisse derzeit hier noch nicht akkreditierte Alliierte interessiert, habe leider bis heute noch nicht durchgesetzt werden können.

In diesem Zusammenhang darf ich noch melden, dass ich vor wenigen Tagen eine interne britische streng vertrauliche Notiz zu Gesicht bekam, wonach neulich wieder in der 35. Sitzung des Koordinationskomitees, in dem letztinstanzlich alle Angelegenheiten beraten werden, die dem Kontrollrat zum Entscheid vorzulegen sind, die Frage der Vertretung Schwedens und der Schweiz beim Kontrollrat erörtert worden sei. Eine Einigung sei indessen nicht erzielt worden, da der Vertreter der Sowjetunion seine Zustimmung verweigerte. Der britische Wortführer habe sich mit Nachdruck für die Zulassung eingesetzt und darauf hingewiesen, dass der Stillstand (deadlock) in dieser Frage auf die Dauer untragbar werde.

Abschliessend sei zur Unterredung mit Sir William Strang noch erwähnt, dass dieser, wie alle Briten, mit denen ich hier zusammenkam, ungezwungen freundlich war und alles Verständnis für unsere Tätigkeit zeigte. Er hat nicht die geringsten Einwendungen dagegen erhoben.

3. Vgl. das Protokoll über die Orientierung der schweiz. Delegation für die Heimschaffung von Schweizern aus der russische besetzten Zone vom 18. Oktober 1945, DoDiS-1740.

4. Zur Frage der Zulassung einer schweizerischen Delegation beim AKR in Berlin siehe E 2001 (E) 1/261, Nr. 85 in diesem Band. Zur selben Problematik vgl. die Notiz von R. Bindschedler an A. Huber vom 8. November 1946, DoDiS-1741, sowie die Notiz von F. de Diesbach an das EPD vom 8. Februar 1946, DoDiS-1742.

63

E 2300 München/3

[DoDiS-1991]

*Der Verweser des schweizerischen Generalkonsulates in München, P. Frei,
an den Chef der Abteilung für Auswärtiges des Politischen Departements,
W. Stucki*

S

Vertraulich

München, 25. Februar 1946

Ich beehre mich, ihnen einen vielbeachteten Artikel betitelt «Wie war es möglich», zuzustellen, der in der Nr. 12 der «Süddeutschen Zeitung» vom 8. Februar 1946 erschienen ist. Dr. Franz Schöningh ist Redaktor beim genannten Blatt.

Die Abhandlung hat deshalb Aufsehen erregt, weil sie in einem Zeitpunkt, in dem in schier endloser Folge der Nürnberger Prozess¹ abrollt, die Mitschuld der heutigen Siegerstaaten am Aufkommen Hitlers festzuhalten versucht. Es ist in der Tat ein unglaubliches Nichtsehenwollen, zum Teil aber auch ein bewusstes Gewährenlassen, die Hitler glauben machten, er könne auch das Letzte wagen. Wie sollte der kleine Mann der Strasse in der Opposition verharren, wenn das Verhalten des demokratischen Auslands den Eindruck erwecken musste, er stehe von vornherein auf verlorenem Posten? Aus diesem Empfinden des Nichtalleinschuldigseins lehnt es namentlich die junge Generation ab, den Thesen eines Pfarrers Niemöller zu folgen. Die Störung seines Vortrages über die Kollektivschuld des deutschen Volkes durch scharrende Studenten ist ein beredter Ausdruck hierfür.

Das von den deutschen Behörden angetretene Erbe ist furchtbar. Ich bedaure Männer wie den bayerischen Ministerpräsidenten Dr. Högner und den Oberbürgermeister von München Dr. Scharnagl, die sich mit dem Einsatz ihrer ganzen Person um den Wiederaufbau bemühen und dabei doch nur verbrauchen. Die seit Mai vergangenen Jahres erzielten Fortschritte sind gering. Die Ursachen hierfür sind mannigfaltig, lassen sich aber doch in 4 Hauptgruppen klassieren: Entnazifizierung, Währung, Zoneneinteilung und Unsicherheit über die politische Zukunft.

Die Entnazifizierung der Behörden hat zu Entlassungen der Beamenschaft geführt, die je nach Zweig und Ort 60–90% des ursprünglichen Bestandes ausmachen². Entlassungen in diesem Ausmass mussten unweigerlich den Verwaltungsapparat beeinträchtigen, zum Teil sogar völlig lahmlegen, (zum Beispiel die Gerichte). Die neu hinzugezogenen Kräfte verfügen meist nicht über das erforderliche Fachwissen oder besitzen nicht die nötige Erfahrung. Es ist daher nicht weiter erstaunlich, dass es vielerorts noch darunter und darüber geht und dieser Zustand von korrupten Elementen weidlich ausgenutzt wird. In der Privatwirtschaft sind die Verhältnisse besser. Die Entlassungen

1. Vgl. E 2001 (E) 1967/113/533.

2. Zur Entnazifizierung siehe den Bericht der Generalkonsulatsmitarbeiterin C. Schaupp vom Oktober 1945, DoDiS-2038. Siehe auch E 2300 München/3.

schwanken dort zwischen 10–30%. Grosse Hoffnungen werden an das anfangs März kommende, für die gesamte amerikanische Besatzungszone gültige Entnazifizierungsgesetz geknüpft, das ein Rehabilitierungsverfahren bringen wird, und für «gesäuberte» Beamte und Angestellte Wiedereinstellungsmöglichkeiten schafft.

Stark hemmend auf die privatwirtschaftliche Initiative zum Wiederaufbau wirkt sich die Währungslage aus. Das Missverhältnis der flottanten Geldmenge zum Warenangebot ist derart gross, dass einschneidende Massnahmen zur Beseitigung des Geldüberhanges unvermeidlich sind. Bis dahin will niemand verkaufen oder doch nur zu enormen Überpreisen. Die Arbeiterschaft arbeitet nur soweit, als sie auf ein Geldeinkommen für die Einlösung der Lebensmittelkarten angewiesen ist. An Rücklagen ist sie desinteressiert. Die Unhaltbarkeit dieser Zustände ist von den Besatzungs- und deutschen Behörden längst erkannt worden. Solange aber keine deutsche Zentralregierung geschaffen ist, wird die Währungsreform schwerlich in Angriff genommen.

Zum Währungschaos gesellt sich die unglückselige Zoneneinteilung. Das Wenige, das noch auf den Markt kommt, kann nicht dorthin gelangen, wo es am dringendsten gebraucht wird, weil sich künstliche Schranken entgegenstellen. Der Interzonenhandel unterscheidet sich kaum vom Aussenhandel. Wie bei jenem werden Import- und Exportmengen für die auszutauschenden Güter festgelegt. Dem Formalitätenkram unterziehen sich nur Unternehmen, die für die Weiterführung ihres Betriebes auf Zufuhren aus anderen Besatzungszonen absolut angewiesen sind.

Das düstere Bild eines dahinsiechenden Wirtschaftskörpers wird vervollständigt durch die politische Unsicherheit. Die grosse Mehrzahl der Deutschen empfindet die gegenwärtige Zeitperiode nicht als Frieden, sondern nur als Stadium zwischen dem zu Ende gegangenen und dem neuen Weltkrieg. Ein kleinerer linksgerichteter Teil setzt hierbei auf die russische, der grössere auf die angelsächsische Karte. Wie immer auch die Entwicklung sich vollziehen mag, man ist bereit, die Haut dem Meistbietenden zu verkaufen. Bis dahin vegetiert man dahin, apathisch gegenüber dem Nürnberger Prozess und nicht viel weniger gegenüber den Handlungen der UNO. Die Fensterscheiben ersetzt man nicht, im Glauben, dass sie doch wieder in Trümmer gehen.

Die sich ergebenden Perspektiven sind auch für unser Land wenig erfreulich. Die Schweizerkolonien in Deutschland sind Aussenposten, die man halten möchte – ich habe mich hierfür von jener mit allen Kräften eingesetzt – aber kaum halten kann. Ihr Schicksal ist zu sehr von demjenigen des Gastlandes abhängig. Die Bestrebungen müssen meines Erachtens darauf hinauslaufen, an Substanz zu retten, was zu retten ist, das heisst heimschaffen³. Mein Pessimismus über die weitere deutsche Entwicklung wird von vielen geteilt. In mehreren Unterhaltungen mit führenden Persönlichkeiten der amerika-

3. Zur Heimschaffung von Schweizern aus der sowjetischen Besatzungszone vgl. Nr. 62 in diesem Band, das Protokoll über die Orientierung der schweiz. Delegation für die Heimschaffung von Schweizern aus der russisch besetzten Zone vom 18. Oktober 1945, DoDiS-1740 sowie die Notiz über die Lage der Schweizerbürger in Berlin und Durchführung einer Hilfsaktion zu ihren Gunsten vom 9. August 1945, DoDiS-1746.

nischen Besatzungsarmee habe ich feststellen können, dass auch sie sich keinen Illusionen darüber hingeben, dass ein verwesender deutscher Leichnam im Herzen Europas die ganze Welt verpestet muss. Sie sehen sich aber ausserstande, gegen den in manchen Staatskanzleien zur Zeit noch herrschenden Wind erfolgreich anzukämpfen.

64

E 2800/1990/106/13

[DoDiS-50]

*Le Ministre de Suisse à Londres, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

L Très confidentiel

Londres, 25 février 1946

Je saisis l'occasion du départ du présent courrier pour compléter les renseignements que j'ai eu l'honneur de vous transmettre, par la voie la plus rapide, les 22 et 23 février, au sujet de nos relations avec l'URSS¹.

Dès la réception de votre message², m'autorisant à prendre un contact personnel et inofficiel avec la haute direction du Foreign Office en l'affaire dont vous aviez bien voulu m'entretenir, je me suis rendu à la Chambre des Communes, d'une part pour entendre les discours de M. Bevin et de M. Eden, qui devaient terminer les débats sur la politique étrangère britannique; d'autre part aussi dans l'espoir de pouvoir joindre le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, dont on m'avait signalé le projet de partir en vacances à la conclusion des débats. Ce dernier espoir a été, malheureusement, déçu; toutefois, je verrai M. Bevin peu après son retour à Londres, lorsqu'il viendra à un déjeuner que nous organisons en son honneur.

J'aurais pu solliciter une entrevue urgente avec M. Philipp Noel-Baker. Toutefois, cet excellent ami de la Suisse aurait, je crois, soit réservé son jugement pour avoir des consultations avec la direction politique du Foreign Office, soit manifesté une réaction vive, mais personnelle, à l'égard de «l'exigence soviétique», sans avoir eu l'occasion d'approfondir un problème peut-être mieux connu dans ses détails par le Sous-Secrétaire d'Etat permanent. Or, Sir Alexander Cadogan, lorsque je l'ai vu, à la fin de la semaine dernière, était encore en fonctions à la tête des services du Foreign Office, qu'il ne passera que ces prochains jours à Sir Orme Sargent. C'est à lui que je me suis adressé, en reprenant le fil de conversations assez nombreuses que j'avais eues avec lui dans le passé – dès 1944 et avant, pour ainsi dire, chaque réunion des trois grandes Puissances. Sir Alexander, ainsi que vous l'avez vu par ma dépêche

1. Non reproduit. Sur la politique de l'URSS au début de 1946, cf. notamment le rapport politique de K. Bruggmann du 21 février 1946 sur les réactions américaines au discours de Staline du 9 février, E 2300 Washington/48.

2. Télégramme de M. Petitpierre à P. Ruegger du 21 février 1946; non reproduit.

du 22, a été extrêmement catégorique. Il s'est prononcé avec une netteté de termes qui dépassait mes prévisions.

Après avoir pris connaissance, à titre personnel et confidentiel, du projet de note (sans la variante) que M. Zellweger avait été autorisé à discuter avec l'Ambassadeur de l'URSS à Belgrade³, il fit observer tout de suite que même l'expression: «que le Conseil Fédéral entendait modifier son attitude antérieure» pouvait être exploitée et qu'elle ne manquerait pas de donner lieu à des interprétations diverses. Je lui ai expliqué que l'absence prolongée de relations entre notre pays et l'URSS constituait un poids très lourd pour nous, tant en politique extérieure comme il le savait bien, que dans le domaine de la politique intérieure; et que, partant, le Conseil fédéral était naturellement désireux d'aller aussi loin que possible dans la voie d'une transaction honnête. Sir Alexander finit par me comprendre, mais il trouvait d'emblée l'exigence soviétique d'une expression de regrets comme tout à fait inadmissible. «Regrets de quoi?», disait-il, et après que nous eussions récapitulé très franchement les différentes étapes de l'évolution qui nous avaient malheureusement empêchés de renouer plus tôt avec les Soviets⁴, il exprima l'opinion personnelle que le Conseil fédéral ne pourrait absolument pas exprimer des regrets unilatéraux. Il m'a dit, parlant d'une manière tout à fait inofficielle: «j'estime que votre pays ne peut pas faire cela». Il a ajouté: «les Russes sont des gens extraordinaires; ils demandent souvent autre chose que ce qu'ils veulent. S'ils demandent des regrets, c'est qu'ils visent autre chose». (Cette dernière réflexion confirme la mienne, qu'un désaveu public et officiel de notre politique antérieure créerait une situation nouvelle dépassant notre cas).

Mon interlocuteur souligna également que si on ne peut évidemment pas rester en politique étrangère toujours sur la même position, il faut ménager des transitions; cela confirme également mon impression précédemment transmise, qu'un virement brusque et un «peccavi» unilatéral ne seraient pas compris en Angleterre. Une pareille déclaration pourrait faire impression dans les pays occidentaux de l'Europe, dont plusieurs ont des difficultés avec les Soviets.

En résumant, Sir Alexander disait qu'une solution raisonnable et possible, selon lui, serait l'expression réciproque de regrets des deux parties (Suisse et URSS) «des circonstances qui n'avaient pas permis de normaliser plus tôt les relations entre les deux pays». Si l'URSS n'est pas d'accord sur cette base, Sir Alexander estime, toujours personnellement, que bien que cela soit très regrettable, il faut attendre.

En m'assurant la discrétion la plus absolue, Sir Alexander a pris note de ma communication et m'a dit qu'il devait en parler, à titre secret, «avec une ou peut-être deux personnes haut placées», vu l'intérêt qu'on avait aussi à

3. Pour les diverses variantes de projets de note, cf. E 2001 (E) 3/1 et E 2800/1990/106/13.

4. Pour les relations entre la Suisse et l'URSS, cf. *ibid.* et E 2001 (D) 8/1-5. Cf. aussi la table méthodique du présent volume: Union soviétique – Relations politiques. C'est par un échange de lettres entre l'Ambassadeur de l'URSS et le Ministre de Suisse à Belgrade, le 18 mars 1946, que les relations diplomatiques ont été établies entre l'URSS et la Suisse.

Londres à la normalisation de nos rapports avec Moscou. Mais il a ajouté: «il sera peut-être difficile de vous faire une nouvelle communication sur nos vues, dans une question qui concerne votre pays et les Soviets et non pas l'Angleterre». D'ailleurs, m'a-t-il fait entendre, nous connaissons maintenant son opinion. – Il est, bien entendu, très nécessaire de garder un caractère absolument secret à l'avis personnel et confidentiel du chef permanent du Foreign Office. Conformément à ce que je vous ai suggéré et à ce que vous m'avez autorisé à faire ici, il s'est agi d'une conversation «off the record». Il pourrait être dangereux que la propagande soviétique, qui ne cesse d'attaquer jour par jour, maintenant, et avec une extrême violence le Ministre britannique des Affaires étrangères, puisse prétendre que l'Angleterre «retarde, par ses conseils, la reprise, selon la formule demandée à Moscou...». Mais une chose est tirée absolument au clair, c'est qu'en cédant aujourd'hui à la demande [de] Moscou, même sous une forme atténuée, nous ne trouverions ici de la compréhension que dans des milieux très limités, et probablement restreints aux lecteurs du «Daily Worker» communiste.

65

E 2801/1968/84/29

[DoDiS-66]

Notice du Professeur W. Rappard

EXPOSÉ DE M. RAPPARD LORS DE LA CONFÉRENCE DE LA DÉLÉGATION AUX
POURPARLERS DE WASHINGTON DU 25 FÉVRIER 1946¹

Cas personnel: Pourquoi «conseiller»?

1) Conférences universitaires prévues pour janvier, qui ont déjà dû être renvoyées et ne pourraient l'être une deuxième fois.

2) Si je m'engageais à fond, les Américains penseraient: la Suisse se sert dans [ses] négociations internationales d'un homme qui peut avoir notre

1. *W. Rappard prononce cet exposé en ouverture à la première séance interne de la délégation suisse pour les négociations à Washington, le 25 février 1946, à 14h. 30, à Berne. Les autres participants à cette séance sont des représentants du DPF (W. Stucki, R. Hohl, A. Daeniker, G. de Rham, H. Lacher) du DFFD (E. Reinhardt), de la BNS (A. Hirs), de l'OSC (M. Schwab) et le juriconsulte du DPF, D. Schindler.*

Parmi les participants à cette conférence, ont été désignés formellement par le Conseil fédéral comme membres de la délégation suisse à Washington: W. Stucki, E. Reinhardt, A. Hirs, M. Schwab, D. Schindler, R. Hohl, W. Rappard; cf. PVCF N° 4989 du 22 février 1946, E 1004.1 1/466. Dans le procès-verbal de la séance du Conseil fédéral comme dans la communication officielle quant à la composition de la délégation, il est précisé que W. Rappard en fait partie à titre de conseiller. Le 1er mars 1946, le Conseil fédéral nomme J. Straessle, Conseiller financier de la Légation de Suisse à Washington, comme membre, et M. Ott, Secrétaire général de l'OSC, comme expert de la délégation; cf. PVCF N° 565 du 1er mars 1946, E 1004.1 1/467.

confiance, mais qui, une fois les pourparlers terminés, rentre dans la vie privée et n'a donc aucune responsabilité ni aucune influence sur l'exécution des décisions prises.

Dans l'état de méfiance dont témoignent la documentation et notamment la lettre Straessle², il faut prévoir que les Américains y verraient une ruse de plus de notre part.

Donc, si du côté suisse on désire ma participation, il est indiqué que je reste à l'arrière-plan.

Impression générale qui se dégage pour moi de l'étude du dossier.

La Suisse, comme premier pays neutre, est sommée de se présenter devant les trois alliés occidentaux pour s'entendre imposer une politique de spoliation à l'égard de l'Allemagne et de réparation au profit de ses vainqueurs, politique qui serait contraire non seulement à sa dignité, à sa neutralité et à sa souveraineté, mais encore à tous les précédents et à tous les principes du droit international et du droit tout court.

En présence de ces prétentions vraiment inqualifiables, que fait la Suisse? Elle s'indigne, elle proteste, elle fait toutes réserves de droit – et elle s'apprête à négocier. Et comment? En abandonnant sa position de droit et en envisageant même de nouveaux accrocs au droit qui ne lui sont même pas demandés. Je fais allusion ici à la suggestion d'une offre de quelques centaines de millions de francs suisses aux Alliés à titre de réparations ou de rançon et à l'idée de prélever cette somme sur les avoirs suisses à l'étranger³.

En fait nous nous plaçons ainsi, ou nous sommes, par la force des choses, placés dans une impasse ou plutôt dans une situation contradictoire: ou nous défendons notre position de droit, qui est très forte, et alors nous ne devrions pas engager des pourparlers qui ne seraient logiques que si nous l'avions abandonnée, ou nous négocions sur la base des propositions alliées, et alors nous devons faire notre deuil de nos droits essentiels.

C'est là une critique facile, beaucoup trop facile même pour être valable.

Il est évident qu'un refus pur et simple de négocier exposerait notre pays non seulement à l'incompréhension générale au dehors et même au dedans, mais encore à des sanctions économiques et même politiques dont aucun de nous n'oserait assumer la responsabilité. Par sanctions économiques, j'entends le séquestre de nos avoirs à l'étranger et même le blocus de notre pays. Et par sanctions politiques, la négation de notre neutralité, déjà dangereusement menacée par ailleurs.

Il faut donc négocier. Mais comment?

Pour engager une négociation, comme pour engager toute autre conversation, il est toujours bon de se mettre au préalable dans la position de ses interlocuteurs.

Qui sont-ils? Et que veulent-ils?

Nos interlocuteurs sont les trois alliés occidentaux, mais en fait surtout les Etats-Unis. Ce n'est pas par hasard que les prétentions américaines sont formulées sur un ton beaucoup plus acerbe que celles de leurs associés. Et ce

2. Cette lettre de J. Straessle à W. Stucki date du 8 janvier 1946, cf. DoD1S-2118.

3. Cf. N° 61, publié dans le présent volume.

n'est pas par hasard non plus que nous soyons cités à Washington et ni à Paris ni à Londres.

Cette circonstance nous permet déjà de deviner quelles sont les véritables intentions de nos hôtes.

Réparations?

Que sont pour les Américains les quelques centaines de millions qu'ils pourraient éventuellement espérer tirer de la Suisse? N'ont-ils pas en fait renoncé à leur part des réparations allemandes, eux qui n'ont guère subi de dommages matériels, et qui doivent s'imposer des sacrifices pour ravitailler l'Allemagne et pour financer leurs exportations à destination de leurs alliés?

On peut tenir pour certain que les réparations, qui intéressent peut-être quelque peu les Britanniques et les Français, n'intéressent pas du tout nos interlocuteurs principaux. Serait-il même exagéré de penser qu'elles les gênent plutôt? Car demander des réparations à la Suisse qui ne pourrait s'en acquitter qu'en exportations industrielles, ce serait desservir et non pas servir l'intérêt des Etats-Unis.

A défaut de réparations, serait-ce donc le désir d'affaiblir l'éventuel potentiel de guerre germanique qui serait vraiment à la source des prétentions alliées?

C'est là la thèse officielle. C'est là le motif indiqué dans le considérant de la Loi du 30 octobre 1945 du Conseil de contrôle⁴: «L'intention de renforcer ainsi la paix internationale et la sécurité collective par l'élimination du potentiel de guerre allemand».

Que faut-il en penser?

Tout d'abord que si c'était là le motif véritable de l'offensive interalliée contre les neutres, personne ne devrait s'en féliciter plus que la Suisse. Ne sommes-nous pas, en effet au moins aussi intéressés à «la paix internationale» et à «l'élimination du potentiel de guerre allemand» que nos interlocuteurs?

Mais il est bien difficile de croire, si ce n'est à la réalité, du moins à l'importance décisive de ce facteur. D'abord les notes britannique et française du 11 février 1946⁵ ne font que le mentionner à propos de la Loi de Berlin et insistent surtout sur les réparations. Et de plus n'est-il pas d'emblée absurde de penser que les quatre grands vainqueurs de la guerre qui occupent tout le territoire du Reich, qui le vident de sa substance financière et industrielle et qui en asservissent les habitants, qui ont incarcéré et vont faire exécuter les criminels de guerre, redoutent sérieusement les quelques éléments d'un potentiel de guerre germanique qui auraient pu se réfugier dans les pays neutres?

N'est-il pas évident au monde entier et cela à Washington, non moins qu'à Londres, à Paris et à Moscou, que si l'Allemagne défaite doit présenter une menace pour la paix de notre génération et de la génération suivante, cela ne pourrait être qu'en qualité d'alliée de l'un ou l'autre de ses vainqueurs contre les autres et non comme adversaire solitaire des quatre puissances signataires de la Loi du 30 octobre 1945.

4. Non reproduite. Cf. N° 61, publié dans le présent volume, note 9.

5. Non reproduites.

Mais alors, si ce n'est ni le besoin de réparations, ni la peur du potentiel de guerre germanique, qui ont inspiré cette loi, qu'est-ce donc? Car enfin la Loi existe et avec elle la volonté, la volonté passionnée même, d'en assurer l'application.

L'étude de l'évolution générale des relations entre la Suisse et les autres neutres avec les vainqueurs depuis la fin de la guerre, d'une part, et, de l'autre, l'analyse attentive de la documentation qui nous est soumise et notamment de la lettre Straessle du 8 février 1946, me suggèrent les conclusions suivantes:

La politique alliée à notre égard s'explique beaucoup moins, me semble-t-il, par les considérations officiellement développées que par quatre mobiles d'un ordre assez différent:

1. Au lendemain d'une guerre qui a été aussi riche en sacrifices pour les vainqueurs qu'est riche en déceptions la victoire qui l'a enfin couronnée, ils éprouvent à l'égard des neutres des sentiments divers où l'esprit d'envie le dispute à un certain besoin de vengeance. Ne pouvant rien tirer de leur ennemi terrassé, si ce n'est des motifs de mésestime et de rivalité entre eux et même de méfiance mutuelle, ils ne sont guère d'accord que pour s'en prendre aux seules nations dont le sort leur a permis de se soustraire aux sacrifices et aux déceptions des vainqueurs. Les Nations Unies jadis contre l'Axe brisé, ne sont plus unies aujourd'hui que pour en vouloir ensemble aux tiers. A défaut d'ennemi commun, elles n'ont plus en commun qu'une même animosité envers ceux à qui elles s'accordent à reprocher de n'avoir participé ni à leurs efforts, ni à leurs pertes, ni à leurs responsabilités pour la reconstruction du monde.

De là, à leur reprocher aussi les services rendus jadis à leurs ennemis et à les associer au châtement qu'elles réservent à ces derniers, il n'y a qu'un pas. Et l'on comprend que ce pas ait été plus facilement franchi au cours des hâtifs, irritants et difficiles pourparlers de Potsdam et de Berlin que dans la sérénité relative des chancelleries nationales.

2. A ces sentiments internationaux assez troubles, où l'instinct a beaucoup plus de part que la raison – d'où l'impossibilité de les justifier par des considérations de droit – s'ajoute peut-être un facteur social proprement révolutionnaire; créances allemandes sur la Suisse et créances suisses sur l'étranger, ne sont-elles pas les unes et les autres des manifestations du capitalisme et des éléments de ploutocratie? En menaçant et en frappant des neutres à ce propos, n'ébranle-t-on pas en même temps que l'ordre international l'ordre social? Et cela d'autant plus efficacement qu'en le faisant on brave plus ouvertement le droit traditionnel.

C'est assurément là l'intérêt et la politique de l'URSS. Ce n'est certes ni l'intérêt ni la politique avérée des Etats-Unis et il conviendra d'y insister à Washington. Mais ne serait-ce pas l'intérêt et la politique de certains fonctionnaires de la Trésorerie américaine? Et ne serait-ce pas en eux qu'il faut voir les collaborateurs les plus utiles des Soviétiques dans la rédaction de la Loi de Berlin? Diverses informations recueillies à ce sujet, tant auprès d'agents russes que de témoins américains, me le font penser.

3. En troisième lieu, pour comprendre pleinement la passion combative et impatiente que les Etats-Unis apportent manifestement à pressurer les neutres et en particulier la Suisse, je crois qu'il faut tenir compte d'un élément psy-

chologique chez les agents juvéniles qui inspirent la politique américaine et qui en assurent l'application. Etant depuis des années chargés de fonctions quasi-policieuses d'enquêtes financières et de dépistages industriels, les Orvis Schmidt à Washington et les Reagan à Berne se sont pris au jeu. Ayant mis tout leur amour-propre à n'être jamais dupes, n'en sont-ils pas arrivés à ne voir partout chez nous que de la dissimulation, de la fraude et même du machiavélisme, alors qu'il n'y avait souvent de notre part que prudence excessive, lenteur bureaucratique et peut-être aussi un certain orgueil national qui, pour être sain en lui-même, est parfois assez maladroit dans ses réactions et très fâcheux par leurs conséquences.

Pour illustrer ma pensée sur ce point, je n'en veux prendre comme exemple que celui de la malheureuse I. G. Chemie⁶. Dès la séance inaugurale de la Conférence Currie-Dingle Foot de l'an dernier⁷, cette affaire a été évoquée par nos partenaires anglo-américains. Pendant toute cette conférence et pendant toute l'année qui nous en sépare aujourd'hui, on n'a cessé de nous en rebattre les oreilles. Et voici que je trouve dans le rapport Straessle du 8 février 1946 le récit d'une entrevue entre le Dr. Iselin et un officier américain, à Bâle je suppose. D'après ce récit, le Président suisse du Conseil d'Administration de cette entreprise, dont personne ne soutiendra qu'elle est purement helvétique par ses origines si ce n'est par sa structure actuelle, aurait refusé de livrer certains documents en se retranchant derrière une interdiction fédérale. Bien que le Dr. Iselin m'ait longuement entretenu de cette affaire, je ne la connais pas assez bien pour la juger quant au fond et j'ignore tout du Geheimrat Schmitz dont l'officier américain lui aurait transmis une requête écrite. Mais ce que je constate, c'est que ce n'est pas par Berne mais par Washington que nous sommes informés de cet incident.

En invoquant une interdiction fédérale pour refuser communication des pièces qui lui étaient demandées, M. Iselin pouvait-il s'autoriser d'une instruction générale ou spéciale? A-t-il informé le Département politique de son entrevue avec l'officier américain avant celle-ci ou tout au moins après? A-t-il agi conformément ou contrairement aux vœux du Gouvernement fédéral ou à son insu?

Voilà quelques-unes des questions qui nous viennent tout naturellement à l'esprit à la lecture du rapport Straessle. Mais quelles que soient les réponses qu'on leur donne, on comprend fort bien comment la réticence du Dr. Iselin dans cette occurrence a pu agir sur le tempérament soupçonneux des agents américains. On sait en effet qu'à leurs yeux l'I. G. Chemie est depuis bien plus d'un an l'indice le plus révélateur de la collusion financière germano-helvétique dont ils n'ont cessé de nous accuser.

4. Enfin il me paraît assez clair que dans leur chasse aux avoirs allemands en Suisse, les Américains sont animés parfois d'une volonté tout à fait étrangère à leur goût des réparations, à leur peur du potentiel de guerre d'un bien problématique ennemi de demain, à leur antipathie pour les neutres, à

6. Sur cette affaire, cf. notamment E 2001 (E) 1978/84/443-482 et E 6100 (A) 25/2334.

7. Cf. DDS, vol. 15, notamment N° 402, note 6 et table méthodique: III.2.3. Négociations économiques avec les Alliés à Berne en février et mars 1945.

quelque intention subversive de l'ordre établi et même à leur désir professionnel et presque sportif d'avoir le dernier mot dans leurs démêlés avec l'Arsène Lupin germano-helvétique. Ce qu'ils souhaitent souvent, n'est-ce pas tout simplement d'affaiblir ou d'éliminer quelque concurrent gênant ou mieux encore de se substituer à lui? S'ils veulent la mort du pêcheur allemand et incidemment de son complice suisse, ne serait-ce pas moins pour les punir de leurs offenses que pour découvrir leurs secrets et pour s'emparer de leur héritage ou tout au moins pour y participer?

Tel en résumé est mon diagnostic du cas qui nous oblige au voyage de Washington. J'ai le sentiment que les foyers d'infection qui ont fini par empoisonner nos relations avec les trois alliés sont beaucoup plus localisés que les notes échangées pourraient le faire penser. Comme tout l'organisme est aujourd'hui sérieusement avarié, nous ne pouvions naturellement négliger aucun des symptômes de la maladie. Mais notre principal effort thérapeutique doit, me semble-t-il, porter sur les foyers d'infection. Pour cela, j'estime que nous serions bien inspirés en

1) commençant par expliquer clairement pourquoi nous ne pourrions nous conformer à la lettre aux injonctions interalliées sans violer non seulement le droit international et notre ordre public, mais aussi les principes fondamentaux qui ont toujours été tenus en particulière estime dans les pays de la Magna Carta britannique, de la Constitution américaine, du droit commun anglo-saxon et des droits de l'homme et du citoyen en France. En s'en prenant à la propriété privée de tant d'étrangers, on porterait à l'ordre international et à la confiance entre les peuples un coup dont les partisans, les champions même du rétablissement de la liberté commerciale et financière dans le monde devraient être les premiers à s'épouvanter.

2) Affirmant qu'aucun pays plus que la Suisse, ni peut-être même autant que la Suisse n'aurait à redouter un retour offensif économique, politique ou militaire, de l'impérialisme germanique. On pourrait rappeler que nous n'avons attendu ni les récentes notes alliées, ni la guerre de 1939-45, ni même la première guerre mondiale pour nous mettre en état de défense contre cet impérialisme. On en conclurait que, loin de voir en nous des complices honteux ou des auxiliaires dissimulés d'une politique que nous avons été parmi les premiers à combattre par notre législation et par nos pratiques commerciales, il conviendrait de nous accueillir en alliés empressés dans la lutte contre une telle politique.

3) En rappelant toutes les mesures prises par le Gouvernement fédéral depuis un an pour se conformer aux vœux des alliés dans toute la mesure où ces vœux nous paraissaient compatibles avec les principes nationaux et internationaux qui sont à la fois les leurs et les nôtres. Nous ne craindrions pas à ce propos, d'insister sur la difficulté des diverses tâches nouvelles que nous avons assumées et imposées tant à une administration qui y était mal préparée qu'à une population depuis six siècles républicaine et partant essentiellement réfractaire à la régimentation et au caporalisme. Nous ne craindrions même pas de reconnaître l'insuffisance de certains des résultats acquis jusqu'ici, de regretter des malentendus peut-être dus pour une part à nos propres maladresses, auxquels nos efforts ont pu donner lieu et d'affirmer notre volonté de dépister

tous les fraudeurs et de découvrir les dissimulateurs ou les dissimulés allemands derrière les hommes de paille suisses dont ils auraient pu s'assurer la collaboration. En poursuivant cet effort de salubrité civique, nous serions toujours reconnaissants du concours des informateurs alliés, souvent mieux renseignés grâce à leurs enquêtes en Allemagne, que ne peuvent l'être nos propres organes. Une telle collaboration serait d'autant plus fructueuse qu'elle se montrerait plus respectueuse des responsabilités et des compétences qui, en Suisse, ne peuvent être assumées et exercées que par des Suisses.

4) En exposant que la seconde guerre mondiale, dont nul ne saurait assurément accuser notre pays, a été pour lui et pour ses finances publiques et privées un désastre et nullement une aubaine. Si grâce à sa neutralité traditionnelle et à son effort militaire, cette guerre a été aussi pour lui l'occasion de rendre des services à la communauté internationale et notamment aux victimes des agresseurs, il ne songe pas à en tirer la moindre gloire, mais il ne croit pas à avoir à s'en excuser. Et si, épargnée par les dévastations de la guerre et libérée de la contrainte nazie par la victoire des Alliés, la Suisse pouvait apporter à la reconstruction du monde une contribution disproportionnée à ses faibles ressources, elle en serait particulièrement heureuse. Mais sa dignité et ses traditions séculaires lui commandent d'offrir une telle contribution en pays libre et non pas en satellite tributaire des vainqueurs.

5) Quelle que puisse être l'issue de nos négociations, j'estime que nous devrions scrupuleusement éviter de prendre l'initiative de toute allusion à une participation éventuelle à des réparations ou à des spoliations d'Allemands irréprochables, fût-ce même au profit de Suisses victimes des spoliations germaniques. J'avoue que j'ai même été quelque peu effrayé en trouvant de telles allusions dans les procès-verbaux des séances des 7 et 14 février 1946⁸ auxquelles ma mission à Londres⁹ m'a empêché de participer. Rien en effet ne serait plus néfaste qu'une indiscretion qui permettrait à nos interlocuteurs futurs de savoir que de telles possibilités aient été envisagées à Berne. J'espère donc que tous les exemplaires des procès-verbaux en question auront été bien gardés à Berne et qu'il ne paraîtra opportun à aucun de nous d'en emporter en voyage.

6) Il ne faut pas nous dissimuler que la tâche qui nous attend présente des difficultés sans précédent. Si nous revenons de Washington en ayant réussi à obtenir que le différend soit soumis à un Tribunal international, alors nous pourrions être satisfaits d'avoir abouti à un tel résultat.

Les milieux alliés les mieux disposés à notre égard s'attendent à une résistance de notre part. Les Gouvernements alliés nous en sauront gré dans dix ans.

[...] ¹⁰

8. Pour le procès-verbal du 7 février 1946, cf. N° 61, publié dans le présent volume; pour celui du 14 février 1946, cf. E 2801/1968/84/29.

9. Du 29 janvier au 18 février 1946, W. Rappard séjourne à Londres chargé par le DPF d'observer les travaux de l'Assemblée des Nations Unies et de négocier le retour à Genève du Bureau international du Travail, cf. les rapports de W. Rappard pour M. Petitpierre, E 2001 (E) 1/7. Cf. aussi J I.149/37/74, 37/74 et 118/199.

10. *Annexé à ce document se trouve une liste Besondere Kategorien von gesperrten deutschen Vermögen in der Schweiz, datée du 6 février 1946.*

E 2801/1968/84/30

[DoDiS-67]

Politisches Departement

AUDIENZ DER SCHWEIZERISCHEN BANKIERVEREINIGUNG¹
 BEI EINER ABORDNUNG DER VERHANDLUNGSDELEGATION.
 1. MÄRZ 1946, BANKAUSSCHUSSAAL NATIONALBANK BERN

[Bern, 1. März 1946]

[...]²

Der Vorsitzende eröffnet die Besprechung mit einem Hinweis auf den der anwesenden Abordnung der Verhandlungsdelegation erteilten Auftrag und gibt Herrn Dr. Caflisch das Wort. Dieser beschränkt sich auf einige allgemeine Ausführungen und stellt namentlich fest, die Bankiervereinigung habe diese Audienz nicht erbeten, um Forderungen zu stellen. Sie wünsche lediglich darauf hinzuweisen, welche Konsequenzen bei den bevorstehenden Verhandlungen für die Schweiz als Finanzzentrum zu beachten seien. Er verweist im übrigen auf die Ausführungen von Generaldirektor Nussbaumer, der nun näher auf diese Fragen eingeht.

Herr Nussbaumer umschreibt den *Standpunkt der Bankiervereinigung* wie folgt: Es wäre ausserordentlich gefährlich, wenn dem alliierten Ansinnen auf Übergabe oder Kontrolle der deutschen Vermögenswerte in der Schweiz stattgegeben würde. Die Frage ist von grossem nationalem Interesse. Die Stellung der Schweiz als Rechtsstaat steht auf dem Spiele. Diese Stellung kann unter keinen Umständen preisgegeben werden, «auch wenn wir weitere Opfer bringen müssten, etwa in dem Sinne, dass das Freezing der schweizerischen Guthaben in den Vereinigten Staaten aufrechterhalten bliebe». Für die Banken ist die Wahrung der rechtsstaatlichen Prinzipien im Hinblick auf die Rolle der Schweiz als Finanzzentrum besonders bedeutsam. Das Ausland, und in concreto die ausländische Kundschaft, vertraut auf den Charakter der Schweiz als eines Rechtsstaates. Durch ein Nachgeben würde das Vertrauen der ausländischen Kundschaft gegenüber den schweizerischen Banken getroffen.

Herr Nussbaumer weist in diesem Zusammenhang auch auf den Beitrag hin, den die fremden Gelder an die schweizerische Zahlungsbilanz und an das Steueraufkommen leisten. Er stellt fest, dass die Bankiers die Situation

1. Die Audienz war aufgrund einer vom 14. Februar 1946 datierten schriftlichen Anfrage (nicht ermittelt) der Schweizerischen Bankiervereinigung zustande gekommen. Das vorliegende, nicht datierte Protokoll der von R. Hohl geleiteten Audienz wurde von H. Lacher verfasst und unterschrieben.

2. An der Sitzung nahmen teil: A. Caflisch, C.-A. Nussbaumer, A. Linder, A. Jann, F. Liebrich et M. Oetterli, Schweizerische Bankiervereinigung; R. Hohl, A. Daeniker, G. Gut, O. Exchaquet et H. Lacher, EPD; E. Reinhardt und M. Heimo, Finanzverwaltung des EFZD; A. Hirs, Schweizerische Nationalbank; M. Schwab, SVS.

kaum zu meistern wüssten, die dann entstehen könnte, wenn den alliierten Begehren entsprochen würde. «Wir müssen auf Dekaden hinaus rechnen. Es wäre ein Unglück, wenn auf Jahrzehnte hinaus zerstört würde, was in den vergangenen Jahrzehnten aufgebaut worden ist.»

Ausserdem hätte man unmittelbar nach einem Amerika gezeigten Entgegenkommen mit entsprechenden Begehren anderer Staaten (z. B. Frankreichs) zu rechnen.

Ausser diesen Ausführungen zum Grundproblem der kommenden Verhandlungen erwähnt Herr *Nussbaumer*, ohne näher darauf einzutreten, folgende subsidiäre Punkte: Problem der Guthaben der Deutschen in der Schweiz, in USA, England, Guthaben in USA lebender Deutscher in der Schweiz, schweizerische Rückwanderer, Schweizer in Deutschland, Judenfrage, langjährige Bankkunden, die ihre Guthaben in Deutschland nicht angemeldet haben, Problem der Guthaben, die über holländische und andere drittländische Firmen bei uns liegen.[...] ³

Was die sogenannte «Entdeutschung» deutschbeherrschter Gesellschaften in der Schweiz anbetrifft, vertreten die Banken den Standpunkt, dass einer solchen Massnahme, soweit sie auf legalem Wege geschieht, kein Veto der Alliierten entgegenstehen sollte, vorausgesetzt, dass das Politische Departement und die Verrechnungsstelle mit der geplanten Lösung einiggehen, dass der Erlös aus dem ausscheidenden deutschen Anteil diesem wertmässig entspricht und weiterhin unter der Sperre bleibt. Besonderer Wert ist dabei auf den Schutz der schweizerischen Minoritäten zu legen.

Nach diesen Ausführungen bemerkt *der Vorsitzende*, dass die Abordnung der Delegation selbstverständlich nicht ermächtigt sei, in diesem Rahmen über ihre Instruktionen zu diskutieren, sondern dass es ihr lediglich zustehe, von den Ausführungen der Bankiervereinigung Kenntnis zu nehmen. Im übrigen stünden die Darlegungen *Nussbauers* in weitem Umfang in Übereinstimmung mit der Haltung, die die schweizerische Delegation in Washington einzunehmen gedenke. Es werde gemacht werden, was heute überhaupt möglich sei.

[...] ⁴

Die folgende Diskussion bringt keine wesentlichen Neuigkeiten. *Die angekündigten «wichtigen Mitteilungen»⁵ bleiben aus.* Das Gespräch dreht sich lediglich um gewisse Modalitäten der Durchführung der zusätzlichen Umfragen der Schweizerischen Verrechnungsstelle, namentlich über das Problem der über schweizerische Banken in den USA liegenden deutschen Werte. Herr *Präsident Schwab* benutzt die Gelegenheit, darauf hinzuweisen, dass die seinerzeit ziemlich umkämpfte Differenzierung der grossen Enquête sich heute in dem Sinne als gerechtfertigt erwiesen habe, dass eben eine weit-

3. C.-A. *Nussbaumer* macht hier noch einige Bemerkungen zu den Entscheidungen der holländischen, belgischen, amerikanischen und britischen Behörden.

4. R. *Hohl* und danach auch C.-A. *Nussbaumer* gehen auf verschiedene Punkte der Traktandenliste der Verhandlungen ein.

5. Diese Mitteilungen sind höchst wahrscheinlich im nicht ermittelten Brief der Schweizerischen Bankiervereinigung vom 14. Februar 1946 enthalten.

gehende Differenzierung des Resultats dieser Umfrage erforderlich gewesen sei. Er legt Wert darauf, sich in diesem Kreise von den Bankiers bestätigen zu lassen, dass die Öffnung der Schrankfächer eine sehr grosse Arbeit bedeute. Die Grossbanken hätten ihm in verdankenswerter Weise Personal für diese Aktion zur Verfügung gestellt, ebenso die Versicherungsgesellschaften. Die Safe-Öffnung sei nun auf allen Plätzen neu organisiert worden. Man habe das halbe Personal der Schweizerischen Verrechnungsstelle für die Durchführung dieser Aktion eingesetzt und habe Überzeitarbeit eingeschaltet. Es könne erwartet werden, dass die Safe-Untersuchung bis zur Abreise der Delegation forciert werden könne.

Eine kleine Unterhaltung entwickelt sich auch über die im Jahre 1932 vorgenommene *Schätzung des Bestandes an deutschen Werten in der Schweiz*, der sich damals, nach Erinnerung des Herrn Schwab, auf etwa drei Milliarden Franken belief. Später sei infolge der Devisengesetzgebung ein grosser Teil dieser Werte abgeflossen. Die Bankiers versprechen auf Bitte von Herrn Schwab, die nötige Dokumentation über diese seinerzeitige Schätzung zu besorgen.

Herr Direktor Reinhardt weist auf die Bedeutung hin, die einer möglichst vielfältigen Differenzierung des Enquêteergebnisses zukommt. Die Aufgabe der Delegation bestehe in der Beseitigung des alliierten Misstrauens. Deshalb sei es am Platze, dass durch die Eliminationsmethode möglichst viele Ausscheidungen getroffen werden. Er bittet im übrigen die Bankiervereinigung, eine Dokumentation über das schweizerische *Bankgeheimnis* zu liefern, damit die Delegation eine Möglichkeit besitze, das ihr in dieser Beziehung entgegengebrachte Misstrauen zu zerstreuen.

Zu diesem letztern Thema bemerkt *Herr Caflisch* unter anderm, dass das Bankengeheimnis heute gar kein absoluter Begriff mehr sei, da es stets dann durchlöchert werde, wenn dies im öffentlichen Interesse liege. Es handle sich dabei lediglich noch um eine Art Diskretionspflicht gegenüber unberechtigten Dritten.

Anschliessend an diese Diskussion wird als zweites Traktandum die Frage des Standes des Zertifizierungsproblems behandelt. Über den Gang dieser folgenden Besprechung gibt die beiliegende Notiz⁶ von Herrn Dr. Gut Aufschluss. [...]

6. Nicht abgedruckt.

BUNDESRAT
Protokoll der Sitzung vom 8. März 1946

635. DEUTSCHE VERMÖGENSWERTE IN DER SCHWEIZ UND DAMIT
ZUSAMMENHÄNGENDE FRAGEN. VERHANDLUNGEN MIT DEN ALLIIERTEN

Vertraulich

Politisches Departement. Antrag vom 4. März 1946

Das Politische Departement teilt mit:

«I.

Am 22. Februar 1946 hat der Bundesrat eine Delegation¹ bestellt, deren Aufgabe es sein wird, an den kommenden Verhandlungen mit den Regierungen der drei Hauptalliierten, der Vereinigten Staaten von Amerika, Grossbritanniens und Frankreichs die Schweiz zu vertreten. Es ist vorgesehen, dass diese Besprechungen am 14. März 1946 in Washington aufgenommen werden.

An zwei Konferenzen der Finanz- und Wirtschaftsdelegation des Bundesrates vom 7. und 14. Februar 1946² hat sich den Mitgliedern der Verhandlungsdelegation, der Ständigen Wirtschaftsdelegation und des Direktoriums der Schweizerischen Nationalbank Gelegenheit geboten, eine Aussprache über die Verhandlungsziele und die Taktik des Vorgehens zu halten. An ihrer ersten Sitzung vom 25. Februar 1946³ hat zudem die Verhandlungsdelegation die Ergebnisse dieser Beratungen zu vertiefen gesucht. Die folgenden Vorschläge zu einer Instruktion des Bundesrates an die Delegation entsprechen dem Resultat der durchgeführten Erörterungen und stehen im Einklang mit den Auffassungen der Delegation.

II.

Das Haupt- und Ausgangsthema der kommenden Verhandlungen wird in einer Auseinandersetzung über Eigentum und Verfügungsrecht an den in unserm Lande liegenden oder von hier aus verwalteten deutschen Vermögenswerten bestehen. Im Zusammenhang mit dieser Grundfrage sollen nach alliierter Auffassung zur Erörterung gelangen: die Ausgestaltung und Handhabung der schweizerischen gesetzlichen Bestimmungen über Sperre und Bestandesaufnahme der deutschen Werte, die Goldoperationen der Schweizerischen Nationalbank während des Krieges, die Erfassung der deutschen Patent- und Markenrechte, die Einsetzung einer gemischten alliiert-schwei-

1. Zur Ernennung der schweizerischen Delegationsmitglieder für die Verhandlungen in Washington, vgl. Nr. 65 in diesem Band.

2. Das Protokoll dieser ersten Sitzung ist im vorliegenden Band publiziert, vgl. Nr. 61. Zum Protokoll der zweiten Sitzung, vgl. Nr. 61, Anm. 24, in diesem Band.

3. Vgl. Nr. 65 in diesem Band.

zerischen Kommission, der die Verfügungsgewalt über die deutschen Guthaben zu übertragen wäre, die Heimschaffung der deutschen Staatsangehörigen in der Schweiz, die Schwarze Liste und endlich die schweizerischen Guthaben in den Vereinigten Staaten, in Grossbritannien, in Frankreich und in Deutschland.

Das Hauptziel der schweizerischen Delegation wird darin bestehen müssen, mit den Alliierten zu einer Lösung zu gelangen, die die schweizerische Souveränität respektiert, die den schweizerischen Rechtsüberzeugungen und Interessen Rechnung trägt und die zudem geeignet ist, die Atmosphäre des Misstrauens, wie sie heute noch im alliierten Lager der Schweiz gegenüber herrscht, zu zerstreuen. Mit dieser Bereinigung soll eine sichere Grundlage für spätere Besprechungen mit der alliierten Mächtegruppe und den ihr angehörenden Staaten über das Thema der schweizerischen Interessen in den betreffenden Ländern und im besetzten Deutschland geschaffen werden.

Die Delegation wird im übrigen nach der den Alliierten bereits bekanntgegebenen und unwidersprochen gebliebenen Auffassung dahin trachten müssen, in den kommenden Verhandlungen lediglich eine grundsätzliche politisch-rechtliche Verständigungsgrundlage zu suchen, während die Einzelfragen soweit immer möglich für besondere technische Beratungen vorzubehalten sind, wie sie, an die Washingtoner Gespräche anschliessend, in der Schweiz aufgenommen werden sollen.

III.

a) Für ihre Zielsetzung im einzelnen und für das taktische Vorgehen wird die schweizerische Delegation sich zunächst von der Idee leiten lassen müssen, dass es eine möglichst weitgehende Verkleinerung des Diskussionsobjektes, nämlich der Gesamtheit der deutschen Werte in der Schweiz, eher gestatten wird, zu einer Einigung zu gelangen, als dies bei einem Streit um die durch die Enquête⁴ festgestellte volle Milliarde der Fall wäre. Durch die Ausscheidung gewisser Wertkategorien aus dem Gespräch werden die Reibungsflächen wesentlich vermindert werden können.

Dieser Gedanke ist schon für die Absteckung der Ausgangslage von Bedeutung, indem zwei Komplexe deutscher Vermögenswerte zum vorneherein aus den Traktanden ausgeschieden werden sollen. Dabei handelt es sich einmal um das in der Schweiz vorgefundene Raubgut, das im Anschluss an die im Currie-Abkommen vom 8. März 1945⁵ eingegangenen Zusagen ohne weiteres den Berechtigten ausgeliefert werden wird. Der Bundesrat hat seine Absicht, auf diesem Gebiet entgegenzukommen, bereits durch verschiedene Beschlüsse nachdrücklich dokumentiert. Es ist nicht anzunehmen, dass in dieser Frage noch wesentliche Meinungsverschiedenheiten zwischen den Delegationen auftauchen werden. Eine entsprechende Behandlung wie für das Raubgut soll

4. Die durch die Schweiz verwalteten oder in der Schweiz liegenden deutschen Vermögenswerte belaufen sich gemäss einer von der SVS durchgeführten Umfrage auf ungefähr eine Milliarde Schweizerfranken; zu dieser Umfrage, vgl. Nr. 9, Anm. 13, in diesem Band.

5. Vgl. DDS, Bd. 15, Nr. 391 und Thematisches Verzeichnis: III.2.3. Négociations à Berne en février et mars 1945.

auch für die Guthaben von sogenannten Kriegsverbrechern oder dem früheren deutschen Regime angehörenden besonders belasteten Personen zugesichert werden, sofern es sich dabei nicht um legal erworbenen Besitz handelt.

Als zweiter in diesem Zusammenhang auszuscheidender Komplex sind die Guthaben derjenigen Deutschen zu nennen, die vor 1939 ihren Wohnsitz in der Schweiz hatten. Die Delegation wird es zum vornherein ablehnen müssen, über eine Auslieferung dieser Werte zu verhandeln. Die betreffenden Ausländer geniessen auf Grund der schweizerischen Rechtsordnung den vollen Schutz des Privateigentums.

b) Mit dieser Ausscheidung zweier bedeutender Vermögenskomplexe reduziert sich das Gesprächsobjekt auf ungefähr die Hälfte des seinerzeit festgestellten Gesamtbetrages, also auf rund 500 Millionen Franken. Diese Summe bildet den Streitwert für die eigentlichen Hauptverhandlungen, wie sie unter zeitweiliger Zurückstellung des Gedankens der weitem Verkleinerung des Objektes durch die schweizerische Delegation geführt werden sollen. Es wird sich nun darum handeln müssen, den durch mehrere Gutachten schweizerischer Juristen und Äusserungen angesehenen amerikanischen Gelehrter als gültig bewiesenen Rechtsstandpunkt der Schweiz gegenüber dem alliierten Ansinnen auf Auslieferung des deutschen Besitztums, soweit es Personen gehört, die nicht in der Schweiz wohnen, zu verfechten. Es sollte vorgesehen werden, die schweizerische Auffassung ausführlich unter Anführung juristischer, moralischer und politischer Argumente, wie sie auch prominente Stimmen aus dem gegnerischen Lager geliefert haben, zu begründen und zu verteidigen. Die über das besetzte Gebiet hinausreichenden Konsequenzen des Kontrollratgesetzes Nr. 5⁶, das von den Alliierten als «Rechtsgrundlage» für ihre Begehren angeführt wird, werden bestritten werden müssen, was schliesslich zu einer Zertrümmerung der Basis des alliierten Anspruches führen sollte. In diesem Zusammenhang wird die schweizerische Delegation auch die Frage an die Alliierten richten müssen, ob es sich einer halben Milliarde Schweizerfranken wegen lohne, die Grundsätze des bisherigen internationalen Rechtes in den Wind zu schlagen und damit einen bedenklichen Beitrag an den Zerfall der westlichen Rechtskultur zu leisten.

c) Wenn die Alliierten auf der Verbindlichkeit des Kontrollratgesetzes Nr. 5 beharren sollten, wird sich die schweizerische Delegation überlegen müssen, ob zur Entscheidung dieser Rechtsfrage nicht ein internationales Schiedsgericht vorzuschlagen sein wird. Es käme indessen nicht ein Verfahren auf Grund des amerikanisch-schweizerischen Schieds- und Vergleichsvertrages vom 16. Februar 1931⁷, sondern die Unterbreitung der Streitsache an ein ad hoc bestelltes Schiedsgericht in Frage. Es muss der schweizerischen Delegation vorbehalten bleiben, in einem von ihr zu bestimmenden Stadium der Verhandlungen dem Verhandlungsgegner die Begehung dieses Weges vorzuschlagen. Ohne dass hier näher von den materiellen Aussichten eines solchen

6. Vgl. Nr. 65, Anm. 9, in diesem Band.

7. Vgl. den *Traité d'arbitrage et de conciliation entre la Suisse et les Etats-Unis d'Amérique*, DoDIS-2096, veröffentlicht in *AS*, 1932, 48, S. 290–294. Zu den Vorbereitungen dieses Abkommens vgl. *DDS*, Bd. 9, *Thematisches Verzeichnis*: III.28.3. Schiedsvertrag.

Prozesses die Rede sein kann, muss doch festgehalten werden, dass schon der Anrufung des Schiedsgerichtsverfahrens durch die Schweiz ein gewisser moralischer Erfolg in der Weltöffentlichkeit nicht versagt bleiben würde.

d) Wenn der Vorschlag auf schiedsgerichtliche Behandlung der Streitfrage unterbleiben muss oder den Verhandlungspartnern gegenüber nicht durchgesetzt werden kann, so wird vom bisherigen rein negativen Standpunkt der Verteidigung des Rechts abgewichen und eine wesentliche Konzession an die Auffassung der Alliierten gemacht werden müssen. Dabei handelt es sich um folgendes:

Unsere Gegner legen ihren Begehren eine doppelte Zielsetzung zugrunde. Einmal geben sie vor, mit der Erfassung des deutschen Vermögens im Ausland den Zweck der Ausschaltung des wirtschaftlichen Potentials für einen künftigen deutschen Krieg zu verfolgen. Sie berufen sich dabei auf Erfahrungen, die sie nach dem ersten Weltkrieg in dieser Beziehung gemacht haben wollen. Das zweite Ziel des alliierten Planes besteht darin, die vom Kriege verschont gebliebenen Neutralen mit der Ablieferung der bei ihnen liegenden deutschen Werte zu einem Beitrag an die Reparationskosten zu veranlassen. Das erste Ziel wird in der Präambel des Kontrollratgesetzes Nr. 5 besonders herausgestellt, während das zweite in den Einladungen der hiesigen alliierten Vertretungen zu den Verhandlungen unterstrichen wird.

Die nach ausgiebiger Durchfechtung des Rechtsstandpunktes vorzusehende Konzession wird nun darin bestehen müssen, dass die an erster Stelle genannte Zielsetzung der Alliierten, die Ausschaltung des deutschen Kriegspotentials, als Verhandlungsgrundlage angenommen wird. Dabei wäre dann wieder zunächst die Frage aufzuwerfen, ob es sich angesichts der relativen Geringfügigkeit der Summe, die für eine neue deutsche Aufrüstung ja ohne jede Bedeutung wäre, überhaupt lohne, die von den Alliierten geplanten Schritte zu unternehmen. Dann aber wird der eingangs erwähnte Leitgedanke der Verkleinerung des Diskussionsobjektes in diesem Stadium der Verhandlungen erneut aufgenommen werden müssen. Es wird nämlich darauf hinzuweisen sein, dass die Auslieferung eines ansehnlichen Komplexes des in der Schweiz festgestellten deutschen Vermögens nicht mit dem Ziele der Ausschaltung des deutschen Kriegspotentials zu begründen sein wird. Dabei handelt es sich um die nach der Schweiz geflüchteten Guthaben der Gegner des früheren deutschen Regimes. Die Alliierten werden zugeben müssen, dass die Werte dieser Leute nicht für die Vorbereitung eines künftigen Krieges eingesetzt werden können.

Falls es gelingen sollte, nun auch diesen Teil der deutschen Vermögen aus der Diskussion auszuschalten, würde sich die künftige Unterhaltung um einen Restbetrag von nur 200 bis 300 Millionen Schweizerfranken drehen.

e) Der materielle Inhalt der den Alliierten mit Bezug auf ihre Zielsetzung gewährten Konzession wird darin bestehen, dass die Schweiz nun die Aufgabe übernimmt, dafür besorgt zu sein, dass diese deutschen Werte nicht für die Vorbereitung eines künftigen Krieges Verwendung finden können. Der Weg, auf dem dieses Ziel erreicht werden soll, ist indessen nicht der über eine Auslieferung dieser Guthaben an die Alliierten, sondern der ihrer Wegschaffung mittels einer Verrechnung mit schweizerischen Forderungen gegenüber

Deutschland. Dieses Verfahren ist selbstverständlich nicht als entschädigungslose Enteignung gedacht, sondern als Überweisung der deutschen Werte in einem Zwangstransferverfahren, wobei dem betreffenden in Deutschland lebenden Berechtigten der Gegenwert seines Frankenguthabens in Reichsmark zur Verfügung gestellt würde. Durch dieses Verfahren, das sich mit der schweizerischen Rechtsauffassung durchaus vereinbaren liesse, würden einerseits die deutschen Guthaben in Schweizerfranken beseitigt, was dem Ziel der Alliierten auf Zertrümmerung des deutschen Kriegspotentials entspräche, während andererseits die infolge des deutschen Zusammenbruchs notleidend gewordenen schweizerischen Deutschgläubiger damit wenigstens zu einer Teilzahlung an ihre Ansprüche gelangten. Wie weiter unten dargetan werden wird, soll auch der Ertrag aus der Ablösung deutscher Beteiligungen an schweizerischen Unternehmungen auf dem hier aufgezeigten Wege den Berechtigten nach Deutschland überwiesen werden. Zum Beweise unserer festen Absicht, mit dem nach dem Verkleinerungsprozesse verbliebenen Betrag auf diese Weise zu verfahren, wird den Alliierten in dieser Verhandlungsetappe ein Entwurf zu einem Bundesratsbeschluss über die Transferverrechnung vorgezeigt werden können.

f) Wenn nun die Alliierten auf die Annahme lediglich des einen ihrer beiden Ziele und auf die Technik der Austilgung der deutschen Vermögenswerte in der Schweiz, wie wir sie vorschlagen, nicht eintreten sollten, so wird die Delegation, da ihr kein Spielraum für weitere Konzessionen mehr zur Verfügung steht, die Verhandlungen unterbrechen und neue Instruktionen des Bundesrates einholen müssen.

IV.

Im Zusammenhang mit dem Hauptthema und auf Grund des unter I erwähnten, von den Alliierten vorgesehenen Verhandlungsprogramms stellen sich eine Reihe Einzelprobleme, die im folgenden kurz betrachtet werden mögen.

a) Die alliierte Kritik an der Ausgestaltung der hier in Betracht fallenden schweizerischen gesetzlichen Massnahmen und an der Handhabung der geltenden Vorschriften wird als ungerechtfertigt zurückgewiesen werden müssen. Dies gilt insbesondere auch für die beiden von den Alliierten zweifellos zur Diskussion vorgesehenen Musterfälle der Unterstellung der I. G. Chemie, Basel⁸, unter die Sperre und des Verkaufs des Fridericianums⁹ an die Gemeinde Davos.

b) Zu dem von den Alliierten angekündigten Traktandum der Goldoperationen der Schweizerischen Nationalbank sind folgende Darlegungen zu machen:

Gemäss Bundesratsbeschluss betreffend Währungsmassnahmen vom 27. September 1936 ist die Schweizerische Nationalbank angewiesen, den

8. Vgl. Nr. 65, Anm. 7, in diesem Band.

9. Das deutsche Fridericianum mit Sitz in Davos war gleichzeitig Privatschule und Sanatorium. Zu dieser Angelegenheit vgl. E 2001 (E) 7/14.

Goldwert des Frankens innerhalb bestimmter Gewichtsgrenzen zu halten¹⁰. Diese gesetzliche Pflicht bedingt, dass das schweizerische Noteninstitut Gold zu festen Preisen ankauft oder verkauft, will es Disparitäten gegenüber den massgebenden ausländischen Valuten verhindern und damit den internationalen Zahlungsverkehr, namentlich aber den Warenaustausch, nicht gefährden. Die Stabilhaltung der schweizerischen Valuta ist während des zweiten Weltkrieges nicht zuletzt auch den beiden kriegführenden Parteien nützlich und wertvoll gewesen.

Die aus der schweizerischen Neutralität erwachsenden Pflichten beziehen sich auch auf das Goldgeschäft und den internationalen Zahlungsverkehr, abgesehen davon, dass eine parteiische Haltung in monetärer und wirtschaftlicher Hinsicht für die Schweiz bedenkliche Folgen gehabt und wohl grosse Schwierigkeiten mit sich gebracht hätte.

Im Sinne dieser Ausführungen hat die Schweizerische Nationalbank während der Jahre 1939/44 mit beiden kriegführenden Parteien, wie auch mit neutralen Staaten Goldtransaktionen getätigt, soweit diese legitimen Bedürfnissen in der Schweiz oder dem internationalen Zahlungsausgleich zu dienen hatten. Während von alliierter Seite Gold für circa 3,3 Milliarden Franken gekauft wurde, waren es von den Achsenpartnern zusammen nur 1,3 Milliarden.

Ein erheblicher Teil der Goldsendungen der Deutschen Reichsbank ist direkt für Rechnung anderer neutraler Notenbanken gemacht worden. Vom Erlös des von der Schweizerischen Nationalbank direkt angekauften Goldes hat die Reichsbank vorab ihre Direktverpflichtungen in der Schweiz, soweit diese ausserhalb des Clearings abzuwickeln waren, befriedigt, so beispielsweise für die Bedürfnisse des Konsulardienstes, für Zahlungen an das Internationale Rote Kreuz, für die Leistungen an die Abteilung fremde Interessen (Gefangenendienst), für Reise- und Kurkosten usw. Einen namhaften Anteil des Gegenwertes des an die Nationalbank verkauften Goldes hat die Reichsbank für Zahlungen nach Drittländern verwendet. Dies namentlich deshalb, weil unsere Devisen wegen ihrer Stabilität, wegen des freien Goldhandels und des freien Zahlungsverkehrs in der Schweiz zu jener Zeit auf dem europäischen Kontinent das bevorzugte internationale Zahlungsmittel war. Es unterliegt keinem Zweifel, dass diese Zahlungen in grossem Umfange für die Abdeckung von in der Schweiz eröffneten Akkreditiven und Krediten dienen.

Schon am 7. Dezember 1942 hat der Bundesrat auf Veranlassung der Schweizerischen Nationalbank dem Noteninstitut die Aufsicht und Kontrolle über die Ein- und Ausfuhr von Gold sowie über den Handel mit Gold im Inland übertragen¹¹. Diese Massnahme erfolgte ebensowohl zur Bekämpfung des Anstiegs des Goldpreises, bzw. des Sinkens der Landesvaluta als vornehmlich auch zur Bekämpfung des schwarzen Goldmarktes und der allgemeinen Überwachung des Goldverkehrs.

Bereits seit der zweiten Hälfte des Jahres 1943 war die Schweizerische

10. Zur Abwertung des Schweizerfrankens im Jahre 1936 vgl. DoDiS-2097 oder DDS, Bd. 11, Nr. 297.

11. AS, 1942, Bd. 58, II, S. 1137–1143. Zu diesem BRB vgl. DoDiS-2098 oder DDS, Bd. 14, Nr. 229 und Bd. 15, Nr. 402.

Nationalbank, nicht zuletzt aus währungspolitischen Überlegungen, bestrebt, einen Teil des die Schweiz nicht berührenden Zahlungs- und Goldverkehrs abzudrängen, indem sie die Reichsbank einlud, ihre Devisenkäufe, z. B. in Escudos und Schwedenkronen, wenn immer möglich direkt in Lissabon und Stockholm zu tätigen. Ferner hat die Nationalbank den schweizerischen Banken entsprechende Weisungen erteilt, ohne dabei aber aus Gründen der Neutralität und in Ermangelung einer Devisenbewirtschaftung den Handel vollständig verbieten zu können.

Diese Einschränkungen wurden im Zeitpunkt des am 22. Februar 1944 von den Alliierten erlassenen «Warnings»¹² erheblich verschärft, und es wurde zugleich die Reichsbank ersucht, ihre Frankenbegehren gegen Goldverkäufe auf das unbedingt notwendige Mass herabzusetzen. Die Entwicklung der den Alliierten bekannten Goldbewegungen seit Mitte 1943 zeigt, wie sehr die von der Schweizerischen Nationalbank gegen den unerwünschten Goldzufluss getroffenen Abwehrmassnahmen Erfolg hatten. Tatsächlich beschränkten sich vom Zeitpunkt des «Warnings» hinweg die Goldverkäufe der Reichsbank auf die dringendsten Frankenbedürfnisse, die zu befriedigen die Schweizerische Nationalbank aus Gründen der Neutralität nicht wohl hätte ablehnen können. Goldübernahmen für solche Bedürfnisse sind übrigens auch im Currie-Abkommen ausdrücklich für weitere Monate gebilligt worden. Bis zum «Warning» ist weder die schweizerische Regierung noch die Schweizerische Nationalbank von offizieller Seite vor der Annahme von deutschem Gold gewarnt worden.

Schon vor dem «Warning» hat das Direktorium der Schweizerischen Nationalbank mit dem Reichsbank-Vizepräsidenten Puhl das Problem der Goldbestände der Reichsbank wiederholt diskutiert und sich über die Höhe und Provenienzen der Vorkriegswährungsreserven der Deutschen Reichsbank orientieren lassen. Diese Zahlen wurden seinerzeit durch vertrauliche Informationen eines schweizerischen Bankiers, die er von alliierter Seite erhielt, bestätigt. Danach soll die Reichsbank schon vor dem Kriege über namhafte Goldvorräte (weit über 1 Milliarde Mark) verfügt haben, wovon angeblich ein Teil in ihrer Bilanz unter den übrigen Aktiven eingestellt gewesen sei. Überdies hatte Herr Puhl das Direktorium der Nationalbank zu wiederholten Malen versichert, dass die Reichsbank kein Gold von der Belgischen Nationalbank übernommen habe; dieses sei im Besitze der deutschen Regierung verblieben, weil die belgische Notenbank es abgelehnt habe, den Gegenwert in deutschen Schatzwechseln entgegenzunehmen.

Die Schweizerische Nationalbank legt Wert darauf, zu erklären, dass sie bei allen ihren Goldoperationen gutgläubig gewesen ist und dass sie zur Bestärkung dieses guten Glaubens alle ihr praktisch möglich gewesenenen Vorichtsmassregeln beobachtet hat. Auf Grund dieser Darlegungen sowie gestützt auf die Grundsätze des Völkerrechts wird es die Delegation ablehnen müssen, auf ein allfälliges Verlangen der Alliierten um Rückgabe von Gold, das von der Deutschen Reichsbank gutgläubig erworben worden ist, einzutreten.

12. Vgl. *DDS*, Bd. 15, Nr. 402.

c) Die Frage der Erfassung der Patent- und Markenrechte ist vom Politischen Departement im Einvernehmen mit dem Eidgenössischen Amt für geistiges Eigentum geprüft worden. Auf alliierte Begehren hinsichtlich dieser Rechte, die, sofern sie einem Deutschen zustehen, als solche grundsätzlich unter die allgemeine Vermögenssperre fallen, wird mit Hinweisen auf die nachfolgend dargelegte Situation zu begegnen sein.

Mit dem Amt zusammen wurde insbesondere untersucht, ob es sich nicht rechtfertige, dem alliierten Wunsche auf Erlass eines Moratoriums für die Gebührenzahlung auf deutschen Patenten zu entsprechen. Aus praktischen Gründen und im Hinblick auf das allgemeine schweizerische Interesse wird es sich indessen empfehlen, von dieser Massnahme abzusehen. Eine Aufrechterhaltung des gegenwärtigen Zustandes, der diejenigen Patente, für die die Gebühren nicht entrichtet werden, erlöschen lässt, scheint übrigens auch dem von den Alliierten proklamierten Wunsch auf Abrüstung des deutschen wirtschaftlichen Kriegspotentials im Auslande zu entsprechen. Im übrigen besteht später für den aus dem erloschenen Patent Berechtigten die Möglichkeit, sich unter Nachzahlung der versäumten Gebühren wieder in die frühere Rechtsstellung einsetzen zu lassen. Zu den Auswirkungen der Vermögenssperre auf diesen Fragenkomplex ist zu bemerken, dass der Erwerb und die Abtretung von Lizenzen und Patentrechten durch der Sperre unterstellte Firmen der Zustimmung der Schweizerischen Verrechnungsstelle bedürfen. Zahlungen aus Lizenzen an deutsche Patentinhaber sind natürlich ebenfalls der Sperre unterstellt.

Eine grosse Zahl von zugunsten deutscher Berechtigter registrierten Fabrik- und Handelsmarken ist in letzter Zeit von Dritten neu eingetragen worden. Das Eidgenössische Amt für geistiges Eigentum kann die Neueintragung ex officio nicht ablehnen. Andererseits wird der klageberechtigte, in Deutschland domizilierte Markeninhaber heute seine Rechte dem Dritten gegenüber nicht geltend machen können. Auf der Grundlage der Vermögenssperre können nur die dieser unterstehenden Firmen am Neueintrag deutscher Marken verhindert werden. Es wird eine Verfügung der Schweizerischen Verrechnungsstelle erlassen werden müssen, wonach alle auf deutsche Berechtigte eingetragenen Marken ausdrücklich als gesperrt erklärt werden. Dieser Sperre käme rückwirkender Charakter zu.

Ein weiterer gegebenenfalls in Betracht zu ziehender Weg zur Erfassung dieser Werte bestünde in der Einsetzung von Treuhändern oder Beiständen für die an der Wahrnehmung ihrer Rechte gehinderten ausländischen Firmen.

Im übrigen ist das Amt für geistiges Eigentum zur Zeit auf Wunsch des Politischen Departements damit beschäftigt, einen Katalog derjenigen deutschen Patentrechte zu errichten, die auf Grund seiner Organisation als solche erfassbar sind. Damit wird ein weiterer Beitrag an die Vervollständigung der auf diesem Sondergebiet getroffenen Vorkehren geleistet.

d) Ein besonders heikles Gebiet wird mit dem Problem der Ausschaltung der deutschen Beteiligungen an der schweizerischen Wirtschaft zu behandeln sein. Die Alliierten messen dieser Frage, die sie natürlich in erster Linie unter dem Gesichtspunkt der Demolierung des deutschen Kriegspotentials beurteilen, grosse Bedeutung zu. Dabei wird ausserdem einer Tendenz der Alli-

ierten, insbesondere der Amerikaner, entweder diese Unternehmungen zu liquidieren oder aber sich selbst an die Stelle der deutschen Beteiligten zu setzen, die gebührende Aufmerksamkeit geschenkt werden müssen. Auf jeden Fall wird sich die schweizerische Delegation nicht ersparen können, konkrete Vorschläge zu diesem Thema bereitzuhalten.

Es wird davon ausgegangen werden, dass, soweit Lösungen für die Einzelfälle auf freiwilliger Grundlage in Aussicht genommen werden können, diesem Weg natürlich der Vorzug zu geben sein wird. Andererseits lehrt aber die auf dem Gebiet der Schwarzen Listen gemachte Erfahrung, dass in der Mehrzahl der Fälle ohne zwangsweises Vorgehen nicht auszukommen sein wird. Es wird deshalb daran gedacht, für die unter der Sperre stehenden Firmen und weitere gesperrte Vermögenswerte durch die Schweizerischen Verrechnungsstelle zunächst einmal Beistände nach dem Muster der vormundschaftlichen Regelung ernennen zu lassen, deren Aufgabe es sein wird, an Stelle der an der Ausübung ihrer Mitgliedschafts- oder Organrechte verhinderten Ausländer zu treten und für die Erhaltung der verbeiständeten Werte zu sorgen. Für die erfahrungsgemäss durchwegs auf der Schwarzen Liste figurierenden Firmen wird sich aus dem Aufgabenbereich des Beistandes ohne weiteres die Notwendigkeit ergeben, die Überführung der deutschen Beteiligungen in andere Hände in dringenden Fällen sogleich an die Hand zu nehmen. In weniger eiligen Angelegenheiten, in welchen aber früher oder später infolge der durch schwarze Liste und Sperre verursachten Beschränkungen der wirtschaftlichen Bewegungsfreiheit ebenfalls Gefahr droht, wird dies wenigstens vorzubereiten sein, um womöglich Lösungen auf zwangsfreiem Wege zu erzielen. Mit der Einführung der Beistandschaft ist eine Möglichkeit geboten, die benötigte, aber heute nicht mehr beizubringende Stellungnahme der ausländischen Berechtigten zu ersetzen und den Unternehmungen ihre Handlungsfähigkeit zurückzugeben. Die Bereitschaft zu diesem Vorgehen wird den Alliierten gegebenenfalls durch Hinweis auf den Entwurf eines Bundesratsbeschlusses dargetan werden können, der zur Zeit in Ausarbeitung begriffen und für die Mitnahme durch die Delegation vorgesehen ist.

Für die endgültige Ausschaltung des deutschen Einflusses aus den einzelnen Unternehmungen wird schliesslich eine besondere Fühlungnahme mit den Alliierten unerlässlich sein, da sonst keine Gewähr für die Streichung von der Schwarzen Liste besteht.

Der Gegenwert der ausgekauften deutschen Beteiligungen wird, wie oben bereits dargelegt, zur Transferverrechnung gebracht und den deutschen Berechtigten in Markwährung überwiesen werden.

V.

Was die übrigen von den Alliierten als Programmpunkte angekündigten Themen (Heimschaffung der deutschen Staatsangehörigen, Schwarze Liste, schweizerische Guthaben in Deutschland, den USA, Grossbritannien und Frankreich) betrifft, wird die Delegation, soweit sich nicht schon im Zusammenhang mit den obigen Darlegungen gewisse Richtlinien ergeben haben, je nach dem Gang der Hauptverhandlungen im Sinne der auf dem Spiele stehenden schweizerischen Interessen Stellung nehmen müssen.

Von weiteren Problemen, die in diesem Zusammenhang etwa zur Diskussion gestellt werden könnten, ist hinsichtlich des Reichsvermögens zu erwähnen, dass die Alliierten in Anbetracht der mit der Deutschen Interessenvertretung getroffenen Lösung auf Auslieferung nicht erpicht sein dürfen. Auch die Frage der ebenfalls der Sperre unterworfenen österreichischen Guthaben wird kaum vorgebracht werden. Ihrer Einbeziehung in die Diskussion würde jedenfalls von schweizerischer Seite nicht zugestimmt werden.»

VI.

Gestützt auf diese Ausführungen wird antragsgemäss
beschlossen:

Von diesen Ausführungen wird im Sinne einer Instruktion an die Verhandlungsdelegation in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen.

68

E 1004.1 1/467
[DoDiS-164]

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 12 mars 1946¹

679. RENONCIATION AUX DROITS D'EXTERRITORIALITÉ EN CHINE

Département politique. Proposition du 6 mars 1946
Département de justice et police. Rapport joint du 8 mars 1946

Dans sa séance du 27 juillet 1945², le Conseil fédéral, après avoir pris connaissance des raisons exposées par le Département politique pour lesquelles le moment était venu de renoncer expressément aux droits d'exterritorialité en Chine, avait décidé de faire connaître au gouvernement chinois le désir de la Suisse de pouvoir entamer des négociations à cet effet.

Depuis lors, des échanges de vues eurent lieu avec la Légation de Chine à Berne³. A ce propos, la procédure normale eût été de proposer au gouvernement chinois la conclusion d'un traité comportant la renonciation aux droits extraterritoriaux, analogue aux conventions signées, depuis le 11 janvier 1943, par différents Etats, comme la Grande-Bretagne, les Etats-Unis d'Amérique, la Norvège, les Pays-Bas, la Belgique, la Suède et, tout récemment, la France⁴. Toutefois, étant donné qu'un traité eût dû être soumis à la ratification des Chambres fédérales et n'aurait pu entrer en vigueur qu'après le délai référen-

1. Cf. E 2001 (D) 3/161.

2. *PVCF N° 1769*, E 1004.1 1/459, cf. DoDiS-1262.

3. *Sur ces échanges de vues*, cf. E 2001 (D) 3/161.

4. *Pour une documentation sur ces conventions*, cf. *ibid.*

daire légal, il a paru préférable, pour éviter tout ce qui pourrait retarder un arrangement, de renoncer à la juridiction consulaire par voie d'échange de notes⁵ prévoyant l'abrogation de la déclaration annexée au traité d'amitié sino-suisse du 13 juin 1918⁶, déclaration sur laquelle reposent les droits d'extraterritorialité dont la Suisse jouit en Chine.

En effet, la Suisse a en Chine une position juridique toute spéciale en ce sens qu'elle ne possède, en fait, aucun droit capitulaire propre, mais bénéficie de la juridiction consulaire uniquement en vertu de la clause de la nation la plus favorisée. Or, à l'exception du Portugal, toutes les puissances capitulaires ont conclu avec le gouvernement de Tchoungking⁷ des traités comportant l'abandon du régime des privilèges. D'où la nécessité évidente pour la Suisse – si elle ne veut pas risquer de voir ses droits d'extraterritorialité s'éteindre automatiquement et de se trouver, au surplus, dans l'impossibilité de faire dépendre sa renonciation de certaines conditions propres à sauvegarder les droits acquis par les Suisses en Chine – d'arriver à un règlement avec le gouvernement chinois avant que le Portugal n'ait lui-même formellement renoncé à ses privilèges.

Le Département politique s'est, en conséquence, à la suite de ses pourparlers avec le Ministre de Chine à Berne, mis d'accord avec ce dernier sur le texte de la note à lui adresser. Le Ministre de Chine répondrait par une note identique contenant l'acceptation du gouvernement chinois à l'accord proposé.

L'accord prévoit, au paragraphe I, que tous les droits accordés à la Suisse et à ses nationaux en vertu de la déclaration annexée au traité d'amitié conclu avec la Chine le 13 juin 1918 prennent immédiatement fin, les ressortissants, sociétés et associations suisses en territoire chinois étant placés désormais sous la juridiction des tribunaux de la république de Chine. Cependant, deux réserves expresses sont faites: selon la clause 1, les ordonnances, arrêts, jugements et autres actes du tribunal consulaire suisse en Chine⁸ sont considérés comme «*res judicata*» et recevront, le cas échéant, force exécutoire par les autorités chinoises. Les affaires encore pendantes seront remises, à la demande du plaignant ou du demandeur, aux autorités judiciaires chinoises qui statueront dans le plus bref délai possible, en appliquant, autant que faire se peut, la législation suisse.

La seconde réserve (clause 2) a pour but de prévenir toutes contestations quant aux droits et titres existants que possèdent des ressortissants, sociétés et associations suisses à l'égard des propriétés immobilières en Chine; les propriétaires de ces droits et titres jouiront du même traitement et seront soumis aux mêmes dispositions que ceux prévus pour les pays ayant renoncé, depuis le 11 janvier 1943, aux privilèges capitulaires en Chine. Ce traitement prévoit, entre autres, que les droits et titres dont il s'agit ne seront sous aucun

5. Pour l'échange de notes du 13 mars 1946, cf. RO, 1946, vol. 62, p. 423-424.

6. Cf. DDS, vol. 6, N° 407, Annexe, ainsi que RO, 1921, vol. 37, pp. 66-69; pour le Message du Conseil fédéral aux Chambres fédérales, cf. FF, 1918, vol. V, pp. 675-676.

7. Siège du gouvernement nationaliste chinois de l'été 1938 jusqu'à 1946.

8. Sur les actes et arrêts du Tribunal consulaire suisse de Shanghai, cf. e. a. E 2001 (D) 3/160-162 et E 2001 (E) 1/62.

prétexte mis en cause, sauf dans les cas où il serait établi, par voie judiciaire, que l'acquisition eut lieu de façon frauduleuse. Ils ne pourront pas non plus être invalidés par suite de modifications quelconques apportées ultérieurement à la procédure en vertu de laquelle ils ont été acquis.

Pour toutes les autres questions touchant à la situation des personnes physiques et morales suisses en Chine, une clause générale (paragraphe II) assure le traitement, par réciprocité, de la nation la plus favorisée, et cela jusqu'à la conclusion d'un traité d'établissement et de commerce⁹, au sujet duquel le Département politique se propose d'entamer des négociations avec le gouvernement chinois dès l'arrivée en Chine de M. le Ministre de Torrenté.

Le dernier alinéa de l'accord prévoit que celui-ci sera considéré comme parfait et entrant en vigueur le jour même de l'échange des notes.

Vu ce qui précède, le Département politique d'entente avec le Département de Justice et Police, propose et le Conseil

décide

1. D'approuver l'accord dont il s'agit ci-dessus.

2. D'autoriser le chef du Département politique à procéder à l'échange des notes.

9. *Un tel traité entre la Suisse et la République de Chine n'a pas été conclu. A ce sujet, cf. E 2001 (E) 1978/84/580.*

69

E 2300 Buenos Aires/10
[DoDiS-294]

*Der schweizerische Gesandte in Buenos Aires, E. Feer,
an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre*

DER SIEG PERÓN

Kopie
PB

Buenos Aires, 9. April 1946

Die Stimmzählung nach den Präsidentschafts- und Kongresswahlen vom 24. Februar hat über einen Monat gedauert. Die abschliessenden Resultate liegen nunmehr vor und was man schon seit Wochen kommen sah¹, bestätigt sich, dass Oberst Perón einen der überwältigendsten Wahlsiege in der Geschichte Argentiniens erfochten hat. In der neuen Deputiertenkammer werden nicht weniger als 109 Vertreter der Partei der Arbeit «partido laborista» sitzen, die heute kurz als «peronistas» bezeichnet werden. Ihnen gegenüber stehen nur 44 Radikale, 2 Nationaldemokraten und 2 Vertreter der kleinen weniger bekannten Partei der Antipersonalistas. Die Sozialdemokraten sind

1. *Für eine Analyse der Parteienlandschaft und der innenpolitischen Situation vor den Wahlen vgl. den politischen Bericht von K. Forcart an M. Petitpierre vom 8. Februar 1946, DoDiS-2298.*

von der Partei Peróns völlig zermürbt und ausgeschaltet worden und haben keinen einzigen Vertreter im Gegensatz zu 17, die sie bei den letzten Wahlen für die Deputiertenkammer in der Stadt Buenos Aires aufbringen konnten.

Im Senat ist die Mehrheit der Partei Peróns noch vollständiger. Von den 30 Mitglieder werden mindestens 26 Peronistas sein, während es noch nicht entschieden ist, welcher Partei die 4 andern angehören werden, da dieselben nicht direkt, sondern durch Vermittlung der sogenannten Elektoren ihr Mandat erhalten. Nach der Auffassung guter Kenner der argentinischen Innenpolitik sind es drei Faktoren, die zu dem vollständigen Sieg Peróns beigetragen haben:

1. Die Schwäche und Ungeschicklichkeit der Opposition

Die persönlichen Reibungen zwischen den historischen Parteien der Radikalen und der Konservativen sind so gross, das Misstrauen zwischen ihnen so stark, dass die Konservativen im grossen ganzen sich nicht entschliessen konnten, mit den Radikalen gemeinsame Sache zu machen, sondern mehrheitlich ebenfalls für die Anhänger Peróns stimmten. Ihr Verhalten wurde auch stark dadurch beeinflusst, dass die Radikalen sich unglücklicherweise verleiten liessen, ein Wahlbündnis mit den Kommunisten abzuschliessen, was die katholische Kirche veranlasste, die Parole auszugeben, nicht für die Radikalen zu stimmen. So haben die Radikalen bedeutend mehr Stimmen verloren, als sie durch die Vereinigung mit der sehr schwachen kommunistischen Partei gewinnen konnten.

2. Ideologische und wahltaktische Vorteile Peróns

Oberst Perón hatte alle fortschrittlichen sozialen Postulate auf seinem Programm und den Radikalen blieb nichts übrig, als nach dieser Richtung hin etwas lahm nachzuhinken. Durch die berühmten Dezember-Dekrete (Sozialversicherung, Ausrichtung eines Monatsbonus und Lohnerhöhung an die Arbeitenden) der Regierung Farrell, welche allgemein als das Werk Peróns bekannt waren, hatte der frühere Leiter der Secretaría de Trabajo y Previsión die Sympathien der unterprivilegierten Klassen für sich gewonnen. Landauf landab konnte man hören, dass Perón der erste Mann war, der nicht nur schöne Worte machte, sondern tatsächlich auch etwas für die Arbeiter und Angestellten getan hat.

Zweifellos hat die Regierung Farrell die Wahlen zugunsten Peróns beeinflussen können. In der ganzen Periode des Wahlkampfes herrschte Belagerungszustand und zahlreiche Führer der Opposition waren durch Einschüchterung, Gefängnis oder Verbannung ausgeschaltet. In den staatlichen Rundfunknetzen kamen die Vertreter des Partido Laborista uneingeschränkt zum Wort, während die Radikalen immer wieder Mühe hatten, sich durchzusetzen und bei ihren Propagandareisen mit allen Mitteln schikaniert wurden. Vielfach wird behauptet, dass der Staat die Wahlagitation zugunsten Peróns zum mindesten teilweise finanziert hat.

3. *Das Blaubuch der Vereinigten Staaten*², das ungefähr 10 Tage vor den Wahlen veröffentlicht wurde, hat dem Obersten Perón bestimmt nicht ge-

2. Zum Inhalt des erwähnten Blaubuchs vgl. den Brief von K. Bruggmann an W. Stucki vom 15. Februar 1946, DoDiS-2194.

schadet, höchstens genützt. In sehr geschickter Weise hat seine Partei das Blaubuch ausgenützt, um den Argentinern klarzumachen, dass wenn der Oberst nicht gewinne, Argentinien in Gefahr stehe, eine nordamerikanische Kolonie zu werden. Der persönliche Zweikampf zwischen Perón und dem früheren amerikanischen Botschafter Braden hatte sich so sehr der Fantasie aller Argentinier bemächtigt, dass es leicht war, den Millionen kleiner ungebildeter Leute den amerikanischen Imperialismus als Teufel an die Wand zu malen. So sah man denn überall Inschriften wie «Patria si, Colonia no» oder «Muera Braden, Viva Perón».

[...]³

Aussenpolitisch gesehen, kann keinem Zweifel unterliegen, dass die argentinischen Wahlen auf das Verhältnis unter den südamerikanischen Ländern einen grossen Einfluss ausgeübt haben. Die Tatsache, dass die Wahlen verfassungsmässig und sauber durchgeführt wurden, was sogar von der Opposition zugegeben wird, hat einen wesentlichen Umschwung in der Einstellung derselben bewirkt. Man ist geneigt, den faschistischen und diktatorischen Charakter des Regimes Perón in weniger gefährlichem Lichte zu sehen. Die vom Staatsdepartement in Washington befolgte Politik, Argentinien unter Mitwirkung eines Mehrheitsblocks der lateinamerikanischen Staaten isolieren und die hier aufkeimenden faschistischen Tendenzen abwürgen zu wollen, scheint endgültig zum Misserfolg verurteilt. Die Bemühungen des Staatssekretärs Byrnes und seines Mitarbeiters Braden, Argentinien von der geplanten Konferenz in Rio de Janeiro⁴, welche die Verteidigung der westlichen Hemisphäre organisieren soll, auszuschalten, sind gescheitert. Nacheinander haben Brasilien, Mexico, Cuba, Ecuador erklärt, dass das argentinische Volk in freien Wahlen seinen Willen ausgedrückt habe und aus der Gemeinschaft des Kontinents nicht ausgestossen werden dürfe. Es zeigt sich, wie richtig die Bemerkungen waren, die mir gegenüber von Vertretern dieser Länder in Rio de Janeiro gemacht wurden, als sie darauf hinwiesen, wenn es zu einer Auseinandersetzung komme, so stehe ihnen Argentinien immer noch etwas näher als die Vereinigten Staaten⁵.

Unter den hiesigen südamerikanischen Diplomaten, mit denen ich Gelegenheit hatte, über die Situation zu sprechen, mehren sich die Stimmen, welche das nordamerikanische Blaubuch als einen psychologischen Fehltritt bezeichnen. Der Umstand, dass das Staatsdepartement in Berlin gefundene Doku-

3. *Im nicht abgedruckten Teil findet sich eine Darstellung des neuen Kräfteverhältnisses im argentinischen Kongress, durch das die gesetzgeberischen Arbeiten der Regierung Peróns nach Meinung Feers beschleunigt werden dürften. Im weiteren berichtet Feer über die erste Rede Peróns nach seiner Wahl. In dieser habe Perón festgehalten, dass ausländisches Kapital trotz der anstehenden wirtschaftspolitischen Kursänderung keinen Schaden nehmen werde.*

4. *Zu dieser Konferenz und zum Abschluss des interamerikanischen Verteidigungspaktes von Rio de Janeiro vom 30. August vgl. den politischen Bericht von C. A. Redard an M. Petitpierre vom 8. September 1947, DoDiS-2190. Vgl. auch den politischen Bericht von F. Bernoulli an M. Petitpierre vom 9. September 1947, DoDiS-2281.*

5. *Vgl. den politischen Bericht von E. Feer an M. Petitpierre vom 22. Februar 1946, DoDiS-2299.*

mente verarbeitet hat, um einen südamerikanischen Staat anzuklagen, ohne den andern südamerikanischen Regierungen Einsicht in diese Dokumente zu gewähren, hat ein allgemeines Unbehagen verursacht. Viele fragen sich, ob denn unter dem in Berlin gefundenen Material sich nicht auch Papiere finden könnten, die für andere südamerikanische Regierungen oder zum mindesten für einzelne südamerikanische Staatsmänner kompromittierend sein könnten. Man rechnet mit der Möglichkeit, dass deutsche Diplomaten über Gespräche in südamerikanischen Hauptstädten nach Berlin berichtet haben, durch die einzelne lateinamerikanische Politiker und Diplomaten in falschem Lichte erscheinen. Das Unbehagen, das aus dieser Lage entsteht, schlägt natürlich leicht in Misstimmung gegen den mächtigen nördlichen Nachbar um und ist geeignet, die Solidarität Lateinamerikas gegen Washington zu stärken.

70

E 2001 (D) 1968/154/42

[DoDiS-1989]

*Notiz des Politischen Departements über die Sitzung
der Ständigen Wirtschaftsdelegation*

BETRIFFT ALUMINIUM G. M. B. H. RHEINFELDEN

Kopie

PN

Dringlich

Bern, 3. Mai 1946

Bei der Sitzung der Ständigen Wirtschaftsdelegation vom 3. Mai 1946 um 09.00 Uhr bei Herrn Direktor Hotz von der Handelsabteilung kam die Frage des französischen Zugriffes auf die sechs Gleichrichter beim Aluminiumwerk in Rheinfelden zur Sprache (siehe hiezu Aktennotiz vom 30. April 1946¹).

Anwesend waren neben Herrn Direktor Hotz, Herr Direktor Homberger und Herr Legationsrat Kappeler sowie die Herren Dr. Probst, Bonhôte, Marti und Lüthi von der Handelsabteilung, ferner die Herren Lusser und Etienne vom Eidgenössischen Amt für Elektrizitätswirtschaft sowie Herr Direktor Burger von der Verrechnungsstelle und Herr Dr. Egli vom Eidgenössischen Politischen Departement, auch der Unterzeichnete.

Herr *Direktor Homberger* leitete die Diskussion kurz ein. Er machte auf die grosse Bedeutung der auf dem Spiele stehenden schweizerischen Interessen aufmerksam, streifte kurz die früher erfolgten Requisitionen (Enlèvements) von Rohmaterialien und Fertigwaren und erwähnte, dass die Wegnahme wertvollster Maschinen wie die sechs in Frage stehenden Gleichrichter eine äusserst empfindsame Angelegenheit sei. Wenn schon gegen die Beschlüsse der Potsdamer Konferenz betreffend die Zerstörung des Rüstungspotentials in Deutschland und der Ausrottung gewisser Industrien wie die der Aluminiumerzeugung grundsätzlich nichts unternommen werden könne,

1. Vgl. E 2001 (D) 1968/154/159.

so müsse doch mit aller Energie danach getrachtet werden, das Eigentum der betroffenen Schweizer Unternehmungen, in vorliegender Sache also der Aluminiumwerke, herauszubekommen. Die französische Haltung, die vollständig gegen die schweizerische Rechtsauffassung verstosse, müsse abgelehnt werden. Herr Direktor Homberger erkundigte sich nach dem Stand der *Démarche* des Politischen Departements.

Der *Unterzeichnete* als Vertreter des Politischen Departements gab erschöpfend Auskunft über die seit der Besetzung Deutschlands durch die Alliierten zum Schutze des schweizerischen Eigentums und vor allem der grossen schweizerischen Industrieunternehmungen ergriffenen Massnahmen (Aufstellung genauer Listen im Benehmen mit dem Vorort, Weitergabe dieser Listen über Paris, London und Washington sowie die massgebenden Konsulate in Deutschland², Verhandlungen mit Wirtschaftsdelegationen aus Baden-Baden im Oktober und November³, besondere Verhandlungen in Paris im November 1945⁴ usw.). Während im allgemeinen das schweizerische Eigentum respektiert worden sei und die Franzosen in Baden-Baden zum Verzicht auf Requisitionen bei den Textilindustrien hätten gebracht werden können, so seien die gegen die Aluminium G. m. b. H. in Rheinfelden gerichteten Massnahmen bis jetzt nicht zu umgehen gewesen. Betroffen sei vorläufig nur die Firma in Rheinfelden, währenddem die Singener Werke nicht angetastet wurden. Es liege diesbezüglich sogar eine französische Mitteilung aus kürzester Zeit vor, wonach Singen nicht behelligt werden solle. Hingegen sei sowohl aus Paris⁵ wie aus Baden-Baden bekannt geworden, dass nunmehr im Rahmen der Potsdamer Beschlüsse⁶, zur Ausrottung gewisser Industrien, verbunden mit Reparationsmassnahmen, neben den Aluminiumwerken in Rheinfelden auch noch andere schweizerische Industrien in Mitleidenschaft gezogen werden sollen. Das Departement und die Gesandtschaft seien damit beschäftigt, hierüber Näheres zu vernehmen.

Als zu Beginn des Monats April die Franzosen aus Baden-Baden auf die sechs Gleichrichter aspiriert hätten, seien sofort das Amt für schweizerische Interessen in Baden-Baden sowie die Schweizerische Gesandtschaft in Paris mobilisiert worden. An beiden Orten wurden die nötigen *Démarchen* unternommen⁷.

In Paris gehen sie zur Zeit noch weiter. Nachdem die Gleichrichter in aller Hast am 7. April 1946 (Sonntag) weggebracht (Bestimmung Frankreich) worden seien, müsse nunmehr das Hauptaugenmerk auf die Rückgabe dieser Maschinen gerichtet werden. Dies sei ausserordentlich schwer zu erreichen, da sich die Franzosen auf das Argument stützen, die Werke in Rheinfelden

2. Zu den Listen und ihrer Weitergabe vgl. E 2001 (D) 1968/154/54.

3. Vgl. E 7110/1967/32/900 Deutschland/14.

4. Vgl. E 2001 (D) 1968/154/55.

5. *Das Dossier der schweizerischen Gesandtschaft in Paris zur Aluminium G. m. b. H. beginnt erst im Oktober 1946; die Akten der vorangegangenen Phase fehlen.* Vgl. E 2200 Paris 1970/245/152.

6. *Zur schweizerischen Einschätzung der Potsdamer Konferenz vgl. den Rapport sur les événements de politique étrangère entre le 1er et le 20 août 1945,* E 2001 (E) 1968/196/1.

7. Vgl. E 2001 (D) 1968/154/159.

seien ein ausgesprochener Rüstungsbetrieb gewesen, und es würden im übrigen bei gleicher Situation auch alliierte Unternehmungen nicht geschont. Der schweizerische Rechtsstandpunkt (Beanspruchung des Eigentums) werde mit aller Entschiedenheit aufrecht erhalten werden; hingegen hätten die Erfahrungen gezeigt, dass nach *einer praktischen Lösung* gesucht werden müsse. Zu diesem Zwecke sei das Departement auch schon an die Aluminium-Industrie-Aktiengesellschaft in Lausanne herangetreten.

Die Gesandtschaft in Paris (Herr Minister Burckhardt habe persönlich in der Sache interveniert) werde auch noch mit Herrn Rueff, dem Direktor der französischen Reparationsstelle und Präsidenten der alliierten Reparationskommission, Fühlung nehmen, um Näheres über den Plan bezüglich der Beeinträchtigung weiterer schweizerischer Unternehmungen zu erfahren, sowie um den schweizerischen Standpunkt darzulegen⁸. Im übrigen werde das Amt für schweizerische Interessen in Baden-Baden, auf Grund einer im französischen Aussenministerium erhaltenen Auskunft, angewiesen werden, mit dem juristischen Beirat der Militärregierung in Baden-Baden, Herrn Botschafter de Saint-Hardouin, Fühlung zu nehmen, der ein Vertrauensmann des Quai d'Orsay sei. Ob er allenfalls gegenüber den Militärs in Baden-Baden durchdringe, sei sehr fraglich. Immerhin werde er durch die Unterrichtung seitens unserer Vertretung in Baden-Baden in die Lage versetzt, den Quai d'Orsay in Paris jeweils auf dem laufenden zu erhalten.

Der Fall der Aluminium sei von jeher besonders heikel gewesen, weil die Rüstungsfrage und der deutsche Einfluss von französischer Seite stets hervorgehoben wurden. Dass die Besonderheiten dieses Falles keine Rolle spielen, geht indirekt auch aus der in der Sache der Brown, Boveri & Cie. Mannheim-Eberbach erzielten günstigen Lösung hervor. Hier gelang es nämlich dem Departement bzw. dem Konsulat in Frankfurt, im Benehmen mit Vertretern der BBC Baden die Alliierten von ihrem Plan der Zerstörung und Ausräumung des Werkes abzubringen. Auch beim Martinswerk in Köln der Aluminium-Industrie-Aktiengesellschaft sei bis jetzt eine entscheidende Phase nicht eingetreten⁹. Mit dieser Sache beschäftige sich das Departement ebenfalls und stehe mit dem Herrn Direktor Hardmeyer von der Aluminium in Lausanne in Verbindung.

Herr *Direktor Hotz* stellt fest, dass die Interessenwahrung in vorliegender Sache dem Politischen Departement obliege und nach den Darlegungen des Vertreters dieses Departementes bis jetzt alles unternommen worden sei. Die Handlungsweise der Franzosen sei absolut inakzeptabel. Daran müsse bei späterer Gelegenheit gedacht werden. Mit *Fürsprecher Marti* von der Handelsabteilung ist er der Auffassung, dass gegenwärtig keine Möglichkeit besteht, den Fall der Aluminium G. m. b. H. mit Wirtschaftsverhandlungen zu verknüpfen. Diese Frage wurde nämlich von Herrn Etienne sowie *vom Unterzeichneten* gestellt. Auch Herr Legationsrat Kappeler frug sich, ob nicht irgendwelche Möglichkeiten bestünden, an die Franzosen ausserhalb des diplomatischen Weges zu gelangen.

8. *Ebd.*

9. *Vgl. E 2001 (D) 1968/154/158.*

Herr *Direktor Homberger* dankte dem Politischen Departement für die Verfolgung der Angelegenheit und drückte den Wunsch aus, es möge auch weiterhin auf Grund des Rechtsstandpunktes (Beanspruchung des schweizerischen Eigentums) alles getan werden, was möglich sei.

Herr Etienne hob besonders hervor, dass er rein privat von Bekannten aus Baden-Baden von der vorliegenden Sache gehört habe. Der französische Oberstleutnant Fargaux in Baden-Baden habe das Vorgehen sehr bedauert. Französischerseits sei man aber auf Gleichrichter angewiesen gewesen, um die Elektrizitätsproduktion in St. Maurienne¹⁰ auszunützen. Erkundigungen in Oerlikon und bei der BBC nach Lieferung von Gleichrichtern (wegen der Lieferfristen) hätten kein befriedigendes Resultat ergeben. Man sei deshalb auf die Gleichrichter der Aluminium G. m. b. H. Rheinfelden gefallen. Die rasche Abmontierung sei im Zusammenhang gefallen mit den technischen Bedürfnissen in St. Maurienne. Weiter machte Herr Etienne auf den Rüstungscharakter der Rheinfelder Firma aufmerksam, der von französischer Seite sehr hervorgehoben werde.

Es wird folgendes zu unternehmen sein:

1. *Sofortiges* Schreiben nach Baden-Baden¹¹ zwecks Fühlungnahme mit Herrn de Saint-Hardouin unter Orientierung des Amtes für schweizerische Interessen vom Schreiben der Gesandtschaft in Paris vom 30. April 1946.

2. Unterrichtung der Schweizerischen Gesandtschaft in Paris, unter Bestätigung ihres Schreibens vom 30. April 1946 von der Konferenz vom 3. Mai 1946, wobei auf die Unterredung des Herrn Bauer mit dem Unterzeichneten vom 29. April 1946 Bezug zu nehmen ist. Die Gesandtschaft muss im übrigen angewiesen werden, die Sache mit aller Entschiedenheit weiterzuverfolgen (Herr Minister Burckhardt sollte sich persönlich dafür verwenden) und den schweizerischen Rechtsstandpunkt, d. h. den Anspruch auf das schweizerische Eigentum, zu betonen.

3. Unterrichtung der Aluminium-Industrie-Aktiengesellschaft in Lausanne unter Bezugnahme auf ihr Schreiben vom 1. Mai 1946 von der gegenwärtigen Sachlage und den neuen Schritten. Dabei ist die Frage der Entsendung einer Delegation nach Baden-Baden anzuschneiden, wovon übrigens auch das Amt für schweizerische Interessen in Baden-Baden zu verständigen ist.

4. Unterrichtung von London und Washington (Hier eventuell zuhanden der schweizerischen Delegation Stucki) von der Sachlage unter Aufwerfung der Frage, ob nicht vielleicht die Alliierten bei Frankreich irgendeinen Einfluss auf die Sache der Aluminium ausüben vermögen¹².

10. *Eigentlich St.-Jean-de-Maurienne.*

11. *Vgl. E 2001 (D) 1968/154/159. Für die nachfolgenden, im Dokument erwähnten Akten vgl. ebd.*

12. *Vgl. Thematisches Verzeichnis in diesem Band: Allgemeine Finanzbeziehungen.*

71

E 2001 (E) 1972/33/76

[DoDiS-1672]

*Der Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen
Departements, A. Zehnder, an den schweizerischen Gesandten in Belgrad,
E. Zellweger*

Kopie

S WF

Bern, 7. Mai 1946

Wir beehren uns, den Empfang Ihres Schreibens vom 8. d. M.¹ zu bestätigen und Ihnen für Ihre Hinweise zur Frage der Anerkennung der Volksrepublik Albanien seitens der Schweiz verbindlich zu danken.

Von Ihren Ausführungen haben wir mit Interesse Kenntnis genommen und verschliessen uns durchaus nicht der Einsicht, dass es, von dem von Ihnen skizzierten Gesichtspunkte aus gesehen, von Vorteil sein könnte, die Anerkennung des neugeschaffenen albanischen Staates schweizerischerseits auszusprechen. Wir haben aber vorläufig noch einige Hemmungen aus anderen Gründen, die wir teilweise in unserem Schreiben vom 25. Februar d. J.² andeuteten. Wir könnten auch anführen, dass die Konfliktstoffe, die zwischen Albanien und Griechenland in Erscheinung getreten sind, ein Phänomen der das ganze weltpolitische Geschehen heute weitgehend bestimmenden Spannungen zwischen der Sowjetunion und den westlichen Grossmächten, für uns bei Beurteilung des Sachverhalts von einer gewissen Bedeutung sind. Wir legen Wert darauf, die traditionellen freundschaftlichen Beziehungen zu Griechenland auch in Zukunft tunlichst zu pflegen; eine Anerkennung von Albanien wäre im gegenwärtigen Zeitpunkt geeignet, diese Beziehungen zu beeinträchtigen. Wir haben auch den Eindruck, dass sich die Verhältnisse in Albanien, über das unsere gegenwärtigen Informationen allerdings sehr prekär sind, noch zu wenig geklärt haben, als dass schon davon die Rede sein könnte, es habe sich dort eine vom Willen der Bevölkerung getragene wirklich stabile Staatsform und Regierung herausgebildet.

Man könnte uns deshalb unter Umständen vielleicht den Vorwurf machen, mit der Anerkennung von Albanien hätten wir nicht einen völkerrechtlich gebotenen Akt vorgenommen, sondern der noch nicht abgeschlossenen politischen Entwicklung in diesem Gebiet durch unsere Stellungnahme vorgegriffen. Wir würden es jedenfalls vorziehen, zunächst den Ablauf der Dinge noch einige Zeit zu beobachten und tunlichst auch durch die Pflege rein tat-

1. Das erwähnte, nicht abgedruckte Schreiben wurde von H. Vischer in Abwesenheit von E. Zellweger unterzeichnet. Es datiert, entgegen der obigen Angabe, vom 8. April 1946. H. Vischer schlägt darin die Anerkennung Albaniens seitens der Schweiz vor und begründet seinen Vorschlag einerseits mit geostrategischen Überlegungen und andererseits damit, dass wir durch die Anerkennung Albaniens [...] zur Zerstörung der Fabel von unserem Profaschismus beitragen könnten, vgl. DoDiS-1673.

2. Nicht abgedruckt.

sächlicher Beziehungen mit der Regierung des Kleinstaates Albanien praktische Erfahrungen zu sammeln. Da die Kontakte über Ihre Gesandtschaft führen, sind wir Ihnen selbstverständlich sehr verbunden, wenn Sie dem Gegenstand weiterhin Ihre Aufmerksamkeit schenken und uns über Ihre Wahrnehmungen unterrichtet halten wollen.

72

E 2801/1968/84/33
[DoDiS-69]

Der Chef der schweizerischen Delegation für die Washingtoner Verhandlungen über ein Finanzabkommen mit den Alliierten, W. Stucki, an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre¹

S

Washington, 13. Mai 1946

Ich möchte den heutigen Kurier nicht abgehen lassen, ohne Ihnen noch schriftlich zu berichten, was hier in den letzten Wochen gegangen ist und ohne Ihnen von den zahlreichen Dokumenten das Wichtigste zuzustellen. Um den letzteren Punkt vorwegzunehmen, übermittle ich Ihnen beiliegend²:

1. Den französischen Text des uns von den Alliierten überreichten Vertragsentwurfs;
2. Einen schweizerischen Gegenentwurf (Variante I), der dem alliierten Entwurf nach Möglichkeit Rechnung trägt;
3. Einen schweizerischen selbständigen Gegenentwurf (Variante II), den ich aufgestellt habe, nachdem wir die Instruktion erhalten hatten, dass der ganze Vertrag in der Schweiz der parlamentarischen Ratifikation zu unterstellen ist. Dieser Entwurf trägt deshalb namentlich der zu gewärtigenden Auffassung der Bundesversammlung Rechnung.
Die Entwürfe 2 und 3 sind bis jetzt den Alliierten noch nicht überreicht worden.
4. Eine von uns verfasste Notiz über die Frage des sogenannten belgischen Goldes.

Die letzten Ereignisse möchte ich ganz kurz zusammenfassen:

Nach meiner Rückkehr aus Bern habe ich Herrn Paul brieflich mitgeteilt, der Bundesrat könne zwar weder mit Bezug auf die deutschen Guthaben noch mit Bezug auf das Gold irgend eine Verpflichtung zur Erfüllung der alliierten Ansprüche anerkennen. Er habe aber die schweizerische Delegation ermächtigt, den Alliierten im Sinne freiwilliger Leistungen zum Wiederaufbau Europas einerseits einen Teil des Liquidationserlöses der deutschen Guthaben und andererseits eine zu bestimmende Summe zur Erledigung der Goldfrage anzubieten. Mündlich und offiziös habe ich in den nächsten Tagen Staatssekretär Clayton gegenüber erklärt, wir könnten bis zu 45% des Erlöses der

1. M. Petitpierre hat diesen Bericht am 21. Mai 1946 gelesen.

2. Für die nachfolgend erwähnten Dokumente vgl. E 2801/1968/84/31.

deutschen Guthaben den Alliierten überlassen. Gegenüber Herrn Charguéraud sagte ich, wir rechneten in der Goldfrage mit einer Summe von 100 Millionen, eventuell mit einem Kredit in doppelter Höhe.

Diese beiden ziffernmässigen Erklärungen stiessen durchaus nicht etwa auf scharfe Ablehnung. Ganz im Gegenteil: Die Alliierten selber beantragten, mit der Redaktion des Vertrages zu beginnen, dementierten Gerüchte, wonach die Verhandlungen unbefriedigend vor sich gingen und legten den Entwurf zu einer gemeinsam der Presse zu übergebenden Erklärung vor, wonach sich die Verhandlungen in freundschaftlichem Geiste weiterentwickelten. Einige Tage später erhielt ich den Besuch des Herrn Charguéraud, der mir privat die Frage stellte, ob es nicht möglich wäre, dass die Schweiz Frankreich einen Kredit von etwa 1 Milliarde Schweizerfranken zu besonders günstigen Bedingungen gewähre. Es würde dies Frankreich ermöglichen, auf der einen Seite seinen Verpflichtungen gegenüber den andern Alliierten nachzukommen und auf der andern Seite aus der Differenz zwischen den besonders günstigen Vertragsbedingungen und normalen Kreditbedingungen eine Summe herauszuholen, die den Verlust auf dem belgischen Golde teilweise decken könnte. Ich antwortete sofort, dass ein derartiger Riesenkredit für die Schweiz unmöglich sei, worauf die Anregung fallen gelassen wurde. Aus ihr ergibt sich aber jedenfalls, dass Frankreich damals auch nicht im entferntesten daran denken konnte, über einen solchen Kredit mehr als etwa 150 Millionen herauszuholen.

In der Goldfrage haben wir durch Aufstellung eines «Questionnaire» versucht, eine Reihe noch unbeantworteter Fragen aufzuhellen. Die schroffe Antwort lautete dahin, wir sollten zuerst grundsätzlich anerkennen, alles «looted gold» zurückzugeben, erst dann würde man auf unsere Fragen antworten. Wir haben hierauf, gestützt auf die Angaben der Nationalbank, ein einlässliches und sehr ruhig gehaltenes Memorandum in der Goldfrage übergeben. Wir erhielten ein Memorandum, dessen Inhalt und Ton so scharf und unverschämt waren, dass verschiedene Mitglieder unserer Delegation sofort heimkehren wollten. Ich konnte beschwichtigen und legte den Entwurf zu einer Antwort vor. Meine Kollegen fanden ihn zu wenig scharf und ich habe dann teilweise wenigstens nachgegeben. In dieser Replik lehnten wir selbstverständlich die neuerdings an uns gerichtete Zumutung, «blanko» die Verpflichtung zur Rückgabe allen gestohlenen Goldes, ab. Es hätte dies u. a. bedeutet, dass sogar das Gold der österreichischen und der tschechischen Notenbank, das die Deutschen lange vor Kriegsausbruch übernommen hatten, als «looted» hätte angeschaut werden müssen. Der etwas scharfe Ton unserer Replik hat dann auf der andern Seite eine Verstimmung hervorgerufen, die aber in einer Delegationschefs-Besprechung ohne Mühe behoben werden konnte. Nebenbei gesagt, habe ich mich zu solchen Besprechungen nie allein begeben, sondern immer mit Herrn Professor Rappard.

Die Sache schien in bester Ordnung, als am 23. April eine neue Delegationschefs-Besprechung von Paul einberufen wurde. Entgegen der Übung waren auch Orvis Schmidt und ein Vertreter des State Department zugegen. Paul las eine Erklärung vor, die etwa folgendes besagte: Wir haben nun 6 Wochen hier verhandelt und es ist Zeit, dass so oder so ein Ende gemacht

wird. Wir sind alles Leute, die ihre Zeit nicht zu verlieren haben. Unter Ausschluss jeden Gedankens einer Markterei müssen die Alliierten verlangen,

1. 2/3 des Liquidationserlöses der deutschen Guthaben und
2. die Rückerstattung von gestohlenem Gold im Betrage von 130 Millionen Dollars.

Welche Haltung sollte diesen ebenso unerwarteten als unverschämten und absolut unmöglich zu erfüllenden Forderungen gegenüber eingenommen werden? Ich war und bin mehr noch als damals der bestimmtesten Überzeugung, dass das geringste Schwanken, dass jedes Zögern uns in eine verhängnisvolle Situation gebracht hätte. Ich bin absolut sicher, dass wir heute entweder längst abgebrochen hätten oder aber mit der Goldfrage auf einer Basis verhandeln würden, die mindestens 100–150 Millionen höher läge, als die heutige, und dass wir auch das 50:50 nicht durchgebracht hätten. Man muss die Mentalität der Amerikaner und namentlich der Treasury-Leute kennen, um zu verstehen, dass es auf jene Forderungen nur ein absolut bestimmtes und sofortiges «Undiskutierbar!» gab. Ich habe dies sofort erklärt und in ruhigem Tone begründet. Darauf sind von französischer und etwas auch von englischer Seite sehr aggressive Bemerkungen gefallen. Aber erst, nachdem Herr Charguéraud, mit dem ich noch kurz vorher über 100 Millionen sehr freundschaftlich gesprochen hatte, diese gleichen 100 Millionen in der Aufregung plötzlich als «insulte» bezeichnet hatte, bin ich aufgestanden mit der Erklärung, es sei wohl besser, die Diskussion abzubrechen. Herr Rappard und ich haben uns korrekt, aber kühl verabschiedet. Die Frage, ob die Verhandlungen als solche abgebrochen oder unterbrochen seien, wurde in keiner Weise berührt.

Ich habe hierauf die schweizerische Delegation sofort einberufen und orientiert. Meine Auffassung, dass die Summe von 130 Millionen Dollars niemals ernst gemeint sein könne, sondern nur ein Mittel bedeute, uns möglichst hoch hinaufzutreiben, wurde namentlich von den besten Kennern Amerikas, wie Straessle und Pfenninger, nicht geteilt. Namentlich Herr Straessle gab sehr bestimmt der Meinung Ausdruck, dass die Alliierten niemals tiefer gehen würden, als vielleicht 100 Millionen Dollars. Unter diesen Umständen war ich einen Moment lang mit der durchaus einstimmigen Delegation der Ansicht, die Verhandlungen könnten unmöglich zu einem Erfolg führen und seien, was die Delegation anbelange, abzubrechen. Eine Aussicht auf Überwindung der Krise könne nur noch auf diplomatischem Wege über die drei Regierungen gefunden werden. Ich telegraphierte Ihnen entsprechend und ersuchte Herrn Minister Bruggmann, sofort mit Staatssekretär Clayton Fühlung zu nehmen, ihm zu sagen, dass ja 100 Millionen nicht unser letztes Wort bedeuteten und dass er, Bruggmann, von sich aus etwa das Doppelte anregen könne. Lange vor Eintreffen Ihrer Nummer 254³ gab ich mir auch Rechenschaft und überzeugte die Delegation, dass wir die Verantwortung für einen Abbruch nicht übernehmen könnten, ohne unsere Instruktionen ausgeschöpft zu haben.

3. Es handelt sich um das am 25. April 1946 von M. Petitpierre an W. Stucki gerichtete Telegramm (Nr. 254). Darin bittet M. Petitpierre W. Stucki, die Verhandlungen nicht abzubrechen, sondern den Alliierten ein neues Angebot bis zu einer Maximalsumme von 250 Mio. Sfr. zu unterbreiten. Vgl. E 2801/1968/84/36.

Die seitherige Entwicklung ist Ihnen bekannt: Zu unserer grössten Überraschung hat die Gegenseite in keiner Weise an den 560 Millionen festgehalten, sondern die Anregung Bruggmann auf 200 Millionen sehr ernsthaft diskutiert, dann schliesslich als zu niedrig bezeichnet, worauf wir, nach eingehender Beratung, am 2. Mai auf das Maximum von 250 gegangen sind. Eine Antwort hierauf steht zur Stunde immer noch aus.

Über den Grund, der die Alliierten veranlasst haben mag, statt auf der Basis der von uns offerierten 100 Millionen weiter zu verhandeln, ganz plötzlich 560 Millionen zu verlangen, haben wir immer nur noch Vermutungen. Zunächst hat Martin mir des bestimmtesten erklärt, nicht nur er, sondern auch die Alliierten hätten schon einige Tage vor dem 23. April erfahren, dass wir auf 250 gehen könnten. Sodann steht fest, dass sich Präsident Weber von der Nationalbank einem Amerikaner namens Halperin⁴ gegenüber äusserst pessimistisch in der Goldfrage geäussert hat, was hier berichtet wurde. Sodann soll auch Herr Altbundesrat Pilet-Golaz erklärt haben, die Schweiz müsse für den Wiederaufbau Europas ausserordentlich grosse Opfer bringen, er hat von 2 Milliarden Franken gesprochen⁵. Unabgeklärt ist, ob er dabei hauptsächlich an unsere Verhandlungen oder mehr im allgemeinen an Kredite gedacht hat. Eine hierüber an ihn gerichtete Anfrage von Minister Bruggmann hat er bis jetzt nicht beantwortet.

Selbstverständlich ist gegen die schweizerische Delegation und namentlich gegen mich persönlich von den Treasury-Leuten wegen meiner Haltung am 23. April sofort ein wahres Trommelfeuer von Angriffen und Verleumdungen losgelassen worden. Leider scheint dies namentlich in gewissen Kreisen der Schweizerkolonie in New York nicht ohne Wirkung geblieben zu sein. Je weniger die Leute von den Dingen wissen und verstehen, desto lauter erklären sie überall, wie man es anders und besser hätte machen sollen. Dass es ferner immer Leute gibt, die innerhalb der Delegation und um sie herum momentan verstimmt sein können, weil sie mit Ansichten und Ratschlägen nicht durchgedrungen sind, ist ja selbstverständlich. All dies hat dann ja auch zu der gewissenlosen Berichterstattung des Herrn Martin in der «Tribune de Genève» geführt.

Als ich die schwere Mission übernahm, gab ich mir über die ungeheuren sachlichen Schwierigkeiten vollkommen Rechenschaft. Dass damit aber auch noch so unendlich viel Unerfreuliches persönlicher Natur verbunden sein werde, habe ich allerdings nicht erwartet. Ich möchte immerhin sofort beifügen, dass schon seit längerer Zeit wieder in der schweizerischen Delegation eine vollständige und erfreuliche Solidarität eingekehrt ist und namentlich, dass die Zusammenarbeit mit Herrn Minister Bruggmann unmöglich irgendwie hätte besser sein können.

4. Es handelt sich wahrscheinlich um den Schweizer Journalisten Ernest Halperin.

5. Siehe zu diesem Punkt die Protokolle der delegationsinternen Sitzungen in Washington, E 2801/1968/84/29.

73

E 2300 Rom/53

[DoDiS-300]

*Le Ministre de Suisse à Rome, R. de Weck,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

CONFIDENCES DE M. DE GASPERI. – VERS LA JOURNÉE DÉCISIVE¹

RP Confidentiel

Rome, 18 mai 1946

Au cours d'une conversation avec M. De Gasperi, j'ai réussi, non sans peine, à lui arracher un avis personnel sur les chances respectives de la monarchie et de la république.

Tout d'abord, le Président du Conseil a tenté de se dérober en alléguant qu'il était extrêmement difficile de formuler un pronostic, surtout à Rome et dans la région du Latium. Ensuite, il a reconnu que la victoire des républicains devait être considérée comme probable. «Faisons abstraction, m'a-t-il dit, de la capitale et de ses environs. Au sud de cette zone, les royalistes comptent sur une majorité de 70%. Tenons ce calcul pour exact. Au nord de Rome, les partisans de la république obtiendront un pourcentage au moins égal. Or, le nord a 24 millions d'habitants contre 18 au midi. Concluez!»

Comme vous le savez, le premier Ministre, personnellement, est monarchiste: il ne croit pas que ses compatriotes aient atteint un degré suffisant de maturité politique pour user raisonnablement d'institutions républicaines. Six mois de collaboration intime avec le nouveau souverain lui ont appris à l'estimer. Ce n'est pas sans regrets qu'il le verra s'incliner devant le verdict populaire. Il m'a confié les soucis que lui cause l'avenir de la famille royale. Il semble croire que, si Humbert II était resté Prince de Piémont et Lieutenant général du Royaume, il aurait pu garder une place au foyer de la République italienne, mais que, monté sur le trône «in extremis», il devra, comme ses parents, prendre le chemin de l'exil. «Où ira-t-il?» se demande M. De Gasperi. «Je ne pense pas qu'il rejoigne son père, avec qui il est assez loin de s'entendre». Je n'ai pas osé demander à mon interlocuteur si le roi avait exprimé une préférence ou mentionné certaines terres d'asile pour le cas où il devrait quitter son pays, mais, à part moi, je me suis étonné que le Président du Conseil ignorât ou feignît d'ignorer les projets de son souverain.

Un familier de la Cour me disait récemment que le Roi garde tout son calme, considère la situation très objectivement, estime devoir prêter jusqu'au bout son appui aux partisans de la Couronne, mais se déclare Italien et prêt à collaborer, si on le lui permet, avec le régime et les hommes que l'Italie choisira pour prendre en mains ses destinées. La reine, en revanche, serait nettement pessimiste et se préoccuperait surtout de mettre à l'abri ses enfants.

1. Le 2 juin les électeurs italiens auront à choisir entre la Monarchie et la République. Le même jour auront lieu les premières élections politiques de l'après-guerre – et les premières avec la participation des femmes – pour la désignation des membres de l'Assemblée constituante.

M. de Gasperi a fait tout ce qu'il pouvait pour sauver la monarchie. A cette fin, il avait préconisé, dès son entrée au gouvernement, l'abdication de Victor Emmanuel, qui, selon lui, s'est produite trop tard pour être efficace. Il avait aussi proposé, à un moment où M. Parri était encore Président du Conseil, de fixer la date du plébiscite sur le régime à trois mois après les élections à la Constituante. Il estime (et cela explique son discours ambigu de samedi dernier) que la Maison royale eût bénéficié d'une séparation nette entre le problème électoral et celui du choix entre la république et la monarchie. En outre, l'ajournement du vote sur le régime eût permis une consultation plus complète: le 2 juin, en effet, ni les prisonniers non encore rapatriés ni les habitants des régions dont le sort demeure incertain ne pourront se prononcer. Mais la demande du Ministre des Affaires étrangères fut rejetée par le Cabinet Parri.

Ces derniers temps, les monarchistes avaient espéré que les Alliés s'emploieraient à faire reculer la date du double scrutin et à seconder le projet de large et immédiate amnistie dont la Couronne pouvait escompter un résultat favorable à sa cause.

Espoir déçu. M. Kirk, Ambassadeur des Etats-Unis, est absent depuis plusieurs mois. Son influence personnelle eût peut-être joué au profit du souverain. Quant à Sir Noël Charles, Ambassadeur de Grande-Bretagne et fidèle ami du roi, il a sans doute été contraint de sacrifier ses opinions à celles de son gouvernement. C'est donc à l'Amiral américain Stone qu'est échue la tâche de définir la politique des Anglo-Saxons. Il l'a fait d'un mot: abstention.

Quant à l'amnistie, elle a été l'objet, en Conseil des Ministres, d'un débat houleux qui s'est terminé à la mode italienne, par un compromis: ni les républicains ni les royalistes ne pourront donc en tirer bénéfice.

Le Ministre de l'Intérieur, M. Romita, semble préoccupé avant tout de maintenir l'ordre et d'assurer à la grande journée du 2 juin un climat calme et paisible. Toutes les forces de police sont mobilisées à cet effet. Leur chef, qui ne manque pas d'énergie, paraît les tenir bien en mains.

74

E 7001 (B) 1/543

[DoDiS-1715]

Interne Notiz des Volkswirtschaftsdepartements¹

ZUZUG AUSLÄNDISCHER ARBEITSKRÄFTE

Kopie

FA

Bern, 23. Mai 1946

Wie Sie wissen, sind wir seit längerer Zeit bemüht, den dringenden Bedarf an Arbeitskräften durch den Zuzug von Ausländern zu decken. Nach Prüfung des Spitzenbedarfs in den einzelnen Sektoren unserer Wirtschaft in Verbindung mit den Berufsverbänden hat unser Amt eine aktive Einreisepolitik ver-

1. Die Notiz ist unterzeichnet von M. Kaufmann und richtet sich an W. Stampfli.

folgt und sowohl die Eidgenössische Fremdenpolizei als auch die zuständigen kantonalen Behörden zu einer entsprechenden Praxis veranlasst.

Am dringendsten tritt der Bedarf an Arbeitskräften bekanntlich in der Landwirtschaft, im Gastgewerbe, im Hausdienst, in Spitälern und Anstalten sowie in der Textilindustrie auf. Da die ausländischen Arbeitskräfte für diese Tätigkeitsgebiete vor dem Krieg in der Hauptsache aus Österreich und Süddeutschland zugezogen wurden, haben wir durch das Politische Departement zu erreichen versucht, dass die Ausreise solcher Ausländer von den französischen Besatzungsbehörden gestattet werde. Trotz zweimaliger Intervention wurde das Begehren abschlägig beantwortet mit der Begründung, dass diese Arbeitskräfte in diesen Ländern nicht entbehrt werden können². Wir liessen uns durch diese Absagen nicht abfinden und versuchten, durch unsere Gesandtschaft in Paris beim Arbeitsministerium und dem Ministerium des Äusseren in Frankreich durch direkte Vorstellungen ein Entgegenkommen französischerseits zu erzielen. Nach den Mitteilungen unserer Gesandtschaft in Paris scheinen die betreffenden Ministerien sich der Sache annehmen zu wollen, und sie versprachen, eine Delegation zum Kommandanten der französischen Besatzungstruppen in Süddeutschland zu entsenden, in der Erwartung, dass es auf diese Weise gelingen werde, uns entgegenzukommen³. Wir werden in der Sache nicht nachgeben und hoffen, dass uns doch ein gewisser Erfolg beschieden sein wird⁴.

Angesichts dieser Schwierigkeiten, mit denen gerechnet werden musste, haben wir schon gegen Ende des letzten Jahres mit der italienischen Gesandtschaft Fühlung genommen, um den Zuzug italienischer Arbeitskräfte für die in Betracht fallenden Wirtschaftszweige sicherzustellen. Nachdem die Zusage der italienischen Regierung anfangs Februar dieses Jahres vorlag, haben wir am 14. Februar der italienischen Gesandtschaft eine Aufstellung über die Anzahl der erforderlichen Arbeitskräfte für die Landwirtschaft, das Gastgewerbe, für Spitäler und Anstalten, für den Hausdienst und die Textilindustrie übermittelt mit dem Wunsch, die verlangten Arbeitskräfte so rasch als möglich zu rekrutieren. Die Anzahl der angeforderten Arbeitskräfte wurde mit den zuständigen Berufsverbänden vereinbart.

Trotz dem Versprechen der italienischen Gesandtschaft, dass die Rekrutierung drei bis vier Wochen in Anspruch nehmen werde und obschon wir immer wieder auf eine rasche Erledigung drängten, mussten wir noch vor kurzem feststellen, dass die Ergebnisse der Rekrutierung immer noch ausbleiben. Wir konnten immerhin erwirken, dass die italienischen Behörden entgegen ihrer bisherigen Praxis es gestatteten, dass die einzelnen Arbeitgeber von sich aus sich nach italienischen Arbeitskräften umsahen, wodurch schon eine grössere Anzahl solcher Kräfte in der Zwischenzeit angeworben werden konnte.

2. Vgl. die Notiz von A. Oxsenbein an A. Zehnder vom 21. Februar 1946, DoDiS-2187.

3. Zum Versuch der Schweiz, mit Frankreich ein Abkommen über den Austausch von Arbeitskräften auszuhandeln, vgl. E 7001 (B) 1/347.

4. Zum Resultat dieser Anstrengungen vgl. u. a. die Notiz von M. Kaufmann an W. Stampfli und G. Willi vom 13. Juli 1946, E 7001 (B) 1/543.

Da auf diesem Weg nicht genügend Arbeitskräfte innert nützlicher Frist hereingebracht werden konnten, wurde der Chef der Sektion für Arbeitskraft und Auswanderung, Herr Jobin, im Einvernehmen mit der italienischen Gesandtschaft und dem Politischen Departement nach Rom delegiert, um mit unserer Gesandtschaft, dem italienischen Aussenministerium und dem Arbeitsministerium die eingeleitete Aktion zu beschleunigen und die bestehenden Schwierigkeiten zu beseitigen. Auf diese Weise ist es nun in kurzer Zeit gelungen, Verzeichnisse von rund 5000 Arbeitskräften für die erwähnten Berufsgebiete zu erhalten, die durch ober- und mittelitalienische Arbeitsämter rekrutiert worden sind. Diese Arbeitskräfte werden nun sofort durch die interessierten Berufsverbände den Arbeitgebern entsprechend dem dringendsten Bedarf zugewiesen, und es ist auch mit der Eidgenössischen Fremdenpolizei wie mit den italienischen Behörden das Verfahren für die Erledigung der zahlreichen Formalitäten wesentlich vereinfacht worden⁵, so dass anzunehmen ist, dass die betreffenden Arbeitskräfte innert kurzer Frist in die Schweiz einreisen werden.

Bei dem bedenklichen Zustand der italienischen Verwaltung sowohl in Rom als auch in den Provinzen und der im Vergleich mit unseren Verhältnissen unglaublichen Unordnung, die dort herrscht, wird immer wieder mit Überraschungen gerechnet werden müssen⁶. Es wurde uns immerhin von leitenden Persönlichkeiten der zuständigen Ministerien in Rom versprochen, dass die Rekrutierung sorgfältig erfolgt sei, da auch Italien Wert darauf lege, dass die Schweiz gute Arbeitskräfte erhalte. Rom habe für jede einzelne Arbeitskraft einen Strafregisterauszug und ein Leumundszeugnis verlangt; es seien auch die uns übergebenen Verzeichnisse überprüft worden⁷.

PS: Herr Jobin steht selbstverständlich zu Ihrer Verfügung, falls Sie sich von ihm noch mündlich des Näheren orientieren lassen wollen.

5. Für statistische Angaben über die Einreise italienischer Arbeitskräfte in der ersten Jahreshälfte 1946 und für die eingeleiteten Sonderverfahren zur erleichterten Einreise italienischer und französischer Arbeitskräfte vgl. die Notiz von M. Kaufmann an W. Stampfli vom 21. August 1946, DoDiS-2188. Für eine umfassende Dokumentation der Bemühungen, die Einreise von italienischen Arbeitskräften in die Schweiz zu beschleunigen, vgl. E 2001 (E) 1/88, 90 und E 7001 (B) 1/347, 543.

6. Die Schwierigkeiten bei der Rekrutierung, auf die Kaufmann hier Bezug nimmt, bleiben auch im Laufe des Jahres 1947 bestehen; vgl. dazu die Notiz von M. Kaufmann an W. Stampfli vom 20. November 1947, DoDiS-2189.

7. Handgeschriebene Anmerkung von W. Stampfli am Ende der Notiz, angebracht am 31. Mai 1946: Ablegen, Kreisschreiben an die Kantonsregierungen vereinbaren.

75

E 2800/1967/61/76

[DoDiS-17]

*Le Professeur W. E. Rappard au Chef du Département politique,
M. Petitpierre¹*

L

Washington, 27 mai 1946

Au lendemain de la signature de notre fameux accord² et à la veille du jour où mes bienheureux collègues s'envoleront pour la Suisse, alors que je dois, moi, payer le prix de ma témérité en acceptant de me rendre auprès des Mormons, je me permets de vous adresser quelques lignes pour vous donner très brièvement mon sentiment sur la situation qui résulte pour la Suisse de notre activité ici.

Je ne sais pas trop comment les historiens de l'avenir apprécieront l'opération à laquelle nous avons procédé ici en exécution de vos instructions. J'ai le sentiment qu'ils seront tentés de nous féliciter de nous en être tirés à si bon compte dans la question de l'or. D'autre part, en acceptant de liquider les avoirs allemands en Suisse et de partager leur produit avec les vainqueurs, je prévois qu'ils seront sensiblement moins indulgents. Pour justifier une telle atteinte à notre tradition de neutralité et un tel abandon des principes qui ont été jusqu'ici ceux du droit international, il faudra tenir un très large compte du bouleversement matériel et moral opéré par l'hitlérisme dans le monde et aussi de la pression presque irrésistible dont nous avons été l'objet de la part des Alliés.

Si, conçue dans la perspective de notre histoire nationale, la stratégie de nos négociations demeure fort discutable, j'estime qu'au point de vue tactique, elles ont été menées par Monsieur Stucki avec un talent remarquable au point d'en être inquiétant. Pour un petit pays de quatre millions d'habitants, d'avoir réussi, en face des trois grandes puissances, à leur faire renoncer à une partie fort appréciable de leurs prétentions, cela représente presque un miracle diplomatique à mes yeux. Nous le devons, non seulement à la supériorité manifeste

1. M. Petitpierre a annoté cette lettre, écrite sur papier à en-tête de la Légation de Suisse à Washington, le 4 juin 1946.

2. A l'issue des négociations à Washington le 25 mai 1946, les délégations suisses et alliées échangent plusieurs documents, cf. DoDiS-1725-1733. Outre l'accord financier et son annexe, cf. FF, 1946, II, pp. 728 ss., d'autres documents sont échangés, dont une lettre, portant la mention Secret, et qui restera inédite en 1946: W. Stucki, Chef de la Délégation suisse pour les négociations financières à Washington, écrit aux Chefs des Délégations alliées: Au moment de la signature de l'Accord en date de ce jour, relatif aux biens allemands en Suisse, je vous confirme que mon Gouvernement examinera avec bienveillance la question des mesures nécessaires pour mettre à la disposition des trois Gouvernements alliés, à des fins d'assistance, le montant des biens en Suisse de victimes d'actions de violence perpétrées récemment par l'ancien Gouvernement allemand, qui sont mortes sans héritiers. K I/646. DoDiS-1730. Cf. aussi E 2001 (E) 1967/113/374 et E 2001 (E) 1969/121/155.

Sur l'accord financier conclu à Washington, cf. la table méthodique du présent volume: Relations financières générales.

de notre principal représentant sur ses interlocuteurs alliés, mais aussi à la pression du temps, qui a agi beaucoup plus fortement sur eux que sur nous. C'est parce qu'ils ont tenu à presque n'importe quel prix à signer l'accord avant l'arrivée des Suédois, qui sont attendus pour aujourd'hui même, qu'ils se sont laissé arracher des concessions qui leur seront amèrement reprochées par ceux dont ils étaient les mandataires. C'est précisément ce qui m'a suggéré le mot d'inquiétant tout à l'heure. L'avenir dira si les millions d'économie calculés en francs suisses, que nous devons à notre tactique, n'auront pas été trop chèrement payés en bienveillance par la partie adverse, qui se défend difficilement de la sensation d'avoir été roulée. L'accident de la dernière heure à propos de nos créances de clearing³ a été particulièrement malheureux à cet égard. Pour l'avenir, il conviendra à mon sens de veiller avec soin à ce que la collaboration entre notre Office de Compensation et la Commission mixte ne donne pas lieu à des reproches justifiés de la part des Alliés. Il va sans dire que nous avons fortement insisté auprès d'eux dans des conversations particulières sur la nécessité pour eux de nous faciliter cette collaboration par un choix judicieux de leurs délégués.

Je compte prendre l'avion de retour de New York le 11 juin. Dès mon retour et pendant les quinze jours qui sépareront mon arrivée de mon départ pour Montréal⁴, vous me trouverez naturellement toujours à votre entière disposition pour vous fournir toute information complémentaire.

Je ne voudrais pas terminer ces lignes sans insister à nouveau sur les excellents rapports que je n'ai cessé d'avoir tant avec le Chef de notre Délégation ici qu'avec tous mes collègues et à mon entière solidarité avec eux. Il va sans dire que je soutiendrai sans réserve notre accord auprès de tous ceux qui m'interrogeraient à ce sujet en Suisse.

3. Cf. DoDiS-1734.

4. *Sur le séjour de Rappard à Montréal, cf. sa lettre du 28 septembre 1946, N° 95, publiée dans le présent volume.*

76

E 2001 (E) 1/26

[DoDiS-781]

*Le Ministre de Suisse à Londres, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

VOYAGE DE M. CHURCHILL EN SUISSE

RP

Londres, 6 juin 1946

Dans un post-scriptum à ma lettre d'hier¹, concernant les voyages en Suisse projetés par divers membres du Gouvernement britannique actuel, je vous ai

1. *Non retrouvée.*

signalé que M. Winston Churchill comptait également se rendre dans notre Pays au cours de cet été.

M. Churchill a été sollicité à cet effet par un groupe de nos compatriotes, au nom desquels un M. Claus H. Vogel, peintre à Zurich et Paris paraît avoir pris l'initiative en question. Ces messieurs ont approché M. Churchill d'abord par lettre, puis par l'entremise de M. Anton Bon, hôtelier suisse à Londres. L'ancien Premier Ministre a accueilli volontiers l'invitation qui lui a été adressée, après s'être assuré que le groupe de maisons et de personnes qui s'était adressé à lui était sérieux. A ce sujet, je vous adresse copie d'une lettre de M. Vogel au Colonel Anton Bon et dont ce dernier m'a donné connaissance². Vous verrez que les maisons Sulzer, Volkart, Fischer, Bally, la Société de Ré-assurances Zurich et des maisons de l'industrie chimique sont à l'origine de l'initiative, ou se sont associées à celle-ci³.

Bien entendu, le voyage de M. Churchill aurait un caractère privé. Néanmoins, je me permets de suggérer que votre Département veuille examiner la possibilité d'organiser une prise de contact entre des membres du Conseil Fédéral et M. Churchill, peut-être au moyen d'un déjeuner à la maison de Watteville ou au «Lohn». De même que, naturellement, je suggérerais la même chose si, comme je l'espère, M. Philip Noel-Baker (au cas où celui-ci reviendrait quand même en Suisse et à Berne) et M. Aneurin Bevan, Ministre de la Santé Publique, prendraient contact avec notre Gouvernement.

M. Winston Churchill, abstraction faite de sa personnalité, n'est pas un simple parlementaire. Comme «chef de l'opposition de Sa Majesté», il a des fonctions pour ainsi dire officielles, il a son service à Whitehall, et touche un traitement officiel en tant que chef de l'opposition.

Mais avant tout, il est considéré toujours, aussi dans les rangs du parti «Labour», et par ses anciens collègues du Gouvernement actuel, comme une très grande figure nationale. Cela est ressorti clairement hier soir encore, des déclarations du Premier-Ministre M. Attlee, au cours du grand débat sur la politique étrangère, qui vient de prendre fin. Lors de son voyage en Amérique, M. Truman a tenu, vous le savez, à prendre un contact officiel avec lui. De même, le Gouvernement belge et la Reine des Pays-Bas l'ont invité au cours des derniers mois en Belgique et en Hollande.

Chez nous, il ne peut pas s'agir d'une invitation officielle. Je me tiens naturellement complètement en dehors des pourparlers que le groupe privé suisse, mentionné ci-dessus, a avec lui. Mais, ce que je proposerais, c'est qu'un jour, au cours de son séjour en Suisse, au mois d'août, l'on essaye de prévoir une prise de contact entre M. Churchill et des membres du Conseil fédéral. Cela ne pourra certainement pas être pris en mauvaise part, du côté du Gouvernement travailliste de Londres. Bien entendu, il faudrait inviter avec lui le Ministre de Grande-Bretagne à Berne. Dans son discours d'hier, à la Chambre des Communes, M. Churchill a parlé de ses impressions des Pays-Bas et de la Belgique en des termes qui ne peuvent être que favorables à l'appréciation de

2. La lettre citée par P. Ruegger se trouve en annexe de ce rapport politique; non reproduite.

3. Pour la liste de toutes les entreprises suisses qui appuyaient financièrement la visite de W. Churchill, cf. E 2800 (E) 1990/106/14.

ces pays en Angleterre. Il me semble qu'il pourrait y avoir un avantage à l'entendre parler avec la même chaleur, le moment venu, de la Suisse. De même que nous sommes, cela va sans dire, toujours particulièrement sensibles aux paroles amicales pour notre Pays de membres du Gouvernement actuel.

Pour que le Foreign Office n'ignore rien des projets de voyage de M. Churchill, j'ai dit, l'autre jour, au Sous-Secrétaire d'Etat, M. Oliver Harvey, que je savais que l'ancien Premier avait l'intention de venir en Suisse. Mon interlocuteur a trouvé ce projet intéressant.

Comme j'espère avoir à dîner, avant la fin de ce mois, le Premier-Ministre actuel, M. Attlee, je pourrais lui toucher également un mot de l'invitation *privée*, dont M. Churchill est l'objet en Suisse. Je ne doute d'ailleurs pas que la réaction de l'ancien suppléant de M. Churchill qui, malgré toutes les divergences en politique intérieure, est lié d'amitié avec son prédécesseur, ne soit favorable.

77

E 2300 Buenos Aires/10
[DoDiS-295]

*Der schweizerische Gesandte in Buenos Aires, E. Feer,
an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre*

ARGENTINIEN UND RUSSLAND

Kopie
PB

Buenos Aires, 12. Juni 1946

Die erste Amtshandlung Peróns nach seiner Einsetzung als vom Volke gewählter Präsident Argentinien¹ war die Aufnahme diplomatischer Beziehungen mit Sowjetrußland. Dieser Akt, der von beiden Seiten mit viel Propagandafeuer begleitet worden ist, kam hier für niemanden überraschend. Es war bekannt, dass Präsident Farrell als gläubiger Katholik und Offizier alter Tradition eine instinktive Abneigung gegen Sowjetrußland hegte und immer wieder betont hatte, dass, solange er Präsident sei, er sich nicht entschliessen könne, ohne zwingenden Grund, die Beziehungen zu Rußland wieder aufzunehmen.

Für den Obersten und jetzigen General Perón fielen diese Bedenken nicht mehr ins Gewicht. Im Gegenteil darf gesagt werden, dass es überraschend gewesen wäre, wenn Perón nicht sofort die Beziehungen zu Sowjetrußland wieder aufgenommen hätte, lagen doch für ihn genügend innen- und aussenpolitische Gründe vor, um ihm diesen Schritt als recht verlockend erscheinen zu lassen.

Wenn die russischen Zeitungen berichten, das argentinische Volk hätte die Aufnahme dieser Beziehungen dringend verlangt, um einen Bundesgenossen zu finden, der es aus den Klauen des angelsächsischen Kapitalismus befreit,

1. Vgl. Nr. 69 in diesem Band.

so ist dies natürlich Unsinn. In Argentinien denkt nur die ganz kleine kommunistische Partei an Russland und diese hat bekanntlich im Wahlkampf gegen Perón Stellung genommen und gründlich verloren². Auch die Begründung mit wirtschaftlichen Notwendigkeiten, welche die russische Presse der Anbahnung der Beziehungen gibt, ist recht hinfällig. Richtig ist nur, dass die seit Wochen hier anwesende sowjetrussische Handelsdelegation die argentinische Regierung mit wirtschaftlichen Vorteilen geködert hat, um dem argentinischen Volk und der Welt einen Schritt plausibler zu machen, der sonst ohne weiteres schwer verstanden werden kann.

Für diejenigen, die hinter die Kulissen sehen können, sind die jetzt zwischen Argentinien und Russland getroffenen Abmachungen ausschliesslich ein Schachzug im Weltspiel der Machtpolitik. So hat Russland, das noch vor kurzem, wie jedermann in Erinnerung ist, alles tat um Argentinien von der Organisation der Vereinigten Nationen fernzuhalten und als faschistischen Seuchenherd zu isolieren, plötzlich eine seiner bekannten zynischen Schwenkungen vorgenommen. Was sind die Gründe? In hiesigen angelsächsischen Kreisen sieht man auf russischer Seite zwei ausschlaggebende Motive:

Erstens: Sowjetrussland möchte die Zusammenschweissung der westlichen Hemisphäre zu einem Defensiv-Block verhindern. Bekanntlich sind die Vereinigten Staaten seit Kriegsende bemüht, eine Konferenz über gemeinsame Defensiv-Massnahmen sämtlicher amerikanischer Länder zustandezubringen, welche Konferenz bis jetzt nur an den Differenzen mit Argentinien gescheitert ist. Die Konferenz wurde immer weiter hinausgeschoben. Als Vorbereitung hiezu haben aber bereits lose Besprechungen der Generalstäbe der einzelnen Staaten stattgefunden mit dem Zweck, die Vereinheitlichung der Bewaffnung der ganzen Hemisphäre durchzuführen. Die Reise des früheren argentinischen Generalstabschefs von der Becke nach Washington, die im Einverständnis mit dem Präsidenten Perón erfolgt, soll mit diesen Plänen zusammenhängen. Es liegt auf der Hand, dass diese Pläne dem ewig misstrauischen Sowjetrussland nicht genehm sind und es deshalb versucht, dieselben zu durchkreuzen. Andererseits hofft aber Perón, die Drohung der Einnistung der Russen auf dem amerikanischen Kontinent den Vereinigten Staaten gegenüber auszuspielen zu können, um von diesen eher das Kriegs- und Verkehrsmaterial zu erhalten, das Argentinien schon so lange sehnlichst wünschte, das ihm aber aus politischen Gründen von Washington vorenthalten wurde.

Zweitens: Die bekannte Spannung zwischen den angelsächsischen Ländern und Russland hängt hauptsächlich damit zusammen, dass die Russen in ihrer Interessensphäre allein Herr und Meister sein wollen. Es passt ihnen nicht, dass die Vereinigten Staaten und Grossbritannien hinsichtlich des Schicksals der kleinen osteuropäischen Länder ein Mitspracherecht haben wollen. Um sich eine Gegenposition zu verschaffen, sind deshalb die Russen bemüht, in Südamerika Fuss zu fassen und sie packen den Kontinent an seiner Achillesferse, nämlich Argentinien, an. Es handelt sich also in letzter Linie um einen machtpolitischen Störungsversuch, welches Motiv hier in Buenos Aires ganz deutlich zutage tritt.

2. Vgl. *ebd.*

Dass dem Präsidenten Perón die russischen Pläne zur Zeit ins Spiel passen, ist, wie bereits angedeutet, leicht verständlich. Die neuen Beziehungen zu Russland helfen ihm aussenpolitisch, Argentinien aus seiner isolierten Stellung innerhalb der Vereinigten Nationen zu befreien; innenpolitisch sind sie ihm willkommen als Schachzug gegen seine Gegner der extremen Linken, die sich bis jetzt immer bemüht hatten, der Arbeiterschaft klarzumachen, Perón sei im Grunde ein Nationalsozialist und ein Faschist und habe alle seine sozialpolitischen Versprechungen der Arbeiterschaft gegenüber nur gemacht, um die Präsidentschaft zu erringen.

In den Kreisen der «Peronistas» stehen zur Zeit die Aktien Russlands hoch, diejenigen der Vereinigten Staaten tief. Symbolisch für diese Situation waren die Vorgänge gelegentlich der eben stattgefundenen Feierlichkeiten bei der Machtübernahme des Generals Perón. Die russische Handelsdelegation, die allerdings diplomatischen Charakter besitzt, aber keineswegs als Botschaft akkreditiert war, erhielt bei der Feier im Parlament besonders in die Augen fallende Plätze und wurde auch zu den Banketten eingeladen, die sonst nur für die Missionschefs bestimmt waren. Nachdem Präsident Perón den Notenaustausch mit dem Führer der Sowjet-Handelsdelegation über die Aufnahme der Beziehungen unterzeichnet hatte, begab er sich zu einem Empfang im Parlament, der den ausländischen Spezialmissionen gewidmet war und, wie ich aus allerbesten Quelle höre, fand, nachdem sich die ausländischen Delegationen verabschiedet hatten, im Parlament eine grosse Verbrüderungsfeier zwischen den Sowjetrussen und den «Peronistas» statt, die bis tief in die Nacht hinein dauerte.

Auf der andern Seite wurde der neue amerikanische Botschafter Messersmith bei der Fahrt der Diplomaten vom Kongress in die Casa Rosada (das Haus des Präsidenten) öffentlich ausgepiffen. (Der Aussenminister Bramuglia hat sich tags darauf in aller Form bei Herrn Messersmith entschuldigt.) Ausserdem hatte es das Aussenministerium darauf angelegt, den amerikanischen Botschafter bei all den stattgefundenen Feierlichkeiten so niedrig, wie dessen Rang es überhaupt gestattete, zu placieren. Der frühere nordamerikanische Präsident Hoover, der zur Zeit ebenfalls hier weilt, um im Auftrag von Präsident Truman für UNRRA möglichst grosse Lebensmitteltransporte nach Europa zu mobilisieren, wurde beim Bankett in der Casa Rosada so placiert, dass es nicht nur von den Amerikanern als Beleidigung empfunden wurde. Dies alles sind Symptome und wer die Argentinier kennt, weiss, dass sie einer vorübergehenden Laune entspringen und keineswegs eine dauerhafte Einstellung zu bedingen brauchen.

Die Presse macht sehr viel Aufhebens von den wirtschaftlichen Vorteilen, die Argentinien und Russland aus der Anbahnung von Handelsbeziehungen erwachsen würden. Ich bin in dieser Beziehung mehr als skeptisch und auch die Handelsattachés der amerikanischen und der britischen Botschaft glauben nicht an die Echtheit und Dauerhaftigkeit solcher Beziehungen. Wenn die Russen hier polnische Kohle billiger verkaufen als die Vereinigten Staaten oder Südafrika sie liefern können, oder wenn sie Argentinien Leinöl und argentinisches Leder teurer bezahlen als die Angelsachsen, so ist dies offenkundig ein Versuch, dem argentinischen Volk Sand in die Augen zu streuen,

denn auf die Dauer sind derartige Konkurrenzverhältnisse unnatürlich und nicht lebensfähig. Sowjetrussland verspricht jetzt auch, Argentinien als Gegenleistung Traktoren, Camions und landwirtschaftliche Maschinen zu liefern. Inoffiziell spricht man davon, dass Argentinien einen Teil der russischen Beute an deutschen Waffen erhalten soll. All das passt sehr schön zusammen und macht den Argentinern eine kindische Freude, weil sie damit die Nordamerikaner ärgern können. Aber niemand nimmt hier diese Dinge für seriös oder dauerhaft. Das argentinische Volk hegt keine spontanen Sympathien für Sowjetrussland und schon die hier allmächtige katholische Kirche wird dafür sorgen, dass allenfalls von oben her genährte Freundschaftsgefühle einen gewissen Kühlpunkt nicht überschreiten.

78

E 27/9540/1
[DoDiS-1984]

*Der Vorsteher des Politischen Departement, M. Petitpierre,
an den Vorsteher des Militärsdepartements, K. Kobelt*

Kopie
S MC

Bern, den 13. Juni 1946

Wir beehren uns, auf Ihr Schreiben vom 21. Mai 1946¹ in der Angelegenheit von Oberstlt. i. Gst. *Waibel* zurückzukommen, der seinerzeit zwischen amerikanischen und deutschen militärischen Stellen vermittelte, um eine Beendigung des Krieges in Oberitalien herbeizuführen², und Ihnen dafür zu danken, dass Sie uns Gelegenheit gegeben haben, zu der Frage eines allfälligen Vorgehens gegen den Genannten Stellung zu nehmen.

Ein neutralitätswidriges Verhalten in juristischem Sinne wird man Oberstlt. i. Gst. *Waibel* kaum vorwerfen können. Art. 3 des 1. Haager Abkommens vom 18. 10. 1907³ zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle sieht ausdrücklich vor, dass das Recht, gute Dienste oder Vermittlung anzubieten, den am Streite nicht beteiligten Staaten auch während der Feindseligkeiten zusteht, und dass die Ausübung dieses Rechts niemals von einem der streitenden Teile als unfreundliche Handlung angesehen werden kann. Die Vertragsmächte halten es für nützlich und wünschenswert, dass eine am Streite nicht beteiligte Macht aus eigenem Antrieb ihre guten Dienste oder ihre Vermittlung anbietet, so weit sich die Umstände hiefür eignen. Zwar begründet dieses Abkommen, das auch von der Schweiz ratifiziert worden ist, nur Rechte und Pflichten zwischen den beteiligten Staaten, jedoch nicht für Privatpersonen. Wenn aber dem neutralen Staate ausdrücklich das Recht zugestanden

1. Nicht abgedruckt.

2. Für eine Darstellung der Verhandlungen zwischen den Alliierten und den deutschen Befehlshabern in Oberitalien sowie für Hinweise zur Vermittlungstätigkeit von *M. Waibel* vgl. *DDS*, Bd. 15, Nr. 392, 403, 431, 431 Annex 1.

3. Vgl. *AS*, 1910, Bd. 26, S. 332–333.

worden ist, zwischen den Kriegführenden zu vermitteln, so kann ein solches umsoweniger einzelnen Individuen verweigert werden. Denn die Neutralitätspflichten, die direkt den Staat betreffen, sind ausgedehnter als diejenigen, die der Staat kraft Völkerrechts verpflichtet ist, den seiner Gebietshoheit unterstehenden Personen aufzuerlegen.

Voraussetzung einer rechtmässigen Vermittlung ist unseres Erachtens allerdings, dass sie vom Neutralen unparteiisch und nicht nur als ein Mittel zu Gunsten der einen Kriegspartei, um ihren Sieg auf diesem Wege zu erreichen, geführt wird. Auf die Frage, ob im Falle Waibel diese Bedingungen erfüllt wären, soll weiter unten noch eingetreten werden, da das Verhalten des Genannten als einer Einzelperson weniger von rechtlicher als von politischer Relevanz ist.

Nun kann jedoch jeder neutrale Staat zur Wahrung der Neutralität weitergehende Vorschriften erlassen, als sie durch das Völkerrecht vorgeschrieben sind. Auch die Schweiz hat dies getan. In Frage kämen wohl in concreto Art. 5 der Verordnung über die Handhabung der Neutralität vom 14. 4. 1939⁴ und eventuell Art. 7 der Verordnung über die Wahrung der Sicherheit des Landes vom 22. 9. 1939/16. 4. 1940⁵. Ob diese Bestimmungen verletzt worden sind, wird abzuklären Sache der militärischen Untersuchung sein.

Eine weitere Frage ist ferner, ob nicht Waibel allenfalls gegen militärische Dienstvorschriften verstossen und die mit seiner Stellung verbundenen Befugnisse missbraucht hat. Wir denken hiebei vor allem an die zahlreichen Einreisen von deutschen Offizieren in die Schweiz, die wohl kaum auf dem Wege des normalen Verfahrens ermöglicht wurden, sowie an die Beauftragung des Hptm. Bustelli in Chiasso, den Aufenthaltsort des General Wolff ausfindig zu machen, und an die Organisation des Stosstrupps zu dessen Befreiung. Auch dies zu entscheiden, müssen wir Ihnen überlassen⁶.

Abzuklären ist weiter, ob nicht die Handlungsweise Waibels im Widerspruch zur Neutralitätspolitik gestanden hat und unter Umständen geeignet gewesen wäre, die Schweiz in aussenpolitische Gefahren zu bringen. Es sei an den Präzedenzfall Bundesrat Hoffmann⁷ erinnert. Ohne Zweifel hätten die durch Vermittlung Waibels geführten Verhandlungen die Stellung der Schweiz kompromittieren können. Wenn er auch u. W. als Privatmann gehandelt hat, so wäre doch wahrscheinlich die Schweiz für sein Verhalten verantwortlich gemacht worden, denn nach Völkerrecht hat ein Staat für die Handlungen seiner Militärpersonen in weitgehendem Masse einzustehen. Die Besprechungen, die von alliierter Seite ausschliesslich von amerikanischen Unterhändlern geführt wurden, haben zu einem Zeitpunkt stattgefunden, in welchem von gewissen deutschen Stellen Anstrengungen unternommen wurden, mit den Westmächten, unter Ausschluss Russlands, einen Separatfrieden abzuschliessen. Die Sowjetunion, die nach Waibel über den Gang der Unter-

4. Vgl. AS, 1939, Bd. 55, S. 811.

5. Vgl. AS, 1939, Bd. 55, S. 1083 und 1940, Bd. 56, S. 362.

6. Zur militärischen Untersuchung vgl. E 27/9540/1.

7. Zum Vermittlungsversuch zwischen Deutschland und Russland, der zum Rücktritt von Bundesrat A. Hoffmann führte, vgl. DDS, Bd. 6, Thematisches Verzeichnis: V. La Suisse et la paix.

handlungen allerdings auf dem laufenden gehalten wurde, soll auch Protest dagegen erhoben haben, den Roosevelt aber zurückgewiesen habe. Es wäre nun nicht ausgeschlossen gewesen, dass russischerseits im Zusammenhang mit diesen Verhandlungen schwerste Vorwürfe gegen die Schweiz erhoben worden wären, was unsere Bemühungen, zu einer Normalisierung des Verhältnisses mit diesem Staate zu gelangen, auf das ernsteste hätte beeinträchtigen können. Zu übersehen ist auch nicht, dass Waibel vorwiegend zu Gunsten der Alliierten gehandelt hat und sein Bestreben von allem Anfang an dahin ging, die Kapitulation der Heeresgruppe C herbeizuführen. Wenn auch angesichts der damaligen Machtverhältnisse kaum die Gefahr bestand, dass Deutschland uns hätte Schwierigkeiten bereiten können, so ist noch nicht abzusehen, welches die Auswirkungen der Aktion Waibels auf unser Verhältnis zu Deutschland in Zukunft sein werden.

Andererseits ist aber in Berücksichtigung zu ziehen, dass die schweizerische Neutralitätspolitik sich nicht nur in Passivität erschöpft, sondern das aktive Einstehen für die Überwindung des Krieges und die damit verbundenen Leiden der Völker zum Leitgedanken hat. Dieser Sinn der Neutralität liegt Art. 3 des Haager Abkommens zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle zu Grunde, und aus dieser Erwägung heraus können denn auch Vermittlungsversuche Neutraler nicht als Verletzungen ihrer Neutralitätspflichten betrachtet werden. Dank den Bemühungen Waibels konnten nun die Kriegshandlungen in Oberitalien und wahrscheinlich in ganz Europa um eine erhebliche Zeitspanne abgekürzt, zahlreiche Menschenleben gerettet, weite Gebiete vor Zerstörung und wertvolle Kulturgüter vor dem Untergang bewahrt werden. Im Interesse unseres Landes lag es auch, dass der Krieg nicht noch eine Zeitlang von dem uns benachbarten österreichisch/bayrischen Reduit aus weitergeführt wurde. Angesichts der gegebenen Machtverteilung war ein praktisches Resultat durch eigentliche Verhandlungen, ohne bedingungslose Kapitulation der deutschen Heeresgruppe in Italien, nicht zu erreichen; das stand von vornherein fest. Das Verhalten Waibels unter diesem Gesichtswinkel betrachtet steht nicht im Widerspruch zu unserer Neutralitätspolitik – die Schweiz hat allerdings von ihrem Vermittlungsrecht immer nur sehr zurückhaltenden Gebrauch gemacht – und war auch im Interesse unseres Landes.

Es ist sehr schwierig, Vor- und Nachteile der Handlungsweise dieses Offiziers gegeneinander abzuwägen. Nachdem das Ergebnis ein glückliches war, will es uns aber doch scheinen, dass man das, was gegen sein Vorgehen hätte sprechen können, sollte in den Hintergrund treten lassen. Wir zweifeln auch, ob es das Schweizervolk verstehen würde, wenn man Waibel nun zur Verantwortung ziehen würde, ganz abgesehen davon, dass es wohl auch ihm gegenüber nicht fair wäre, nun, ein Jahr später, auf die ganze Angelegenheit zurückzukommen, nachdem sein Verhalten anscheinend bis jetzt von seinen Vorgesetzten stillschweigend gebilligt worden ist, wenn wir uns auch prinzipiell keineswegs damit abfinden können, dass ein schweizerischer Offizier unter Ausnützung seiner dienstlichen Stellung Aussenpolitik treibt, ohne die Zustimmung seiner Vorgesetzten und – durch deren Vermittlung – *diejenige des Politischen Departements einzuholen*.

Auch wir neigen jedoch zu der Ansicht, dass eine Veröffentlichung des

Manuskriptes «Kriegsende in Italien»⁸ nachteilige Folgen hätte, da es Tatsachen enthält, die nicht für ein grosses Publikum geeignet sind. Wir denken in erster Linie an die Ermöglichung der illegalen Einreise deutscher Offiziere, sowie an die Organisation des Stosstrupps zur Befreiung des Generals Wolff von schweizerischem Gebiete aus. Wir glauben auch kaum, dass es im Interesse unseres Landes und seines zukünftigen Verhältnisses zu unserem nördlichen Nachbarn liegt, wenn die Dienste Waibels zur Herbeiführung der bedingungslosen Kapitulation der Heeresgruppe C einem grösseren Kreise bekannt würden. Als rechtliche Handhabe, um die Publikation zu verhindern, kämen in Frage Art. 77 und eventuell Art. 86 Ziff 1 Abs. 2 MStGB⁹, vor allem jedoch Art. 22 und 27 des Bundesgesetzes über das Dienstverhältnis der Bundesbeamten vom 30. Juni 1927¹⁰, dem Waibel als Instruktionsoffizier ebenfalls untersteht. Wir dürfen es Ihnen überlassen, diese Frage noch genauer abzuklären. Dabei ist allerdings nicht ausser acht zu lassen, dass, wenn Dr. Husmann das Manuskript unter seinem Namen publizieren würde, kaum dagegen eingeschritten werden könnte. Unter diesen Umständen wäre es wahrscheinlich am besten, wenn man Oberstlt. Waibel auf gütlichem Wege unter Darlegung der Argumente, die gegen die Veröffentlichung seines Werkes sprechen, dazu bringen könnte, auf diese zu verzichten. Als Berufsoffizier sollte er so viel Disziplin aufbringen, von dieser Publikation, die nicht im Landesinteresse liegt, abzusehen.

Wir wären Ihnen zu Dank verpflichtet, wenn Sie uns über die weitere Folge, die Sie dieser Angelegenheit geben werden, ebenfalls orientiert halten würden.

8. Für das Manuskript, das 1981 publiziert wurde, vgl. E 27/9540/4–6.

9. Für Art. 77, vgl. AS, 1941, Bd. 57, S. 1276; für Art. 86, vgl. AS, 1927, Bd. 43, S. 381.

10. Vgl. AS, 1927, Bd. 43, S. 445–446.

79

E 6100 (A) 25/2326

[DoDiS-70]

Le Directeur général de la Banque nationale, P. Rossy, au Directeur de l'Administration des Finances du Département fédéral des Finances et des Douanes, E. Reinhardt

L. Personnelle

Berne, 19 juin 1946

Cher Monsieur Reinhardt,

Pour éviter tout malentendu entre nous, je me permets de vous adresser ces lignes au sujet de notre conversation d'hier.

Comme je vous l'ai dit, il ne m'est pas possible d'envisager une collaboration avec M. Hirs au-delà de la fin de l'année, en raison de son attitude générale à Washington¹ et surtout en raison du fait qu'il a, en 1943 et 1944, acheté de la

1. Sur cette question, cf. E 6100 (A) 25/2326. Cf. aussi la lettre de Rossy du 18 juin 1946, E 2800/1967/61/76; DoDiS-2351.

Reichsbank l'or belge volé en connaissant la provenance et la nature de cet or². J'estime que le Conseil fédéral ne peut tolérer, après une telle conduite, que M. Hirs reste à la Direction générale.

A mon avis, la solution de principe ne saurait pas tarder trop longtemps, car lorsque les Français auront publié leur Livre blanc, il deviendra très difficile de faire la propreté indispensable. En effet le départ de M. Hirs concordant avec la publication du Livre blanc français³ pourrait être interprété comme un aveu de la Suisse, ce qu'il faut éviter. Il faut qu'au moment où paraîtra le Livre blanc français, le Conseil fédéral soit en mesure – si cela est absolument nécessaire – de déclarer que M. Hirs a déjà remis sa démission pour un terme déterminé pour reprendre une activité dans l'économie privée⁴.

Dans ces conditions, j'ai l'intention, dès que la session des Chambres sera terminée, de m'entretenir de la situation avec M. le Conseiller fédéral Petitpierre. Si le Conseil fédéral maintient M. Hirs à son poste au-delà de la fin de l'année, je me verrai forcé de quitter la Banque, car je ne veux à aucun prix assumer le risque de me voir compromis par les agissements du Chef de notre Département le plus actif⁵.

Comme mon départ de la Banque serait forcément faussement interprété par l'opinion publique, je me verrai alors dans l'obligation de l'orienter exactement sur les motifs de mon départ. J'entends rester loyal vis-à-vis du Conseil fédéral, mais je dois pouvoir compter que le Conseil fédéral fera preuve de loyauté à mon égard en ne m'exposant pas à des risques que personne ne prendrait à ma place.

Comme vous le voyez, j'entends agir systématiquement et en pleine harmonie avec les autorités. Ce ne serait que si on me lâchait que je me verrai, contre mon gré, forcé d'expliquer mon attitude.

Il va sans dire que je n'entreprendrai rien avant d'avoir épuisé tous les moyens en collaboration avec le Conseil fédéral, M. le Ministre Stucki et vous-même.

Veillez, pour le moment, conserver un caractère confidentiel à ces lignes⁶.

Je vous prie de croire, cher Monsieur Reinhardt, à l'expression de mes sentiments les plus cordiaux et les plus dévoués.

2. *Sur les relations de la BNS avec la Reichsbank, cf. la table méthodique du présent volume: Relations financières générales, et DDS, vol. 15, table méthodique: III.1.2. Relations financières avec l'Allemagne.*

3. *Il est fait référence à la menace du Ministère français des Affaires étrangères de publier un dossier sur les achats d'or à la Reichsbank effectués par la BNS durant la guerre. Sur cette menace, cf. notamment le procès-verbal de la discussion entre E. Weber, P. Rossy et E. Nobs le 20 mai 1946, cf. E 6100 (A) 25/2328.*

4. *Avant d'être nommé par le Conseil fédéral à la tête de la BNS dès le 1er septembre 1942, A. Hirs était Directeur général de la Banque Populaire Suisse.*

5. *Hirs dirige le troisième département de la BNS qui contrôle les opérations de devises étrangères et les relations avec les correspondants pour les virements, les avances sur nantissement, etc. Sur l'organisation interne de la BNS, cf. DDS, vol. 13, N° 49, note 1.*

6. *En fait, Hirs siégera à la Direction générale de la BNS jusqu'en 1954, de même que Rossy jusqu'en 1955.*

E 2200 Prag 1968/14/4

[DoDiS-47]

Le Département politique à la Légation de Suisse à Prague

L AR

Berne, 21 juin 1946

Vous nous avez suggéré, par lettre du 11 avril¹, de restreindre l'activité du Don suisse en Tchécoslovaquie. Vous avez été, à cette époque, d'avis que la mesure s'imposait parce que le Gouvernement tchécoslovaque en dépit de vos démarches presque quotidiennes ne voulait ou ne pouvait rien entreprendre en faveur de notre colonie persécutée par les comités révolutionnaires locaux.

Nous comprenons fort bien la situation difficile dans laquelle vous vous trouvez et apprécions votre désir de disposer d'un moyen de pression pour mieux appuyer vos démarches en faveur de nos compatriotes². Nous sommes cependant d'avis que les actions humanitaires suisses ne devraient être liées, en aucun cas, à nos actions politiques. Leur caractère est et doit être essentiellement humanitaire. L'ampleur d'une œuvre d'entraide internationale entreprise par nous dans un pays étranger dépend donc, en premier lieu, de l'état de détresse dans lequel le pays bénéficiaire se trouve.

En examinant l'action du Don suisse en Tchécoslovaquie nous constatons que les crédits alloués à cet effet sont infiniment inférieurs à ceux destinés à d'autres pays comme par exemple l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Finlande, la France, la Hongrie, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne et la Yougoslavie. Les dépenses effectuées par le Don suisse pour la Tchécoslovaquie ne constituent par exemple que la moitié de celles pour la Yougoslavie; par rapport à l'Autriche la proportion est de 1:6 seulement. L'action est donc déjà assez restreinte. C'est la raison pour laquelle nous avons cherché sur un autre terrain les moyens de pression que vous désirez, notamment sur le terrain économique. Mais, ici encore, les intérêts suisses s'opposent à une liaison quelconque entre le trafic de marchandises et le sort de notre colonie. La Division du Commerce serait, à la rigueur, disposée à subordonner l'octroi d'un crédit éventuel à la Tchécoslovaquie à des conditions politiques³, mais, même dans ce cas, il serait nécessaire qu'il y eût entre la prestation et la condition un lien logique. C'est dans cet ordre d'idée que nous avons pris la décision d'exiger, chaque fois qu'un crédit serait demandé, la garantie de la

1. Cf. la lettre de A. Girardet au Département politique du 11 avril 1946, E 2001 (E) 1970/217/112.

2. Au sujet de la situation des Suisses dans la région des Sudètes, cf. la Notice de R. Probst à A. Huber du 30 octobre 1946, DoDiS-1905. La situation des Suisses dans les Sudètes était compliquée du fait que les autorités locales avaient tendance à les considérer comme des Allemands à cause de la langue allemande qu'ils parlaient. Au sujet de la protection des intérêts suisses en Tchécoslovaquie, cf. E 2001 (E) 1970/217/112.

3. Au sujet de l'octroi d'un crédit à la Tchécoslovaquie, cf. E 2001 (E) 1970/217/112 et E 9500.2/1970/231/1, 2.

propriété et des biens suisses sous la réserve, toutefois, que d'autres intérêts suisses plus importants peut-être, notamment les créances financières, ne soient pas compromis. Par contre, les questions de séjour et de retour de Suisses en Tchécoslovaquie ne sauraient faire l'objet de conditions spéciales dans des négociations économiques. La délégation suisse ne manquera toutefois pas de rendre de vive voix ses partenaires tchèques attentifs à la manière inamicale dont nos compatriotes sont traités en Tchécoslovaquie.

Le problème de nos ressortissants à l'étranger soulève chez nous certaines réflexions. D'une part, nous sommes obligés de les protéger, en vertu de leur nationalité suisse, par tous les moyens dont nous disposons. D'autre part, nous avons constaté que nombre de nos rapatriés d'Allemagne (dont le nombre vient d'atteindre le chiffre de 11'000 personnes) ont des conceptions politiques singulières qui ne cessent de préoccuper nos institutions chargées de les secourir. Si le même esprit, appelons le «semi-naziste», avait régné dans nos colonies en Tchécoslovaquie, si nos Suisses, durant la guerre, s'étaient rangés du côté allemand, par conviction, par opportunisme ou par simple accommodation et si par cette attitude ils avaient provoqué la population indigène au milieu de laquelle ils doivent maintenant continuer à vivre, nous serions, peut-être, tôt ou tard amenés à comprendre le peu d'empressement que montre le Gouvernement central tchèque à imposer sa volonté, qui peut être incontestable, aux organisations locales ne désirant plus tolérer dans leurs rangs un élément étranger.

Pour le moment, il faut persévérer dans la voie que vous avez choisie, la nationalité suisse des intérêts leur donnant le droit d'exiger votre protection. Nous vous serions cependant d'ores et déjà reconnaissants de nous signaler les cas particuliers dans lesquels vos expériences coïncideraient avec les constatations que nous avons faites. Nous craignons, en effet, que des incidents locaux contre quelque compatriote ne surgissent à la suite de trop d'insistance.

81

E 2800/1990/106/16

[DoDiS-146]

*Le Ministre de Suisse à Paris, C. J. Burckhardt,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

L

Paris, 27 juillet 1946

J'apprends par Bauer que vous êtes à Chaumont et j'en suis ravi¹. Je suis certain que quelques semaines de repos complet dans cette contrée incomparable et qui vous est familière vous permettront de reprendre les forces dont vous avez besoin pour affronter une tâche toujours plus difficile.

1. Fin juillet 1946, M. Petitpierre séjourne à Chaumont (près de Neuchâtel) dans sa résidence secondaire.

Ici, nous subissons une vague de chaleur et, en même temps, les débuts de la conférence², l'arrivée d'une quantité de délégations, chargé encore nos journées qui débordent déjà comme un tableau de Rubens.

J'ai dîné l'autre jour avec M. Winston Churchill et M. Léon Blum. Le premier attaquait d'une façon assez courageuse les alcools disponibles et je dois considérer la seconde partie de la conversation, de ce fait, comme nulle et non avenue. En effet, l'ancien Premier prononçait des mots, mais il était difficile d'en détacher un sens précis. Cependant, à table, au début de ces libations, il a tenu quelques propos qui valent la peine d'être retenus. Il dit, entre autres, à M. Blum: «Comment voulez-vous faire un Ministère convenable dans un pays où tous les gens bien sont ou en prison, ou déchus de la nationalité, ou fusillés?» Il a déclaré qu'il fallait créer une Allemagne saine et qu'une entente étroite et un rapprochement des points de vue entre l'Angleterre et la France à ce sujet s'imposaient.

Puis il me dit que, pour le moment, il n'avait plus de souci pour la Suisse: «Nous ne permettrons pas qu'on touche à votre pays. Les Américains se sont maintenant ralliés entièrement à notre point de vue et mes amis russes n'avanceront plus».

Je le note, parce que ces paroles diffèrent des propos pessimistes qu'il avait tenus l'hiver dernier.

M. Churchill se réjouit beaucoup de son séjour en Suisse. Il m'a dit vouloir avant tout nager. Ayant le choix entre une villa appartenant à M. de Schulthess, sur les bords du Lac de Zoug, et la villa du banquier Fred Kern à Genève, il semblait donner la préférence à cette dernière, pensant que l'eau du Lac Léman serait plus chaude après le 22 août que celle d'un lac situé dans les montagnes.

Il se fait un plaisir d'aller à Berne et il est très désireux de voir un spectacle militaire. Je pense que l'idée du Général Guisan de faire un voyage avec lui à travers le réduit, est excellente.

En ce qui concerne la réception, M. Cuttat me dit que vous avez l'intention d'inviter des peintres et des écrivains³. M. Barbey correspondra directement avec Cuttat⁴. Quant à moi, je prends contact avec notre compatriote Montag⁵. Ce dernier m'a raconté l'autre jour qu'en quelques jours, à Zurich et à Bâle, on avait réuni, pour les frais somptuaires de ce séjour du grand Anglais, la somme de 60'000 francs suisses, ce qui n'est pas rien, même s'il arrive avec une grande partie de sa famille et pas seulement avec sa fille, comme il l'avait prévu d'abord.

Montag avait sondé l'Université de Zurich pour voir si on serait prêt éventuellement, à conférer un doctorat honoris causa à notre hôte. La réponse a

2. *La Conférence de la Paix commence à Paris le 29 juillet 1946. Elle aboutit le 10 février 1947 à la conclusion des traités de paix entre les Alliés et l'Italie, la Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie et la Finlande.*

3. *Cf. la lettre de J.-A. Cuttat à C. J. Burckhardt du 23 juillet 1946, E 2001 (E) 1/26.*

4. *Cette correspondance annoncée n'a pas été retrouvée.*

5. *Cf. la lettre de C. J. Burckhardt à la Division des Affaires étrangères du DPF du 21 juillet 1946, ibid.*

été négative⁶, comme celle, d'ailleurs, que j'ai reçue de M. Denis van Berchem que j'avais approché au sujet d'un geste analogue de la part de l'Université de Lausanne. Van Berchem rappelle avec raison le fameux doctorat conféré par cette Université à Mussolini⁷ et il est d'avis que la Faculté n'obtiendrait pas les voix nécessaires pour donner suite à une telle proposition.

Il est évident que cette visite aura un aspect politique. Il y aura des commentaires et certaines répercussions dans la presse. J'espère qu'aucun mouvement intempestif ne se produira autour de cette résidence de Nyon.

J'ai beaucoup regretté que vous n'ayez pu exécuter votre plan de voyage. M. B.⁸ m'a dit qu'il s'était infiniment réjoui de vous recevoir, que tout avait été préparé et que votre visite tombait sur la seule semaine au cours de l'année où il aurait eu à disposer de certains loisirs. Sa femme m'a dit la même chose. Il est évident cependant que les jours reviendront, plus calmes, et si la situation et les personnes n'ont pas changé après les événements d'octobre, ce sera à reprendre à un moment où la température sera moins torride qu'à l'heure actuelle⁹.

Je compte rester à Paris, après les fêtes du 1er août, jusqu'au retour de Rezzonico¹⁰, puis j'irai rejoindre ma famille qui se trouve déjà en partie au Pyla.

J'ai eu le grand plaisir de déjeuner l'autre jour en tête à tête avec votre beau-frère¹¹. Il m'a parlé de son projet de se rendre en Allemagne occupée comme représentant de quelques grands journaux et je pense que nous ne pouvons que nous féliciter d'avoir là-bas un homme tel que lui, doué d'un sens d'observation juste et si profond.

Dès que je me serai un peu reposé et que je disposerai de quelques journées de tranquillité, je vais essayer de résumer pour vous certaines impressions que j'ai retirées de la conférence des quatre et de la situation extérieure et intérieure du pays, mais j'avoue qu'actuellement, je ne trouve pas une minute pour entreprendre un tel travail de rédaction, car je suis aussi arrivé à un degré de fatigue qu'il me paraît sage de ne pas outrepasser¹².

Puis-je vous prier, Monsieur le Conseiller Fédéral et cher Monsieur, de bien vouloir faire agréer mes très respectueux hommages à Madame Petit-pierre que je remercie encore une fois du charmant accueil qu'elle a bien voulu me réserver à Neuchâtel.

6. Cf. la notice de E. Thalmann à G. Keel du 2 juillet 1946, *ibid.*

7. Cf. DDS, vol. 12, table méthodique: II.14.5. Doctorat h. c. à Mussolini

8 Il s'agit vraisemblablement de G. Bidault, Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères.

9. La visite de M. Petitpierre à Paris a eu lieu plus tard, c'est-à-dire entre le 7 et le 15 octobre 1946, cf. E 2800/1990/106/18.

10. C. Rezzonico était le Chargé d'Affaires de la Légation de Suisse à Paris pendant les absences de C. J. Burckhardt.

11. Il s'agit de Denis de Rougemont.

12. Pour l'analyse de la Conférence des Quatre et de la Conférence de Paris, cf. les rapports politiques de C. J. Burckhardt N° 4 du 9 août 1946, N° 5 du 19 août 1946 et N° 6 du 25 août 1946, E 2300 Paris/100.

82

E 2001 (E) 5/3

[DoDiS-119]

Le Chef du Service des Organisations internationales du Département politique, D. Secrétan, au Chef du Département politique, M. Petitpierre

Copie

L

Berne, 27 juillet 1946

Je sors du train qui me ramène de Lausanne où j'ai déjeuné, comme je vous l'avais dit vendredi matin au téléphone, avec M. Moderow et avec M. Martin Hill (Grande-Bretagne), assistant spécial de M. Trygve Lie. Voici ce que j'ai à vous dire au sujet de notre entretien.

1. Ces messieurs sont d'accord pour attribuer à la prochaine visite du Secrétaire général des Nations Unies une grande importance, voire même une importance décisive.

2. Ils sont unanimes également à parler du tempérament impulsif de M. Trygve Lie. Ils nous donnent donc le conseil de ne pas nous écarter des sujets traités et d'éviter, dans la mesure du possible, des discussions de politique générale.

3. Il existe, à ne pas douter, divers courants au secrétariat des Nations Unies, l'un que j'appellerai favorable à New York, l'autre que je baptiserai favorable à Genève.

Le parti de Genève attend beaucoup de l'impression que le Palais des Nations peut produire sur M. Trygve Lie, ainsi que de toute l'ambiance de sa visite à Berne les 2 et 3 août prochains¹.

4. Le séjour de M. Trygve Lie en Suisse fera l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport d'ensemble qu'il adressera sur son activité à la deuxième Assemblée générale des Nations Unies, convoquée à New York pour le 23 septembre prochain. Ce passage revêt donc pour nous une réelle importance.

5. Mes interlocuteurs pensent que la conversation pourrait porter sur les quatre points ci-après:

A. Question de l'utilisation inconditionnelle du Palais des Nations à Genève, aussi bien en ce qui concerne les organes des Nations Unies que l'activité de ceux-ci.

M. Trygve Lie vous demandera notamment si vous souscrivez à l'interprétation que M. Gyax lui a donnée le 1er juillet 1946 du «Communiqué» du Département politique du 24 juin² (voir annexe I: rapport de M. Gyax³).

B. Ces messieurs sont d'avis que le Conseil fédéral n'a pas fait connaître jusqu'à présent de façon publique son désir de voir les Nations Unies s'installer à Genève.

1. Sur les entretiens de T. Lie à Berne et leurs résultats, cf. Projet de communiqué non daté du DPF, non reproduit.

2. Le texte du communiqué est cité dans la lettre non reproduite de F. Gyax à T. Lie du 1^{er} juillet 1946.

3. Non reproduit, original in: E 2001 (E) 5/10.

Ils m'ont rappelé la lettre que M. Calonder a adressée en 1919 à M. Georges Clemenceau, président de la conférence de la paix, pour lui faire savoir que le Conseil fédéral verrait avec satisfaction la Suisse être choisie comme siège de la nouvelle organisation internationale (annexe 2)⁴.

Un geste analogue pourrait-il être fait en 1946?

C. Mes interlocuteurs voudraient également que vous fassiez entendre, au cours de la conversation, que vous reprenez pour votre compte une déclaration de M. Perréard, qui figure à la page 28 des procès-verbaux de la conférence de Kehrsatz (annexe 3)⁵.

Ils estiment en effet que notre accord avec l'Organisation internationale du Travail⁶ va au-delà de celui que nous avons conclu avec les Nations Unies⁷ et ils souhaiteraient être mis au bénéfice d'une sorte de clause «de la nation la plus favorisée».

D. Le Consulat général de Suisse à New York continue à délivrer des visas ordinaires aux fonctionnaires des Nations Unies qui se rendent en Suisse. M. Martin Hill m'a montré son passeport.

Ils seraient sensibles à une déclaration de votre part dont les termes pourraient être ceux-ci (c'est le Secrétaire général qui parle dans son rapport à l'Assemblée):

«M. Petitpierre m'a donné l'assurance que, pour faciliter les voyages des fonctionnaires du secrétariat entre New York et Genève, les instructions nécessaires avaient été données au Consulat général de Suisse à New York de délivrer des visas diplomatiques, sur demande des services compétents du secrétariat, mais sans considération de la nature du passeport.

E. Enfin ils m'ont demandé de rédiger un projet de communiqué que je pourrais vous apporter mardi ou mercredi si vous me faites l'honneur de m'appeler à Chaumont⁸ et qui rendrait compte, dans leurs grandes lignes, des conversations de Berne.

6. Je profite de ce message pour vous remettre un petit compte rendu d'une visite que M. Snow m'a faite vendredi 26 juillet pour m'expliquer que le gouvernement britannique verrait avec beaucoup de sympathie la Suisse être membre des Nations Unies, qu'il va appuyer la candidature de quelques

4. Non reproduite, cf. aussi DDS, vol. 7-I, N° 273.

5. A la conférence entre la Commission de négociation des Nations Unies et une délégation suisse concernant les questions relatives au transfert des biens et avoirs de la SdN à l'ONU, tenue à Kehrsatz près de Berne, du 4 au 6 avril, M. Perréard affirma qu'il va de soi que les autorités genevoises, dont ce membre de la délégation suisse fait partie, sont prêtes à mettre l'Organisation des Nations Unies, ses fonctionnaires et les représentants des Etats membres au bénéfice des mêmes exonérations et des mêmes privilèges que ceux qui ont été accordés précédemment à d'autres institutions internationales. Cf. E 2001 (E) 5/10.

6. Accord entre le Conseil fédéral suisse et l'Organisation Internationale du Travail pour régler le statut juridique de cette organisation en Suisse et l'Arrangement d'exécution, du 11 mars 1946, cf. E 2001 (E) 1/182. Voir aussi PVCF N° 1036 du 17 avril 1946, DoDiS-1386.

7. Sur les négociations qui ont abouti aux accords du 19 avril 1946 ainsi que pour les textes de ces derniers, cf. E 2001 (E) 5/9-10

8. M. Petitpierre se reposait à Chaumont (Neuchâtel).

Etats non membres et que, s'il ne nous pousse pas à adhérer, c'est parce qu'il comprend notre position spéciale (annexe 4)⁹.

7. J'annexe enfin à mes lignes un relevé établi à fin juillet 1946¹⁰ des sommes que la Suisse a dépensées pour des œuvres de secours et de reconstruction, indépendamment des 250 millions qui ont fait l'objet des accords de Washington¹¹.

8. Je pense vous intéresser en vous communiquant la liste des personnes qui feront partie de la suite de M. Trygve Lie (annexe 6)¹².

Je m'excuse de ce rapport écrit un peu à la hâte, vous demande de présenter mes hommages à Madame Petitpierre, vous souhaite un repos bienfaisant et vous prie d'agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération et de mon respectueux dévouement.

9. Pour la notice mentionnée du 26 juillet 1946, cf. DoDiS-120.

10. Selon une notice du 15 juillet 1946 Zusammenstellung der schweizerischen Ausgaben für die Internationale Hilfe les sommes dépensées par l'Etat fédéral et les privés atteignaient 1'422'960'000.– Fr., dont 495'460'000.– représentaient des contributions à fonds perdu. Cf. E 2001 (E) 1/142.

11. Cf. Nos 72 et 75, publiés dans le présent volume. Cf. aussi table méthodique du présent volume: Relations financières générales.

12. Non reproduit.

83

E 2300 London/40

[DoDiS-1204]

*Le Ministre de Suisse à Londres, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

LES OPINIONS DE M. WINSTON CHURCHILL ET LA NEUTRALITÉ DE LA SUISSE

RP

Londres, 29 juillet 1946

Par la voie la plus rapide, j'ai eu l'occasion de vous rendre compte sommairement de mon dernier entretien avec l'ancien Premier Ministre britannique¹. Les vues et opinions sur une série de questions d'intérêt général qu'il m'a exprimées au cours d'un déjeuner intime, auquel assistait seule Mme Churchill, me paraissent de nature à devoir vous être relatées. Je commencerai par vous exposer ses vues sur la Suisse.

Au sujet du statut international de notre pays, M. Churchill a déclaré catégoriquement, en appuyant chaque mot, que la Suisse était «le seul pays véritablement neutre et devant être reconnu comme tel». Ce propos, venant du chef de l'opposition de Sa Majesté britannique, est important. Quant au fond, il réitère textuellement ce que M. Anthony Eden m'avait dit à plusieurs reprises et ce que l'ancien secrétaire d'Etat britannique aux Affaires extérieures

1. Cf. le télégramme de P. Ruegger au DPF du 27 juillet 1946 et la lettre de P. Ruegger à J.-A. Cuttat du 26 juillet 1946, E 2001 (E) 1/26.

m'avait répété même après avoir quitté le pouvoir. Je crois vous avoir relaté que M. Anthony Eden, qui est actuellement le «leader» du parti conservateur au Parlement, m'avait même offert de faire, au moment opportun, une intervention à la Chambre des Communes au sujet de la valeur permanente de la neutralité de la Suisse. Je l'en ai vivement remercié; mais je l'ai prié d'attendre un signe de moi avant de mettre ce projet à exécution. Nous ne pouvons, en effet, tout en reconnaissant la grande valeur du témoignage du Ministre des Affaires étrangères britanniques des années de guerre, qui est doublé aujourd'hui de celui de l'ancien Premier Ministre – provoquer en quelque sorte une intervention de l'opposition qui n'aurait peut-être pas d'emblée le plein accord des bancs du Gouvernement. Or, rien ne pourrait desservir autant la cause de la reconnaissance future de la neutralité permanente de la Suisse qu'une intervention d'une minorité parlementaire, quel que soit son poids, qui ne serait pas immédiatement doublée d'une réaction semblable et *entièrement* parallèle du banc gouvernemental. L'intervention de M. Winston Churchill en faveur du Tyrol du Sud est là pour nous prouver la valeur, en ce moment relative, d'interventions de ce genre.

Du côté gouvernemental, la situation, en ce qui concerne la reconnaissance de notre neutralité permanente, est la suivante: le chef du Gouvernement, M. Attlee, homme excellent mais d'envergure relativement effacée, et dont le rôle, plutôt que d'être celui d'un «Premier Ministre» dans le sens traditionnel, peut être comparé à celui d'un «Président du Conseil des Ministres» de France, règlera sans doute son attitude sur les avis de ses collaborateurs compétents en matière de politique étrangère.

Au Foreign Office, qui représente la continuité de la conduite des Affaires extérieures du Royaume d'Angleterre et d'une grande partie encore de l'Empire, les interventions gouvernementales des représentants des partis au pouvoir se manifestent plutôt à la surface, leurs porte-paroles étant, en règle générale, assez rapidement gagnés par les courants très forts des intérêts permanents de la Grande-Bretagne.

Je crois avoir convaincu des fondements justes de notre thèse l'ancien chef permanent du service, Sir Alexander Cadogan. Celui-ci m'a donné, à plusieurs reprises, le conseil, sans doute très sage, de ne pas vouloir brûler les étapes, d'attendre qu'un équilibre se crée, peu à peu, dans l'organisation mondiale nouvelle, avant de mettre nettement en discussion le problème de la neutralité de la Suisse comme membre éventuel de l'organisation des Nations Unies. Lorsque Sir Alexander a quitté Londres, pour assumer ses fonctions comme chef de la délégation britannique à New York et comme représentant au Conseil de sécurité, le moment ne lui paraissait pas encore venu pour soumettre, au crible des discussions au Conseil de sécurité, à la fois le problème de nos relations avec les Nations Unies et de la reconnaissance de la neutralité perpétuelle de la Suisse dans le cadre de cette organisation. Je considère, toutefois, la compréhension de Sir Alexander comme un des éléments, probablement essentiels, pour l'époque où des pourparlers concernant le statut international de notre pays pourront ou devront être engagés avec les Nations Unies et, en vertu de la charte de San Francisco, d'abord avec le Conseil de sécurité de cette organisation.

Je n'ai pas lieu de croire – au contraire – que Sir Orme Sargent, qui a repris des mains de Sir Alexander la succession de la direction permanente du Foreign Office – au fond très régulière malgré les sauts d'humeurs apparents d'un Sir William Tyrrell, puis d'un Sir Robert Vansittart – ne partage pas les vues prudentes, objectives, ancrées dans une expérience profonde de la vie internationale, de son prédécesseur.

Reste, cependant, le problème de l'attitude, dans le cas particulier qui nous intéresse, du Ministre d'Etat travailliste actuel, M. Philip Noel-Baker. Vous savez quelle estime j'ai personnellement pour cet excellent ami de notre pays que vous connaissez et appréciez vous-même. M. Noel-Baker, vous le savez aussi, est, cependant, un doctrinaire de la vie internationale. M. le Professeur William E. Rappard vous a exactement situé sa position et ses vues dans son rapport sur l'entretien que nous avons eu tous les deux avec le Ministre d'Etat le 17 juillet². Pour M. Noel-Baker, qui excluait, en 1919, la possibilité de guerre future (ce qu'il a peut-être oublié), il n'y a, au moment actuel, pas davantage de perspective de conflit. Dès lors, la conception de la neutralité, si elle ne lui répugne pas instinctivement, lui apparaît comme quelque chose de suranné sinon de superflu. Dans plusieurs entretiens que j'ai eus avec lui, il a répété que le peuple suisse lui-même, au vu du développement de la science atomique, pourrait modifier, d'ici deux ans, ses conceptions de la neutralité.

M. Noel-Baker est, dès lors, aujourd'hui plutôt un partisan de l'«association» de la Suisse à l'organisation des Nations Unies, et il manifeste une préférence pour une politique d'attente de notre part en ce qui concerne le problème central de notre accession éventuelle aux Nations Unies. Il se rend parfaitement compte des inconvénients et même du danger qu'il y aurait à vouloir provoquer un plébiscite du peuple suisse sur l'accession aux Nations Unies *sans le maintien de la neutralité*. Non seulement, ni principalement, parce que le fait de poser le problème ainsi à notre peuple conduirait à une scission de notre opinion publique. Mais, surtout, vu les conséquences et l'effet moral qu'aurait, pour les Nations Unies elles-mêmes, le refus d'adhésion qui serait prononcé par le seul pays où, constitutionnellement, le peuple lui-même serait appelé à prendre sa décision souveraine. Il encourage donc, pour la période prochaine, l'adhésion de la Suisse aux institutions auxquelles elle peut et doit collaborer dès maintenant: Cour de Justice internationale, UNESCO, Organisation de l'alimentation et de l'agriculture, peut-être UNRRA, fonds monétaires et accord de Bretton-Woods (au sujet de ce dernier instrument, je rappelle que M. Baker a indiqué que d'ici deux ans, les Puissances pourraient peut-être implorer la Suisse d'en faire partie!)

Le moment venu, il sera sans doute nécessaire d'approcher, au sujet de la question de notre neutralité, le Secrétaire d'Etat, M. Bevin lui-même. Avec M. Churchill, M. Bevin est sans doute la personnalité politique la plus forte de l'Angleterre actuelle. Ses expériences des conférences à trois et à quatre, au cours desquelles il a fait preuve d'autant de force de caractère que de ténacité, lui auront sans doute démontré les difficultés de la politique d'équilibre, à laquelle la Grande-Bretagne doit se livrer à nouveau. Il n'est pas

2. Cf. E 2001 (E) 5/7.

hasardé de supposer qu'avec son réalisme constructif, il serait maintenant prêt, peut-être davantage encore qu'il y a une année, à mesurer les avantages pour l'Europe de la neutralité de la Suisse.

Le moment de l'approcher se présentera, lorsque vous estimerez opportun de remettre aux Puissances le nouveau mémorandum projeté sur le statut international de la Suisse³.

Pour en revenir à M. Churchill, vous constaterez, lors de sa visite en Suisse, l'intérêt très vif qu'il porte aux efforts déployés par notre peuple pour sa défense militaire et spirituelle. En faisant allusion aux moments périlleux traversés par notre pays au cours de la dernière guerre, il a exprimé sa conviction que, si la Suisse n'avait pas été envahie, c'était dû non seulement à la volonté de résistance de notre peuple («you would have fought, and how!»), mais aussi à la conception militaire du réduit, dont l'attaque aurait, de toute manière, exigé des efforts démesurés de la part de l'agresseur.

Il a parlé avec la plus grande estime et sympathie du Général Guisan, dont il dit avoir suivi les initiatives dès 1939 et tout particulièrement dans l'été crucial de 1940. Il a rappelé qu'en 1939 déjà, il avait fait un tour de la ligne Maginot en compagnie, notamment du Général Georges, en qui il avait d'emblée plus de confiance qu'en Gamelin. Dès ce moment, le Général Georges lui avait parlé longuement de la couverture du flanc sud par la Suisse et de l'énergie et de la science militaire de notre commandant-en-chef, qui en assurait la plus grande efficacité possible. M. Churchill désire particulièrement rencontrer en Suisse le Général Guisan, et, si des raisons médicales l'empêchent d'accéder à la proposition d'un tour prolongé du réduit, il sera heureux, pendant une journée, de se trouver, avec notre commandant-en-chef des années de guerre, dans un tour rapide de quelques fortifications⁴.

Vous savez, aussi par d'autres sources, que l'ancien Premier britannique attribue un très grand prix au maintien des fortes positions stratégiques de notre pays et qu'il souhaite qu'elles demeurent, pour autant que faire se peut, en pleine efficacité. Ce fait même, ainsi que les observations qu'il sera sans doute à même de recueillir durant son séjour dans notre pays, le fortifieront, j'espère, dans ses convictions quant à la nécessité de soutenir les efforts de notre pays pour préserver son statut international éprouvé au cours des siècles.

Comme M. Churchill se rendra, d'autre part, à Genève pour visiter le Comité international de la Croix-Rouge, il pourra se familiariser avec l'étendue des activités humanitaires ayant leur centre dans notre pays et dont le déploiement a été conditionné par l'existence d'une Suisse réellement neutre⁵.

3. Cf. *table méthodique dans le présent volume*: La Suisse et l'ONU.

4. Cf. N^{os} 81 et 92, publiés dans le présent volume. Pour l'entretien de W. Churchill avec H. Guisan et la planification de la visite du réduit, cf. E 27/23347/2. Cf. aussi le rapport de H. Bracher du 18 octobre 1946, pp. 16 ss., DoDiS-2184.

5. Sur cette visite au Comité international de la Croix Rouge, cf. *ibid.* Pour la planification de la visite, cf. aussi E 2001 (E) 1/26.

E 27/23401
[DoDiS-1663]

Landesverteidigungskommission

PROTOKOLL DER SITZUNG VOM 31. JULI 1946¹

[...]

Traktandum 3: Genehmigung des Entwurfes zu einem Bericht der Landesverteidigungskommission über die Frage des Beitrittes der Schweiz zur UNO

Der vorgelegte Entwurf zu einem Bericht der Landesverteidigungskommission über die Frage des Beitrittes der Schweiz zur UNO² enthält folgende Schlussfolgerungen:

«Un membre³ de la CDN est de l'avis que nous ne devons pas entrer dans l'ONU tant que dans la poursuite de leurs intérêts les grandes puissances ne se soumettent pas elles-mêmes au droit commun. Nous contribuerons davantage à la sauvegarde de la paix en nous tenant à l'écart de cette association temporaire d'états vainqueurs.

La CDN, à l'unanimité moins une voix, formule l'avis que nous devons chercher à entrer dans l'organisation des Nations-Unies pour autant que notre neutralité absolue soit reconnue et que l'ONU conserve son caractère universel. Ces conditions signifient que nous devons être libérés de toute obligation résultant des art. 39 à 49 de la Charte, – en dérogation aux art. 4 et 25, – et que si l'un des membres permanents du Conseil de Sécurité ou tout autre état influent venait à sortir de l'organisation nous en ferions autant. Même membres, nous ne pourrions pas admettre que le Conseil de Sécurité ou que le Comité d'Etat-Major siègent sur notre territoire.

Dès maintenant nous devons offrir de collaborer à l'œuvre sociale et humanitaire que se propose l'organisation, sous la réserve de n'agir que conformément à notre statut de neutralité absolue. Nous pourrions prendre des engagements publics en ce sens, valables à l'égard de tout Etat quel qu'il soit, manifestant ainsi notre volonté de participer activement, avec tous nos moyens, à l'œuvre de la paix.»

Zu diesen Schlussfolgerungen stellen sich noch folgende Fragen:

- a. Soll die Garantie der schweizerischen Neutralität verlangt werden?
- b. Soll die Schweiz automatisch aus der UNO austreten im Falle dass eine Grossmacht oder eine Mächtegruppe den Austritt aus der UNO erklärt, oder

1. Anwesend sind Bundespräsident K. Kobelt, die Oberstkorpskommandanten J. Labhart, J. Borel, H. Constam, A. Gübeli, H. Frick, L. de Montmollin und der Oberstdivisionär F. Rihner. Während der Behandlung des hier reproduzierten Traktandums 3 war zusätzlich Legationsrat D. Secrétan des EPD anwesend. Für eine vollständige Fassung dieses Protokolls vgl. E 27/4071.

2. Vgl. E 27/4191 und E/23401/5. Der erwähnte Entwurf, den Generalstabschef L. de Montmollin vorlegte, basierte auf den Ergebnissen der Sitzung der LVK vom 17. April 1946.

3. H. Constam.

soll sich die Schweiz für einen solchen Fall nur das Recht des Austritts vorbehalten?

c. Soll daran festgehalten werden, dass die Schweiz die Abhaltung von Sitzungen des Sicherheitsrates und des Generalstabskomitees auf schweizerischem Staatsgebiet im Falle eines drohenden oder bereits ausgebrochenen Konfliktes ablehnt, oder soll sie sich darauf beschränken, eine ablehnende Haltung nur in Bezug auf Sitzungen des Generalstabskomitees einzunehmen?

d. Soll die Schweiz die Verpflichtung übernehmen, selber ihre Neutralität, nötigenfalls mit Waffengewalt, durchzusetzen?

Die Friedensverträge von 1815 und 1919 enthalten Bestimmungen über die Garantie der schweizerischen Neutralität. Heute sind die neutralen Staaten von den Friedensverhandlungen im Gegensatz von 1815 und 1919 ausgeschlossen. Damit stellt sich die Frage, auf welche Art die Stellung der Schweiz in den internationalen Verträgen festgelegt werden könnte. Eine solche Möglichkeit von internationalen vertraglichen Abmachungen über die schweizerische Neutralität besteht wohl nur im Falle eines Beitrittes der Schweiz zur UNO.

Grundsätzlich ist zu sagen, dass auf jeden Fall die Verankerung der schweizerischen Neutralität in internationalen Verträgen als wünschbar bezeichnet werden muss.

Im Gegensatz zum Völkerbund sind heute alle Grossmächte Mitglied der UNO. Sollte eine Grossmacht oder eine Mächtegruppe ihren Austritt aus der UNO erklären, so muss am Weiterbestand der UNO gezweifelt werden, weil sie in diesem Moment ihren Charakter als Vereinigung aller massgebenden Nationen verliert. Es ist nicht notwendig, dass die Schweiz im Falle des Austrittes einer Grossmacht aus der UNO automatisch ebenfalls ihren Austritt erklärt. Es genügt, wenn sich die Schweiz für einen solchen Fall das Recht zum Austritt vorbehält.

Es darf als feststehend angenommen werden, dass die Einrichtung des Hauptquartiers des Generalstabskomitees sowie die Abhaltung einzelner Sitzungen desselben auf schweizerischem Hoheitsgebiet mit der schweizerischen Neutralität unvereinbar sind. In Bezug auf die Abhaltung von Sitzungen des Generalstabskomitees der UNO auf dem Staatsgebiet der Schweiz besteht kein Grund, an den vorgeschlagenen Schlussfolgerungen des Berichtes der Landesverteidigungskommission Abänderungen vorzunehmen.

Dagegen kann man sich fragen, ob die Schweiz gegenüber der Abhaltung von Sitzungen des Sicherheitsrates der UNO auf schweizerischem Staatsgebiet sich ablehnend verhalten soll. Die Hauptaufgabe des Sicherheitsrates der UNO besteht ja in der Verhütung von Konflikten. Es wäre praktisch wohl kaum möglich, eine genaue Abgrenzung zu schaffen, wann eine bestimmte Sitzung des Sicherheitsrates der UNO auf dem Gebiete der Schweiz unerwünscht wäre. Zudem geht es heute wohl nicht darum, dass der ständige Sitz der UNO, der sich gegenwärtig in der USA befindet, nach Genf, bzw. in die Schweiz verlegt würde. Unter diesen Umständen dürfte es genügen, wenn die Schweiz verlangt, dass das Sicherheitskomitee der UNO nicht seinen ständigen Sitz in der Schweiz nimmt und dass das Generalstabskomitee der UNO in der Schweiz keine Sitzungen abhält.

Es ist richtig, dass die Schweiz ihre Mitwirkung in Fragen sozialer und humanitärer Hilfswerke der Organisation der Vereinigten Nationen anbietet, unter dem Vorbehalte der Aufrechterhaltung ihrer Neutralität. Man kann sich fragen, ob die Schweiz in dieser Beziehung nicht weiter gehen soll, indem sie die Verpflichtung übernimmt, ihre Neutralität mit Waffengewalt zu schützen und durchzusetzen. Gegen die Übernahme einer solchen Verpflichtung werden keine Bedenken laut.

[...]⁴

4. Es folgen zuerst einzelne Abänderungsanträge betreffend die Redaktion der Erwägungen des zur Diskussion stehenden Berichtes. Anschliessend wird beschlossen, den Bericht gutzuheissen.

85

E 2001 (E) 1/261

[DoDiS-1698]

*Der schweizerische Delegierte für die Rückführung von Schweizerbürgern,
F. de Diesbach, an die Abteilung für Politische Angelegenheiten
des Politischen Departements*

S Vertraulich

Berlin, 31. Juli 1946

Mit Schreiben vom 23. 7.¹ berichtete ich Ihnen über die letzte Entwicklung in der Frage einer schweizerischen Vertretung beim Kontrollrat² und fügte bei, dass ich versuchen werde, die Gründe der abermaligen Ablehnung seitens der Sowjet-Union abzuklären. Die Gelegenheit hierzu bot sich heute anlässlich eines Besuches beim französischen Botschafter de Saint Hardouin, politischem Berater von General Koenig, dem ich bisher noch nicht vorgestellt worden war und bei dem mich einzuführen einer seiner Mitarbeiter vor einiger Zeit sich anerboden hatte.

Herr de Saint-Hardouin sagte mir, dass in der Tat vor einigen Tagen, zwar nicht, wie mir mitgeteilt worden war, im Kontrollrat, wohl aber im Koordinierungskomitee die Frage beraten wurde, ob zusätzlich zu den 16 bisher akkreditierten Militärmissionen noch weitere «diplomatische» Vertretungen beim Kontrollrat zugelassen werden sollen. Zwei Gruppen von Staaten hätten ihre dahingehenden Wünsche angemeldet: einerseits eine Anzahl Mitgliedstaaten der Vereinten Nationen, worunter die Türkei, und andererseits neutrale Länder, d. h. die Schweiz, Schweden und der Vatikan. Zum vornherein seien sich die westalliierten Vertreter im Koordinierungskomitee, die alle drei den schweizerischen Antrag befürworteten, bewusst gewesen, dass die Neutra-

1. Nicht abgedruckt.

2. Zur Frage einer schweizerischen Vertretung beim AKR vgl. Nr. 62 in diesem Band. Vgl. ausserdem die Notiz von R. Bindschedler an A. Huber vom 8. November 1946, DoDiS-1741, sowie die Notiz von F. de Diesbach an das EPD vom 8. Februar 1946, DoDiS-1742. Vgl. auch E 2001 (E) 1/261.

len nur dann berücksichtigt werden könnten, wenn über die Zulassung der in Frage stehenden Mitgliedstaaten der Vereinten Nationen eine Einigung erzielt werden könne. Nun hätten sich aber die Russen geweigert, der Türkei das Vertretungsrecht einzuräumen und damit sei eigentlich auch schon der Antrag bezüglich der Neutralen präjudiziert gewesen. Dennoch sei er zur Beratung gelangt und interessanterweise habe die Opposition des sowjetischen Vertreters nicht mehr, wie noch vor einigen Monaten zwar nicht ausdrücklich, aber doch merklich, der Schweiz, sondern diesmal einzig dem Vatikan gegolten. Im übrigen habe der russische Delegierte die formell nicht unzutreffende Auffassung vertreten, dass im grundlegenden Beschluss über die Zulassung von Militärmissionen nur von den Alliierten und nicht von den Neutralen die Rede sei; es bestehe zunächst kein Anlass, vom Wortlaut dieser Entschliessung abzuweichen. Ich glaube, Herrn Botschafter de Saint-Hardouin richtig verstanden zu haben, wenn ich annehme, dass in der seit beinahe Jahresfrist zur Diskussion stehenden Vertretungsfrage zwar einmal mehr wegen der russischen Ablehnung keine Einigung erzielt werden konnte, dass aber der Entscheid noch nicht endgültig ist. Auf alle Fälle hat mir der Botschafter spontan gesagt, wenn die Angelegenheit schweizerischerseits gefördert werden wolle, es nun Sache der schweizerischen Vertretung in Moskau sei³, zu versuchen, die Sowjetregierung umzustimmen⁴.

3. *Die Vorstösse des schweizerischen Gesandten in Moskau sind nicht abgedruckt.*

4. *Randbemerkung F. Schnyders: Informer le Ministre Flückiger en faisant suite à nos «instructions» du 11 juillet 1946 [siehe E 2001 (E) 3/1] et le prier d'essayer de marquer notre intérêt à une transformation de notre délégation à Berlin en une représentation officielle. Faire état à cette occasion des pourparlers rendu possible par cette délégation, entre une délégation commerciale suisse et les autorités russes à Berlin, pourparlers qui ont eu lieu ces derniers jours par lesquels une base a pu être créée pour les échanges de marchandises entre la Suisse et la zone russe. Pour maintenir et fortifier ces contacts les Russes auraient certainement le même intérêt que nous d'ouvrir une représentation officielle [...] établie à Berlin.*

86

E 1004.1 1/472

[DoDiS-19]

BUNDESRAT

Protokoll der Sitzung vom 26. August 1946¹

2184. WIRTSCHAFTSVERHANDLUNGEN MIT ÖSTERREICH

Volkswirtschaftsdept. Antrag vom 21. August 1946

Mit Beschluss vom 3. August 1946² ermächtigte der Bundesrat den zuständigen Delegierten für Handelsverträge, Herrn Dr. Max Troendle, zur Füh-

1. *Abwesend: Ph. Etter, E. Celio.*

2. *BR-Prot. Nr. 2014 vom 3. August 1946, E 1004.1 1/472.*

zung von Wirtschaftsverhandlungen mit einer österreichischen Delegation in Fortsetzung der im vergangenen Mai erfolgten Besprechungen.

Diese Verhandlungen fanden in der Folge vom 12.–17. August 1946³ in Bern statt mit folgendem Ergebnis:

1. Protokoll über die vorläufige Regelung des Waren- und Zahlungsverkehrs zwischen der Schweiz und Österreich mit drei dazugehörigen Briefwechseln.

Es ist vorgesehen, den beidseitigen Zahlungsverkehr für Waren- und Nebenkosten, Dienstleistungen, Reiseverkehr u. a. m. in Schweizerfranken über ein bei der Schweizerischen Nationalbank in Zürich der Österreichischen Nationalbank in Wien zu eröffnendes unverzinsliches Konto abzuwickeln.

Von den Bestimmungen dieses Protokolls sind ausgenommen: Zahlungen für vor dem 9. Mai 1945 in die Schweiz eingeführte Waren österreichischen Ursprungs sowie Zahlungen anderer Art, die vor diesem Zeitpunkt fällig geworden sind; desgleichen auch die Zahlung für Verpflichtungen, die während der Geltungsdauer der zwischen der Schweiz und den österreichischen Bundesländern Vorarlberg und Tirol am 19. Dezember 1945 getroffenen Vereinbarungen⁴ entstanden sind. Diese Vereinbarungen sind bis jetzt von den ursprünglichen Vertragsparteien nicht gekündigt worden.

Die drei Briefwechsel betreffen:

die Erteilung von Ein- und Ausfuhrbewilligungen sowie Zahlungsbewilligungen im Rahmen programmatischer Warenlisten,

die Bezahlung von Lohnaufträgen auf dem Gebiete der Textilindustrie und

die Bezahlung von Waren nichtschweizerischen Ursprungs.

2. Verhandlungsprotokoll:

a) Über den Abschluss eines neuen Handelsvertrages sollen, sobald es die Verhältnisse gestatten, Verhandlungen stattfinden. Bis zu diesem Zeitpunkt wird gegenseitig eine wohlwollende Behandlung aller üblicherweise im Rahmen von Handelsverträgen zu regelnden Fragen und bei der Erhebung von Ein- und Ausfuhrzöllen die Meistbegünstigung zugesichert.

Bis zur Neuregelung des kleinen Grenzverkehrs, für welche die österreichische Delegation Vorschläge unterbreitet hat, bleibt das Memorandum über die Regelung des Grenzverkehrs zwischen der Schweiz und Österreich vom 13./14. November 1945⁵ weiterhin in Kraft.

Die österreichische Delegation unterbreitete ferner Vorschläge für ein Abkommen über die österreichischen Zollämter in Buchs und St. Margrethen;

Erleichterungen für den beiderseitigen Zolldienst im österreichisch-schweizerischen Grenzgebiet;

ein Tierseuchenabkommen;

die beiderseitige Zulassung von Handelsreisenden und die Zollbehandlung der mitgeführten Warenmuster und Modelle.

3. Vgl. E 7110/1967/32 900 Österreich.

4. Ebd.

5. Vgl. E 2001 (E) 1967/113/81.

Diese Vorschläge werden schweizerischerseits geprüft, um daraufhin Gegenstand besonderer Verhandlungen zu bilden.

b) Allfällig zwischen der Schweiz und Österreich sich ergebende Doppelbesteuerungsfälle werden einstweilen im Sinne der bis zum 9. Mai 1945 in schweizerisch-österreichischen Verhältnissen befolgten Ordnung bereinigt. Es wurde der gegenseitige Wille zum Ausdruck gebracht, sobald als möglich zum Abschluss eines neuen schweizerisch-österreichischen Abkommens zur Vermeidung der Doppelbesteuerung zu gelangen.

c) Einem Wunsche der österreichischen Delegation entsprechend wurde schweizerischerseits erklärt, dass die noch bestehenden Sperrmassnahmen, soweit sie österreichische Guthaben betreffen, sobald als möglich aufgehoben werden. Bis zu diesem Zeitpunkt⁶ wird als Übergangslösung den durch die österreichischen Berechtigten eingereichten Freigabegesuchen schweizerischerseits ohne Rücksicht auf das Entstehungsdatum des Guthabens grundsätzlich entsprochen, wobei die von der Schweiz eingegangenen Verpflichtungen zur Liquidierung deutschen Eigentums selbstverständlich vorbehalten bleiben.

d) Der im eingangs erwähnten Protokoll nicht erfasste Zahlungsverkehr (z. B. Finanztransfer, Versicherungszahlungen) wird in späteren Verhandlungen geregelt.

Es ist vorgesehen, die getroffenen Abmachungen nach Genehmigung durch die beiderseitigen Regierungen auf den 1. Oktober 1946 in Kraft zu setzen. Die Genehmigung durch die österreichische Regierung wird erst erfolgen, sobald die 31tägige Frist für eine allfällige Einsprache des alliierten Kontrollrates unbenützt abgelaufen ist.

Antragsgemäss wird
beschlossen

1. Die am 17. August 1946 unterzeichneten Protokolle und Briefwechsel betreffend die vorläufige Regelung des Waren- und Zahlungsverkehrs zwischen der Schweiz und Österreich werden genehmigt.

2. Das Protokoll über die vorläufige Regelung des Waren- und Zahlungsverkehrs zwischen der Schweiz und Österreich wird nach Genehmigung durch die beiden Regierungen in die Eidgenössische Gesetzessammlung⁷ aufgenommen.

6. Vgl. Die Regelung kam erst mit dem Bundesratsbeschluss über die Anwendung der Bundesratsbeschlüsse über die vorläufige Regelung des Zahlungsverkehrs zwischen der Schweiz und Deutschland vom 1. April 1947 zustande, siehe AS, 1947, Bd. 63, S. 243–244 und den BRB über die Anwendung der Bundesratsbeschlüsse über die vorläufige Regelung des Zahlungsverkehrs zwischen der Schweiz und Deutschland vom 1. April 1947, DoDiS-2083.

7. AS, 1946, Bd. 62, S. 857–860.

87

E 2001 (E) 1/325

[DoDiS-1956]

Interne Notiz des Politischen Departements¹

FRAGEN DES ZAHLUNGSVERKEHRS MIT ARGENTINIEN, DER TÜRKEI, BELGIEN,
SCHWEDEN UND DEN VEREINIGTEN STAATEN VON AMERIKA.
NOTIZ ÜBER EINE KONFERENZ VOM 11. SEPTEMBER UM 9 UHR IM
BANKAUSSCHUSSAAL DER SCHWEIZERISCHEN NATIONALBANK IN BERN

*[Bern, 11. September 1946]**I. Traktandenliste*

Was die Traktandenliste betrifft, so erinnert Herr Direktor *Hotz* einleitend an die Konferenz vom 14. Juni², bei welcher die Auswirkungen des Finanzabkommens von Washington³ auf die *schweizerische Dollarbewirtschaftung* besprochen wurden. Die Nationalbank habe damals zugesichert, sie werde eine Lockerung der bestehenden Transferregelung für folgende Fälle prüfen: Finanzsektor: Transfer von Vermögenserträgen.

Handelssektor:

- a) Aufhebung der Transferbeschränkung im Lizenzverkehr
- b) Abschaffung der Transferregelung 50:50 für Altkontrakte,
- c) Dollarübernahme aus Transithandelsgeschäften.

Auch eine stufenweise weitere Milderung der Transferpraxis werde geprüft werden müssen, wie z. B. Dollartransfer aus Nicht-Dollarländern, später wohl auch Kapitaltransfer. Sodann sollten im Verlaufe der heutigen Aussprache, wie ihm bekannt geworden sei, ausser diesen Dollarfragen auch noch andere Fragen zur Diskussion gebracht werden, nämlich solche des Zahlungsverkehrs

- 1) mit Argentinien,
- 2) mit der Türkei,
- 3) mit Belgien

Generaldirektor Hirs vertritt die Ansicht der Nationalbank, Direktor *Hotz* habe die unbedeutenderen Probleme in den Vordergrund gestellt. Die Nationalbank wolle heute vor allem behandelt sehen die Probleme:

- 1) Argentinien,
- 2) Belgien,
- 3) Schweden.

1. Diese undatierte Notiz wurde vom EPD-Beamten *J. Iselin* verfasst und unterzeichnet. Zu dieser Sitzung unter dem Vorsitz von *J. Hotz* trafen sich: *J. Hotz, J. Vollenweider, H. Schaffner, W. Kobel, H. Brunner, Th. Brändle* und *G. Cornaz*, Handelsabteilung des EVD; *R. Hohl, G. Gut* und *J. Iselin*, EPD; *L. Jacot*, Finanzverwaltung des EFZD; *E. Weber, P. Rossy, A. Hirs* und *E. Mosimann*, Schweizerische Nationalbank; *H. Homberger* und *E. Frey*, Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrievereins.

2. Siehe nicht abgedrucktes Protokoll dieser Sitzung.

3. Zum Finanzabkommen vom 25. Mai 1946, vgl. Thematisches Verzeichnis in diesem Band: Allgemeine Finanzbeziehungen.

Herr Generaldirektor Hirs macht allgemein geltend, die Gerüchte über eine Aufwertung unserer Währung⁴ hätten im Ausland zu einer starken Inanspruchnahme der schweizerischen Kredite geführt. So sei z. B. der Kredit an England bald erschöpft. Die Nationalbank sehe sich damit einer devisen- und währungspolitischen Situation gegenüber, welche grösste Vorsicht gebiete.

Direktor Hotz erläutert, er habe keine erschöpfende Aufzählung der Traktanden geben wollen.

In einer allgemeinen Übersicht über die gegenwärtige handelspolitische Lage der Schweiz führt er aus, in der öffentlichen Meinung werde zurzeit die Frage einer allgemeinen finanziellen Belastung des Exportes diskutiert. Man spreche, und die ständerätliche Vollmachtenkommission habe es sogar verlangt, von Exportkontingentierung und von Exportabgabe⁵. Die verschiedenen Auslandskredite seien aus allgemein politischen Gesichtspunkten gewährt worden. Wenn man grosse Worte, wie Nachkriegshilfe im Munde führe, dann müsse man sich auch in Taten, d. h. in einem weitgehenden Export dazu bekennen. Die Handelsabteilung von sich aus sei durchaus bereit, beim Export zu bremsen. Es handle sich heute wie zu allen Zeiten um den Konflikt zwischen Warenhunger und Exportkapazität. Diese Spannung könne höch-

4. Zur schweizerischen Währungspolitik des Jahres 1946 siehe die Notiz von J. Hotz an W. Stampfli vom 9. Juli 1946, in der unter anderem steht: [...] Eine Aufwertung des Schweizerfrankens um ca. 20% gegenüber allen Dollar-Staaten erscheint nicht angängig, einmal wegen unsern Beziehungen zu den Angelsachsen, die die sicherlich entstehende Verwirrung als unfreundlich betrachten würden. Es käme auf eine Art Abwertung aller Werte hinaus, weil selbstverständlich auch die Gold-Abwertung die Folge sein müsste. Dadurch müsste aber unser good-will, den wir nun mit schweren Opfern bei den Alliierten wieder hergestellt haben, wiederum zerstört werden. Es ist aber auch sicher, dass die gewünschte Verbilligung ausbleiben würde, weil es ja die Alliierten bei den für die Lebenshaltung wichtigsten Waren (Getreide, Futtermittel, Fette, Öle, Kohle etc.) immer noch in der Hand haben, uns gut, schlecht oder gar nicht zu beliefern. Demgegenüber darf immerhin festgestellt werden, dass sich unsere Versorgung in den letzten Monaten gerade aus Übersee nicht ganz unbefriedigend entwickelt hat. Die bestehende Bewirtschaftung des Dollars, die nach und nach gelockert werden soll, ist eben das Korrelat zur Stabilhaltung des Dollars. Eine ehrliche, möglichst stabile Währungspolitik entspricht den gesetzlichen Vorschriften und sicherlich auch unserm wohlverstandenen internen und aussenpolitischen Interesse. Ein Gegengewicht gegen die Teuerung ist eine vernünftige Einfuhrpolitik, der aber mit Rücksicht auf die Inlandwirtschaft bekanntlich Grenzen gezogen sind. Übrigens erscheint unsere Wirtschaftsblüte auf nicht sehr solider Basis aufgebaut, die es als nicht ratsam erscheinen lässt, Dollars und Gold abzuwerten. Solche Valuta-Spekulationen kann sich eine Einzelunternehmung gestatten, sie sind aber für ein Land wie die Schweiz gefährlich, weil sie unsern Kredit und damit die Lieferfähigkeit in den wichtigsten Versorgungsländern (besonders auch in Südamerika) schwer beeinträchtigen müssten. Eine turbulente Währungspolitik müsste mit Sicherheit nicht zu einer bessern, sondern zu einer schlechteren Versorgung unseres Landes führen. Das wird die zuständigen Instanzen nicht hindern, diesen ganzen Fragenkomplex andauernd genau zu verfolgen und stufenweise die immer noch unerlässliche Dollar-Bewirtschaftung zu lockern. Schliesslich darf nicht übersehen werden, dass eben ein vollständiges Zurückkehren zur freien Währungspolitik einen freien Warenverkehr zur absoluten Voraussetzung hat. Vgl. E 7800/1/66.

5. Siehe das Protokoll der Vollmachtenkommission des Ständerates vom 5./6. September 1946, S. 24–25, E 1050.1 II 2.

stens gemildert werden, ein Allerweltsmittel für ihre Beseitigung gebe es nicht. Er, Hotz, werde den Gedanken einer generellen Exportabgabe stets mit allen Mitteln bekämpfen. Auch gegen eine Exportkontingentierung, anders als wie sie jetzt von der Handelsabteilung gehandhabt werde, werde er sich wehren. Die Einführung einer allgemeinen Exportabgabe bedeute Wildwestpolitik. So etwas liessen sich nur kleine Staaten, wie Balkanstaaten⁶, von uns gefallen. Eine Exportabgabe könne höchstens zur vorübergehenden Milderung eines überhöhten Devisenkurses dienen.

Was *Belgien* anbetrifft, so liefere uns dieses Land Waren und zwar interessante Waren. Der Handelsverkehr mit *Belgien* vermöge noch am ehesten eine inflationsbekämpfende Wirkung auszuüben. Eine Lösung der heutigen Schwierigkeiten könne nur in der Handhabung der bilateralen Handelsabkommen in Verbindung mit der Devisen- und Goldpolitik liegen. Unsere Bundesfinanzen liessen sich nicht mittels einer Exportbelastung sanieren. Die einzig mögliche Lösung sei vielmehr die Steuerpolitik.

Direktor Homberger erklärt sich bezüglich der Tagesordnung damit einverstanden, dass die von Generaldirektor Hirs aufgeworfenen prinzipiellen Fragen heute behandelt werden, doch dürften auch die technischen Fragen der Dollarbewirtschaftung nicht mehr länger hinausgeschoben werden, und zwar darum nicht, weil die gegenwärtige unerfreuliche Polemik in der Öffentlichkeit über die Dollarpolitik der Nationalbank abgestoppt werden sollte.

Präsident Weber macht geltend, der Anfall von Dollars, Devisen und Gold an die Nationalbank sei trotz der sich ihr heute bietenden vermehrten Verwendungsmöglichkeiten von Devisen immer noch ungeheuer (300'000'000.– Franken). Mit fortschreitender Dollarübernahme und Konvertierung in Franken werde der Prozess der Verflüssigung und Verwässerung unserer Währung immer weiter getrieben. Dieser Bewegung müsse im Interesse der Inflationsbekämpfung Einhalt geboten werden.

Man einigt sich auf folgende Traktandenliste:

- 1) Argentinien
- 2) Türkei
- 3) *Belgien*
- 4) Schweden
- 5) Vereinigte Staaten

II. *Argentinien*

Präsident Weber rekapituliert den Sachverhalt, *Argentinien* wolle seine Auslandsanleihen kündigen und zurückzahlen. So habe es die 4% Roca-Anleihe auf den 1. Dezember 1946 gekündigt⁷. Ursprünglich habe es sich um eine Summe von, in Schweizerfranken ausgedrückt, 58'000'000.– gehandelt. Ein Teil der Titel sei indessen vom argentinischen Staat aufgekauft worden. Gegenwärtig seien noch Gläubiger mit Forderungen in der Gesamthöhe von 45'000'000.– Franken zu befriedigen. Titel im Wert von 9'000'000.– Franken befänden sich im Besitze von in der Schweiz wohnhaften Personen. Allen

6. Siehe insbesondere Nr. 41 in diesem Band.

7. Zu dieser Anleihe aus dem Jahre 1933, vgl. E 2001 (E) 1/388.

Anleiensgläubigern sei ein Optionsrecht zugesichert, wonach sie die Rückzahlung ihrer Anteile in Dollars, Pfund Sterling oder Schweizerfranken verlangen könnten. Beim Ansehen, das unsere Währung in der heutigen Zeit im Ausland geniesse, sei damit zu rechnen, dass von allen Gläubigern Schweizerfranken gewünscht werden. Der argentinische Banco-Central habe von der Nationalbank verlangt, sie solle ihm einen Betrag von 45'000'000.– Franken gegen Goldzession zur Verfügung stellen. Die Nationalbank habe sich auf den Standpunkt gestellt, sie könne nur 9'000'000.– Franken gegen Gold abgeben um damit Argentinien die Befriedigung der in der Schweiz wohnhaften Gläubiger zu ermöglichen. Bezüglich der restlichen 36'000'000.–, die von nicht in der Schweiz wohnhaften Gläubigern gezeichnet wurden, habe die Nationalbank dem Banco-Central den Vorschlag gemacht, ihm einen niedrig verzinslichen Vorschuss gegen spätere Abdeckung in Warenzahlungen zu gewähren. In diesem Zusammenhang sei erwähnenswert, dass für 24'000'000.– Franken Getreidebestellungen bei Argentinien hängig seien, wofür Argentinien die Exportlizenzen verweigere. Der Banco-Central habe den Vorschlag der Nationalbank abgelehnt und beharre darauf, dass ihm 45'000'000.– Franken gegen Gold zur Verfügung gestellt werden, damit er sämtliche, also auch in Drittstaaten wohnhafte Anleiensgläubiger befriedigen könne. Die Nationalbank könne aber darauf nicht eintreten. Anderenfalls würde sie von der ganzen bisher von ihr befolgten Linie in der Devisenpolitik abweichen. Nun werde der Nationalbank freilich in der Öffentlichkeit entgegengehalten, eine Verweigerung der Frankenabgabe an Argentinien könne grösste politische Konsequenzen im zwischenstaatlichen Verkehr haben, denn Argentinien stehe auf der Liste der Importländer für die Schweiz an 3. Stelle. Im Sinne eines äussersten Entgegenkommens wäre die Nationalbank allenfalls bereit, einen zinslosen Vorschuss von 36'000'000.– Franken zu gewähren, dessen Rückzahlung durch Warenleistungen nach einem noch zu vereinbarenden Termin zu erfolgen hätte.

Vizepräsident Rossy wünscht, es müsse von Argentinien verlangt werden, dass es uns zuerst Exportlizenzen für diejenigen Waren einräume, welche versandbereit in Argentinien liegen.

Legationsrat Hohl erinnerte daran, zwischen der Schweiz und Argentinien bestehe zurzeit eine ganze Reihe von Problemen, welche ihrer Lösung harren und beispielsweise sei an folgende Angelegenheiten erinnert:

- 1) Verstaatlichung der Versicherungsgesellschaften⁸
- 2) Zinsentransfer für die Holdinggesellschaft Chade⁹
- 3) Zinsentransfer im Fall der Anleihe der Provinz Buenos Aires¹⁰.

8. *Siehe die Notiz vom 31. August 1947*, E 4001 (C) 1/78. Vgl. E 2200 Buenos Aires 1844–1952/1455 und 1497.

9. *Zu dieser Holdinggesellschaft, vgl. auch Nr. 108 in diesem Band.*

10. *Zu diesem Thema siehe insbesondere die Notice relative à divers problèmes en suspens dans nos relations financières avec l'Argentine vom 9. Oktober 1946: [...] Le service de l'Emprunt 4% 1910 de la Province de Buenos-Aires, dont le montant en circulation s'élève encore à quelque 25 millions de francs suisses, est suspendu depuis l'échéance du 1er octobre 1943 y compris, ayant été lié à des conditions d'affidavit inacceptables. Les*

Die Gesandtschaft in Buenos Aires halte unter diesen Umständen dafür, dass die zwischenstaatliche Atmosphäre nicht getrübt werden dürfe durch die negative Haltung der Nationalbank in der Angelegenheit der Roca-Anleihe, denn dadurch würde die Lösung aller andern schwebenden Fragen wesentlich erschwert. Die Gesandtschaft halte es zum mindesten für unbedingt notwendig, dass eine Vertretung der Nationalbank nach Argentinien reise, um die Gründe ihrer ablehnenden Haltung an Ort und Stelle auseinanderzusetzen.

Professor Jacot erklärt, eine weitere Goldübernahme durch den Bund komme auf keinen Fall in Frage. Im übrigen sei er mit der Haltung der Nationalbank bezüglich Argentinien durchaus einverstanden. Er sei sogar überdies der Ansicht, für den ganzen Betrag von 45'000'000.– Franken, welcher von Argentinien verlangt werde, sollte die Schweiz die Rückzahlung durch Warenlieferungen Argentinien verlangen. Man könne ja den Argentinern die Frage stellen, warum sie, die unsere Weigerung der Frankenabgabe gegen Gold nicht verstehen wollen, sich weigerten, Waren an uns gegen Gold zu liefern.

Präsident Weber glaubt, die Frage der Frankenabgabe im Fall Roca-Anleihe dürfe nicht mit andern Problemen verknüpft werden. Es handle sich dabei um eine Transaktion, die zwischen der Schweizerischen Nationalbank und dem argentinischen Banco-Central als Notenbanken der beiden Länder abzuwickeln sei.

Direktor Hotz findet, diese Einstellung der Nationalbank sei vertretbar. Er erläutert, dass, was unsere Warenbestellungen in Argentinien anbelange, wir nicht nur keine argentinischen Exportlizenzen, sondern auch keine Quoten durch den «Combined Food Board» (die alliierten Bewirtschaftungsbehörden) zugestanden erhalten hätten.

Generaldirektor Hirs findet, die Schweiz sei Argentinien in letzter Zeit sehr stark entgegengekommen. So nehme die Nationalbank z. B. für 70'000'000.– Franken Gold von Argentinien zurück, was darauf zurückzuführen sei, dass die Schweiz immer noch mehr nach Argentinien exportiere, als von dort importiere. Argentinien besitze zurzeit immer noch ein Guthaben bei der Nationalbank in der Höhe von ca. 35'000'000.– Franken. Wahrscheinlich wolle es diese Beträge für spätere Warenbestellungen bei uns reservieren.

Legationsrat Hohl führt aus, die rechtliche Lage scheine so zu sein, dass Argentinien darauf bestehen könne, Gold bei uns zu deponieren, womit die Roca-Anleihe dann zurückbezahlt würde.

Präsident Weber gibt zu bedenken, die Nationalbank komme Argentinien mit ihrem Vorschlag des zinslosen Vorschusses von 36'000'000.– Franken

autorités argentines ont tout d'abord fait objection au paiement en raison de l'existence d'un domicile central de paiement en Allemagne (Dresdner Bank). Cette dernière ayant renoncé à s'interposer, les transferts directs au domicile de paiement en Suisse, soit la Société de Banque Suisse à Bâle, auraient pu reprendre dans le cadre du régime d'affidavits connu. Selon certaines informations, cette attitude de la part des Argentins aurait été due à la crainte de réactions américaines, mais à la suite de l'accord de Washington cette difficulté nous semble être définitivement aplanie et nous avons prié notre Légation à Buenos-Aires d'intervenir à nouveau dans cette affaire. Jusqu'à présent aucun résultat satisfaisant n'a été obtenu. [...]; vgl. E 2001 (E) 1/388. Vgl. auch E 2200 Buenos Aires 1844-1952/1493.

bereits wesentlich entgegen. Was die Rückzahlung der Roca-Anleihe durch Gold anbelange, so hält er dafür, eine solche Regelung dürfte Argentinien nicht so leicht fallen, denn Argentinien besitze ja keine Goldmünzen, sondern nur Goldbarren bei uns. Im übrigen habe sich Argentinien verpflichtet, wenn gewünscht, in Franken zurückzuzahlen und nicht in Gold. Die Nationalbank sehe nun also vor, Argentinien ihren Vorschlag des zinslosen Vorschusses von 36'000'000.– Franken zu übermitteln, und werde dann sehen, wie Argentinien reagiere.

Direktor Hotz erklärt sich mit diesem Vorgehen der Nationalbank einverstanden.

Direktor Homberger argumentiert, es sei zu bedenken, dass, wenn eine Frankenabgabe gegen Gold im Falle der Roca-Anleihe zugestanden werde, weitere Frankenabgaben bei später auftretenden, ähnlich gelagerten Fällen nicht wohl verweigert werden könnten. Mit entsprechenden Frankenbegehren Argentiniens müsse aber, soviel ihm bekannt sei, für nahe Zukunft gerechnet werden. Das Gefährlichste im internationalen Verkehr sei eine differenzierte Behandlung der Partner. Der Vorschlag der Nationalbank: zinsloser Vorschuss gegen Versprechen Argentiniens, diesen Vorschuss durch rasche Warenlieferungen zurückzuzahlen, bedeute einen Ausweg. Die Festsetzung der Frist zur Rückzahlung des Vorschusses könnte bei allfälligen Verhandlungen mit den Argentinern als Moment der Elastizität ausgewertet werden. Voraussetzung für die Verwirklichung der vorgesehenen Lösung wäre indessen, dass auch noch die Frage der Quotenzuteilung durch das «Combined Food Board» gelöst würde. Die Argentinier beabsichtigten offenbar, die ihnen zur Verfügung stehenden Schweizerfranken für langfristige Kontrakte (Wareneinkäufe) in der Schweiz zu reservieren. Dies wohl im Hinblick auf die in letzter Zeit im Ausland aufgetauchten Gerüchte über eine Aufwertung des Schweizerfrankens. In diesem Zusammenhang nur könnten die Schwierigkeiten im Zahlungsverkehr mit Argentinien und Belgien, d. h. die neuen Frankenbegehren dieser Länder, verstanden werden. Der ganze «good will», den die Nationalbank bei ihrem Vorschlag des zinslosen Vorschusses zeige, würde indessen nutzlos verpuffen, wenn dieser Vorschlag den Argentinern in einem Telegramm bekanntgegeben würde. Die Entsendung einer Delegation nach Argentinien dränge sich daher auf. Diese müsste aber bei ihrer Ankunft etwas präsentieren können, weshalb der Vorschlag der Nationalbank erst in Argentinien vorgebracht werden sollte.

Vizepräsident Rossy hält dafür, man müsste den Argentinern die Zusicherung abgeben, in der Schweiz werde keine Aufwertung erfolgen, denn gerade gegen eine Aufwertung wollten sich die Argentinier schützen.

Legationsrat Hohl erklärt, bei der Roca-Angelegenheit handle es sich für Argentinien um eine Prestigefrage. Argentinien wolle eben keine Auslandsanleihen mehr, also wolle es auch keinen neuen Vorschuss der Schweiz. Die Haltung der Nationalbank sei durchaus verständlich, sie müsse den Argentinern aber erklärt werden.

Präsident Weber teilt mit, die Nationalbank sei bereit, die Frage der Bestellung einer Delegation nach Argentinien zu prüfen. Es wären wohl Vertreter der Handelsabteilung und des Politischen Departementes beizuziehen.

Direktor Homberger verlangt, dass die allfälligen Verhandlungen schweizerischerseits vorbereitet würden, und zwar vor allem von der warenmässigen Seite her. Man müsste sich also darüber klar werden, welche Waren wir vor allem von Argentinien zu importieren wünschten.

III. Türkei

Direktor Hotz berichtet, der türkische Minister in Bern habe kürzlich beim Chef des Politischen Departementes vorgesprochen¹¹. Ausserdem habe er selbst den Besuch des türkischen Handelsattachés erhalten. Die Angelegenheit sei die: Die Nationalbank verweigere neuerdings die Übernahme von Dollars, welche ihr von der türkischen Regierung angeboten würden, um Studienkosten und Lebensunterhalt von ca. 470 türkischen Studenten zu finanzieren, welche sich zur Zeit in unseren Universitäten und technischen Schulen aufhielten. Diese Haltung der Nationalbank hätte zur Folge, dass die Studenten zum Verlassen unseres Landes gezwungen würden. Bei den in Frage stehenden Dollarbeträgen handle es sich um je \$ 100.– pro Student und Monat. Insgesamt ergebe dies für Unterhaltskosten im Jahr einen Betrag von \$ 564'000.–. Dazu kämen £ 100'000.– im Jahr für Studiengelder. In Schweizerfranken umgerechnet entspreche dies einer Summe von ca. 3'000'000.– Franken im Jahr. Bundesrat Petitpierre befürworte die Dollarübernahme aus politischen Rücksichten.

Präsident Weber erklärt die Haltung der Nationalbank unter Hinweis darauf, die Nationalbank werde von Leuten in aller Welt bestürmt, welche gern ihre Dollars in der Schweiz liquidieren möchten. Er stellt die Frage, ob sich die Türkei die nötigen Schweizerfranken nicht durch Warenlieferungen beschaffen könne.

Direktor Homberger antwortet Präsident Weber, es sei von Anfang an vorgesehen gewesen, dass die Türkei zu denjenigen Nicht-Dollarländern gehöre, von denen Dollarzahlungen anzunehmen seien. Warenmässig sei eine ungenügende Kompensationsbasis mit der Türkei vorhanden. Zur Erhaltung eines Warenverkehrs mit der Türkei seien wir darauf angewiesen, Dollars von diesem Land entgegenzunehmen. Die Türkei besitze eben nicht genügend exportfähige Güter. Eine Dollarabnahme von der Türkei rechtfertige sich, denn nur so könnten wir uns Märkte erhalten, die wir sonst verlieren würden.

Direktor Hotz erläutert, die türkische Regierung sei bereit, Fr. 150.– per Student und per Monat aus den ihr zur Verfügung stehenden Frankenbeträgen aufzubringen. Über mehr könne sie nicht verfügen; mit dieser Tatsache müsse sich die Schweiz abfinden.

Legationsrat Hohl weist auf die politische Bedeutung hin, welche dem Verbleiben der türkischen Studenten bei uns beizumessen sei.

11. Zu dieser Unterredung vom 2. September 1946 mit Y. K. Karaosmanoglu verfasste Petitpierre eine Notiz und schrieb: [...] Il y a un intérêt à longue échéance pour notre pays à ce que des étrangers continuent à venir étudier chez nous, puis à retourner dans leur pays avec le bagage scientifique et technique qu'ils peuvent acquérir en Suisse. Comme les sommes ne sont pas très considérables (3 millions 1/2 par an à peu près), nous devons, pour des raisons politiques, faire un effort en vue de trouver une solution satisfaisante avec les autorités turques. Vgl. DoDiS-64.

Generaldirektor Hirs stellt fest, dass die den Türken zur Verfügung stehenden Frankenguthaben es ihnen immerhin erlaubten, Goldkäufe zu tätigen.

Vizedirektor Vollenweider ersieht aus dem Text des Abkommens¹² mit der Türkei, dass dieses keine Bestimmungen über einen Transfer Türkei–Schweiz für Studienkosten enthalte. Er erinnert daran, früher habe die Türkei unter den Nicht-Dollarländern, denen Dollars abgenommen wurden, an erster Stelle gestanden.

Vizepräsident Rossy präzisiert den Sachverhalt dahin, die Türkei biete uns jetzt nicht mehr Dollars, sondern Gold an.

Präsident Weber erklärt, die Nationalbank werde die Frage prüfen, ob sie dem türkischen Begehren um Frankenabgabe entsprechen könne. Sie sei aber heute nicht in der Lage, eine bindende Zusicherung bezüglich ihres Entscheides abzugeben.

IV. Belgien

Generaldirektor Hirs setzt die Sachlage auseinander: Von der Nationalbank werde ständig verlangt, Zahlungsaufträge der Belgier zu honorieren, die über den ihnen eingeräumten Kreditplafond hinausgehen. Seinerzeit sei die Frage aufgetaucht, ob die Nationalbank nach dem Wortlaut des Abkommens zur Honorierung solcher Zahlungsaufträge verpflichtet sei¹³. Die Handelsabteilung habe damals die Ansicht der Belgier gestützt, wonach rein formell, d. h. nach richtiger Interpretation des Abkommens, Belgien berechtigt sei, innerhalb des Monats die Limite zu überziehen. Praktisch bedeute das, dass erst Ende des Monats der Saldo des Zahlungsverkehrs gezogen werden und Abdeckung der «Spitzen» in Gold verlangt werden könne. *Generaldirektor Hirs* fragt, ob nicht eine bessere Kontrolle über den Warenezahlungsverkehr mit Belgien ausgeübt werden sollte.

Direktor Hotz wirft ein, Belgien sei zurzeit unser bester Lieferungspartner.

Auch *Direktor Homberger* findet, Belgien verdiene als Handelspartner die beste Note. Der ganze Zahlungsverkehr aus Exporten sei gerade im Verhältnis mit Belgien vollständig durchorganisiert und -kontrolliert. Eine Verwendung der Frankenabgaben für illegale Zwecke sei daher kaum denkbar. Die jetzige Situation, wonach die Schweiz per Saldo Gläubigerin sei, während sie bisher stets Schuldnerin war, könne nur aus der Währungsbeunruhigung der Belgier verstanden werden. Es sei jedoch klar, dass der gegenwärtige Zustand später wieder ausgeglichen werde. Die Belgier wünschten nämlich einfach, und zwar aus Aufwertungsbedürfnissen heraus, ihre Warenbezüge bei uns zum Voraus zu bezahlen.

Direktor Hotz ist überzeugt, bei Belgien sei gar nichts zu befürchten. Der Warenverkehr funktioniere in der Weise, dass von der Schweiz Ausfuhrbewilligungen nur im Ausmasse der belgischen Lieferungen an uns erteilt würden.

12. Vgl. Abkommen über den Warenaustausch und die Regelung des Zahlungsverkehrs zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Türkischen Republik, AS, 1945, 61, S. 763–772.

13. Vgl. Nr. 11 und 96 in diesem Band. Vgl. auch die Notice relative à la séance au sujet des négociations tarifaires avec la Belgique von A. Hay vom 20. November 1947, DoDiS-1704.

Erst wenn die belgische Lieferung bei uns eingetroffen sei, liessen wir unsere Exporte aus dem Land. Demzufolge müssten sich also die gegenwärtigen belgischen Vorauszahlungen später wieder ausgleichen. Im übrigen stehe der Nationalbank die Möglichkeit offen, die Belgier anlässlich der nächsten Sitzung der «Commission Mixte» um nähere Auskünfte über die gegenwärtigen Schwierigkeiten zu ersuchen.

Vizepräsident Rossy glaubt, die grossen Frankenanschaffungen der Belgier seien eher darauf zurückzuführen, dass diese eine Abwertung der eigenen Währung befürchteten.

Präsident Weber erklärt, die Nationalbank lasse sich das Werkzeug der Währungspolitik von den Belgiern nicht aus der Hand nehmen, was aber der Fall wäre, wenn Belgien für beliebige Überschreitungen des Plafonds die Abdeckung in Gold anbieten könnte und die Nationalbank gezwungen wäre, dieses Gold anzunehmen.

Generaldirektor Hirs erwähnt, die Belgier besäßen bei uns grosse Bankguthaben in Franken. Die Zusicherungen der Herren Hotz und Homberger betreffend die Überwachung der Warezahlungen hätten ihn immerhin beruhigt.

Vizepräsident Rossy fragt sich, ob das Zahlungsabkommen nicht von den Belgiern zu Kapitalverschiebungen nach der Schweiz missbraucht werden könne.

Direktor Homberger entgegnet, die Zahlungsabkommen hätten freilich zur unbedingten Voraussetzung die Ausfuhrkontrolle. Würden wir auf diese Ausfuhrkontrolle verzichten, so wären wir wohl bald ausverkauft. Wenn irgend wo, so sollten die Kontrollmassnahmen aber gerade im Falle Belgien spielen.

Präsident Weber erkundigt sich noch einmal nach dem genauen Funktionieren des schweizerischen Kontrollsystems für die Ausfuhren.

Dr. Frey erklärt den ganzen Mechanismus anhand praktischer Beispiele. Er legt insbesondere dar, dass gegen schweizerische Exporteure Rückforderungsansprüche auf die Kaufpreiszahlung in dem Falle bestehen, wo der Exporteur keine Ausfuhrbewilligung erhält, obwohl seine Ware versandbereit ist und er vom belgischen Käufer den Kaufpreis bereits entgegengenommen hat.

Direktor Homberger und *Direktor Hotz* stimmen abschliessend darin überein mit der Nationalbank, es müsse bei nächster Gelegenheit zur Sprache gebracht werden, auf welche Ursachen die von der Nationalbank beobachteten Kreditüberschreitungen zurückzuführen seien.

V. Schweden

Das Problem des Zahlungsverkehrs mit Schweden wird noch kurz gestreift. Dabei macht *Präsident Weber* geltend, die Nationalbank könne nur nach Bedarf Gold entgegennehmen. Die Diskussion ergibt, dass vorderhand die Initiative Schwedens abgewartet werden soll.

VI. Dollarübernahme

Direktor Homberger zählt folgende Punkte auf, in welchen die Nationalbank ihre Konversionspraxis lockern sollte.

1. *Altkontrakte*, d. h. vor dem 1. Januar 1946 abgeschlossene Geschäfte. Man müsse sich wirklich fragen, ob sich das heutige komplizierte Kontrollsystem hier noch rechtfertigen lasse. Mit dessen Aufrechterhaltung, wo doch die 100% ige Dollarübernahme aus Altkontrakten für die Nationalbank eine Bagatelle bedeuten würde, könne eine Missstimmung geschaffen werden.

2. *Lizenztransfer*.

3. *Transithandelsverkehr*. Durch eine Lockerung der Dollarbewirtschaftung in diesen Sektoren könnte vermieden werden, dass sich in die heutige unerfreuliche und unberechtigte Polemik gegen die Dollarpolitik der Nationalbank auch berechtigte Kritik mischen würde. Anderenfalls gäbe es ein Durcheinander von begründeter und unbegründeter Kritik, in welchem sich niemand mehr auskennen würde. Ausserdem würde eine solche Lockerung ja keine grosse Mehrbelastung für die Nationalbank mit sich bringen.

Generaldirektor Hirs hält Direktor Homberger entgegen, er bagatellisiere denn doch die Bedeutung dieser Probleme. Die Nationalbank habe in ihren Restriktionen bereits stark abgebaut. Generaldirektor Hirs macht einmal mehr geltend, von allen Seiten drängte man die Nationalbank zur Dollarübernahme. Was die Wareenseite anbetreffe, so sei, wenn man nur die Warezahlungen im engeren Sinne in Betracht ziehe, der Ausgleich zwischen Angebot und Nachfrage an Dollars nun allerdings erreicht. Ein Übergewicht des Dollarangebotes ergebe sich indessen aus den grossen Frankenbegehren der amerikanischen jüdischen Hilfskomitees¹⁴, des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz und vor allem natürlich des amerikanischen Schatzamtes.

Bezüglich der *Altkontrakte* prüfe die Nationalbank die Frage einer weiteren Lockerung in der Transferregelung. Zurzeit handle es sich noch um die Summe von 7 1/2 bis 8 Millionen Franken, die die Nationalbank monatlich auf Frankensperrkonto gutschreiben könne und nicht auszuschütten brauche. Man möge sich aber mit der Neuregelung noch etwas gedulden. Die Nationalbank wolle in Aussicht nehmen, die Schlüsselung 50:50 auf Ende des Jahres gänzlich fallen zu lassen.

Die Frage des *Lizenztransfers* sei verbunden mit der Frage des Zinsentfers. Mit dem Lizenztransfer sollte noch zugewartet werden.

Legationsrat Hohl wirft die Frage des *Zinsentfers* auf, worunter er auch den Transfer von rückständigen Zinsen, d. h. solchen, die seit 1942 aufgelaufen sind, versteht. Er macht geltend, das Finanzabkommen von Washington wäre nicht verständlich, wenn die Besitzer von Kapitalanlagen in Amerika nicht mit einem Zinsentfer für die nahe Zukunft rechnen könnten. Beim Transfer der laufenden und rückständigen Zinsen müsste wohl mit einem Betrag von etwa 35'000'000.–Franken pro Jahr gerechnet werden.

Professor Jacot hält es für notwendig, dass zunächst die Höhe der in Amerika liegenden Vermögenswerte bekannt werde. Man müsse deshalb abwarten, welche Beträge von der Verrechnungsstelle anlässlich der Zertifizierung ermittelt würden. Erst nach völliger Abklärung der Sachlage könne ein Entscheid hinsichtlich des Zinsentfers getroffen werden.

14. Vgl. E 2001 (E) 1/387.

Direktor Homberger erklärt, er sei von den Auskünften der Nationalbank etwas enttäuscht. Der Kritik an der Dollarpolitik der Nationalbank dürfe nicht Vorschub geleistet werden. Mit dem Zinsentransfer müsse daher für eine nahe Zukunft gerechnet können.

Präsident Weber gibt deutlich zu verstehen, eine wesentliche Lockerung in der Dollartransferregelung komme vorläufig nicht in Frage. Die Nationalbank könne heute noch keine Verpflichtungen in dieser Richtung eingehen. Was den Zinsentransfer anbetreffe, so müssten die Berechnungen der Verrechnungsstelle abgewartet werden, welche Beträge ein Zinsentransfer ausmachen würde. Für den Anfang käme ohnehin höchstens der Transfer der laufenden Jahreszinsen in Frage. Die Nationalbank habe den Banken übrigens bereits erklärt: «Wir trachten danach, einen laufenden Jahreszins zu transferieren und hoffen, dass wir damit werden weiterfahren können.»

VII.

Zuletzt wirft *Direktor Homberger* noch die Frage der *Dollarübernahme* für *Norwegen* als Nicht-Dollarland auf. Er plädiert dafür, dass eine in Dollars erfolgende Bezahlung von schweizerischen Exporten nach *Norwegen* (die für uns sehr interessant seien) sollte konvertiert werden können. Der praktische Fall, den er im Auge habe, weise indessen noch die Besonderheit auf, dass die Bezahlung in Dollars nicht sofort, sondern – infolge von Kreditgewährung – erst nach einer gewissen Frist erfolge.

Präsident Weber nimmt die Frage zur Prüfung entgegen.

Schluss der Konferenz um 13.20.

88

E 27/19408

[DoDiS-157]

*Der Chef der Kriegstechnischen Abteilung des Militärdepartements,
R. von Wattenwyl*¹

DIE BEDEUTUNG DER RÜSTUNGSINDUSTRIE FÜR DIE SCHWEIZERISCHE LANDESVERTEIDIGUNG

B

Bern, 11. September 1946

1. Problemstellung

Die Frage der politischen und militärischen Bedeutung der schweizerischen Rüstungsindustrie hat in der letzten Zeit zu allerhand Äusserungen in der Presse und bei politischen Versammlungen geführt². Dabei wurden im all-

1. Dem Dokument beigelegt ist ein kurzer Brief R. von Wattenwyls an das EMD vom 12. September 1946: Export-Rüstungsindustrie. Auftragsgemäss senden wir Ihnen in der Beilage in zwei Exemplaren ein Exposé über die Bedeutung der Rüstungsindustrie für die schweizerische Landesverteidigung.

gemeinen besonders die Gefahren, welche die Rüstungsindustrie für das Land mit sich bringt, unterstrichen. Der Rüstungsindustrie werden hauptsächlich folgende Vorwürfe gemacht:

a. Die schweizerische Rüstungsindustrie habe während des Krieges in sehr starkem Masse zur Verzögerung des Sieges der Alliierten über Deutschland beigetragen³. Sie sei eine der hauptsächlichsten Ursachen der wirtschaftlichen Schwierigkeiten, die uns noch heute von seiten der Alliierten verursacht werden⁴.

b. Die Tatsache, dass wir eine eigene Rüstungsindustrie, die Kriegsmaterial exportiert, haben, stehe im Gegensatz zu der humanitären Aufgabe der Schweiz und beeinträchtige das Ansehen unseres Landes.

c. Die Rüstungsindustrie bilde einen Anreiz, unser Land zu erobern und gefährde damit in hohem Masse unsere Sicherheit.

d. Die Rüstungsindustrie habe während des Krieges so hohe Gewinne abgeworfen, dass sich Kapitalien bilden konnten, die einen allzu grossen Einfluss auf unser politisches und wirtschaftliches Leben ausüben. Diese Gefahr sei um so grösser, als sich diese Kapitalien zu einem grossen Teil in den Händen von Ausländern oder schlecht assimilierten Papierschweizern befinden.

Da solche Vorwürfe in weiten Kreisen des Landes geglaubt werden, trotzdem sie samt und sonders zum mindesten übertrieben sind, ist es zweckmässig, unter Nennung einiger Zahlenangaben auf die wirklichen Verhältnisse hinzuweisen.

2. Der Begriff der schweizerischen Rüstungsindustrie

Es handelt sich zunächst darum festzustellen, was unter dem Begriff der schweizerischen Rüstungsindustrie zu verstehen ist. Für den Laien besteht die Rüstungsindustrie aus denjenigen Fabriken, welche Waffen, Flugzeuge, Panzerwagen und Munition herstellen und verkaufen. In Wirklichkeit muss als rüstungswichtige Industrie jedes Unternehmen bezeichnet werden, dessen Erzeugnisse direkt oder indirekt der Rüstung eines Staates zugute kommen. Unter Umständen ist es keineswegs die Beschaffung von Waffen und Munition, welche das kriegerische Potential eines Staates am meisten stärken. Die Beschaffung von Werkzeugmaschinen, Kugellagern, elektrischer Apparate aller Art kann unter Umständen viel wichtiger sein als die Lieferung von Kriegsmaterial im engeren Sinne und schon daraus geht hervor, wie ungerecht die Beurteilung ist, die den eigentlichen Waffenfabrikanten von der Öffentlichkeit zuweilen zuteil wird.

Durch die Verordnung des Bundesrates über die Herstellung, Beschaffung und Vertrieb, Einfuhr und Ausfuhr von Kriegsmaterial vom 8. Juli 1938⁵ mit

2. Vgl. E 27/19344.

3. *Über die Kriegsmaterialausfuhr der Schweiz von 1939 bis 1944* vgl. DDS, Bd. 15, Nr. 432 und Anhänge.

4. Vgl. DDS, Bd. 15, *Thematisches Verzeichnis*: III.2.3. *Négociations économiques avec les Alliés à Berne en février et mars 1945*. Vgl. auch *Thematisches Verzeichnis in diesem Band*: Allgemeine Finanzbeziehungen.

5. Vgl. AS, 1938, Bd. 54, S. 318–333; siehe auch DDS, Bd. 12, Nr. 426.

den entsprechenden Ausführungsvorschriften wurde eine Definition des Kriegsmaterials im engeren Sinne, auf die sich die nachfolgenden Ausführungen beziehen, gegeben. Die Verordnung teilt das Kriegsmaterial in fünf Kategorien ein, nämlich:

- Kategorie 1 Feuerwaffen inkl. optische Geräte, Munition, Spreng- und Zündmittel;
- Kategorie 2 Flugmaterial;
- Kategorie 3 chemische Produkte, die für militärische Zwecke bestimmt sind;
- Kategorie 4 militärische Ausrüstungsgegenstände;
- Kategorie 5 militärische Verbindungsmittel.

Wenn auch, wie oben gesagt, andere Fabrikate militärisch wichtiger sein können, so ist es doch notwendig, die Diskussion auf obenstehende Kategorien zu beschränken.

Die Industrie, welche das in vorstehendem Verzeichnis enthaltene Material fabriziert, ist einzuteilen in die der Kriegstechnischen Abteilung unterstellten staatlichen Militärwerkstätten und in die private Rüstungsindustrie.

Die *staatlichen Militärwerkstätten* (eidg. Konstruktionswerkstätte Thun, eidg. Munitionsfabrik Thun, eidg. Munitionsfabrik Altdorf, eidg. Waffenfabrik Bern, eidg. Pulverfabrik Wimmis, eidg. Flugzeugwerk Emmen) stellen ausschliesslich Kriegsmaterial für die schweizerische Armee her und können aus unseren Betrachtungen ausgeschlossen werden. Es ist einzig darauf hinzuweisen, dass sie einen Grossteil der Arbeit an Unterlieferanten vergeben. Während des Krieges waren bis zu *4100 Betriebe* mit einer Belegschaft von insgesamt bis zu *62'000 Mann* an Aufträgen für die Kriegstechnische Abteilung beschäftigt.

Die *private Export-Rüstungsindustrie* ist ganz bedeutend kleiner als die Industrie, welche für unsere Armee tätig ist. Die wichtigsten Exportlieferanten während des Aktivdienstes waren die folgenden:

a. *Erteilte Ausfuhrbewilligungen nach Deutschland während dem Aktivdienst (1940/1944):*

Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon, Bührle & Co.	318,3
Machines Dixi SA, Le Locle	93,4
Tavaro SA, Genève	72,7
Helios fabrique de pignons, A. Charpilloz, Bévillard	13,8
Vereinigte Pignons-Fabriken AG, Grenchen	14,7
Verkaufs-AG Heinr. Wilds geod. Instr., Heerbrugg	9,7
Hispano-Suiza (Suisse) SA, Genève	9,1
Autophon AG, Solothurn	6,4
Xamax AG, Zürich	4,9
Aktiengesellschaft Adolph Saurer, Arbon	4,4
Sphinxwerke Müller & Co. AG, Solothurn	3,8
«Universal» Motorradfabr. Dr. A. Vedova, Oberrieden	3,6
Nouvel Usinage SA, La Chaux-de-Fonds	3,5
Messinstrumente Mess-Union G. m. b. H., Zürich	3,1

Dornier-Werke AG, Altenrhein	2,8
Nova-Werke Junker & Ferber, Zürich	2,7
Louis Schwab SA, Moutier	2,4
Albiswerk Zürich AG, Zürich	2,3
Metallgiesserei & Armaturenfabrik, Lyss	2,0
Record-Watch Co. SA, Tramelan	1,9
Cylindre SA, Le Locle	1,9
Jean Schwab, Moutier	1,6
Ed. Dubied & Cie SA, Neuchâtel	1,4
Célestin Konrad, décolletage, Moutier	1,4
Teleradio AG, Bern	1,3
Ebosa SA, Grenchen	1,2
Technica AG, Grenchen	1,2
Elemo Elektromotoren AG, Basel	1,2
Société Industrielle de Sonceboz SA, Sonceboz	1,1
Schweiz. Lokomotiv- & Maschinenfabrik, Winterthur	1,1
Standard Telephon- & Radio AG, Zürich	1,0
Herfeld Aktienges. Metallwarenfabrik, Stein a/Rhein	1,0
Diverse Firmen (mit Beträgen unter 1 Mio.)	18,0
	<hr/>
	608,9

b. *Erteilte Ausfuhrbewilligungen nach andern Ländern während dem Aktivdienst (1940/1944):*

Millionen Franken

Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon, Bührle & Co.	172,2
Hispano-Suiza (Suisse) SA, Genève	53,9
Waffenfabrik Solothurn AG, Solothurn	41,7
Tavaro SA, Genève	32,9
Verkaufs-AG. Heinr. Wilds geod. Instr., Heerbrugg	10,1
Cormoret Watch Co., La Chaux-de-Fonds	5,5
Machines Dixi SA, Le Locle	5,2
Nova-Werke Junker & Ferber, Zürich	3,5
Aktiengesellschaft Adolph Saurer, Arbon	2,3
Scintilla AG, Solothurn	1,6
Contraves AG, Zürich	1,2
Schweiz. Industrie-Gesellschaft, Neuhausen	1,1
Cylindre SA, Le Locle	1,1
Société pour la fabrication de magnésium SA, Lausanne	1,0
Diverse Firmen (mit Beiträgen unter 1 Mio.)	4,2
	<hr/>
	337,5

Hierzu ist noch zu bemerken, dass keine einzige der oben erwähnten Firmen sich auf die Fabrikation von Rüstungsmaterial für das Ausland beschränkt und dass bei sämtlichen in Friedenszeiten die Tätigkeit auf zivilen Gebieten und für unsere Armee überwiegt.

3. Die Lebensbedingungen der Export-Rüstungsindustrie

Die Aufträge, welche die Kriegstechnische Abteilung der Export-Rüstungsindustrie für unsere eigenen Armeebedürfnisse erteilen kann, sind gewöhnlich relativ klein. Zudem erfolgen sie nicht regelmässig, sondern im Gegenteil sehr unregelmässig. Auf Zeiten, in denen grosse Lieferungen und eine besonders grosse Anstrengung für die Kürzung der Liefertermine verlangt werden, folgen unweigerlich Perioden, in denen überhaupt keine Bestellungen von Rüstungsmaterial an diese Firmen mehr erteilt werden können. Es ist mit Bestimmtheit damit zu rechnen, dass bei einer länger andauernden Unterbindung der Kriegsmaterialausfuhr die betreffenden Firmen ihre Waffen- und Munitionsabteilungen eingehen lassen müssen. Schon allein die ständige Drohung, die Kriegsmaterialausfuhr zu sperren, hat eine Verkümmern dieser Betriebe zur Folge, die nicht im Interesse unserer Militärverwaltung liegt. Wir sehen das schon heute an der bei einzelnen Firmen festzustellenden mässigen Bereitschaft, neue Aufgaben zu übernehmen.

Dass einzelne Exportrüstungsfirmen während des Krieges grosse Gewinne erzielt haben, mag zutreffen. Es ist aber in keiner Weise einzusehen, warum solche Gewinne eine grössere Gefahr für das Land bilden sollten, als diejenigen anderer Unternehmen.

Die Behauptung, dass sich viele Rüstungsfirmen in ausländischem Besitz befinden ist falsch. Unseres Wissens befand sich nur die Firma Dornier & Cie.⁶ in Altenrhein in ausländischem Besitz. Aber gerade diese Firma gehört nicht zu den eigentlichen Exportrüstungsfirmen, da sie nur in sehr bescheidenem Umfang von ca. 4% ihrer Produktion Flugzeugbestandteile exportierte und im übrigen für die Schaffung unserer eigenen Flugwaffe sehr grosse Dienste leistete. Gegenwärtig ist der Status der Aktien dieses Unternehmens nicht abgeklärt. Wir bemühen uns schon seit längerer Zeit darum, aus der Firma ein schweizerisches Unternehmen zu machen und stehen diesbezüglich mit der Schweiz, Verrechnungsstelle und den andern zuständigen Instanzen in Verbindung.

Die Bemerkungen betreffend schlecht assimilierte Schweizer können sich nur gegen den Inhaber der Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon Bührle richten, der in den Dreissigerjahren eingebürgert wurde. Wir halten den Vorwurf für ungerecht und tendenziös.

4. Der Wert der Rüstungsindustrie für unser Land

Es trifft zu, dass die Export-Rüstungsindustrie bisher für unsere eigene Armee keine allzu grossen Leistungen vollbracht hat und wir können nicht so weit gehen zu erklären, dass die Ausrüstung unserer Armee sehr wesentlich geschwächt worden wäre, wenn unsere Export-Rüstungsindustrie nicht bestanden hätte. Immerhin sind einige sehr beachtliche Entwicklungen von dieser Industrie gemacht worden, die auch unserer Armee zunutze kamen. Wir erwähnen namentlich die folgenden:

Als im Jahre 1939 unsere Fliegerabwehr noch sehr im argen lag, war es möglich, auf eine Anzahl 20 mm Kanonen der Firma *Bührle & Co. Oerlikon*

6. Gemeint ist die «Dornier-Werke AG»; vgl. E 2001 (E) 1967/113/422.

zu greifen, welche diese ursprünglich in fremdem Auftrag fabriziert hatte. Wenn dieses Geschütz auch seither durch modernere Konstruktionen überholt wurde, so stellte es uns doch im damaligen Zeitpunkt eine sehr willkommene Verstärkung dar, und die Frage ist durchaus berechtigt, ob es nicht richtig gewesen wäre, die Entwicklungsarbeit dieser Firma beizeiten durch einen grösseren Auftrag zu belohnen.

Die Firma *Tavaro SA Genf* entwickelte vorzügliche Uhrwerkzylinder, von denen verschiedene Modelle im Verlauf der Aktivdienstzeit bei unserer Fliegerabwehr und Artillerie zur Einführung gelangten.

Die Firma *Hispano-Suiza (Suisse) Genf* entwickelte während des Krieges auf Grund langjähriger Erfahrungen ein neues Modell einer 20 mm Kanone, die in Kombination mit einer ausländischen Lafette als Infanterie-Flabkanone in unserer Armee eingeführt wurde und sich gut bewährt hat.

Die Bedeutung der Export-Rüstungsindustrie für unsere Armee hat jedoch während des Krieges immer zugenommen und ist weiter im Steigen begriffen. Die kriegstechnischen Probleme, die heute vorliegen, können unmöglich allein mit Hilfe der staatlichen Betriebe und Versuchsanlagen gelöst werden. Es ist notwendig, für die Lösung dieser Aufgaben nicht allein auf die Mithilfe der wissenschaftlichen Institutionen, sondern auch auf diejenige der Privatindustrie, welche Erfahrungen besitzt, in Anspruch zu nehmen. Darunter befinden sich in erster Linie verschiedene der zur Gruppe der Export-Rüstungsindustrie gehörende Firmen.

Einige der in Gang befindlichen Entwicklungsarbeiten sind so schwierig und teuer, dass keiner privaten Firma zugemutet werden kann, einen wesentlichen Teil ihrer Kapazität dafür zu verwenden, wenn ihr nicht gleichzeitig die Möglichkeit offen gelassen wird, die Resultate für Zwecke des Exportes zu verwenden. Die Tatsache, dass wir über den ganzen Gang der Entwicklung auf dem laufenden gehalten werden und die gesetzlichen Bestimmungen, wonach für den Export von Kriegsmaterial vom Militärdepartement eine Bewilligung eingeholt werden muss, was abgelehnt werden kann, wenn dieser Export den Landesinteressen zuwiderläuft, bilden eine genügende Garantie gegen unerwünschte Aufblähung der Kriegsmaterialexporte. Es muss auch bemerkt werden, dass für gewisse Entwicklungsarbeiten an modernem Kriegsmaterial die staatlichen Betriebe niemals in der Lage wären, in ebenso kurzer Zeit zu ebenso guten Resultaten zu kommen. Es liegt das schon darin begründet, dass die Staatsbetriebe nur selten in der Lage sind, erstklassige Arbeitskräfte zu finden, welche sich mit der gebotenen Honorierung abfinden. Das Verschwinden der schweizerischen Export-Rüstungsindustrie würde sich deshalb in Zukunft viel mehr als in der Vorkriegszeit zum Schaden unserer Armee auswirken.

5. Der Wert der schweizerischen Rüstungsindustrie für das Ausland

Der Wert der schweizerischen Rüstungsindustrie für das Ausland darf nicht überschätzt werden, wenn auch einzelne Qualitätsprodukte Abnehmer finden und ganz besonders für kleine Staaten, die über keine eigene Rüstungsindustrie verfügen, diese Fabriken willkommene Lieferanten darstellen (dies um so mehr, als mit deren Lieferungen keine politischen Verbindungen ver-

bunden sind), so bedeuten diese Lieferungen für Grosstaaten doch nur sehr wenig. Es kann mit Sicherheit gesagt werden, dass die während des Krieges von uns verlangte Kompensation an Stählen, Legierungsmetallen und Buntmetallen für den Export von Kriegsmaterial nach Deutschland für unser Land ganz bedeutend wichtiger war als die Lieferung der betreffenden Waffen und Munition für Deutschland. Die Besitzergreifung unserer Exportrüstungsfabriken wird niemals der wirkliche Zweck eines militärischen Angriffes auf unser Land sein.

6. Zusammenfassung

Aus vorstehendem geht hervor, dass eine eigene Rüstungsindustrie nicht bestehen kann, wenn das Verbot der Ausfuhr von Kriegsmaterial auf die Dauer aufrecht erhalten wird⁷. Es würde daraus ein nicht zu unterschätzender Schaden für unsere kriegstechnische Weiterentwicklung entstehen.

Es bestehen Mittel, um den Gefahren, welche aus einer allzu grossen Entwicklung der Rüstungsindustrie entstehen könnten, entgegenzutreten. Dazu gehört in erster Linie die Verordnung vom 8. Juli 1938 über Herstellung, Beschaffung und Vertrieb, Einfuhr und Ausfuhr von Kriegsmaterial, ferner der Umstand, dass unsere Militärbehörden als wichtige Auftraggeber für die meisten auch für den Export tätigen Rüstungsfirmen einen gewissen Einfluss auf deren Geschäftsentwicklung haben können und endlich die Tatsache, dass unsere Armut an eigenen Bodenschätzen das Entstehen einer Rüstungsindustrie nach ausländischem Muster zum vornherein verhindert.

Aus vorstehenden Gründen können wir die Aufhebung des bestehenden Verbotes der Ausfuhr von Kriegsmaterial vom Standpunkt unserer eigenen Kriegsmaterialbeschaffung gesehen empfehlen.

7. Das Ausfuhrverbot für Kriegsmaterial wurde auf Vorschlag von M. Petitpierre am 11. Juni 1946 durch den BR angenommen und für eine Dauer von sechs Monaten in Kraft gesetzt. Vgl. DoDiS-1411 sowie E 27/19344/4.

*Der schweizerische Gesandte in Prag, A. Girardet,
an das Politische Departement*

STAND DER WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN SCHWEIZ-TSCHECHOSLOVAKEI

Kopie

S

Prag, 17. September 1946

Ich beehre mich, Ihnen im Nachstehenden einen Überblick über die derzeitige Situation unserer Wirtschaftsbeziehungen zur Tschechoslovakei zu erstatten.

Der reine Warenaustausch hat sich seit Beginn dieses Jahres günstig entwickelt und es darf angenommen werden, dass diese erfreuliche Entwicklung noch einige Zeitlang andauert, wenn auch gewisse Ermattungserscheinungen oder neu auftauchende Schwierigkeiten (insbesondere bei den Preisen) nicht aus dem Auge gelassen werden dürfen. Der beiderseitige Handelsverkehr hat sich besonders günstig zu Gunsten der Tschechoslovakei gestaltet, deren steigender Exportüberschuss (1 1/2 Milliarden Kronen während der ersten sieben Monate 1946) in erster Linie der grossen Aufnahmefähigkeit der Schweiz für tschechoslovakische Produkte und ihrer Grosszügigkeit beim Bezahlen hoher tschechoslovakischer Preise zu verdanken ist. Ein Ausfall der Schweiz als Handelspartnerin oder auch nur eine wesentliche Senkung ihrer Bezüge aus der Tschechoslovakei würde für Letztere eine Katastrophe bedeuten. Die Schweiz spielt im tschechoslovakischen Aussenhandel eine ungleich viel wichtigere Rolle als umgekehrt; sie nimmt weitaus den ersten Platz im tschechoslovakischen Gesamtaussenhandel ein, während die Tschechoslovakei nur ungefähr den 7. oder 8. Rang unter den Partnern des Schweizer Aussenhandels belegt. Darüber hinaus muss bemerkt werden, dass die in der Tschechoslovakei veröffentlichten Statistiken die Situation nicht in jeder Hinsicht wahrheitsgetreu schildern. Die Ziffern für den Austausch mit der Schweiz stimmen ziemlich genau, offenbar weil die anerkanntermassen genaue schweizerische Statistik allzu grosse Differenzen sofort in Erscheinung treten liesse. Dagegen stimmen die Ziffern für einige andere Länder offenbar weniger. Die Position der Schweiz ist sehr wahrscheinlich noch viel stärker, als dies nach den von der Statistik veröffentlichten Zahlen zum Ausdruck kommt.

Die Schweiz setzt der Einfuhr tschechoslovakischer Produkte praktisch keine Schwierigkeiten entgegen. Dagegen bedarf es fortwährender intensiver Bemühungen der tschechoslovakischen Importeure und dieser Gesandtschaft, die hiesigen Stellen zur Erteilung der nötigen Einfuhrbewilligungen für Schweizerwaren zu bewegen. Die tschechoslovakischen Stellen zeigen auch die Tendenz (z. B. im pharmazeutischen Sektor) womöglich nur noch Roh- und Halbwaren aus der Schweiz herein zu lassen, unseren Fertigprodukten aber den Absatz in der Tschechoslovakei zu verwehren.

Wenn trotzdem die Gesamtsituation im Warenaustausch als sehr erfreulich bezeichnet werden kann und der hohe schweizerische Importüberschuss aus verschiedenen Gründen sehr erwünscht sein mag, so ist die Lage auf anderen Gebieten unserer Wirtschaftsbeziehungen mit der Tschechoslovakei leider weniger erfreulich. Mit Mühe gelang es zwar den schweizerischen Unterhändlern, einen teilweisen Finanztransfer sowie befriedigend funktionierende Überweisungen für den Reiseverkehr sicherzustellen¹. Wie der Finanztransfer funktionieren wird, kann zwar noch nicht vorausgesagt werden. Völlig in der Luft hängen die zahlreichen schweizerischen Entschädigungsansprüche für Betriebe, welche auf Grund der Verstaatlichungsdekrete den bisherigen Besitzern enteignet wurden². Die Art und Weise, wie einzelne Betriebe verstaat-

1. Vgl. hierzu den BRB über den Zahlungsverkehr mit der Tschechoslowakei vom 3. September 1946, AS, 1946, Bd. 62, S. 781–787.

2. Für die Unterlagen der Kommission für Nationalisierungsentschädigungen mit der Tschechoslowakei, vgl. E 9500.2/1970/231.

licht oder unter nationale Verwaltung gestellt oder sonstwie ihren rechtmässigen schweizerischen Eigentümern entzogen wurden, mahnt nachgerade zum Aufsehen. Die Entschädigung ausländischer Besitzer verstaatlichter Betriebe ist zwar im Prinzip vorgesehen, doch sind die Resultate sämtlicher bisheriger Verhandlungen noch völlig ungewiss und es steht keineswegs fest, auf welche Weise die tschechoslovakische Regierung sich der ungeheuren Ansprüche der ausländischen Besitzer entledigen wird. Angeblich sollen ausländische Betriebe im Werte von 20 Milliarden Kronen verstaatlicht worden sein und das Ausland verlangt selbstverständlich Bezahlung in freien Devisen. Neben der Schweiz, die mit erheblichen Werten beteiligt ist, sind die USA, England, Frankreich, Schweden, Holland, Belgien usw. an dieser Frage interessiert.

Ausser dem schweizerischen Besitz an industriellen- und Versicherungsbetrieben bestehen erhebliche schweizerische Interessen in Form von Krediten, Hypotheken, Lizenzen, Aktienbeteiligungen und namentlich Grundbesitz. Über die gegen einen Teil der schweizerischen Grundbesitzer in der Tschechoslowakei aus rein politischen Gründen immer wieder ergriffenen, oft ans unerträgliche grenzenden Massnahmen tschechoslovakischer Behörden, Benachteiligungen und Belästigungen aller Art usw. ist Ihr Departement durch diese Gesandtschaft laufend orientiert worden. Trotz aller Bemühungen ist erst neulich wieder ein seit Jahrzehnten im Lande ansässiger Schweizer seines Grundbesitzes verlustig erklärt worden mit der Begründung, er sei deutscher Nationalität (es handelt sich um einen Deutschschweizer, der sich aber nie politisch irgendwie zu Gunsten einer deutschen Organisation betätigt hat)³. Ich bemerke, dass in dieser Frage gemäss einer mündlichen Mitteilung des Generalsekretärs des hiesigen Aussenministeriums, Botschafter Heidrich, im kommenden Monat endlich eine Verordnung erscheinen soll, die schweizerische Staatsangehörige ebenso wie italienische und solche alliierter Staaten in Zukunft vor solchen Übergriffen schützen soll⁴. Damit würde eine Ihnen seinerzeit gemeldete frühere Verordnung, wonach gegen Personen deutscher Nationalität ohne Rücksicht auf die Staatszugehörigkeit mit Konfiskationen und anderen Massregelungen vorgegangen werden kann⁵, wenigstens formalrechtlich aufgehoben. Was praktisch daraus wird, kann nur die Zukunft zeigen.

Der äusserst günstige Verlauf des Warenaustausches lässt die schlechte Situation auf den anderen Gebieten unserer Wirtschaftsbeziehungen besonders bedauerlich erscheinen. Die Gesandtschaft hat denn auch in letzter Zeit bei den massgebenden tschechoslovakischen Persönlichkeiten immer wieder darauf hingewiesen, dass dieser Zustand auf die Dauer nicht hingenommen

3. Vgl. hierzu Notiz betreffend Konfiskation und Nationalisierungen in der Tschechoslowakei vom 30. September 1946. Vgl. auch E 9500.2/1970/231/1.

4. Dokument nicht ermittelt. Vgl. hierzu das Rundschreiben des tschechoslovakischen Innenministeriums vom 25. August 1945, in welchem ausgeführt wird, dass schweizerische Staatsangehörige mit deutscher Muttersprache ohne weitere Identifizierung keinesfalls als Personen deutscher Nationalität und daher staatlich unzuverlässig betrachtet werden dürfen. Vgl. E 9500.2/1970/231/5. Trotz dieses Schreibens kam es in der Tschechoslowakei weiterhin zur Konfiszierung schweizerischen Eigentums.

5. Vgl. hierzu das Dekret Nr. 12145 des Präsidenten der tschechischen Republik vom 21. Juni 1945. Vgl. E 9500.2/1970/231/5

werden kann. Ferner habe ich wiederholt durchblicken lassen, dass bei den nächsten Wirtschaftsverhandlungen, die schon im kommenden Monat stattfinden sollen, der gesamte Fragenkomplex zur Diskussion kommen muss⁶. Ich glaube, dass die tschechoslovakische Verhandlungsdelegation erwartet, von der schweizerischen Delegation zu hören, dass ohne vorgängige prinzipielle Einigung über eine befriedigende Regelung auf den andern Sektoren schweizerischerseits nicht Geneigtheit zur Unterzeichnung neuer Handelsvereinbarungen bestehe. Das starke Gewicht der Schweiz auf handelspolitischem Gebiete sollte allen vernünftigen schweizerischen Forderungen zum Durchbruch verhelfen können.

In diesem Zusammenhang erwähne ich, dass die Vereinigten Staaten im Laufe der gegenwärtig schwebenden Verhandlungen über die Erteilung grosser Kredite an die Tschechoslowakei, entsprechend ihrer auch auf anderen Gebieten schärfer gewordenen Haltung, nicht mehr das gleiche Entgegenkommen gegenüber Prag bekunden und nicht nur die Erteilung neuer, sondern auch die Bereitstellung schon früher genehmigter Kredite von Forderungen aller Art abhängig machen, z. B. Publikation aller tschechoslovakischen Handelsverträge, Zusicherung voller Entschädigung des amerikanischen Besitzes an verstaatlichten Betrieben usw. Die französischen Behörden scheinen ähnliche Wege zu beschreiten und dabei darauf abzustellen, dass die Tschechoslowakei gewisse Rohstoffe aus dem französischen Kolonialreich dringend benötigt. Da die Haltung z. B. der USA auch mit hochpolitischen Fragen verknüpft ist, dürften die betreffenden Verhandlungen kaum rasch zum gewünschten Resultat führen. In hiesigen Regierungskreisen beklagt man sich über die steigenden Schwierigkeiten der Verhandlungen mit USA und empfindet besonders die politische Verkläuterung der amerikanischen Wünsche als unangenehm. Ohne Zweifel wäre man hier sehr glücklich, einen andern Kreditgeber zu finden. Neben den USA kommt aber derzeit höchstens die Schweiz in Frage, welche aus einer ganzen Reihe von wirtschaftlichen und politischen Gründen offenbar als Kreditgeberin den USA bei weitem vorgezogen würde. In tschechoslovakischen Wirtschaftskreisen würde man in einer solchen Lösung auch einen willkommenen Beweis dafür erblicken, dass die Tschechoslowakei sich ohne aussenpolitische Hemmungen mit einem «westlichen kapitalistischen» Staat über Kreditfragen einigen kann. Der umfangreiche Warenaustausch mit der Schweiz und insbesondere der fortwährend hohe Exportüberschuss im Verkehr mit unserem Lande scheint diese Überlegungen stark zu fördern. Auch die hin und wieder sichtbar werdende Tendenz eine allzu einseitige aussenpolitische Orientierung wenigstens durch Pflege guter Beziehungen mit einzelnen kleineren Staaten speziell mit der Schweiz und Schweden, zu mildern, wirkt in gleichem Sinne.

Es ist nicht ausgeschlossen, dass die Prager Regierung in nächster Zeit mit Sondierungen dieser Art bei den zuständigen schweizerischen Stellen

6. *Betreffend die Wirtschaftsverhandlungen mit der Tschechoslowakei vom 14.–19. Dezember 1946, vgl. E 7110/1976/16/58 sowie E 2001 (E) 1/370. Schweizerischerseits wurde versucht, diese Verhandlungen an Verstaatlichungsfragen und den Transfer von Rückwandererguthaben zu knüpfen. Vgl. E 9500.2/1970/231/1.*

beginnt, umso mehr, als offenbar schweizerische Banken, welche schon vor einiger Zeit mit entsprechenden Angeboten an die hiesigen Stellen herantreten sind, weiterhin Interesse für solche Transaktionen bekunden und vermutlich hoffen, durch eine Kredittransaktion den ganzen Fragenkomplex der schwierig lösbaren finanziellen und vermögensrechtlichen Beziehungen zur Tschechoslowakei auf eine andere, wenigstens rechtlich saubere Basis zu bringen⁷. Die Tatsache, dass die Schweiz Dollars im Überfluss besitzt, die Tschechoslowakei aber gerade Dollars sucht, gibt diesen Überlegungen weiteren Auftrieb, umso mehr, als nun, im Gegensatz zum vergangenen Jahre, durch das Abkommen von Washington⁸ eine ganze Reihe von Schwierigkeiten behoben erscheinen.

Mit Rücksicht auf den delikaten Charakter einzelner vorstehender Mitteilungen darf ich um streng vertrauliche Behandlung dieser Angaben und streng vertrauliche Orientierung der Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements sowie allenfalls der Schweizerischen Nationalbank und der Schweizerischen Verrechnungsstelle bitten. Ich lege zu diesem Zwecke drei Kopien dieses Briefes bei.

7. Vgl. hierzu die Besprechungen betreffend den Kredit an die Tschechoslowakei vom 30. September 1946, E 9500.2/1970/231/1. Für EVD und EPD war klar, dass vor einer Behandlung des Kreditbegehrens der Tschechoslowakei noch hängige Nationalisierungsfragen gelöst werden mussten.

8. Betreffend das Washingtoner-Abkommen vom 25. Mai 1946 vgl. Thematisches Verzeichnis in diesem Band: Allgemeine Finanzbeziehungen.

90

E 2001 (E) 7/12

[DoDiS-1999]

Sitzungsprotokoll des Finanz- und Zolldepartements¹

KONFERENZ BETREFFEND VERWENDUNG BLOCKIERTER DEUTSCHER UND
JAPANISCHER FONDS FÜR DAS INTERNATIONALE KOMITEE VOM ROTEN KREUZ

PROTOKOLL DER SITZUNG VOM 14. SEPTEMBER 1946 IN BERN, BERNERHOF

Kopie

Bern, 18. September 1946

Dir. Dr. E. Reinhardt: Die heutigen Besprechungen finden statt auf Wunsch von Herrn Dr. Max Huber, Präsident a. i. des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz.

Herr Pradervand: Viele deutsche Kriegsgefangene sind noch nicht zurückgekehrt und müssen vom IKRK betreut werden, besonders diejenigen in

1. An der Sitzung sind anwesend: EPD: W. Stucki, H. Frölicher, E. de Haller, R. Bindschedler, G. de Rham. EFZD: E. Reinhardt, F. Rüedi, R. Ulrich (Protokoll). IKRK: J.-P. Pradervand, H. Cuchet.

Frankreich. Dem IKRK fehlen aber die erforderlichen Mittel zur Erfüllung dieser Aufgabe, seitdem die nationalen Rotkreuzgesellschaften bezw. die Regierungen ihre Zahlungen eingestellt haben. Wir hoffen jedoch, dass für diese humanitären Zwecke die in der Schweiz blockierten 12 Millionen Franken Guthaben des Deutschen Reiches, sowie die kurz vor der Kapitulation von der deutschen Gesandtschaft in Bern dem IKRK angewiesenen, aber nicht mehr ausbezahlten und ebenfalls blockierten 2 Millionen Franken frei gemacht werden können². Die mit der Regierung der USA in dieser Angelegenheit geführten Verhandlungen schienen zuerst erfolgversprechend, indem das War Departement in einem Schreiben erklärte, es sei an einer befriedigenden Lösung dieses Problems interessiert und hoffe, dass dem IKRK eine günstige Antwort erteilt werden könne. Zuständig sei jedoch das Staatssekretariat. Das Staatssekretariat hat sich zuerst ebenfalls in zustimmendem Sinne geäußert und erklärt, dass es sich bei der Deblockierung dieser Guthaben um ein rein technisches Problem handle. Später hat sich jedoch der stellvertretende Staatssekretär Clayton negativ eingestellt mit der Begründung, dass es sich hier um eine äusserst komplizierte internationale Frage handle, die nur in Verbindung mit der Schweiz gelöst werden könne. Die Unterhandlungen in der USA gestalteten sich für uns deshalb schwierig, weil wir über den Charakter dieser deutschen Fonds nicht genau orientiert waren. Wir sind davon überzeugt, dass die amerikanische Regierung ihre Einwilligung zur Deblockierung und Verwendung dieser Fonds zu Gunsten der deutschen Kriegsgefangenen geben wird, wenn die Eidgenossenschaft dieser Lösung ebenfalls zustimmt.

Herr Cuchet schildert die ausserordentlich schwierige finanzielle Situation des IKRK, die eine eindeutige Umschreibung des Standpunktes des Bundesrates in Bezug auf die in Frage stehenden deutschen Fonds notwendig macht. Dank der von der Eidgenossenschaft gewährten Vorschüsse konnten die grössten Schwierigkeiten bisher überwunden werden; für die Zukunft ist aber die Möglichkeit der Verfügung über die genannten Fonds für das IKRK von vitaler Bedeutung. Die nationalen Rotkreuzgesellschaften bezw. die Regierungen der betreffenden Länder haben uns zwar für die nächsten Jahre Zuwendungen in der Höhe von 15 Millionen Franken versprochen, wovon 7 Millionen für das Jahr 1947; sie wünschen aber, dass das Komitee seine Tätigkeit einschränke. Selbst wenn die versprochenen 7 Millionen Franken eingehen sollten, würden wir die Schuldner der Eidgenossenschaft bleiben, was für uns eine unerträgliche Situation bedeutet.

Dir. Dr. E. Reinhardt umschreibt den Gegenstand der Aussprache. Es stehen 2 Gruppen von blockierten Werten zur Diskussion:

a) 15 Millionen Franken, die von der Reichsbank in Gold überwiesen worden sind und gemäss den Bestimmungen des Currie-Abkommens³ nur für die Ausgaben von Gesandtschaften und Konsulaten, für Kriegsgefangene und Internierte, sowie für Zahlungen an das IKRK hätten verwendet werden dürfen.

2. Vgl. Nr. 37 in diesem Band.

3. Zum Currie-Abkommen vom 8. März 1945, vgl. DDS, Bd. 15, Nr. 390, 391 sowie Nr. 61 in diesem Band.

b) 2 Millionen Franken, die von der deutschen Gesandtschaft in Bern noch kurz vor dem deutschen Zusammenbruch dem IKRK zugewendet worden sind, aber nicht mehr überwiesen werden konnten und blockiert wurden.

Herr Minister Dr. W. Stucki: Gestützt auf die Beschlüsse von Potsdam haben die Alliierten 1945 Anspruch erhoben auf die deutschen Guthaben in der Schweiz. Zuerst verlangten sie, dass alle deutschen Guthaben, also nicht nur die privaten, sondern auch diejenigen des Reiches, der Reichsbank usw. ausgeliefert würden. Frankreich erhob Anspruch auf den Badischen Bahnhof. Die schweizerische Haltung gegenüber diesen Forderungen war immer die gleiche. Wir sagten: Die Verhältnisse in Deutschland sind nicht abgeklärt. Ob die Alliierten in Deutschland die Rechte einer de facto Regierung ausüben, können wir nicht beurteilen. Auf jeden Fall können sie diese Rechte nicht über die Landesgrenze hinaus geltend machen. Sie können daher nicht Eigentümer der in der Schweiz liegenden Vermögenswerte des deutschen Staates werden. Gegenüber dem französischen Begehren auf den Badischen Bahnhof machten wir insbesondere geltend, dass wir unter keinen Umständen nur einem einzigen der alliierten Staaten den Nachlass des Deutschen Reiches überlassen dürfen. In Washington haben wir stets unterschieden zwischen dem privaten deutschen Eigentum in der Schweiz einerseits und den Vermögenswerten des Deutschen Reiches, der Reichsbank, der Reichsbahn usw. andererseits. Den Abschluss von Verträgen über diese staatlichen Vermögenswerte lehnten wir aus folgenden Gründen ab:

a) Die Liegenschaften, wie z. B. der Badische Bahnhof, die Gesandtschaftsgebäude usw. können den Alliierten ohnehin nicht herausgegeben werden, da wir in eine politisch unhaltbare Situation gerieten, wenn wir den Zusammenbruch Deutschlands auf diese Weise ausnützen würden. Da wir selbst keinerlei Anspruch auf diese Liegenschaft erheben, verwalten wir sie treuhänderisch zu Gunsten einer kommenden deutschen Regierung.

b) Die liquiden Guthaben könnten Anlass geben zu einem Streit über die Frage, wem sie gehören. In der Schweiz leben heute aber noch 60'000–80'000 unterstützungsbedürftige⁴ Deutsche. Wir sind dazu gelangt, für sie eine Interessenvertretung zu schaffen, wobei die Eidgenossenschaft selbst die Schutzmacht für diese Deutschen in der Schweiz bildet. Diese deutsche Interessenvertretung erfordert finanzielle Mittel, die selbstverständlich durch die Heranziehung der deutschen Guthaben in der Schweiz und zwar der liquiden Guthaben des Deutschen Staates gedeckt werden.

Das Eigentum des Deutschen Staates ist also nicht in das Abkommen von Washington⁵ einbezogen worden, da wir erklärt haben, dass wir die in der Schweiz befindlichen Liegenschaften treuhänderisch verwalten und die flüssigen Guthaben zur Deckung der Kosten der deutschen Interessenvertretung benötigen. Seither ist einzig von der Regierung der USA ein neuer Vorstoss unternommen worden, indem sie uns anfangs Juli mitteilte, dass sie auch auf die öffentlichen deutschen Guthaben in der Schweiz Anspruch erhebe. Die

4. Gemeint ist hier diplomatische Unterstützung.

5. Zum Washingtoner-Abkommen vom 25. Mai 1946 vgl. Thematisches Verzeichnis in diesem Band: Allgemeine Finanzbeziehungen.

Regierungen Grossbritanniens und Frankreichs haben sich dieser Demarche aber nicht angeschlossen.

Die der deutschen Interessenvertretung zur Verfügung stehenden Betriebsmittel werden in kurzer Zeit erschöpft sein. Alsdann wird auf die Reserve von 15 Millionen Franken gegriffen werden müssen.

Der schweizerische Standpunkt in dieser Frage konnte gegenüber den Alliierten deshalb behauptet werden, weil bei seiner Ablehnung die Alliierten selbst die von der deutschen Interessenvertretung in der Schweiz benötigten Mittel aufbringen müssten, sofern sie behaupten wollen, dass sie de facto die deutsche Regierungsgewalt ausüben.

Die Alliierten wären heute zweifellos bereit, die in Frage stehenden deutschen Fonds zu Gunsten des IKRK frei zu geben. Praktisch könnten wir aber nicht damit rechnen, dass sie uns dafür dann die Mittel für die deutsche Interessenvertretung in der Schweiz zur Verfügung stellen werden, da sie in Deutschland keine Devisenvorräte mehr besitzen. Da das IKRK aber weitere finanzielle Mittel benötigt, wäre es zweifellos vorzuziehen, wenn die Schweiz als «beau geste» diese Mittel dem IKRK geben würde, statt die blockierten deutschen Fonds abzutreten und dafür die Kosten der deutschen Interessenvertretung zu tragen.

Herr Minister Dr. Frölicher wünscht, dass die deutschen Fonds für die deutsche Interessenvertretung in der Schweiz reserviert bleiben. Die Tätigkeit des IKRK liegt auch im Interesse der Schweiz. Aus diesem Grunde sollten die vom roten Kreuz benötigten Mittel von der Schweiz bereit gestellt werden. Diese Frage ist übrigens bereits vom Bundesrat entschieden worden durch seinen Beschluss vom 14. September 1945⁶, wonach das Girokonto II der Deutschen Reichsbank im Betrage von 15 Millionen Franken, das auf Grund des Currie-Abkommens nur für bestimmte Auslagen verwendet werden durfte, der deutschen Interessenvertretung in der Schweiz zur Verfügung gestellt wird. Wir rechnen für die nächsten 6 Monate mit Ausgaben von 4,3 Millionen Franken, monatlich also mit über 700'000 Franken. Es erscheint deshalb angezeigt, nicht nur die 15 Millionen Franken auf Girokonto II, sondern auch das übrige vom politischen Departement übernommene Reichsvermögen während der Dauer der Treuhänderschaft ausschliesslich für die deutsche Interessenvertretung und nicht für andere Zwecke zu verwenden. Sollte an dieser Regelung eine Änderung getroffen werden, so müsste man auf den Bundesratsbeschluss vom 14. September 1945 zurückkommen.

Auch die weitem 2 Millionen Franken gehörten zu den ursprünglichen Betriebsmitteln der deutschen Interessenvertretung in der Schweiz. Sie sind heute bereits aufgebraucht. Die dem IKRK daraus zur Verfügung gestellte halbe Million Franken bedeutet eine Ausnahme.

(Herr Minister Frölicher verteilt eine schriftliche Darstellung des Budgets der deutschen Interessenvertretung in der Schweiz für die Zeit vom 1. Oktober 1946 bis 31. März 1947).

Herr Dir. Dr. E. Reinhardt: Die Aussprache hat über folgende Punkte Klarheit ergeben:

6. Vgl. das BR-Prot. Nr. 2302 vom 14. September 1945, E 1004.1 1/461, DoDiS-1295.

1. Es ist festgestellt worden, dass die Aktiven des deutschen Staates nicht unter das Abkommen von Washington fallen und deshalb nicht gemäss diesem Abkommen liquidiert werden.

2. Es besteht keine Einigkeit zwischen der Schweiz und den Alliierten über das Schicksal der öffentlichen deutschen Mittel. Die Alliierten erheben aber keine Einwendungen dagegen, dass diese Mittel für die deutsche Interessenvertretung in der Schweiz verwendet werden.

3. Der Bundesrat hat durch den Beschluss vom 14. September 1945 die Verwendung der genannten Fonds festgelegt. Es ergibt sich somit, dass das IKRK aus den in der Schweiz blockierten deutschen Fonds keine Zuwendung erwarten darf, es sei denn, der Bundesrat komme auf seinen Beschluss zurück. Es stellt sich die Frage, ob der Bundesrat oder das IKRK ein Interesse an der Änderung dieses Standpunktes hat. Die Finanzierung der deutschen Interessenvertretung gestaltet sich wesentlich einfacher, wenn dabei auf die schon vorhandenen Mittel zurückgegriffen werden kann, als wenn diese Mittel vom Parlament bewilligt werden müssten. Es ist deshalb zweckmässiger, wenn der Bund das IKRK statt die deutsche Interessenvertretung in der Schweiz durch neu zu bewilligende Kredite unterstützt. [...]⁷

7. Die weiteren Passagen des Dokuments wurden gestrichen. Aus der Sitzung ergab sich folgendes: Das IKRK hat quasi moralischen Anspruch auf die 17 Millionen Franken, da auch die deutsche Regierung vorgesehen hatte, das Geld für deutsche Kriegsgefangene zu verwenden. Das EFZD überprüft den Rechtsanspruch des IKRK auf 2 Mio. Fr. Die Frage der 15 Mio. wird im Zusammenhang mit der weiteren Finanzierung des Roten Kreuzes zur Behandlung kommen. Bei den 10 Mio. Fr. der japanischen Regierung unterstützt das EPD die Schritte des IKRK bei den Alliierten. Eine detaillierte Zusammenfassung und die Fortsetzung dieser Frage finden sich in der Notice concernant les fonds japonais et allemands bloqués sur lesquels le CICR émet une prétention vom 6. Dezember 1946, DoDiS-2010.

91

E 2800/1990/106/18

[DoDiS-298]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, à W. Churchill

Copie d'expédition

T

Berne, 19 septembre 1946, 20 h

Je vous félicite du discours profond¹ et courageux que je viens de lire. Comme vous je suis convaincu que le salut de l'Europe est dans l'union de ses peuples non sous forme d'un bloc mais suivant la formule fédéraliste dont mon pays a l'expérience séculaire et qui permet à chaque peuple de garder sa

1. Dans les dossiers le discours existe seulement en coupure de presse. Titre officiel: Discours à la jeunesse universitaire du monde prononcé à l'université de Zurich le matin du 19 septembre 1946. Titre donné par Churchill: La tragédie de l'Europe. Cf. E 2001 (E) 1/26.

personnalité nationale en respectant celle des autres. Je souhaite que tous sans exception entendent votre appel émouvant pour que l'Europe puisse enfin connaître la paix dans la liberté. Je vous remercie encore de votre attachement à mon pays et du plaisir que vous avez fait au peuple suisse en venant passer vos vacances ici². En espérant que vous reviendrez je vous prie de me croire votre respectueusement dévoué.

2. Sur le séjour de Churchill en Suisse du 23 août au 20 septembre 1946, cf. N° 92, publié dans le présent volume.

92

E 2001 (E) 1/26

[DoDiS-1659]

Le Conseiller de Légation à la Division des Affaires étrangères du Département politique, J.-A. Cuttat, au Chef du Département politique, M. Petitpierre

SUR MES ENTRETIENS AVEC M. CHURCHILL ET M. MONTAG

Copie

R Très confidentiel

Berne, 22 septembre 1946

Genève, le 23 août 1946

En répondant à l'allocution de bienvenue de M. Perréard, M. Churchill qualifia Genève de «centre de la vie internationale».

En cours de route pour Choisi, je lui signalai, en manière de boutade, que son arrivée coïncidait avec celle des Russes avec qui nous venions de renouer nos relations diplomatiques¹. «Ils ne voulaient pas, n'est-ce pas?» répondit M. Churchill.

Je fus frappé par le souci qu'il avait de saluer les ouvriers et les paysans. Quand même il n'y en avait qu'un ou deux à le regarder, il se levait de son siège pour leur adresser son signe. «Ce sont les travailleurs que j'aime le mieux» me dit-il à deux reprises. Je n'y vois pas seulement un besoin de popularité, mais surtout la conscience d'être, en face de Staline, la seule personnalité capable d'attirer les grandes masses.

Choisi, le 11 septembre 1946

Au retour de Lausanne, le Lt.-Col. Bracher et moi fûmes retenus à déjeuner. Je fus placé à côté de M. Churchill. Vers la fin du repas, il s'anima subitement et me demanda ce qu'on pensait en Suisse des risques de guerre. Je répondis que le Conseil fédéral est inquiet et se demande si les forces franco-anglo-américaines seraient prêtes à refouler une avance russe vers l'Europe

1. Pour la reprise des relations diplomatiques entre la Suisse et l'URSS, cf. table méthodique du présent volume: Union soviétique – Relations politiques.

occidentale étant donné le nombre énorme de divisions soviétiques concentrées aux frontières russes (4 à 5 millions d'hommes à l'Est et à l'Ouest de la Russie, précisa plus tard M. Bracher)². «Cela ne doit pas nous inquiéter, répartit M. Churchill, car les Etats-Unis ont aujourd'hui, non plus vingt comme il y a deux ans, mais deux mille bombes atomiques³. Une seule de ces bombes est capable de pulvériser Moscou.» Je demandai si cela empêcherait les Russes d'avancer jusqu'à l'Océan Atlantique. «Je le crois, répondit Churchill, parce que les bombes détruiront les centres d'approvisionnement et les nœuds ferroviaires». – Mais est-il certain que les Etats-Unis entreront en guerre? demandai-je.

– Une fois que les Américains sont lancés, répliqua-t-il, ils manquent singulièrement de mesure.»

– Puis il exhala son aversion contre les Soviets. – Treize hommes, dans le Kremlin, travaillent contre l'Europe et le monde. Je les ai vus, avec leurs grosses têtes de savants».

Je demandai s'il n'y avait pas, chez les dirigeants soviétiques, un curieux mélange de ruse et de massivité inintelligente, puisqu'ils gaspillent le crédit que leur avait valu la victoire et risquent de déclencher une guerre atomique où ils seront écrasés.

– «C'est exactement mon avis, dit-il, ils sont parfois stupides. Ainsi, Vichinski vient de dire des Italiens qu'ils sont forts à la course et faibles au combat, ce qui va ruiner le parti communiste en Italie».

De l'avis de M. Churchill, les Russes n'auront la bombe atomique que dans cinq ou six ans. – «En effet, me dit-il, il existe aux Etats-Unis deux villes de 80'000 habitants dont chacun a un titre universitaire et se consacre à l'énergie atomique⁴. Les Russes n'ont pas pu mettre cela sur pied depuis la fin de la guerre». Il me parla ensuite de Staline qu'il définit: «Un homme difficile à faire rire, un masque et un monstre».

En 1944, Staline lui avait proposé d'envahir la Suisse pour pouvoir attaquer l'Allemagne de ce côté⁵. En me regardant longuement, M. Churchill me dit qu'il avait alors répondu sèchement à Staline: «Nous autres, les Anglais, nous ne faisons pas des choses pareilles. Nous n'envahissons pas un pays neutre». Je ne manquai pas de lui répondre que l'on ne sait pas chez nous à quel point nous lui sommes redevables. J'ignore si Miss Mary lui avait déjà transmis la question de savoir s'il désirait, à Berne, parler à la foule, ou s'il se contenterait de parler à l'intérieur du Rathaus. Peut-être voulait-il ainsi me laisser entendre que le fait de le laisser dire quelques mots au peuple était vraiment la moindre des choses de notre part. Quoiqu'il en soit, je saisis cette occasion pour lui demander si, à Zurich, il parlerait des Russes. «Je ne les mentionnerai pas,

2. Sur la perception américaine de la probabilité d'une attaque russe contre les Etats-Unis en 1947, cf. les rapports politiques de K. Bruggmann à M. Petitpierre du 31 octobre 1947, DoDiS-2236, et du 5 décembre 1947, DoDiS-2237.

3. Cf. N° 81, publié dans le présent volume.

4. Cf. le rapport politique de K. Bruggmann à M. Petitpierre du 11 décembre 1945, DoDiS-2233.

5. Sur la position de l'URSS envers la neutralité suisse en 1944, cf. le rapport politique de K. Bruggmann à M. Petitpierre du 2 novembre 1946, DoDiS-2234.

dit-il, mais je laisserai les auditeurs conclure. Je sais où je parle. La Suisse n'est pas comme l'Amérique, où tout le monde peut dire n'importe quoi, de sorte que les mots y ont moins de valeur. Mais le Président Truman aussi m'avait applaudi à Fulton⁶, vous pouvez le vérifier au cinéma. Ce que j'ai dit alors, presque tout le monde en Occident le pense aujourd'hui.»

Avant de se lever de table, M. Churchill me demanda en quoi consistait le différend entre le Conseil fédéral et le Général Guisan⁷, qu'il avait invité à déjeuner quelques jours auparavant et qui lui avait fait bonne impression (suivant ce que me répéta M. Montag). Je m'exécutai en termes aussi généraux que possible. «La querelle est-elle maintenant terminée?» – «Entièrement», répondis-je.

En me quittant, il me dit: «Soyez prêts!»

Le lendemain, M. Montag téléphona à M. Bracher que M. Churchill était un peu déçu de ne pouvoir parler à Berne qu'à quelques invités à l'intérieur de l'Hôtel de Ville et qu'il détestait décevoir la foule qui attendait dehors⁸.

Choisi–Genève–Berne, le 16 septembre 1946

Le matin, j'allai avec M. Bracher chercher les Churchill pour les conduire à Genève. M. Montag me dit que Churchill était revenu sur la proposition que lui avait faite Staline d'envahir la Suisse. Staline lui aurait dit, à cette occasion: «Les Suisses sont des cochons!»

En voiture, je demandai à M. Churchill si l'affaire Wallace n'ébranlerait pas le prestige de M. Truman. «Il n'a pas grande chose à perdre», fut la réponse.

A l'Agence des prisonniers, M. Churchill ne témoigna que très peu d'intérêt pour les fichiers et mit fin à la visite au bout de quelques minutes.

Au déjeuner chez M. Bodmer, M. Churchill répondit aimablement au discours un peu long de M. Max Huber. Cette allocution ne contenait rien de particulièrement intéressant.

Dans le train spécial qui conduisit M. Churchill de Genève à Berne, nous veillâmes à ce qu'on le laisse se reposer.

M. Montag m'apprit que M. Pilet-Golaz et M. le Ministre Burckhardt avaient été déjeuner à Choisi quelques jours auparavant. Il précisa d'ailleurs par la suite que M. Pilet-Golaz n'annonça son arrivée qu'au dernier moment, alors que le déjeuner avec M. Burckhardt était déjà fixé, de sorte que ce dernier

6. Pour les réactions de H. Truman et du public américain au discours de W. Churchill à Fulton, cf. le rapport politique de K. Bruggmann à M. Petitpierre du 8 mars 1946, DoDiS-2195 et la lettre de K. Bruggmann à M. Petitpierre du 8 mars 1946, DoDiS-2232.

7. Sur la position du Général Guisan dans ce différend mentionné, cf. le Rapport du Général Guisan à l'Assemblée fédérale sur le service actif 1939-1945, pour une version publiée de ce rapport, cf. E 27/15058. Pour la position du Conseil fédéral, cf. le Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le rapport du Général sur le service actif de 1939 à 1945, cf. DoDiS-2066 ou cf. FF, 1947, I, pp. 461 ss. Sur la discussion des deux rapports, cf. e. a. N° 112, publié dans le présent volume.

8. Pour l'organisation de la réception de W. Churchill à Berne, cf. la lettre du gouvernement bernois au DPF du 11 septembre 1946, E 2001 (E) 1/26.

n'y est pour rien. M. Churchill qualifia M. Burckhardt «d'homme très distingué». Quant à M. Pilet-Golaz, qui n'avait cessé de le contredire, notamment sur la question de l'entrée en guerre éventuelle des Etats-Unis, M. Churchill dit de lui: «Cet homme est fou. Il a reçu un coup sur la nuque»⁹.

Au Lohn, ma femme (qui s'occupait de Mrs. Churchill) fut retenue à dîner. M. Churchill lui dit que la Suisse est le pays le mieux gouverné du monde parce que la pyramide sociale y est beaucoup moins verticale qu'ailleurs. Il lui dit aussi qu'il avait eu le plaisir de parler avec le Général Guisan¹⁰.

Mme Churchill raconta ceci à ma femme: A Yalta, Staline déclara à M. Churchill, *en présence* de Gusev, l'Ambassadeur soviétique à Londres, que ce dernier est un incapable et qu'il regrettait d'avoir à Londres un pareil représentant. Ce fut si gênant que Churchill se sentit obligé de contredire Staline et de faire l'éloge de Gusev. Elle expliqua aussi à ma femme que Moscou n'est plus considéré en Russie que comme un avant-poste, le centre de gravité se trouvant derrière l'Oural, en Sibérie, où se trouvent la ville et l'Université de Tachkent (où Tito a passé six années) dont nous pouvons difficilement nous faire une idée. C'est maintenant le type mongol qui est apprécié en Russie. Du Général de Gaulle, Mme Churchill dit qu'il était fort désagréable, mais que c'était une personnalité. Lorsque Weygand demanda, en 1940, 150 avions aux Anglais, Churchill était prêt à les donner, mais de Gaulle le pria (à Bordeaux) de ne pas le faire parce que cette demande ne visait pas à renforcer le front français, mais uniquement à affaiblir l'armée britannique dont le Général Weygand souhaitait la défaite.

Berne, le 17 septembre 1946

Le matin, M. Churchill me dit, visiblement irrité, que le Consul général de Grande-Bretagne à Zurich lui avait écrit une lettre lui conseillant de ne pas parler politique dans son discours de Zurich. «De quoi parlerai-je, sinon de politique?» Je lui dis que j'ignorais tout de cette démarche. M. Montag pense que le Consul Cable sera prochainement transféré.

Le soir, M. Montag me dit que M. Churchill était ravi de son entretien avec Monsieur Petitpierre. «He is a first-class man» lui aurait-il dit. M. Churchill me dit ensuite à moi-même que cet entretien avait été très intéressant¹¹.

Zurich, les 18, 19 et 20 septembre 1946

Arrivé à l'Hôtel Dolder, M. Churchill nous invita à dîner avec lui, M. Bracher et moi. Il tenait à nous lire la première moitié du discours qu'il devait prononcer à l'Université et qu'il n'acheva que le lendemain matin¹². Jamais je ne l'ai vu en si bonne forme; il était pétillant d'esprit, ravi de son passage à Berne et un peu ému de l'idée qu'il adresserait le lendemain au

9. Pour l'opinion de W. Churchill sur M. Pilet-Golaz, cf. le rapport du Lt.-Col. H. Bracher du 18 octobre 1946, pp. 20 ss., DoDiS-2184.

10. Cf. N° 83, publié dans le présent volume.

11. Cf. le rapport de M. Petitpierre du 1er février 1947, DoDiS-2185, et sa note du 9 février 1965, E 2800/1990/106/18. Cf. aussi son rapport du 17 septembre 1946, E 2800/1990/106/14.

12. Cf. le rapport du Lt.-Col. H. Bracher du 18 octobre 1946, pp. 31 ss., DoDiS-2184.

monde un appel d'une grande portée historique. Il prévoyait une réaction hostile en URSS, mitigée en France, du moins au début, et plutôt favorable aux Etats-Unis. «Et que pensera votre propre Gouvernement, lui demandai-je» – «Il ne sera guère hostile; d'ailleurs cela m'est bien égal» fut sa réponse¹³. Il estime que les réactions de gouvernements ne sont pas décisives. Si elles sont négatives, il entend rallier l'opinion des particuliers par une espèce de plébiscite officieux, à l'exemple de ce qu'a fait l'Union pour la Société des Nations. Par cette voie indirecte, il juge possible de gagner peu à peu l'assentiment des gouvernements. «Il faut que les Français comprennent que leurs ressentiments envers l'Allemagne ne doivent pas compromettre la reconstitution d'une Europe forte et viable. – Je n'aime pas le Général de Gaulle, mais c'est la seule personnalité capable de relever la France», dit-il à ce propos. Quant à l'Allemagne, il pense que les différents «pays» dont elle se composera peut-être pourraient joindre individuellement les «Etats-Unis de l'Europe». «Le peuple allemand a maintenant une dernière chance de se faire pardonner son passé. S'il ne la saisit pas, s'il se laisse entraîner par le communisme comme il s'est laissé entraîner par le nazisme, ce sera la fin de la clémence et nous l'exterminerons».

Pour ce qui est de la Suisse, M. Churchill releva qu'elle méritait une place particulière dans la communauté internationale. Il me dit: «Vous voyez que mon discours ne contient rien de compromettant pour vous. Si j'y parlais des treize hommes du Kremlin, je comprends que vous ne vous sentiriez pas très à votre aise¹⁴.»

Je lui demandai si l'Angleterre ferait partie des «Etats-Unis de l'Europe». «J'ai préféré ne pas le souligner, répondit-il, afin de laisser aux autres le soin de nous inviter. Il ne faut pas donner l'impression que nous voulons contrôler l'Europe, bien qu'il soit évident que l'Angleterre seule est aujourd'hui capable de la diriger convenablement». Il ajouta que l'Angleterre ne pourrait guère en faire partie en même temps que la Russie: «Ou on invitera peut-être cette dernière, qui refusera, et alors, l'Angleterre pourra entrer.»

Il évoqua de nombreux souvenirs militaires et s'entretint longuement à ce sujet avec le Lt.-Col. Bracher qui vous soumettra son rapport. A deux reprises, il invita M. Bracher à se rendre en Angleterre où il le mettrait en contact avec de nombreuses personnalités. La soirée se termina sur une note philosophique.

13. *Pour les réactions du gouvernement et du public britanniques au discours de W. Churchill, cf. le rapport politique de P. Ruegger à M. Petitpierre du 24 septembre 1946, DoDiS-2176. Cf. aussi le télégramme, non reproduit, de P. Ruegger au DPF du 23 septembre 1946.*

14. *Cf. la lettre de M. Petitpierre à H. Streuli, Conseiller d'Etat zurichois, du 13 septembre 1946, dans laquelle le Conseil fédéral refuse de prendre la responsabilité politique pour le contenu du discours que W. Churchill se préparait à tenir, E 2001 (E) 1/26. A ce sujet, cf. la note de M. Petitpierre du 9 février 1965, dans laquelle celui-ci se souvient que [l]orsque la question fut discutée au Conseil fédéral, le Chef du Département de Justice et Police émit l'avis que je devais, comme Chef du Département politique, demander à M. Churchill de me soumettre préalablement le texte de son discours. Je m'y refusai catégoriquement. En définitive, le Conseil fédéral donna son accord à ce que ce discours fût prononcé, en admettant que deux conditions étaient remplies, dont l'une au moins ne l'était pas, à savoir qu'il ne s'agissait pas essentiellement d'un discours politique. Cf. E 2800/1990/106/18.*

«Le Bon Dieu est un auteur dramatique qui a de la chance; le monde entier prend part à sa comédie. Mais en ce moment, Il doit être un peu ennuyé au sujet du dénouement de la pièce: il y aura beaucoup de morts».

Le lendemain, à l'Université, les applaudissements furent frénétiques. M. Churchill se montra sensible à mes éloges et me dit: «Vous voyez bien que je n'ai pas parlé des Russes». L'accueil du peuple zurichois fut chaleureux, mais moins vif cependant que celui des Bernois.

Le déjeuner à l'Hôtel de Ville manquait un peu de distinction et de gaieté. Il paraît que le Consul général anglais, sans doute parce que M. Churchill ne l'avait pas salué la veille, à la gare, s'y est moqué de lui en disant que son discours ne valait rien et que Churchill n'a plus aucune influence. Certains Zurichois n'aiment pas M. Cable, surtout à cause du zèle draconien avec lequel il mania la liste noire pendant la guerre.

Au dîner offert le soir du 19 par l'Université, M. Churchill fit une belle allocution dans laquelle il précisa en quelque sorte le sens de son discours. Après avoir évoqué le charme des vieux temps, il parla des innombrables termitières qu'il avait vues en Australie, où chaque termite accomplit mécaniquement sa fonction, image du progrès que veut nous imposer le régime soviétique. Il leva son verre à la santé de l'être humain, du «bonhomme» que le communisme cherche à piétiner.

Dans la voiture, il me dit que la presse anglaise n'avait pas compris son discours en le qualifiant de «paroles de paix»¹⁵. Lorsqu'il me parla ensuite de l'ingratitude de la France envers Clemenceau, je lui demandai si l'Angleterre n'avait pas agi de même envers lui. Il répondit: «Ce n'est pas la même chose. Les conservateurs avaient été au pouvoir depuis très longtemps. Il faut être Anglais pour bien comprendre notre politique». Il reconnut ensuite que l'Angleterre et la France sont en grande partie responsables de l'avènement d'Hitler. «N'est-il pas vrai, demandai-je, qu'à l'époque de Munich, les forces françaises et anglaises auraient pu étouffer le nazisme?» « Certainement, répondit-il. L'Angleterre ne s'est jamais rendue coupable de méchanceté, mais souvent de stupidité».

De retour à l'hôtel, malgré les cinq discours qu'il avait faits au cours de cette journée fatigante, il exigea que nous prenions un whisky avec lui. Dans l'intervalle, votre télégramme était arrivé¹⁶, il nous en donna lecture et dit: c'est vraiment très gentil de la part de Monsieur Petitpierre.» Il se déclara une fois de plus enchanté de son séjour en Suisse, et nous fit encore un petit discours où il dit: «Qu'est-ce que désirent les hommes? Les jeunes gens veulent épouser les jeunes filles, avoir des enfants, jouir un peu de la vie... mais les politiciens moisis proposent toutes sortes d'autres buts et nous précipitent ainsi dans la pire des catastrophes».

15. Cf. note 8.

16. Cf. N° 91, publié dans le présent volume.

93

E 2802/1967/78/9

[DoDiS-314]

Notice interne du Département politique¹

NOTICE À L'INTENTION DE MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL PETITPIERRE

YG

Berne, 24 septembre 1946

Samedi dernier, j'ai eu un long entretien avec M. Ristić, Ministre de Yougoslavie à Berne. Nous avons fait ensemble un tour d'horizon politique et avons constaté, à cette occasion, une divergence de vue assez profonde entre les points de vue suisse et yougoslave. Je retiens, à toutes fins utiles, quelques-unes des divergences les plus saillantes:

1. La Suisse et l'ONU².

La thèse yougoslave peut être récapitulée comme il suit: La Suisse est un pays qui, par une chance imméritée due à sa situation géographique, a pu échapper à la guerre. La conséquence logique de cet état de choses devrait être pour le Gouvernement suisse de tâcher de mettre tout en œuvre pour aider les pays dévastés et collaborer à la reconstruction du monde entier. Or, la Suisse refuse cette collaboration sous prétexte de sa neutralité, même dans les affaires purement humanitaires (le Don Suisse travaille indépendamment des Nations Unies). L'ONU poursuit des buts essentiellement pacifiques et tend à éliminer toute possibilité d'un conflit armé. La Suisse refuse de collaborer, ce qui équivaut à un isolement volontaire de la communauté des peuples. La Yougoslavie comprend très bien le point de vue suisse pour autant qu'il s'agit d'un conflit armé, mais ne comprend pas la neutralité là où il n'y a pas de conflit. Parler continuellement de la neutralité au peuple suisse équivaut à une propagande contre les Nations Unies, car on pourrait en déduire qu'un conflit armé est imminent et qu'il vaut mieux se servir de l'arme traditionnelle qui a fait ses épreuves pendant deux guerres que de prêter son concours aux Nations Unies dont la décomposition semble être uniquement une question de temps.

2. La neutralité suisse³.

A l'avis de M. Ristić, on ne peut parler de neutralité que lorsqu'un conflit militaire éclate. Si l'on parle de neutralité dans des moments où il n'y a pas de conflit armé, il faut avoir une attitude politique générale qui exclue toute équivoque. Or, la Suisse, tout en se considérant neutre, a permis à M. Churchill de prononcer sur son territoire un discours extrêmement inopportun⁴ qui provoquera sans aucun doute des réactions du côté de l'URSS et de la France. Ceci n'a pas empêché le peuple suisse de recevoir avec enthousiasme

1. Cette notice est rédigée par A. Zehnder.

2. Cf. table méthodique du présent volume: La Suisse et l'ONU.

3. Cf. table méthodique du présent volume: Doctrine officielle de la neutralité.

4. Au sujet du discours de W. Churchill prononcé le 19 septembre 1946 à Zurich, cf. E 2001 (E) 1/26. Cf. aussi Nos 91 et 92, publiés dans le présent volume et la table méthodique du présent volume: Grande-Bretagne – Relations politiques.

l'auteur de ce discours. M. Ristić a fait son rapport à Belgrade et il est convaincu que son gouvernement considérera le fait signalé comme une tendance de la politique suisse à se départir de sa politique de neutralité et de s'associer, pour le moment inofficiellement et légèrement, au bloc occidental. M. Ristić ne croit pas que M. Churchill ait pu prononcer ce discours sans le consentement préalable du Gouvernement britannique. Il est convaincu également que le Gouvernement suisse n'a pas pu avoir de doute à ce sujet. Il a néanmoins permis que ce discours soit prononcé à Zurich⁵ et diffusé par toutes les stations radiophoniques suisses et étrangères.

La presse suisse également a commencé à propager assez bruyamment le point de vue anglo-américain. Il ne faut pas s'étonner si, à l'est de la ligne de démarcation, on devient quelque peu méfiant et voit dans ces manifestations des signes précurseurs d'une nouvelle politique suisse.

3. M. Ristić constate que les 9/10^{èmes} de toutes ses démarches auprès du Département politique sont restés sans suite. Il rappelle les problèmes suivants:

a. La surveillance de l'activité politique des émigrants yougoslaves en Suisse: D'après les informations que la Légation de Yougoslavie possède, il s'est formé en Suisse un centre yougoslave antidémocratique qui développe une forte activité tant en Suisse qu'à l'étranger tendant à renverser le gouvernement yougoslave actuel. Ce centre dispose de postes émetteurs et récepteurs, de courriers secrets entre la Suisse, la France et l'Autriche; il distribue un matériel considérable de propagande fasciste. Le Roi Pierre II de Yougoslavie⁶, qui a passé presque deux mois à St Moritz, est entré en contact étroit avec ce centre et lui a donné des directives pour continuer la lutte. La Police fédérale n'a rien fait et n'a donné aucune suite aux protestations de la Légation yougoslave.

b. Bien que la Légation ait demandé depuis longtemps et à plusieurs reprises le rapatriement des Yougoslaves, militaires et civils⁷, le Gouvernement suisse et surtout certains cantons catholiques n'y ont prêté aucune attention. La Légation a même constaté une propagande assez sérieuse dans les camps des internés tendant à dissuader ceux des émigrés qui ont exprimé le désir de rentrer dans leur pays.

c. La Légation a signalé plusieurs cas de criminels de guerre qui se trouvent sur territoire suisse. Le Département politique a, dans chaque cas, répondu qu'il ignorait la présence de ces criminels de guerre en Suisse. M. Ristić a l'impression que la police suisse, ayant retrouvé ces criminels, les faisait passer clandestinement la frontière suisse pour pouvoir dire au Gouvernement yougoslave qu'ils n'étaient pas présents⁸.

d. Le Gouvernement yougoslave ayant décrété que tous les internés militaires et civils devraient retourner en Yougoslavie et qu'en cas de refus, ils

5. *Remarque de M. Petitpierre en marge*: local fermé.

6. *Au sujet du séjour en Suisse du roi Pierre II*, cf. E 2001 (E) 1967/113/384, *PVCF N° 1671 du 28 juin 1946*, E 1004.1 1/470 et N° 171 du 21 janvier 1947, E 1004.1 1/477.

7. Cf. Bericht über eine Beprechung betreffend Behandlung und Heimschaffung der jugoslawischen Internierten, am 3. August 1945, DoDiS-1751. Cf. aussi E 2001 (D) 3/312.

8. *Remarque de M. Petitpierre en marge*: preuves.

perdraient la nationalité yougoslave, la Légation a demandé aux Autorités fédérales de lui fournir une liste complète des réfugiés yougoslaves pour être en mesure d'aviser, par lettre recommandée, chacun des intéressés⁹. Cependant, le Département politique vient de refuser la liste en question.

e. Une fois seulement, M. Ristić a pu enregistrer un succès. Ce fut lorsque M. le Ministre Stucki est venu à la Légation pour exprimer les regrets du Gouvernement fédéral pour l'assassinat d'un interné yougoslave par le commandant du camp¹⁰. En même temps, il a remis un chèque de frs s. 20'000.-. Lorsque, plus tard, le Gouvernement yougoslave a demandé que le montant de l'indemnité soit augmenté en faveur de la mère de l'assassiné, le Gouvernement suisse le refusa. Pour comble, le Tribunal de Genève, saisi de l'affaire, vient de prononcer une peine extrêmement légère: une année de prison avec sursis.

f. Plusieurs journaux catholiques, parmi lesquels les «Neue Zürcher Nachrichten», ont publié un entrefilet accusant la Légation de Yougoslavie d'entretenir en Suisse des agents de la «OZNA» (Guépéou yougoslave)¹¹. Le Département politique, saisi de cette affaire par M. Ristić, avait promis de demander des explications à la rédaction du journal et de faire démentir la nouvelle lancée à la légère. Bien que plus de 15 jours se soient écoulés depuis lors, M. Ristić n'a pas encore vu ce démenti. Il demande un démenti formel, en bonne et due forme, signé par le Département fédéral de Justice et Police, puisque ce Département a été expressément indiqué par le journal dont il s'agit comme ayant en mains les preuves de l'activité de l'OZNA.

Les insinuations de M. Ristić me paraissent suffisamment sérieuses pour qu'il vaille la peine de les voir de près. J'ai fait convoquer, à cette fin, une conférence interne et je demanderai la réunion d'une conférence interdépartementale (Politique, Division de Police, Ministère public) au début de la semaine prochaine¹². Après cette conférence seulement, je pourrais proposer la ligne de conduite à suivre dans nos relations avec la Yougoslavie.

9. Cf. la lettre de M. Ristić au DPF du 16 juillet 1945, E 2001 (D) 3/311.

10. Au sujet de la mort du réfugié civil M. Todorović à Bremgarten, cf. E 2001 (D) 3/312. En fait Todorović n'a pas été tué par le commandant du camp, mais par un soldat.

11. A ce sujet, cf. E 2001 (E) 1970/217/61.

12. Sur cette conférence, cf. la notice d'A. Zehnder à M. Petitpierre du 30 septembre 1946, DoDiS-1750.

E 1004.1 1/473

[DoDiS-1994]

*BUNDESRAT**Protokoll der Sitzung vom 27. September 1946*2442. AUFNAHME DER WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN MIT DER AMERIKANISCHEN
UND ENGLISCHEN BESATZUNGSZONE IN DEUTSCHLAND

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 24. September 1946

«Der Handelsverkehr mit dem früheren deutschen Wirtschaftsraum beschränkt sich heute noch auf die französische und die russische Besatzungszone. Bei der einen hat schon im November 1945¹ die Regelung des Grenzverkehrs, bei der andern kürzlich² das Bedürfnis, bestimmte Waren aus der Schweiz zu beziehen, den äussern Anlass zu generellen Vereinbarungen über den Waren- und Zahlungsverkehr mit der Schweiz gegeben. Im Verhältnis zu den anglo-amerikanischen Besatzungszonen³ blieb auch die Anbahnung eines geregelten Warenverkehrs vermittelt privater Kompensationsgeschäfte erfolglos, weil die betreffenden Besatzungsbehörden derartige Geschäfte grundsätzlich ablehnen. Nur «on a government to government basis» wäre nach Auffassung der massgebenden alliierten Stellen in vereinzelt Fällen ein Geschäftsabschluss gegen Dollarzahlung möglich gewesen. Aus grundsätzlichen Erwägungen und der Konsequenzen halber ist jedoch schweizerischerseits nicht auf solche Staatsgeschäfte eingetreten worden.

Erst im Zusammenhang mit der Akkreditierung von Herrn Legationsrat de Rham als «senior consular representative» bei den zentralen britischen Besatzungsbehörden äusserten diese die Bereitschaft, mit der Schweiz in Verhandlungen über eine grundsätzliche Regelung des beidseitigen Warenverkehrs einzutreten. Wie schon bei früheren vereinzelt Lieferofferten wird aber ein Geschäftsabschluss «on a government to government basis» zur Bedingung gemacht. In gleicher Weise hat auch die für den Aussenhandel in der amerikanischen Zone zuständige Stelle in Berlin, das OMGUS (Office of Military Government for Germany, United States) anlässlich der mündlichen Kontaktnahme im Verlaufe der Verhandlungen mit der sowjetischen Militäradministration in Berlin zu der Frage der Aufnahme der Wirtschaftsbeziehungen Stellung genommen. Von beiden Besatzungsbehörden wurde gewünscht, vorgängig der Wirtschaftsbesprechungen detaillierte Zusammenstellungen über die schweizerischen Bezugswünsche zu erhalten. Es zeigt sich, dass bei beiden Zonen nun vor allem Interesse an einer Ingangbringung der

1. Zu den Wirtschaftsverhandlungen im Oktober/November 1945 mit der französischen Besatzungszone vgl. E 7110/1967/32/900 Deutschland/14.

2. Zu den Wirtschaftsbeziehungen mit der sowjetischen Besatzungszone Deutschlands vgl. das BR-Prot. Nr. 1700 vom 22. Juli 1947, E 1004.1 1/483, DoDiS-1580.

3. Zu den Verhandlungen mit diesen beiden Zonen vgl. E 7110/1967/32/900 Deutschland/15 und 16.

Ausfuhr nach der Schweiz besteht, um durch den damit verbundenen Dollaranfall die beträchtlichen finanziellen Leistungen ihrer Länder zugunsten Deutschlands zu reduzieren. Ein Import von Schweizerwaren wird erst in zweiter Linie in Betracht kommen. Dem Inhalt eines der amerikanischen Gesandtschaft in Bern vom OMGUS zugegangenen Telegramms und den Erklärungen einzelner Mitarbeiter von Frederick Winant, civilian chief, Trade and Commerce Branch des OMGUS zufolge ist insbesondere mit der Lieferung folgender deutscher Waren aus der amerikanischen Zone zu rechnen:

Hopfen, Porzellanwaren, Spielzeuge, Photoapparate und andere feinmechanische Präzisionsinstrumente, Bijouterie- und Silberwaren, Auto-Ersatzteile, Setzmaschinen-Matrizen für das schweizerische Druckereigewerbe, Graphit-Elektroden, Isolationsmaterial (Steatit), Christbaumschmuck.

Ausserdem soll das OMGUS ganz allgemein daran interessiert sein, auf der Basis von Lohnarbeitungs-geschäften gegen die Anlieferung der entsprechenden Rohstoffe Halb- oder Fertigfabrikate zu liefern, was sich unter Umständen speziell für die schweizerische Textilindustrie vorteilhaft auswirken könnte. *Die Bezüge aus der Schweiz* müssten dagegen auf die für eine minimale Aufrechterhaltung der deutschen Wirtschaft unentbehrlichen Artikel, wie Lebensmittel, Saatgut und sonstige Sämereien, Düngemittel, Schädlingsbekämpfungsmittel, Textil- und andere Rohstoffe und Halbfabrikate beschränkt werden. Es versteht sich, dass diese Bezugswünsche schweizerischerseits nur in ganz geringem Umfang befriedigt werden können. Nähere Angaben darüber, wie sich die englischen Besetzungsbehörden die Gestaltung eines Warenaustausches vorstellen, fehlen.

Neben den Listen über die schweizerischen Bezugswünsche und Liefermöglichkeiten, die vor allem die Artikel des herkömmlichen friedensmässigen Warenverkehrs mit Deutschland beschlagen, wie Tonerde, Kalisalze, Eisen- und Stahlprodukte, Chemikalien, Werkzeuge etc. – über den Bezug von Kohle wird wohl nicht verhandelt werden können, da hiefür die ECO in London zuständig ist – wurde den englischen und amerikanischen Besetzungsbehörden ein vorläufiges Verhandlungsprogramm übergeben, welches die nach schweizerischer Auffassung abzuklärenden Punkte zusammenfasst. Es sind dies:

1. Festsetzung des Abwicklungsmodus für Import- und Exportgeschäfte zwischen den betreffenden Besetzungsbehörden und den schweizerischen Firmen (der Abschluss von Staatsgeschäften wird weiterhin abgelehnt werden müssen, umso mehr als nach neuesten Meldungen heute die Haltung, insbesondere britischerseits, in bezug auf die Frage der Vertragsabschlüsse von Regierung zu Regierung weniger starr sein soll).

2. Festsetzung des Zahlungsmodus: Errichtung eines Schweizerfrankenkontos zugunsten der zuständigen alliierten Aussenhandelsstelle bei der Schweizerischen Nationalbank in Zürich, aus welchem die allfälligen schweizerischen Lieferungen bezahlt werden können. Der jeweilige Saldo auf Monatsende zugunsten der Besetzungsmächte könnte in USA-Dollars abgerufen werden.

3. Fixierung von beidseitigen Warenbezugslisten.

4. Frage der Zulassung schweizerischer Presseerzeugnisse in der amerikanischen und englischen Zone.

5. Abklärung der Übermittlung von Geschäftskorrespondenz zwischen den alliierten Aussenhandelsstellen und den Schweizerfirmen sowie der Schweizerischen Nationalbank.

6. Sicherstellung der Transporte in beidseitiger Richtung.

Einen weiteren Verhandlungspunkt bildet auf Vorschlag des Politischen Departements die Frage der Erteilung von Ein- und Ausreisevisen durch die Besetzungsregierungen für Geschäftsreisende, für Schweizerbürger, die sich zu Ferienaufenthalten oder Besuchszwecken in die Heimat begeben möchten, und für Landsleute, die vor oder nach dem Zusammenbruch des Deutschen Reiches in die Schweiz zurückgekehrt sind und wieder nach Deutschland an ihren früheren Wohnort bzw. ihre frühere Arbeitsstätte zurückkehren möchten.

Die Verhandlungspartner sind die Trade and Commerce Branch, Economic Division des OMGUS in Berlin einerseits und die Commerce Section, Economic Division, Control Commission for Germany (British Element) in Minden anderseits. Auf speziellen Wunsch der Besetzungsmächte soll sich nur eine kleine Delegation nach Berlin begeben. Ob und inwieweit im Zusammenhang mit der vorgesehenen wirtschaftlichen Verschmelzung der anglo-amerikanischen Besetzungszonen die Besprechungen, zu welchen die Einladungen durch die beiden Besetzungsmächte separat ergangen sind, zusammengelegt werden können, wird sich erst an Ort und Stelle zeigen.»

Antragsgemäss wird

beschlossen:

1. Vom vorstehenden Bericht wird im zustimmenden Sinne Kenntnis genommen und anfangs Oktober sind die Verhandlungen entsprechend den obigen Ausführungen aufzunehmen. [...]»⁴

4. Die Verhandlungen mit der englischen und der amerikanischen Zone wurden am 18. Oktober 1946 abgeschlossen, vgl. BR-Prot. Nr. 2622 vom 18. Oktober 1946, E 1004.1/1474, DoDiS-1484. Für die Wirtschaftsdelegation wurden folgende Mitglieder bestellt: P. V. Keller, E. Frey, F. Real, H. Hürzeler, H. Marti.

95

E 2001 (E) 5/10

[DoDiS-124]

*Le Professeur W. E. Rappard¹ au Chef du Département politique,
M. Petitpierre*

L

Montréal, 28 septembre 1946

Ci-joint je me permets de vous faire tenir, avec ma traduction allemande, un article paru dans le *Montreal Daily Star* du 26 septembre², un des principaux

1. *Le Professeur W. Rappard était Délégué gouvernemental suisse à la Conférence de l'OIT à Montréal, qui eut lieu du 19 septembre au 9 octobre 1946. Sur la nomination de Rappard à cette délégation, cf. PVCF N° 2120 du 19 août 1946, cf. E 1004.1/472.*

2. *Non reproduits.*

journaux d'ici. Cet article a provoqué, non seulement dans des milieux du BIT, mais encore chez plusieurs délégués avec qui j'ai pu m'entretenir jusqu'ici, un vif étonnement et même une véritable indignation.

A ce propos j'ai eu hier une longue conversation avec M. Jenks, le fort intelligent conseil juridique du BIT qui est un collaborateur particulièrement intime et influent de M. Phelan. Je lui ai demandé si le BIT avait reçu une lettre de M. Lie, engageant l'OIT de ne rien entreprendre à Genève sans son consentement et avant la conclusion de l'accord en discussion avec le gouvernement fédéral. M. Jenks m'a répondu qu'il avait déjà recueilli d'autres rumeurs au sujet d'une telle lettre, mais qu'à sa connaissance elle n'était pas parvenue à Montréal³. Il a ajouté qu'il ne manquerait pas de m'informer de sa réception éventuelle qui déterminerait une réaction très vive du BIT. Lui-même, ainsi que les premiers délégués du gouvernement, des patrons et des ouvriers britanniques, m'ont expressément assuré qu'il était d'ores et déjà acquis que la prochaine conférence du travail aurait lieu à Genève et qu'ils n'admettraient pas un veto du Secrétaire général des Nations Unies à ce sujet.

M. Jenks ne m'a pas caché que M. Lie était furieux de l'accord conclu entre le Gouvernement suisse et l'OIT et de la clause de sécurité que comportait cet accord⁴. Une telle clause lui paraissait cependant à lui, Jenks, ainsi qu'à tous les correspondants consultés comme pleinement justifiée. J'ajoute que dans un projet de convention générale sur les droits et immunités de l'OIT qui est soumis à la conférence, une clause de sécurité est prévue même pour autoriser les Etats membres de l'Organisation à faire la censure de la correspondance de celle-ci sur leur territoire en temps de guerre.

Tout ce que j'apprends ici est malheureusement de nature à confirmer pleinement ce que je soupçonnais depuis longtemps, à savoir que dans ces pourparlers avec le Gouvernement suisse, M. Lie recourait à des moyens de pression tout à fait injustifiés. S'il devait s'avérer que la lettre susmentionnée n'aurait vraiment pas été expédiée à Montréal, il y aurait même de sa part un élément de bluff particulièrement regrettable et dont dans toute mon expérience internationale je n'aurais jamais vu de l'équivalent.

Bien qu'il me soit pénible de ne pas me sentir pleinement d'accord avec vous à ce sujet, je manquerais à mon devoir le plus clair et j'abuserais de votre confiance si je ne vous répétais pas combien il me paraîtrait déplorable et dangereux pour l'avenir de laisser tomber la clause de sécurité en se laissant imposer la volonté du Secrétaire général des Nations Unies à ce propos.

Je vous dicte ces lignes aujourd'hui pour gagner du temps. Il est probable qu'avant qu'elles vous parviennent vous auriez eu, par une voie plus rapide, le résumé d'autres conversations que j'aurai eues avec M. Phelan lui-même et avec d'autres délégués ici.

PS⁵: Le samedi 29 sept. 1946 midi 10. J'ai eu une bonne conversation intime avec Phelan ce matin. Il m'a confirmé qu'il n'avait pas reçu la lettre dont

3. Sur la Conférence de Montréal de l'OIT, cf. E 2001 (E) 1/181.

4. Sur cet accord, cf. N° 83, publié dans le présent volume, note 6; sur l'attitude de T. Lie, cf. aussi le télégramme de F. Gyax à M. Petitpierre du 13 septembre 1946, DoDiS-41.

5. Le PS est manuscrit.

M. Lie a montré une copie à notre Consulat général. Lui aussi tient pour définitivement acquis que la Conférence en 1947 aura lieu à Genève. Lie n'aurait pas encore expressément autorisé l'usage du Palais des Nations pour cela. Voilà où en sont les choses. La pression sur nous est claire. J'ose espérer qu'elle sera inefficace.

96

E 2800/1990/106/19
[DoDiS-254]

Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre

ENTRETIEN AVEC M. SPAAK, LE MERCREDI 9 OCTOBRE 1946, À PARIS¹

1. Conférence de la paix²

M. Spaak pense que l'on perd beaucoup de temps à discuter des questions de caractère accessoire au lieu de s'attaquer surtout à l'examen des problèmes essentiels. Il y a incompréhension réciproque sur la question de Trieste et on n'a pas abordé le problème de l'administration de la ville, pourtant primordial.

2. Attitude de la Suisse à l'égard des Nations Unies³

J'ai exposé à M. Spaak le point de vue suisse sur l'installation éventuelle des Nations Unies à Genève. M. Spaak savait que le Secrétaire général s'occupe de régler cette question, mais se demande quels services pourront être établis à Genève et si des inconvénients d'ordre pratique ne s'opposent pas à ce que les réunions d'organes des Nations Unies aient lieu en Suisse. Il lui paraît difficile de siéger loin de l'endroit où se trouvent les archives. M. Spaak est d'avis que le siège des Nations Unies aurait dû être fixé en Europe, mais, actuellement, ce serait une erreur de revenir sur la décision prise et de transférer le siège des Etats-Unis en Europe.

J'ai ensuite exposé les raisons pour lesquelles la Suisse ne peut pas adhérer actuellement aux Nations Unies. J'ai fait part de mon intention d'adresser à M. Spaak, au début de l'assemblée générale des Nations Unies, qui doit se réunir à New York le 23 octobre, une brève lettre expliquant les raisons de notre attitude⁴. M. Spaak comprend que la Suisse reste attachée à son statut de neutralité. Nous avons échangé quelques idées sur les raisons pour lesquelles la Suisse n'a pas été entraînée dans la guerre. M. Spaak explique que le peuple suisse considère que la neutralité l'a préservé jusqu'à présent, bien que ce ne soit pas certain et que nous devons à d'autres motifs d'avoir été épargnés. Il est, au surplus, d'accord que si nous posions maintenant notre candidature à la condition que notre neutralité soit reconnue, nous n'aurions

1. *L'entretien a eu lieu à l'Hôtel Ritz à Paris et a duré 55 minutes. Cette notice non datée semble avoir été dactylographiée à Berne après le retour de M. Petitpierre.*

2. Cf. E 2001 (E) 1/165-166.

3. *Sur cette question, cf. table méthodique: La Suisse et l'ONU.*

4. Cf. N° 98, publié dans le présent volume.

aucune chance de faire admettre notre point de vue. La politique suivie par le Conseil fédéral lui paraît donc raisonnable.

3. *L'accord commercial entre la Belgique et la Suisse*⁵

M. Spaak vient de ratifier cet accord. Il pense que les échanges commerciaux entre les deux pays sont actuellement normaux et satisfaisants.

4. *Perspectives de guerre*

M. Spaak ne pense pas qu'une nouvelle guerre doive être envisagée, malgré toutes les difficultés actuelles, qu'il serait difficile de surmonter. Le problème de l'Allemagne⁶ est essentiel. Il espère que les petites puissances, comme la Belgique, seront appelées à donner leur avis, lorsqu'il s'agira de le résoudre.

5. *Situation économique en Belgique*

Cette situation présente beaucoup d'analogies avec celle de la Suisse. Les affaires sont très prospères et les mêmes problèmes se posent que chez nous, ainsi le problème de l'agriculture, de l'industrie d'exportation.

J'ai parlé avec M. Spaak des citoyens soviétiques, en particulier des Baltes, réfugiés en Belgique. M. Spaak m'a déclaré qu'il avait pris ces mesures pour qu'il n'y ait plus de Baltes dans son pays. D'après des renseignements que j'ai obtenus par ailleurs, ces Baltes auraient quitté subrepticement le territoire belge pour se rendre en Angleterre.

5. *Un accord commercial entre la Suisse et la Belgique a été conclu le 25 juillet 1945, cf. DoDiS-1766.*

6. *Sur le problème de l'Allemagne, cf. table méthodique: Allemagne.*

97

E 2001 (E) 1/258

[DoDiS-190]

*Le Conseiller de Légation du Département politique, Ph. Zutter,
au Chef de la Police fédérale des Etrangers du Département de Justice et
Police, P. Baechtold*

Copie

L XD

Berne, 10 octobre 1946

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 1er octobre¹ relative au Congrès sioniste² et de vous faire savoir que notre enquête auprès de nos Légations au Caire et à Londres a donné les résultats suivants:

Notre Légation au Caire a relevé³ que les journaux égyptiens avaient publié sans commentaires un communiqué de Jérusalem annonçant la réunion pro-

1. *Non reproduite.*

2. *Le 22ème Congrès sioniste a lieu à Bâle du 9 au 21 décembre 1946.*

3. *Document non reproduit.*

chaîne du Congrès sioniste en Suisse. Cette nouvelle n'a provoqué aucune réaction particulière, la Suisse étant considérée comme un lieu traditionnel de réunions internationales.

Notre Ministre à Londres a exposé la question à Sir Orme Sargent⁴, remplaçant de M. Bevin qui a considéré cette démarche comme un sondage amical et a déclaré que le Gouvernement britannique ne voudrait sans doute pas s'immiscer dans cette affaire qui est de notre ressort. Il a demandé en outre quels étaient les organisateurs du Congrès.

Nous avons renseigné sur ce point notre Ministre à Londres et lui avons fait part de la décision prise entre-temps par le Conseil fédéral⁵ d'autoriser la réunion du Congrès en Suisse.

4. Document non reproduit.

5. Non retrouvée. Selon une lettre, non reproduite, de la Police fédérale des Etrangers la décision du Conseil fédéral aurait été prise le 20 septembre. A croire d'autres documents, la décision fut plutôt prise par le Conseil fédéral lors de sa séance du 24 septembre 1946.

98

E 2800/1967/59/16

[DoDiS-39]

*Le Chef du Département politique, M. Petitpierre,
au Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, P.-H. Spaak¹*

Copie²

L. Confidentiel

Berne, 19 octobre 1946

La plupart des Etats restés neutres pendant la dernière guerre ont demandé récemment leur admission dans les Nations Unies. Il me paraît opportun de vous faire connaître brièvement les raisons pour lesquelles la Suisse n'est pas en mesure de vous adresser actuellement une telle demande et de vous donner quelques précisions sur sa position à l'égard des Nations Unies.

Le gouvernement et le peuple suisses ont toujours été et sont encore aujourd'hui prêts à s'associer activement à tous les efforts qui s'accomplissent en vue de créer et de maintenir dans le monde un régime de paix et de sécurité fondé sur le droit. Ils ont salué avec joie les buts proclamés par les Nations Unies dans la Charte de San Francisco et conformes à ceux constamment poursuivis par la Confédération. Ils partagent sans réserve les espoirs qu'a fait naître cet acte de sagesse, qui doit permettre un jour à tous les peuples réconciliés d'assurer en commun le développement harmonieux de la vie internationale.

Rien n'empêcherait donc en principe la Confédération d'adhérer aux Nations Unies, si le maintien de son statut international lui était assuré au sein

1. Sur la réaction de P.-H. Spaak à la lecture de cette lettre, cf. N° 100, publié dans le présent volume. Voir aussi la réaction de K. Bruggmann, cf. N° 99, publié dans le présent volume.

2. Pour une autre copie, cf. E 2800/1967/59/5.

de la nouvelle Organisation. Ce statut international est celui de la neutralité perpétuelle.

La question de l'adhésion de la Suisse aux Nations Unies ne peut être tranchée ni par le Conseil fédéral ni par les Chambres fédérales. La décision appartient au peuple et aux cantons et ne peut être prise qu'à la double majorité du peuple et des cantons³. Il n'y a guère de doute que, si aujourd'hui ou demain, le peuple et les cantons étaient appelés à choisir entre une adhésion inconditionnelle aux Nations Unies et la neutralité, ils se prononceraient pour le maintien du régime actuel, non par hostilité ou indifférence à l'égard des Nations Unies, mais par attachement à un statut consacré par la Constitution, que le peuple suisse s'est librement donnée, reconnu à plusieurs reprises comme un principe du droit des gens par les Puissances européennes, et auquel la Suisse doit son indépendance et sa paix intérieure. Le peuple suisse est en outre convaincu, en se fondant sur l'expérience, que son statut de neutralité dans les périodes de guerre, grâce aux actions qu'il rend possibles, lui permet de manifester d'une façon plus efficace sa solidarité avec les autres peuples et de rendre plus de services à la cause de l'humanité que s'il abandonnait ce statut pour s'associer lui-même à un groupe de belligérants.

Le Conseil fédéral pense donc qu'il faut éviter que la question d'une adhésion éventuelle aux Nations Unies ne soit posée sous la forme d'une alternative et juge qu'il serait inopportun de procéder aujourd'hui à une consultation populaire. La position actuelle de la Confédération à l'égard des Nations Unies se présente ainsi:

Si l'on admet qu'il y a une incompatibilité absolue entre le statut international de la Suisse, auquel celle-ci entend demeurer fidèle, et la qualité de membre des Nations Unies, la Suisse ne peut pas adhérer à celles-ci, mais elle est prête à participer à toutes les activités internationales qui pourraient s'exercer, en dehors du plan strictement politique et militaire, sous l'égide des Nations Unies. Bien plus, vous savez que la Suisse est prête à faciliter l'activité des Nations Unies sur son territoire, dans la mesure où elles jugeront opportun d'utiliser pour y tenir des réunions et pour y installer des services, les bâtiments qu'elles ont repris à Genève de la Société des Nations⁴.

Si, malgré les dispositions de la Charte, les Nations Unies envisagent que le statut international exceptionnel de la Suisse peut être reconnu en cas d'admission de celle-ci comme membre des Nations Unies, le Conseil fédéral est prêt à examiner si d'autres obligations pourraient être assumées par la Confédération au sein de la nouvelle Organisation en lieu et place de celles dont elle serait dispensée.

En exprimant l'espoir que les Nations Unies comprendront les raisons profondes pour lesquelles la Suisse ne peut solliciter son admission inconditionnelle dans les Nations Unies, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

3. Sur le référendum obligatoire en matière de traités internationaux, cf. RO, 1921, vol. 37, p. 305 et FF, 1914, III, p. 451ss. et FF, 1919, II, p. 208ss.

4. Sur l'installation des Nations Unies dans les bâtiments de la Société des Nations à Genève, voir e. a. Nos 15 et 95, publiés dans le présent volume, et E 2001 (E) 5/9-11.

E 2001 (E) 5/3

[DoDiS-55]

*Der schweizerische Minister in Washington, K. Bruggmann,
an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre*

Kopie

S

Washington, 29. Oktober 1946

Vor meiner Abreise¹ in die Schweiz war ich im State Department darauf aufmerksam gemacht worden, dass bei meiner Rückkehr mit mir über die Frage des Beitrittes der Schweiz zu den Vereinigten Nationen diskutiert werden solle. Ich hatte ja dann Gelegenheit, mit Ihnen über dieses Problem zu sprechen.

Bei meinen Besuchen, die ich seit meiner Rückkehr im State Department machte, konnte ich gleich feststellen, dass dieses Problem gerade jetzt für weniger aktuell angesehen wird als vor den Ferien. Die Debatten in Paris² haben im State Department die Auffassung gezeitigt, dass es recht verständlich sei, wenn die Schweiz vorderhand keine Eile zeige, in dieser Frage zu verhandeln. Der Chef der Abteilung für Europa meinte, die Schweiz solle ruhig ein halbes Jahr zuwarten; sein Stellvertreter sprach von einem ganzen Jahr. Die persönliche Meinung dieser Herren geht dahin, dass es möglich sein sollte, eine für die Schweiz genügende Klausel zur Beibehaltung der Neutralität durchzusetzen, wenn die Angelegenheit einmal spruchreif sei. In der Sektion des State Department, welche sich speziell mit den Beziehungen zu den Vereinigten Nationen befasst, äusserte man sich in ähnlicher Weise, nur sprach deren Chef die Meinung aus, die Schweiz müsse schliesslich gewisse Verpflichtungen zur Unterstützung von Polizeiaktionen der Vereinigten Nationen wohl auch übernehmen. Ich hielt es nicht für angezeigt, mich in eine ausgiebige Diskussion darüber einzulassen, sondern begnügte mich zu betonen, dass die Schweiz an dem Grundsatz ihrer Neutralität, so wie sie sich zur Aufrechterhaltung ihrer Unabhängigkeit als nötig erwiesen habe, festhalten müsse.

Ein Glied des Obersten Gerichtes, mit dem ich über die Angelegenheit sprach, hatte hingegen wieder die Auffassung, dass der Beitritt der Schweiz unter Wahrung der Neutralität möglich sein sollte.

Aus diesen und andern Besprechungen ist zu schliessen, dass die amerikanische Haltung in dieser Angelegenheit noch nicht eindeutig ist und dass jedenfalls das State Department noch keine Richtlinien hierüber gegeben hat. Da es zur Zeit in der amerikanischen Regierung in jeder Hinsicht an Richtlinien fehlt, ist zu vermuten, dass diese im gegebenen Moment jene Haltung einnehmen wird, die mit ihren momentanen Interessen am besten über-

1. K. Bruggmann begab sich zwischen Mitte Juli und Anfang August in die Schweiz und kehrte zwischen dem 9. und 15. Oktober wieder nach Washington zurück.

2. Es handelt sich um die Friedenskonferenz der Vereinten Nationen in Paris, die vom 29. Juli bis zum 15. Oktober dauerte.

einstimmt. Sichere Hilfe kann die Schweiz deshalb von Amerika nicht erwarten, welches sich, wenn ernstliche Widerstände von dritter Seite auftauchen sollten, sicher nicht aus grundsätzlichen Erwägungen für uns einsetzen würde. Wenn aber massgebende europäische Staaten das genügende Verständnis aufbringen und für die schweizerische Neutralität eintreten, so würde sich Amerika, wenn nicht alles täuscht, nicht widersetzen.

Vorderhand wird es das Richtige sein, mit allen Anregungen schweizerischerseits zuzuwarten und die Vorgänge im Schosse der Vereinigten Nationen möglichst genau zu verfolgen.

100

E 2001 (E) 5/5

[DoDiS-40]

Le Consul général de Suisse à New York, F. Gygax, à la Section des Organisations internationales du Département politique¹

L Confidential

New York, 30 octobre 1946

Dès que la lettre que M. le Conseiller fédéral Max Petitpierre destinait à M. Spaak² m'est parvenue, j'ai aussitôt chargé un de mes collaborateurs de se rendre à Flushing pour qu'il la remette au Président de l'Assemblée Générale, conformément aux instructions que contenait votre câble No. 150³. Avant de la faire porter, j'ai eu l'occasion d'en donner connaissance au Conseiller de Légation Kessler qui, à son tour, en informa M. le Ministre Bruggmann.

M. Spaak, qui ne paraissait pas s'attendre à recevoir une lettre du Chef du Département politique, a demandé à mon collaborateur s'il s'agissait d'un message personnel ou bien d'une communication à l'Assemblée. Ce que M. Spaak a déclaré ensuite au sujet de l'opportunité de rendre ce document public, semblerait confirmer que sa réaction était spontanée. M. Christinger lui répondit qu'il s'agissait d'un exposé de la politique suisse à l'égard des Nations Unies et lui a demandé de vouloir bien ne pas faire état de ce document, du moins pas avant l'arrivée de MM. les Ministres Bruggmann, Zehnder et Secrétaire. Après avoir entendu la réaction de M. Spaak, j'ai cru pouvoir appuyer cette réponse.

M. Spaak a déclaré alors que la lettre de M. le Conseiller fédéral Petitpierre présentait un grand intérêt, mais que, à son avis, il était préférable non seulement de ne pas en faire état, mais encore de la tenir pour secrète et personnelle. Le moment lui paraissait en effet fort peu opportun à la discussion du statut international de la Confédération.

M. Spaak, qui pense se prononcer publiquement ces jours prochains contre l'admission de l'Espagne franquiste au sein d'une institution spécialisée

1. Cette lettre est vue par M. Petitpierre le 8 novembre 1946.

2. Cf. N° 98, publié dans le présent volume.

3. Non reproduit.

quelconque dépendant des Nations Unies, a estimé que l'affaire espagnole avait créé un climat défavorable à l'examen de tout statut international particulier. Au moment où les Nations Unies ne veulent pas que l'Espagne, mise à l'index⁴, puisse collaborer à une organisation rattachée à l'ONU, il ne serait pas indiqué d'insister trop sur les circonstances qui empêchent la Suisse de faire maintenant partie de l'Organisation. Bien que la situation de la Confédération et de l'Espagne ne puisse se comparer, il y aurait néanmoins un certain danger pour notre pays à être mis en parallèle avec la Péninsule ibérique, bien qu'il s'agisse de deux situations nettement différentes.

M. Spaak estime, pour une seconde raison, que le moment n'est pas encore venu pour insister sur le maintien de notre neutralité. Plusieurs Etats comme la Suède, la Norvège et le Danemark, ont renoncé, il y a relativement peu de temps, à leur politique de neutralité. Il faut éviter maintenant tout ce qui pourrait leur faire regretter cet abandon et leur donner envie de revenir à leur ancienne politique. De l'avis de M. Spaak, la neutralité est maintenant une «notion dangereuse».

Le Président de l'Assemblée a jugé que dans ces conditions, la Confédération n'a aucune raison de hâter la discussion de son statut international. Pour le moment, elle a fait part au Conseil de Sécurité de son désir de connaître les conditions d'accession à la Cour Internationale de Justice, affaire qui sera ensuite transmise à l'Assemblée Générale⁵. M. Spaak estime que la Suisse devrait, avant toute chose, se rendre compte comment cette première démarche sera accueillie, noter les questions qui seront posées et en apprécier la portée. Ce n'est qu'ensuite, après quelques mois, une fois que ce «test case» sera passé, que nous pourrions esquisser le pas suivant.

Le Président de l'Assemblée a encore assuré à mon collaborateur qu'il tiendrait la lettre du Chef du Département politique comme privée et secrète, aussi longtemps que nous partagerions sa manière de voir, dans l'intérêt même de la Suisse, et que pour éviter toute fuite du côté du Secrétariat des Nations Unies, il ferait acheminer sa réponse par les soins de la délégation belge. Je tiens à ajouter que M. le Ministre Bruggmann, informé sommairement par M. Kessler, s'est mis en rapport avec moi et m'a fait part également de ses doutes quant à l'opportunité de faire connaître maintenant le document dont il s'agit. En ce qui me concerne, je partage entièrement l'opinion de la Légation de Suisse à Washington, car j'estime aussi que l'atmosphère régnant en ce moment à New York ne se prête pas à la discussion du point de vue suisse au sein de l'Assemblée.

4. Sur l'attitude des Nations Unies par rapport à l'Espagne et les implications pour la Suisse, cf. *PVCF No 172 du 21 janvier 1947*, E 1004.1 1/477, DoDiS-1517.

5. Sur l'adhésion de la Suisse à la Cour Internationale de Justice, voir en particulier E 2001 (E) 1/206. Pour le message du Conseil fédéral, cf. *DoDiS-2074 et FF, 1947, II, pp. 525ss.*

101

E 27/19344/5

[DoDiS-158]

*Der Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre,
an den Vorsteher des Militärdepartements, K. Kobelt*

B BK

Bern, 7. November 1946

Bezugnehmend auf unsern frühern Schriftwechsel betreffend die Interpellation Oltramare¹ und das Waffenausfuhrverbot beehren wir uns, Ihnen in Anbetracht der Tatsache, dass der Beschluss des Bundesrates vom 11. Juni² zu Ende dieses Jahres abläuft, folgendes mitzuteilen.

Anlässlich der Beantwortung der Interpellation Oltramare³ im Nationalrat hat der Unterzeichnete die Erklärung abgegeben, dass der Bundesrat vor Ablauf des sechsmonatigen Verbotes die Lage erneut prüfen werde, um darüber schlüssig zu werden, ob im Interesse unserer Neutralitätspolitik eine Verlängerung desselben nötig ist.

Wie Ihnen bekannt ist, bildete die Frage der Waffenlieferungen nach Spanien⁴ die unmittelbare Veranlassung für den Erlass des Verbotes. Angesichts der internationalen Verfehlung des Franco-Regimes⁵ waren diese Exporte schlechterdings untragbar geworden. Andererseits wäre ein einseitiges Aus-

1. Diese Interpellation datiert vom 27. März 1946. A. Oltramare forderte den Bundesrat auf zu präzisieren, ob er bereit sei, die Waffenausfuhr nach Spanien gemäss Art. 41 der Bundesverfassung zu verbieten. Zur schweizerischen Waffenausfuhr nach Spanien siehe das Telegramm des EPD an die schweizerische Gesandtschaft in London, Nr. 161 vom 13. März 1946: *Interdiction générale concernant exportation d'armes ayant été abrogée après cessation hostilités, maison Hispano-Suiza Genève a obtenu du Département militaire, il y a quelques mois déjà, permis exporter Espagne 100 canons anti-aériens petit calibre avec 500'000 pièces munition. Nouvelle que 50'000 pièces munition sont prêtes pour livraison a suscité violentes critiques radio Moscou et presse gauche. Aimerions apprendre: 1. s'il existe interdiction britannique de livrer armes à l'Espagne, 2. attitude des autorités britanniques vis-à-vis éventuelles livraisons d'armes de maisons britanniques à l'Espagne, 3. comment réagit Londres au sujet de livraisons suisses d'armes à l'Espagne; vgl. E 2001 (E) 1967/113/391. Am darauffolgenden 19. März antwortete P. Ruegger dem EPD im Telegramm Nr. 220 folgendermassen: laut Foreign Office kommt Erteilung von Ausfuhrlicenzen für Waffen nach Spanien zurzeit hier nicht in Frage. USA nimmt gleiche Haltung ein. Foreign Office betont, dass jegliche militärische Stärkung Francos unerwünscht, weswegen solche Lieferungen aus neutralen Ländern auch hier nicht gerne gesehen. Foreign Office glaubt, dass Schweden zurzeit keine solchen Exporte gestatten würde. Fragen uns deshalb, ob es nicht bei Betonung unserer grundsätzlichen Berechtigung zu Lieferung angezeigt wäre, Firmen zur Rückstellung Aufträge einzuladen, eventuell Aufträge auf Rechnung Eidgenossenschaft zu übernehmen. Dies könnte als Vorstufe künftiger genereller Regelung Verbotes Waffen- und Munitionsexportes begründet werden. Vgl. ebd.*

2. Vgl. Nr. 88, Anm. 7, in diesem Band.

3. Vom 28. Juni 1946, vgl. E 1301 I/371 und E 2001 (E) 1967/113/389.

4. Siehe oben Anm. 1.

5. Vgl. Nr. 106 in diesem Band.

fuhrverbot gegenüber Spanien von dessen Regierung als unfreundlicher Akt empfunden worden, und wir hätten die Interessen der dort lebenden Schweizer sowie unsere bedeutsamen Handels-, Verkehrs- und Wirtschaftsbeziehungen gefährdet. Die damalige Lage hat sich in Bezug auf Spanien inzwischen in keiner Weise verändert. Im Gegenteil hat sich die Front derjenigen Staaten, die eine Aktion gegen Spanien befürworten, noch erweitert. So hat z. B. Belgien neuerdings scharf gegen die jetzige spanische Regierung wegen ihrer Haltung in der Angelegenheit Degrelle Stellung genommen, und der Generalsekretär der UNO⁶ selbst hat in einer kürzlichen Rede vor der Generalversammlung energische Massnahmen gegen das Regime in Spanien gefordert. Würde das Waffenausfuhrverbot aufgehoben werden, so stünden wir wiederum der Alternative gegenüber entweder durch Gewährung von Waffenlieferungen das Odium der einmütigen Weltmeinung auf uns zu laden oder durch einseitige diskriminierende Massnahmen unsere Interessen in Spanien aufs Spiel zu setzen. Die Aufrechterhaltung des Verbotes würde sich deswegen schon von diesem Gesichtspunkte aus rechtfertigen.

Indessen ist, wie Sie wissen und wie der Unterzeichnete dem Nationalrat erklärte, nicht nur die spanische Frage für den Erlass des Ausfuhrverbotes massgebend gewesen. Ausschlaggebend vielmehr war die internationale politische Lage. Die Spannung zwischen den Mächten des Ostens und des Westens hat einen derartigen Grad erreicht, dass Waffenlieferungen hochpolitische Fragen darstellen und wir uns mit der Wiederaufnahme der Waffenexporte in politische Gefahrenzonen begeben würden. Es ist unbestreitbar, dass jede der beiden Staatengruppen eine Stärkung des militärischen Potentials der andern mit höchstem Misstrauen und Unwillen sieht. Besonders ist dies der Fall für offene Brandherde wie die Türkei, Persien, die arabischen Staaten und Indonesien. Ganz besonders heikel wären auch Waffenlieferungen nach Russland und China.

Wir möchten hier nur zwei praktische Beispiele in Erinnerung rufen, die Sie und uns erst kürzlich beschäftigten. Im Zusammenhang mit einem eventuellen Kaufgesuch Ägyptens⁷ hat das Militärdepartement auf die Gefahr hingewiesen, die aus Kriegsmateriallieferungen nach diesem Lande entstehen könnten. Bereits ist der britische Militärattaché deswegen vorstellig geworden und, Ihr Departement wies mit Recht darauf hin, dass unsere eigenen Verhandlungen betreffend Waffenkäufe in England ernstlich gefährdet werden könnten, wenn wir nach Ägypten Waffen liefern. Exporte von Kriegsmaterial nicht nur nach Ägypten, sondern nach allen Staaten des vordern Orients würden uns ohne Zweifel in Schwierigkeiten mit England aber wahrscheinlich auch mit den USA und mit Russland bringen. Ein anderes Beispiel ist das Gesuch der chinesischen Regierung, Kriegsmaterial in grössern Mengen in der Schweiz zu kaufen, das uns erst vor kurzem von unserer Gesandtschaft in Nanking zur Kenntnis gebracht wurde, und von dem wir Ihnen Mitteilung machten⁸. China befindet sich, wie wir in unserem Schreiben an Sie ausführten,

6. *T. Lie.*

7. *Vgl. E 2001 (E) 1967/113/391.*

8. *Vgl. E 2001 (E) 1976/17/375.*

nicht nur in einem Bürgerkrieg, sondern es droht mehr und mehr ein Feld internationaler Auseinandersetzungen zu werden⁹. Es scheint uns keines besonderen Hinweises auf die mannigfachen Schwierigkeiten zu bedürfen, die uns entstehen würden, wenn wir China oder noch schlimmer einer Partei des in zwei feindliche Lager gespaltenen Landes Waffen verkaufen würden.

Wie aber können wir Waffenexporte nach Ägypten und nach China, um nur die beiden Beispiele zu nehmen, verunmöglichen, wenn wir sie nach andern Ländern erlauben. Es ist nahezu unmöglich, Waffenlieferungen nach gewissen Ländern zu verbieten, wenn sie nach andern gestattet sind.

Die aus Waffenlieferungen entstehenden politischen Gefahren wären um so grösser, als bei der gegenwärtigen Konjunktur für Kriegsmaterial zweifellos eine starke Aufblähung unserer Exporte erfolgen würde, der man, wie dargelegt, nicht wirksam begegnen könnte, ohne in diskriminatorische Massnahmen zu verfallen. Die Folge wäre, dass wir unaufhörlich Zielscheibe sowohl einer inländischen wie einer internationalen Pressekampagne wären.

Gerade dies aber wäre um so abträglicher als wir im gegenwärtigen Moment bemüht sind, der Weltmeinung plausibel zu machen, dass die Schweiz, um in die Organisation der Vereinten Nationen eintreten zu können, eines Sonderstatuts bedarf¹⁰. Wir unterstreichen dabei unsere staats- und völkerrechtlich einzigartige Stellung als grundsätzlich und ewig neutraler Staat, als Land, das auch in Friedenszeiten eine absolute Neutralitätspolitik verfolgt und bestrebt ist, gegenüber allen Staaten eine Friedens- und Freundschaftspolitik zu führen. Schliesslich betonen wir unsere Rolle als Träger des Gedankens des Roten Kreuzes¹¹. Dieser Argumentation liegt unsere erweiterte Konzeption der Neutralitätspolitik zugrunde, die nicht nur auf den Selbstschutz und die Selbsterhaltung des Landes bedacht ist, sondern aktiv allen Bestrebungen zur Erhaltung des Friedens dienen und sich insbesondere im Falle seiner Störung der Völkergemeinschaft für die Werke der Menschlichkeit zur Verfügung stellen will, weil deren Fortführung am ehesten vom Boden eines dauernd neutralen Landes aus sich ermöglichen lässt. Mit dieser von uns beanspruchten Rolle stünde es in einem innern Widerspruch, wenn wir in die Position eines massiven Waffenlieferanten geraten und den Staaten, mit denen wir freundschaftliche Beziehungen unterhalten, die Mittel zu ihrer gegenseitigen Bekämpfung liefern würden. Der ausgezeichnete Eindruck, den das seinerzeit erlassene Verbot in der internationalen Beurteilung gefunden hat, würde aufgehoben und die Schritte, die wir zur Anerkennung unserer besondern Stellung bei der UNO unternehmen, aufs Spiel gesetzt. Aus allen diesen Gründen ist es wichtig, wenigstens noch für die nächste Periode das Ausfuhrverbot für Waffen und Munition nicht fallen zu lassen.

Das Politische Departement verkennt keineswegs die Bedürfnisse unserer Landesverteidigung, ist doch die bewaffnete Neutralität eine der Grundlagen unserer hergebrachten Neutralitätspolitik überhaupt. Indessen scheint uns

9. Vgl. Nr. 107 in diesem Band.

10. Vgl. *Thematisches Verzeichnis in diesem Band*: Die Schweiz und die UNO.

11. Vgl. Nr. 37 in diesem Band. Vgl. auch die Notiz von E. de Haller an M. Petitpierre vom 12. September 1947, DoDiS-1712.

der Hinweis nicht unberechtigt, dass von den Hauptwaffen, die im Gebrauch unserer Armee stehen, nur eine beschränkte Zahl auf die Erfindungstätigkeit unserer privaten Rüstungsindustrie zurückgeht. Andererseits dürfen wir bei der rapiden Entwicklung der Waffentechnik nicht hoffen, auf diesem Gebiete je vom Ausland unabhängig zu werden. Der Versuch würde misslingen und müsste mit einer volkswirtschaftlich ungesunden und vor allem politisch gefährlichen Aufblähung der Rüstungsindustrie und ihrer Exporte bezahlt werden. Wir möchten in diesem Zusammenhang darauf hinweisen, dass auch die Handelsabteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements der Auffassung ist, dass eine namhafte Entwicklung unserer privaten Rüstungsindustrie unter den heutigen Umständen nicht wünschbar ist¹². Wie Sie aus dem Ihnen in der Beilage zugehenden Schreiben der Handelsabteilung entnehmen, hält diese vom wirtschaftlichen Gesichtspunkt aus betrachtet ein zeitlich begrenztes allgemeines, das heisst gegenüber allen Staaten geltendes Ausfuhrverbot durchaus für tragbar.

Um jedoch den Bedürfnissen unserer Landesverteidigung, die wir, wie gesagt, keinesfalls verkennen, Rechnung zu tragen, könnten wir uns, wenn nötig, mit Einschränkungen des Verbots nach zwei Richtungen hin einverstanden erklären. Es könnte eine Ausnahme vorgesehen werden erstens für ausrangiertes Kriegsmaterial und zweitens für die Ausfuhr von kleinkalibrigen Waffen rein defensiven Charakters. Ein in eine solche Formel gekleidetes und auf weitere sechs Monate beschränktes Verbot der Waffenexporte würde, so will uns scheinen, die Interessen unserer Landesverteidigung kaum gefährden und andererseits die von uns befürchteten Rückwirkungen auf dem Gebiete unserer internationalen Politik vermeiden.

Wir möchten Sie bitten, die vorstehenden Ausführungen zu prüfen und uns Ihre Stellungnahme bekanntzugeben. Falls Sie mit unserer Schlussfolgerung einig gehen, wären wir Ihnen ferner dankbar, wenn Sie uns einen Vorschlag für den Wortlaut eines so beschränkten neuen Waffenausfuhrverbotes unterbreiten würden¹³.

12. *Siehe den Brief von J. Hotz an das EPD vom 30. Oktober 1946:* Die Angelegenheit kann unseres Erachtens nach wie vor vom politischen und militärischen Gesichtspunkt aus behandelt werden. Angesichts der gegenwärtigen allgemeinen Hochkonjunktur vermögen wir jedenfalls keine Notwendigkeit zu erkennen, die Beschäftigungslage durch Exporte der Rüstungsindustrie zu stimulieren. Wir dürfen annehmen, dass der Delegierte für Arbeitsbeschaffung und das Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit kaum eine andere Auffassung haben werden. Ob aus militärischen Gründen ein Interesse an einer besondern Entwicklung unserer Rüstungsindustrie besteht, wird vom Militärdepartement zu beurteilen sein. Eine namhaft auf den Export eingestellte Entwicklung unserer Rüstungsindustrie würden wir unter den heutigen Umständen nicht als wünschbar erachten, nachdem der grosse Exportdrang unserer Industrie trotz der dem Ausland gewährten bedeutenden Vorschüsse bereits verschiedentlich zu Einschränkungen der Ausfuhr wegen mangelnden Zahlungsdisponibilitäten zwingt. Vom handelspolitischen Gesichtspunkt aus wäre nach wie vor ein weiteres zeitlich begrenztes und allgemein, d. h. gegenüber allen Staaten geltendes Ausfuhrverbot tragbar. *Vgl. DoDiS-2318. Vgl. auch E 2001 (E) 1967/113/389.*

13. *Am 6. Dezember 1946 füllte der Bundesrat folgenden Beschluss: Art. 1. Est interdite pour une durée de six mois, l'exportation d'armes, de munitions, et de leurs pièces déta-*

chées, ainsi que d'explosifs et d'artifices d'inflammation de tout genre compris dans la 1ère catégorie de l'article 2 du règlement du 8 juillet 1938 sur la fabrication, l'acquisition, le commerce et la distribution, l'importation et l'exportation de matériel de guerre. *Art. 2.* Le Département militaire fédéral peut cependant, sur la base d'une demande motivée, accorder l'autorisation d'exporter le matériel de guerre suivant: a) matériel de guerre d'ordonnance usagé; b) armes de défense contre avions, d'un calibre maximum de 35 mm, avec leurs munitions; c) fusées automatiques pour munitions de défense contre avions; d) armes à feu portatives, d'un calibre maximum de 9 mm; e) explosifs et moyens d'inflammation destinés à des fins civiles. *Art. 3.* Le présent arrêté entre en vigueur le 11 décembre 1946. *Vgl. BR-Prot. Nr. 3067 vom 6. Dezember 1946, DoDiS-1504.*

102

E 7110/1967/32/939

[DoDiS-1641]

*Der Delegierte des Bundesrates für Handelsverträge, H. Schaffner,
an den schweizerischen Geschäftsträger in Helsinki, F. Hegg*

Kopie

S

Bern, 26. November 1946

Mein lieber Fritz,

Ich danke Dir herzlich für Deinen liebenswürdigen Brief¹ und all die guten Wünsche. Nicht zuletzt möchte ich Dir noch für die Unterstützung herzlich danken, die Du der schweizerischen Delegation und mir in Schweden hast zukommen lassen.

Über den gegenwärtigen Stand der schweizerisch/finnischen Handelsbeziehungen orientiert Dich ein kleines Exposé, das ich Dir in der Beilage² übermache.

Was die Bemerkung von Herrn Virkkunen anbetrifft, Finnland denke im nächsten Jahr daran mehr Waren gegen freie Devisen in der Schweiz zu kaufen, so muss ich leider sagen, dass uns diese Tendenz durchaus nicht sympathisch ist. Es sind ja nicht Devisen die unserem Lande fehlen und gegen die es Waren abzugeben gewillt ist; was wir von Finnland haben müssen, sind ebenfalls Waren und zwar vor allem seine klassischen Holzprodukte, insbesondere Schnittholz, Zellulose und Papier. Dagegen wären wir wirklich nicht in der Lage gegen Valuten von Drittstaaten – es könnte sich offenbar nur um Pfund oder Dollars handeln – grössere Lieferungen nach Finnland zu unternehmen. Pfund haben wir aus dem Vertrag mit der Sterlingarea³ in überreichem Masse zur Verfügung. Aus der Kreditoperation des Monetary Agreement allein schon 10 Millionen Pfund und mit bezug auf Dollars sieht die Lage ebenfalls nicht

1. Nicht abgedruckt. Mit diesem Brief vom 15. November 1946 gratulierte F. Hegg H. Schaffner zu seiner Ernennung zum Delegierten für Handelsverträge.

2. Nicht abgedruckt. Notiz von W. Kobel vom 26. November 1946.

3. Zu den Wirtschaftsbeziehungen mit der Sterlinggebiet vgl. das thematische Verzeichnis in diesem Band: Grossbritannien – Wirtschaftsbeziehungen.

gut aus, indem uns die fortgesetzten Dollarübernahmen grosse Sorgen bereiten und vorderhand die Liefermöglichkeiten Amerikas eine zweckmässige Verwendung der grossen Dollarüberschüsse, die die Schweiz besitzt, nicht zulässt. Es ist deshalb absolut unrichtig, dass die Finnen ihre Waren auf Drittmärkten gegen Dollars verkaufen, um dann in der Schweiz dafür Maschinen einkaufen zu können. Dieses Bestreben ist einigermassen erklärlich, wenn man an das Prämiensystem denkt, das zwischen der Schweiz und Finnland besteht. Die Finnen möchten gerne für ihre traditionellen Holzprodukte auf Drittmärkten möglichst hohe Preise erzielen und für die erhaltenen Dollars ohne Prämienschlag in der Schweiz Maschinen kaufen. Ich habe bereits den finnischen Generalkonsul, Herrn Dr. Schauwecker, auf dieses Problem aufmerksam gemacht. Er wird Herrn Nykopp in dem nämlichen Sinne wie ich dies hier tue orientieren. Herr Generalkonsul Schauwecker beabsichtigt, Herrn Nykopp im Januar für einige Tage nach Bern einzuladen, um eine kurze Vorbesprechung über das künftige schweizerisch/finnische Warenprogramm vornehmen zu können. Wir möchten nämlich vermeiden, dass sich die Finnen für das Jahr 1947 gegenüber Drittstaaten ausverkaufen und uns dann schliesslich zur Bezahlung ihrer dringendsten Bezugswünsche Devisen anbieten.

Im übrigen hat sich Finnland ausserordentlich angestrengt, den Vertrag vom Juni d. J. einzuhalten. Herr Nykopp hat wirklich das Unmöglichste möglich gemacht, um die vereinbarten Schnittholz mengen in die Schweiz zu bringen. Ich werde ihm dafür noch unsere ganz besondere Anerkennung auszusprechen haben. Durch diese sehr bemerkenswerte finnische Anstrengung werden wir auch in die glückliche Lage versetzt, unsere Gegenkonzessionen Finnland zur Verfügung stellen zu können. Es freut mich, dass Du als eine der ersten Massnahmen Herrn Nykopp oder Herrn Virkkunen unsern Entscheid eröffnen kannst, dass wir für den Gegenwert der finnischen Holzlieferungen plus 50% = Total 4,5 Millionen Franken Exportrisikogarantien zugunsten Finnlands erteilen. Wir haben Dich über diesen Punkt bereits telegraphisch orientiert. [...]

P. S. Wie mir Herr Generalkonsul Dr. Schauwecker mitteilte, hat die Schweizer Spende ganz ausnahmsweise – sie beschränkt ihre Tätigkeit gegenwärtig nurmehr auf unsere Nachbarländer – für Finnland eine zusätzliche Leistung von 1 Million beschlossen.

103

E 2001 (E) 1968/78/440

[DoDiS-1957]

Interne Notiz des Politischen Departements¹

NOTIZ ÜBER EINE KONFERENZ² VOM 27. NOVEMBER 1946 UM 15.15 UHR
IM BANKAUSSCHUSSAAL DER SCHWEIZERISCHEN NATIONALBANK IN BERN

Dir. Hotz erinnert einleitend an die letzte Sitzung vom 6. November³, deren Ergebnis die einstimmige Ablehnung der Anregungen von Nationalrat Duttweiler zur Dollardevisen- und Goldpolitik war. Es dürfte zur Beschwichtigung der Malaisestimmung beitragen, dass seit dem 6. November etliches «gegangen» ist. So ist die *schweizerisch-amerikanische Vereinbarung* über die Bedingungen für die Deblockierung der schweizerischen Vermögenswerte in Amerika⁴ in dieser Zeit zustande gekommen, und die Nationalbank hat in Aussicht gestellt, in naher Zukunft mit dem Transfer der Zinsen aus diesen Guthaben zu beginnen. Was die Verhandlungen mit *Argentinien* anbetrifft, so wird nach der neuesten Entwicklung von der schweizerischen Delegation folgende Haltung eingenommen: Die Schweiz ist zur Goldübernahme bereit, aber erst nachdem sie von Argentinien feste Zusagen für Warenlieferungen erhalten hat. Im Verkehr mit *England* wird unser Export derart eingeschränkt werden, dass er dem Vorkriegsstand plus 50% entspricht. Für den Tourismus ist eine Limite von 50 Mil. Franken für den nächsten Winter festgesetzt, und diese Zahlungen sollen überwacht werden. *Holland* will unsere Ware gegen Kredit. Auch *Italien* will einen Kredit für Warenkäufe. *Dir. Hotz* erinnert sodann an einen Artikel von Frédéric Jenny in der «Schweiz. Handelszeitung» «La peur de l'or». Er gibt Kenntnis von einem Brief, den der Verband der Uhrenindustriellen an die Handelsabteilung⁵ gerichtet hat und worin der Vorschlag gemacht wird, es sollten *Exporte über die heutigen Kontingente hinaus*

1. Diese undatierte Notiz wurde vom EPD-Beamten J. Iselin verfasst und unterzeichnet.

2. Bei dieser Konferenz trafen sich unter dem Vorsitz von J. Hotz: P. Keller, H. Schaffner, F. Real und Th. Brändle, Handelsabteilung des EVD; R. Hohl, F. Kappeler und J. Iselin, EPD; L. Jacot und M. Heimo, Finanzverwaltung des EFZD; E. Weber, P. Rossy und A. Hirs, Schweizerische Nationalbank; H. Homberger, E. Stopper und E. Frey, Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrievereins.

3. Siehe die Notiz über die Konferenz betreffend Vorschläge von Nationalrat G. Duttweiler zur Dollardevisen und Goldpolitik, E 7800/1/1. Zu diesem Themenkreis vgl. auch E 2001 (E) 1968/78/387 und 440.

4. Zur Problematik dieser schweizerisch-amerikanischen Vereinbarung vgl. Thematisches Verzeichnis in diesem Band: Allgemeine Finanzbeziehungen; vgl. auch BR-Prot. Nr. 2909 vom 19. November 1946, DoDiS-1495, sowie die Vereinbarung zwischen der Schweiz und den Vereinigten Staaten von Amerika über die Deblockierung der schweizerischen Vermögenswerte in Amerika vom 22. November 1946, DoDiS-1827.

5. Das vom 17. November 1946 datierte Schreiben stammt genau genommen von der Schweizerischen Uhrenkammer; siehe E 7110/1967/32/861.0.USA/4; vgl. auch E 2001 (E) 2/648-649.

ermöglicht sein, und zwar gegen Bezahlung in Gold. Dieses Gold wäre Eigentum der Uhrenfabrikanten, würde aber bei der Nationalbank deponiert. Die vorgeschlagenen Zusatzexporte sollten sich im Rahmen des Exportvolumens der letzten zwei Jahre halten.

Dr. Homberger: Wirtschaftspolitisch befinden wir uns zurzeit in einer eigentümlichen Lage. In der öffentlichen Diskussion um die Hochkonjunktur ist der Export vor allem Zielscheibe der Kritik. Andererseits sieht sich der Export heute aber immer mehr Einschränkungen gegenüber, die die Folge von Transferschwierigkeiten sind. Für viele Exporteure haben diese Einschränkungen wie Blitze aus heiterem Himmel gewirkt. Besonders schwerwiegend sind die Schwierigkeiten, die sich im Verkehr mit dem Sterlingkreis ergeben haben. Die Kontingente, wie sie hier neu festgesetzt wurden, liegen unter dem «courant normal». Bei dieser Lage wurden die von der Exportindustrie auf lange Sicht getroffenen Dispositionen über den Haufen geworfen. Es herrscht darum heute in diesen Kreisen Pessimismus für die Zukunft. Die Einschränkungen müssen darum als besonders schwerwiegend empfunden werden, weil die Hauptabnahmeländer, Schweden und England, die «Spitzen» im Zahlungsverkehr mit Goldzessionen auszugleichen bereit sind. Wenn eine Kreditgewährung in der Form staatlicher Kredite zur Exportfinanzierung abgelehnt wird, bliebe immer noch die Möglichkeit der *privaten* Kreditgewährung in Verbindung mit einer staatlichen Exportrisikogarantie. Auch diese Lösung wäre indessen bei der heutigen Lage darum sehr gefährlich, weil mit einer rechtzeitigen Rückzahlung der Kredite durch die Schuldnerländer im Rahmen normaler zwischenstaatlicher Zahlungsabkommen nicht gerechnet werden kann. Wenn aber zwischen den beiden Möglichkeiten der Exportfinanzierung: Kreditgewährung in staatlicher oder privater Form oder Goldübernahme bei Sterilisation des Goldes zu *Lasten der Wirtschaft* gewählt werden muss, so ist zweifellos der letztere Weg zu bevorzugen.

Direktionspräsident Weber gibt bekannt, die Nationalbank habe dem Bund in letzter Zeit für 50 Mil. Franken Gold abgekauft, und zwar zum Selbstankaufspreis, was bedeutet, dass der Bund dabei noch einen Gewinn macht. Die Nationalbank wird dem Bund für weitere 30 Mil. Franken abkaufen.

Die grundlegende Frage, die sich stellt und die von den Wirtschaftssachverständigen zu beantworten ist, ist die: Soll die heutige Konjunktur auf der Zahlungsseite gebremst werden oder nicht? Wenn nicht, dann wird entweder eine Kreditgewährung ans Ausland oder die Goldübernahme notwendig. Beides kommt konjunkturpolitisch genau auf das gleiche hinaus, nur mit dem Unterschied, dass das Gold von uns überall verwendet werden kann.

Die Nationalbank ist in letzter Zeit dazu gelangt, das Gold stärker auszumünzen und in vermehrtem Masse ans Publikum abzugeben. Es ist aber nicht vor auszusehen, wie gross die Aufnahmebereitschaft des Publikums für das Gold sein wird. Schon heute erklären gewisse Banken, sie hätten keine Absatzmöglichkeiten mehr. Die Nationalbank steht der Goldabgabe eigentlich nicht sympathisch gegenüber. Diese Sterilisation ist nur eine *halbe* Sterilisation. Eine endgültige Sterilisation ist nur mit Hilfe des Bundes möglich.

Direktor Hotz gibt die Antwort auf die von Präsident Weber gestellte Frage nach der grundsätzlichen Linie unserer Aussenhandelspolitik. Die Stellung des

Bundesrates ist heute ganz eindeutig die: Grundsätzlich gibt es keine neuen Kredite mehr, und zwar keine Kredite in privater noch in staatlicher Form. Die Kredite bedeuten für uns latente Einfuhren. Gerade darin, in der Einfuhrwelle, die im Zeitpunkt der Rückzahlung der Kredite durch die Schuldnerstaaten kommen wird, liegt die grosse Gefahr. Im Vergleich zu Krediten liegt der Vorteil des Goldes, wie Herr Präsident Weber richtig ausgeführt hat, in seiner allseitigen Verwendbarkeit. Über die Haltung des Bundesrates herrscht also Klarheit: Die Konjunktur wird durch Massnahmen der Kontingentierung gedämpft. Es handelt sich nur um die Frage des *Masses*. In jedem einzelnen praktischen Fall, der sich uns stellen wird, werden wir prüfen müssen, wie dieses Prinzip darauf anzuwenden ist.

Prof. Keller: Die Lage ist heute so, dass wir uns ohnehin nach Massnahmen zur Exportdämpfung hatten umsehen müssen. Die Schwierigkeiten im Zahlungsverkehr sind also gerade auf den richtigen Zeitpunkt gefallen. Auch ich bin gegen eine weitere Kreditierung in den Handelsverträgen. Der Grundsatz kann aber nicht gegenüber allen Staaten starr angewendet werden, mit anderen Worten: Die Kontingentierung ist massvoll zu handhaben. Der schmale Kanal, der zur Kontingentierung führt, muss etwas verbreitert werden. Über die Übergangsschwierigkeiten müssen wir hinweghelfen.

Das Problem der Sterilisation des Goldes stellt sich bereits für dasjenige Gold, das uns heute beim System der Exportkontingentierung zufliesst. Von einer Goldsterilisation mit dem Zweck einer Verbreiterung der Exportbasis über das heutige Mass hinaus kann daher keine Rede sein.

Fürsprecher Schaffner: Man muss unterscheiden zwischen

1. kurzfristigen Wareneinkaufskrediten und
2. dauerhaften Anlagen.

Die Frage muss jedenfalls ernstlich geprüft werden, wie es dem überschüssigen schweizerischen Privatkapital ermöglicht wird, Anlagen im Ausland zu schaffen. Auch Goldübernahmen bedeuten für uns *potentielle Einfuhren*.

Dir. Hotz pflichtet seinem Vorredner darin bei, dass die Frage der Kreditgewährung ans Ausland *generell* geprüft werden muss. Heute stehen indessen nur die Warenkredite zur Diskussion. Das andere Problem der privaten Kapitalanlagen im Ausland wird uns vielleicht später noch beschäftigen.

Vizepräsident Rossy: Im Volk herrscht die eindeutige Meinung: Keine Kredite ans Ausland mehr! Andererseits aber wird es im Publikum nicht verstanden, wenn wir uns weigern, vom Ausland Gold entgegenzunehmen. Es ist Sache der Wirtschaftsbehörden, die Kontingentierung des Exportes so zu handhaben, dass sich der Zahlungsverkehr reibungslos abwickeln lässt. Es ist aber völlig unhaltbar, zunächst mit dem Ausland Abkommen zu treffen und nachher bei der Abwicklung der Zahlungen Schwierigkeiten zu machen.

Der Goldanfall wird in Zukunft grösser sein als bisher. Die von uns heute praktizierte Methode der Goldabgabe ans Publikum ist nicht sehr gut. Die einzig sicher wirksame Methode wäre die der Sterilisierung durch den Bund, aber sie kommt den Bund zu teuer zu stehen und fällt deshalb ausser Betracht. Darum müssen wir mit der Abgabe des Goldes ans Publikum so weit gehen, wie wir nur können. Wir müssen allerdings damit rechnen, dass bei einer Sättigung des Marktes mit Gold, dieses wieder an die Nationalbank zurückfliessen

wird. Ich hätte keine allzu grossen Bedenken, die Zurücknahme des Goldes vom Publikum in diesem Fall zu verweigern. Wenn wir mit der Goldabgabe ans Publikum im heutigen Rahmen fortfahren, sollten wir damit, soweit der kommerzielle Zahlungsverkehr in Frage steht, durchkommen.

Legationsrat Dr. Hohl: Ich bin einverstanden damit, dass keine weiteren Kredite für Warenkäufe ans Ausland erteilt werden. In diesem Zusammenhang ist aber an das Problem der Nationalisierung zu erinnern. Bestrebungen zur Nationalisierung gewisser Industrien sind in Frankreich, Polen, der Tschechoslowakei und Jugoslawien im Gange. Gewisse dieser Staaten sind bereit, die Enteigneten zu entschädigen. Auf welcher Basis, ist noch nicht entschieden. Aber man wird nicht darum herumkommen, solche Entschädigungssummen teilweise nach der Schweiz zu transferieren. Zu diesem Zweck werden wir ev. doch wieder zu Kreditgewährungen gezwungen sein. Diese Kredite würden aber nicht konjunkturfördernd wirken. Es ist nicht zu übersehen, dass gerade durch die Rückführung von Auslandsinvestitionen infolge Nationalisierung die Notwendigkeit gesteigert wird, unseren Devisenüberschuss wieder irgendwo anzulegen.

Generaldirektor Hirs ist erschreckt über das Eintretensvotum von Herrn Homberger, da dieser eine Möglichkeit der Goldsterilisation zum Zweck der Ausdehnung des Exportvolumens will. Herr Hirs gibt einige Zahlen bekannt. Im Jahre 1946 haben Bund und Nationalbank zusammen für 320 Mil. Franken Dollars und Gold übernommen. Davon entfallen 20 Mil. Franken auf den Bund. In den letzten zwei Jahren handelte es sich um Beträge im Gegenwert von 850, resp. 900 Mil. Franken.

Auf den 1. Januar 1947 sollten wir einmal eine Liste aller Erleichterungen in der Dollartransferregelung aufstellen, die in Aussicht genommen werden sollten, um eine Gleichbehandlung der Interessenten zu gewährleisten. Herr Hirs ist mit Herrn Rossy der Meinung, dass im Warenssektor mit der heutigen Goldabgabe ans Publikum auszukommen sein sollte.

Dr. Homberger antwortet Herrn Hirs: Ich befürworte in keiner Weise eine schrankenlose Expansion des Exportes. Die Kontingentierung soll vielmehr bei Bestand bleiben. Ich spreche nur Zusatzkontingenten im Rahmen des normalen Exportvolumens das Wort. Es sollte eine Lösung der Goldsterilisation gesucht werden, die auch auf die Dauer gangbar wäre und die Kontinuität im Export sicherstellen würde.

Was uns heute fehlt, ist ein Kapitalexport. Heute besteht dazu kein grosser Anreiz, denn vorläufig sind die Interessenten noch zu sehr «gebrannt». Die Verhältnisse können sich indessen plötzlich wieder ändern. Wir sind vielleicht eines Tages froh über das Gold, das bei einem Bedürfnis nach Kapitalexport verwendet werden kann.

Der Unterschied in der Wirkung von zusätzlichen Goldübernahmen und Krediten auf unsere Konjunktur liegt darin, dass es bei der Goldübernahme keine Schuldner gibt, die nachher in einem für uns ungünstigen Zeitpunkt ihre Schuld durch Warenlieferungen zurückzahlen wollen. Auch die von der Nationalbank als ideal bezeichnete Form der Sterilisierung ist nicht unbedingt ideal. Es lassen sich noch andere Möglichkeiten denken. Ihre Verwirklichung ist indessen heute noch nicht reif.

Eine Statistik über den kommerziellen Zahlungsverkehr mit den Dollarländern bis zum Oktober dieses Jahres zeigt folgende Zahlen:
 Dollarzahlungsverpflichtungen im Gegenwert von 692 Mil. Franken.
 Dollarzahlungszertifikate im Gegenwert von 566 Mil. Franken.

Die Nationalbank hat also für 130 Mil. Franken mehr Dollars zur Bezahlung der Importe abgeben können, als sie aus den Exporten hat aufnehmen müssen.

Prof. Jacot macht aufmerksam, dass die Diskussion über den Dollarzahlungsverkehr in nächster Zeit auch im Parlament geführt werden wird. In der Sitzung der Finanzkommission des Nationalrates vom 18. November 1946 beantragte Nationalrat Eder nämlich das folgende Postulat: «Der Bundesrat wird eingeladen, die der Bundeskasse aus der Übernahme von Exportdollars entstehenden Zinsverluste durch eine Sondergebühr auf dem Export in das Dollargebiet auszugleichen.»⁶

Die Finanzverwaltung will in einem Brief an die Handelsabteilung einen zusammenfassenden Überblick über alle Massnahmen geben, die im Kampf gegen die Teuerung und die Inflation von den Bundesbehörden bereits getroffen worden sind oder noch getroffen werden sollten. *Prof. Jacot* lässt allen Anwesenden den Wortlaut des Entwurfes zu einem solchen Schreiben verteilen. Ein Exemplar⁷ davon ist dem Original dieser Notiz beigeheftet.

Was im besonderen die Goldpolitik anbelangt, so ist dazu zu sagen, (vgl. Seite 5 des Entwurfes): Es ist mit einem erhöhten Goldzufluss für die nächste Zukunft zu rechnen. Dieses Gold muss sterilisiert werden. Der normalste Weg dazu wäre eine Sterilisierung durch den Bund. Wegen zu grosser Kosten einer solchen Aktion kann aber der Bund darauf nicht eintreten.

Prof. Jacot möchte die Meinung der Anwesenden über folgende Punkte kennen lernen:

1. Sind Sie in grossen Zügen mit dem Plan einverstanden, wie er im Briefentwurf der Finanzverwaltung dargelegt ist?

2. Sind sie einverstanden, dass eine Kampagne in der Öffentlichkeit geführt wird, um zu zeigen, was gegen die Teuerung schon getan wurde und noch getan werden soll?

3. Sind Sie mit der Idee der Finanzverwaltung einverstanden, eine Transfergebühr von 2% auf allen Zahlungen zu erheben, die uns aus dem Ausland zukommen? Diese Gebühr würde nicht nur bei Warezahlungen, sondern auch bei Finanzaahlungen erhoben. Sie ist vor allem nötig im Sektor Tourismus.

Direktionspräsident Weber: Jetzt tritt die Finanz auf den Plan. Der Finanztransfer kann nun nicht mehr zurückgestellt werden. Wir wollen darum heute das Problem der Sterilisation von Gold für die Finanzaahlungen prüfen. Der Zinstransfer aus Amerika wird der Nationalbank noch dieses Jahr einen Anfall von Dollars im Wert von 50 Mil. Franken bringen.

Dr. Homberger hebt noch einmal hervor, sein Vorschlag gehe auf eine Goldsterilisation, die zu Lasten des Exporteurs durchgeführt wird. Dieser

6. Protokoll der Sitzung der Finanzkommission des Nationalrates vom 18., 19. und 20. November 1946, S. 65; vgl. E 1050.3 (A) I/5.

7. Nicht abgedruckt. Vgl. auch E 6100 (A) 25/2328 oder 2339.

müsste indessen nur insoweit an die Sterilisationskosten beitragen, als es sich um Zusatzkontingente über die heutigen Kontingente hinaus handeln würde. Herr Homberger hält dafür, eine solche Lösung liesse sich mit dem Entgegenkommen der Nationalbank im Finanzsektor vereinbaren.

Dir. Hotz bricht die Sitzung hier ab um 12.30 Uhr, nachdem vereinbart worden ist, Generaldirektor Hirs werde in Zusammenarbeit mit dem Vorort eine Liste der in Aussicht zu nehmenden Dollarzahlungserleichterungen zusammenstellen und den Sitzungsteilnehmern zugehen lassen. Diese Frage wird Gegenstand einer *nächsten Sitzung* sein, zu der *Dir. Hotz* die Anwesenden auf *Mittwoch, den 11. November*⁸ 9.00 Uhr in die Nationalbank in Bern einlädt.

8. Eine Sitzung über die Fragen des Dollartransfers und das Problem der Goldsterilisation findet am 11. Dezember 1946 statt. Vgl. die nicht abgedruckte Notiz.

104

E 2200 Ottawa 1/4

[DoDiS-133]

*Der Direktor der Getreideverwaltung des Volkswirtschaftsdepartements,
W. Laesser, an den schweizerischen Minister in Ottawa, V. Nef.*

IMPORT VON WEIZEN AUS KANADA

S

Bern, 30. November 1946

Wir haben die Ehre, hiermit den Empfang Ihrer beiden Berichte vom 19. und 22. November 1946¹ zu bestätigen. Ihre laufende, eingehende Orientierung über die Exportaussichten, Ernteverhältnisse usw. beim Getreide ist für uns ausserordentlich wertvoll. Wir möchten Ihnen deshalb dafür, wie auch für Ihre verständnisvolle Unterstützung, die Sie uns bei der Erfüllung unserer gewiss nicht leichten Aufgabe stets gewähren, den verbindlichsten Dank aussprechen.

Über unsere dringenden Einfuhrbedürfnisse für 1947² ist Ihre Gesandtschaft von uns durch Vermittlung der Handelsabteilung, Zentralstelle für die Überwachung der Ein- und Ausfuhr, einlässlich unterrichtet und dokumentiert worden. Wir gestatten uns, namentlich auf unsere Darlegungen vom 19. November 1946³ an die genannte Zentralstelle betreffend Brotgetreidequote 1947 zu verweisen, von welchem Schreiben Sie in der Zwischenzeit einen Durchschlag erhalten haben dürften.

1. Nicht abgedruckt.

2. Bezüglich der Weiterentwicklung der Lage vgl. den Brief W. Stampfli an das kanadische Landwirtschaftsministerium vom 19. September 1947, DoDiS-135.

3. Der beigelegte Brief ist nicht abgedruckt.

Unsere Versorgungslage mit Brotgetreide wird von Woche zu Woche beunruhigender. Trotzdem wir im Brotgetreideverbrauch sparen wie kaum ein zweites Land auf der Welt, besonders durch eine seit Jahren straff gehandhabte Bewirtschaftung (Ausmahlung des Getreides auf 88–90%; Brotration 225 g pro Tag, usw.), droht unserer Brotversorgung auf kommendes Frühjahr hin eine Katastrophe, falls es nicht in kurzer Frist gelingt, erhebliche Weizenbezüge aus den überseeischen Exportländern auf den Weg zu bringen. Von USA erhielten wir für das ganze 4. Quartal 1946 bloss eine Zuteilung von 31'000 Tonnen, wobei uns unverständlicherweise auch 5000 t Hafer, aus denen man bekanntlich kein Brot herstellt, angerechnet wurden. Argentinien lieferte uns aus der alten Ernte nichts; ob und eventuell wieviel wir aus der neuen, ab Januar/Februar zur Verschiffung gelangenden Plata-Ernte erhältlich machen können, steht heute noch nicht fest. Kanada bewilligte uns im 4. Quartal 1946 erst je 17'000 t Weizen pro Oktober und November. Die Dezemberzuteilung steht immer noch aus.

Wir gestatten uns, daran zu erinnern, dass die Schweiz einen jährlichen Importbedarf von über 500'000 Tonnen Weizen nachgewiesen hat. Für 1945 wurden uns durch das Currie-Abkommen⁴ bloss 300'000 t Brotgetreide bewilligt, wovon zur Stunde noch 30'000 t mangels Offerten und Exportlizenzen nicht gekauft werden konnten. Für 1946 erhielten wir an Zuteilungen aus allen Exportländern zusammen, also einschliesslich der vorstehend erwähnten Zuteilung von 31'000 t aus USA und 34'000 t aus Kanada, bloss 109'000 Tonnen Brotgetreide. Dass unter solchen Umständen unsere Vorräte im Lande auf einen bedenklichen Stand zurückgefallen sind, ist wohl leicht verständlich, besonders wenn man berücksichtigt, dass unsere eigene diesjährige Inlandgetreideernte defizitär war; sie wird an Ablieferungen für die allgemeine Brotversorgung, d. h. für die nicht Landwirtschaft treibende Bevölkerung, bloss etwa 80'000 Tonnen Brotgetreide erbringen, gegenüber 110'000 t im Vorjahr und je 170'000 t in den Rekorderntejahren 1943 und 1944.

Die Verzögerungen der Verschiffungen von Getreide infolge des Seeleute-Streiks in Amerika hat uns erneut vor Augen geführt, wie ausserordentlich empfindlich unsere Brotversorgung für längere Zufuhrstörungen ist. Der Weg aus dem Innern der überseeischen Produktionsgebiete bis zum Exporthafen, die Seereise und der Landtransport vom europäischen Bestimmungshafen in unser abgelegenes Binnenland hinein ist so lang, kompliziert und zeitraubend, dass wir unsere Brotversorgung praktisch nur dann als gesichert betrachten dürfen, wenn wir innerhalb unserer Landesgrenzen über Vorräte verfügen, welche genügen, um jeweils den Anschluss an die nächste inländische Getreideernte zu finden. Heute verfügen wir noch über Vorräte, die auf Grund unserer gegenwärtigen hohen Ausmahlung und der knappen Ration etwa bis in den Monat März hinein ausreichen. Von diesem Zeitpunkt hinweg muss unser laufender Brotgetreidebedarf durch neue Zufuhren sichergestellt werden und zwar im Ausmasse von mindestens 35'000 t Brotgetreide im Monat. Um diesen regelmässigen Zufluss zu erwirken und eine Lücke in unserer Brot-

4. Vgl. DDS, Bd. 15, Nr. 391. Für die im Bd. 15 nicht abgedruckte Warenliste, die unter anderen die Weizenzuteilung enthält, vgl. E 2001 (E) 2/555.

versorgung im kommenden Frühjahr zu verhüten, müssen schon jetzt und ohne weiteren Verzug Verschiffungsmöglichkeiten vorbereitet werden, mit dem Ziele, spätestens ab Mitte Dezember regelmässige Brotgetreidetransporte im angegebenen Ausmasse durchzuführen.

Die ganz ungenügende Berücksichtigung unserer dringenden Einfuhrbedürfnisse bei den diesjährigen Weizenzuteilungen durch die USA und Kanada ist für die Schweiz eine grosse Enttäuschung. Eine solche Behandlung hatte man hier wirklich nicht erwartet, als unsere Regierung an der Hungerkonferenz in London von anfangs April 1946 sich freiwillig bereit erklärte, die Bezugswünsche für 1946 auf die Zeit nach dem 1. August hinauszuschieben um den ausgesprochenen Hungerländern den «Vortritt zu der Futterkrippe» zu lassen. Wir glaubten darauf zählen zu dürfen, dass man uns nach diesem vorläufigen freiwilligen Verzicht und nach allem wenigstens so viel Brotgetreide zuteilen würde, um unsere Brotversorgung doch mindestens im bisherigen bescheidenen Umfange weiterhin zu gewährleisten. Die Kritik über die unverständliche Haltung der internationalen Verteilungsorgane der Schweiz gegenüber, die bereits in die Öffentlichkeit gedrungen ist und in der Tagespresse ihren Widerhall gefunden hat, entbehrt nicht der Begründung und ist deshalb zweifellos berechtigt und verständlich.

Bis zum Empfange Ihres Berichtes vom 22. November 1946 vertrauten wir weitgehend auf das Verständnis und Wohlwollen der kanadischen Regierung. Wir hofften um so mehr auf erhebliche weitere Weizenzuteilungen für Dezember und die folgenden Monate als uns die Schweiz. Gesandtschaft Washington am 20. September 1946⁵ die Zuteilung von je 17'000 t Weizen pro Oktober und November aus Kanada eröffnete, mit dem Beifügen, die Diskussion über die Zuteilung für den Monat Dezember «sei noch verfrüht». Diese Bemerkung berechtigte uns immerhin, auf diese Zuteilung in einem späteren Zeitpunkt zählen zu dürfen. Ihr Bericht vom 22. November bedeutete deshalb für uns eine grosse Enttäuschung. Wir nehmen deshalb sehr gerne von Ihrer Bereitwilligkeit Kenntnis, persönlich beim Canadian Wheat Board in Winnipeg vorzusprechen, um dort auf dem Verhandlungswege die Weizenzuteilungen zu erwirken, welche für unser Land eine Lebensnotwendigkeit bedeuten. Über unsere mengenmässigen Ansprüche gibt Ihnen unser oben erwähnter Bericht an die Zentralstelle für die Überwachung der Ein- und Ausfuhr vom 19. November 1946 Aufschluss. Für den Fall, dass Sie die für Sie bestimmte Kopie jenes Berichtes noch nicht erhalten haben sollten, gestatten wir uns, hier ein weiteres Exemplar beizufügen. Nach dem heutigen Stand der Dinge beurteilt, sollten wir von Kanada vorläufig für die Monate Dezember, Januar, Februar und März je mindestens 35'000 Tonnen Weizen haben. Dabei könnte notfalls ein bescheidener Prozentsatz Roggen (Rye) anstelle von Weizen übernommen werden.

Mehlbezüge statt Weizen oder Roggen sind für die Schweiz nicht erwünscht. Sofern das Mehl auf der Weizenquote angerechnet wird, verlieren wir schon dadurch an Substanz, dass uns das Mehl auf Grundlage einer Ausbeute von 70–80% an der Weizenquote gekürzt wird, während wir bei uns

5. Nicht ermittelt.

aus dem Weizen effektiv 88–90% Backmehl herausmahlen. Überdies verlieren wir beim Mehlbezug die sog. Müllereiabfälle (Kleie und Futtermehl), welche wir dringend benötigen, um unsere Viehhaltung nach und nach wieder auf die vorkriegszeitliche Höhe zu bringen und um Milch, Fleisch und Fett zu erzeugen. Schliesslich sollten wir aber auch unsere leistungsfähige Müllerei beschäftigen. Die Schweiz hat vor dem Kriege nie Backmehl importiert. Das Bundesgesetz über die Getreideversorgung des Landes vom 7. Juli 1932 enthält eine Bestimmung, gemäss welcher der Bund das alleinige Recht zur Einfuhr von Backmehl besitzt⁶. Dieses Mehleinfuhrmonopol hat keinen andern Zweck, als den, die Backmehleinfuhr, wenigstens in normalen Zeiten, zu verhindern und der schweizerischen Müllereiindustrie einen möglichst guten Beschäftigungsgrad zu sichern.

Wenn wir uns grundsätzlich auch unter den heutigen schwierigen Versorgungsverhältnissen dagegen zur Wehr setzen, dass man uns, wie es beispielsweise die USA tun, einen Teil der an und für sich schon ungenügenden Weizenzuteilungen zwangsweise als fertiges Mehl liefert, so soll damit natürlich nicht gesagt sein, dass wir überhaupt kein Backmehl einführen wollen. Die Mehleinfuhr kommt für uns aber nur ausnahmsweise, als äusserster Notbehelf in Frage, wenn auf anderem Wege unsere Brotversorgung nicht mehr sichergestellt werden kann. Allem voran müssen also die Bestrebungen gestellt werden, Weizen für unser Land erhältlich zu machen und zwar für möglichst frühe Bezugstermine und in tunlichst grossen Mengen. Können daneben und zusätzlich zu den Weizenquoten Backmehlbezüge zu annehmbaren Preisen wiederum auf frühe Verschiffungstermine sichergestellt werden, so sind wir selbstverständlich bereit, auch einen bescheidenen Teil unseres Brotgetreidebedarfes selbst bei Kanada in Mehl einzudecken, obschon dieses Land uns gegenüber bis jetzt eine solche Forderung noch nie gestellt hat.

Wir möchten nicht unterlassen, Sie nachdrücklich auf die überragende Bedeutung der von Ihnen angeregten persönlichen Intervention in Winnipeg im Hinblick auf unsere katastrophale Brotgetreideversorgung hinzuweisen. Wenn es Ihnen gelingt, in Winnipeg die Brotgetreidebezüge sicherzustellen, welche unser Land unbedingt benötigt, um Brotmangel und Hungersnot vom kommenden Frühjahr hinweg zu verhüten, so werden Sie sich dadurch ein unschätzbare Verdienst um unser Land erwerben, für welches Ihnen das ganze Volk die Dankbarkeit nicht versagen dürfte. Ihr allgemein bekanntes Geschick bei der Führung wichtiger Verhandlungen berechtigt uns zu der bestimmten Erwartung, dass es Ihnen gelingen werde, durch Ihre persönliche Intervention in Winnipeg uns aus der gegenwärtigen bedenklichen Notlage herauszuhelfen.

6. Für das Bundesgesetz über die Getreideversorgung des Landes, insbesondere den Art. 22 Abs. 1, vgl. AS, 1933, 49, S. 445.

105

E 2001 (E) 1/354

[DoDiS-1658]

*Le Chef de la Division du Contentieux, des Affaires financières et de
Communications du Département politique, R. Hohl,
au Ministre de Suisse à Paris, C. J. Burckhardt*

Copie

L MP

Berne, 6 décembre 1946

Nous avons l'honneur de nous référer à vos lignes du 29 novembre¹, par lesquelles vous nous priez de vous renseigner sur le résultat des récentes négociations anglo-suisse, particulièrement en ce qui concerne le trafic touristique.

Répondant à votre désir, nous vous communiquons à ce sujet les informations suivantes:

L'accord anglo-suisse du 12 mars 1946² accorda à la Grande-Bretagne une avance de 260 millions de francs suisses. Il stipulait qu'une première tranche de 173 millions serait mise à la disposition de nos partenaires au cours des 12 mois consécutifs à la date de l'accord, tandis que le solde de l'avance ne pourrait être obtenu qu'à partir du 12 mars 1947. La Grande-Bretagne s'engageait, en outre, à couvrir par des remises d'or les dépenses de francs suisses qui excéderaient le cadre de cette avance.

Au mois d'octobre dernier, soit 7 mois environ après la date de l'accord, la première tranche de 173 millions s'est trouvée épuisée et la Grande-Bretagne, fidèle à ses engagements, a couvert l'excédent de ces dépenses par des remises d'or. Ces dernières menaçant toutefois de prendre des proportions insupportables pour notre pays, étant donné le nombre considérable de touristes qui envisagent de se rendre en Suisse jusqu'au 12 mars prochain, le Conseil fédéral a jugé opportun d'entamer des négociations aux fins d'examiner, d'entente avec les autorités britanniques, comment maintenir, dans des normes acceptables, le trafic touristique anglo-suisse au cours de cet hiver.

Un accord a pu être réalisé sur les deux points suivants:

1. Fixation d'un plafond

Il a été décidé que les attributions touristiques jusqu'au milieu de mars 1947 ne pourraient pas dépasser la somme de 50 millions de francs. Ce montant sera réparti sur les mois de décembre à mi-mars selon l'échelle suivante:

Décembre 1946	12 millions
Janvier 1947	20 millions
Février 1947	10 millions
1 ^{ère} moitié de mars 1947	3 millions
	45 millions

1. Non reproduites.

2. Pour l'original de l'accord anglo-suisse, cf. DoDiS-1787 ou RO, 1946, vol. 62, pp. 353 ss. Pour plus de détails concernant la conclusion de cet accord, cf. E 2001 (E) 1/354-356, E 2200 London/64/1, E 2200 London/65/1, E 7110/1967/32/1049-1050 et E 7001 (B) 1/523.

Le solde de 5 millions sera réservé aux autres pays de la sterling-area.

Pour veiller à ce que les attributions se maintiennent dans le cadre fixé, l'Office de la Fédération suisse du Tourisme, à Londres, créera un service spécial qui délivrera aux touristes anglais un certificat pour l'encaissement de leurs attributions en francs suisses; les attributions seront en outre adaptées à la durée du séjour que le touriste désire faire en Suisse. Les autorités britanniques adresseront aux banques anglaises agréées des instructions les engageant à prendre en considération ces certificats et insistant sur le fait qu'une attribution supplémentaire risque de n'être pas convertible en Suisse.

Cette réglementation s'applique uniquement au séjour de vacances. Les attributions pour frais d'étude et de cure n'y sont pas soumises et n'entrent pas dans le cadre des 45 millions. Les attributions pour voyages d'affaires en sont également exemptes. Toutefois, ces dernières, qui étaient jusqu'à maintenant de 10 £ par jour, seront réduites à 5 £.

2. Elimination des abus

Il a été constaté que les attributions touristiques au cours de l'été dernier avaient été utilisées dans une proportion de 50% environ pour des fins abusives, telles que l'achat de marchandises en quantité exagérée, de billets en livres ou de monnaies étrangères destinés à financer des séjours à l'étranger. Pour pallier à ces abus dans toute la mesure possible, les dispositions suivantes seront prises:

Les lettres de crédit délivrées aux touristes britanniques seront converties à raison des deux tiers en bons d'hôtel que les voyageurs pourront utiliser non seulement pour acquitter leurs notes d'hôtel, mais encore pour leurs frais de transport, de garage, d'essence, de leçons de ski, etc. Ils recevront pour le tiers restant des bons d'espèces qui seront convertis selon l'échelle suivante:

- frs 100.- au jour de leur arrivée,
- frs 150.- au bout de 7 jours,
- frs 150.- au bout de 14 jours.

Un arrêté du Conseil fédéral, que nous ne manquerons pas de vous communiquer sitôt en sa possession, autorisera le Département de l'Economie publique à édicter les prescriptions nécessaires³.

3. Arrêté du Conseil fédéral du 26 novembre 1946 sur les amendements à l'arrêté sur l'accord financier avec la zone sterling, cf. RO, 1946, vol. 62, pp. 1013 ss.

106

E 2300 Madrid/15

[DoDiS-1702]

*Le Ministre de Suisse à Madrid, E. Broye,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

RP N° 34 Confidentiel

Madrid, 9 décembre 1946

La proposition du délégué américain, M. Conelly [*sic*: *Connally*], présentée le 2 décembre au Comité Politique et de Sécurité des Nations Unies sur le cas de l'Espagne¹ a produit dans tout le pays en même temps qu'une profonde surprise une vague d'indignation et de révolte. Jusqu'ici, le Gouvernement espagnol s'était montré très optimiste, comme en faisaient foi les déclarations concordantes que m'ont faites le Ministre des Affaires extérieures et le Sous-Secrétaire d'Etat, relatées dans mes deux derniers rapports, à l'égard des diverses propositions présentées surtout par les satellites de la Russie aux organes compétents de l'ONU quand «éclata soudain la bombe de la proposition américaine». Celle-ci qualifie de fasciste le Gouvernement du Général Franco et l'accuse d'avoir été imposé par la force au peuple espagnol avec l'aide de l'Axe, recommandant son exclusion de toute participation aux Conférences internationales, faisant enfin appel au peuple espagnol pour qu'il se donne lui-même un Gouvernement, le Général Franco devant abandonner le pouvoir à un Gouvernement provisoire représentatif de ce peuple.

Le texte de la proposition américaine qui fut publié le 3 et 4 décembre parut dans la presse en même temps que le texte de la note espagnole de protestation que le Ministère des Affaires extérieures a remise au Chargé d'Affaires des Etats-Unis d'Amérique à Madrid et dont je vous remets sous ce pli la traduction française². La rapidité et la précision de la riposte espagnole ont été interprétées comme le symptôme d'une réaction énergique au ton assez dur de la note américaine et dans certains milieux on s'est même demandé si le Gouvernement espagnol n'avait pas été informé de l'intervention américaine avant que celle-ci n'ait eu lieu. Jusqu'ici, c'était les satellites de la Russie qui conduisaient l'offensive contre l'Espagne et les Anglo-Saxons allaient plutôt à leur remorque. Par leur proposition qui a été une surprise, les Etats-Unis d'Amérique cherchent à arracher l'initiative aux satellites de Moscou. Le Sénateur Conelly reprend, en effet, une partie des arguments utilisés par les Russes et en ce faisant, il donne à l'Espagne la possibilité de riposter. La protestation espagnole réfute en effet les allégations américaines surtout celle qui prétend que le Régime Franco a été imposé à l'Espagne contre la volonté des Espagnols. L'Amérique a blessé la susceptibilité espagnole et a refait le bloc à l'intérieur de l'Espagne et autour du Général Franco qui a aujourd'hui même la satisfaction de voir s'organiser dans toutes les villes d'Espagne et surtout à Madrid une manifestation monstre organisée par les anciens-combattants et les jeunes universitaires auxquels se rallieront tous les syndicats

1. Cf. aussi N° 100, publié dans le présent volume.

2. Non reproduit.

et une grande partie de la population de la capitale pour manifester leur indignation contre l'intromission étrangère et leur ralliement autour du Caudillo. En répétant eux-mêmes une partie des arguments évidemment exagérés sinon non-fondés dont se sont servis jusqu'ici les Russes, les Américains ont permis à Franco de se défendre efficacement. Les Anglo-Saxons prétendent vouloir chasser Franco pour avoir déclenché le Mouvement du 18 juillet 1936³ et se sont pourtant empressés de le reconnaître dès qu'il fut victorieux au printemps 1939. Les Russes veulent le départ de Franco parce qu'il les a vaincus et pour instaurer en Espagne le communisme, tandis que les Anglo-Saxons veulent son départ parce que pendant la guerre mondiale il ne s'est pas conduit comme il aurait dû et pour empêcher le retour du communisme en Espagne. Les Anglo-Saxons voudraient maintenant arracher l'initiative de la conduite de la procédure du cas espagnol à la Russie, ce qui, si elle était obligée à y renoncer, rendrait les choses plus faciles pour changer de régime en Espagne. En ce qui concerne le reproche que la note américaine adresse au Général Franco qui ne respecterait pas la liberté de religion, je voudrais rappeler à votre attention les rapports que j'ai adressés au Département politique de 1941 à 1943 sur la situation des protestants en Espagne, étrangers et espagnols, et sur la liberté d'exercer leur culte. J'avais également été en correspondance à ce sujet avec le Président du Consistoire de Genève et même avec feu Mgr Besson, Evêque de Fribourg, Lausanne et Genève qui s'intéressait également au sort des protestants dans ce pays⁴. Ce sort est tout à fait tolérable.

Le ton énergique de la proposition américaine fut d'ailleurs immédiatement atténué par des déclarations successives selon lesquelles les Etats-Unis continueront à s'opposer à toute mesure coercitive et notamment à la rupture des relations diplomatiques et commerciales, ce qui rendrait illusoire des sanctions économiques qui seraient prises individuellement, le cas échéant, par certains pays.

Le Gouvernement espagnol et le peuple espagnol tout entier ont été néanmoins profondément impressionnés et alarmés par la motion américaine parce que celle-ci contient un message adressé au peuple espagnol, selon les propres paroles de M. Conelly, l'invitant à provoquer le départ du Général Franco. Il semble d'ores et déjà que l'Amérique a échoué dans sa tentative de mettre en opposition le peuple espagnol et le Général Franco, puisque le plébiscite de ce matin constitue le ralliement de toutes les forces agissantes autour du Caudillo, mais au moins l'Amérique aura la satisfaction d'avoir indiqué au peuple espagnol la vraie voie à suivre pour recouvrer sa normalité et sa place au sein des nations tout en s'opposant énergiquement à la rupture des relations diplomatiques et commerciales. Toute l'Espagne comprend la gravité de la situation et du danger lorsqu'elle constate que des pays comme le Danemark et la Suède approuvent naturellement l'attitude américaine qui suggère le départ de Franco. Or, toute la question est là: Comment remplacer Franco qui s'est rendu lui-même irremplaçable après avoir, comme tout Gouvernement autoritaire, désarticulé tous les partis historiques et détruit par avance ses possibles

3. Cf. *DDS*, vol. 11, table méthodique: II.8.2: Guerre civile espagnole.

4. Cf. E 2001 (D) 3/5.

successeurs. Le Gouvernement intérimaire qu'entrevoit la proposition américaine ne pourrait qu'être un Gouvernement militaire fort contenant peut-être quelques civils ce qui ne donnerait qu'une satisfaction ad personam aux ennemis du Général Franco, le régime anti-démocratique demeurant encore le même, sous la férule forcée des généraux jusqu'à l'avènement d'un Gouvernement élu.

En présence de la dizaine de motions et d'amendements présentés à l'ONU sur le cas espagnol, le Comité Politique et de Sécurité a décidé de le passer à un Sous-comité composé de représentants de dix-huit pays afin de rédiger un projet qui coordonne toutes ces propositions. Parmi ces dix-huit pays, la presse espagnole estime que neuf sont satellites de la Russie, quatre sont hostiles à l'Espagne et seulement cinq peuvent être impartiaux, soit, la Colombie, Cuba, la Hollande, les Etats-Unis et l'Angleterre, tandis que tous les autres sont ou les accusateurs de l'Espagne dans les autres comités ou des pays satellites ou amis du Kremlin, soit la Pologne, la Yougoslavie, la Russie Blanche, ou la Chine, la France, la Norvège, le Guatemala, le Panama et le Venezuela, ou encore le Guatemala, la France, le Mexique et la Pologne.

Le Sous-comité des dix-huit a approuvé le 7 la première partie du projet de résolution sur l'Espagne qui exclut le Gouvernement espagnol de tous les organismes en relation avec l'ONU par 14 voix contre 2 abstentions, celles de la Hollande et des Etats-Unis d'Amérique. Le paragraphe approuvé sera soumis à l'Assemblée générale.

Mais ce qui est beaucoup plus grave, c'est la décision prise hier soir dimanche 8 décembre de proposer à l'Assemblée générale la rupture des relations avec l'Espagne, ainsi qu'une motion française tendant à ce que toutes les Nations Unies s'abstiennent d'acheter des produits alimentaires à l'Espagne. La radio de Londres qui a annoncé cette nouvelle a encore mis l'accent sur le fait que l'Assemblée générale vient de repousser par 32 voix contre 23 la proposition du Maréchal Smuts au sujet du traitement réservé aux Indiens dans l'Afrique du Sud tendant à renvoyer l'affaire à la Cour Internationale de Justice. Cet échec du Maréchal Smuts démontre que les Anglo-Saxons sont en minorité, ce qui est grave.

Au moment où le Sous-comité des dix-huit décide de proposer à l'Assemblée la rupture des relations avec l'Espagne, il y a lieu de rapprocher cette décision, d'une part, des déclarations de M. Conelly soutenant que chaque pays demeurera libre de rompre ou non et, d'autre part, de la proposition de la Norvège demandant que les Nations Unies informent le Secrétariat général avant le 16 janvier de leur décision de rompre les relations; si les deux tiers des pays décident de rompre, le Secrétariat général enverra une communication invitant les Etats à rompre avant le 1er février 1947. Si les pays disposés à rompre sont moins des deux tiers, les Etats seront libres de rompre ou non.

La situation de l'Espagne, en présence de telles perspectives devenues soudainement possibles alors qu'elles étaient improbables il y a peu de temps, est grave. La rupture serait le plus sûr chemin pour conduire à la guerre civile, comme l'a dit M. Conelly. Ce serait surtout la rupture des relations commerciales ou des transports, comme l'a proposé la Russie Blanche, qui serait fatale à l'Espagne et à beaucoup de nos maisons suisses installées dans

le pays. Le représentant de Ciba à Barcelone m'a fait part de ses craintes sérieuses pour son entreprise, si, contre nos espoirs et même notre attente, de telles mesures coercitives devaient être prises.

L'Espagne attend avec sérénité la suite des événements à Lake Success. Le plébiscite d'aujourd'hui qui est un défi à l'ONU ne fera toutefois que prolonger l'agonie du Général Franco qui a bien compris qu'il doit partir et qui doit regretter les occasions manquées de l'avoir fait plus tôt. L'Espagne doit rester néanmoins, coûte que coûte, dans la zone de l'Angleterre et être soustraite à l'influence russe. La solution de la crise espagnole ne pourra donc être trouvée que dans le maintien du régime Franco jusqu'à l'instauration d'un Gouvernement militaire intérimaire muni de tous les pouvoirs autoritaires dont disposait ce dernier qui préparerait l'avènement d'un régime issu de l'expression de la volonté populaire. Mais à l'heure actuelle personne n'est capable encore de prévoir quel sera ce régime, la Monarchie n'étant pas prête et le retour de la République devant ouvrir la porte à l'aventure révolutionnaire.

La manifestation de ce jour a pris l'ampleur d'un plébiscite monstre de plus de la moitié de la population de la capitale, les journaux évaluant la foule à plus de 600'000 personnes. Organisée par les anciens-combattants, les jeunesses universitaires et la Phalange, elle est devenue une démonstration éclatante d'adhésion totale au Général Franco et de protestation contre l'ingérence étrangère.

Pendant que le peuple espagnol se vouait à ces vaines protestations, le Comité Politique et de Sécurité rejetait la motion de rupture des relations avec l'Espagne par 20 voix contre 20, égalité qui, d'après les règlements, comporte le rejet de la proposition. En revanche, ce même Comité a approuvé la motion belge recommandant le retrait collectif de tous les Ambassadeurs et Ministres des Etats membres des Nations Unies à Madrid. Cette recommandation figure au second paragraphe de la motion belge qui fut approuvée par 27 voix contre 7 et 16 abstentions. Le Comité rejeta également la motion nord-américaine tendant à ce que l'on exhorte le peuple espagnol à établir un Gouvernement démocratique, proposition qui fut repoussée par 22 voix contre 22 et 6 abstentions. Ce retrait des chefs de missions ne comporterait pas la rupture des relations diplomatiques. D'ailleurs, en pratique, cette décision est déjà exécutée pour les deux tiers à Madrid où sont absents depuis plus d'un an les Ambassadeurs des Etats-Unis d'Amérique, d'Argentine, du Pérou, du Chili, du Brésil, de Belgique qui n'ont pas été remplacés, ainsi que les Ministres de Suède, du Danemark et de toutes les Républiques sud-américaines, à deux exceptions près. La motion de rupture des relations ayant été rejetée grâce, il est vrai, à la majorité dubitative, il y a lieu de penser que le Comité ne présentera pas cette même proposition à l'Assemblée, laquelle sera saisie en revanche du projet de retrait des chefs de missions. La Suisse serait ainsi débarrassée du gros souci éventuel d'accepter, le cas échéant, des représentations d'intérêts étrangers considérables.

[P. S.]

Le Directeur général de la Politique du Ministère des Affaires extérieures m'a convoqué ce soir pour me faire, à titre personnel et amical, la communication suivante, d'ordre de son chef, M. Martin Artajo :

En présence de l'approbation par le Comité Politique et de Sécurité d'une motion belge recommandant le retrait collectif de tous les Ministres et Ambassadeurs des Etats membres des Nations Unies à Madrid, décision qui sera soumise à l'Assemblée générale, le Gouvernement espagnol réitère son désir universel d'entretenir des bonnes relations avec tous les Etats. En outre, il tient à exposer son point de vue à l'égard de cette motion en ce sens qu'il estime qu'il ne s'agit que d'une *recommandation* individuelle faite à chaque Etat, lequel demeure libre d'y donner suite ou non, si cette motion devait être approuvée par l'Assemblée, et non pas une décision obligatoire pour tous. La majorité des Ambassadeurs et Ministres des Etats membres de l'ONU ayant été rappelés il y a déjà plus d'un an et n'ayant pas été remplacés, le retrait éventuellement envisagé ne pourrait viser que l'Ambassadeur d'Angleterre, les Ministres de Hollande, de Turquie, de Salvador et de Saint Domingue, puisque seuls le St-Siège, le Portugal et l'Italie qui ont conservé leurs Ambassadeurs à Madrid ne font pas partie de l'ONU. Le ministère a reçu l'assurance que le Salvador et Saint Domingue ne retireraient pas leurs Ministres et il admet que la Turquie conservera son attitude d'abstention. Quant à la Suisse, le diplomate espagnol s'est borné à relever en passant qu'elle ne faisait pas partie de l'ONU et que sa démarche auprès de moi n'avait que pour but de souligner le caractère facultatif de l'éventuelle décision de l'Assemblée générale qui ne comporterait qu'une recommandation.

107

E 2300 Nanking /1
[DoDiS-166]

*Le Ministre de Suisse en Chine, H. de Torrenté,
au Chef du Service des Renseignements de l'Etat-Major Général, R. Frick*

Copie

L

Nankin, 8 janvier 1947

Par une lettre en date du 14 octobre¹ vous avez bien voulu me demander quelque avis sur les événements qui se déroulent en Extrême-Orient et dans quelle mesure ces événements pourraient constituer une menace pour la paix générale.

J'ai l'honneur de vous adresser les lignes qui suivent pour répondre au moins partiellement à vos questions. Elles n'ont ni la prétention d'épuiser le sujet ni de vous donner une vue d'ensemble du problème d'Extrême-Orient; elles tendent uniquement à vous signaler certains aspects de ce problème qui rentrent dans mon champ d'observation.

I. Généralités

L'on discerne souvent deux tendances nettement opposées dans les jugements formulés sur la situation politique de la Chine. Les uns considèrent la

1. *Non retrouvée.*

guerre civile, qui met aux prises nationalistes et communistes, comme une affaire purement chinoise, une sorte de soulèvement des seigneurs de la guerre contre le Gouvernement central ou plus simplement une lutte entre deux partis politiques; les autres estiment au contraire qu'il s'agit avant tout du choc de deux impérialismes sur territoire chinois.

Ces thèses extrêmes contiennent toutes deux une part de vérité, mais la réalité est à l'égale distance de l'une et de l'autre.

Il est en effet évident que la guerre civile est avant tout une affaire chinoise. La guerre civile est en Chine endémique; elle a sévi de tous temps. Il n'est que de songer, dans un passé encore récent, à la révolte des T'ai'pings. Ainsi le communisme de Yen-an n'est pas sur le plan intellectuel et idéologique étroitement lié au communisme russe. Il s'oppose surtout à un autre parti politique, le Kuomintang, dont il rejette la prédominance de la dictature. Les communistes chinois ont un programme à eux et les buts sociaux qu'ils se proposent sont adaptés au goût chinois. En bref l'on peut supposer que le conflit actuel sous une forme ou sous une autre existerait même sans la collision en Extrême-Orient des intérêts de deux puissances étrangères. En revanche il est non moins incontestable que cette collision forme la toile de fonds sur laquelle se déroule la guerre civile. L'existence même de cette guerre au point d'impact de deux impérialismes a fait glisser peu à peu le conflit chinois du plan national sur le plan de la politique générale et lui confère une importance indéniable.

A l'heure actuelle il est certain que ni l'opinion publique américaine ni Moscou ne sont enclins à envisager une guerre. Certes l'on entend quelques fois du côté américain faire allusion à une guerre préventive. Mais cela n'est sans doute ni le point de vue du Gouvernement ni celui de la grande majorité du peuple américain.

II. L'URSS

La Russie ne semble guerre disposée à entrer en lice aussi longtemps qu'elle n'aura pas atteint un certain degré de préparation et réalisé certains objectifs. Deux de ces objectifs semblent bénéficier d'une nette priorité, dans le code d'urgence russe, sur le problème d'Extrême-Orient.

a) Le premier objectif doit être la création d'une zone de sécurité en Occident (Finlande, Pologne, Allemagne orientale, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie, Bulgarie et si possible création d'un Etat macédonien). Que servirait en effet de transformer la Sibérie orientale en une forteresse et d'avoir accès au Pacifique si la Russie d'Europe restait vulnérable sous la menace d'une nouvelle invasion?

b) Le second objectif se situe en Proche-Orient; il consiste à s'assurer l'accès à la mer (Méditerranée et Golfe Persique), suivant la politique traditionnelle de l'empire des Tsars.

c) L'Extrême-Orient et la question du Pacifique n'occuperaient donc à l'heure actuelle que la troisième place dans les préoccupations de Moscou. Cela s'explique également par les conditions favorables à l'URSS qui règnent dans cette région du globe.

L'URSS s'est depuis longtemps assurée la protection de ses frontières en

arrachant à la Chine la Mongolie extérieure. En effet bien que l'accord sino-russe du 31 mai 1924 l'ait reconnu comme partie intégrale du territoire chinois, la Mongolie est en fait soviétisée depuis 1921, date à laquelle, transformée en «République du peuple de Mongolie», elle a conclu un traité d'union avec l'URSS. – Quant au Sinkiang, dont la population s'apparente au Turc, il dépend économiquement de la Russie, bien que la poignée de Chinois qui l'administrent, se réclament de Nankin.

De même le traité d'amitié et d'alliance que Moscou a imposé à la Chine, en vertu du droit du plus fort, le 14 août 1945, assure la prédominance des intérêts russes en Mandchourie par les accords concernant le chemin de fer de Changchun, la base navale de Port Arthur et Dairen.

Reste la pénétration soviétique en Chine propre. Pour cela il suffit que le désordre et la confusion règnent dans l'Empire du Milieu. L'on peut dire sans exagération qu'en cette matière Moscou est servi à souhait. C'est pourquoi je n'accorde qu'un crédit limité aux bruits qui courent périodiquement sur une aide militaire active de l'URSS aux communistes. L'Ambassadeur des Etats-Unis² lui-même m'a déclaré qu'il n'en avait aucune preuve. Certes l'armée russe a-t-elle en évacuant les provinces du Nord-Est abandonné à l'armée communiste le matériel de guerre enlevé aux Japonais. Mais une aide militaire active rendrait tôt ou tard inévitable un conflit avec l'Amérique. Puisque le désordre et la confusion dans ce monde qu'est la Chine constituent contre un adversaire éventuel une protection suffisante, il est superflu de se livrer à un jeu dangereux. Il suffit de veiller que ce désordre se perpétue. Sous cette forme la pénétration russe est évidente, ainsi qu'on a pu en juger à l'occasion des récentes manifestations anti-américaines qui se sont déroulés au début de ce mois dans plusieurs grandes villes de Chine.

Du même coup la discorde et l'anarchie favorisent les progrès du communisme. La corruption, la spéculation éhontée qui règnent dans le monde des affaires avec la complicité fréquente des milieux officiels, – que le Généralissime vient de stigmatiser si vigoureusement dans son message du jour de l'an –, la désorganisation économique et la misère sont les meilleurs fourriers du communisme et les meilleurs agents de la propagande soviétique.

En bref l'URSS a la partie belle et mène un jeu très simple et sans risque. La décomposition et le désordre croissent d'eux-mêmes sous son œil vigilant; il n'est que d'en accélérer le cours, ce qui n'est que trop aisé.

III. U. S. A.

Toute autre est la situation des Etats-Unis qui visent à jouer en Chine un rôle constructif, conforme à leurs intérêts, aussi bien dans le domaine politique que dans le domaine économique.

Du point de vue politique, Washington a besoin d'une Chine forte et libre qui forme une digue contre l'expansion soviétique et communiste. Du même coup, une Chine organisée et alliée aux Etats-Unis constituerait avec le Japon une puissante tête de pont qui assurerait à l'Amérique la domination du Pacifique.

2. J. Leighton Stuart.

En matière économique l'Amérique se propose d'exploiter le marché chinois; elle recherche donc la pacification du pays, le rétablissement des voies de communications, le relèvement des industries, la stabilisation de la monnaie, l'augmentation du pouvoir d'achat des masses. En bref, comme l'a écrit un critique militaire, son intérêt est que «la Chine tienne sur ses jambes». Malheureusement elle n'a pas le choix des moyens.

Aux Etats-Unis même les opinions sont partagées sur les méthodes et sur l'attitude à adopter à l'égard de la Chine. Certains estiment que l'Amérique se doit d'assurer au Généralissime une aide sans réticence et sans éclipse sur le plan militaire comme sur le plan économique, en vue de l'écrasement des communistes et du rétablissement de l'ordre sous l'égide du Gouvernement de Nankin. Ils soulignent la contradiction de la politique américaine qui tout en reconnaissant la nécessité d'arrêter la propagation du communisme en Extrême-Orient, marchande avec parcimonie son appui au Généralissime. En effet tous les envois d'armes, de munitions et de matériel de guerre ont été suspendus au cours de ces derniers mois, et le crédit de 500 millions de dollars «earmarked» pour la Chine ne sera attribué à Nankin qu'une fois la paix restaurée.

Les partisans de l'intervention oublient qu'à Yalta l'URSS semble s'être engagée à ne pas chercher noise à Washington au sujet de la Chine que dans la mesure où l'intervention américaine ne débordera pas le cadre des moyens pacifiques. Cela explique la mission du Général Marshall et son obstination louable à remplir le rôle ingrat de médiateur.

D'autre part en appuyant sans réserve le Généralissime, Washington provoquerait de graves remous dans l'opinion publique internationale, au sein de l'ONU, et même dans l'opinion publique aux Etats-Unis où des voix autorisées, loin de se borner à critiquer la politique d'immixtion réclament à cor et à cri le retrait définitif des troupes américaines. De même les milieux industriels qui avaient fondé sur la Chine des espoirs immodérés et prématurés commencent aujourd'hui à déchanter et leur déception est à la mesure de ce que fut leur enthousiasme.

Tout cela explique la déclaration incolore du Président Truman le 18 décembre; la politique de Washington à l'égard de la Chine devient de plus en plus indécise et hésitante au fur et à mesure que croissent les difficultés. L'URSS ne peut que tirer profit de cette pusillanimité.

Au surplus ce qui est de nature à compliquer encore leurs tâches, les Américains sont en Chine moins populaires encore que les Européens, ce qui n'est pas peu dire. On l'a constaté une fois de plus à l'occasion des manifestations dont je viens de parler. Le premier des «trois principes de la démocratie» formulés par le Dr. Sun Yat Sen, fondateur de la République, a trait aux relations de la Chine avec l'étranger. Il tend à recouvrer les droits souverains perdus par les Mandchous au cours du siècle dernier, autrement dit à la suppression des concessions et des capitulations³. Ce but a été atteint au cours des années 1943 à 1946. Or les troupes américaines occupent encore des points

3. Sur la renonciation de la Suisse aux droits d'exterritorialité, cf. N° 68, publié dans le présent volume.

stratégiques alors qu'elles auraient dû quitter la Chine sitôt terminé le rapatriement des Japonais. Cette situation paradoxale surprend le Chinois et éveille sa susceptibilité.

Enfin la présence des soldats américains en Chine fournit d'excellents slogans à la propagande communiste. Car si cette présence a la valeur d'un symbole en rappelant à l'URSS que l'Amérique n'entend pas que la Chine devienne un état fantoche, il n'en est pas moins vrai qu'elle constitue un sérieux appoint pour les nationalistes, en contrôlant des points névralgiques: Tientsin, la porte de la Chine du Nord; Chingwangtao, le Cardiff de la Chine, qui expédie le charbon des mines de Karping et Tangchan à Tientsin, Shanghai, Nankin; Tsingtao, la grande base maritime. Si les Etats-Unis sont obligés de montrer leur force pour sauvegarder leur prestige, l'URSS a l'inappréciable avantage de poursuivre ses intérêts et d'étendre son influence en opérant dans la coulisse par des moyens sournois et subreptices sans avoir à se démasquer jamais.

Les considérations qui précèdent m'amènent aux conclusions suivantes:

1. Le problème d'Extrême-Orient ne peut pas être à l'heure actuelle au tout premier plan des préoccupations de Moscou.

2. Le désordre et la confusion qui règnent en Chine constituent une sauvegarde suffisante pour l'URSS en Extrême-Orient. La Russie est à même de favoriser sans peine ni risque ce désordre, qui est en même temps le meilleur fourrier du communisme.

3. Les Etats-Unis sont gravement handicapés dans leur politique en faveur du Gouvernement nationaliste, par la crainte de complications internationales et par les courants divers qui se manifestent dans leur opinion publique. Leur politique fluctuante et indécise fortifie à maints égards la situation de l'URSS en Extrême-Orient.

4. Il est peu probable que la «World War III» éclate en Extrême-Orient. Toutefois le développement de la situation doit être suivi avec beaucoup d'attention. Ce ne serait pas la première fois que sans rechercher la guerre les parties se mettent en si fâcheuse posture qu'elles ne puissent en sortir que par la guerre.

108

E 2001 (E) 1/327

[DoDiS-1703]

Notice interne du Département politique¹

Berne, 10 janvier 1947

1. M. Juan March² avait demandé à notre Légation à Madrid l'intervention des autorités suisses pour que soient tirées au clair les irrégularités constatées dans la gestion de la CHADE³. Les reproches formulés sont résumés dans la

1. Rédigée par J. Martin, à l'intention de H. Lacher.

2. Sur J. March, cf. aussi DDS, vol. 14, annexe au N° 53.

3. *Compañia Hispano-Americana de Electricidad*. Cf. la lettre du Ministre E. Broye à la

notice ci-jointe⁴, faite précédemment par la Division du commerce. (La documentation que nous avons reçue ultérieurement de la part de cette administration n'a pas apporté d'autres éléments).

2. Les brochures ont été rédigées par M. J. Ruis-Galvez, propriétaire de 5 actions CHADE, participant pour la première fois à l'assemblée des actionnaires et pouvant être considéré comme homme de paille de M. Juan March.

Je possède personnellement les renseignements suivants sur M. March qui habitait un certain temps à Genève:

Il s'est constitué sa fortune de la façon suivante. Avant la guerre de 1914/18, M. March possédait le monopole des tabacs en Espagne; pendant la guerre de 1914/18 il ravitaillait en essence, dans un petit port espagnol, des sous-marins allemands. Avec sa fortune personnelle, l'une des plus considérables de l'Espagne, il a financé Franco.

Lors de son séjour à Genève en 1942, il menait grande vie et était souvent en rapport avec la Société de banque suisse, notamment M. Kern, directeur et banquier d'Alphonse XIII.

M. March est en bons termes aussi bien avec le régime franquiste qu'avec la famille royale et doit être politiquement puissant, étant donné qu'il a quitté Genève précipitamment pour regagner l'Espagne, la veille de l'occupation complète de la France par les Allemands en 1942.

3. La demande d'une intervention de notre part dans cette affaire semble devoir appeler les remarques suivantes:

a) Il est extrêmement difficile de déceler les véritables intentions de M. March. Il est frappant de constater qu'il jette par ses pamphlets le discrédit sur une société financière dont il détient une grande partie du portefeuille espagnol. Est-ce simplement par souci d'équité?... par animosité personnelle à l'égard de l'un des dirigeants actuels ou s'agit-il d'une spéculation de grande envergure? Bref, cette polémique n'est pas démunie d'un certain aspect «louche».

b) Les intérêts suisses sont-ils menacés? Il paraît assez invraisemblable

Division du Commerce du DEP, du 4 novembre 1946, E 2001 (E) 1/327. Dans cette lettre Broye écrit que selon J. March de grosses irrégularités avaient été découvertes à la charge de la Chade dont une partie considérable du capital est en mains suisses et qu'il convenait que les autorités suisses fussent tout de suite mises au courant de la situation pour qu'elles puissent intervenir en vue de la défense des intérêts suisses directs, ainsi que des intérêts des banques suisses dont une certaine clientèle étrangère possède des actions de la Chade acquises et gardées par nos banques. M. March a déclaré que lui-même détient pour cinq millions de titres de la Chade gardés par la Société de Banque Suisse à Genève. D'après lui, les autorités suisses comme les espagnoles, devraient intervenir immédiatement de manière à obliger la Chade à réunir d'urgence une assemblée des actionnaires qui devaient être mis au courant des faits très graves reprochés à la société et mis en état de discuter les remèdes à apporter à la situation, afin d'éviter les conséquences «d'un des plus grands scandales financiers» de l'époque actuelle, dit-il. Il prétend que les banquiers suisses (en premier lieu le Crédit Suisse très intéressé dans les affaires de la Chade) ne sont pas au courant de la situation extrêmement grave provoquée par les dirigeants de la Chade, situation qui peut provoquer la nationalisation de la société par le gouvernement argentin et de grosses pertes financières pour les intéressés suisses.

4. Non reproduite.

que M. le Directeur général Grandjean, qui fait partie du Conseil d'administration de la CHADE et qui avait participé à la séance du Conseil tenue au début de septembre 1946 à Madrid, n'ait pas connaissance de cette polémique. Si les intérêts suisses étaient vraiment menacés, M. Grandjean nous aurait déjà saisis de cette question. Pour que nous intervenions éventuellement, la demande devrait partir des milieux suisses menacés et non pas d'un brasseur d'affaires espagnol.

Il serait cependant utile que nous ayons la certitude que M. Grandjean sache ce qui se trame. Il ne me paraît toutefois pas indiqué d'aborder officiellement ce dernier à ce sujet. (Cette question pourrait éventuellement faire l'objet d'un entretien verbal). Pour le moment, je demande à Madrid quelle diffusion a été donnée à ces brochures.

c) Vis-à-vis de l'Argentine ce serait un faux-pas d'appuyer M. Juan March. Lorsque nous avons demandé le transfert des revenus des bons de caisse et bons de rente de la CHADE, nous avons toujours insisté sur la forte proportion de titres CHADE en mains suisses et avons réfuté l'argument argentin selon lequel il s'agirait d'une société financière étrangère.

d) Sans vouloir faire coïncider les deux affaires suivantes, il n'est pas sans intérêt de rapprocher le cas Juan March, signalé par Madrid, de l'article 39 de l'accord hispano-argentin du 30 octobre. Ce dernier a fait l'objet de la lettre du 12 novembre de notre Légation à Buenos Aires⁵. (J'ai vu cette lettre par hasard chez M. Corti et ce n'est qu'après une longue discussion que j'ai pu le persuader que cette affaire devrait être traitée par nous; comme l'original est cependant recouvert d'annotations de la part de M. Hofer, je le leur ai laissé.) Je donne donc connaissance à Madrid de la lettre de Buenos Aires et vice versa. Il nous sera peut-être possible ainsi de déceler de quoi il s'agit⁶.

5. Cf. E 2001 (E) 1/388.

6. Une note de J. Martin, datée du 13 septembre 1947, résume un entretien entre F. Kappeler et H. Grandjean, Directeur général du Crédit Suisse, au sujet de la CHADE, E 2001 (E) 1/327. Selon cette note M. Grandjean relève que M. Juan March continue à intriguer en Suisse contre la CHADE. Outre l'avocat Wohlers, il aurait gagné à sa cause M. Keller (ou Kern?) l'un des directeurs de la Société de Banque Suisse à Genève, et un certain M. Achard, d'une banque privée genevoise [probablement: A. Martin-Achard, de la succursale de Genève de la Banque de Paris et des Pays-Bas]. March négocierait en outre un crédit de 40 millions de dollars de la Suisse à l'Espagne. M. Grandjean est étonné que March soit encore toléré en Suisse.

M. Kappeler rappelle que M. Grandjean devrait fonder ses accusations contre M. March par écrit. Son rapport comme quoi March serait considéré comme indésirable en Suisse devrait être remis à M. Baechtold soit directement, soit par notre entremise.

M. Grandjean précise que le capital de la CHADE est de 260 millions de pesetas-or. Les intérêts suisses dans cette affaire représentent 160 millions de francs suisses (Environ 40%). Les actions CHADE sont actuellement cotées en Suisse au-dessus de 800 frs. L'Espagne possède 14% des actions CHADE, dont 8% ont été remis gratuitement à l'Espagne lors de la constitution de la CHADE. Le but visé par l'Espagne lors de la promulgation du décret-loi du 17 juillet sur les sociétés espagnoles est de mettre la main sur l'affaire CHADE et de pouvoir, de la sorte, rembourser le crédit que lui a accordé l'Argentine.

Dans son rapport politique du 15 octobre 1947 E. Broye écrit à M. Petitpierre que M. Juan

March [...] se serait rendu récemment en Suisse pour tenter de réaliser une opération de prêt que les banques suisses accorderaient à l'Espagne avec l'autorisation de Washington pour acheter des produits vitaux en Amérique. L'Amérique ne voulant pas apparaître comme prêteur à l'Espagne, c'est la Suisse qui aurait fait figure de bailleur de fonds, mais il paraît que l'opération envisagée n'a pas abouti, cf. DoDiS-2283.

109

E 2001 (E) 1/321
[DoDiS-162]

Proposition du Département politique au Conseil fédéral

LEVÉE DES MESURES DE BLOCAGE PRISES À L'ÉGARD DES TERRITOIRES ANCIENNEMENT OCCUPÉS PAR LE JAPON

Copie

Confidentiel. Pas pour la presse!

Berne, 17 janvier 1947

I. L'arrêté du Conseil fédéral, du 14 août 1945¹, décrétant le blocage des avoirs japonais, s'applique également à tous les territoires qui se trouvaient sous le contrôle japonais le 7 décembre 1941. Ceux-ci comprennent notamment:

- a) La Chine anciennement occupée,
- b) les possessions britanniques suivantes:

Singapour	Hongkong
Malacca	Burma
Straits settlements	British Borneo
Charawak	British New Guinea,
- c) l'Indochine française,
- d) le Siam,
- e) les îles américaines au Pacific,
- f) l'île de Timor (pour la partie portugaise)
- g) les Philippines.

II. Ces territoires ayant recouvré depuis la capitulation japonaise le statut qu'ils possédaient avant l'occupation, le blocage dont ils sont l'objet ne trouve actuellement plus aucune justification. Il s'est avéré d'autre part que ces mesures entravent considérablement les relations commerciales avec ces pays, provoquant ainsi un mécontentement prononcé parmi les milieux suisses intéressés. Ce blocage impose en effet aux personnes domiciliées dans ces territoires des restrictions qui les amèneront tôt ou tard à négliger le trafic avec la Suisse pour se tourner vers d'autres centres économiques, ce qui serait éminemment préjudiciable à nos intérêts.

En ce qui concerne l'Indochine française, il convient de relever par ailleurs que ce territoire reste soumis aux dispositions de l'arrêté du Conseil fédéral

1. Non reproduit, publié in: RO, 1945, vol. 61, pp. 605-610.

du 6 juillet 1940²; les avoirs de personnes résidant en Indochine française continueront donc d'être bloqués.

III. Il est à remarquer que des mesures ont été prises du côté chinois pour bloquer les comptes dont les titulaires sont considérés comme ennemis des Alliés. La libération des comptes chinois en Suisse n'exercerait aucune influence sur les avoirs japonais ou allemands placés en Suisse au nom d'une banque chinoise puisque ces avoirs restent bloqués, quel que soit le domicile de leur propriétaire, en vertu des mesures de blocage décrétées par la Suisse à l'égard des avoirs japonais ou allemands.

IV. Il convient d'examiner si la Suisse doit, conformément à l'engagement pris dans l'accord du 8 mars 1945 (accord Currie)³, porter à la connaissance des Gouvernements visés par les mesures de déblocage son intention de procéder à la libération de ces avoirs. A ce propos, il y a lieu de relever que l'Ambassade de France et la Légation de Grande-Bretagne à Berne ont adressé au Département politique, le 16 août 1945⁴, une note similaire demandant au Gouvernement suisse de «prendre immédiatement toutes les mesures législatives et administratives nécessaires à l'égard de tous les biens japonais publics ou privés, y compris les biens qui sont la propriété ou placés sous le contrôle des personnes se trouvant dans des territoires occupés ou contrôlés par le Japon...». L'insistance des Gouvernements britannique et français à l'égard de ce blocage nous incite à nous en tenir à l'engagement pris dans l'accord Currie et à notifier aux Gouvernements américain, britannique, chinois, philippin, portugais et siamois notre intention de lever le blocage applicable à la partie de leur territoire anciennement occupé par le Japon. Tout porte à croire cependant que ces pays n'élèveront aucune objection contre ce déblocage. Pour éviter tout malentendu il y aura lieu d'informer aussi le Gouvernement français de la levée des mesures de blocage prises à l'égard des territoires anciennement occupés par le Japon, mais que l'Indochine reste soumise aux dispositions de l'arrêté du Conseil fédéral du 6 juillet 1940 et que les avoirs de personnes résidant en Indochine française continueront donc d'être bloqués.

A toutes fins utiles, il convient de mentionner en outre que la Suisse s'est également engagée, dans l'accord Currie, à «faire pour ses besoins propres un recensement complet des biens et avoirs des personnes visées par les arrêtés de blocage...»⁵. Cette enquête s'est limitée au territoire du Japon et n'a pas été faite pour les pays qui nous occupent. Il s'est avéré que la levée de certains arrêtés de blocage sans enquête préalable n'a provoqué aucune réaction du côté allié.

2. Cf. *DDS*, vol. 13, N° 336, *Annexe II. Décision présidentielle, PVCF N° 1164*, E 1004.1 1/399, publié in: *RO*, 1940, vol. 56, II, pp. 1232-1235.

3. Cf. *DDS*, vol. 15, N° 391, et N° 391, note 3.

4. *Note britannique*, cf. E 2001 (E) 2/570. *La note française n'a pas pu être retrouvée, d'autre part aucun indice d'un intérêt actif de l'Ambassade de France à Berne pour ce dossier n'a pu être retrouvé. En revanche, il existe une note de la Légation des Etats-Unis à Berne datée du 15 août 1945, qui est très similaire à la note britannique.*

5. Cf. note 3.

Se fondant sur ce qui précède, le Département politique fédéral, d'entente avec la Division du Commerce du Département fédéral de l'Economie publique,

propose:

1. l'adoption du projet d'arrêté en annexe⁶, instituant des mesures provisoires pour le règlement des paiements entre la Suisse et le Japon (levée des arrêtés du Conseil fédéral du 14 août 1945 pour les territoires anciennement occupés par le Japon et du 2 novembre 1945⁷ pour le Mandchoukuo et le Royaume de Siam).

2. que le soin de fixer la date de sa mise en vigueur totale ou partielle et de sa publication soit laissé au Département politique.

6. Non reproduit. Approuvé par le Conseil fédéral le 24 janvier 1947, cf. PVCF N° 201, E 1004.1/477, publié in: RO, 1947, vol. 63, pp. 242-243.

7. Cf. PVCF N° 2774, E 1004.1/463, publié in: RO, 1945, vol. 61, pp. 927-931.

110

E 2001 (E) 1/322
[DoDiS-1639]

Notice du Département politique

NOTICE À L'INTENTION DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES¹ AU SUJET DES AVOIRS FRANÇAIS BLOQUÉS EN SUISSE

Copie

LE

Berne, 13 février 1947

I.

Les engagements que nous avons pris à l'égard de la France à ce sujet sont, brièvement résumés, les suivants:

1) Dans l'accord du 8 mars 1945² (dit accord Currie), nous avons fait la déclaration suivante: «Le Gouvernement suisse est d'accord pour se concerter avec les Gouvernements de chacun des pays dont les biens et avoirs sont bloqués, avant que les mesures de contrôle applicables à ce pays ne soient abolies ou relâchées».

Les mots «se concerter» («to consult with») ont donné lieu à une divergence d'interprétation bien connue.

De plus, dans ce même accord du 8 mars 1945, nous avons pris l'engagement de recenser, pour nos propres besoins, les avoirs étrangers bloqués dans notre

1. Rédigée par A. Hay, cette notice est discutée lors de la séance des 19 et 20 février 1947 de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national, E 2800/1990/106/1. Cf. aussi N° 111, publié dans le présent volume.

2. Cf. DDS; vol. 15, N° 391.

pays. Ce recensement n'a, en fait, pas été effectué pour les avoirs français, en raison notamment de la multiplicité des tâches incombant à l'Office suisse de compensation. D'autre part, à la suite de la conclusion de l'accord de Washington³ et des arrangements avec les autorités américaines au sujet du déblocage des avoirs suisses aux Etats-Unis⁴, le recensement des avoirs français ne répond plus à un besoin.

2) Lors des pourparlers qui ont précédé la conclusion de l'accord financier franco-suisse du 16 novembre 1945⁵, la Délégation française a demandé la levée du blocage des avoirs français dans notre pays. Cependant, d'après la proposition française, seuls les avoirs déclarés aux autorités françaises auraient été libérés. En fait, les Français tenaient fort peu au déblocage mais beaucoup plus à l'assistance fiscale. La Délégation suisse a répondu que si nous débloquions les avoirs français en Suisse, nous le ferions *complètement et sans condition*, ce que la France voulait précisément éviter à tout prix. On finit par se mettre d'accord sur un texte qui prévoit le maintien, en principe, du blocage des avoirs français; ceux-ci peuvent cependant être transférés en France par l'intermédiaire de la Banque Nationale, si le détenteur des avoirs le désire. Il s'agit de l'art. 5 du Protocole confidentiel à l'accord financier, ainsi stipulé:

«Dans le cadre du régime institué par l'arrêté du Conseil fédéral du 6 juillet 1940⁶, les autorités suisses autorisent:

1) La libre utilisation des avoirs liquides en francs suisses des intermédiaires agréés français pour tous paiements en Suisse.

2) Le versement soit au compte de la Banque de France chez la Banque Nationale Suisse, soit au compte d'un intermédiaire agréé français des avoirs liquides en francs suisses appartenant à des personnes résidant dans la zone franc, sur simple demande des titulaires adressée aux détenteurs desdits avoirs.

Par avoirs liquides, on entend les avoirs en compte et revenus échus de toute nature ainsi que le produit de la réalisation éventuelle de tous investissements français en Suisse, quelle que soit la date à laquelle les avoirs ont été ou seront constitués et quel que soit le lieu de leur dépôt.»

II.

En principe, le Conseil fédéral est d'avis que la levée des mesures de blocage instituées à l'égard des avoirs de différents pays doit s'effectuer le plus rapidement possible, pour autant que des circonstances spéciales découlant de la guerre n'en demandent le maintien. Signalons dans cet ordre d'idée que le blocage des avoirs néerlandais⁷, indo-néerlandais⁸, russes⁹, yougoslaves¹⁰,

3. Cf. *table méthodique du présent volume*: Relations financières générales.

4. Cf. N° 103 et 118, publiés dans le présent volume.

5. Cf. DoDiS-1778. Sur les pourparlers, cf. notamment E 2001 (E) 2/569, 608, 611; E 7110/1973/135/14.

6. Cf. *DDS*, vol. 13, N° 336.

7. Cf. *PVCF* N° 877 du 29 mars 1946, E 1004.1 1/467.

8. Cf. *PVCF* N° 1543 du 14 juin 1946, E 1004.1 1/470.

9. Cf. *PVCF* N° 1809 du 12 juillet 1946, E 1004.1 1/471.

10. Cf. *PVCF* N° 1926 du 25 juillet 1946, E 1004.1 1/471.

danois¹¹, grecs¹² et polonais¹³ a pu être levé. Le déblocage des avoirs autrichiens, tchécoslovaques et hongrois est envisagé¹⁴.

Pour les raisons indiquées ci-dessus, le blocage des avoirs français revêt cependant un caractère très particulier. Il est vrai que sur la base de l'accord du 8 mars 1945 que le Gouvernement français y ait donné son accord (notre interprétation des mots «se concerter»). Nous pourrions justifier cette décision d'autant mieux que dans l'esprit des arrangements Currie il s'agissait de maintenir le blocage des avoirs étrangers dans notre pays pour éviter que le territoire de la Suisse ne soit utilisé pour la disposition, la dissimulation ou le recel des biens pris pendant la guerre illégalement ou sous l'empire de la contrainte. Or, depuis la fin de la guerre, toutes mesures utiles ont été prises à cet égard (échange des billets de banque français, arrêté sur la revendication des biens spoliés, accord de Washington, certification des avoirs suisses aux Etats-Unis).

Considéré cependant sous l'angle général de nos relations avec la France et de l'engagement pris lors de la conclusion de l'accord financier du 16 novembre 1945, il ne serait certes pas opportun de procéder à la levée du blocage des avoirs français sans être au préalable assurés que du côté français cette mesure ne soulèverait pas une réaction trop violente. Or, d'après les divers renseignements que nous possédons, il est certain que la France considérerait le déblocage pur et simple de ses avoirs en Suisse comme un geste particulièrement inamicale. Les conséquences pourraient s'en ressentir de façon fâcheuse sur les nombreuses questions actuellement en suspens avec notre grand voisin (nationalisations, dommages de guerre, créances pour les frais d'internement etc.).

D'ailleurs au cours de la récente réunion de la Commission mixte franco-suisse, qui s'est tenue à Berne du 13 au 17 janvier dernier, la Délégation française nous a reproché de n'avoir pas procédé au recensement des avoirs français comme nous nous y étions engagés par l'accord du 8 mars 1945. Elle ne nous a pas caché que si ce recensement avait été effectué, elle pensait que nous en aurions communiqué le résultat au Gouvernement français. Si l'on songe à la situation particulièrement difficile dans laquelle se trouve la France au point de vue de ses finances, on peut comprendre sa politique à l'égard des avoirs privés de ses ressortissants à l'étranger. Au fur et à mesure que la situation s'améliorera, ce problème deviendra également moins brûlant; si à ce moment là les questions en suspens auront pu être réglées de façon satisfaisante, un déblocage pourra être envisagé.

11. Cf. PVCF N°2250 du 3 septembre 1946, E 1004.1 1/473.

12. Cf. PVCF N°58 du 7 janvier 1947, E 1004.1 1/477.

13. Cf. PVCF N° 3008 du 29 novembre 1946, E 1004.1 1/475.

14. Pour la question du recensement des biens en Suisse des victimes de l'action nationale-socialiste, cf. la notice interne du DPF du 21. August 1947, DoDiS-2004.

111

E 2800/1967/60/4

[DoDiS-1960]

Exposé du Chef du Département politique, M. Petitpierre¹

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES [DU] C[ONSEIL] N[ATIONALE]

BADEN, 19/20 FÉVRIER 1947

Les conférences internationales qui se sont tenues pendant l'année 1946 jusqu'à l'automne ont toutes abouti à des résultats négatifs. En revanche, l'Assemblée générale des Nations Unies et la conférence des quatre Grands, réunies à New York à la fin de l'automne, ont créé une atmosphère de détente. Cette détente est due essentiellement à un changement dans l'attitude et le comportement des Russes, qu'il s'agisse de la discussion des traités de paix ou des problèmes intéressant les Nations Unies. En particulier, à New York, une volonté d'apaisement s'est nettement manifestée dans les discours prononcés par M. Molotov. On doit se féliciter sans réserve de cette évolution.

Mais on a aussi le devoir de se poser et de chercher à donner une solution à quelques questions:

Quelles sont les raisons de ce changement d'attitude des Russes?

Ont-ils renoncé à leurs prétentions – c'est-à-dire y a-t-il un revirement dans leur politique?

Quelles sont les perspectives, les espoirs qu'ouvre cette amélioration de la situation internationale?

Les raisons par lesquelles on explique le changement d'attitude des Russes sont de nature très diverse.

Les unes intéressent la situation intérieure en Russie même.

Le pays serait affaibli économiquement et la situation alimentaire serait difficile, ensuite de la guerre et de la sécheresse de l'an dernier, qui aurait anéanti les récoltes en Ukraine. Des problèmes politiques se sont posés. On sait que les tendances des militaires et celles des politiciens ou du parti étaient divergentes. Les maréchaux victorieux (Joukov, Koniev, Verchinine) poussaient à une épreuve de force avec le monde occidental. En revanche, Staline et le Politbureau estiment qu'il serait imprudent de courir un tel risque. Ils auraient eu le dessus.

Pour rétablir la primauté du parti sur l'armée, Staline a choisi comme premier collaborateur militaire Nicolas Boulganine, fonctionnaire assez obscur, ancien directeur de la Banque d'Etat. Boulganine a mis sa signature au bas de deux ordres du jour adressés à l'armée soviétique à l'occasion du 22^e anniversaire de la révolution. Cet honneur insigne, que jusqu'à présent s'était réservé Staline, éclipsa les maréchaux et les ramena au rang de serviteurs anonymes de la Grande Muette. La subordination du pouvoir militaire au pouvoir civil est la pierre angulaire du régime stalinien.

1. Une annotation manuscrite en tête du document indique que M. Petitpierre a prononcé le même exposé à Sierre, lors de la séance du 26 février 1947 de la Commission des Affaires étrangères du Conseil des Etats.

Il s'agirait, d'autre part, d'en revenir au marxisme léniniste et de réagir impitoyablement contre toutes les forces qui tendent à le désagréger. C'est ce qui expliquerait la promotion d'André Jdanov, qui a la double charge de parler à la nation au nom du gouvernement et de veiller à l'intérieur au maintien des normes communistes. Il est à la fois porte-parole de Staline et répondant du parti communiste. On pense qu'en cas de disparition de Staline, il prendrait le pouvoir avec un autre dignitaire soviétique, Malenkov, Beria ou Molotov. C'est Jdanov qui a usé de moyens extrêmes contre les artistes, écrivains, cinéastes, poètes et musiciens accusés de déviation idéologique, d'apolitisme, d'émotionalisme ou de s'être montrés favorables aux influences occidentales. La crise n'affecte d'ailleurs pas seulement les littérateurs et les artistes. Elle sévit aussi parmi les paysans [*des*] kolkhoses. Nombreuses sont les exploitations et fermes collectives où des fonctionnaires se seraient rendus coupables d'appropriations frauduleuses, opérées le plus souvent avec la complicité du soviét local. D'après des informations de source soviétique, il y a eu de multiples cas de pillage sur les terres collectivisées, d'accaparement de domaines entiers, d'exploitations individuelles. La crise est sérieuse. La presse dénonce ces coupables tentatives comme témoignant du désir des kolkhosiens de rétablir le principe de la propriété privée. Le plan de redressement vise à réduire par la contrainte l'indépendance du producteur. En somme, la lutte oppose le bureaucrate kolkhosien au paysan agriculteur.

Les mesures de coercition envers les populations non russes de l'Union ont été renforcées. Trois républiques allogènes ont été supprimées et leur population déportée. Il s'agit de

2

Le peuple tartare aurait virtuellement cessé d'exister.

On est évidemment mal renseigné sur ce qui se passe réellement en URSS. Il est donc malaisé d'apprécier la mesure en laquelle les difficultés d'ordre matériel et politique, auxquelles se heurte le régime soviétique, exercent une influence sur sa politique extérieure. Il serait erroné de donner trop d'importance à ces difficultés. Il est, en revanche, vraisemblable que, si puissante qu'elle soit, l'URSS a besoin d'une période de paix.

Il y a un autre élément qui me paraît avoir exercé une influence décisive dans le sens de la modération sur le dynamisme extérieur de l'URSS: c'est le raidissement de la politique américaine à son égard, la volonté marquée par le gouvernement des Etats-Unis de s'opposer à l'expansion soviétique. Contrairement à ce que l'on croit communément, ce raidissement s'est manifesté moins en Extrême-Orient qu'en Europe et dans le Proche-Orient. Il n'est pas douteux que les intérêts des USA sont beaucoup plus importants en Extrême-Orient, et en particulier en Chine, qu'en Europe, étant données toutes les possibilités que l'Asie ouvre à l'expansion économique américaine. Il est clair aussi que les Russes n'ont aucun intérêt à voir les Etats-Unis s'installer solidement en Asie orientale et centrale, dans des régions où ils aimeraient aussi exercer leur influence. Cependant l'idée d'une Chine divisée entre les régions soumises au Maréchal Chiang-Kai-Chek, appuyé sans réserve par les USA,

2. Une ligne blanche figure sur le document.

et celles sous obédience communiste et par conséquent inféodées à Moscou, cette idée ne correspond pas à la réalité, beaucoup plus complexe. Les USA ont une politique assez flottante en Chine. Ils soutiennent Chiang-Kai-Chek, mais se sont efforcés de mettre fin à l'anarchie actuelle, préjudiciable à leurs intérêts économiques, en cherchant à rapprocher Chiang-Kai-Chek et les communistes. Ils n'y sont pas parvenus, mais ne fournissent pas pour autant au Maréchal les moyens nécessaires pour venir à bout des communistes par la force. Quant à l'URSS, elle n'a pas besoin d'intervenir pour prolonger un état d'anarchie qui n'est pas contraire à ses intérêts. L'opposition américaine et soviétique en Extrême-Orient est une réalité – elle peut avoir des répercussions très graves à longue échéance. Mais c'est plus près de nous que les Etats-Unis ont manifesté leur volonté de s'opposer aux desseins soviétiques. Cette volonté se manifeste partout et sur tous les plans. C'est en quelque sorte un système, qui s'explique par le fait que les USA sont aujourd'hui convaincus que la manière forte est la seule qui puisse être appliquée efficacement quand on a affaire aux Russes.

A Berlin, il y a un an, les Russes tenaient le haut du pavé. Aujourd'hui, ce sont les Américains.

Il y a des vaisseaux de guerre [*des*] USA en Méditerranée orientale – en permanence. A l'heure actuelle, la Turquie – dans la question des Détroits – se sent plus sûrement soutenue par les USA que par l'Angleterre.

En Iran, on a été surpris récemment de la solution rapide et inattendue donnée par le Gouvernement de M. Ghavam à la question de l'Azerbaïdjan. Le parti Toudéh s'est volatilisé en un tournemain, sans que les Soviets soient intervenus. Des négociations entre Anglais et Américains ont abouti à la vente, pour une période de 20 ans, d'une partie importante de la production de l'Anglo-Iranian Oil Company à deux compagnies américaines. Un prêt de 250 millions de dollars serait accordé en principe par les Américains à l'Iran. Une coopération anglo-américaine s'institue dans cette région du Proche-Orient. L'accord intervenu, quoique commercial, ne peut pas manquer d'avoir des conséquences d'ordre économique et éventuellement militaire. On prétend d'ailleurs aussi que des engagements auraient été pris par le gouvernement iranien envers l'URSS, qui recevrait une concession sur les puits de pétrole de l'Azerbaïdjan.

On peut évidemment voir dans ces faits simplement des manifestations de l'impérialisme américain. Je crois qu'il y a cela, mais aussi davantage: la résolution d'opposer à une politique de force, telle que celle pratiquée par l'URSS depuis la conclusion du pacte germano-russe d'août 1939 – avec l'intermède de la guerre germano-russe – une politique de force aussi décidée. Cette volonté américaine s'est encore manifestée ailleurs, au cours de la conférence de New York entre les quatre Grands, et au Conseil de sécurité. Plus récemment, elle s'est exprimée par la bouche du Général Marshall, qui entend subordonner la réduction des armements à la solution des graves problèmes que posent les traités de paix avec l'Allemagne et le Japon.

Je ne crois pas qu'une dictature totalitaire, qui n'est soumise à aucun contrôle comme celui de l'opinion publique dans une démocratie, comprenne un autre langage que celui de la fermeté.

On peut avoir plus de sympathie pour le communisme en tant que doctrine que pour le capitalisme; on peut refuser de choisir entre les deux systèmes, en pensant que ni l'un ni l'autre n'est satisfaisant, et qu'il y en a un troisième qui vaut mieux. On ne saurait méconnaître qu'objectivement l'avenir de l'Europe serait encore plus sombre qu'il n'est, si à la force d'expansion soviétique la puissance américaine ne faisait contrepoids. Les chances de paix dépendent de cet équilibre, au moins pour un temps.

La détente de cet hiver signifie-t-elle qu'il y a un renversement de la politique soviétique ou, si l'on veut, que désormais l'URSS, au lieu de faire une politique étroitement et exclusivement inspirée de l'intérêt national, est décidée à collaborer largement avec les autres nations en vue d'une organisation pacifique du monde?

Je ne crois pas que l'URSS rêve d'une hégémonie mondiale, dans le même sens que l'Allemagne d'Hitler ou le Japon au temps de ses victoires. Mais elle poursuit opiniâtement deux buts depuis 1939:

Augmenter sa puissance politique et économique en profitant des circonstances pour atteindre certains objectifs de la politique russe traditionnelle. Elle a déjà réalisé une partie de son programme par l'annexion des Etats baltes, d'une partie de la Pologne, de la Finlande et de la Roumanie. Elle a vassalisé les Balkans. Grâce à l'occupation militaire, elle tient sous sa coupe la Pologne, la Hongrie, ce qui reste de la Finlande, une partie de l'Autriche et de l'Allemagne. Si l'on se reporte aux discussions qui ont eu lieu à Berlin le 10 novembre 1940 entre de Ribbentrop et M. Molotov et aux sujets qui furent traités par eux, on constate que le programme envisagé du côté soviétique a été rempli au delà de ce qui était prévu, sauf sur deux points: l'installation de bases russes dans les Détroits et la revendication soviétique sur la région de Kars, d'une part, et l'établissement d'une zone d'influence russe en Iran, d'autre part.

La question iranienne a été résolue provisoirement comme on sait. Quant aux Dardanelles, la pression soviétique sur la Turquie ne se relâche pas. L'armée turque – 700'000 hommes – est toujours sur pied, ce qui constitue une charge qui pèse lourdement sur la vie économique turque.

Une lutte d'influence est d'ailleurs engagée dans le Proche-Orient. L'idée du roi de Transjordanie Abdullah – peut-être poussé par les Anglais – de constituer une Grande Syrie, projet qui se heurte à l'opposition de la Syrie et du Liban, mais qui serait accueilli favorablement par la Turquie, a permis au gouvernement soviétique de soutenir la revendication syrienne sur le sandjak d'Alexandrette. A l'Assemblée générale des Nations Unies, cet automne, on a constaté une entraide constante entre le bloc slave et le bloc arabe.

Ces luttes d'influence entre grandes Puissances, dont les Etats faibles font les frais, n'ont rien de très alarmant – elles sont dans l'ordre des choses – et l'on ne saurait guère à cet égard faire grief aux Russes de méthodes auxquelles recourent ouvertement d'autres grandes puissances comme les USA ou la Grande-Bretagne.

Il me paraît donc vraisemblable que l'URSS n'a pas renoncé à réaliser certains buts, comme l'établissement de bases ou la mainmise sur les Détroits. Elle en a ajouté d'autres, comme l'établissement de bases au Spitzberg. En

revanche, je ne crois pas que, dans les circonstances actuelles, un risque de guerre soit attaché à ces revendications soviétiques.

Mais la politique des Soviets poursuit un autre but, qui n'est pas nouveau non plus: celui d'affaiblir toutes les forces qui peuvent représenter une menace pour eux ou s'opposer à leurs desseins.

Il est difficile à cet égard de se rendre compte dans quelle mesure le développement du communisme dans le monde est un moyen qui doit permettre à l'URSS d'atteindre ses objectifs, ou une fin en soi. Je pense que le moyen et le but se confondent.

Le parti communiste de chaque pays étant un instrument, il permet aux chefs de l'URSS, qui sont en même temps les dirigeants du communisme, de chercher à vassaliser les Etats où la doctrine du parti s'est implantée, soit par les voies légales et régulières – ainsi en France, en Belgique, en Italie, en Tchécoslovaquie, dans certains Etats de l'Amérique du sud – soit en recourant aux procédés adéquats: ainsi dans les pays de l'Europe orientale libérés ou occupés par les armées russes: Pologne, Bulgarie et Roumanie, ou dans les pays où les élections libres ont été une catastrophe pour le parti communiste, comme la Hongrie et l'Autriche, en cherchant à détruire ou à affaiblir les partis majoritaires, ou encore par une aggravation des modalités de l'occupation.

Je renonce à développer ce thème. Il est connu. Il me paraît aussi inutile de rechercher si l'URSS se sent réellement menacée par le capitalisme américain ou par la démocratie politique et sociale telle qu'on la conçoit en Europe occidentale. Je me borne à relever que, si l'URSS semble avoir renoncé au recours à la guerre, elle intensifie l'action exercée dans les différents pays par les partis communistes, qui obéissent aux directives de Moscou. Cette lutte, reprise au moins secrètement, contre les Etats dits capitalistes du monde – conformément aux principes du léninisme et du stalinisme – n'implique pas un risque de guerre, mais elle est un obstacle à une reconstruction rapide du monde sur des bases démocratiques. C'est moins en tant que système que parce qu'il est lié au régime politique de la dictature, que le communisme, sur le plan international, me paraît dangereux. Je garde en mémoire cette phrase d'un discours prononcé l'automne dernier par M. Molotov: «Ne perdons pas de vue que les intérêts de l'URSS se confondent toujours avec ceux du communisme».

Il y a un autre phénomène, dont il est difficile d'apprécier toutes les conséquences aujourd'hui: c'est la liquidation de la politique coloniale, à laquelle nous assistons en particulier en Asie. Les Indes, la Birmanie, l'Indochine, l'Indonésie, sans compter en Afrique l'Egypte et le Soudan, et peut-être bientôt – parce que les Français sont obligés de prélever des troupes en Afrique du Nord pour les envoyer en Indochine – l'Algérie, la Tunisie, le Maroc. Il est clair que l'URSS n'est pas inactive dans tous ces foyers d'agitation que sont devenues les colonies, et que sa tâche est facile à accomplir, qui consiste à soutenir les revendications, peut-être d'ailleurs légitimes, des peuples indigènes contre leurs maîtres blancs. Comme ces peuples sont souvent profondément divisés – qu'on songe aux Hindous – et incapables encore de se gouverner eux-mêmes, on peut mesurer les développements qui risquent de se produire.

Il n'y a pas de conclusions spéciales à tirer de l'importance des forces armées sur pied. Il faut relever cependant qu'au cours de l'automne – et ceci doit être considéré comme un signe favorable – l'URSS a procédé à des retraits de troupes appréciables. Il y a eu plus exactement un va et vient, des transports ayant lieu d'ouest en est, mais inversement de jeunes contingents ont été transportés de l'est à l'ouest. On admet généralement que les troupes nouvellement arrivées ne sont pas aussi nombreuses que celles qui ont été rapatriées. La diminution d'effectifs est estimée à 300'000 hommes. En revanche, les nouvelles troupes ont une force combative supérieure aux anciennes. Ainsi des divisions d'infanterie ont été transformées en divisions motorisées ou motomécanisées. C'est surtout en Allemagne, en Pologne et en Roumanie que les effectifs ont été réduits. En Bulgarie, il y a eu une augmentation des effectifs qui s'explique par la pression exercée, d'une part, sur la Grèce, d'autre part, sur la Thrace turque. On ignore si les hommes rapatriés d'Europe ont été écartés.

[...]³

Il ne faut pas trop se laisser impressionner par ces chiffres, qui s'expliquent par la situation encore précaire. Ils prouvent cependant que, si le monde se dirige vers la paix, la paix elle-même n'est pas encore en vue.

Ce serait une erreur toutefois d'être trop pessimiste et de sous-estimer les éléments positifs qui existent aujourd'hui. Les discussions qui vont se dérouler sur les traités de paix avec l'Allemagne et l'Autriche permettront de se rendre compte si la détente qui s'est produite couvre une réalité. Le fait même que la psychose de guerre est en régression et que les risques de guerre paraissent écartés pour un temps sont un signe favorable.

Enfin l'affermissement certain de l'ONU au cours de l'automne, la reprise d'une vie internationale qui se manifeste par des conférences (dont les Russes sont trop souvent absents) permettent d'espérer que la reconstruction du monde s'opère lentement.

La politique internationale est fondée aujourd'hui presque exclusivement sur des rapports de force, sur le principe de l'équilibre, non plus européen mais mondial. Nous sommes en plein régime féodal, alors que la Charte de San Francisco avait l'ambition de réaliser une organisation des peuples suivant des principes démocratiques et fédératifs en vue d'une gestion en commun des affaires internationales.

Le chemin à parcourir pour passer d'un régime à l'autre sera très long. Il est hérissé d'obstacles. Ce n'est pas une raison pour refuser de s'y engager.

En ce qui concerne la Suisse, le Conseil fédéral doit, me semble-t-il, persévérer dans la voie où il s'est engagé dès la fin des hostilités. Vous connaissez sa politique. Je peux la résumer en quelques mots.

Sur le plan des relations bilatérales avec les autres Etats, nous devons chercher à développer nos relations avec tous les Etats, en faisant abstraction de toute considération idéologique. Nous avons un intérêt politique – mais aussi

3. La pagination du document indique que M. Petitpierre a inséré à ce passage une page, probablement une notice, non retrouvée, sur les effectifs militaires.

économique, à plus longue échéance – à être présents partout, en tenant compte de nos possibilités budgétaires.

Nous devons, d'autre part, chercher à liquider aussi rapidement que les circonstances le permettront les problèmes nés de la guerre ou posés par les mesures prises par certains Etats après la guerre. Je pense en particulier:

à la révision des jugements rendus contre nos compatriotes en France pour collaboration⁴;

aux confiscations et mesures d'étatisation prises dans plusieurs pays: France, Pologne⁵, Yougoslavie⁶, Tchécoslovaquie⁷. Des négociations sont engagées avec les gouvernements de ces quatre pays. Nous sommes les premiers à avoir pu conclure un accord avec les Tchèques.

Il y a encore le problème des dommages de guerre, qui est à l'étude, et auquel il sera difficile de donner une solution satisfaisante.

Sur le plan multilatéral, vous connaissez aussi notre politique, et vous l'avez approuvée à différentes reprises.

L'an dernier, les Chambres ont décidé d'adhérer à l'Organisation mondiale de la santé⁸ et à l'Organisation internationale pour l'alimentation et l'agriculture⁹. Elles seront prochainement saisies d'un message sur notre adhésion à la Cour internationale de Justice¹⁰. L'Assemblée générale des Nations Unies s'est prononcée unanimement en faveur de notre adhésion.

Plus tard, les Chambres auront à se prononcer sur notre adhésion à l'UNESCO¹¹.

On aimerait beaucoup nous voir adhérer aux deux institutions de Bretton Woods: Le Fond monétaire international et la Banque internationale de reconstruction et de développement économique. Nous avons examiné à fond la question et le Conseil fédéral est arrivé à la conclusion que, pour le moment, il devait adopter une attitude très réservée¹².

En revanche, dans un proche avenir, il est possible – même probable – que nous soyons appelés à adhérer à l'Organisation internationale des réfugiés. Ce sera une affaire assez coûteuse. Le Conseil fédéral n'a pas eu encore à s'en occuper. Mon opinion est qu'il sera peut-être difficile de nous tenir à l'écart de cette organisation, qui poursuit un but humanitaire et qui nous intéresse aussi directement.

Quant à nos relations avec les Nations Unies, je ne pense pas que cette année sera marquée par des événements sensationnels. Comme vous le savez, l'accord au sujet de Genève a été ratifié par l'Assemblée générale. Une délégation technique va venir en Suisse pour mettre au point la question de la

4. Cf. *les lettres de Petitpierre des 10, 17 et 21 février 1947*, E 2200 Paris 36/B/13.

5. Cf. DoDiS-1820 et 1870

6. Cf. DoDiS-1756, 1761 et 1904

7. Cf. DoDiS-1832

8. Cf. *FF, 1946, III, pp. 675 ss*, DoDiS-2061.

9. Cf. *PVCF N° 2157 du 23 août 1946*, DoDiS-1450.

10. Cf. *PVCF N° 2603 du 18 octobre 1946*, DoDiS-246.

11. Cf. *FF, 1948, II, pp. 1158 ss*, DoDiS-2116.

12. Cf. *les notes manuscrites de Petitpierre pour cette séance E 2800/1967/59/3. Sur cette question, cf. aussi le compte rendu de Ch. Müller du 14 juin 1947*, DoDiS-125.

station de radio. Des conférences importantes se tiendront à Genève déjà cette année. Il est possible que certaines organisations y établissent leur siège¹³.

L'accueil fait aux observateurs officiels que nous avons envoyés à New York pour suivre l'Assemblée générale a été très amical. Personne ne s'est étonné de leur présence ou ne l'a critiquée, ou n'en a profité pour exercer une pression quelconque. Je voudrais vous donner un extrait du rapport¹⁴ que m'ont remis nos représentants:

«Plusieurs délégués exprimèrent le regret de ne pas voir la Suisse parmi les membres des Nations Unies, en ajoutant en général qu'ils comprenaient la difficulté qu'il y avait de concéder à la Suisse un statut spécial conforme à sa politique de neutralité. Pour essayer de se rendre compte des dispositions des délégations à l'égard d'une candidature éventuelle de la Suisse, nous avons provoqué, dans des conversations informelles, des prises de position. Nous avons pu en tirer la conclusion que la Charte des Nations Unies – compromis de collaboration entre les grandes puissances – était intangible et que, partant, une exception en faveur de la Suisse ne pouvait être faite à l'heure actuelle. Une demande suisse d'adhésion sous réserve de la neutralité se heurterait donc aujourd'hui à l'opposition des grandes puissances, soucieuses de ne pas compromettre l'entente si difficilement édiflée entre elles. D'autre part, un groupe de pays – Australie, Nouvelle-Zélande, Canada, Afrique du Sud – ne veut pas entendre parler de neutralité. Ayant, à leur avis, aidé à libérer l'Europe du joug nazi et versé le sang de leurs fils sur les champs de bataille pour une cause qui regardait en premier lieu les pays européens, ils ne comprennent pas qu'un pays européen puisse se tenir à l'écart. Enfin, un groupe d'Etats européens, parmi lesquels la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark, la Norvège, la Suède et peut-être même la France, ont «la nostalgie de la neutralité», pour reprendre les paroles mêmes de M. Spaak. Ces pays également sont opposés à une exception en faveur de la Suisse tant qu'ils ne pourront pas profiter de la même faveur. Il faut ajouter à ce groupe les nations dites neutres qui ne font pas encore partie des Nations Unies et qui invoqueraient le précédent suisse pour demander une adhésion conditionnelle. Bref, les délégations regrettent l'absence de la Suisse, «la nation pacifique par excellence», mais ne sont pas disposées à céder, pour le moment, sur la question de la neutralité. La réserve du temps se trouvant dans les réponses de presque toutes les délégations, on peut en déduire que la porte d'entrée de la Suisse neutre dans les Nations Unies n'est pas définitivement fermée, mais que les conditions suivantes devraient être remplies afin que la candidature suisse ait une chance de succès:

1) que les grandes puissances consentent à apporter une modification, quelle que soit sa nature, à la Charte des Nations Unies;

2) que les pays «pacifiques» encore en dehors des Nations Unies aient adhéré inconditionnellement à l'ONU;

3) que la situation internationale se soit clarifiée à tel point que les chances d'une paix stable prévalent sur celles d'une conflagration armée plus ou moins imminente;

13. Cf. *PVCF N° 496 du 28 février 1947*, DoDiS-179.

14. Cf. *le rapport d'A. Zehnder du 13 janvier 1947*, E 2001 (E) 5/18a, DoDiS-2319.

4) que les traités de paix aient été signés – une conséquence de notre politique de neutralité.

A ce propos, il y a lieu de noter que le Danemark a provoqué, au cours de la session, une résolution aux termes de laquelle l'Assemblée recommande que l'on exige des Etats candidats à l'Organisation des Nations Unies l'institution chez eux du suffrage universel des hommes et des femmes. Si l'Organisation des Nations Unies rend cette condition obligatoire, la candidature de la Suisse n'en sera que plus difficile.»

Il ne faut donc pas envisager que nous puissions, au cours de cette année, poser notre candidature à l'ONU, les chances de faire reconnaître notre statut de neutralité étant insuffisantes. Mais nous ne devons pas pour autant rester inactifs. Nous continuerons à faire des sondages, à faire connaître notre point de vue. Nous publierons probablement l'ouvrage en préparation sur notre neutralité active, dont la plupart des chapitres sont déjà écrits¹⁵.

15. Une copie de ce document montre que M. Petitpierre y a ajouté l'annotation manuscrite suivante: Les Conférences qui se tiendront à Genève, pendant l'année, nous permettront peut-être aussi de prendre des contacts.

La patience nous est imposée par les circonstances, mais je ne crois pas qu'il faille trop le regretter puisque notre absence des Nations Unies ne nous enlève pour le moment aucune possibilité de collaboration sur tous les plans autres que politique et militaire, et que grâce à l'accord intervenu à Genève, nous pouvons offrir, sur notre territoire, les conditions matérielles de collaboration aux autres pays. Voilà les quelques considérations que j'avais à vous soumettre. Cf. E 2800/1990/106/1.

112

E 27/23347

[DoDiS-336]

*Le Chef de l'Etat-Major général, L. de Montmollin*¹

NOTE SUR LA VISITE AU MARÉCHAL MONTGOMERY² LE 14. 2. 47

Copie

Confidentiel

Berne, 20 février 1947

1. Impression générale

Le Maréchal Montgomery, désirant s'entretenir avec moi de diverses questions militaires touchant à l'Armée suisse, m'a invité à déjeuner le 14 ct. Accompagné du Colonel Fryer, attaché militaire anglais, et du Lt. colonel Bracher, je me suis rendu à Gstaad et ai passé environ 4 heures avec le Maréchal.

1. Cette notice fut distribuée aux membre de la Commission de Défense nationale lors de la séance du 22 février 1947.

2. Le Maréchal Montgomery se trouvait en vacances en Suisse du 3 février au 1er mars 1947. Il avait d'autre part déjà séjourné en Suisse en février 1946. Des informations sur ces visites sont dans le même dossier.

Celui-ci est encore très jeune d'allure et fait impression par sa simplicité, la clarté de son exposé ou de ses réponses, le naturel, teinté d'humour, de ses réparties. On se sent en présence d'un grand soldat, à l'attitude à la fois militaire et humaine et d'un très grand chef, justement conscient de sa valeur mais sachant n'en pas faire étalage.

Ayant dû, de par ses fonctions, entrer souvent en contact – et probablement en lutte – avec les représentants du gouvernement ou des autorités législatives, il semble avoir un sens psychologique assez prononcé pour la manœuvre politique; tout en étant respectueux de la primauté du pouvoir civil sur le militaire, il doit être un chef d'Etat-major tenace dans ses revendications d'ordre militaire. Démocrate comme le sont tous les Anglais, il a paru toutefois surpris lorsque, à propos du problème de l'armée de métier (voir ci-dessous) je lui ai laissé entendre qu'en Suisse la décision finale sur les questions militaires essentielles, telles que le statut de l'armée, la durée du service, les dépenses militaires, etc., faisait l'objet d'un vote du peuple, c'est-à-dire des intéressés eux-mêmes.

Faisant preuve d'une confiance extrême en ses interlocuteurs – dont deux étaient étrangers – il n'a pas craint de s'exprimer très librement et très ouvertement sur certaines questions relatives à la situation politico-militaire et en particulier sur l'URSS. Il nous a priés cependant, le Lt. colonel Bracher et moi-même, de garder le secret sur certaines de ses déclarations ou de ses appréciations et même sur quelques anecdotes de son récent voyage à Moscou. Il nous a simplement autorisés à faire savoir au Chef du DMF et aux chefs supérieurs de l'armée qu'il était «optimiste» en ce qui concernait la situation politique mondiale.

A aucun moment de notre entretien je n'ai eu l'impression qu'il y avait, derrière ses propos ou ses questions, une arrière-pensée quelconque. On se sentait en présence d'un soldat qui prend plaisir à parler des choses de l'armée, qui désire compléter ses connaissances pour être mieux à même de réfléchir aux grands problèmes et qui, en toute simplicité, fait part de ses expériences à l'égard de représentants de l'armée d'un petit pays pour lequel il éprouve une sympathie sincère.

2. Idées générales

La première partie de l'entretien a roulé sur les conceptions que le Maréchal Montgomery se fait de l'organisation de l'armée d'un pays démocratique au standard de vie élevé (Angleterre, Canada, etc.), dépourvu d'ambitions territoriales, désireux de conserver son sol et ses biens et devant, au besoin, défendre ceux-ci contre l'ambition de voisins avides ou insatisfaits.

Pour lui la seule forme admissible est l'existence d'une petite armée de métier dont les cadres servent d'instructeurs à l'armée territoriale formée, elle, d'hommes ayant reçu une instruction initiale aussi complète que possible (en Angleterre, on prévoit la formation de 250'000 hommes par an pendant 1 1/2 an). Cette armée de métier peut, au besoin, servir de troupe d'intervention. Les hommes ayant servi dans l'armée territoriale pendant 6 à 7 ans passent dans la garde nationale, qui peut comprendre en outre des hommes n'ayant qu'une formation très réduite.

Le Maréchal a insisté sur la question de l'esprit patriotique et national qui doit imprégner non seulement l'armée mais tout le peuple, sur l'importance qu'il faut accorder à la formation des cadres, aux recherches techniques et au potentiel de guerre de la nation. Il s'est naturellement prononcé sur la juste part qu'il faut savoir faire, dans un pays comme l'Angleterre, à l'armée de terre, à l'aviation et à la marine.

3. *Conceptions suisses*

Soit de son propre chef, soit dans ses réponses aux questions que j'ai pu lui poser, le Maréchal Montgomery s'est exprimé sur la plupart des questions qui retiennent actuellement notre attention. Il avait été mis au courant des principaux problèmes qui nous préoccupent par le Colonel Fryer, qui s'était donné la peine de lui traduire en anglais une bonne partie de la 3e partie du rapport du Conseil fédéral³ en réponse au rapport du Général⁴, il avait également pris connaissance de ce dernier rapport et n'a pas craint de nous dire que sur certaines questions (valeur du Réduit, fortifications, etc.) il ne partageait pas le point de vue du Général Guisan.

Ne pouvant rapporter tout ce que nous a dit le Maréchal Montgomery, les points essentiels sur lesquels l'avis de ce grand chef peuvent nous intéresser sont les suivants.

Armée de métier ou milices. Le Maréchal ne nous a pas caché qu'il croyait que, en raison des exigences de la guerre moderne, un noyau d'armée de métier nous était indispensable; il pense qu'une brigade de 5 à 6000 hommes pourrait suffire. A mes arguments selon lesquels cette conception ne pouvait entrer en considération pour nous (opposition des Chambres, du peuple, difficultés de toute nature), il s'est borné à répéter que c'était sa conviction. Il a suggéré, si nous ne pouvions nous résoudre à franchir ce pas, de chercher à augmenter, dans une proportion aussi grande que possible, le corps des officiers et des sous-officiers instructeurs.

Commandement en chef en temps de paix. Le fait que l'Armée n'a pas de Cdt. en chef en temps de paix est pour lui tout simplement incompréhensible. Il ne croit pas qu'une armée puisse être commandée par une commission formée des chefs supérieurs. – Je me suis interdit d'insister sur cette question délicate, ne voulant pas lui apporter des arguments qui ne me semblent pas tous plausibles.

Défense du Réduit. Le Maréchal a insisté sur l'erreur qu'il y aurait à vouloir baser notre conception stratégique sur la seule défense du Réduit. Il ne m'a pas été difficile de lui dévoiler que telle n'était pas notre intention. Lui ayant esquissé nos conceptions en matière de défense nationale armée, (défense stratégique, tactique défensive et offensive) il a nettement indiqué qu'il estimait que nous étions sur la bonne voie.

Aviation. Le Maréchal Montgomery estime qu'une aviation de 500 avions

3. Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le rapport du Général sur le service actif de 1939 à 1945, cf. E 27/15068. Cf. aussi FF, 1947, I, pp. 461 ss.

4. Rapport du Général Guisan à l'Assemblée fédérale sur le service actif 1939-1945; pour une version publiée du rapport, cf. E 27/15058.

de chasse est tout à fait suffisante pour notre armée. Il n'a pas craint de révéler que notre pays montagneux et boisé lui paraissait fort peu propice à une action tant soit peu importante de forces aériennes ennemies. Il estime aussi que, avec un bon système de surveillance et d'alarme et quelques troupes mobiles et bien armées, l'action de troupes aéroportées pourrait être facilement neutralisée, du moins dans les régions mouvementées et couvertes du Jura et des Préalpes. Il pense que l'aviation et les armes à grande portée vont encore se développer mais qu'il faudra encore de nombreuses années avant que l'essence même des armées en soit transformée.

Fortifications. A plusieurs reprises le Maréchal nous a mis en garde contre l'esprit «Maginot» comme il l'appelle. Tout en estimant que certaines fortifications peuvent avoir encore de la valeur et que, dans la défensive, la protection du combattant est une chose nécessaire, il a insisté sur le fait qu'une troupe d'élite devait être avant tout mobile et apte à la manœuvre; c'est une erreur de croire que l'aviation ou les armes à grande portée pourront complètement paralyser les troupes; il y aura toujours des situations où les mouvements seront possibles.

Organisation des troupes. Le Maréchal estime que l'organisation ternaire en compagnies, bataillons, régiments, a fait ses preuves; il ne pense pas qu'une évolution doive se produire à brève échéance.

113

E 2001 (E) 1/83
[DoDiS-49]

Notice interne du Département politique

CONCERNANT NOS RELATIONS AVEC L'UNION SOVIÉTIQUE DANS LE DOMAINE CULTUREL

GH

Berne, 8 mars 1947

Aux fins de promouvoir nos relations culturelles avec l'URSS et pour en garantir la solidité – nous procédons par étapes, ce qui nous paraît être la méthode la plus opportune.

Première étape: échange de publications et de films de caractère scolaire, artistique et scientifique.

Plusieurs pas ont déjà été faits dans ce sens:

1) Nous avons envoyé à notre Légation à Moscou, en janvier 1947, à l'intention de l'organisation soviétique «Miegdownarodnaiakniga» une série de catalogues de livres et de journaux suisses¹.

2) Des organisations officielles soviétiques (Ministère des hautes études (universités), «L'encyclopédie soviétique») ayant exprimé à notre représentation, en novembre 1946², le désir de recevoir de la documentation sur la vie

1. Cf. E 2001 (E) 1/84.

2. Lettre de H. Flückiger au DPF du 20 novembre 1946, E 2200 Moskau 1970/256/22.

culturelle et sociale en Suisse, nous avons réuni une documentation aussi complète que possible (programmes de nos universités et hautes écoles avec différentes publications relatives à ces établissements, livres sur la vie économique, sociale et artistique dans notre pays) et l'avons adressée, en février 1947³, à notre Légation à Moscou.

D'autre part, nous savons que «Pro Helvetia» (Zurich), également sollicitée par notre Légation en Russie à ce sujet, lui a fait un important envoi de livres destinés aux organisations soviétiques⁴.

La question de savoir si un échange officiel de publications suisses et russes ne pourrait pas être établi a été posée à M. le Ministre Flückiger, car il est bien évident qu'*un effort pour diffuser notre culture en URSS appelle des mesures de réciprocité du côté russe*.

3) Des contacts que nous avons pris avec le Professeur A. de Muralt, il ressort que la Société helvétique des sciences naturelles (notre Académie des sciences) – dont il est le président – contribuera volontiers à notre effort de rapprochement avec l'Union soviétique dans le domaine culturel⁵.

De son côté, le Professeur M. Fierz, rédacteur des «*Helvetica Physica Acta*» demande s'il pourrait entrer en relations avec le «*Journal of Physics of the Academy of Sciences of the URSS*» aux fins d'obtenir un échange de publications⁶.

4) Nous avons appris aussi que l'Orchestre de la Suisse romande désirerait recevoir des partitions russes pour la saison des concerts 1947/1948⁷.

5) Enfin un échange de publications d'ordre économique vient de s'amorcer par l'entremise de M. le Ministre Flückiger entre l'Office suisse d'expansion commerciale à Lausanne et les organisations soviétiques compétentes⁸.

6) Dans le domaine cinématographique, mentionnons qu'un ministère soviétique a demandé à notre chef de mission s'il ne serait pas possible de faire venir en URSS et de présenter, par l'intermédiaire de la Légation, quelques films suisses. D'autre part, nous savons par M. Flückiger que le chef du «*Sojuzintorgkino*» (Organisation pour l'exportation des films soviétiques) serait disposé à recevoir des films de provenance suisse⁹.

Ces questions sont à l'étude. Nous y attachons de l'importance, car nous estimons que le *film est l'un des meilleurs moyens de faire connaître notre pays et notre travail national à un peuple étranger*.

7) Notons, du côté russe, que la «*Maison d'édition pour la littérature étrangère*» à Moscou a publié récemment, avec l'autorisation du Ministère sovié-

3. *Lettre du DPF à H. Flückiger du 27 février 1947, ibid. et E 2001 (E) 1/84.*

4. *Cf. E 2001 (E) 1/84.*

5. *Cf. E 2001 (E) 1/86.*

6. *Ibid.*

7. *Notiz über die Unterredung mit Herrn Minister Kulaschenkow du 13 décembre 1946, E 2001 (E) 1/84. Au sujet de l'échange de musiciens entre la Suisse et l'URSS, cf. E 2001 (E) 1/86.*

8. *Non retrouvé.*

9. *Au sujet de l'échange de films entre la Suisse et l'URSS, cf. E 2001 (E) 1/88 et E 2200 Moskau 1970/256/21.*

tique de l'Education nationale, une nouvelle de Gottfried Keller: «Die Geisterseher»¹⁰. Nous relevons dans l'introduction de cet ouvrage le passage suivant:

«La nouvelle «Die Geisterseher» forme une des parties du roman «Das Sinngedicht» de l'auteur suisse-allemand Gottfried Keller. Ce roman, qui parut pour la première fois en 1882, présente en lui-même l'un des meilleurs ouvrages de ce maître de la prose réaliste allemande. Dans cette nouvelle, on remarque l'attitude satirique de l'auteur, fervent réaliste, vis-à-vis des puissances occultes.

La nouvelle est fortement résumée, mais la langue de Keller n'a subi aucun changement. Ce petit livre est destiné en premier lieu aux étudiants des deux premiers cours de la Faculté des langues et à ceux des cours supérieurs des universités en général».

Deuxième étape: échange de professeurs, d'étudiants, d'artistes, etc.

Dans ce domaine, nous ne sommes pas encore parvenus à lever le «rideau de fer».

L'Association Suisse – URSS¹¹ pourrait rendre des services, mais tant qu'elle restera affiliée à un seul parti et ne représentera pas toutes les sphères d'intérêt suisses, nous ne pourrions pas l'utiliser comme moyen d'action et de propagande culturelle. C'est d'ailleurs le point de vue que M. Huber a fait connaître à M. Lerch¹². Il est clair qu'une société privée comme l'Association Suisse – URSS» ne doit pas s'arroger le monopole de nos relations avec l'Union soviétique dans le domaine culturel. Les autres associations dont le but est d'entretenir ou de raviver les relations de la Suisse avec l'étranger telles que: Amis de la culture française, Associazione italo-svizzera di cultura, Amitiés belgo-suisse, Schweizerisch-britische Gesellschaft, Swiss-American Society for cultural relations, etc., ne le font d'ailleurs pas avec la France, l'Italie, la Belgique, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, etc.

10. Cf. E 2200 Moskau 1970/256/22.

11. Cf. E 2001 (E) 1970/217/74.

12. Unterredung mit Herrn Lerch, Sekretär der Gesellschaft Schweiz – Sowjetunion du 29 novembre 1946, E 2001 (E) 1/84.

114

E 2001 (E) 1/356

[DoDiS-1670]

*Der Vorsteher des Finanz- und Zolldepartements, E. Nobs,
an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre¹*

KREDITHILFE FÜR GRIECHENLAND

Kopie

S

Bern, 11. März 1947

Sie übermittelten uns mit Schreiben vom 25. Februar d. J.² einen Bericht Ihrer Gesandtschaft in Athen zum griechischen Kreditbegehren³. Wir beehren uns, Ihnen zu diesem Bericht mitzuteilen, dass wir die Betrachtungsweise Ihres Gesandten in verschiedener Hinsicht nicht teilen können. Seine Bemerkung, ein schweizerischer Kredit als Opfer zugunsten Griechenlands rechtfertige sich aus der Überlegung, «dass eine Stabilisierung der Verhältnisse in Griechenland ohne Zweifel einen wesentlichen Beitrag zur Erhaltung des Gleichgewichts und mithin des Friedens im östlichen Mittelmeer bedeuten würde», hat wohl seine Wurzel in der grossmachtpolitischen Denkweise seiner englischen und amerikanischen Kollegen in Athen⁴. Diese durch die Übernahme fremden politischen Gedankengutes begründete Auffassung trägt in keiner Weise der aussenpolitischen Problemlage unseres Landes Rechnung, das als kleiner neutraler Staat bestrebt sein sollte, nach Möglichkeit ausserhalb der Spannungssphäre von Ost und West zu bleiben. Als wenig glücklicher Zufall erscheint unter diesem Gesichtspunkt die Tatsache, dass die Abreise der schweizerischen Handelsdelegation nach Athen⁵ in einen Zeitpunkt fiel, in

1. Dem Schreiben ist eine Notiz von A. Zehnder an R. Hohl vom 11. März 1947 mit folgendem Kommentar beigefügt: Die Richtlinie war, Griechenland keinesfalls schlechter zu behandeln als die übrigen Balkanstaaten. Von mir aus brauchen diese Instruktionen nicht geändert zu werden. Wir müssen unsere «Zahlungsfazilität» im Verkehr mit den russischen Satelliten auch gegenüber USA vertreten können. Griechenland ist hierfür ein günstiger Präzedenzfall; vgl. DoDiS-1925. Die Richtlinie, auf die A. Zehnder Bezug nimmt, ist in einem vertraulichen Kreisschreiben festgehalten, welches das EPD am 20. Februar 1947 an die Schweizer Gesandtschaften versandt hat; vgl. dazu DoDiS-2278.

2. Vgl. die nicht abgedruckte Übermittlungsnotiz des EPD an das EFZD vom 25. Februar 1947 mit dem erwähnten Bericht von C. Stucki vom 11. Februar 1947, DoDiS-1927.

3. Vgl. das erwähnte, nicht abgedruckte Kreditbegehren von S. Stephanopoulos an C. Stucki vom 1. Februar 1947, DoDiS-1928.

4. In einem nicht abgedruckten Schreiben an A. Zehnder vom 27. März 1947 rechtfertigt sich C. Stucki für die zitierte Einschätzung folgendermassen: Um keine Missverständnisse aufkommen zu lassen, darf ich daran erinnern, dass das Schreiben, mit dem ich dem Departement das Hilfsbegehren Griechenlands übermittle, vom 11. Februar datiert ist, dass aber die Rede Trumans, die in der Tat eine völlig neue Sachlage geschaffen hat, vom 12. März stammt. «Das intensive Interesse der Grossmächte» für Griechenland ist also erst einen Monat nach meinem Brief vom 11. Februar zutage getreten; vgl. DoDiS-2177.

5. Die erwähnte Handelsdelegation fliegt am 10. März 1947 nach Athen ab. Für das Verhandlungsmandat und die Zusammensetzung der Delegation vgl. das BR-Prot. Nr. 389 vom

dem alle Zeitungen verkünden, dass Griechenland im Brennpunkt dieses Spannungsverhältnisses steht und Truman seine Seereise im Karibischen Meer unterbrach, um die der griechischen Frage seitens der amerikanischen Regierung beigemessene Bedeutung zu unterstreichen⁶. Mit Hinblick auf den unerwünschten Anschein dieses Zusammentreffens dürfte es heute noch mehr als vor einigen Wochen notwendig sein, in Bezug auf die Gewährung der für Griechenland vom Bundesrat in Aussicht genommenen Kreditgarantie Zurückhaltung zu üben⁷. Es ist dabei zu bedenken, dass gegenüber Österreich eine solche Hilfe abgelehnt wurde⁸ und man es in Italien zu empfinden scheint, dass eine schweizerische Delegation nach Athen reiste, während die Verhandlungen in Rom mit unserem Nachbarland trotz Abschluss der Friedensverträge noch nicht begonnen haben⁹. Bei der wirtschaftlichen Unstabilität in diesem Land muss unsere abwartende Haltung durchaus als richtig bezeichnet werden, doch können die gleichen Überlegungen auch für Griechenland geltend gemacht werden. Weichen wir gegenüber Griechenland von der kreditpolitischen Linie ab, die der Bund im Verkehr mit dem Ausland im Sinne unseres Ihnen in Kopie mit Datum vom 13. Februar zugegangenen Berichtes zum Plan Dalton/Snyder¹⁰ zumindest für die nächste Zeit verfolgen sollte, so besteht im übrigen die Gefahr, dass wir nolens volens gerade auf der Ebene laufen, auf welcher der besagte Plan uns, wie die anderen Neutralen einsetzen möchten.

Auf Grund aller dieser Überlegungen stellt sich die Frage, ob nicht der Delegation in Bezug auf die kreditpolitische Zurückhaltung gegenüber Griechenland verschärfte Instruktionen erteilt werden sollten. Wir sehen Ihrer Meinungsäußerung mit Interesse entgegen¹¹.

14. Februar 1947, E 1004.1 1/478, DoDiS-1526. Zum Ergebnis dieser Verhandlungen vgl. das BR-Prot. Nr. 915 vom 16. April 1947, DoDiS-1543, sowie das BR-Prot. Nr. 999 vom 25. April 1947, E 1004.1 1/480. Für den Wirtschaftsvertrag mit Griechenland vom 1. April 1947 vgl. DoDiS-1853.

6. Zur amerikanischen Haltung gegenüber Griechenland vgl. die nicht abgedruckten Schreiben von C. Stucki an M. Petitpierre vom 7. März 1947, DoDiS-1929, sowie von C. Stucki an A. Zehnder vom 27. März 1947. Vgl. auch den politischen Bericht von C. Stucki an M. Petitpierre vom 6. März 1947, E 2300 Athen/6. Vgl. ausserdem den politischen Bericht von E. Kessler an M. Petitpierre vom 12. März 1947, DoDiS-2238.

7. Zur politischen Dimension des griechischen Kreditbegehrens vgl. das Schreiben von A. Zehnder an C. Stucki vom 11. März 1947, DoDiS-1925.

8. Vgl. Nr. 121 in diesem Band.

9. Zu den Wirtschaftsverhandlungen mit Italien vom 1.–15. Oktober 1947 vgl. den Brief von E. Junod, M. Paternot, E. Payot, H. Scherrer, F. Schnorf und C. Zoelly an M. Petitpierre vom 20. Juni 1947, DoDiS-311. Vgl. ausserdem das BR-Prot. Nr. 1649 vom 15. Juli 1947, DoDiS-1576, sowie das BR-Prot. Nr. 2379 vom 24. Oktober 1947, DoDiS-1609.

10. Zum Dalton-Snyder-Plan vgl. E 2001 (E) 1/294. Vgl. auch Nr. 121 in diesem Band.

11. Die nicht abgedruckte Stellungnahme vom M. Petitpierre an E. Nobs datiert vom 17. März 1947, DoDiS-1926.

115

E 2001 (E) 1968/78/161

[DoDiS-46]

Le Ministre de Suisse à Prague, A. Girardet, au Département politique

L AR

Prague, 11 mars 1947

Comme j'ai eu l'honneur de vous l'annoncer il y a quelque temps, la première représentation de la pièce de M. Max Frisch «Die chinesische Mauer»¹, traduite en tchèque, a eu lieu le samedi 1er mars au Théâtre de comédie de la ville de Prague. La traduction en langue tchèque a été faite par un jeune auteur et de l'avis général est réussie.

Je n'ai malheureusement pas pu assister à la première, étant grippé. J'avais invité diverses personnalités tchécoslovaques ainsi que des membres du Corps diplomatique, sachant le tchèque. Malheureusement, le fait qu'il s'agissait d'un samedi et la coïncidence de diverses réunions politiques a empêché un certain nombre d'invités de se rendre au théâtre. De Suisse étaient venus spécialement M. et Mme Frisch et quelques amis dont M. Peter Lotar, écrivain et metteur en scène tchécoslovaque établi en Suisse, qui a servi d'intermédiaire entre l'auteur et le théâtre.

Vous trouverez ci-joint des traductions des critiques consacrées à la pièce par les journaux ci-après²:

«Rudé pravo»	communiste
«Prace»	communiste
«Svobodné noviny»	indépendant
«Svobodné slovo»	national socialiste
«Lidova demokracie»	parti populaire
«Pravo lidu»	social démocratique
«Osvobozeny Nasinec»	

(Il existe dans cette ville un groupe qui s'intéresse beaucoup aux relations culturelles avec la Suisse).

Ainsi que vous le constaterez, l'accueil de la critique est en somme favorable, mais avec des réticences. Du côté communiste on reproche à l'auteur (voir le Rudé pravo) de ne pas aller jusqu'au bout de l'idée que l'on veut lui prêter, c'est-à-dire, de s'affirmer nettement en faveur de la solution communiste. Les autres journaux considèrent que cette absence d'une solution nette est décevante et certains soulignent le côté pessimiste de l'ouvrage. Il convient de souligner à cet égard que les théories de l'art pour l'art n'ont actuellement aucune prise ici et que l'on veut à tout prix que tout ait un sens, un message ou une mission. J'ai retrouvé le même état d'esprit chez ceux de mes invités qui ont assisté à la représentation. Comme en général ils ne sont pas communistes, ils insistent sur la solution négative de la pièce et en font même un

1. Cf. la lettre d'A. Girardet du 10 février 1947; non reproduite.

2. Non retrouvées.

reproche à l'auteur en affirmant que ce dont on a besoin aujourd'hui, ce sont des solutions positives.

En tous cas, la pièce n'a pas passé inaperçue et après l'éclipse de la seconde représentation, il semble que la fréquentation est devenue favorable et elle tiendra l'affiche pendant quelques semaines en tous cas. Il serait même question de solliciter le Président de la République d'assister à une représentation. Si cela pouvait avoir lieu (mais M. Beneš sort actuellement très peu) cela serait une preuve du succès de la pièce dont une visite présidentielle est considérée comme une consécration.

Le 2 mars j'ai organisé à la Légation une réception à laquelle ont assisté environ 90 personnes; l'auteur, les acteurs, la presse, la critique et quelques personnalités officielles.

Avant la représentation, la critique avait soulevé un léger incident en protestant contre le fait que la première était fixée à un samedi; ces messieurs veulent leur week-end; mais comme vous pourrez le constater l'accueil fait à la pièce ne s'en est pas senti.

116

E 2001 (E) 1/144
[DoDiS-1671]

*Le Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique,
A. Zehnder, à la Légation de Suisse à Athènes*

Copie d'expédition

T

Berne, 19 mars 1947, 21.30

Numéro 23. Ministre Grèce¹ me visita pour se renseigner sur l'accueil réservé par Conseil fédéral² demande crédit Grèce présentée par Stephanopoulos³. Répondis que faut distinguer entre crédits commerciaux et crédits de reconstruction. Pour premiers délégation Troendle possède pleins pouvoirs nécessaires afin d'accorder facilités paiement dans le cadre des possibilités pratiques résultant des échanges de marchandises⁴. Pour seconds grande réserve du côté suisse car nous demandons s'ils ne sont pas en relation avec plan Dalton-Snyder⁵ tendant à astreindre pays neutres au paiement de réparations par la voie de l'aide aux pays dévastés. Constatons que demande grecque coïncide avec demandes analogues d'autres pays qui se réfèrent à

1. Il s'agit de P. Metaxas.

2. Cf. N° 114, publié dans le présent volume. Cf. aussi la lettre d'A. Zehnder à C. Stucki du 11 mars 1947, DoDiS-1925.

3. Pour la demande de crédit, cf. N° 114, publié dans le présent volume, note 3. Cf. aussi la lettre de C. Stucki à M. Petitpierre du 11 février 1947, DoDiS-1927.

4. Pour la composition de la délégation et ses instructions, cf. la proposition du DFEP au Conseil fédéral du 11 février 1947, DoDiS-356.

5. Pour le plan Dalton-Snyder, cf. E 2001 (E) 1/294. Cf. aussi N° 121, publié dans le présent volume.

l'aide simultanée anglo-américaine. Par ailleurs nous trouvons à la suite message Truman devant situation nouvelle et dangereuse⁶. Dernier crédit américain constitue geste politique avec pointe contre URSS. Ne saurions nous rallier d'aucune façon à cette politique incompatible avec politique de neutralité suisse. Quelles que soient les sympathies suisses pour la Grèce le moment est inopportun pour discuter aide à la Grèce. Envisageons cependant reprendre étude du problème à un moment ultérieur dans le cadre de l'activité des œuvres humanitaires suisses si détresse en Grèce devait subsister.

6. Pour ce message de H. Truman et la politique des Etats-Unis envers la Grèce à l'époque, cf. le rapport politique de E. Kessler à M. Petitpierre du 12 mars 1947, DoDiS-2238.

117

E 2001 (E) 1/322

[DoDiS-1637]

Notice interne du Département politique¹

Copie

LE

Berne, 26 mars 1947

Je me permets de vous soumettre quelques réflexions sur la question si importante des *avoirs français bloqués en Suisse*:

J'ai fait récemment une notice à ce sujet à l'intention de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national, dans laquelle je concluais à l'impossibilité, pour le moment, de procéder au déblocage de ces avoirs². Cette prise de position était avant tout destinée à l'extérieur. Ce problème ne se trouve pas pour autant, à mon avis, résolu et je crois qu'il serait extrêmement nécessaire de procéder à un examen approfondi de cette question. De plus en plus, je constate l'importance de ce facteur dans nos rapports, tant économiques que politiques, avec la France.

Comme vous le savez, les circonstances qui avaient rendu nécessaire l'entrée en vigueur de l'arrêté du 6 juillet 1940³ n'existent plus aujourd'hui. D'autre part, les engagements que nous avons pris dans l'accord Currie⁴ ont été pleinement respectés puisque nous avons maintenant une législation sur les biens spoliés⁵. Ces points sont naturellement connus des banquiers qui désirent ardemment la fin de ce blocage. Il est indéniable que le maintien de cette mesure entretient un profond malaise auprès de nos banques, il donne lieu à

1. Rédigée et signée par A. Hay, cette notice est destinée à R. Hohl.

2. Cf. N° 110, publié dans le présent volume.

3. Cf. DDS, vol. 13, N° 336.

4. Cf. DDS, vol. 15, N° 391.

5. Cf. notamment le PVCF N° 3137 du 10 décembre 1945, E 1004.1 1/464, sur les actions en revendication de biens enlevés dans les territoires occupés pendant la guerre. DoDiS-1335. Cf. aussi E 2001 (E) 1967/113/442-443 et E 6100 (A) 24/2207.

toutes sortes de pratiques malsaines. Depuis un certain temps, on voit s'ouvrir des bureaux qui dans leur réclame déclarent qu'ils sont en mesure d'obtenir n'importe quel déblocage.

D'un autre côté, nous sommes à la merci d'une nouvelle proposition française, le Gouvernement français, en effet, caresse certainement toujours l'espoir qu'il pourra, d'une façon ou d'une autre, une fois mettre la main sur les avoirs de ses nationaux déposés en Suisse. Récemment, M. Henry Laufenburger dans un article paru dans «La vie française» du 24 janvier dernier, intitulé «La Suisse peut-elle aider la France», a suggéré que les avoirs français en Suisse soient absorbés par un emprunt fédéral, dont le produit serait mis à la disposition de la France. D'après certaines indications que j'ai pu obtenir, ils s'agirait d'un ballon d'essai du Ministère des Finances; M. Laufenburger en aurait même parlé à MM. Nobs et Reinhardt lors de son dernier passage à Berne⁶. Or, nous nous sommes toujours placés au point de vue que nous procéderions à ce déblocage complètement et sans condition. Cette position doit être maintenue, à mon avis.

Prochainement, nous devons avoir des négociations avec la France au sujet de questions très importantes relatives aux nationalisations, dommages de guerre, etc.; ne risquons-nous pas de voir les délégués français nous dire qu'ils n'ont pas les moyens de nous verser des indemnités, à moins qu'ils puissent le faire avec les avoirs de leurs nationaux déposés en Suisse? Dans ce cas, ne serait-il pas préférable de procéder à la levée du blocage avant ces négociations? Certes, comme je l'ai déjà relevé dans ma notice à l'intention de la Commission des Affaires étrangères, les conséquences d'une telle décision seront considérables; il est presque certain que la France la considérerait comme un geste particulièrement inamical. Les futures négociations avec ce pays pourraient en pâtir. D'un autre côté cependant, nous serions à l'abri, à l'avenir, de toute discussion désagréable au sujet des avoirs français en Suisse, et dans leur ensemble les rapports franco-suisse se trouveraient assainis de notable façon.

En fait, cette question revêt donc un aspect surtout politique: sommes-nous assez forts actuellement pour «crever cet abcès» tout en indisposant le Gouvernement français, ou est-il préférable d'attendre que la situation financière de la France s'améliore, en sorte que le problème des avoirs français en Suisse devienne moins brûlant?

Dans ces conditions, je me demande s'il ne serait pas indiqué de réunir prochainement une conférence à laquelle prendraient part les différentes instances intéressées à cette question. Je proposerais que cette conférence soit présidée par M. Petitpierre. Devraient y assister, outre vous-même, MM. Zehnder, Hotz, Reinhardt, la Direction Générale de la Banque Nationale et éventuellement MM. Böhi, Caflisch et Dunant.

Permettez-moi de vous soumettre encore une remarque d'ordre général. La répartition des compétences telle qu'elle existe actuellement, tant au sein

6. A. Hay a dactylographié une remarque en bas du document: Peut-être vous serait-il possible d'apprendre quelque chose à ce propos lors d'une conversation avec M. Reinhardt?

de notre Département que dans l'Administration fédérale en général, fait que de très nombreux Services s'occupent, à un titre ou à un autre, d'un pays donné; très fréquemment, il y a des «chevauchements» de compétences qui finissent par amener inévitablement du désordre lorsque l'on considère l'ensemble des rapports avec un certain pays. Trop de Divisions différentes, par exemple, s'occupent de nos relations avec la France; il n'est pas rare de voir que sur certains sujets des instructions totalement opposées soient données à notre Légation à Paris.

Il me semble que nous devrions faire un effort pour sortir de cet état de choses, qui rend le travail très difficile pour les différents collaborateurs (qui ne se connaissent souvent même pas). L'institution d'un Secrétaire général du Département serait peut-être la meilleure formule. En l'état cependant, on pourrait prévoir la réunion d'une conférence (par exemple tous les mois ou tous les trois mois), à laquelle prendraient part les divers collaborateurs s'occupant d'un pays ou d'un groupe de pays, afin de faire le point. De telles réunions seraient en tous cas très nécessaires en ce qui concerne la France. Ne pourrions-nous pas faire un essai à l'occasion des prochaines négociations que nous nous proposons d'entamer avec ce pays?

118

E 2001 (E) 1/380

[DoDiS-1958]

Notice interne du Département politique

NOTICE POUR MONSIEUR PETITPIERRE, CONSEILLER FÉDÉRAL CONCERNANT
L'IMPATIENCE GRANDISSANTE DANS CERTAINS MILIEUX SUISSES DEVANT LA
LENTEUR ET LES PRÉCAUTIONS JUGÉES EXCESSIVES AVEC LESQUELLES L'OFFICE
SUISSE DE COMPENSATION PROCÈDE À LA CERTIFICATION DES AVOIRS SUISSES AUX
ETATS UNIS

Copie

LV

Berne, 28 mars 1947

I.

En vertu de l'article 1er de l'arrêté du Conseil fédéral du 27 décembre 1946¹, concernant la certification des avoirs suisses aux Etats-Unis, l'Office suisse de Compensation est responsable de la certification de ces avoirs en vue de leur déblocage.

Pour assurer une exécution de la procédure de certification conforme aux dispositions de l'accord du 22 novembre 1946², une étroite collaboration a été prévue sous chiffre 14 de la lettre confidentielle du 25 novembre, entre les

1. Cf. PVCF N° 3262 du 27 décembre 1946, DoDiS-1508 et E 2001 (E) 1/380.

2. Cf. PVCF N° 2909 du 19 novembre 1946, DoDiS-1495; cf. aussi RO, 1946, 62, pp. 977ss, DoDiS-1827.

fonctionnaires suisses compétents et le représentant du Trésor américain à Berne³.

Le Département politique est instance de recours contre les décisions de l'Office suisse de Compensation; ce dernier soumet certains problèmes de procédure et d'interprétation à la Commission consultative⁴, au sein de laquelle le Département est représenté. Dans certains cas, l'Office suisse de Compensation consulte directement le représentant du Trésor américain à Berne.

Or, l'Office suisse de Compensation a fait preuve jusqu'à présent d'une certaine insécurité dans sa façon de procéder. Ceci ressort en particulier des exemples suivants: le 7 mars, une entrevue a eu lieu entre l'Office suisse de Compensation et le représentant du Trésor américain à Berne. Au cours de cette entrevue, ledit Office a posé diverses questions dont certaines avaient été examinées préalablement avec la Commission consultative alors que d'autres émanaient directement de l'Office suisse de Compensation.

Le représentant du Trésor américain, qui n'avait pas eu l'occasion de se préparer à ces questions, s'est borné à inviter l'Office suisse de Compensation à les lui soumettre par écrit, se réservant d'y répondre après avoir pris contact avec le Département américain du Trésor.

Parmi les questions posées au représentant du Trésor sur la propre initiative de l'Office suisse de Compensation et qui, par conséquent, n'avaient pas été examinées préalablement par la Commission consultative, figurait la suivante:

«Il y a des avoirs aux Etats-Unis qui ont été transférés d'un compte sur un autre compte en vertu d'une licence spéciale américaine. En raison de la politique suivie par la Banque nationale suisse, certains de ces avoirs n'ont pas pu être convertis en francs suisses ou n'ont été convertis que partiellement. L'accord du 22 novembre prévoyant que seuls peuvent être certifiés les avoirs dans lesquels il n'y a pas eu d'intérêt ennemi depuis le 14 juin 1941, l'examen de l'Office suisse de Compensation doit-il remonter à cette date, ou est-il suffisant s'il n'a lieu qu'à partir de la date de l'octroi de la licence spéciale américaine?»

Lorsque les membres de la Commission consultative ont eu connaissance du fait que cette question avait été posée, ils ont été unanimement d'avis qu'il

3. Il s'agit d'une lettre, non reproduite, échangée entre R. Hohl et J. H. Mann, représentant du Trésor des Etats-Unis à Berne. Cf. E 2001 (E) 1/379.

4. Cf. l'article 3 de l'ACF du 27 décembre 1946 sur la certification des avoirs suisses aux Etats-Unis d'Amérique, cf. P V C F N° 3262 du 27 décembre 1946, E 1004.1 1/476, DoDiS-1508; cf. aussi notamment RO, 1946, vol. 62, p. 1082: Le DPF est autorisé à édicter les prescriptions nécessaires à l'exécution du présent arrêté. Il constitue, sous sa présidence, une Commission consultative composée de représentants des autorités et de l'économie privée. L'OSC soumet à l'appréciation de cette commission les questions de principe en matière de procédure et d'interprétation, ainsi que certains cas particuliers. La Commission peut aussi revoir d'autres attributions. Dès le 18 janvier 1947, l'OSC demande la convocation de cette Commission qui est formée par des représentants de l'Administration fédérale: F. Kappeler, G. Gut et F. Probst; par des représentants de l'économie privée: Th. Waldesbühl pour les holdings, E. R. Froelich pour les compagnies d'assurances, A. Jann et R. Dunant pour l'ASB. Cf. la lettre du DPF du 29 janvier 1947, E 2001 (E) 1/386. Des représentants de l'OSC participent aux 16 séances que tient cette Commission du 6 février 1947 au 30 juillet 1948, cf. la collection des procès-verbaux, E 2001 (E) 1/386.

eût été préférable de s'en abstenir, étant donné que si les autorités américaines compétentes ont consenti, par l'octroi d'une licence spéciale, à ce que le statut de la propriété d'un avoir soit modifié, il est évident qu'elles ne peuvent pas exiger de l'Office suisse de Compensation un réexamen du statut antérieur.

Les représentants de l'Association suisse des Banquiers ont manifesté à cette occasion une certaine impatience devant les précautions, à leur avis excessives, dont faisait preuve l'Office suisse de Compensation.

II.

La société Nestlé and Anglo-Swiss Corporation Ltd. à Vevey⁵ avait demandé en son temps à l'Office suisse de Compensation s'il pouvait certifier une créance de 52 millions de francs suisses qu'elle a vis-à-vis de sa société-sœur au Panama, l'Unilac. L'Office suisse de Compensation lui a répondu que l'Unilac étant encore bloquée, il ne pourrait certifier cette créance que lorsque les avoirs de l'Unilac auraient été eux-mêmes certifiés.

Selon M. Waldesbühl, directeur de la société Nestlé, les entraves mises par l'Office suisse de Compensation à la certification de cette créance ne sont pas justifiées car, si ce montant de 52 millions est dû par l'Unilac – qui n'a pas encore été débloquée – la bénéficiaire en est la société Nestlé qui, elle, a été déclarée certifiable. La société Nestlé a fait savoir par conséquent à l'Office suisse de Compensation qu'elle se passerait de ses services pour la certification de cet avoir.

Il n'en reste pas moins que la société Nestlé préférerait encore aujourd'hui, pour des raisons de prestige vis-à-vis des autorités américaines, que la certification de cette créance se fasse en bonne et due forme par devant l'Office suisse de Compensation.

III.

La société Nestlé est en outre titulaire, par l'entremise de deux banques en Suisse, de deux comptes aux Etats-Unis qui ont été régulièrement alimentés par des versement effectués en sa faveur par l'Unilac. Comme mentionné ci-dessus, les avoirs de cette dernière sont bloqués, mais il a toujours été possible néanmoins d'opérer ces virements en vertu de licences spéciales octroyées par le Département américain du Trésor.

Confiant dans le caractère suisse aussi bien de l'Unilac que de la bénéficiaire de ces versements, la société Nestlé, la Banque nationale suisse a régulièrement converti pendant la guerre les contributions dues par l'Unilac à la société Nestlé; les avoirs figurant sur ces deux comptes ne constituent par conséquent qu'un solde que la société Nestlé a laissé aux Etats-Unis d'entente avec la Banque nationale suisse.

Récemment la société Nestlé a demandé à l'Office suisse de Compensation de certifier ces deux soldes. L'Office suisse de Compensation lui a répondu toutefois qu'ayant posé au représentant du Trésor américain à Berne la question de principe de savoir si, pour la certification d'avoirs transférés en vertu de licences spéciales il devait néanmoins remonter dans ses contrôles jusqu'au 14 juin 1941 (voir chiffre I ci-dessus), il était tenu à attendre sa réponse.

5. Il s'agit de la Nestlé and Anglo-Swiss Holding Company; cf. E 2001 (E) 1/387.

Il en résulte que la société Nestlé, qui attache un grand prix à pouvoir se déclarer «société certifiée», se voit dans l'obligation d'attendre, comme elle le fait depuis une dizaine de jours, que le représentant du Trésor reçoive des autorités américaines compétentes les instructions qu'il a sollicitées.

D'après les expériences que nous avons pu faire jusqu'à présent, il se passe parfois des mois avant que les autorités américaines se prononcent au sujet de questions qui leur sont posées.

IV.

En communiquant ce qui précède, hier, téléphoniquement, M. Waldesbühl paraissait vivement contrarié. Il a saisi cette occasion pour répéter à un de mes collaborateurs que le mécontentement causé par les lenteurs et la circonspection excessive dont fait preuve l'Office suisse de Compensation à l'occasion de la certification des avoirs suisses aux Etats-Unis grandit parmi les milieux suisses intéressés. Il a ajouté avoir appris de source digne de foi que cette circonspection étonne même les Américains – et réveille leur méfiance – car ils ne peuvent pas comprendre pourquoi l'Office suisse de Compensation paraît même hésiter à certifier les avoirs de sociétés notoirement suisses.

M. Waldesbühl a confié à cette occasion à mon collaborateur que, selon des renseignements qui lui sont parvenus récemment, certains groupements financiers et commerciaux suisses sont en train de concerter l'ouverture d'une campagne de presse contre l'Office suisse de Compensation, afin de saisir l'opinion publique suisse des entraves qu'il met à la certification des avoirs suisses aux Etats-Unis.

M. Waldesbühl a ajouté en outre avoir eu vent que des avocats américains envoient des émissaires en Suisse offrant de faire débloquent des avoirs aux Etats-Unis, sans certification préalable par l'Office suisse de Compensation et moyennant des honoraires souvent fort raisonnables.

(D'après les renseignements que nous a fournis la Légation de Suisse à Washington, il ne serait par contre pas possible de circonvenir la procédure de certification par devant l'Office suisse de Compensation).

V.

En assumant la responsabilité de l'exécution de la procédure de certification, l'Office suisse de Compensation a pris à sa charge une tâche lourde et souvent ingrate. D'un côté, il doit exécuter fidèlement les dispositions de l'accord; d'un autre côté, les ayants-droit à des avoirs qui ont été bloqués pendant près de 6 ans sont impatients de pouvoir enfin en disposer. Dans ces conditions, il ne doit pas être toujours facile d'éviter des critiques.

On peut se demander cependant si beaucoup d'amertume ne pourrait pas être évitée en faisant preuve, de la part de l'Office suisse de Compensation, de moins de circonspection à l'égard de requérants qui, comme dans le cas de la société Nestlé, représentent des intérêts notoirement suisses. Dans de tels cas, une interprétation à la lettre des dispositions de l'accord peut paraître superflue.

Un entretien avec M. Schwab pourrait, me semble-t-il, amener une certaine détente dans la situation actuelle.

119

E 2001 (E) 1/325

[DoDiS-1674]

*Le Ministre de Suisse à Stockholm, H. Vallotton,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

Copie

L

Stockholm, 1^{er} avril 1947

Rentré hier matin, 31 mars, à Stockholm, je me suis attaché immédiatement à la question la plus importante pendante à la Légation: les difficultés d'ordre économique avec la Suède.

Je rappelle très succinctement les faits:

1) La Suisse peut invoquer l'accord du 23 mars 1946¹, valable une année (protocole non signé), celui du 20 septembre 1946² valable jusqu'au 30 juin 1947 et les lettres échangées entre la Banque Nationale et la Riksbank le 30 octobre 1946³.

Si nous cherchons à dégager les grandes lignes de ces accords, nous constatons ce qui suit: chaque partie était prête à pratiquer la liberté de commerce; en cas de faits nouveaux susceptibles d'entraîner des mesures restrictives, elle s'engageait à prendre contact au préalable. De son côté, la Banque Nationale Suisse s'était engagée à accepter de l'or pour un montant déterminé.

2) Malgré ces accords parfaitement clairs, la Suède a pris unilatéralement des mesures restrictives importantes, que nous pouvons résumer en un mot: une prohibition générale d'importation (allégée il est vrai par une liste d'articles libres) s'est substituée au principe de la liberté réciproque d'importations. Ces mesures sont entrées en vigueur le 15 mars 1947 et notre Chargé d'Affaires, M. Matter, en fut informé le 13 mars. Il en prévint aussitôt par télégramme⁴ le Département politique et la Division du Commerce.

3) Au cours des deux entretiens qu'il a eus avec notre Chargé d'Affaires, M. le Ministre des Affaires étrangères a fait valoir notamment la situation financière très sérieuse de la Suède, le manque de devises étrangères, la diminution de la réserve métallique, la nécessité de réduire le standard de vie trop élevé et de restreindre la consommation pour augmenter l'exportation. En un mot, M. Undén justifiait ces mesures unilatérales par la nécessité impérieuse où la Suède se trouvait d'éviter l'inflation qui la menace.

M. Undén a souligné qu'il s'agissait-là de mesures provisoires, justifiées par les circonstances, mais que ces mesures ne portaient pas atteinte au principe de la liberté du commerce entre les deux Pays.

1. Protokoll über die Wirtschaftsbesprechungen zwischen der Schweiz und Schweden, *non reproduit*.

2. Zusatzprotokoll zu dem Protokoll vom 23. März 1946 über die Wirtschaftsbesprechungen zwischen der Schweiz und Schweden, *non reproduit*.

3. Cf. *une copie non reproduite illustrant le contenu de cet échange de lettres. Sur les négociations de septembre et octobre 1946, cf. DoDiS-1493, voir aussi E 2200 Stockholm 1969/13/3 et E 7110/1967/32/821. Schweden.*

4. *Télégramme N° 15 du 13 mars 1946, non reproduit. Il était suivi le même jour d'une lettre aussi non reproduite.*

M. Matter n'a pas manqué de défendre les intérêts de la Suisse en faisant valoir nos droits et, conformément aux instructions de la Division du Commerce du 20/21 mars⁵, le Chargé d'Affaires a remis à M. Undén une lettre très claire, portant la date du 22 mars 1947⁶.

Cet après-midi même, à 17 heures, j'ai été reçu par M. le Ministre Undén. J'ai prié M. Matter de m'accompagner, puisqu'il avait représenté la Légation lors des deux premiers entretiens.

M. Undén m'a remis la réponse datée du 1er avril, que je Vous prie de trouver incluse⁷. Je l'ai parcourue rapidement et fis constater à M. Undén que l'interprétation donnée par la Suède aux deux protocoles différait très nettement de la nôtre et que je me réservais de faire connaître le point de vue suisse après avoir eu le temps d'étudier à fond ladite réponse.

Je saisis cependant l'occasion pour faire valoir les arguments suivants:

1) Tout en comprenant parfaitement la situation financière délicate de la Suède et le désir de son Gouvernement d'y remédier, nous ne pouvions considérer l'interdiction générale d'importations que comme une violation des accords des 23 mars et 20 septembre 1946.

2) Cette interdiction générale était de nature à causer un dommage très grave aux industries suisses qui – se fondant sur les circulaires de la Division du Commerce ou du Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie, inspirées elles-mêmes par les protocoles – avaient pris leurs dispositions pour accepter et exécuter des commandes suédoises.

3) Ce préjudice s'étendait d'ailleurs aux importateurs suédois eux-mêmes et aux intermédiaires suédois. (Je constatais à ce propos que les 700 maisons suisses représentées en Suède ont comme agents presque exclusivement des Suédois).

4) Le Ministère des Affaires étrangères venait de répondre aux Etats-Unis que le traité de 1935 ne prévoyait pas et ne pouvait pas prévoir la guerre et ses conséquences, mais la situation juridique de la Suisse est tout à fait différente, puisque les accords datent de 1946, soit d'après la guerre.

5) J'attirais l'attention du Ministre des Affaires étrangères sur les conséquences regrettables d'ordre général qu'une telle mesure devait entraîner: elle était sans doute de nature à ébranler la confiance des industriels suisses dans la sûreté des protocoles.

6) Enfin, j'insistais pour que les négociations s'ouvrent le plus rapidement possible.

M. le Ministre Undén me répondit ce qui suit:

1/ La Suède regrette très vivement d'avoir dû adopter des mesures «désagréables» (c'est le mot qu'il a employé), imposées par les circonstances: dans la situation actuelle de la Suède, on ne pouvait agir autrement.

2/ Du côté suédois, les protocoles de 1946 n'auraient pas la force de véritables engagements, mais de simples déclarations de principe. (Si l'on s'en

5. Non retrouvées.

6. Non retrouvée.

7. Non reproduite.

tient à la lettre de ces protocoles, l'on peut admettre cette interprétation; si, en revanche, l'on s'inspire de l'esprit de ces protocoles, cette interprétation ne paraît pas soutenable et l'on ne voit pas pourquoi la Banque Nationale aurait, malgré elle, accepté la remise de l'or, si cela n'avait été qu'une simple éventualité et non pas un engagement de la Suède).

3/ En ce qui concerne l'Amérique, M. Undén a soutenu une argumentation qui me paraît en contradiction flagrante avec le texte même de la réponse donnée à l'Amérique et dont le texte a été envoyé ce jour par avion par notre Légation à la Division du Commerce. Aux Américains, M. Undén a dit en substance: le traité de 1935 ne pouvait prévoir la guerre et vous avez vous-mêmes dérogé aux principes de ce traité.

A nous, M. Undén nous dit aujourd'hui; le traité passé avec l'Amérique en 1935 est beaucoup plus important que les protocoles passés avec la Suisse en 1946, car ses clauses sont beaucoup plus nettes, ont un caractère beaucoup plus obligatoire que nos déclarations protocolaires.

4/ Quant aux négociations, il n'est pas possible à la Suède, qui va envoyer des négociateurs à Washington immédiatement après Pâques, d'envoyer d'autres négociateurs en même temps en Suisse. Le Gouvernement suédois désirerait d'ailleurs fixer d'abord certains principes avec le Gouvernement de Washington, avant de discuter avec les autres Etats, notamment avec la Suisse. (Nous avons retiré très nettement des propos un peu embarrassés de M. Undén l'impression que le Gouvernement suédois, qui s'est attiré déjà une note du Gouvernement des Etats-Unis à propos du traité de commerce Suède-URSS et qui vient de recevoir cette seconde note du même Gouvernement, désire à tout prix calmer les Etats-Unis et s'arranger d'abord avec eux).

5/ M. Undén, parlant toujours des Etats-Unis, a souligné que ces derniers étaient frappés beaucoup plus durement que la Suisse et que tout naturellement il fallait commencer par négocier avec les Etats-Unis.

6/ Quant à la date des négociations, M. Undén ne peut encore la proposer, puisqu'elle dépendrait des négociations engagées par la Suède avec les Etats-Unis.

J'ai alors cherché à remédier à cette situation en obtenant du Ministre des Affaires étrangères certaines assurances relatives aux cas particuliers. A ce propos, M. Undén m'a déclaré de la manière la plus nette ce qui suit: «La Handelskommission et la Handelsabteilung du Ministère des Affaires étrangères» *sont prêtes à examiner dans le meilleur esprit les cas particuliers d'industriels suisses qui, dans le cadre des accords, se seraient préparés à exécuter leurs commandes et se trouveraient frappés par cette interdiction générale d'importation.*

En substance:

A) Le Ministre Undén nous a remis la réponse incluse⁸ sur laquelle nous nous sommes réservés de nous déterminer. A ce propos, je serais reconnaissant aux instances compétentes, notamment à la Division du Commerce, de nous faire connaître au plus tôt leur avis. Je suppose que la Division du Commerce

8. Non reproduite.

prendra contact avec le Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie à ce sujet.

B) Il est impossible d'obtenir la fixation d'une date pour les négociations Suisse-Suède – qui dépendront des négociations Suède-Etats-Unis.

C) Pour des raisons d'ordre pratique (voyage des mêmes négociateurs à Washington, manque de personnel spécialisé) le Ministère serait reconnaissant à la Suisse d'envoyer, le moment venu, des négociateurs à Stockholm.

D) Non sans peine, nous avons obtenu à la fin de l'entretien l'assurance que les cas particuliers seraient examinés avec bienveillance. Cela est important au point de vue pratique, me semble-t-il. Sans doute la Division du Commerce, faisant état de ces promesses, nous signalera-t-elle tous les cas particuliers dans le plus bref délai, afin que nous puissions les soumettre aux instances suédoises compétentes. Peut-être arriverons-nous ainsi (du moins je l'espère) à liquider pratiquement toute une série de cas???

Il est superflu d'ajouter qu'à la fin de l'entretien M. Undén nous a assurés que la Suède désirait entretenir les relations les meilleures avec la Suisse; que cette décision pénible d'interdiction d'importations n'était qu'une «parenthèse» dans l'histoire de nos relations. J'ai exprimé le désir de voir cette parenthèse se terminer rapidement et de la manière la plus favorable possible.

Etant donné les circonstances que traverse actuellement la Suède, les craintes d'inflation, les moyens draconiens pris dans d'autres domaines (lois fiscales notamment) pour y remédier, il n'était pas possible à la Légation de faire davantage.

J'ai tenu à dicter ce rapport immédiatement après notre entretien.

Afin d'éviter toute perte de temps et cette affaire ayant été traitée jusqu'à maintenant avec la Division du Commerce, nous envoyons une copie de ce rapport par ce même courrier à M. le Ministre Hotz. Je pars de l'idée que la Division du Commerce renseignera les instances intéressées, notamment le Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie et la Banque Nationale, à qui nous n'envoyons pas de copie.

120

E 7001 (B) 1/543

[DoDiS-302]

Interner Bericht des Bundesamtes für Industrie, Gewerbe und Arbeit des EVD¹

BERICHT AN HERRN DIREKTOR KAUFMANN ÜBER MEINE VERHANDLUNGEN MIT
DEN ITALIENISCHEN BEHÖRDEN IN ROM ZUR ÜBERWINDUNG
DER SCHWIERIGKEITEN, DIE SICH DER REKRUTIERUNG VON ITALIENISCHEN
ARBEITSKRÄFTEN, INSBESONDERE FÜR DIE LANDWIRTSCHAFT, ENTGEGENSTELTEN.

Bern, 3. April 1947

I. Ursachen dieser Schwierigkeiten

Um dem Mangel an Arbeitskräften in der Landwirtschaft rechtzeitig entgegenzutreten und die diesjährige landwirtschaftliche Produktion weitmöglichst zu fördern, haben wir im Einverständnis mit der Eidgenössischen Fremdenpolizei und den kantonalen Arbeitsämtern dem Schweiz. Bauernsekretariat in Brugg sowie den kantonalen landwirtschaftlichen Vereinen unmittelbar nach Aufhebung der Arbeitsdienstpflicht im letzten Spätherbst dringend nahegelegt, sich rechtzeitig nach italienischen Arbeitskräften umzusehen, und ihnen zugesichert, dass sowohl von seiten der Fremdenpolizeibehörden als auch von seiten der Arbeitsämter alle Erleichterungen geschaffen würden, um die Rekrutierung und Einreise der benötigten italienischen landwirtschaftlichen Arbeitskräfte zu ermöglichen und zu beschleunigen. Da ausländische landwirtschaftliche Arbeitskräfte weder aus Österreich noch aus Süddeutschland erhältlich sind, bleibt zur Deckung unseres Bedarfes nur die Möglichkeit offen, solche Leute in Italien zu rekrutieren. Wir haben uns anboten, für die Rekrutierung der benötigten italienischen landwirtschaftlichen Arbeitskräfte selbst zu sorgen überall da, wo unsere Landwirte nicht aus eigener Initiative das gewünschte Personal ausfindig machen konnten. Gestützt auf die Meldungen der kantonalen landwirtschaftlichen Vereine haben wir am 12. Januar 1947 die Italienische Gesandtschaft² ersucht, 3500 landwirtschaftliche Arbeitskräfte in Italien rekrutieren zu lassen in der bestimmten Erwartung, dass uns die Verzeichnisse der rekrutierten Arbeitskräfte gegen Ende Februar oder spätestens Anfang März zugestellt würden. Die Italienische Gesandtschaft gab sich grosse Mühe, um die Rekrutierung wunschgemäß in die Wege zu leiten, allein die Verzeichnisse der angeforderten Kräfte liessen trotz unserer wiederholten Interventionen bei der Gesandtschaft immer wieder auf sich warten, weil die italienischen Behörden in Rom es an den notwendigen Dispositionen fehlen liessen und unter sich selber nicht einig waren über die Art des Vorgehens.

Die Italienische Gesandtschaft konnte die inzwischen zahlreich eingelaufenen Einzelverträge für italienische Arbeitskräfte nicht visieren, solange die

1. Dieser Bericht an M. Kaufmann wurde von A. Jobin verfasst.

2. Nicht ermittelt.

italienischen Behörden ihre Zustimmung dazu nicht gaben. Wiederholte Versuche der Gesandtschaft auf schriftlichem und telegraphischem Wege, die italienischen Behörden zum raschen Handeln zu bewegen, blieben meistens unbeantwortet. Die Gefahr wurde immer grösser, dass die angeforderten italienischen Arbeitskräfte ihre Arbeit, wenn überhaupt, dann jedenfalls nicht rechtzeitig, bei uns aufnehmen könnten.

II. Ergebnis meiner Schritte in Rom

Auftragsgemäss bin ich im Einverständnis mit der Italienischen Gesandtschaft am 18. März nach Rom gereist, um zu erwirken, dass die uns seinerzeit von den italienischen Behörden gemachten Zusicherungen inbezug auf die Rekrutierung und die Ausreise der italienischen Arbeitskräfte ohne weiteren Verzug eingehalten würden. Nach Vorsprache bei unserer Gesandtschaft in Rom habe ich mit dem Generaldirektor der Auswanderung im Ausenministerium, Herrn Tommasini, der mir persönlich gut bekannt war, Fühlung genommen und ihm die Lage auseinandergesetzt. Herr Tommasini zeigte volles Verständnis für unser Anliegen und versprach mir seine tatkräftige Mithilfe. Er sei aber weitgehend auf die Zustimmung des Arbeitsministeriums und des Innenministeriums, die in der Sache auch zuständig seien, angewiesen, und halte eine Aussprache mit Vertretern dieser Ministerien und einem Vertreter der Confédération générale du travail für unerlässlich. Ich übergab ihm die in Abschrift beiliegende Notiz³, in welcher unser Begehren kurz und eindeutig dargelegt ist. Nachdem auch die übrigen Ministerien von dieser Notiz Kenntnis hatten, fand eine allgemeine Aussprache statt, die nach Überwindung gewisser Schwierigkeiten mit den Vertretern der einzelnen Ministerien zum gewünschten Erfolg führte. So konnte ich erreichen, dass:

1. die in Betracht kommenden Arbeitsämter Nord- und Mittelitaliens telegraphisch den Auftrag erhielten, die Verzeichnisse der von uns seinerzeit angeforderten landwirtschaftlichen Arbeitskräfte bis spätestens Ende März der Italienischen Gesandtschaft nach Bern zuhanden unseres Amtes einzureichen;

2. die für die Ausstellung der Pässe zuständigen Bezirksbehörden (Questura) telegraphisch beauftragt wurden, allen von der Schweiz angeforderten landwirtschaftlichen Arbeitskräften die Pässe ohne Verzug auszustellen, sobald die von der Italienischen Gesandtschaft in Bern visierten Arbeitsverträge vorliegen;

3. die Italienische Gesandtschaft in Bern telegraphisch ermächtigt wurde, mit den italienischen Arbeitsämtern direkt Fühlung zu nehmen, um diesen die nötigen Anleitungen zu geben, damit die Rekrutierung sich entsprechend unseren Wünschen rasch und zweckmässig gestalten könne.

Der Generaldirektor der Auswanderung, Herr Tommasini, war über meine Intervention sehr froh, da es ihm wie er mir sagte, allein kaum möglich gewesen wäre, diese Zugeständnisse von seinen Kollegen der anderen Ministerien zu erhalten. Diese Intervention werde sich auch für die Zukunft günstig auswirken.

3. Nicht abgedruckt.

Vertraulich teilte mir Herr Tommasini mit, dass es mit der italienischen Verwaltung noch sehr schlimm bestellt sei, und dass es ausserordentlich schwer halte, eine Einigung in grundsätzlichen Fragen mit anderen Ministerien zu erzielen. Das vorhandene Personal sei mit wenigen Ausnahmen untüchtig, und es werde längere Zeit dauern, bis die Verwaltung ihre Aufgabe richtig erfüllen könne. Es müsse noch alles von Grund auf neu organisiert werden.

Sofort nach meiner Rückkehr habe ich bei der Italienischen Gesandtschaft in Bern vorgesprochen und festgestellt, dass die Weisungen von Rom entsprechend den dort getroffenen Abmachungen auch eingegangen sind. Die Gesandtschaft ist sehr erfreut über den Ausgang dieser Verhandlungen, und es besteht nunmehr die berechtigte Hoffnung, dass die angeforderten italienischen Arbeitskräfte innert kurzer Zeit werden einreisen können.

Das Schweiz. Bauernsekretariat ist über das Ergebnis dieser Schritte telephonisch verständigt worden und hat mit grosser Befriedigung davon Kenntnis genommen.

121

E 2001 (E) 1/347

[DoDiS-3]

Interne Notiz des Politischen Departements¹

ÖSTERREICHISCHES KREDITBEGEHREN

Kopie

JM

Bern, 9. Mai 1947

Zu Beginn dieses Jahres wurde unser Gesandter in Wien² seitens der österreichischen Regierung ersucht, dem Bundesrat die Frage zu unterbreiten, ob und in welcher Weise er es in Erwägung ziehen könnte, sich am finanziellen Hilfswerk für den Wiederaufbau der österreichischen Wirtschaft zu beteiligen. Nach Fühlungnahme mit dem Eidg. Volkswirtschaftsdepartement sowie mit dem Finanz- und Zolldepartement hat das Politische Departement dem Bundesrat am 11. und 25. März 1947³ Antrag gestellt, und der Bundesrat hat am 1. April 1947⁴ beschlossen, dass eine schweizerische Hilfeleistung im Sinne eines alliierten Planes z. B. nach der Art desjenigen von Dalton-Snyder⁵ ausser

1. Die Notiz stammt von J. Egli.

2. P. A. Feldscher.

3. Nicht abgedruckt.

4. BR-Prot. Nr. 780 vom 1. April 1947, E 1004.1 1/480.

5. Nach gemeinsamen Besprechungen einigten sich der britische und der amerikanische Finanzminister Hugh Dalton bzw. John Wesley Snyder Anfang Oktober darüber, dass zur Bestreitung der Besatzungs- und Wiederaufbaukosten der ehemaligen Feindstaaten (Deutschland, Österreich und Italien) die kriegsverschonten neutralen Länder, darunter die Schweiz, herangezogen werden sollten. Dabei handelte es sich jedoch einzig um einen wiederholt über Zeitungsmeldungen verbreiteten Appell, der ohne diplomatische Schritte blieb; vgl. E 2001 (E) 1/144. Neben Österreich richteten auch andere Länder Kreditbegehren

Betracht falle, dass aber die Gewährung finanzieller Erleichterungen im Rahmen bilateraler Wirtschaftsbeziehungen Schweiz/Österreich grundsätzlich zu bejahen sei⁶. Es müsse indessen die Gewähr geboten sein, dass die finanziellen Erleichterungen tatsächlich Österreich und nicht den Besetzungsmächten zugute kommen, was besagt, dass die Voraussetzungen für wirtschaftliche Verhandlungen erst nach Abzug der Besetzungstruppen aus Österreich gegeben sind. Mit Note vom 28. April⁷ hat unser Gesandter in Wien beim österreichischen Aussenministerium die entsprechende Antwort erteilt.

an die Schweiz, wie z. B. Griechenland am 1. Februar 1947 vgl. das Telegramm des EPD an die schweizerische Gesandtschaft in Athen vom 19. März 1947, ebd. Vgl. auch Nr. 114 in diesem Band. Wie im Falle Österreichs lehnte der Bundesrat derartige Gesuche kategorisch ab.

6. Bereits nach der Bundesratssitzung vom 21. Januar hatte Bundesrat W. Stämpfli der Presse gegenüber diesen Grundsatz erläutert. Vgl. das Telegramm des EPD an die schweizerische Gesandtschaft in Wien vom 25. Januar 1947, ebd.

7. Nicht abgedruckt.

122

E 2800/1990/106/3

[DoDiS-275]

Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre¹

Berne, 12 mai 1947

Le 9 mai, j'ai eu un entretien avec MM. Payot et Lemaître, qui venaient me parler de la nationalisation des entreprises d'électricité en France. Ils m'ont déclaré que, les démarches faites par M. Grandjean² ayant eu un résultat négatif, il serait urgent que des démarches officielles fussent entreprises aussi rapidement que possible et, éventuellement, liées aux négociations commerciales qui doivent s'ouvrir au début de juillet. Ils estiment que nos deux moyens de défense sont, d'une part, le non-renouvellement des crédits existants et le refus d'octroyer de nouveaux crédits et, d'autre part, l'arbitrage. Ces messieurs demandent aussi que nous désignons dès maintenant la personnalité qui pourrait être chargée de représenter nos intérêts dans une procédure arbitrale éventuelle.

Des démarches officielles immédiates se justifient d'autant plus que le Canada, la Belgique et la Grande-Bretagne ont, de leur côté, pris une attitude très nette à l'égard des autorités françaises. Ces trois pays ont le désir d'une action dans une certaine mesure coordonnée.

1. Cette notice est adressée à R. Hohl. Cf. aussi E 2800/1967/61/97.

2. Sur les démarches entreprises par le Président du «Comité-France» de l'ASB, cf. E 2001 (E) 1/329.

Enfin, MM. Payot et Lemaître demandent que les instructions qui seront données par nous à notre Légation de Paris soient préalablement discutées avec les représentants des entreprises d'électricité, afin d'éviter que certains arguments ne soient négligés et certaines questions de détail laissées de côté. Je pense qu'il y a lieu de donner suite à ce vœu, qui paraît justifié³.

3. *Sur la suite de ces négociations, cf. E 2200 Paris /C/21-24.*

123

E 2300 Rom/54
[DoDiS-301]

*Le Ministre de Suisse à Rome, R. de Weck,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

DÉMISSION DU TROISIÈME CABINET DE GASPERI

RP

Confidentiel

Rome, 14 mai 1947

Depuis le 1^{er} mai sanglant de Portella della Ginestra¹, le troisième Gouvernement de M. De Gasperi se trouvait en état de crise larvée. La crise ouverte que vous faisiez prévoir mon rapport du 8² a éclaté le 13, à 13 heures 45.

Avant de soumettre au président De Nicola la démission de son Cabinet, le premier Ministre, en mettant fin à une séance orageuse du conseil, déclara que l'attitude prise par le Parti socialiste l'obligeait à laisser au Chef de l'Etat le soin de trancher un nœud gordien inextricable.

Cette remarque se référait à un communiqué publié l'avant-veille par le groupe Nenni, accusant le chef de la démocratie chrétienne de fuir devant les responsabilités et de chercher à provoquer un éclat que l'extrême-gauche estimait parfaitement évitable.

Depuis la fin des hostilités, six ministères se sont déjà succédés en Italie. Les trois derniers furent présidés par M. De Gasperi, dont l'accession à la tête du pouvoir exécutif remonte à décembre 1945. Le cabinet qui vient de se démettre avait été formé le 2 février 1947, immédiatement après la brève tournée entreprise aux Etats-Unis par son chef.

L'«Avanti» du 13 avait affirmé que le devoir du premier Ministre n'était pas de provoquer une crise politique, mais de lutter avec énergie contre le péril économique et financier qui menaçait de tout emporter. M. De Gasperi fit savoir à ses collaborateurs que la méfiance ainsi exprimée par les socialistes ne lui permettait pas d'exécuter la décision prise la veille par le conseil des ministres et d'après laquelle il devait se présenter devant l'Assemblée cons-

1. *Localité sicilienne où avait eu lieu un massacre perpétré par la bande de S. Giuliano sur un groupe de travailleurs et leurs familles rassemblés pour fêter le 1^{er} mai.*

2. *Cf. DoDiS-2280.*

tituante, exposer à fond la situation financière de l'Etat et ne modifier la structure du gouvernement que si les conclusions du débat qui aurait suivi son discours exigeaient un changement.

En fait, comme je vous l'ai écrit déjà, la crise avait commencé au moment où le Président du Conseil manifesta l'intention d'élargir vers la droite la base parlementaire de son équipe. Ce dessein se heurta aussitôt à l'opposition très nette de la gauche. En même temps, M. De Gasperi voyait se dresser contre lui les droitiers de son propre groupe, membres de l'«Action catholique», qui pensaient avoir trouvé une occasion propice pour exclure les communistes du gouvernement, comme M. Ramadier venait de le faire à Paris. Il crut un instant pouvoir contenter tout le monde en opérant un «replâtrage» dont les victimes eussent été remplacées par des techniciens sans couleur politique.

Cette illusion ne fut pas de longue durée, car les gauches se raidirent en faisant courir le bruit que le cabinet de Washington prétendait subordonner toute assistance financière à un renforcement des éléments de droite dans la formation ministérielle. «Il est inadmissible, proclamèrent MM. Nenni et Togliatti, que l'Italie se soumette aux manœuvres de chantage d'un gouvernement étranger».

L'Amérique a-t-elle joué un rôle dans les événements de ces derniers jours? C'est difficile à dire. Je me trouvais hier à table à côté de son Ambassadeur M. Dunn, assez nouveau venu à Rome. En l'entendant questionner un haut fonctionnaire du Palais Chigi, j'avais le sentiment qu'il n'en savait pas plus que l'homme de la rue sur l'origine et les causes de la crise ou qu'il jouait le naïf avec un art consommé. J'incline à croire, cependant, qu'il n'est pas intervenu pour influencer le premier Ministre. En revanche, il me paraît probable que l'Ambassadeur d'Italie à Washington, M. Tarchiani, venu à Rome entre deux avions il y a quelques jours, aura plaidé la cause d'un ralliement de la République à la «doctrine Truman».

Un facteur qui a pu être pris en considération par les membres démocrates chrétiens du Cabinet, c'est le résultat des élections siciliennes, lequel a confirmé que leur entente avec les communistes affaiblissait de plus en plus leur position devant le suffrage universel.

Au surplus, la crise ministérielle dérive dans une large mesure d'une crise de parti. Jusqu'à une époque récente, M. De Gasperi avait réussi tant bien que mal à neutraliser les mouvements centrifuges qui se produisaient dans ses troupes. Depuis peu, une partie de ces dernières se rebelle contre l'autorité du chef. Sur le problème gouvernemental, les démocrates chrétiens se partagent en quatre fractions: 1^o) ceux qui voudraient rompre avec les communistes; 2^o) ceux qui préconisent au contraire une entente plus étroite avec M. Togliatti et les siens; 3^o) ceux qui pensent que le parti pourrait assumer à lui seul toutes les responsabilités du pouvoir; 4^o) les partisans d'un ministère de très large concentration qui ferait appel à tous les groupes. [...]³

3. Dans une deuxième partie de son rapport politique du 14 mai 1947, qu'il a ajoutée le 16 mai 1947, R. de Weck rend compte d'une soirée avec De Gasperi, DoDiS-2282; celui-ci formera le 31 mai le quatrième gouvernement d'où seront exclus les communistes et les socialistes.

124

E 2001 (E) 1/50

[DoDiS-170]

*Le Chef de la Division des Affaires politiques, A. Zehnder,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

NOTICE À L'INTENTION DE MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL PETITPIERRE¹

VG

Berne, 27 mai 1947

1. Nous avons toujours considéré la représentation des intérêts étrangers comme une activité essentiellement «suisse», conforme à notre tradition pacifique. Les bons offices pourraient constituer, d'autre part, une des obligations susceptibles de remplacer l'obligation de l'aide militaire prévue par la Charte des Nations Unies, au cas où la Suisse voudrait adhérer à l'ONU. Il serait donc conforme à notre politique traditionnelle et actuelle d'accepter la représentation des intérêts autrichiens en Yougoslavie.

2. Du point de vue de nos relations bilatérales, il s'agit de prêter nos bons offices à un Etat avec lequel nous entretenons des relations diplomatiques normales, pour représenter ses intérêts dans un Etat avec lequel nous sommes également en relations diplomatiques normales. Rien ne s'oppose donc à ce que nous acceptions ce mandat.

Il s'agit d'un mandat formel. La Suisse ne sera donc en principe engagée dans les controverses austro-yougoslaves qu'à titre d'intermédiaire. Fort de mon expérience à Berlin², je prévois les nombreuses situations délicates dans lesquelles nous pourrions nous trouver lorsqu'il s'agira d'aborder les problèmes dans un milieu nettement hostile, peut-être même décidé à empêcher le règlement désiré par l'Autriche. L'atmosphère n'a pas été différente pendant la dernière guerre; on est tenté de dire que cette hostilité est normale dans tous les cas dans lesquels nous sauvegardons des intérêts étrangers. En revanche, nous ne pourrions plus nous fonder sur les dispositions des conventions internationales régissant les relations entre belligérants; nous ne serons guidés que par les règles du droit des gens que la Yougoslavie n'est pas sans autre disposée à reconnaître. C'est, en effet, une complication, mais le fait de rencontrer une nouvelle difficulté ne saurait nous décourager.

3. Je me suis demandé si nous ne devrions pas recommander à l'Autriche de confier ses intérêts à un Etat mieux à même de les protéger que la Suisse; à l'une des Puissances occupantes par exemple.

Il me paraît que l'Autriche doit éprouver certains scrupules d'ordre politique à demander les bons offices de l'URSS, seule grande puissance vraiment utile dans cette affaire. J'exclus d'emblée les «petits alliés»; restent donc les

1. *Annotation manuscrite de Petitpierre*: demander à Yougoslavie *officieusement* pour commencer.

2. A. Zehnder a été Conseiller de Légation à Berlin d'avril 1942 jusqu'en mai 1945. Lors des absences de H. Frölicher, il assumait la fonction de Chargé d'Affaires a. i.

neutres parmi lesquels n'entrent pratiquement en considération que la Suisse et la Suède. Il est tout naturel que dans cette alternative, l'Autriche se soit adressée à la Suisse, sa voisine et le pays qui a de tout temps fait preuve d'une grande compréhension à son endroit.

Du point de vue suisse, céder le pas à la Suède dans la question si importante pour nous des bons offices serait une capitulation sans raisons suffisantes.

4. Mon préavis est par conséquent: *accepter la proposition autrichienne en s'assurant au préalable du consentement du Gouvernement yougoslave.*

Il serait utile de rappeler, à cette occasion, au Gouvernement yougoslave que nous venons de donner notre agrément à la représentation, par la Yougoslavie, des intérêts albanais en Suisse.³

3. *L'entrée en pourparlers directs entre l'Autriche et la Yougoslavie a laissé sans suite cette démarche.*

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES
DIPLOMATISCHE DOKUMENTE DER SCHWEIZ
DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

PUBLIÉS

SOUS LE PATRONAGE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE SUISSE D'HISTOIRE
AVEC LE CONCOURS DES ARCHIVES FÉDÉRALES,
L'AIDE DU FONDS NATIONAL SUISSE
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET
DU DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET LA PARTICIPATION DE L'ACADÉMIE SUISSE
DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

VERÖFFENTLICHT

UNTER DEM PATRONAT DER ALLGEMEINEN GESCHICHTSFORSCHENDEN
GESELLSCHAFT DER SCHWEIZ
MIT DER UNTERSTÜTZUNG DES SCHWEIZERISCHEN BUNDESARCHIVS,
DER HILFE DES SCHWEIZERISCHEN NATIONALFONDS
ZUR FÖRDERUNG DER WISSENSCHAFTLICHEN FORSCHUNG UND
DES EIDGENÖSSISCHEN DEPARTEMENTS FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
UND EINEM BEITRAG DER SCHWEIZERISCHEN
AKADEMIE DER GEISTES- UND SOZIALWISSENSCHAFTEN

PUBBLICATI

SOTTO IL PATROCINIO DELLA SOCIETÀ GENERALE SVIZZERA DI STORIA
CON IL CONCORSO DELL'ARCHIVIO FEDERALE,
LA PARTECIPAZIONE DEL FONDO NAZIONALE SVIZZERO
DELLA RICERCA SCIENTIFICA E
DEL DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI
E DELL'ACCADEMIA SVIZZERA DI SCIENZE MORALI E SOCIALI